HAL
open science

Les 'brumes de la mémoire'. Expérience migratoire et quête identitaire de descendants de Portugais de France.

Irène dos Santos

To cite this version:

Irène dos Santos. Les 'brumes de la mémoire'. Expérience migratoire et quête identitaire de descendants de Portugais de France.. Anthropologie sociale et ethnologie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2010. Français. NNT : 9906048T . tel-00770184

HAL Id: tel-00770184

https://theses.hal.science/tel-00770184v1

Submitted on 4 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Thèse de doctorat
en anthropologie sociale et ethnologie

Irène DOS SANTOS

Les 'brumes de la mémoire'.

Expérience migratoire et quête identitaire de descendants de Portugais de France.

Thèse dirigée par Françoise ZONABEND

Soutenue le 5 février 2010

Jury :

Mme Catherine DELCROIX, Professeur des universités, Université de Strasbourg

M. João LEAL, Professeur des universités, Université Nouvelle de Lisbonne

Mme Nathalie ORTAR, Chargée de recherche, Laboratoire d'économie des transports, ENTPE – Vaulx-en-Velin

Mme Cécile VAN DE VELDE, Maître de conférences, EHESS - Paris

Mme Françoise ZONABEND, Directeur d'études, EHESS – Paris

« Au fond d'elles-mêmes, les femmes
voient cette montée préparatoire à leur descente initiatique
s'effectuer sur une longue période de temps,
des années parfois,
puis elles font enfin l'ultime pas dans le vide
au bord de la falaise
et plongent,
la plupart du temps poussées dans le dos,
et quelquefois, mais rarement, avec élégance. »
(Clarissa PINKOLA ESTES, 1996)

Sommaire

Liste des sigles utilisés : 11

Remerciements :..... 13

INTRODUCTION 17

Passé et présent de la migration..... 17

L'intégration nationale et le problème des « mémoires particulières » 19

Migration, filiation et continuité : le problème des catégorisations..... 24

Approches disciplinaires 28

Mémoire *dans* la migration, mémoire *de* la migration..... 39

Plan de la thèse 45

CHAPITRE 1 51

LES LIEUX DE L'ENQUETE (FRANCE-PORTUGAL)..... 51

1.1. Espaces du communautaire : de l'association aux « communautés portugaises » 52

1.1.1. Cap Magellan : l'association des luso-descendants de Paris 54

1.1.2. Le réseau associatif « jeune » de la Coordination des Communautés Portugaises de France (CCPF) 59

1.1.3. Les rencontres de jeunes luso-descendants (Portugal) 67

1.2. Sortir de l'espace communautaire 74

1.2.1. L'observation flottante à Paris et Porto..... 77

1.2.2. La problématique du « retour » : Porto..... 80

1.2.3. Rituels matrimoniaux (France-Portugal)..... 81

1.2.4. La 'Fête des garçons' : la fête au village (Aveleda, Portugal)..... 83

1.3. De la région parisienne à Clermont-Ferrand et ses environs : comprendre la spécificité parisienne 85

1.4. Parler de - filmer la - « mémoire » (de Paris à Viana do Castelo) 91

CHAPITRE 2 95

DONNEES DE L'ENQUETE ET POSITIONNEMENT DU CHERCHEUR..... 95

2.1. Les formes de l'observation directe 97

2.1.1. L'enquête dans des espaces sociaux, spatiaux et temporels divers mais, circonscrits ... 98

2.1.2. L'enquête au quotidien 99

2.1.3. L'enquête de type monographique 100

2.2. Matériaux oraux et écrits 105

2.2.1. De l'entretien au récit de vie 105

2.2.2. Journaux associatifs, presse des Portugais de France et Internet 112

2.2.3. Production artistique 114

2.2.4. Travaux universitaires 116

2.3. Mode d'implication du chercheur et rôle assigné 120

2.3.1. Changer de nom 121

2.3.2. Entre identification et distanciation 123

CHAPITRE 3 135

TEMPS ET MIGRATION : CYCLE MIGRATOIRE, GENERATION ET AGE DE LA VIE.....135

3.1. L'émigration des aînés 136

3.1.1. L'émigration des années 1950-60 et la génération des grands-parents..... 138

3.1.2. 1960-début 1970 : l'émigration de la génération des parents 139

3.1.3. L'émigration post-1974 : regroupements familiaux et nouveau cycle d'émigration..... 142

3.1.4. Les retours familiaux au Portugal 144

3.2. Générations dans la migration 145

3.2.1. Génération et migration 146

3.2.2. Générations familiales et générations de la migration 149

3.3. Âge de la vie : être « jeune », devenir « adulte » en migration 157

CHAPITRE 4 163

PASSE FAMILIAL : L'EMIGRATION DES AINES 163

4.1. Vivre au Portugal et en émigrer : contextualisation 163

4.1.1. L'émigration, une constante structurelle 164

4.1.2. L'Estado Novo de Salazar 168

4.1.3. Émigrer sous la dictature 175

4.1.4. La société rurale portugaise d'origine 178

4.2. Récits et représentations du milieu d'origine des parents 185

4.2.1. Régions, professions et milieux sociaux 186

4.2.2. L'exception citadine 195

4.2.3. L'endogamie villageoise 197

4.3. Récits d'émigration. 202

4.3.1. Les raisons du départ 203

4.3.2. Dans quelles conditions ? 208

CHAPITRE 5 213

PASSE ET PRESENT FAMILIAL : L'EXPERIENCE DE LA MIGRATION 213

5.1. Vivre en France 214

5.1.1. L' « immigré » portugais 215

5.1.2. L'espace habité : du provisoire qui a duré 220

5.1.3. « Ma mère est concierge et mon père maçon : c'est le stéréotype ! » 233

5.1.4. Relations de parenté, de voisinage et liens communautaires 238

5.2. Projet migratoire : le « 'Nous' familial » 245

5.2.1. Une existence entre parenthèses ? 247

5.2.2. L'évolution du projet migratoire : l'insertion sociale en France 251

CHAPITRE 6 259

LE LIEU D'ORIGINE 259

6.1. Ancrage généalogique et sociabilité villageoise 259

6.1.1. La maison 260
6.1.2. La parenté 270
6.1.3. La fête au village 276

6.2. La noce : paradigme du double ancrage ? 284

6.3. Le « retour » 291

CHAPITRE 7 299

CHOIX D'APPARTENANCE ET MISE EN SENS PARTAGEE 299

7.1. Choix de la nationalité et appartenance nationale 299
7.1.1. Les Français d'origine portugaise 302
7.1.2. Les Portugais 311

7.2. L'« origine portugaise » en question 316
7.2.1. Apprentissage culturel et national 317
7.2.2. Réappropriation identitaire et affirmation de soi 323

CHAPITRE 8 333

LA « LUSO-DESCENDANCE » 333

8.1. Une construction politique 334
8.1.1. Le Portugal et ses émigrants 335
8.1.2. Le « lien du sang » 338
8.1.3. Les luso-descendants dans la politique des communautés portugaises. 342

8.2. L'émergence d'une « luso-diaspora » ? 347

CHAPITRE 9 357

FAIRE MEMOIRE DE LA MIGRATION 357

9.1. Patrimonialiser la migration 359
9.1.1. La Fête des Portugais à Paris 359
9.1.2. Un musée local, au Portugal 369

9.1.3. Du « rêve portugais » (1989) au Memorial de Champigny-sur-Marne (2008) 376

9.2. La volonté de mémoire partagée ?..... 382

9.2.1. L'espace associatif 383

9.2.2. Le projet « Immigration portugaise en France, mémoire des lieux »..... 391

CONCLUSION 405

Références bibliographiques citées dans le texte :..... 421

Références cinématographiques citées dans le texte :..... 451

Table des illustrations :..... 453

ANNEXES.....455

Annexe 1 : Présentation des informateurs..... 457

Annexe 2 : Carte du Portugal - lieux d'origine 465

Annexe 3 : Tableau des départements d'origine (Portugal) 467

Annexe 4 : Carte de France - lieux de résidence 469

Annexe 5 : Villes de résidence et lieux d'activités (associatives, mémorielles) - Ile de France. 471

Annexe 6 : Régions et départements de résidence 471

Annexe 7 : Article de presse sur les « émigrants » - « Três Portugais » - et droit de réponse .. 473

Annexe 8 : Cours d'été pour Luso-Descendants - « Retour aux origines », Université lusophone de Porto, 2007 475

Annexe 9 : Extrait du discours du Président de la République portugaise - Jour du Portugal, de Camões et des Communautés 477

Annexe 10 : Campagne citoyenne – « Inscrivez-vous » 479

Annexe 11 : Diffusion du film « La Photo déchirée », de José Vieira 481

Annexe 12 : « Paris : des Portugais au Musée de l'immigration » 483

Annexe 13 : Mémoire Vive/*Memória Viva* - Formulaire de participation au site Internet 485

Annexe 14 : Extraits du *Livro Telegram* – association Cap Magellan 487

Annexe 15 : Article parut dans *Única,* revue de l'*Expresso* : « Portugais au sommet » - « Et voilà [sic]Les nouveaux Portugais »..... 497

Liste des sigles utilisés :

ANPE : Agence nationale pour l'emploi

ARCADI : Action régionale pour la création artistique et la diffusion en Ile-de-France

ACSÉ : Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

BEP : brevet d'enseignement professionnel (premier cycle du secondaire)

BTP : (secteur d'activité économique) bâtiment et travaux publics

BTS : brevet de technicien supérieur

CAP : certificat d'aptitude professionnelle (premier cycle du secondaire)

CAPES : certificat d'aptitude pour l'enseignement secondaire

CCP : Conseil des communautés portugaises

CCPF : Coordination des collectivités portugaises de France

CEDEP : Collectif d'études et dynamisation de l'émigration portugaise

CNED : Centre national d'éducation à distance

CNHI : Cité nationale de l'histoire de l'immigration

DEA : diplôme d'enseignement appliqué (master 2 recherche)

DESS : diplôme d'enseignement supérieur spécialisé (master 2 professionnel)

DEUG : diplôme d'enseignement universitaire général[1]

DGACCP : Direção geral dos assuntos consulares e das comunidades portuguesas

FAPF : Fédération des associations portugaises de France

FASTI : Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés

HLM : habitation à loyer modéré

IUFM : Institut universitaire de formation des maîtres

IUT : Institut universitaire de technologie

JOC : Jeunesse ouvrière chrétienne

LCE : langue et civilisation étrangère (cursus universitaire)

LEA : langue étrangère appliquée (cursus universitaire)

LEP : lycée d'enseignement professionnel

UFR : unité de formation et de recherche

[1] Ce diplôme sanctionnait les deux premières années d'études universitaires avant le processus de Bologne.

Remerciements :

Cette thèse constitue une étape d'un cheminement intellectuel, mais aussi humain. Elle est le fruit de multiples rencontres : que tous ceux qui savent y avoir participé en soient chaleureusement remerciés.

À Françoise Zonabend j'exprime toute ma gratitude pour son engagement, sa disponibilité, ses encouragements, sa patience aussi. Je lui suis particulièrement reconnaissante de m'avoir invitée à présenter ma recherche dans le cadre de ses séminaires - « Ethnologie de la France contemporaine », « Bruits et silences dans la mémoire familiale » - à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), d'avoir répondu à mes invitations à participer aux séminaires du Groupe Anthropologie du Portugal (GAP) à la Maison des Sciences de l'Homme et, enfin, d'avoir compris que cette recherche est aussi un jalon sur la route de la compréhension de moi-même.

Ces remerciements s'adressent aussi à tous ceux qui ont accepté de me rencontrer, de me confier leurs histoires de vie, de m'ouvrir les portes de leurs maisons, de leurs associations. Qu'ils soient remerciés pour la confiance dont ils ont fait preuve et pour le temps qu'ils ont bien voulu m'accorder. Je souhaite en particulier exprimer ma reconnaissance aux informateurs et aux familles - Aparicio, Cardoso, Catarino, Fernando, Lopes, Macedo, Meixedo, da Silva, Reis, Vaz - qui m'ont accueillie, nourrie et hébergée, en France, comme au Portugal.

La bourse de recherche de la Fundação para a Ciência e a Tecnologia, *obtenue grâce aux soutiens d'Henriette Asséo et de Colette Callier-Boisvert à l'EHESS et d'Armando Oliveira du* Centro de Estudos das Migrações e das Relações Internacionais *de l'Universidade Aberta de Lisbonne, m'a permis de mener ce travail dans de bonnes conditions matérielles. Je remercie aussi le Laboratoire d'anthropologie sociale de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales pour le financement de terrain qu'il m'a accordé, ainsi que le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative de Paris X-Nanterre, pour le financement de terrain dans le cadre de l'ACI « Catégorie "jeune" dans le monde méditerranéen ».*

De nombreux chercheurs et collègues m'ont permis d'enrichir ma réflexion à travers des discussions informelles, des relectures de publications, des interventions

dans leurs séminaires et journées d'études : je les remercie pour l'intérêt qu'ils ont accordé à ma recherche.

En France, je remercie Henriette Asséo de m'avoir invitée à collaborer au séminaire « Principe de circulation en Europe » à l'EHESS, Albano Cordeiro, à son séminaire « Portugais hors travail » à l'URMIS -Paris 7, mais aussi de m'avoir généreusement ouvert ses archives. L'aventure du Groupe Anthropologie du Portugal (GAP), de la Maison des Sciences de l'Homme de Paris, a été une chance inespérée de me familiariser avec le "terrain" portugais et a été un espace intellectuel stimulant. Je remercie en particulier Fabienne Wateau, directrice de la revue Recherches en anthropologie au Portugal, pour sa confiance, ses encouragements incessants et amicaux, ainsi que Virginie Laffon, Anibal Frias, Florence Lévi, les nombreux intervenants au séminaire de recherche du GAP et, enfin, Isabel Lopes Cardoso également collègue de terrain à la Roche-Blanche, qui m'a généreusement entraînée chez les familles portugaises qu'elle connaissait.

Je remercie très chaleureusement le Groupe Europe Bordeaux 2, du département de Sociologie de l'Université Victor Segalen, en particulier Elisabeth Gessat, Ronan Hervouet et Caroline Dufy, ainsi qu'Isabelle Rivoal de l'A.C.I. « Catégorie "jeune" dans le monde méditerranéen », au Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative de l'Université de Paris X-Nanterre, pour leurs invitations à venir participer à leurs travaux. Tout au long de cette réflexion, des communications dans le cadre de séminaires de disciplines différentes ont pu constituer des petites avancées décisives : je remercie Marie-Claude Blanc-Chaléard, responsable Groupe de recherche « Histoire et mémoire(s) de l'immigration » du Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle de la Fondation de Sciences Politiques de Paris, Jean-Paul Zuñiga et Jean-Frédéric Schaub responsables du séminaire « Histoire et Anthropologie du Monde Hispanique » de l'EHESS, Saulo Neiva du département d'études portugaises et brésiliennes de l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand et de la Chaire Sá de Miranda, ainsi que Jorge Santiago.

Au Portugal, je remercie pour leurs invitations et les échanges toujours constructifs : Maria Engrácia Leandro, Carolina Leite et Albertino Gonçalves de l'Université du Minho ; Alcinda Cabral de l'Université Fernando Pessoa de Porto et Sergio Lopes de la Faculté d'économie de l'Université de Porto – ainsi que nos

entretiens amicaux à Boavista - ; Joaquim Pais de Brito du Musée national d'ethnologie, Paula Godinho du Centro de Estudos de Etnologia Portuguesa *de l'Université Nouvelle de Lisbonne, Daniel Melo et Eduardo Caetano da Silva* à l'Instituto de Ciências Sociais de l'Université de Lisbonne.

Je remercie aussi Jasna Capo-Zmegac de l'Institut d'ethnologie et de recherches folkloriques de Zagreb pour ses commentaires précieux et l'aide qu'elle m'a apportée pour la publication de ma communication à la 8ème conférence SIEF- 3ème conférence ADAM, « Entre autres. Rencontres et conflits en Europe et en Méditerranée », ainsi que João Leal de l'Université Nouvelle de Lisbonne, coresponsable de l'atelier et qui a, par ailleurs, accepté de collaborer à la publication des actes de la journée d'études sur la « luso-descendance » (Recherches en Anthropologie au Portugal).

De nombreux collègues et amis m'ont aussi soutenu en s'intéressant à ce travail et m'aidant à le mener jusqu'au bout. Merci à Nathalie Ortar et Elisabeth Gessat pour leur opiniâtreté et leur très grande disponibilité. Merci à Marie-Amélie et à Olivia, mes complices de la Bibliothèque nationale et de la médiathèque du Quai Branly. Merci à Eduardo Caetano da Silva pour son amitié et sa perspicacité ; à Caroline, Fabienne, Capucine, Corinne, Nathalie du Groupe des doctorantes ; à mes collègues du groupe EPOCA, dont Victor Pereira et Marie-Christine Volovich-Tavares ; à João Cardoso pour ses questions dérangeantes, constructives ; à Mouette Barboff, Roselyne de Villanova, Manuel Madeira, Ilda Mendes dos Santos, Didier Paquette ; à Lila Belkacem, de l'Atelier Migrations de l'EHESS, ainsi qu'à Laures Teulières pour son invitation à participer au dossier « Migrations en mémoire » de la revue Diasporas *et à Evelyne Ribert pour sa relecture de l'introduction de la thèse et pour m'avoir communiqué le rapport final « Mémoire de l'émigration, mémoire des migrations, mémoire des luttes sociales ».*

Je dois à Pierre Primetens mes premiers pas dans le monde du film documentaire et l'en remercie. Merci aussi à Hervé Guillon pour sa gentillesse et le temps accordé pour réaliser les photos de l'exposition « Traces de la diaspora portugaisse » à Lisbonne ; à Nuno Neves, Luc Plaud et Hugo Portugal pour leur aide technique à différents niveaux.

Du fond du cœur, je remercie Betty, Myriam, Sabine, Sandrine, Séverine, parce qu'il y a des souvenirs qui rendent plus fort, Jacky et Pierre-Jacques, Karen et

François, Christine et Patrick, Marie-Agnès, Hugo, Thomas, Raphaël, Joana, pour leurs encouragements bienveillants.

Merci à mes aînés d'avoir laissé des traces de leurs pas, merci à mes parents, à ma sœur Nathalie et à mon beau-frère Luc, qui m'ont entourée, aimée et encouragée sans cesse, merci à Matthieu, Arthur et Sarah, pour leurs câlins et leurs rires.

Et avec une infinie tendresse, merci à Jorge Vítor, à mes côtés depuis le début.

INTRODUCTION

Passé et présent de la migration

À Paris, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) a ouvert ses portes à l'automne 2007, vingt ans après l'énoncé du « non-lieu de mémoire » caractérisant l'histoire de l'immigration en France et l'affirmation d'une nécessité, celle de « donner à des millions d'habitants de ce pays la possibilité de situer leur histoire personnelle (ou celle de leur famille) dans la 'grande' histoire de la Nation française, afin qu'elle y ait une place légitime » (NOIRIEL, 1988 : 10-11). La devise de la CNHI : « Leur Histoire est notre histoire », rappelle l'urgence de l'élaboration d'un destin national partagé et commun entre eux (« leur ») et nous (« notre »). Le cas particulier de la migration portugaise – qui a offert un cadre général à mon travail – montre, en miroir, l'une des fonctions des musées nationaux : « outils historiques dont la conjonction continue de permettre la naissance de 'communautés imaginées' singulières » (COHEN, 2007 : 402). En effet, au Portugal quelques mois auparavant, une exposition novatrice intitulée « Terre lointaine – Terre proche[2] », qui retraçait l'histoire séculaire de l'émigration portugaise de par le monde, a été inaugurée au Musée de la Présidence de la république[3]. L'inauguration a eu lieu le 10 juin 2007, « Jour du Portugal, de Camões[4] et des Communautés Portugaises », fête nationale commémorée par une nation qui se définit par « l'ensemble des communautés éparpillées dans le monde » : le « Portugal ce n'est pas seulement nous, ce petit pays au coin de l'Europe »[5]. L'exposition a ouvert ses portes en été, période où ces « communautés », constituées de milliers d'« émigrants » et de « luso-descendants »[6], reviennent au pays.

---

[2] *Terra longe-Terra perto*, juin 2007- septembre 2007.

[3] Situé dans la ville portuaire de Setúbal, à quelques dizaines de kilomètres au sud de Lisbonne. Se reporter à la carte du Portugal en annexe 2.

[4] Luíz Vaz de Camões, poète portugais du XVIe siècle, auteur des *Lusíadas*, poème épique qui retrace l'histoire du Portugal jusqu'aux découvertes maritimes.

[5] *A alma e a gente* (L'âme et les gens/nous mêmes), DVD de l'exposition. Le DVD constitue une présentation filmée de l'exposition, menée par l'historien José Hermano Saraiva connu des téléspectateurs portugais pour des émissions pédagogiques de divulgation de l'histoire du Portugal.

[6] Catégories dont fait usage l'État portugais pour désigner ses ressortissants issus de l'émigration et leurs descendants.

Ces deux exemples renvoient au phénomène d'« institutionnalisation politique de la mémoire » (GENSBURGER, 2004), de la mémoire de la migration en particulier. De façon générale, ils nous conduisent à questionner une évocation généralisée du passé qui s'est emparée des phénomènes migratoires : cette tendance s'est répandue dans le monde depuis une vingtaine d'années (États-Unis, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Afrique du Sud) et de manière plus récente, à l'exception de la Suède (1973), dans les pays européens (Allemagne, Suisse, Espagne, Italie, Portugal, France)[7]. Que nous enseignent ces « politiques de la mémoire » de la représentation du « migrant », de l'« Autre proche » (AUGE, 1989), ou bien encore, du proche et du distant - pour reprendre la figure de *L'étranger* de Georg SIMMEL (2004 [1908]), que construisent ces sociétés ?

> « Tout porte à penser […] que l'intérêt pour le patrimoine résulte aujourd'hui d'abord et surtout des déplacements plus profonds qui, non seulement en France mais dans tous les pays occidentaux, ont affecté la manière de comprendre et de vivre l'identité nationale même. » (POMIAN, 1996 : 93)

Les individus et les groupes représentés participent-ils à - et se reconnaissent-ils dans - ces « mémoires nationales » en construction ? Et patrimonialiser leur histoire n'est-ce pas leur signifier qu'ils ne la vivent plus ? « On ne *parle* tant de mémoire que parce qu'il n'y en a plus. Il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire » (NORA, 1984 : xvii ; souligné par moi). Les migrants « parlent-ils » eux-mêmes de mémoire ?

« Quand tout cela entre dans le passé, quand le 'parcours' de l'immigrant est achevé, alors, et alors seulement, la mémoire collective peut se recomposer, proposer sa vérité, écarter ou mettre en exergue tel ou tel souvenir » (MILZA et TEMIME, 1995 : 7)[8]. Quand le « parcours de l'immigrant » s'achève-t-il : sur le seuil de l'« intégration » ?

---

[7] L'Unesco a créé en 2006 des rencontres d'« experts internationaux » et un réseau des musées de la migration. Ces derniers sont définis comme étant des « lieux de rencontre, de passage entre terre d'origine et terre d'accueil, de transmission entre générations, pour contribuer à la création d'une identité multiple, individuelle et collective. Si ces initiatives servent aussi le devoir de mémoire, l'objectif recherché par les différents pays semble essentiellement tenir en trois mots: reconnaître, intégrer, sensibiliser » (http://portal.unesco.org/, consulté le 23 juin 2009).

[8] Préambule aux dix volumes de la série « Français d'ailleurs, peuple d'ici. Les lieux de mémoire de l'immigration en France » ; dix populations chacune étudiée dans un territoire. La mémoire collective étant définie par les historiens de la « nouvelle histoire » comme « ce qui reste du passé dans le vécu des groupes, ou ce que ces groupes font du passé » (NORA, 1978 : 398).

En France, depuis le début des années 1990, « la notion d'intégration circule […] à peu près partout, et d'abord dans le discours politique, avec en gros le sens d'assimilation […] fortement prescriptif » (LORCERIE, 1994 : 251). Le modèle laïc et républicain conçoit l'intégration comme un processus individuel[9], l'universalisme républicain ayant pour conséquence une non reconnaissance institutionnelle des spécificités d'autres groupes que celui de la collectivité nationale dans l'espace public : « ni les institutions, ni le législateur ne connaissent ni ne désignent les individus en fonction de leur origine, de leur religion, de leur couleur ou de leur culture » (TABOADA-LEONETTI, 1999 : 65). Cependant « la pression à être Français n'est pas identique pour un Portugais, pour un Turc ou pour un Maghrébin et s'articule différemment avec les nouvelles possibilités de se dire Européen » (ORIOL, 1995 : 22).

Dans le cas de la migration portugaise intra-européenne des années 1960-1970, si nous considérons que la pratique du « va-et-vient » (POINARD, 1981 ; CHARBIT *et al.*, 1997 : 97) entre pays d'origine et pays d'installation « évacue pour partie la question d'une intégration unilatérale » (*ibid* : 97), qu'en est-il de la construction de la mémoire collective dans ce « parcours » migratoire qui se poursuit ? Parler de « mémoire collective » dans cette perspective peut en effet paraître paradoxal, dans la mesure où, pour de nombreuses familles, cette expérience de vie s'inscrit encore dans le présent et se trouve sans cesse renouvelée par le va-et-vient continuel entre les deux pays, dont les contours évoluent au fil du temps de la migration, des âges de la vie et des générations. Comment s'articulent circulation migratoire, construction identitaire et mémorielle ?

L'intégration nationale et le problème des « mémoires particulières »

Jusqu'au début des années 1980, la France est « un pays d'immigration qui s'ignore » (SCHNAPPER, 1989), alors qu'il est estimé qu'au mois un tiers de sa population a des ascendants « étrangers » dans sa famille proche, en remontant

[9] Voir SCHNAPPER (1991).

jusqu'aux arrières grands-parents (NOIRIEL, 1988 : 10)[10]. Ce « non-lieu de mémoire » d'un phénomène pourtant séculaire et tangible dans le quotidien de tout un chacun tiendrait à la façon dont s'est opérée en France la « construction du national », en particulier la persistance du « mythe de l'uniformité nationale de la société française depuis la Révolution » (NOIRIEL, 1988 : 245) :

> « Le fait même que le droit républicain et les nomenclatures statistiques qui en découlent aient effacé toute trace de l'origine dans la définition de l'individu est important pour comprendre que l'historicité de l'immigration ait été invisible en France. Mais, plus généralement, le mythe des origines qui s'est construit à partir des évènements révolutionnaires excluait que l'étranger' pût avoir une place dans la mémoire collective de la nation. S'il existe, aux États-Unis, de nombreux manuels célébrant les apports à la nation américaine des diverses communautés installées au cours du temps, en France l'immigration est toujours abordée comme une question extérieure à l'histoire du pays : elle est vue comme un phénomène temporaire, passager, marginal. De même, alors que, aux États-Unis, Ellis Island, l'île par où sont passés des millions d'immigrants européens est devenue un musée, en France, des lieux comparables – comme le centre de sélection de Toul qui a recruté la plus grande partie des immigrants d'Europe centrale dans l'entre-deux-guerres – ont été rasés, comme s'il avait fallu effacer magiquement une histoire qui s'accordait si mal avec la mythologie du terroir. » (NOIRIEL, 1992 : 283)11

L'historienne Nancy Green convient, elle aussi, que « peut-être la plus grande différence entre les deux pays se situe […] dans la conceptualisation de leur identité nationale en fonction d'un apport étranger » :

---

[10] Chiffre davantage « symbolique, destiné à souligner l'importance historique du problème de l'immigration » (NOIRIEL, 1992 : 314), d'autant plus que jusqu'à la fin des années 1980, selon la logique républicaine, l'appareil d'État ne tient pas en compte l'origine nationale des individus : « tous les renseignements considérés comme 'privés' (race, religion, langue…) sont exclus des recensements » (BEAUD et NOIRIEL, 1990 : 46). Une non prise en compte officielle de l'origine que la « pauvreté de la mémoire généalogique des individus modernes » ne peut relayer (NOIRIEL, 1992 : 315) ou, peut-être, n'a pas voulu relayer, car, on le sait, « chacun fait usage de sa généalogie à sa guise et manipule son identité » (ZONABEND, 1999 : 24).

[11] Les sciences sociales, de par les conditions historiques de leur construction, ont participé à cette « amnésie collective ». Nées à la fin du XIXe siècle avec l'industrialisation et la construction des États-Nations en Europe occidentale, elles ont promu une conception issue de la révolution française, contractuelle et non ethnique ni culturelle de la nation. C'est pourquoi l'étude des identités particulières, mais aussi d'une culture populaire nationale, n'a pas trouvé un terreau favorable dans une scène intellectuelle dominée par l'universalisme républicain. Concernant l'émergence tardive, au tournant des années 1970, d'une « ethnologie de la France » prenant en compte des aspects ethnologiques du patrimoine et, plus généralement, des diversités culturelles hexagonales : voir, par exemple, BROMBERGER (1996). Noiriel souligne aussi le fait que « … le nombre et la nature des associations, des publications, des fêtes et des manifestations immigrées restent un point obscur de l'histoire de la culture populaire » (NOIRIEL, 1992 : 297).

« Les États-Unis se perçoivent comme terre d'accueil d'immigrés tandis que la France accepte volontiers l'image d'un pays d'asile, mais non celui d'un lieu d'immigration massive. Elle reste globalement persuadée de son homogénéité culturelle » (GREEN, 1991 : 68).

Mais elle attire en même temps notre attention sur l'existence d'un « postulat comparatif d'une différence franco-américaine évidente et nécessaire : présence aux États-Unis, absence caractérisée en France » de lieux de mémoire, de statistiques (GREEN, 2002 : 131), alors que « dans les deux cas, cette lecture de la mémoire de l'immigration se fait *au prix d'un oubli* »[12] (GREEN, 1991 : 68).

Il convient aussi de souligner qu'en France, les auteurs ayant mis en lumière et analysé l'impensé de l'immigration dans l'histoire nationale sont également les partisans d'une pensée « nationaliste républicaine »[13]. Il en résulte deux traits caractéristiques de la manière d'appréhender la mémoire de/dans l'immigration. Premièrement, les travaux consacrés à la « mémoire des origines » au fil des générations concluent que « la mémoire collective des communautés d'immigrants » doit être analysée comme « un sacrifice du passé au profit du présent et de l'avenir » (NOIRIEL, 1992 : 303)[14]. L'historien reprend la thèse générationnelle de l'immigration développée aux États-Unis par l'École de Chicago, qui s'inscrit dans une théorie évolutionniste de l'assimilation postulant la « fusion » des mémoires et des expériences : l'assimilation, écrit Robert Park en 1921, est un « processus d'interpénétration et de fusion dans lequel les personnes et groupes acquièrent les souvenirs, les sentiments et les attitudes d'autres personnes et groupes et, en partageant leur histoire et leur expérience, s'intègrent avec eux dans une vie culturelle commune »[15]. Or il y a des différences marquées entre l'idée du « creuset français » et celle du « *melting pot* » en ce qui concerne ce « processus d'interpénétration et de fusion » : en France,

---

[12] « Pour la France, la politique des portes ouvertes et l'apport immigré sont escamotés. Aux États-Unis, on occulte les politiques restrictives qui ont marqué de manière fondamentale l'immigration. » (*idem*)

[13] Certains caractères de ces travaux contribuent à les unifier d'un point de vue épistémologique : « l'unitarisme et la critique de l'intégration pluraliste ; le juridisme de l'exposé ; l'objectivation de l'État et des valeurs 'républicaines' ; le faible intérêt accordé à la dimension proprement politique de la vie collective ». « L'équivalence […] entre intégration et assimilation, l'une revient à l'autre » étant assumée, la « question de l'intégration sociale […] ramenée automatiquement à celle de l'intégration nationale, et la question des changements introduits par l'immigration à celle de l'incorporation de nouveaux arrivants dans la nation. […] L'idée que 'le lien national est resté la forme privilégiée du lien social' est, pour ce courant, un postulat » (LORCERIE, 1994 : 248 ; 252)

[14] Article qui s'inscrit dans *Les lieux de mémoire*, NORA (dir.) (1984-1992).

[15] Cité par LORCERIE (2003 : 43).

l'« intégration individuelle impose une acculturation souvent brutale, privant les individus de leurs références identitaires […] Elle a toutefois l'avantage de ne pas figer à long terme les oppositions entre groupes constitués et d'intégrer les populations d'origine immigrée – en tout cas leurs enfants » (SCHNAPPER, 1992 : 140)16.

La mémoire des individus en voie d'intégration, à travers sa fonction sociale est considérée comme transitoire :

« Celle-ci aide quelquefois un groupe ou une communauté à traverser des périodes où les institutions sociales connaissent un processus de transformation profonde. Il faut au corps social, pour qu'il puisse continuer à vivre, retrouver des racines, s'appuyer sur tout ce qu'il peut récupérer comme traditions. De sorte que, dans les jours qui suivent une crise, on puisse imaginer que rien n'a changé puisque l'on est capable de renouer le fil de la continuité. Cette illusion, dont les gens se débarrasseraient rapidement, aurait au moins permis de passer d'une étape à l'autre sans sentiment de rupture dans la vie et l'identité du groupe. » (JODELET, 1993 : 79)

La deuxième caractéristique de cette pensée, qui découle de la première, est que la prise en compte de l'immigration comme objet légitime de la « mémoire nationale » s'inscrit uniquement dans un « devoir d'histoire » : « Dans un État de droit et une nation démocratique, c'est le devoir d'histoire et non le devoir de mémoire qui forme le citoyen » (JOUTARD, 1998 : 98)[17]. Cette position appréhende « la transmission de l'histoire [comme un] outil de mise à distance des mémoires particulières afin de mieux accéder à l'histoire partagée » (FALAIZE, *op. cit.* : 10), fondée sur la hiérarchie entre l'histoire, qui aurait comme finalité la connaissance et la mémoire, dont la visée serait identitaire[18]. Dans cette perspective, l'immigration peut donc uniquement faire l'objet, dans la « sphère publique », d'un récit dont la nation est le seul cadre de référence et non des groupes[19].

---

[16] L'idéal du *melting pot* américain s'est heurté à la question raciale aux États-Unis.

[17] Cité par FALAIZE (2001).

[18] Michèle Baussant pointe pour sa part le possible renversement de cette hiérarchie : « De qui doit venir la reconnaissance, la réparation et l'inscription dans une mémoire dite 'nationale' : de l'histoire – discours explicatif et critique, de l'État – dont la position vis-à-vis du phénomène est souvent ambiguë ? » (BAUSSANT, 2007a) ; voir aussi TRAVERSO (2005).

[19] Dans son analyse du fonctionnement d'une axiologie républicaine dans certains travaux de sciences humaines et sociales, Françoise Lorcerie attire aussi notre attention sur le « fonctionnement autonymique du vocabulaire 'républicain' » : tel, « tradition républicaine », « le modèle français », « l'intégration à la française », « espace public » (ou politique), « où évoluent des individus considérés sous l'angle de leur

Laissons pour le moment de côté la fluctuation dans la définition de la mémoire (traditions, culture, récit), pour relever ici la vision assimilationniste globalement portée par les historiens de l'immigration, qui n'envisagent pas eux-mêmes la diversité culturelle comme constitutive d'un apport à la construction de la nation française[20] : « la force d'intégration de la culture nationale se mesure à la faiblesse des mémoires spécifiques des migrants » (JOUTARD, 2000 : 367). Or, d'aucuns considèrent aujourd'hui la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration comme « une rupture, au meilleur sens du terme, dans notre mémoire nationale » (JOUTARD, 2005 : 23), dans le sens d'une rupture avec le mythe fondateur qui occultait l'immigration et renvoyait « à une prétendue autochtonie et à une uniformité ethnique » : le célèbre « Nos ancêtres les Gaulois » (*idem*).

Assistons-nous à la naissance d'une nation qui n'occulte plus la diversité des origines et des cultures de sa population ? Cette « rupture » dans la mémoire nationale, fondée sur la nécessité de construire un passé partagé, met-elle la société française face au défis de voir émerger dans l'« espace public » et dans le temps présent, une confrontation entre « logiques nationales et logiques ethniques » (BLANC-CHALEARD, 1999), des « mémoires particulières » (FALAIZE, 2001 : 10) et une « concurrence des passés » (CRIVELLO *et al.*, 2006) ?

L'exemple de la migration portugaise nous invite, à double titre, à réfléchir à cette articulation entre « mémoires particulières » et « mémoire nationale », puisque s'y joue en miroir la problématique de la cohésion nationale d'une nation d'émigration, à travers la question de l'appartenance de sa fraction « déterritorialisée » (BASCH *et al.*, 1994), ou « diaspora » (ROCHA TRINDADE, 2003) : les « communautés portugaises ». Ces questions seront posées à partir de descendants de migrants (descendants d'émigrants au Portugal, d'immigrants en France) qui maintiennent des liens, à différentes échelles, avec le pays d'origine de leurs aînés.

---

citoyenneté », opposé à l'« espace privé », lieu de relégation des particularismes (LORCERIE, 1999 : 261-62).

[20] Ce qu'a d'ailleurs rappelé Nancy Green à l'occasion du séminaire « Mémoires historiques d'ici et d'ailleurs : regards croisés » organisé par Philippe Joutard, Bogumil Jewsiewicki, Marie-Claire Lavabre et Michèle Baussant, CEVIPOF, séance du 21 mars 2008 : « La mémoire, un enjeu politique d'aujourd'hui ».

Le cas concret que j'ai choisi d'explorer confronte des regards très différents posés sur ces descendants de migrants. Alors qu'en France prévaut l'idée que « les jeunes 'd'origine immigrée' n'existent pas » (NOIRIEL, 1989) et que l'« on n'hérite pas de l'immigration »[21], ainsi qu'une méfiance vis-à-vis des « identités à trait d'union »[22], au Portugal, la catégorie de « luso-descendant » s'est diffusée dans le champ de la recherche[23]. Constitutif du récit identitaire national à destination des enfants d'émigrants dans le monde, le terme est rarement questionné par les chercheurs[24]. Cette catégorie de « luso-descendants » renvoie au postulat que l'appartenance à la nation portugaise – ethnique, transcendante - se transmet par les « liens du sang » (GLICK SCHILLER et FOURON, 1997), au fil des générations, même en dehors du territoire national et ce quelle que soit la nationalité effective de l'individu. Bien que ce ne soit pas de l'émigration dont « on hérite », la « luso-descendance » véhicule donc l'idée de la continuité – qui reste à définir - au fil des générations.

Migration, filiation et continuité : le problème des catégorisations

L'enquête de terrain m'a conduite à la rencontre d'individus, filles et fils de migrants portugais, dont certains se désignent effectivement comme « luso-descendants »[25]. Ils refusent de ce fait l'assignation au statut hérité d'« immigré », auquel renvoie la catégorie « jeunes issus de l'immigration », en se démarquant par ailleurs de l'autodénomination inventée dans les années 1980 par la génération précédente (née au Portugal et arrivée en France au cours de l'enfance dans

[21] Dominique Schnapper, Journées d'étude « Migrations : nouvelles pratiques, approches plurielles », 8-10 octobre 2008, Paris, École des Hautes Études en sciences sociales.
[22] Voir par exemple RICHARD (2004).
[23] ROCHA TRINDADE (1986) ; LEANDRO (1995a) ; OLIVEIRA et TEIXEIRA (2004) ; MENDES (2003 ; 2004).
[24] S'inscrivant dans la continuité de la réflexion critique française sur la catégorie « deuxième génération » et « jeune d'origine immigrée », Marie Engrácia LEANDRO (2000) explique avoir opté pour une utilisation plus fréquente de cette désignation, Luso-descendants, jugée moins discriminante, tout en montrant la complexité à laquelle doit fait face le chercheur pour trouver des catégories d'analyse pertinentes.
[25] J'ai pris le parti d'utiliser la forme générique (sans majuscule) : luso-descendant, sauf lorsqu'il s'agit de citations. Les différentes orthographes utilisées cependant sont significatives. Les autorités portugaises emploient la majuscule, ce qui illustre la conception substantielle de l'identité que la catégorie véhicule qui peut être générique (Luso-descendant), ou particulière (Luso-brésiliens, Luso-canadiens, Luso-américains *etc.*). En France, le terme a été diffusé par auto-désignation, à partir de l'espace associatif jeune, sous la forme usuelle : lusodescendant. La forme à trait d'union (Luso-français) est jusqu'à présent rarement utilisée, par les autorités portugaises, par les associations et même par les individus.

les années 1960, avec leurs parents), celle des jeunes « Thos », ou « JOPs », une minorité de militants contre le racisme[26]. Les assertions mentionnées précédemment - « on n'hérite pas de l'immigration », « les jeunes 'd'origine immigrée' n'existent pas » - semblent donc venir rappeler l'usage abusif de catégories stigmatisantes tombées dans le sens commun, telles « jeunes issus de l'immigration » et « deuxième génération ».

Pour le chercheur, c'est en termes de légitimité d'une approche qui conduirait à appréhender des individus, en majorité nationaux français, comme sujets d'études « séparés » de l'ensemble de la population de la société française, que le débat se pose. Il se retrouve nécessairement « piégé dans le paradoxe des effets possibles de leur savoir où comprendre la différence c'est aussi la produire » (ALTHABE, 1996 : 225). Le problème qui se pose est celui de l'appréhension scientifique de la différence (en tant que construction sociale) : la comprendre, et pour ce faire l'objectiver, au risque de la produire, mais aussi la minimiser, donc la disqualifier, voire la nier (donc nier l'existence d'un vécu social non égalitaire).

Comment étudier la transmission intergénérationnelle, les relations de filiation, mais aussi ce qui fonde les différences entre ces diverses générations sur le plan de l'expérience sociale et de la représentation de la migration, sans assigner aux individus l'identité d'éternels descendants de migrants, et contribuer ainsi à la production d'un « étranger de l'intérieur » (ALTHABE, *op. cit.*) ? Il s'agit là d'un problème qui relève d'un questionnement plus vaste et non moins indispensable, sur la production de nos catégories de pensée et qui demande au chercheur un « va et vient entre un travail sur les notions et un travail sur la réalité sociale » (HOVANESSIAN, MARZOUK et QUIMINAL, 1998 : 8)[27].

---

[26] « Thos » ou « Tos », est une auto-désignation tirée d'une forme argotique française - le verlan qui consiste à inverser des syllabes d'un mot -, abrégé de « Portos », un terme à connotation péjorative par lequel en France étaient désignés les Portugais (créé sur le même modèle que « Beurs », verlan d'« Arabes »). « JOPs » pour Jeune d'origine portugaise. On trouve ces autodénominations dans la brochure : *Thos : chuchotements dans l'arrière-cour* (1985) publiée par le Collectif Centopeia, créé par des jeunes femmes « d'origine portugaise » - dont Maria do Céu CUNHA (1988) -, réalisatrices du film « Portugaises d'origine » : GORDEY (1984). La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) et la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ont joué un rôle majeur dans la formation intellectuelle et militante des jeunes de cette mouvance, dans la prise de conscience de la condition ouvrière et de la condition immigrée : voir PINGAULT (2004).

[27] Voir aussi le numéro spécial de la *Revue européenne des migrations internationales* : MARTINIELLO et SIMON (dir.) (2005).

Contrairement aux États-Unis, au Canada, ou même au Portugal, où le terme « deuxième génération » (ou « seconde génération ») est utilisé de manière consensuelle par les chercheurs pour désigner des enfants nés dans la société d'accueil, dont les parents sont immigrants, en France cette catégorie d'analyse pose problème[28]. Nombre de chercheurs récusent la notion de « deuxième génération », parce qu'elle sous-entend « l'existence d'une logique de continuité et de similitude des destins individuels » contradictoire avec le « modèle français » d'intégration (RICHARD, 2004 : 27), ou parce qu'à l'inverse et dans la mesure où dans le cadre de l'immigration le discours sur la génération est avant tout un discours sur l'intégration, elle renvoie à l'idée de rupture avec le temps de la mémoire familiale (SAYAD, 1994). La critique de Sayad relative à l'usage de la notion de génération dans le cadre de l'immigration renvoie au fait que, plus que l'idée de dialectique entre continuité et discontinuité, intrinsèque à la notion, elle porte l'idée (l'idéologie) de rupture entre générations (au sens anthropologique), qui serait implicitement nécessaire à l'intégration d'une « nouvelle » génération « *sui generis* » (*ibid* : 168) :

> « Aussi comprend-on l'intérêt objectif – un intérêt qui s'ignore comme tel – qu'on a à distendre au maximum la relation entre, d'une part, des parents immigrés, c'est-à-dire hommes d'un autre temps, d'un autre âge, d'un autre lieu, d'une autre histoire, d'une autre culture, d'une autre morale, d'une autre extraction, d'un autre monde et d'une autre vision du monde, et d'autre part, les 'enfants de parents immigrés' qui seraient alors, selon une *représentation* commode, sans passé, sans mémoire, sans histoire (si ce n'est celle qu'ils actualisent à travers leur seule personne) […] » (170-171, souligné par SAYAD).

D'autres chercheurs, historiens et sociologues, considèrent à propos de la catégorie « issue de l'immigration » « qu'elle constitue une prise de parti sur la nature des critères légitimes pour définir les individus » (NOIRIEL, 1989 : 214), qu'elle

[28] À noter que le Portugal est lui-même devenu un pays d'immigration dans les années 1980 (flux en provenance des anciennes colonies : Brésil, Cap Vert, Guinée, Angola, Mozambique, mais aussi de pays de l'Est de l'Europe). Depuis le début des années 1990, une série d'ouvrages consacrés aux modalités de l'intégration de la « nouvelle seconde génération » aux États-Unis (originaires d'Asie et d'Amérique latine et non plus d'Europe), associe les travaux de sociologues, d'économistes et de démographes, voir notamment : PORTES ed. (1996) ; PORTES et RUMBAUT (2001), RUMBAUT et PORTES (ed.) (2001). En Europe, voir : CRUL et VERMEULEN (dir.) (2003) ; au Portugal, sur les « luso-africains », Cap-Verdiens et Guinéens en particulier : MACHADO (1994 ; 2002) ; en Italie sur les « Africains-Italiens » : ANDALL (2002). Pour une comparaison France-Québec : POTVIN, EID et VENEL (dir.) (2007).

souligne « la relation de dépendance à l'égard des parents immigrés, au détriment de leurs propres évolutions » (COSTA-LASCOUX, 1989 : 176), que « … ce sont les seuls à être issus de quelque chose », à être définis « comme 'autres', par héritage (hérédité ?) de l'altérité de leurs parents, les figeant dans une origine indépassable » (DE RUDDER, 1997 : 36 -37). En outre, comme l'a souligné Nacira Guénif Souilamas, la catégorie « jeunes issus de l'immigration » mue l'acte de migration en origine :

> « Si l'idée d'une successivité des générations n'est pas absente de cette appellation, elle ignore la continuité filiale pour ne voir que la rupture migratoire. Elle définit les descendants d'une généalogie bouleversée par la transplantation comme s'ils étaient dépourvus de parents de chair et de sang, tout juste 'issus' d'un processus. L'image imposée prive les jeunes d'ancêtres qu'ils puissent revisiter. Elle les livre à une mémoire vidée, à une antériorité désincarnée, l'immigration, monstrueuse génitrice » (GUENIF SOUILAMAS, 2000 : 43).

La sociologue montre à travers l'analyse de biographies de « filles » descendantes d'immigrants nord-africains que leur « inscription […] dans l'immigration et la constante référence à cette dimension de leur expérience ont partie liée avec l'affirmation de leur appartenance à la société française » (*ibid* : 28).

Alors que l'idée est acceptée que « l'expérience des parents continue à avoir un sens, conscient ou inconscient, à faire partie des données qui influencent les destinées » des enfants de migrants (SCHNAPPER, 2007 : 219), force est de constater que sont rarement pris en compte dans l'appréhension des processus d'« intégration » à la société française, l'idée de la continuité sociale à travers la transmission d'une mémoire familiale, le sens donné à la migration, sa continuité à travers les liens maintenus avec le pays d'origine, les manières d'interpréter l'histoire vécue et sa place dans les histoires nationales des pays d'origine et d'installation : « Ils sont comme des 'zombies', sans profondeur, sans épaisseur, vivant le degré zéro de l'histoire, de l'histoire familiale et de son identité » (CHAÏB, 2001 : 55). Que savons-nous précisément de ce « roman des origines », dont Noiriel rappelle que la « fonction est à la fois de magnifier ce que l'on était avant, tout en légitimant l'acte d'émigrer » (NOIRIEL, 1988 : 216) ? Que savons-nous de sa transmission, de sa réappropriation ? Que savons-nous « de ce moment où […] passé le choc de la rupture […] l'exil prend place dans l'histoire de la famille » (FALAIZE, 2001 : 9) ?

Approches disciplinaires

Répondre à ces questions demande d'adopter une nouvelle posture face à la question migratoire et à la problématique des liens intergénérationnels. L'idée de l'inégale disposition sociale des familles à transmettre une mémoire familiale, fondée sur le présupposé du « déficit » de mémoire familiale dans les milieux populaires et qui plus est immigrés, caractérisés par une forte rupture sociale et culturelle, a déjà été remise en question, notamment par les ethnologues[29] :

> « Est-ce que tous les gens, dans tous les contextes sociaux, distinguent leurs souvenirs familiaux de leurs autres souvenirs ? Si tant est que la mémoire familiale soit autonome, se réduit-elle aux lieux de familles, à la généalogie, aux images et aux objets familiaux ? […] tout dépend de la manière d'appréhender l'objet : la mémoire familiale n'est pas un objet de connaissance autonome, elle ne se transmet pas comme savoir constitué, ni dans des modalités de communication spécifiques, mais …elle s'acquiert comme une connaissance ordinaire, dans le cours quotidien des interactions au sein des familles » (LEPOUTRE et CANNOODT, 2005 : 9-10 ; 290).

Ce présupposé de déficit de mémoire - au sens des récits familiaux, mais aussi d'objets, de terres et d'inscription dans un territoire (sépultures) - existe aussi pour ce qui concerne le milieu paysan d'origine de ces familles portugaise (des petits agriculteurs, journaliers ou petits propriétaires, par opposition aux grands propriétaires)[30].

Récit familial pour les uns, culte des ancêtres pour d'autres, traces matérielles, ou encore valeurs et projet de socialisation[31], les auteurs qui abordent cette problématique mémorielle ne parlent pas de la même chose. Or, nous pouvons penser que dans cette prise de conscience « tout établissement de la vérité historique, tout recouvrement de la mémoire familiale des familles [immigrées] qui composent le pays sont utiles […] la mémoire est la garantie de la construction individuelle de son propre avenir » (FALAIZE,

[29] Voir LE WITA (1984). Concernant le contexte migratoire en particulier et la transmission de l'histoire familiale : voir DELCROIX (2005 [2001] ; 2002) ; SANTELLI (2001) ; LEPOUTRE et CANNOODT (2005).
[30] Voir par exemple SOBRAL (1999 : 77).
[31] Voir PERCHERON (1991).

2001 : 9-10), si c'est l'oubli, plus que le souvenir, qui semble s'imposer, c'est parce que derrière la « prescription à revisiter les mémoires de l'immigration » certains redoutent que se cache « une nouvelle injonction à se souvenir ou à réinvestir 'la culture d'origine' » (*ibid* : 10). Un autre argument, faisant de l'oubli « la condition de la restauration d'une mémoire positive » (GUENIF-SOUILAMAS, 2000) sera aussi discuté.

D'autres arguments avancés dans les recherches menées sur les populations immigrantes avant la Deuxième Guerre mondiale et relatifs à l'approche générationnelle ont dû être aussi reconsidérés. J'en retiendrai deux, que j'explorerai à partir de l'exemple de la migration portugaise intra-européenne de la deuxième moitié du XXe siècle : l'idée de l'arrêt de la migration à la « première génération » et celle, qui en découle, déjà évoquée, de l'oubli des origines de la « deuxième génération ».

> « […] pour eux [membres de ladite deuxième génération], la mémoire des origines familiales ne peut plus se nourrir des souvenirs liés à l'expérience vécue. Les enfants d'immigrants n'ont une connaissance du pays d'origine que par procuration, par l'intermédiaire des parents. » (NOIRIEL, 1992 : 304)

Cette analyse générationnelle, qui a prévalu en histoire de l'immigration pour les flux de la première moitié du XXe siècle, renvoie paradoxalement à une vision a-historique du problème des générations, dans laquelle « l'argument méthodologique » - saisir le procès de socialisation individuelle en prenant trois générations (LE WITA, 1991 : 210) - reste soumis à l'impératif de l'« intégration » (unilatérale) : la « première génération » resterait dans son entre soi, peu visible, la « deuxième génération » oublierait « ses origines »[32] et la « troisième génération », parce qu'elle serait « bien ancrée dans son identité nationale », pourrait « revendiquer des origines que les parents ont tout fait pour oublier » (NOIRIEL, 1988 : 243)[33.] Les théoriciens nord-américains de l'assimilation admettaient que, après une période de transition plus ou moins longue, la grande majorité des immigrés tendent à intégrer avec succès la société d'accueil, et qu'« au sein de ce processus qui conduit de la fidélité ethnique au pays d'origine, à

[32] Analyse fondée sur les mariages mixtes, l'affaiblissement des pratiques religieuses et linguistiques, le choix de « prénoms français » et la francisation des noms.
[33] Analyse menée à partir de données relatives aux immigrations des années 1920 (polonaise, arménienne, italienne, et des Juifs d'Europe centrale), inspirée des travaux de l'école de Chicago et de ceux de l'historien Lee Marcus Hansen sur les immigrants dans l'histoire américaine.

l'insertion culturelle et sociale dans le pays d'accueil, l'immigré de deuxième génération assumait donc un rôle fondamental » (HANSEN, 1996 [1938][34]).

L' « oubli des origines » de la « deuxième génération » est analysé comme une étape obligée (et recherchée par des individus vivant « la double frustration », car partagés entre culture d'origine et culture française), mais sans contextualisation du processus. Le retour des représentants de la « troisième génération » à la question des origines semble uniquement admis parce qu'ils sont devenus des nationaux[35] :

> « […] le 'besoin d'histoire' et la volonté de sauver de l'oubli la mémoire du groupe d'origine, surgissent au moment même où l'expérience vécue du souvenir de l'immigration s'efface (tout au moins pour les vagues de l'entre-deux-guerres). » (NOIRIEL, 1988 : 243)[36]

Pour expliquer le « contraste » entre les manifestations de « continuité culturelle » - ou « retour aux sources » (témoignages écrits et oraux, nouvelles pratiques associatives de la troisième génération italienne et polonaise) - et le « recul de tous les éléments identitaires de la deuxième à la troisième génération » dans les « rares statistiques », l'historien invoque là encore l'exemple américain. Il reprend les travaux d'Herbert Ganz et le concept d'« ethnicité symbolique » (GANZ, 1996), selon lequel « les marques de l'identité sont très largement des 'symboles vides' », « la symbolisation de l'identification ethnique est centrée principalement sur la distinctivité du style de vie au sein du cadre plus large de la structure sociale américaine » (LORCERIE, 2003 : 44). Ainsi que les travaux de Nathan Glazer[37] qui montrent comment l'ethnicité est mobilisée à des fins politiques, le groupe ethnique devenant un groupe d'intérêt : « le culte des origines est souvent intéressé […] Chaque 'communauté' a

[34] Cité par LEAL (2003 : 167).
[35] Thèse du « retour » générationnel : « Ce que le fils veut oublier, le petit-fils souhaite se le remémorer » (HANSEN, *op. cit.*)
[36] Noiriel reprend les thèses nord-américaines assimilationnistes des années 1970 qui font de l'« ethnicité » une modalité de l'assimilation : voir GLAZER et MOYNIHAN (1970 [1963]) ; GLAZER et MOYNIHAN (ed.) (1975) : « Les Américains deviennent continuellement plus 'américains' et moins ethniques. Mais dans le cours de ce processus, ils peuvent aussi – et en même temps - devenir plus 'ethniques' » (1975 : 16 ; cité par LORCERIE, 2003). L'ethnicité, dont la définition évoluera d'une conception essentialiste vers une conception sociale (à partir des travaux de l'ethnologue Fredrik BARTH, 1969), étant pour ces auteurs une « condition objective », le « caractère ou la qualité d'un groupe ethnique », en parlant de « sous-groupes minoritaires » (LORCERIE, 2003 : 22).
[37] Voir GLAZER (ed.) (1983).

intérêt à revendiquer une 'identité', un nombre important d'affiliés, *etc.* » (NOIRIEL, *op. cit* : 243)

À l'époque du *Creuset français,* aux quelques études en France qui mettent en évidence l'affirmation de revendications identitaires des Portugais et des Maghrébins de la « deuxième génération » (vagues de l'après Deuxième Guerre mondiale), l'historien oppose, tout en restant prudent, l'argument du caractère « illusoire » de ces revendications et « l'impossible émergence d'une 'identité collective' organisée, avec porte-parole, représentants, programme revendicatif, etc., propre à la deuxième génération. » (*ibid.* : 237). Finalement, l'insistance de Noiriel sur le fait que les études historiques et sociologiques sur l'immigration en France « émanent très souvent de jeunes chercheurs appartenant eux aussi à la troisième génération et qui justifient le choix de leur étude par la même quête des origines » (*ibid* : 240)[38], constitue l'argument ultime venant relativiser ces phénomènes sociaux et identitaires, perçus comme venant remettre en cause l'exemplarité du « modèle français » :

> « Alors que, pour la plupart, les parents et les grands-parents on été, par leur statut d'ouvriers, privés de parole, l'accession de nombreux petits-enfants aux professions intellectuelles est la première occasion de faire connaître cette 'face cachée' de l'histoire de France. […] La tendance à surestimer les 'résistances' des milieux d'immigrants à l'acceptation des normes de la société dominante de la part de ceux que cela touche de près est aussi une illustration des risques inhérents à toute recherche ayant comme but plus ou moins avoué la réhabilitation des siens » (243-244)[39].

Dans les années 1980, l'action collective contestataire menée par des jeunes issus des migrations en provenance des pays du Maghreb (surtout d'Algérie), ayant investi la scène politique française pour défendre « l'égalité de droit pour tous dans la cité » - égalité avec les jeunes Français, droit de vote, carte unique, double nationalité, autonomie juridique des femmes immigrées (COSTA-LASCOUX, 1987 : 433)[40] -, a conduit certains chercheurs à conclure que cette « deuxième génération », par

[38] À partir de la thèse de Hansen, annonciatrice du succès de la thèse de l'« ethnicité » qui aurait coïncidé aux États-Unis avec l'arrivée d'intellectuels de la « troisième génération » dans le champ de la recherche sur l'immigration (NOIRIEL, *op. cit.* : 243).

[39] Je reviendrai plus loin sur ce troisième aspect et mon positionnement face à ce sujet de recherche.

[40] Les « marches » de 1983 (« Marche des Beurs ») et de 1984 (« Convergence 84 ») pour l'égalité et contre le racisme, la naissance en 1984 de « SOS Racisme », ont ponctué l'arrivée et la visibilité des « jeunes issus de l'immigration maghrébine ».

comparaison à celle de l'immigration italienne ou polonaise des années 1930-40, était une « génération à problèmes » : « Jusqu'aux années 1970, le projet d''assimiler' les enfants de migrants ne faisait l'objet d'aucun débat politique et presque d'aucune prise de conscience collective : il allait de soi. » (SCHNAPPER, 2001 : 19).

Dans ses travaux consacrés aux jeunes d'origine maghrébine, qui s'inspirent des recherches sur les relations raciales aux États-Unis et la spécificité de l'intégration des Noirs à la société américaine, le sociologue Didier Lapeyronnie considère que la constitution d'une identité collective, d'un « radicalisme culturel et communautaire », chez les jeunes immigrés maghrébins repose sur une situation antagonique et vécue comme étant injuste : malgré leur acculturation, l'expérience commune du racisme et de la discrimination (LAPEYRONNIE, 1987)[41]. Il défend l'idée que l'affirmation identitaire et l'action collective des jeunes de la seconde génération de l'immigration sont des signes de son « assimilation » :

> « […] la dimension culturelle de la situation des minorités […] ne préexiste pas à la discrimination et à l'exclusion économique mais en est corrélative. Elle suppose la disparition de la culture d'origine. C'est parce qu'ils sont déjà 'entrés' que les jeunes immigrés en appellent à une culture qui leur soit propre face à une société qui leur refuse la sienne. Mais leur ethnicité est loin de la culture de la première génération et emprunte beaucoup plus au monde moderne. […] L''ethnicité' suppose un processus d'assimilation déjà en cours dont elle est une étape » (*ibid.* : 309).

Dans une vaste étude du processus historique d'intégration d'Italiens de l'Est parisien qui reprend la thèse du cycle de l'immigration : une première génération victime de xénophobie, le désir « d'assimilation » et de « transparence » de la « deuxième génération », la « ré-italianisation » de la « troisième génération », Marie-Claude Blanc-Chaléard reste prudente sur l'évolution récente de la « deuxième génération » issue de la dernière vague migratoire (années 1950-1960). La remise en cause du processus d'intégration est associée, selon elle, aux problèmes de mobilité sociale que rencontrerait de manière générale l'immigration récente (BLANC-CHALEARD, 2000 : 706). Une analyse que reprend Natacha Lillo à propos de l'immigration espagnole, en évoquant la question du « départ définitif » en Espagne

[41] Il s'agit du paradoxe : acculturation, discrimination, affirmation ethnique, mis en évidence dans la théorie barthienne de la frontière ethnique : voir BARTH (1999 [1969]).

« de très nombreux jeunes nés en France, où ils ont grandi et effectué toutes leurs études […] alors que, parfois, ils n'ont que la nationalité française et que leurs parents sont restés vivre dans l'Hexagone. ». L'hypothèse de l'historienne est là encore que « la 'machine à intégrer' française ne fonctionne plus aussi bien qu'avant. » (LILLO, 2007 : 18). L'idée même d'une historicité de l'intégration se trouve ainsi remise en question, y compris par des historiens de l'immigration :

> « Les historiens s'en tiennent pour l'instant dans leur majorité à un discours sur les récurrences et les similitudes entre passé et présent. Cette position ne manque pas d'arguments et explique sans doute que nombre d'entre eux ne s'intéressent guère aux problématiques anglo-saxonnes fondées sur l'ethnicité. Devant les difficultés d'intégration que connaissent certains jeunes issus de l'immigration, ce discours apparaît pourtant en partie inadapté. Au regard même de ce qu'apprend l'histoire de l'immigration jusqu'aux années 1960, ces problèmes apparaissent comme inédits : les enfants ont été des facteurs d'intégration pour leurs parents, la crise d'identité pouvait être une affaire personnelle, elle n'était en aucun cas un problème de société. Ces difficultés nouvelles sont le résultat de mutations profondes et déjà anciennes au cours desquelles ont été redéfinies bien des choses dans le rapport entre immigration et société en France » (BLANC-CHALEARD, 1999 : 10).

La volonté de comparer des vagues successives d'immigration de la fin du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, avec celles plus récentes des années soixante s'est trouvée confrontée à l'absence de données statistiques permettant un suivi intergénérationnel de ces populations. C'est pour dépasser cet obstacle qu'une enquête sociodémographique (Mobilité géographique et insertion sociale, MGIS) menée en 1992 par l'INED sur les « immigrés et enfants d'immigrés », a mobilisé pour la première fois, à grande échelle, des indicateurs de l'origine dans l'étude des populations immigrées et de leurs descendants[42].

> « Une grande originalité de cette enquête est de permettre la construction de catégories ethniques à partir de la langue maternelle : nous parlons alors d'*appartenance ethnique*. Un autre aspect, très nouveau aussi, réside dans la référence au pays de naissance des parents des enquêtés et de leur conjoint. […] Nous usons d'une autre notion, celle de l'*origine ethnique*. Elle permet de désigner, en se fondant sur le lieu de

[42] Voir TRIBALAT, (1995) ; (dir.) (1996).

naissance des individus et leurs parents, une population que la simple référence au pays de naissance ne suffit pas à repérer. » (TRIBALAT, 1995 : 15-16 ; souligné par l'auteur) [43]

L'enquête qui constitue une rupture dans les critères utilisés pour décrire les populations immigrées, conclut néanmoins à « l'assimilation en cours de l'ensemble des populations étudiées » (Marocains, Algériens, Turcs, Africains (d'Afrique noire), Espagnols, Portugais, Asiatiques du Sud-Est Asiatique)[44], mais à des « rythmes différents »[45]. La polémique qu'a entraînée cette enquête[46] a prolongé une controverse plus large et plus ancienne sur les « critères de classement et d'identification des populations issues de l'immigration » (SPIRE et MERLLIE, 1999). Elle a été relancée avec l'enquête dite TeO (Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France), réalisée en 2008 par l'INED et l'INSEE sur les trajectoires sociales et les expériences de discrimination vécues par les immigrés, les personnes originaires des départements d'outre-mer (DOM) et leurs descendants nés en France métropolitaine, puis à nouveau début 2009, créant un débat polémique entre défenseurs de sa nécessité (pour mesurer les discriminations) et ceux dénonçant la dangerosité des statistiques dites ethniques[47].

Éclairant des trajectoires d'intégration sociale moins favorables pour la « deuxième génération » d'origine nord-africaine, turque et africaine, que pour les « jeunes français d'origine », certains chercheurs défendent aujourd'hui la nécessité de pouvoir repérer statistiquement les « populations issues de l'immigration », pour

---

[43] Pour une lecture critique de cette approche, en partie liée au caractère fluctuant et non cohérent des critères de spécifications du concept d'ethnicité, voir BLUM (1998) ; LE BRAS (2007).

[44] Fondées sur les critères d'acquisition de la nationalité française, de la « citoyenneté active » (inscription sur les listes électorales, service militaire) et de l'élaboration d'un lien national avec la France, du laminage des pratiques matrimoniales traditionnelles (polygamie, « mariage entre apparentés »), des pratiques religieuses, de sociabilité et linguistiques (déperdition des langues d'origine), et de la progression des unions mixtes (unions dans lesquelles les deux parents du conjoint sont nés en France : conjoint dit « Français de souche ») (TRIBALAT, 1996 : 85).

[45] Le « processus d'acculturation » en cours pour les jeunes d'origine algérienne se heurtant à des « difficultés sociales » (chômage, logement). Perspective que l'on peut rapprocher de la thèse de l'« assimilation segmentée » qui constitue une critique de la lecture linéaire et homogène de l'assimilation : voir PORTES et ZHOU (1993) ; PORTES (1996).

[46] Polémique en partie liée à l'« ambiguïté » de l'enquête elle-même qui prend la forme « d'un constat officiel et non plus d'un débat scientifique » (TRIPIER, 1999) et ce, alors qu'en France, « l'identification d'individus par des caractéristiques dites ethniques, c'est-à-dire faisant référence à un milieu culturel d'origine, au lieu de naissance, etc. » a été renvoyée aux seules enquêtes privées et exclue des enquêtes publiques (BLUM, 1998).

[47] Dans un contexte où le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, a nommé un commissaire à l'Égalité des chances, Yazid Sabeg, auteur d'un rapport sur les statistiques ethniques.

mesurer et donc lutter contre les discriminations dont elles sont les victimes[48]. Dans un article au titre autant évocateur que provocateur : « La France et la seconde génération inconnue[49] », publié dans une livraison de la revue new-yorkaise *International Migration Review* consacrée au « futur de la seconde génération » dans six pays européens, Patrick Simon souligne la spécificité du cas français fondée sur le refus de repérer les immigrés devenus Français au sein de l'ensemble de la population française, alors même que cette population est victime d'un problème de déclassement social et de discriminations : « l'accès de la second génération au travail, et leur visibilité dans la vie sociale et culturelle défient le 'modèle d'intégration français' » (SIMON, 2003 : 1091 ; traduit de l'anglais).

Un état des lieux des recherches menées en France sur les enfants de migrants montre comment la perspective assimilationniste a appréhendé la question de l'« origine » sous l'angle de l'oubli. Il montre que le concept d'ethnicité qui s'est finalement imposé au début des années 1980[50], a privilégié les problématiques sociologiques sur des discriminations sociales devenues « raciales » (FASSIN et FASSIN, dir., 2006), évacuant la problématique des liens familiaux et intergénérationnels, la question des liens maintenus avec le pays d'origine et les processus d'invention culturelle en contexte de va-et-vient[51] :

> « Pour l'essentiel, le thème de la seconde génération apparaît quand s'interrompt le processus migratoire, quand les enfants et les petits enfants des premiers venus ne sont plus des immigrés et ne sont pas devenus non plus, malgré le temps, des Français ou des Québécois comme les autres » (DUBET, 2007 : 7)[52].

---

[48] Dans certains cas, les acteurs eux-mêmes sont à l'initiative de ce type d'études, comme le Conseil représentatif des Associations noires de France (Cran) qui a commandé une estimation quantitative des « Noirs de France » en 2005 ; voir aussi : NDIAYE (2008), pour l'auteur la « condition noire » désigne une « situation sociale qui n'est ni d'une classe, d'une caste ou d'une communauté, mais d'une minorité, c'est-à-dire d'un groupe de personnes ayant en partage l'expérience sociale d'être généralement considérées comme noires ».

[49] « France and the Unknown Second Generation: Preliminary Results on Social Mobility » (SIMON, 2003).

[50] À partir des travaux de BARTH (*op. cit.*), l'ethnicité étant appréhendée non plus comme une culture mais comme une catégorisation sociale ; voir aussi POUTIGNAT et STREIFF-FENART (1999).

[51] Perspective adoptée par l'anthropologue belge Eugeen Roosens dans une recherche consacrée à « l'insertion de jeunes allochtones dans la société belge », voir ROOSENS (1992) et (2003 [1994].

[52] La sociologue Maryse Potvin montre comment au Québec, l'expérience de la « deuxième génération d'origine haïtienne » se construit autour du racisme : voir POTVIN (2008).

Que savons-nous des affirmations identitaires, des sentiments d'appartenance pour lesquels le « processus migratoire » ne s'est pas interrompu ? En France, la migration portugaise, interne à l'Union Européenne - cesse-t-elle pour autant d'être perçue comme une immigration ? -, se distingue des migrations postcoloniales, et c'est avant tout cet aspect historique, ayant engendré des représentations distinctes des populations immigrées, qui explique qu'aujourd'hui les jeunes d'origine portugaise échappent aux études sur les « deuxièmes générations ».

Au sein de la mouvance de l'anthropologie urbaine, dans une recherche s'intéressant aux « sous-prolétariats urbains » (français et étrangers), Colette Pétonnet avait déjà vu l'intérêt de prendre en compte la circulation migratoire des Portugais et de leurs enfants[53]. Pour cela elle avait eu recours à une méthodologie novatrice reposant sur un travail de terrain mené à la fois en région parisienne[54] et dans les villages d'origine au Portugal :

> « La société française ne manifeste nul intérêt pour la culture que véhiculent 'ses' groupes migrants. Restée dans sa tradition colonisatrice, elle en considère leur mode de vie qu'en termes d'adaptation à la culture dominante. On croit en effet communément, surtout lorsque les groupes sont d'origine européenne et latine, que les différences culturelles sensibles chez les émigrés récents seront de courte durée, et que la seconde génération, élevée en France, sera, à l'âge adulte parfaitement 'assimilée'. Il nous a semblé qu'un éclairage sur la seconde génération portugaise remettait utilement en question un tel a priori. […] Privilégiés ici, infériorisés là-bas, ils oscillent entre deux points de repère, et leur personnalité se construit selon un jeu dialectique qui suit en partie le va-et-vient dans l'espace auquel ils sont soumis. » (PETONNET, 1976 : 423 ; 425)[55].

[53] À l'époque, à de rares exceptions près, dont celles du sociologue Abdelmalek SAYAD (1977) et du géographe Gildas SIMON (1979), respectivement sur les travailleurs algériens et tunisiens, peu d'études ont abordé la migration comme l'établissement d'un rapport vis-à-vis de deux espaces : « Toute étude des phénomènes migratoires qui néglige les conditions d'origine des immigrés se condamne à ne donner du phénomène migratoire qu'une vue à la fois partielle et ethnocentrique : d'une part comme si son existence commençait au moment où il arrive en France, c'est l'immigrant – et lui seul – et non l'émigré qui est pris en considération ; d'autre part, la problématique explicite est toujours celle de l'adaptation à la société 'd'accueil' » (SAYAD, 1977 : 59).

[54] Pour une analyse de l'organisation sociale des familles portugaises installées dans les bidonvilles de la banlieue parisienne, voir PETONNET (1979).

[55] L'article s'insère dans un livre hommage à Roger Bastide, voir POIRIER et RAVEAU (dir.) (1976).

Dès les années 1970, des études menées auprès de la population portugaise de France ont montré l'existence d'une double inscription territoriale entraînant une mobilité géographique et la circulation de biens matériels et symboliques entre le pays d'origine et celui dit d'accueil[56]. Ces auteurs se sont demandés si la « bipolarité » - entendue comme « la coprésence des deux cultures référées à deux sociétés, deux pays, deux langues » (VILLANOVA, 1994 : 30) - des migrants portugais et de leurs enfants était « une notion qui exprimerait la singularité d'une pratique migratoire, [ou s'il s'agissait] d'un regard nouveau sur l'étranger qui substituerait à la notion d'assimilation, d'intégration (de coexistence) qui a successivement posé et circonscrit le fait migratoire, dans l'histoire des politiques des idées en France » (VILLANOVA, 1994 : 30)[57].

Ces conclusions allaient dans le sens d'une remise en question du processus d'assimilation des immigrés, à laquelle s'est substituée l'idée d'un mouvement de va et vient permettant aux migrants de vivre dans plusieurs sociétés à la fois. Ces conclusions allaient aussi dans le même sens que les recherches d'anthropologues nord-américains menées à partir du cas de la migration haïtienne, desquelles a émergé dans les années 1990 le paradigme « transnational ». Le « transnationalisme » étant défini comme le processus par lequel des immigrants, à travers leurs activités quotidiennes et des relations sociales, économiques et politiques, qui relient leur société d'origine et leur société de résidence, créent des champs sociaux qui traversent les frontières nationales (BASCH *et al.*, 1994)[58]. Le paradigme a ensuite été étendu à la « deuxième génération », à partir du cas des « américains d'origine haïtienne »[59]. En Europe, cette perspective continue d'être relativement peu développée.

En France, des sociologues ont analysé la « logique migratoire » des enfants d'immigrés portugais – la continuité des trajectoires migratoires de leurs parents par le

[56] Voir le travail précurseur de Maria Beatriz ROCHA-TRINDADE (1973). L'auteur compare par ailleurs la « bipolarité » des « communautés portugaises » au Brésil, États-Unis et France (1976). Voir aussi : VILLANOVA (1994), l'auteur montre la « bipolarité » dans la famille et dans l'habitat, à partir du cas de la migration portugaise de France. On trouve l'idée de « bilatéralité des références » chez Maurizio CATANI (1983) relative à la migration italienne.

[57] Albano Cordeiro a quant à lui parlé de « communauté bi-localisée » : « […] cela veut dire : entretenir des réseaux en France et au Portugal (au village). Cela veut dire : agir sur deux espaces appartenant à deux États. […] Entre 'intégration' et 'retour', les Portugais vivent des situations intermédiaires que ni les idéologues ni les gouvernants n'ont été capables d'imaginer » (CORDEIRO, 1997 : 16).

[58] Voir aussi GLICK SCHILLER *et al.* (1992), numéro des *Annals of the New York Academy of Sciences* dans lequel s'insère un article sur les « immigrants portugais » de New Bedford (Massachusetts, États-Unis) : voir FELDMAN-BIANCO, 1992.

[59] Voir GLICK SCHILLER et FOURON (2001). L'ouvrage porte sur la nostalgie du pays d'origine et le « nationalisme de longue-distance » (ANDERSON, 1992).

maintien des liens avec le pays, mais aussi la solidarité communautaire – comme étant une « stratégie d'intégration » (DUBET et LAPEYRONNIE, 1992 : 104)[60]. Parallèlement, une vaste enquête collective et interdisciplinaire, dirigée par Michel Oriol, menée sur la « deuxième génération portugaise » (jeunes de 18-21 ans) mettait en évidence que la « bilatéralité des affiliations » était une option largement prédominante dans l'ordre des décisions d'appartenance, sans poser de réels problèmes d'anomie (ORIOL, dir., 1984 et 1988)[61]. Une des questions soulevées par cette foisonnante étude étant celle des « ressources identitaires » qui nourrissent ces « identités-appartenances ». Des ressources à la fois institutionnelles : mémoire familiale, histoire nationale et politique portugaise dirigée vers sa « diaspora », mais aussi l'Europe[62], transmises et réappropriées dans l'entre-soi familial et associatif, à travers les va-et-vient. Ma recherche s'inscrit en partie dans le prolongement de certains résultats de cette étude.

De manière plus générale, c'est du champ d'études des « Migrations internationales et relations interethniques » qu'émerge dans les sciences sociales françaises un regard élargi porté sur les phénomènes migratoires et avant toute chose, la prise en compte à la fois des sociétés de départ et d'installation, afin de situer les migrants « dans les divers contextes historiques, sociaux et culturels dans lesquels ils ont été socialisés et auxquels ils sont par la suite confrontés » (SIMON-BAROUH, 1998 : 30). La migration est appréhendée comme un phénomène de mobilité entre des territoires qu'elle transforme et dont les acteurs mobilisent des compétences langagières, relationnelles, culturelles et professionnelles acquises dans plusieurs espaces. Parmi ces recherches, retenons celles qui portent sur les réseaux de relations sociales construits par les familles immigrées, comme ces familles turques qui mobilisent les réseaux de parenté (au pays d'origine) pour la négociation et la

[60] L'enquête MGIS évoque aussi concernant les jeunes d'origine espagnole et portugaise la perpétuation de liens avec le pays d'origine (TRIBALAT, 1995).
[61] La notion d' « identité-appartenance » permet de rendre compte des relations des individus aux groupes historiques dont ils peuvent être membres, en distinguant les dimensions existentielles de l'affirmation des appartenances des dimensions institutionnelles. Relations dont les auteurs montrent la grande complexité. À noter le grand intérêt de cette enquête qui restitue de nombreuses observations de terrain et continue de faire référence dans les recherches sur l'immigration portugaise, et qui n'a pourtant pas fait l'objet d'une publication.
[62] Voir aussi HILY et ORIOL (1993).

constitution de mariages traditionnels de leurs enfants[63], ou encore les jeunes franco-algériens, dont les projets professionnels s'inscrivent dans la région d'origine des parents[64]. Ces pratiques généralement fondées sur une double appartenance nationale, ne répondent pas à un défaut d'insertion professionnelle et témoigneraient « des relations de dettes » que l'émigration a suscité[65].

Dans une toute autre perspective relevant de l'anthropologie de la parenté, la recherche de Frédérique Fogel, qui analyse les relations entre parenté et mémoire dans le contexte migratoire particulier des déplacements circulaires entre l'Afrique et la France, montre comment en l'absence d'une transmission directe (parents-enfants), la circulation migratoire (d'oncles, par exemple) permet la connaissance et la pratique des liens de parenté des enfants de migrants. Celles-ci fondent une « mémoire vive », par opposition à la « mémoire morte » des adultes-parents, dont la mémoire de la parenté est figée dans le passé :

> « L'étude de ces phénomènes de déconstruction-reconstruction de la parenté consiste notamment à repérer les modalités d'une certaine continuité dans le champ relationnel discontinu qui caractérise les situations migratoires. La mémoire apparaît dès lors comme l'un des vecteurs de cette continuité en ce qu'elle permet à ses porteurs d'agir sur les interrelations (par exemple, la cohésion entre les générations par le partage d'une même histoire) et sur la temporalité (par exemple, en rapprochant dans un imaginaire commun le passé du présent). » (FOGEL, 2007 : 509)

Mémoire *dans* la migration, mémoire *de* la migration

[63] Voir AUTANT (1998). L'auteur conclut pour ce qui concerne ce contexte migratoire : « Plus on est éloigné dans l'espace, plus il est nécessaire de privilégier l'alliance avec les personnes proches en termes généalogiques. Le conjoint, choisi par les parents ou du moins avec leur accord, est, dans les familles immigrées plus qu'en Turquie, souvent issu du groupe de parenté » (*ibid* : 296).

[64] Mobilisant pour ce faire les liens familiaux (appui logistique, hébergement, collaboration) et le patrimoine familial, lorsqu'il existe (SANTELLI, 2001). L'auteur privilégie l'analyse des phénomènes de transmissions intergénérationnelles (histoire passée des parents dans le milieu d'origine et relations qu'ils entretiennent avec la France) dans la construction des trajectoires professionnelles des descendants d'immigrés algériens, et montre ainsi des attitudes et des propensions individuelles assez diversifiées de mobilité sociale selon l'histoire des transmissions familiales.

[65] Voir aussi la recherche de l'anthropologue Catherine CHORON-BAIX (2000) sur les enfants d'exilés de « retour » au Laos.

Ces différentes approches mettent en lumière la polysémie du concept de mémoire[66] et interrogent sa valeur heuristique dans l'appréhension des phénomènes sociaux liés à la migration. Depuis les travaux de Maurice HALBWACHS (1994 [1925] ; 1997 [1950]), nous savons que le passé est reconstruit à partir de « cadres sociaux » du présent, dont je considèrerai pour ma part qu'ils sont spécifiques au contexte migratoire étudié, du fait du « va-et-vient ». La mémoire étant liée au temps et à l'espace, elle s'ancre, dans ce contexte particulier, dans plusieurs territoires, plusieurs cultures et types de sociétés, dont le rapport au temps est différent. Dans le cas étudié, il y a une confrontation mondes urbain et rural, le monde rural portugais ayant de plus subi des transformations profondes depuis l'émigration.

À la fois souvenir et oubli, la mémoire est une construction sociale qui constitue un des fondements du sentiment d'identité et de sa permanence à travers les changements, les crises et les ruptures, en créant un sentiment d'unicité et de continuité : « De chaque époque de notre vie, nous gardons quelques souvenirs, sans cesse reproduits, et à travers lesquels se perpétue, comme par l'effet d'une filiation continue, le sentiment de notre identité » (HALBWACHS, 1994 : 89). L'identité, résume aussi l'anthropologue João de Pina Cabral, « est le fait de créer des liens de continuité temporelle entre des expériences présentes et des expériences de la mémoire, de manière à constituer des entités sociales relativement stables » (PINA CABRAL, 2004 : 40-41). Comment s'articulent les expériences présentes et passées de la migration, les « interprétations de soi » (RICOEUR, 1988) et les identifications collectives, dans un contexte de changement et de bi-localité ?

Dans une perspective privilégiant les aspects fonctionnels de la mémorisation, en tant que « raison pratique », la mémoire permet d'ordonner le temps, de transmettre un savoir, de se repérer dans une lignée (CANDAU, 1996 : 56). C'est à cet aspect de la mémoire familiale que cette recherche s'est initialement intéressée **:**

> « La mémoire collective familiale se constitue par toute une série d'habitudes, de répétitions machinales, de paroles inscrites dans le corps – manières et zones d'embrassade, d'accolades ou de poignée de mains aux différents parents- ou dans des pratiques rituelles – anniversaires des vivants, commémorations des parents morts – ou

[66] Voir LAVABRE (1994a ; 1994b) ; BAUSSANT (2007a).

encore dans le langage – dénominations des enfants, choix du patronyme, transmissions des prénoms. » (ZONABEND, 1999 [1980] : 17)

Cette mémoire familiale relative à la vie quotidienne fonde des identités sociales et culturelles que les individus investissent ou non, qui évoluent selon l'âge de la vie et, pour les enfants de migrants, selon le projet migratoire de leurs parents, l'éventuelle volonté de s'en émanciper et, le cas échéant, de la capacité à y parvenir[67]. En entrant dans le processus d'intégration, les enfants d'immigrants constituent un facteur non négligeable d'intégration pour leurs parents qui, ajouté à la dualité de leurs allégeances envers les pays d'origine et de résidence (et/ou naissance), en fait des « enfants illégitimes » (SAYAD, 1979). En tant qu'enfants d'immigrants ils doivent négocier quotidiennement entre la transmission culturelle des parents - doublement déracinés, parce qu'issus de sociétés rurales et souvent agricoles, installés dans une société urbaine et industrielle – et l'apprentissage des normes de la société française. Une position d'autant plus délicate que la demande des parents est souvent ambiguë : ils attendent de leurs enfants à la fois la réussite sociale dans le « pays d'accueil » et l'observation des valeurs de la « culture d'origine » (propre au contexte migratoire). L'injonction à s'intégrer pose ainsi la question de la fidélité et de la trahison : « les uns comme les autres [filles et garçons] souffrent pareillement de l'impossibilité de se résoudre à être conforme au désir des parents : 'Je ne suis pas le fils que mon père aurait voulu avoir' » (LACOSTE-DUJARDIN, 1988 : 145). Les identités des enfants de migrants se forment de cette dualité entre être semblables et être différents, ou plutôt, ne pas être trop semblables (par fidélité à l'identité familiale) ni trop différents (volonté de relative indistinction).

La circulation entre les deux pays, pratiquée d'abord en famille, puis, selon les individus, de manière plus ou moins autonome, repose sur cette mémoire familiale, en même temps qu'elle la réalimente : investissement affectif des descendants de migrants dans la maison construite au village d'origine, inscription dans des liens de parenté, des réseaux de sociabilité (groupe d'âge), etc.

La mémoire familiale fonde enfin, pour certains des pratiques collectives d'affirmation identitaire, dans un espace associatif réinventé sous sa forme intra-

[67] Le projet migratoire est variable d'une famille à l'autre et surtout il évolue différemment dans le temps : projet de retour, investissement matériel dans la vie en France et/ou au Portugal, investissement dans l'éducation et la réussite professionnelle, etc. : voir LEANDRO (1995b ; 2004).

générationnelle. Dans le cadre de stratégies identitaires, nous savons que les individus et les groupes opèrent des choix « à l'intérieur d'un registre mémoriel » : « répertoire souple et ouvert de ressources diverses : représentations, 'mytho-histoires', croyances, rites, savoirs, héritages, etc. » (CANDAU, 1998 : 8). La question s'est alors posée du rapport entre cette mémoire familiale et la mémoire mobilisée dans les revendications identitaires, sur le plan de l'héritage culturel réapproprié et celui de la « réflexivité » (MUXEL, 1991), à partir des souvenirs et représentations de l'expérience migratoire vécue et partagée.

La temporalité projetée sur le processus migratoire - du « parcours de l'immigrant » jusqu'à l'« intégration » -, précédemment évoquée, invite à réfléchir à la distinction entre la mémoire en tant que « passé *agi* au présent » - relative aux mécanismes de transmission culturelle, aux manières d'être au monde, et la mémoire en tant que « passé *représenté* dans le présent » - relative aux représentations des souvenirs de contenus événementiels et existentiels transmis et/ou vécus (BERGSON, 2001 [1896])[68]. La première, la « mémoire-habitude » à laquelle se réfère le philosophe Henri Bergson[69], agit à l'insu de l'individu, elle « ne peut être détachée de l'activité en cours et de ses circonstances » (CANDAU, 1998 : 13), il s'agit d'une mémoire « dont l'individu ne peut pas parler », la seconde, la « mémoire-souvenir »[70], est une production de représentations qui donnent sens aux souvenirs et à l'expérience vécue[71].

Cette distinction entre mémoire représentée et mémoire « agie » et « muette », permet de penser la tension entre déterminismes et liberté individuelle : « Pour évoquer le passé sous forme d'images, il faut pouvoir s'abstraire de l'action présente » (BERGSON, cité par RICOEUR, 2000 : 31). Il s'agit là d'un des points de départ de la phénoménologie de la mémoire de Paul Ricoeur et de l'idée de « la conquête de la distance temporelle ». Pour Ricoeur, les images du temps s'élaborent à partir de la

[68] Cité par RICOEUR (2000).

[69] Elle est proche de la mémoire sociale, incorporée, gravée dans la chair (exemple de la circoncision) de CONNERTON (1989), aussi appelée « mémoire normative » (NAMER, 1987), « protomémoire » (CANDAU, 1998), ou encore, mais en partie seulement, « habitus » (BOURDIEU, 1980).

[70] La mémoire proprement dite « de rappel ou de reconnaissance : convocation délibérée ou évocation involontaire de souvenirs autobiographiques ou appartenant à la mémoire encyclopédique (savoirs, croyances, sentiments, etc.) » et la « métamémoire » : « la représentation que chaque individu se fait de sa propre mémoire, la connaissance qu'il en a et, ce qu'il en dit », c'est une mémoire « revendiquée, ostensive » (*ibid* : 14).

[71] Candau précise qu'il s'agit là d'une distinction principalement analytique, dans la réalité, il y continuité et souvent chevauchement entre ces niveaux de mémoire.

distance à l'expérience qu'autorise le langage : temporalité et narrativité sont interdépendantes. Le récit ne se contente pas de raconter les faits, il les interprète, les argumente, les reconstruit[72].

Cette recherche a pour objet l'analyse de la mémoire en migration, à l'intersection de la « mémoire familiale », de la « mémoire vive » : les souvenirs et représentations du passé migratoire et les « mémoires historiques » : « élaborations finalisées de l'histoire » (LAVABRE, 1994a : 18), nationale, communautaire, voire diasporique. Comment s'articulent-elles ? Que nous disent-elles de la continuité de la migration, des représentations de l'expérience migratoire vécue, et des sentiments d'appartenance de ces descendants de migrants ? Pourquoi la migration portugaise n'a-t-elle pas eu, jusqu'à très récemment, de « lieux de mémoire », ni en France ni au Portugal ? « À partir de quel moment un élément de mémoire devient-il un événement, est-il porté dans l'espace public comme discontinuité, rupture temporelles ? » (BAUSSANT, 2007b : 391) et à quels enjeux identitaires, individuels et collectifs, ce processus répond-il ?

Ma réflexion est partie d'un premier constat, la persistance chez de jeunes adultes, petits-enfants et enfants de migrants portugais, de pratiques de circulation entre la France et le Portugal fondées sur la réappropriation d'un savoir-faire migratoire et d'identités sociales porteuses d'appartenance et, parallèlement, l'affirmation, en France, d'une identité collective puisant dans l'histoire nationale lointaine du Portugal et passant sous silence l'histoire familiale et communautaire. C'est au milieu des années 2000, avec l'émergence de politiques publiques mémorielles, simultanément en France et au Portugal, que des descendants de migrants portugais se sont emparés de cette problématique et ont commencé à parler de mémoire *de* la migration (en tant que souvenirs mis en récit d'une expérience migratoire vécue et/ou transmise). S'agit-il des

[72] Théorie de la narrativité et idée d'« identité narrative » : en me racontant, je me découvre moi-même à la fois même (« mêmeté ») et autre (« ipséité) ; « la constitution de l'identité narrative, soit d'une personne individuelle, soit d'une communauté historique, était le lieu recherché de cette fusion entre histoire et fiction. Nous avons une précompréhension intuitive de cet état de choses : les vies humaines ne deviennent-elles pas plus lisibles lorsqu'elles sont interprétées en fonction des histoires que les gens racontent à leur sujet ? Et ces 'histoires de vie' ne sont-elles pas à leur tour rendues plus intelligibles lorsque leur sont appliqués les modèles narratifs – les intrigues- empruntés à l'histoire ou à la fiction (drame ou roman) ? Le statut épistémologique de l'autobiographie semble confirmer cette intuition. » (RICOEUR, 1988 : 295)

mêmes individus qui, tout en continuant d'être des « migrants », mettent la migration en récit ? Quel est ce récit et comment s'articule-t-il d'une part avec les ressources jusqu'alors mobilisées dans les revendications identitaires et, d'autre part avec les récits officiels nationaux ?

Le recours au concept de mémoire permet de penser à la fois la continuité des liens intergénérationnels et intra-générationnels, et celle des différentes matrices historiques avec lesquelles les individus composent des identités plurielles (à l'échelle locale, nationale, voire diasporique). Réfléchir à la continuité sociale dans les processus migratoires à partir du concept de mémoire demande toutefois de prendre en compte deux aspects qui émergent du débat critique sur le concept de mémoire : l'enchevêtrement avec le concept de culture – la mémoire comme synonyme d'« accumulation culturelle du passé » (BERLINER, 2005) -, et le fait que se focaliser sur le « présent du passé » empêcherait de voir le présent[73]. Deux aspects particulièrement sensibles en ce qui concerne la question de l'immigration en France aujourd'hui, compte tenu du caractère bien présent de l'immigration, mais aussi du débat sur le modèle de société - débat sur « l'identité nationale » - et la place accordée à la diversité culturelle[74].

Cette réflexion part du postulat que comprendre le rapport au passé, ses représentations et ses usages - que ce passé soit un vécu individuel, familial, ou communautaire, qu'il soit un récit historique, familial, mythique -, permet de mettre en lumière la complexité des dynamiques identitaires et des appartenances d'individus trop souvent appréhendés dans une perspective de rupture temporelle et spatiale :

> « […] le jeu de la mémoire qui vient fonder l'identité est nécessairement fait de souvenirs et d'oublis : dans le domaine de 'l'identité ethnique', la complète appartenance

[73] Relevés par BAUSSANT (2007b).

[74] Débat opposant les tenants d'une vision universaliste et les partisans d'une vision multiculturaliste de la société française : « Comment faire vivre ensemble des *populations issues de collectivités historiques diverses*, alors que les sociétés sont unies par le principe, les valeurs et les pratiques de la citoyenneté ? Comment concilier la légitimité du principe de citoyenneté et la liberté des individus de *rester fidèles à des références historiques, des cultures et des croyances particulières* ? Faut-il insister sur le principe unificateur de la citoyenneté et les valeurs de l'unité-universalité-laïcité du domaine public, en laissant les populations libres de rester fidèles à leurs attachements particuliers dans le privé ? Ou bien faut-il faire une place institutionnelle aux collectivités particulières en reconnaissant publiquement la valeur de leur culture, en les constituant en 'communautés', en pratiquant une forme ou une autre de 'multiculturalisme' ou de 'communautarisme' ? » (SCHNAPPER, 2000 : 12 ; souligné par moi) ; notons qu'en France, il y a isomorphisme entre citoyenneté et nationalité.

des individus assimilés peut être contestée par la société d'accueil tant que le travail d'oubli de leurs origines n'a pas accompli son œuvre. » (CANDAU, 1998 : 8)[75]

Plan de la thèse

Ma recherche est fondée sur un corpus de matériaux ethnographiques recueillis entre 2000 et 2006, auprès de quarante-huit individus âgés de 19-35 ans, filles et fils, parfois petites-filles et petits-fils, de migrants économiques portugais de France. Un premier chapitre sera consacré à la présentation des lieux (espaces sociaux et géographiques) de l'enquête, menée d'abord en France, en milieu urbain, à Paris et dans sa proche banlieue, ainsi qu'à Lyon et à Clermont-Ferrand (milieu périurbain), dans l'espace associatif et familial. L'enquête s'est poursuivie au Portugal dans ces mêmes espaces, auprès des mêmes groupes et individus que j'ai accompagnés lors des vacances passées au village d'origine (milieu rural) ou, encore, à l'occasion de rencontres des « communautés portugaises » organisées par l'État portugais. La démultiplication des unités d'étude (l'individu et sa parenté, l'association et le réseau associatif portugais en France, les rencontres de luso-descendants) à l'échelle locale, régionale, nationale, européenne et mondiale, répond à la complexité des appartenances de mes informateurs et le choix de confronter leur dimension individuelle et collective :

> « Si, au bout du compte, une ethnologie à échelles et à points de vue multiples s'impose, ce n'est pas par souci de compromis et d'éclectisme […] mais pour répondre à un double impératif réaliste : rendre compte de l'enchevêtrement des appartenances et des déterminations dans le monde contemporain, cerner les propriétés singulières des objets […] et, sur cette base contraignante, les variantes interprétatives qui s'y greffent » (BROMBERGER, 1997 : 304).

Une fois décrites les logiques sous-jacentes à la construction de l'enquête ethnographique et au recueil des matériaux (**chapitre 1**), il s'agira d'analyser d'une part, les modes de production de données : « observation participante », observation d'évènements, recueil de discours (associatifs, politiques), de récits de vie et de récits mémoriels et, d'autre part, les impacts de l'identité et de la posture de l'ethnologue sur

[75] L'auteur renvoie à l'ouvrage de POUTIGNAT et STREIFF-FENART (1999).

ces données (**chapitre 2**). L'observation directe a pris des formes qui diffèrent selon les unités d'étude (famille, association), en fonction de la méthodologie adoptée et du type de matériaux ethnographiques recueillis. Mon identité (sociale, sexuelle), mon « origine » portugaise immédiatement perceptible à travers mon patronyme, y a été perçue, parfois instrumentalisée dans l'espace associatif, de manière là aussi diversifiée.

Le choix de mon objet de recherche n'est pas le fruit du hasard. D'une certaine façon, « je m'y suis cherchée moi-même » (HERACLITE, 2002), mais ce travail constitue-t-il pour autant une tentative de « recouvrement de la dignité », ou « la reconnaissance d'une dette aux générations précédentes » (FALAIZE, 2001 : 8) ? Peut-être, mais il ne s'ancre pas, me semble-t-il, dans une position dogmatique visant à démontrer « les 'résistances' des milieux d'immigrants à l'acceptation des normes de la société dominante » (NOIRIEL, 1988 : 244). Deux aspects doivent être pris en compte, relatifs à l'implication et à la distanciation du chercheur vis-à-vis de son objet. Étant moi-même fille d'un migrant portugais, certaines expériences qui lient à la fois cette identité de fille de migrant et de Portugais, mon statut de chercheur, et l'objet même de cette recherche, ont eu une incidence dans ma manière d'envisager certaines problématiques liées à l'appartenance et à l'identité trop souvent appréhendées d'un seul point de vue holiste[76]. La réflexivité sera dans ce cas utilisée comme outil méthodologique. Par exemple, sur quels éléments identitaires se fondent ce que moi aussi j'appelle mon « origine portugaise » et mon « origine hollandaise », et ces éléments sont-ils les mêmes dans les deux cas ?

Le fait d'être issue d'un couple mixte (mère néerlandaise, père portugais), dont par ailleurs la trajectoire sociale diffère de celle de la plupart des familles portugaises de France, peut expliquer mon rapport distancié au pays de mon père, comme à celui de ma mère d'ailleurs, et à leur culture respective. Mes parents ont en effet fait le choix ni de transmettre leurs langues, ni investir dans une résidence dans l'un ou l'autre de leur pays d'origine, voire dans les deux pays (et il n'a jamais été question de « retour »), ni dans une sociabilité de type familial ou communautaire en France. J'ai néanmoins été « étrangère » en France jusqu'à mes dix-huit ans[77], ayant eu pour seule nationalité la

[76] CANDAU (1998) interroge ce problème du degré de pertinence des rhétoriques holistes appliquées à la mémoire et à l'identité.

[77] Administrativement parlant, mais pas seulement : « la fondation de la nation […] - forme de groupement qui, dans son type idéal, voit coïncider un territoire, un État et ses institutions, une société aux contours identifiables et une culture au moins partiellement commune, le tout saisi dans une

portugaise jusqu'à la majorité, âge auquel j'ai acquis la nationalité française, tout en gardant la précédente. Un vécu singulier - l'expérience d'un passage d'un statut à l'autre - que je partage, *a priori*, avec la majorité de mes informateurs. Cette recherche m'a par exemple conduit à m'interroger personnellement sur le sentiment national intériorisé, incorporé[78], ou encore sur les caractéristiques de l'ancrage territorial et des solidarités familiales en milieu rural (origine de ma famille paternelle) et en milieu urbain (origine de ma famille maternelle), dans des pays européens aussi différents que sont le Portugal et les Pays-Bas.

Après avoir mis en évidence la singularité méthodologique de cette recherche, en questionnant ses apports et ses limites, il s'agira d'identifier les différentes phases de la migration étudiée. Son étendue temporelle, l'arrivée différée de différentes générations familiales (grands-parents, parents et *ego,* dans certains cas) rend l'approche générationnelle particulièrement complexe. Mais elle est heuristique, me semble-t-il, pour éclairer les processus mémoriels de construction des identités individuelles et collectives. C'est à partir d'une restitution exhaustive des parcours migratoires des grands-parents, des parents et d'*ego* lui-même, qu'une réflexion sur la manière d'appréhender les relations intra et intergénérationnelles en situation migratoire sera menée **(chapitre 3).**

Les deux chapitres suivants constituent une étude en miroir des rapports d'*ego* au passé familial : les représentations des milieux sociaux d'origine, du vécu des aînés avant l'émigration, et celles de l'émigration d'une part (**chapitre 4)**, les souvenirs de l'expérience migratoire vécue en famille au sein de la société française d'autre part (c**hapitre 5)**. Ces souvenirs constituent-ils un composant transmissible de la mémoire des familles portugaises migrantes ? Comment l'expérience migratoire vécue par ces descendants de migrants se définit-elle à travers leurs récits ? Il s'agira de mettre en lumière les trajectoires familiales, au Portugal (milieu rural paysan) et en France (milieu

---

conscience d'appartenance partagée et vécu comme une suprême valeur – […] génère un nouveau classement des individus autour de la différence absolue entre *originaires* et *étrangers* » (FABRE, 1996 : 99 ; 113 ; souligné par moi).

[78] Lorsque par exemple je participais à des matchs de football avec mes informateurs. Fabre rappelle la complexité des expériences d'identification nationale et leur variabilité conjoncturelle (FABRE, *op. cit.* : 116).

urbain ouvrier), et leurs impacts sur les liens maintenus par les descendants de migrants avec le pays et la culture d'origine.

C'est à l'analyse de ces liens que le chapitre suivant est consacré **(chapitre 6**). Il s'agira d'étudier l'appropriation de la maison construite par les parents au cours de la migration et celle de la mémoire familiale ancrée dans ce lieu. L'étude des pratiques de sociabilités (participation aux fêtes locales), des rites matrimoniaux, des « retours » complétera l'analyse, interrogeant le double ancrage et la double appartenance de ces descendants de migrants. La double appartenance sera ensuite questionnée à l'échelle nationale, à partir du choix de la nationalité qui se pose à ses enfants d'étrangers lorsqu'ils atteignent dix-huit ans (**chapitre 7**). Comment s'articulent choix de la nationalité et sentiment d'appartenance nationale ? Que signifie être d'« origine » portugaise ? Et être un « luso-descendant » ? (**chapitre 8**) L'analyse de la construction d'une identité collective chez les descendants de migrants portugais nous invite à prendre en compte – à côté de la problématique de l'héritage culturel et celle des conflits de valeurs (tradition-modernité) entre générations, sujet déjà largement traité[79] – et à définir cette expérience migratoire. Comment influence-t-elle le rapport à l'origine et sa mobilisation, dans les revendications identitaires, mémorielles ? Comment participe-t-elle de la construction de cette « communauté imaginée » (ANDERSON, 1983) ?

L'âge de la majorité correspond pour certains de ces individus à l'entrée à l'université et à la réappropriation de ressources culturelles portugaises héritées, dont la langue. Des ressources mobilisées dans les revendications identitaires de jeunes étudiants réunis en associations. Pour ces enfants de migrants économiques socialisés dans un contexte urbain, se pose la question de la légitimité des éléments de la culture rurale d'origine transmise. Un héritage qu'interroge la luso-descendance, telle que l'État portugais la met en scène, comme la patrimonialisation de la migration que l'on observe depuis récemment, en France et au Portugal, et à laquelle ces descendants de migrants participent (**chapitre 9**).

Cette recherche propose donc un regard critique sur l'idée que les migrations brisent les liens sociaux et s'inscrit dans le prolongement des études qui privilégient une approche dynamique des parcours de vie d'individus et de familles inscrits dans une

[79] Voir notamment LEANDRO (1995a ; 1995b) ; INTERACTION FRANCE-PORTUGAL (1994) ; VARINE (coord.) (1997).

histoire migratoire et dans des espaces sociaux transnationaux. Elle a pour objectif de montrer que l'expérience migratoire et ses conséquences sociales et culturelles ne s'arrêtent pas à la « première génération », que les processus qui la traversent dépassent les seules problématiques d'« intégration » ou de perpétuation culturelle de « groupes ethniques » « étanches » (MEINTEL, 1992) dans la société d'installation. Elle a aussi pour objectif de montrer que l'expérience migratoire, qu'il s'agira de définir, traverse des groupes et des individus aux appartenances enchevêtrées dans lesquelles s'entremêlent de manière infiniment subtile et complexe le souvenir et l'oubli, clés pour comprendre la volonté d'avenir social.

CHAPITRE 1

LES LIEUX DE L'ENQUETE (FRANCE-PORTUGAL)

La démultiplication des lieux d'enquête - espaces sociaux et géographiques -, s'est imposée au fil d'une recherche menée auprès d'individus ayant en commun une histoire liée à la migration de leurs aînés. Dans l'approche adoptée, ces individus ne constituent pas un groupe aux frontières nettement définies, délimités dans l'espace et observable dans sa totalité. La délimitation du terrain ethnographique ne correspond donc pas, dans cette recherche, à l'étude d'un groupe localisé, mais rejoint l'idée de « réseau total » : entendu comme un « système ouvert incluant une partie de cette population [dans cette étude : les descendants de migrants portugais de France] et une partie de son environnement social sans que les limites de ce système ouvert ne soient celles d'une 'communauté ethnique' » (KATUSZEWSKI et OGIEN, 1981 : 161). Cette perspective, qui prendra néanmoins en compte l'existence d'un sentiment d'appartenance à une communauté portugaise de France, pose la question de la délimitation des unités d'observation et des échelles d'analyse.

Je m'attacherai dans ce chapitre à dérouler le fil d'une « ethnographie itinérante » (AMSELLE, 2001)[80] – ou « multi-sites » (MARCUS , 1995» - qui, de Paris, Lyon et Clermont-Ferrand et leurs périphéries, de Lisbonne, Porto et jusqu'aux villages d'origine des parents (situés dans les *distritos* de Viana do Castelo, Bragança, Bragança, Castelo Branco et Leiria)[81], renvoie à une multiplicité d'objets d'étude (l'individu et sa famille, l'association portugaise et le réseau associatif, les rassemblements de luso-descendants) et d'échelles d'analyse (individuelle, locale, nationale et transnationale). Les différents espaces sociaux investis par l'enquête de terrain (espace associatif et rencontres communautaires de luso-descendants, espace habité, de travail, d'études, de

[80] Par opposition à une « ethnographie sédentaire », renvoyant à une conception du terrain comme un huis clos, l' « ethnographie itinérante » renvoie à un travail de terrain éclaté qui rompt avec l'approche classique de l'anthropologie qui privilégie le local sur le global (AMSELLE, 2001 : 36).
[81] Le *distrito* est l'équivalent du département français. Se reporter à la carte du Portugal en annexe 2.

loisir) ne constituant pas systématiquement un objet d'étude mais parfois seulement un contexte de l'enquête.

Cette recherche s'inscrit aussi dans une « anthropologie du mouvement » (TARRIUS, 1989), dans la mesure où j'ai suivi mes informateurs dans leurs pratiques de mobilité en France (mobilité de proximité centre urbain-périphérie et Paris-province) et entre la France et le Portugal, dans une logique qui suit une mobilité internationale, annuelle voire pluriannuelle, pour les vacances, pour un projet étudiant ou professionnel[82]. Cette approche doit permettre de questionner la manière dont ces différents lieux sont investis :

> Le « lieu est triplement symbolique (au sens où le symbole établit une relation de complémentarité entre deux êtres ou deux réalités) : il symbolise le rapport de chacun de ces occupants à lui-même, aux autres occupants et à leur histoire commune » (AUGE, 1994 : 157).

Concernant la « variation d'échelle », certains auteurs ont montré qu'elle constituait « une ressource d'une exceptionnelle fécondité parce qu'elle rend possible la construction d'objets complexes et donc la prise en compte de la structure feuilleté du social » (REVEL, 1996 : 13). Dans ce cas concret, la variation d'échelle met en évidence l'enchevêtrement des appartenances (familiales, locales, nationales, communautaires) qui fondent des ressources identitaires et mémorielles distinctes, objets d'éventuels enjeux contradictoires que cette enquête à pour but d'éclairer.

1.1. Espaces du communautaire : de l'association aux « communautés portugaises »

Cette recherche a acquis ses premiers contours dans le cadre d'une recherche ethnographique menée en 1998 au sein d'une association portugaise de la région

[82] Cette approche se distingue d'une perspective qui appréhenderait un même groupe « ici », originaire d'une même localité « là-bas ». À l'image de l'étude menée par Catherine Neveu sur la communauté des Bangladeshis de Spitalfields (Londres), l'ayant conduit - dans ce qu'elle nomme le « voyage inversé » - au Bangladesh, dans une même localité (une ville et les villages environnants) : NEVEU (1993). Ou encore, celle menée par Maria Beatriz Rocha-Trindade, sur les Portugais d'Orsay (Ile-de-France), originaires d'un même village au Portugal : ROCHA-TRINDADE (1973). Contrairement à ces situations, mes interlocuteurs, qu'il s'agisse de Parisiens, de Lyonnais ou de Auvergnats, ne sont pas originaires des mêmes localités au Portugal.

parisienne[83]. Son groupe folklorique a constitué un terrain d'enquête privilégié pour la méthode de l'observation participante, espace où plusieurs générations se réunissent en vue de partager une même expérience sociale et de transmettre une identité culturelle en situation migratoire. À l'origine, groupe informel de solidarité entre primo-migrants, les associations portugaises se sont transformées à partir du milieu des années soixante-dix en un espace propre et multigénérationnel d'affirmation et d'acquisition d'une identité collective, en proposant des activités aux différentes générations : enseignement de la langue portugaise, équipe de football, groupe folklorique.

Les activités de l'association portugaise de Brétigny-sur-Orge[84] sont dispersées dans différents espaces de la ville. Un petit local, situé dans une partie résidentielle du centre ville, est mis à sa disposition par la municipalité. Il a l'allure d'un bistrot décoré des coupes gagnées par l'équipe de football. En fin de semaine les hommes s'y rencontrent pour discuter, boire un verre, jouer aux cartes. L'équipe de football, indépendante de l'équipe municipale, utilise les stades municipaux, tandis que le groupe folklorique se rassemble tout le long de l'année pour des répétitions hebdomadaires, avec musiciens, chanteurs et danseurs, dans les différents gymnases de la ville, bien souvent excentrés. À travers une pratique hebdomadaire relativement contraignante, les jeunes, qui composent le groupe folklorique de l'Association récréative et de bienfaisance[85], disent vouloir montrer qu'ils ne « *renient* » pas leur « *origine* », fondement de leur identité. L'activité folklorique (la musique et ses instruments, les chants, les danses et les habits qui la composent) fait sens en tant que symbolique d'un Portugal « *authentique* » et en tant que « *tradition* »[86]. Le Portugal symbolisé par le lieu d'origine des aînés (grands-parents et/ou parents) y est idéalisé et le « *retour* » constitue une finalité dans de nombreux projets de vie professionnelle, même chez les jeunes[87].

---

[83] Mémoire de D.E.A. soutenu en 1998 à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, sous la direction de Françoise Zonabend : « Étude ethnographique d'un groupe de danse folklorique d'immigrés portugais ».

[84] Commune urbaine d'environ 20.000 habitants, de la région Ile-de-France, dans le département de l'Essonne (91).

[85] *Associação recreativa de bem fazer dos portugueses*.

[86] À partir d'une ethnographie menée auprès de la « communauté diasporique » portugaise de Hambourg (Allemagne), l'anthropologue Andrea KLIMT (2005) a montré comment la « portugalité » continue d'être représentée par une culture populaire, et notamment la performance folklorique.

[87] Il s'agit d'onze individus âgés entre 16 et 25 ans : sept sont collégiens ou lycéens, un est étudiant à Paris et deux sont ouvriers dans le secteur économique du bâtiment et travaux publics (BTP). Les parents sont majoritairement des ouvriers du BTP, employés de services chez des particuliers et dans des commerces.

Cette enquête préliminaire soulevait un certain nombre de questions sur les pratiques de partage d'une expérience sociale et de construction d'une identité collective, dans un contexte à la fois d'éloignement d'avec le lieu d'origine et de maintien de liens avec celui-ci. Sur quelles expériences de vie repose cette idéalisation d'un pays qui a pourtant été incapable de garantir une vie acceptable à leurs aînés ? Pour quelle(s) raison(s), vingt ans après l'émigration des parents, trente ans lorsqu'il s'agit des grands-parents, la migration (le « retour ») semble-t-elle toujours de l'ordre du présent ? Quelles sont les modalités de la relation à la culture transmise et au pays d'origine ?

C'est pour répondre à ces questions que s'est imposée l'idée de poursuivre ma recherche toujours dans l'espace associatif, mais cette fois au sein d'une association créée spécifiquement par des filles et fils de migrants portugais. Une collègue étudiante vivant dans le 11e arrondissement de Paris m'avait mis en contact avec la fille de sa gardienne d'immeuble portugaise, étudiante en maîtrise de lettres et vice-présidente de qu'elle désignait comme étant « *la plus grande association de lusodescendants de France et d'Europe* » : l'association Cap Magellan[88]. Créée en 1991, vingt ans après que l'Association récréative et de bienfaisance des Portugais de Brétigny-sur-Orge (1971), Cap Magellan constitue un espace de partage, de constructions et de revendications identitaires (stratégie de visibilité au sein de la société française, contrairement à l'entre-soi d'associations traditionnelles) d'un même groupe d'âge, composé d'étudiants et de diplômés résidants à Paris ou dans sa périphérie[89].

1.1.1. Cap Magellan : l'association des luso-descendants de Paris

Le siège de Cap Magellan se situe au premier étage d'un immeuble parisien du 4e arrondissement, à proximité du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou : le lieu a été choisi pour son caractère « *cosmopolite* », parce qu'il s'agit « *d'un véritable carrefour au centre de la ville* » (selon les mots du président de l'association). Le siège, une pièce centrale de 30 m², est meublé de multiples ordinateurs, d'une photocopieuse,

[88] Cap Magellan est l'association qui a mis, en France, dans les années 1990, la catégorie « lusodescendants » sur le devant de la scène.
[89] Comme l'a montré Jorge de LA BARRE (1997), ces pratiques identitaires reposent sur une légitimité fondée sur une mobilité sociale ascendante.

de dizaines de cartons, de piles de CapMag - le magazine mensuel de l'association - et, de Guide Pratique du lusodescendant, Guide pratique de l'été, des monceaux de prospectus[90]. Des affiches de concerts de groupes pop-rock portugais ou de fado, organisés par l'association dans de grandes salles parisiennes (Olympia, Bataclan, Zénith), de l'Exposition Mondiale qui a eu lieu en 1998 à Lisbonne, des cartes postales et le drapeau portugais décorent les murs. Association loi 1901 elle a pour but officiel de :

> « … renforcer et développer les échanges entre la France et le Portugal, aux niveaux universitaires, professionnels, culturel et sportif ; mobiliser les jeunes lusophones et francophones pour la promotion de l'image du Portugal en France et à l'étranger ; développer les échanges entre les jeunes lusophones résidant dans les pays de la C.E.E. »[91].

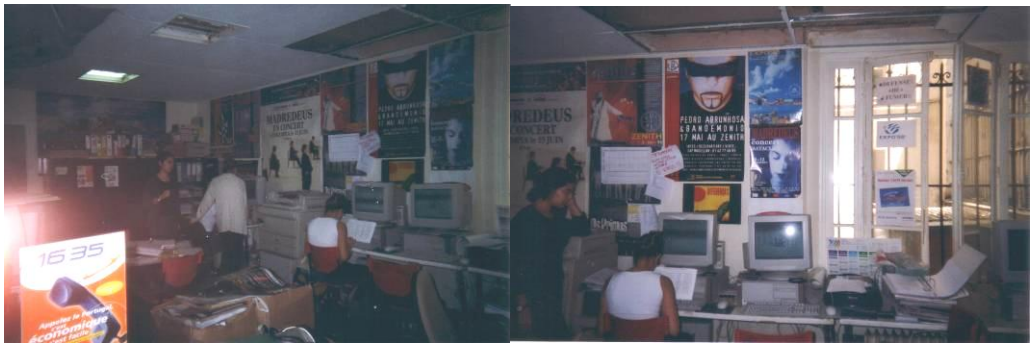


Illustration 1 : Vue intérieure du siège de l'association Cap Magellan, Paris (2001)[92]

[90] Ces prospectus diffusent des informations de l'Institut portugais de la jeunesse et du Ministère français de la jeunesse et des sports. On y trouve aussi le Guide étudiant à Paris édité par la Mairie de Paris, de la publicité pour les activités de l'association (concerts, programme radio, Supporters de la Sélection portugaise de football), et pour des discothèques portugaises de la région parisienne, pour une société de téléphonie et une banque portugaises installées en France.
[91] Statuts déposés à la préfecture de police de Paris le 15 juillet 1995.
[92] Sauf mention contraire, je suis l'auteur des photographies.

Illustration 2 : Vue extérieure du nouveau du siège de Cap Magellan, Paris
(juin 2004, cliché IDS)[93]

Illustration 3 : Vue intérieure du nouveau du siège de Cap Magellan, Paris,
(septembre 2003)[94]

Une première enquête de dix mois (en 2000) réalisée au sein de l'association, en y assurant une permanence secrétariat au rythme d'un après-midi hebdomadaire (envoi de courrier, aide à l'organisation d'évènements) m'a permis de mieux percevoir le fonctionnement, l'organisation et les activités de l'association, ainsi que de comprendre les motivations de ses membres dits « actifs » : une dizaine d'étudiants bénévoles et des

[93] En mai 2003, l'association emménage dans de plus grands locaux, situés dans le même quartier, derrière de Forum des Halles. Le drapeau portugais a été déployé exceptionnellement pour l'Euro 2004 (coupe d'Europe de football).

[94] Publicités de l'ICEP (Office du tourisme portugais), en haut à droite, l'affiche d'une campagne sur la citoyenneté, pour l'inscription sur les listes électorales pour les élections européennes (mai 2004) : « *Se não votas, cala-te !* » (Si tu ne votes pas, tais-toi !)

salariés « emplois jeunes »[95]. Pendant cette période, j'ai aussi recueilli des bribes de récits de vie, mais de façon éparse et informelle. C'est seulement plus tard que j'ai pris conscience du peu de notes que j'avais alors consigné dans mon carnet de terrain. J'observais la manière de partager une expérience commune, celle de jeunes Franco-Portugais (ou Français d'origine portugaise), et de se réapproprier un héritage, en le valorisant, qui m'interpellait intimement[96].

Un travail d'enquête plus systématique, mené jusqu'à la fin 2003, a eu pour objectif de m'imprégner du discours identitaire et de collecter des récits de vie d'individus engagés dans ce projet associatif, par le biais d'entretiens, plusieurs fois complétés, avec des membres actifs - dont Anne-Marie, David, Michel, Anabela, Christelle et Helder[97] -, ainsi que d'autres adhérents - dont Paulo et Manuel. Une autre partie de l'enquête s'est focalisée sur l'analyse des divers évènements, ceux organisés par l'association et ceux auxquels ses membres participent : rencontres régionales de jeunes luso-descendants (à Paris, Lyon, Strasbourg, Marseille) organisées autour de la thématique de « l'implication des jeunes dans la vie associative » ; rencontre de luso-descendants organisée par des membres du Parti Social Démocrate portugais (PSD) en octobre 2000 à l'approche des élections présidentielles portugaises[98] ; soirées dans des discothèques portugaises, comme celle organisée à la Costa do Sol[99] en juin 2000, pour le lancement de l'album du groupe de rappeurs La Harissa[100] **;** matchs de football de la coupe du monde et du championnat d'Europe, animés par la *Torcida Juventude Lusitana*[101] de Cap Magellan ; manifestation à l'occasion du Salon du Livre[102] ; concerts dans le cadre des célébrations du Jour du Portugal, de Camões et des communautés

[95] Contrat d'embauche subventionné par l'État français.
[96] Je reviendrai dans le chapitre suivant sur mon positionnement en tant que fille d'immigré portugais et ses implications sur l'enquête.
[97] Pour une présentation succincte de ces informateurs, se reporter à l'annexe 1.
[98] En 2001, les Portugais non-résidents, ou expatriés, ont acquis le droit de vote à l'élection présidentielle portugaise.
[99] Villeneuve-Saint-Georges, Val-de-Marne (94), région Ile-de-France.
[100] Album Conquistador, « porte-drapeau de toute une génération immigrée portugaise » (*CapMag*, juin 2000).
[101] Jeunes supporters. La *Lusitana* faisant référence à la Lusitanie et aux Lusitaniens, peuple ibérique constitué, à la fin du XIXe siècle, en ancêtres mythiques de la nation portugaise.
[102] En mars 2000 le Portugal est le pays invité et, parmi les nombreuses initiatives qui lui sont consacrées, l'association organise un débat : « La culture portugaise et la communauté portugaise en France : écrivains et lecteurs ».

portugaises (fête nationale portugaise) ; forum annuel « Études, Formations, Emplois, Culture, Société »[103].

Le forum Cap Magellan, qui comptait plusieurs milliers de visiteurs, a été l'occasion de mesurer la légitimité acquise par l'association auprès des institutions portugaises et françaises, à travers la présence des diverses personnalités institutionnelles portugaises et françaises (membres du gouvernement, maire de Paris et de Lisbonne) venues présider la cérémonie d'ouverture ou de clôture. Ces forums permettent à l'association de mettre en avant des problématiques phares : l'avenir du mouvement associatif portugais en France, l'élaboration d'un réseau mondial de luso-descendants, les débouchées professionnelles de la langue portugaise, le « devoir de mémoire » de la « deuxième génération »[104], qui légitiment l'existence et l'ampleur de la place prise par Cap Magellan au sein du réseau associatif portugais en France, ainsi que les appuis financiers obtenus. Ces évènements réunissent un nombre variable de participants, oscillant entre trente (pour la rencontre des dirigeants associatifs) et dix participants (rencontre sur le devoir de mémoire).

La rencontre des jeunes dirigeants associatifs organisée dans le cadre du forum, m'a permis de prendre contact avec des membres d'autres associations dirigées et/ou créées par des jeunes et appartenant, à l'instar de Cap Magellan, au réseau national d'associations de la Coordination des Communautés Portugaises de France (CCPF)[105]. Chaque année, le forum Cap Magellan m'a permis de mesurer les transformations de ce réseau associatif : ses activités, le renouvellement des cadres, l'évolution des liens avec les autorités françaises et portugaises, les conflits entre associations). Certaines des associations de la CCPF, principalement celles dirigées par des jeunes, étaient invitées à participer au forum, en y tenant un stand.

---

[103] Le forum a été organisé annuellement à partir de 1992 à l'Espace Champerret (Porte de Champerret, Paris) et s'étend sur trois jours. Depuis la fin de l'enquête, il a été renommé « Lusophonie mode d'emploi », puis suspendu et intégré au forum Animafac (réseau français d'associations étudiantes) et au Salon de l'Éducation de Paris (espace « je parle portugais », depuis 2005)

[104] « Débat et expérience sur le thème de la 2ème Génération : un travail de mémoire », 11ème Forum, novembre 2002.

[105] À l'occasion d'une rencontre mondiale de luso-descendants organisée dans le cadre d'un des forums (rencontre éponyme à celle organisée par le Secrétariat d'État aux Communautés Portugaises), j'ai fait la connaissance d'Anna, membre de l'association portugaise de Pessac (département de la Gironde, Aquitaine), que j'ai par la suite rencontrée à nouveau à Paris et au Portugal.

1.1.2. Le réseau associatif « jeune » de la Coordination des Communautés Portugaises de France (CCPF)

Il existe environ huit cent associations portugaises régies par la loi 1901, répertoriées en France et regroupées dans des fédérations ou collectifs régionaux et nationaux. La Fédération des Associations Portugaises de France (FAPF)[106] et la Coordination des Communautés Portugaises de France (CCPF)[107] étant les deux seules organisations d'envergure nationale. Elles ont été créées entre 1985 et 1990 par des membres du Conseil des Communautés Portugaises de France qui a implosé à la même époque[108].

C'est par le bais des évènements les plus divers, organisés au sein de ce réseau associatif, que j'ai rencontré ces jeunes dirigeants. C'est par ce biais que j'ai connu Saúl, membre fondateur de l'association La Caravelle d'Orphée (créée à Nantes en 1993 dans l'espace universitaire et à l'initiative d'un festival de cinéma portugais), dans le cadre d'une rencontre européenne de luso-descendants, organisée au Portugal par la Coordination des Communautés Portugaises de France (CCPF). J'ai cherché à garder le contact avec lui, acceptant ses invitations à des *bacalhoadas*[109] chez lui entre amis (des milieux du cinéma, littéraire et universitaire portugais de Paris), ainsi qu'à des rencontres informelles dans des cafés parisiens et de Porto, région d'origine de ses parents.

C'est en participant à une manifestation de dénonciation des massacres perpétrés par l'armée indonésienne au Timor Oriental, une ancienne colonie portugaise, à laquelle Saúl m'avait conviée[110], que j'ai été présentée à Lionel, un membre du Cercle des Poètes de Langue Lusophone (créé en 1998 à Paris) et fondateur de l'association Accord'Art[111]. J'ai ensuite rencontré Lionel à de nombreuses occasions, à Paris, toujours dans des lieux publics (dont le café La Flamme, derrière les Champs-Elysées,

---

[106] Siège à Houilles, département des Yvelines (78), région Ile-de-France.

[107] Siège à Aubervilliers, département de Seine-Saint-Denis (93), banlieue parisienne, puis dans le 20e arrondissement de Paris, et finalement, suite à des problèmes financiers, dans les locaux de Cap Magellan.

[108] Le Conseil des Communautés Portugaises de France a été une sous-section nationale du Conseil des Communautés Portugaises (CCP), un organe consultatif auprès du gouvernement sur les questions relatives aux émigrants, créé en 1980 par l'État portugais et toujours actif.

[109] Repas à base de morue (*bacalhau*).

[110] L'association française Agir pour Timor nous avait été présentée à Olhão (Portugal), lors de la rencontre européenne de luso-descendants ; son président est un ancien dirigeant de la CCPF.

[111] Cette association a pour objectif « la création et la promotion artistique et culturelle en générale (notamment lusophone), ayant comme maître mot la fusion : fusion interculturelle et intercommunautaire, dans la quête de rapprocher progressivement les différentes cultures et ethnies présentes en France » (Statuts de l'association, Préfecture de Paris, 2000).

fréquenté, d'après lui, par d'autres « *jeunes Portugais du 16ème* »), jamais à son domicile, la loge de concierge de ses parents. Lionel me contacte pour échanger autour de son mémoire de maîtrise[112], mais aussi pour m'inviter à assister à l'émission musicale qu'il anime à radio Alfa (radio portugaise commerciale de la région parisienne créée en 1987, dont les studios se trouvent dans une zone industrielle de la ville de Créteil), à des concerts organisés par l'association Accord'Art, ou encore à un récital de poésie des membres de l'association du Cercle des Poètes de Langue Lusophone (dans le cadre du Festival de théâtre de la CCPF).

L'ensemble de ces rencontres et conversations avec Saúl, Lionel et ses amis, dont José Manuel, ouvrier spécialisé dans le BTP et membre du Cercle des Poètes de Langue Lusophone, et Pedro, chômeur à la recherche d'une activité culturelle en lien avec le Portugal, mais aussi Helder et d'autres membres de Cap Magellan, ont fourni l'occasion de réaliser des entretiens semi-directifs, d'échanges informels, qui m'ont permis de retracer leurs histoires familiales et parcours biographiques, et de tenter de comprendre ce qu'ils partagent et les motivations de ces fondateurs d'associations, exclusivement des hommes. Lorsqu'il s'agissait de réaliser un entretien plus formel, ces dirigeants m'ont à chaque fois donné rendez-vous dans des lieux prestigieux, tels le bar de l'Hôtel Lutétia ou les salons luxueux de Ladurée à Paris et du *Pavilhão Chinês* à Lisbonne, ou encore au café historique *Majestic* à Porto. J'ai également pu mesurer l'absence de vie collective au sein de certaines de ces associations (Cap Magellan étant une exception), qui comptent peu d'adhérents (moins d'une dizaine), ne possèdent ni espace propre (le siège étant domicilié chez le membre fondateur), ni activités régulières. Les matériaux recueillis auprès de ces dirigeants associatifs ont constitué des outils de comparaison avec ceux recueillis auprès de Cap Magellan, dans l'évaluation du renouveau associatif, dans l'analyse de la construction d'une nouvelle image du Portugal et de la culture portugaise au sein de la société française, et de leurs liens avec l'État portugais.

Les manifestations organisées annuellement par la CCPF, tels son congrès national annuel (à la Maison du Portugal de la Cité internationale ou à l'Hôtel de ville de Paris) et le Festival de théâtre, inauguré dans les somptueux salons de l'Hôtel de ville de Paris, m'ont permis de maintenir un contact avec ce champ associatif, d'observer ses transformations sur quatre années et, enfin, de compléter des entretiens réalisés avec

[112] Cursus Langues et civilisations étrangères (option portugais), à la Sorbonne. Son mémoire porte sur les journaux associatifs portugais.

certains interlocuteurs (prise en compte de l'évolution des parcours de vie d'individus avec lesquels je n'avais pas maintenu de contact).

L'association Lusomundo (Lyon)

En mars 2000, Lusomundo organise sa fête annuelle à laquelle je suis conviée. Les dirigeants de l'association, rencontrés au forum Cap Magellan, ont pris en charge l'organisation de mon séjour. Leur enthousiasme repose, me semble t-il, à la fois sur le partage d'une identité supposée commune - être d'origine portugaise, jeune et célibataire-, et le fait que mon déplacement, en province, valorise leur initiative. J'arrive à Lyon quelques jours avant la fête. Le voyage, parce qu'il produit une séparation entre le "chez soi" - espace-temps du familier et du quotidien - et le lieu de l'enquête, me procure une certaine jubilation. Contrairement à Paris, où je suis paradoxalement au plus près de mes informateurs tout en ayant rarement l'opportunité de vivre avec eux (en dehors de l'association et les activités s'y rapportant), ici, l'éloignement d'avec mon lieu de résidence habituel, légitime d'emblée mon intrusion dans l'espace familial.

Des jeunes hommes de l'association viennent me chercher en centre ville de Lyon, dans une voiture imposante d'où s'échappe de la musique. Je ne les reconnais pas d'emblée[113]. Ils me déposent chez les parents d'Alice, qui habitent un pavillon dans la banlieue lyonnaise qui est leur lieu habituel de réunion. En plus d'être un des membres actifs dont la maison est un lieu de regroupement habituel, Alice est aussi une jeune femme chez qui il semble donc légitime de me proposer de m'installer.

Le dimanche suivant la fête, les parents de Alice ont organisé un repas auquel l'ensemble des cadres de l'association sont invités (président, trésorier, secrétaire). L'après-midi, nous nous rendons à Lyon visiter la basilique Notre Dame de Fourvière, sanctuaire qui surplombe la ville, dédié à la Vierge Marie. Dans la crypte Saint Joseph, où un autel a été construit par des portugais de Lyon en l'honneur de Notre Dame de Fátima[114], Alice et sa sœur adressent une prière « *pour l'avenir de Lusomundo* ».

Créée en 1994 dans l'enceinte de l'Université de Lyon 2, l'association qui compte en 2000 une cinquantaine d'adhérents a pour objectif de « mettre en valeur le Portugal moderne ». Le projet de déplacer le siège à l'extérieur de l'Université, afin de rendre

[113] Lors du Forum, ils étaient vêtus en costume et cravate, à l'instar des dirigeants de Cap Magellan.
[114] Lieu de pèlerinage des catholiques portugais de la région et de célébration annuelle , le 13 mais, du culte de la Vierge de Fátima.

l'association plus accessible, ne s'est pas concrétisé[115]. L'association suit à l'époque les traces de Cap Magellan, considérée comme un « *modèle* », le président de l'association parisienne appréhendant Lusomundo comme un « *partenaire potentiel* », à condition que l'association s'inscrive dans le « *concept* » Cap Magellan.

Cette enquête de terrain aura aussi été un moment de partage du quotidien d'une famille portugaise et d'échanges sur les projets de vie des deux générations. Je resterai en contact avec Alice (téléphonique, courriel) et irai à sa rencontre un été au Portugal.

Rencontres régionales de luso-descendants (France)

La Coordination des Communautés Portugaises de France (CCPF), dont Lusomundo est membre, profite de la fête de l'association pour organiser, dans une salle municipale de Lyon, une rencontre régionale de jeunes luso-descendants. Le thème est « l'implication des jeunes dans la vie associative »[116]. Une dizaine de participants ayant entre vingt-deux et trente-cinq ans sont présents. Hormis les trois membres de Lusomundo, tous appartiennent à des associations créées par leurs parents, dont les principales activités, auxquelles ils sont attachés, sont le folklore et le football. Ils dénoncent cependant leur difficulté à accéder à des postes de dirigeant. Le débat est lancé : « *les vieux sont-ils vraiment fermés ?* »[117]. Un jeu de rôle est mis en place, auquel on me demande de participer : un premier groupe confronte des défenseurs du folklore et des défenseurs du rap ; dans un second groupe, des « jeunes » doivent convaincre des « vieux » de l'intérêt de créer une nouvelle association. Finalement, une charte est rédigée :

> « Laisser parler l'autre. L'écouter, le comprendre.
>
> Une association sans jeunes est une association sans avenir.
>
> Donner les moyens aux jeunes de réaliser leurs idées.
>
> Que les jeunes s'investissent jusqu'au bout de leurs projets.
>
> Un jeune dans le conseil d'administration, c'est de nouvelles idées, une qualification.

[115] Du fait de l'absence de financements. Selon les dirigeants de Lusomundo, la ville de Lyon comptait à cette époque quarante-huit associations portugaises dites traditionnelles.
[116] J'ai pu observer une seconde rencontre régionale, à Paris, au consulat du Portugal.
[117] Le directeur exécutif de la CCPF, Monsieur Carlos Pereira.

L'expérience des uns et le dynamisme des autres rendent l'association plus forte. »

Un des membres de Lusomundo conclura la rencontre en ces termes : « *Pour notre avenir, oublions le passé* »…

À ce stade de l'enquête inscrite au sein du réseau associatif de la CCPF, il était devenu pour moi important, à titre comparatif, de rencontrer des dirigeants de la Fédération des Associations Portugaises de France (FAPF), l'autre collectif national d'associations portugaises de France. Le responsable du département de la communication et de la jeunesse, auprès de qui j'ai sollicité un entretien, a réuni à cette occasion des « *jeunes* » de la Fédération, Francis et Émilie qui s'avèrent finalement être son frère et sa belle-sœur[118]. L'entretien a lieu au siège de la FAPF, un préfabriqué situé dans une cour d'un entrepreneur portugais : quelques tables et chaises, une photocopieuse et un genre d'autel réunissant des symboles du Portugal et des objets illustrant les activités de la Fédération, meublent et décorent le lieu. Des archives sont stockées dans une petite remise, notamment ce qu'il reste des panneaux de l'exposition « Le rêve portugais : 30 ans d'immigration portugaise en France »[119].

L'entretien avec le responsable du département de la communication et de la jeunesse visait à confronter les objectifs respectifs des deux collectifs nationaux, la CCPF et la FAPF, afin de comprendre pourquoi les associations de « jeunes luso-descendants » semblaient adhérer à la première et non à la seconde. Il donne le ton d'emblée en imposant la problématique : « *Qu'elles associations connaissez-vous ?* »… et anticipant ma réponse :

> *« Il y a différentes sortes de jeunes… Les jeunes de la Fédération sont très impliqués dans le milieu associatif, mais vraiment très impliqués à des postes, à des fonctions, à des attributions, ils refusent en bloc et c'est quelque chose à souligner, car on l'entend un peu partout et c'est un véritable fond de commerce : ces luso-descendants.*

[118] Il y a en fait très peu de « jeunes » mobilisés par la FAPF. Cette rencontre donnera également lieu à un entretien avec le couple, portant davantage sur leurs parcours de vie, leur mariage, que sur leur engagement associatif qui n'est plus d'actualité.

[119] L'exposition a été produite en 1989 par le CEDEP (Centre d'étude et de dynamisation de l'émigration portugaise), une structure créée en 1982 par des dirigeants associatifs et des chercheurs souhaitant faire évoluer le mouvement associatif portugais resté en marge de la société française : voir CEDEP (1986). Certains sont devenus responsables de le FAPF (je reviendrai plus loin, dans le chapitre 9, sur l'exposition).

[…] Chez nous, vous allez trouver des jeunes un peu différents, des jeunes qui s'ont impliqués, des jeunes qui sont souvent cadres associatifs et je pense que c'est plutôt là où ça peu être plus intéressant pour vous de voir des jeunes qui continuent à s'impliquer dans le réseau associatif, militer sous les même idées que la première génération de Portugais et qui commencent généralement à s'installer dans différents postes, accédant même jusqu'à la présidence » (M. Aderito Caldeira, responsable du département de la communication et de la jeunesse de la FAPF, 35 ans, né au Portugal, entretien réalisé en novembre 2001).

La question de la fidélité des « jeunes » envers leurs aînés est ici mise en avant comme point de divergence entre deux espaces associatifs nationaux : le responsable de la FAPF présente son réseau associatif comme garant de la continuité[120], par opposition à celui de la CCPF, et en particulier les associations de « luso-descendants », accusées de rompre avec la génération précédente. J'approfondirai cette question avec d'autres jeunes d'une association non membre de la CCP, celle de Fontenay-sous-Bois[121], dont Sonia et sa sœur Paula.

Cette problématique de la continuité et de la rupture au sein du mouvement associatif portugais de l'immigration n'est pas nouvelle. Déjà, dans les années 1980, des jeunes nés au Portugal et arrivés en France pendant leur enfance, avaient créé des associations, réalisé des films et publié des textes, pour dénoncer l'« invisibilité » de leurs parents[122]. Leurs prises de position se rapportaient à leur inscription dans une histoire sociale et une expérience de vie, celle de l'immigration en France (dénonciation des conditions de vie, du racisme, du statut de la femme, de l'échec scolaire, de relations parents-enfants conflictuelles)[123]. L'un des représentants de cette mouvance « thos », le cinéaste José Vieira, arrivé en France en 1965 à l'âge de six ans, dans le ton ironique propre à ses premiers films, dénonce par exemple l'identité nationale des

[120] Quelques années plus tard, il crée le Club des jeunes folkloristes de France (*Clube de Jovens Folcloristas de França*).
[121] Val-de-Marne (94), en Ile de France.
[122] Comme le titre de la brochure « Thos : chuchotements dans l'arrière cour » le laissait entendre.
[123] Certains d'entre eux ont participé aux « marches » de 1983 (« Marche des Beurs ») et de 1984 (« Convergence 84 ») ; voir CORDEIRO (2005).

Portugais immigrés et les pratiques culturelles imprégnées de l'idéologie salazariste : les « 3 F » - Fátima, Fado, Football[124] -, mais aussi la « nostalgie » du pays[125].

Il n'est pas surprenant qu'à ce stade de l'enquête ethnographique menée au sein des associations de luso-descendants, ce mouvement « thos » n'ait été évoqué à aucun moment, les associations créées dix ans plus tard ne se sont pas saisies de cet héritage. Bien au contraire. La très médiatique association de luso-descendants Cap Magellan se situe même à l'opposé des idées défendues alors. Bien qu'affirmant la double référence identitaire et la double appartenance, c'est en fait celle portugaise qui est mise en scène au sein de la société française, mobilisant le mythe d'origine des ancêtres Lusitaniens ou encore les grands navigateurs, et passant sous silence l'histoire migratoire. Un discours critique sur cette mémoire-fondatrice luso-descendante en construction qui apparaît toutefois chez certains membres d'une association du réseau de la CCPF, Lusogay, mais pas toujours pour les mêmes raisons.

L'association Lusogay (Paris)

C'est également à l'occasion de la rencontre des jeunes dirigeants associatifs du forum Cap Magellan, que je fais la connaissance d'Antonio, venu présenter l'« association des gays, lesbiennes, bisexuels et trans lusophones », dont il est l'un des fondateurs. De décembre 2001 à juin 2003, j'assiste aux « apéros hebdomadaires » de l'association à l'Acces Soir Café, puis au Classic, plus spacieux, deux bars situés dans le quartier du Marais, à Paris[126]. Ces rencontres, qui réunissent une dizaine de membres[127], sont un espace-temps d'échanges informels et d'accueil de futurs adhérents. Un dossier de presse circule avec l'actualité culturelle portugaise et brésilienne à Paris, ainsi que des magazines de la presse homosexuelle française. Des projets de sorties (cinéma, exposition, restaurant) s'organisent. Ces rencontres hebdomadaires sont aussi à certains moments l'occasion de régler des problèmes de

[124] En émigration, un quatrième "f", pour : folklore, issu du monde rural, a pris l'ascendant sur le fado, d'origine urbaine.
[125] Dans « Un week-end en Tosmanie » (1984) ou « L'évangile selon sainte nostalgie » (1986), par exemple.
[126] Quartier des 4e et 3e arrondissements de Paris qui symbolise la visibilité et la reconnaissance de l'homosexualité à Paris, mais aussi, pour certains, sa « ghettoisation ». L'adresse officielle de l'association est au Centre Gay et Lesbien situé à l'extérieur du Marais.
[127] Qui en compte, au moment de l'enquête, une cinquantaine, dont une majorité d'hommes célibataires, à l'exception de trois couples et de deux ou trois femmes.

fonctionnement (préparation de l'assemblées générale) et de discuter des préparatifs d'évènements, comme la participation à la *Gay Pride* et la fête annuelle de l'association (soirée dansante, tombola)[128]. Après l'apéritif, vers 21 heures, seul un petit groupe, constitué par les « Portugais » de l'association[129], va dîner et poursuivre ensemble la soirée en restant dans le même quartier. Bien qu'il s'agisse d'un espace-temps très limité, l'association constitue un lieu de rencontre d'amis et de partenaires potentiels, et une porte d'accès aux lieux de sociabilité homosexuelle du Marais, que, seuls, ils n'auraient pas franchis.

L'enquête ethnographique menée au sein de Lusogay s'est initialement focalisée sur les jeunes hommes Portugais et d'origine portugaise (neuf au total, dont Deolindo et Antonio), avec lesquels j'ai réalisé des entretiens autobiographiques. Ici, la question de l'inscription dans une histoire collective de la migration portugaise, celle des appartenances (familiale, nationale, communautaire) et du lien avec la culture et le pays d'origine, se posent de manière plus frontale du fait du sentiment de différence qu'engendre l'identité homosexuelle. Tous ont rompu, à un moment de leur existence, le lien transmis par leurs parents avec le Portugal, ressentant cette appartenance comme étant incompatible avec leur identité sexuelle. Rare sont ceux qui ont dévoilé leur homosexualité à leurs parents, car l'origine familiale renvoie généralement à une origine sociale et nationale dans laquelle la sexualité est encore largement tabou[130]. Un des objectifs de Lusogay est d'ailleurs « de contribuer à une meilleure acceptation de l'homosexualité par les familles portugaises vivant en France »[131]. Un des autres objectif de l'association est de lutter contre une « *double discrimination* » (Antonio), liée à une double différence culturelle : sexuelle et immigrée, dont les Lusogay s'estiment victimes, au sein de la société française. Cette revendication d'une identité

[128] Fête qui à l'instar de celle organisée par Lusomundo (reproduction d'une pratique des associations portugaises dites traditionnelles) permet de financer le fonctionnement annuel de l'association (entrée payante, vente de spécialités alimentaires et de boissons, tombola).

[129] Notons que des Français lusophones et lusophiles fréquentent l'association, ainsi qu'un nombre croissant de Brésiliens ; toutes ces catégories sont explicites au sein de l'association.

[130] Héritage d'une religion catholique traditionaliste, perpétuée dans le monde rural par une Église réactionnaire sur laquelle s'est appuyé, jusqu'en 1974, le régime dictatorial. Deux membres de l'association, arrivés du nord du Portugal depuis moins de cinq ans, racontent avoir émigré à Paris pour vivre plus librement leur sexualité. Ils auraient tout aussi bien pu migrer vers Lisbonne, mais dans ce cas précis la migration associe projet économique et d'émancipation, et s'appuie sur des réseaux migratoires – ici, internationaux – préexistants : l'un d'eux, a d'ailleurs a repris la loge de gardiennage d'un couple de voisins retraités qui rentre au Portugal.

[131] Prospectus de présentation de Lusogay, avril 2002.

collective[132] fondée sous une double différence culturelle, n'est pas exclusive à Lusogay, d'autres associations, dont Aglaf-arméniens, Beit Haverim, s'étant elles aussi créées autour de cette double différence culturelle[133]. Composées de gays et lesbiennes « d'origine arménienne », « juifs » ou « judéophiles », « arabes » et « en relation avec l'Asie », elles questionnent leur double marginalisation au sein la société française[134].

Mais plus que la place de Lusogay dans cet espace de revendication d'une identité collective (sexuelle et culturelle) au sein de la société française, c'est sa place dans l'espace associatif et communautaire portugais qui ont retenu mon attention. Lusogay a constitué un terrain d'enquête faisant écho à celui des rencontres européennes et mondiales de luso-descendants et à l'analyse d'une appartenance transnationale « luso ». Les conflits internes entre Portugais et Brésiliens au sein de l'association ont en effet rapidement révélé les limites de cette adhésion collective « luso »[135]. Cet aspect, qui soulève une autre problématique, celle relative à l'histoire coloniale du pays d'origine[136], vient nourrir l'analyse de la luso-descendance en posant la question de la définition de l'« origine » commune qui fonde les « communautés portugaises » dans le monde, ainsi que celle de l'articulation entre les histoires nationales des pays d'origine et de résidence.

1.1.3. Les rencontres de jeunes luso-descendants (Portugal)

L'enquête de terrain menée au sein de l'association parisienne Cap Magellan et auprès de quelques uns de ses membres, m'a conduite à prendre en compte le vaste

---

[132] L'affirmation d'une appartenance homosexuelle est née à partir des années 1960, de la mobilisation collective de personnes qui, à l'origine, se définissaient sur un mode individuel (WIEVIORKA, 2001 : 119)

[133] Dans le cas de Citebeur.fr, de Kelma et de Fant'Asia, seule une recherche plus approfondie nous permettrait se savoir sur quels référents se fondent ces identités « arabe » ou « asiatique » revendiquées.

[134] Débat organisé à La Petite Vertu (un bar du Marais) et auquel Lusogay participe, autour du thème : « Les associations gays et lesbiennes 'ethniques' : un ghetto dans le ghetto? », janvier 2002. « On entend très souvent cette critique : pourquoi former encore des sous groupes ? Cette critique dépasse du reste les associations 'ethniques' mais désigne tous les lieux 'communautaires'. En fait, il me parait très utile et nécessaire d'effectuer des regroupements par affinités, et donc par origine culturelle, parce que l'on partage les mêmes expériences, les mêmes difficultés, que l'on peut plus facilement s'aider. Mais quelles sont alors les limites de tels regroupements : comment ne pas se refermer sur soi, comment s'ouvrir ? Comment répondre aux critiques des partisans de la république une et laïque ! » (l'organisateur du débat).

[135] Suite à une polémique interne autour de l'élément « luso », le nom de l'association devient : *Arco Iris* (arc en ciel, en portugais).

[136] De sa découverte par le navigateur portugais Pedro Álvares Cabral, en 1500, à son indépendance en 1822, le Brésil a été une colonie portugaise.

réseau associatif local, national, mais aussi transnational dans lequel les associations de « jeunes » s'inscrivent. Un réseau mobilisé dans le cadre des rencontres de jeunes luso-descendants, à l'échelle européenne et mondiale, qui ont à leur tour constitué des lieux de l'enquête ethnographique.

La rencontre européenne de jeunes luso-descendants (Portugal)

Constatant que « de plus en plus, les jeunes français d'origine portugaise affirment leur 'portugalité' » et découvrent leur « double appartenance culturelle »[137], la Coordination des Collectivités Portugaises de France a aussi orienté son action auprès de la « jeunesse » autour de cette thématique de la « double appartenance »[138]. À partir de 1997, elle organise dans différentes villes de France des rencontres régionales de jeunes d'origine portugaise, en collaboration avec les associations portugaises locales (dont Lusomundo à Lyon et Cap Magellan à Paris)[139]. À partir de 1998, une rencontre européenne de luso-descendants est aussi organisée annuellement, au Portugal. Elle mobilise des jeunes d'associations de pays européens qui comptent une importante population portugaise et d'origine portugaise, est soutenue financièrement par des institutions officielles portugaises et s'appuie sur des ONG locales (prise en charge de l'hébergement et de l'alimentation, les participants devant payer les frais de voyage).

Au printemps 2000, la CCPF lance un appel à participation. Comme Michel et Anne-Marie[140], membres de Cap Magellan, je présente ma candidature[141]. L'évènement réuni plus de quatre-vingt jeunes d'ascendance portugaise (18/30 ans), une majorité d'étudiants impliqués au sein d'espaces associatifs portugais des pays de résidence : Royaume-Uni, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Portugal, ainsi qu'un jeune « observateur » en provenance du Canada. De la France, participent des membres d'associations adhérentes à la CCPF : La Caravelle d'Orphée (Nantes), Cap Magellan

[137] Brochure de la CCPF : « Jeunes d'origine portugaise, la double appartenance culturelle », s/d.
[138] Ou encore : « l'identité nouvelle des 'lusodescendants' ».
[139] Ces rencontres régionales de jeunes d'origine portugaise existent depuis 1993, le projet ayant été initialement celui de la Fédération des Associations Portugaises de la Région Consulaire de Marseille (PORTUGAL BRANCO, 2003).
[140] Voir la présentation des informateurs en annexe 1.
[141] Je reviendrai dans le chapitre suivant sur les conditions posées par les organisateurs ainsi que mon positionnement en tant que chercheur connue en tant que telle et identifiée comme étant une « luso-descendante ».

(Paris), *O Sol de Portugal*[142] (Bordeaux, région Aquitaine), et des associations portugaises de Neuilly-sur-Seine (région Ile-de-France), de Pessac (Aquitaine), de la région Nord.

La rencontre est organisée avec la collaboration d'*In Loco*, une association de développement local, dans le cadre estival d'un camping situé dans le Parc naturel Ria Formosa[143]. Un « village du lusodescendant » a été monté, composé d'une tente centrale où sont pris les repas et d'une trentaine d'autres tentes de 2 à 3 places, réparties par sexes et pays de résidence. Diverses activités sont organisées : ateliers d'expression corporelle, de peinture, de radio et de traduction, et des conférences donnent lieu à des débats.

Illustration 4 : « Village du lusodescendant », Olhão (Portugal)
(2000)

Les témoignages recueillis dans le cadre de discussions autour de « Que signifie être luso-descendant ? Être portugais ou fils de portugais dans le pays de résidence ? », question posée dans l'atelier d'expression écrite et qui réunissait quotidiennement une dizaine de participants, constituent, au final, une partie importante du corpus recueilli. Ces témoignages ont parfois été complétés par des entretiens individuels visant à mieux connaître les trajectoires familiales. La question essentielle que soulève ce type de rassemblement est celle de la définition d'une expérience commune qui fonderait une identité collective : la « luso-descendance ».

[142] Le soleil du Portugal.
[143] À proximité d'une zone de grande émigration (Serra do Caldeirão). L'ONG *In Loco* a mis en place dans un programme de coopération avec « les Portugais résidant à l'étranger » : publications sur la situation de la Serra de Caldeirão, promotion touristique et aide au retour d'émigrants investis dans un projet de développement local.

Divers évènements ont aussi ponctué la rencontre : la visite touristique dans le village-musée de Mertola, situé à la frontière espagnole ; la CCPF met en avant une de ses associations militantes, Agir pour Timor, et organise l'assemblée générale de la Fédération Européenne de Jeunes Luso-descendants[144]. Hormis la présentation formelle de ces deux associations, l'engagement associatif des participants n'est pas mise en avant. L'ensemble de ces activités a lieu sous le regard des médias portugais, ceux du Portugal mais aussi ceux de l'émigration. La présence du Secrétaire d'État de la Jeunesse et des Sports et d'un représentant du Président de la République portugaise, à l'occasion de la cérémonie de clôture, renforcent alors l'idée du processus en cours de reconnaissance officielle par l'État portugais de l'existence d'une « communauté luso-descendante ». Plusieurs mois après l'organisation, par la CCPF, de la première rencontre européenne de luso-descendants, en juillet 1998, la première rencontre mondiale de jeunes luso-descendants (mai 1999), organisée, cette fois, par l'État portugais, via le Secrétariat d'État aux Communautés Portugaises[145], a vu le jour.

Rencontre mondiale de jeunes Luso-descendants (Portugal)

En mai 2001, près quatre-vingt Luso-descendants[146] en provenance du Canada, des États-Unis, du Venezuela, de l'Argentine, d'Afrique du Sud, d'Australie, de France, d'Allemagne et de Suisse (pays d'émigration portugaise), du Brésil, du Mozambique et de Macao (anciennes colonies portugaises et zones de migration de Portugais[147]), ont été réunis durant une semaine aux portes de Lisbonne, dans une auberge de jeunesse surplombant le Tage. Cet évènement est organisé depuis 1999, conjointement par le Secrétariat d'État aux Communautés Portugaises et le Secrétariat d'État de la Jeunesse et des Sports. Le voyage et le séjour sont intégralement pris en charge par ces institutions. Le recrutement est fait par les consulats portugais, présents dans chaque pays d'émigration, via les réseaux associatifs, mais pas uniquement : Filipe, un participant de France dit n'avoir aucun contact avec une association portugaise de Rouen, ville où il réside. Il a été contacté par le consulat de Rouen parce qu'il est

[144] Créée en décembre 1998 suite à la première Rencontre européenne, elle a pour objectifs de « représenter les jeunes lusodescendants au niveau européen (…) [et de] permettre de faire disparaître la distance qui existe entre les jeunes lusodescendants et le Portugal » (son siège est à la CCPF, à Paris).
[145] Ministère des Affaires étrangères.
[146] J'ai justifié le recours à différentes orthographes de la catégorie en note 26.
[147] La migration ayant eu ici pour fonction le peuplement des territoires colonisés : voir HALPERN PEREIRA (1980).

avocat. Rosa évoque plus ou moins la même situation. Elle a été contactée par le consulat de Lille parce qu'elle est actrice. J'ai quant à moi présenté ma candidature au consulat de Paris, de mon propre chef, en indiquant explicitement l'objectif poursuivi. Aucune précision ne me sera demandée au moment de l'inscription, ni référence faite à ma recherche, au cours de la rencontre. Ma participation est entièrement financée par l'État portugais, comme pour tous les autres participants[148]. Je partage l'un des dortoirs avec six autres participantes, dont Rosa, la répartition étant faite, comme lors de la rencontre européenne, selon le critère du pays d'origine[149].

Dans le cadre de cet événement, et de même que pour la rencontre européenne, l'enquête ethnographique a porté sur l'observation de pratiques et l'écoute de discours d'appartenance(s) dans les interactions sociales informelles des participants. Une attention particulière a été portée sur l'ensemble des discours officiels ayant ponctué l'événement (Président de la République portugaise, Premier ministre, Président de l'Assemblée nationale, Maire de la ville de Porto). Divers témoignages ont été recueillis auprès des participants : histoires migratoires familiales, appartenances associatives, liens avec le Portugal. Un espace consacré à un affichage associatif permet d'appréhender les caractéristiques des associations représentées. Parmi les neuf participants de France, sont présents des membres des associations Lusomundo (Lyon), Cap Magellan (Paris), un dirigeant de la CCPF, ainsi que le président de Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy et Environs, association dont j'ignorais l'existence[150]. Et il est intéressant de noter que suite à la rencontre mondiale, ce jeune dirigeant associatif deviendra de plus en plus visible dans l'espace associatif et politique des Portugais de France. Il est élu trésorier de la CCPF l'année suivante. Il sera aussi candidat à l'élection du Conseil des Communautés Portugaises de France, et crée, en 2004, l'Association pour la Défense des Migrants, Section Portugal, une association de

[148] Ma position est ambivalente. Mon inscription n'aurait pas été aussi facile si je n'avais pu justifier d'ascendants portugais. Officiellement, c'est donc en tant que « luso-descendante » que j'y participe et non en tant qu'observateur, contrairement à un collègue anthropologue brésilien, Eduardo Caetano da Silva, également présent.

[149] Mon collègue brésilien est quant à lui installé seul dans une chambre et non dans un dortoir collectif.

[150] Il est né en France dans les années 1970, de parents portugais ayant émigré pour des raisons économiques (père devenu entrepreneur dans le BTP). Agrégé de sciences économiques et sociales, enseignant, il est ensuite devenu énarque. N'ayant pu réaliser d'entretien approfondi avec lui, il ne constitue pas un informateur présenté en tant que tel en annexe 1.

consommateurs. Je me suis par la suite rendue à plusieurs reprises dans l'association Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy et Environs pour observer les cours de langue et d'histoire portugaises, au festival de théâtre, ou encore à un atelier de fabrication de « grosses têtes » en papier mâché[151]. J'y ai fait la connaissance d'Angelina et Estelle[152] que je rencontrerai en dehors de l'espace associatif.

À la rencontre mondiale de Lisbonne, c'est finalement la question de l'adhésion des participants au projet étatique de construction d'une communauté diasporique luso-descendante qui est apparue, à travers la position d'auto-exclusion de Rosa, une des participantes de France. Si sa position est tout à fait marginale en 2001, en 2006, plusieurs participants dénoncent à leur tour le manque d'intérêt de l'évènement : « *une mise en scène ridicule des Luso-descendants* » (Diane). Des entretiens spécifiques ont donc été réalisés avec des participants de ces deux rencontres, dont Rosa[153], que je rencontrerai plusieurs fois à Paris à l'occasion de ses spectacles[154], et deux participantes de la rencontre mondiale 2006[155], dont Diane, qui est à cette époque déjà une de mes informatrices. Ancienne professeur d'histoire de l'association Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy, étudiante en doctorat d'histoire, Diane m'avait informée, par téléphone, qu'elle avait été « *sélectionnée* » pour la rencontre, et à son retour, fait part de sa déception : « *J'ai plein de chose à te dire et que je veux voir dans ta thèse* » …

Bien que l'existence d'associations de luso-descendants semble limitée (en nombre d'associations et d'adhérents), elles constituent un objet d'étude original en étant un espace de construction d'une identité collective propre à une génération en situation de mobilité sociale, mais aussi un espace de réception de la politique diasporique menée par l'État portugais. L'enquête initialement menée à Paris dans cet espace, m'a conduit à dérouler le fil d'un réseau associatif luso-descendant en France, en Europe et dans le monde. À cette échelle de la rencontre mondiale, l'association

[151] Tradition de géants et grosses têtes maintenue à Viana do Castelo, capitale de la région d'origine des parents du jeune dirigeant de l'association, et qui donne lieu au mois d'août à un énorme défilé auquel participent, notamment, les familles d'émigrants.
[152] Voir l'annexe 1.
[153] Entretien réalisé en juillet 2006 à Paris avec Eduardo Caetano da Silva.
[154] Dont, « J'ai la tête figée entre la nuit et l'aurore », spectacle sur les quarante-huit années de dictature portugaise au programme du Festival de théâtre de la CCPF (présenté au Centre Culturel Calouste Gulbenkian, Paris, mars 2003).
[155] La rencontre de 2006 n'ayant pas fait l'objet d'un terrain.

apparaît encore plus nettement comme étant un réceptacle de la politique portugaise envers ses « communautés », territoire symbolique d'une nation portugaise « déterritorialisée ». L'enquête ethnographique menée au sein du réseau associatif portugais de France, ainsi que celle menée à l'occasion des rencontres de luso-descendants, sont largement imbriquées, ces évènements réunissant en majorité des jeunes recrutés dans les réseaux associatifs portugais des pays de résidence. La rencontre mondiale de Luso-descendants rend encore plus manifeste les articulations complexes, qu'il fait sens d'analyser dans l'étude des appartenances de ces descendants de migrants, entre le « petit » (l'individu, la parenté, l'association) et le « grand » (l'État-nation, les communautés portugaises)[156].

Au cours de cette enquête de terrain, ancrée dans l'espace associatif et des communautés portugaises, la question de savoir quels types de liens des individus, descendants de migrants portugais, non investis dans un espace de construction et d'affirmation collective d'une identité, maintiennent avec le pays d'origine de leurs aînés, celle de la représentation et du sens donné à la migration, se sont posées avec une insistance croissante. À propos de la délimitation du groupe étudié et de la représentativité du groupe choisi, Marc Augé attire notre attention sur le fait que :

> « L'activité de l'ethnologue de terrain est dès le départ une activité d'arpenteur du social, de manieur d'échelles, de comparatiste au petit pied : il bricole un univers significatif, au besoin en explorant, par enquêtes rapides, des univers intermédiaires […] Il essaie, pour lui-même et pour les autres, de savoir de qui il peut prétendre parler quand il parle de ceux à qui il a parlé » (AUGE, 1992 : 22).

Ceux que je « ne voyais pas » composent une partie de ces « invisibles » - par opposition aux jeunes « visibles » au sein des Communautés Portugaises et de ce fait « interlocuteurs privilégiés » de l'État portugais (CAETANO DA SILVA, 2002) -, et aller à leur rencontre permettait donc d'aller plus loin dans la l'analyse de l'articulation entre mémoires « familiale » et « historique ». On peut supposer que tous les descendants de migrants portugais, et de surcroît ceux qui ne partagent pas une affiliation associative ou partisane en lien avec le Portugal, ne se construisent ni de la même manière ni pour les mêmes raisons, une mémoire identitaire. Le biais associatif, et de surcroît la catégorie de la « luso-descendance » qui y est produite, présentée comme une entité globale,

[156] Voir BROMBERGER (1987).

homogène, composée d'individus qui partageraient le même héritage et que l'on pourrait analyser de façon uniforme, mais aussi la catégorie « communauté(s) portugaise(s) », éclipsant par ailleurs les autres ancrages sociaux et historiques de ces individus.

1.2. Sortir de l'espace communautaire

L'enquête de terrain menée à Paris et dans sa proche banlieue s'est déroulée au rythme d'allées et venues quotidiennes entre les espaces sociaux définis comme terrains de l'enquête (les associations et activités diverses s'y rattachant, ainsi que divers lieux de sociabilité des acteurs) et mon lieu de résidence, dans le 17e arrondissement de Paris. J'avais quitté la banlieue parisienne pour vivre au plus près de mes informateurs. Compte tenu de l'état saturé du marché immobilier locatif parisien, l'installation dans ce quartier ne résulte en rien d'un choix établi en fonction de ma recherche. Toutefois, il se trouve que la gardienne de l'immeuble dans lequel j'aménage est Portugaise, et son fils ainé, Vítor, devient un de mes informateurs.

Contrairement aux quartiers « chinois », « juif », « arabe », situés dans les 2e, 13e, 19e, ou 20e arrondissements de Paris, ou, au quartier situé autour de l'église de la Mission espagnole dans le 16e arrondissement, anciennement identifié comme « espagnol », il n'y a pas de quartiers parisiens identifiés comme « portugais ». L'installation des Portugais à Paris est beaucoup plus diffuse. Il n'y a pas de lycée portugais dans la ville et le sanctuaire Notre Dame de Fátima, dans le 19e arrondissement de Paris, ne correspond pas à un ancrage territorial de la population portugaise dans ce lieu[157]. Une situation notamment liée aux types de métiers exercés - gardiennage d'immeuble et peu de commerçants -, qui contraste avec celle observée dans d'autres grandes villes de forte immigration portugaise, comme au Canada ou aux États-Unis[158].

[157] Basilique construite en 1944 à la Libération de Paris, puis abandonnée du fait de sa localisation (quartier industriel, proximité du périphérique), elle est « érigée en sanctuaire Notre Dame de Fátima Marie médiatrice et confiée à la communauté catholique de Paris le 13 mai 1988 par l'archevêque de Paris S.E. Le Cardinal Jean-Marie Lustiger » (plaque commémorative).

[158] En France, on observe toutefois des différences dans l'organisation spatiale et sociale, selon les lieux d'installation (Paris/banlieue parisienne/Clermont-Ferrand), sur lesquelles j'aurai l'occasion de revenir. De manière générale, dans les pays d'Amérique du Nord, au Venezuela, au Brésil et en Afrique du sud,

La majorité de mes informateurs du milieu associatif résidant à Paris, vivent disséminés dans tous les arrondissements de la ville. Par ailleurs, et contrairement aux associations portugaises des 12e et 19e arrondissements, par exemple, la localisation spatiale des associations Cap Magellan (2e arrondissement), mais aussi Accord'Art (16e arrondissement) et Lusogay (2e arrondissement), ne renvoie pas à une inscription territoriale locale de leurs adhérents.

Avec quelques uns de ces interlocuteurs, Saúl, Lionel et Alice, déjà évoqués, Helder, Anne-Marie, Christelle , Anabela, Michel, David, Manuel et Paulo, de l'association Cap Magellan, Angelina, Estelle de l'association du Raincy, Déolindo et Antonio de Lusogay, Anna de l'association portugaise de Pessac, José Manuel, j'ai réalisé des entretiens prolongés, qui prennent la forme de récits de vie, dans lesquels la parole n'est plus seulement celle fidèle aux revendications collectives, mais aussi l'expression des identités individuelles et familiales. Je les ai rencontrés à ma demande pour réaliser un entretien, sur leurs lieux de travail ou d'études, à leur domicile en France, parfois invitée à un repas ou à une fête familiale, ainsi que et pendant leurs vacances au Portugal.

Pour ceux, une minorité, disposant de leur propre logement, généralement un petit studio ou un appartement en collocation, j'y ai été conviée à l'occasion de repas organisés entre amis « portugais » ou « d'origine portugaise » qu'ils voulaient me présenter. Seuls Angelina et Pedro, qui vivent chez leurs parents, respectivement, dans un appartement HLM et dans un pavillon, en Seine-Saint-Denis, m'ont invité à plusieurs reprises, mais toujours en l'absence des parents (pour déjeuner, pour me montrer la ville où ils habitent). Tous deux ont du temps libre (Pedro est sans emploi et Angelina travaille comme caissière en horaires décalés). Ils se posent des questions sur leur avenir et semblent avoir envie de se confier.

Ma relation amicale avec José Manuel du Cercle des Poètes Lusophones de Paris, ouvrier spécialisé dans le bâtiment, m'a ainsi conduit, au bout d'un an, sur un chantier de BTP où il travaille, à Paris, près de la Gare du Nord. Deux de ses collègues, Fernando et Didier, fils de migrants portugais, ont accepté un entretien collectif, après leur journée de travail, dans un bar à proximité du chantier. Ils m'ont raconté les

---

les migrants Portugais ont davantage profité du développement économique, en devenant artisans, entrepreneurs. Denis Robichaud montre le rôle des entrepreneurs dans la création du quartier portugais de Montréal : VOIR ROBICHAUD (2004).

histoires de leurs familles, les liens qu'ils maintiennent avec le Portugal à travers des anecdotes commentées par des aînés, des collègues de travail primo-arrivants.

La majorité de ces interlocuteurs se rend au Portugal en avion ou en voiture avec leurs parents (à l'exception de Paulo qui s'y rend seul en voiture). Je suis allée à leur rencontre à Lisbonne, où Christelle cherchait une maison de production pour son nouvel album de musique, Helder démarchait des financements pour Cap Magellan, Michel cherchait du travail. Je me suis aussi déplacée dans les villages d'origine de leurs parents, où tous passent une partie de leurs vacances d'été. Là encore, le voyage m'a permis de partager leur quotidien, en m'installant chez eux, dans la « maison de rêve[159] » des parents : chez Manuel et Anabela (département de Viana do Castelo), Helder (département de Castelo Branco)[160]. Paulo m'a aussi fait visiter les lieux « *incontournables* » de ses vacances d'été au Portugal, ceux fréquentés presque exclusivement, à cette saison, par les enfants d'émigrants (département de Leiria). L'invitation de Paulo répond à une logique précise qu'il est intéressant de décrire. Alors qu'il s'apprête à partir au Portugal pour les vacances (août 2001), je lui fais savoir que je me trouverai au Portugal au même moment. J'envisage en effet d'aller à la rencontre de certains de mes informateurs qui y passent leurs vacances. Paulo projette son propre vécu sur le mien et en conclut que je vais moi aussi passer mes vacances « *au village* » (ou au « *bled* »[161]). Sachant que mon père est originaire du même département de Pombal, Paulo me propose de nous rencontrer. Je m'installe dans ce but pendant une semaine chez mon oncle[162], situation qui me donne l'occasion de comparer les pratiques de sociabilité de Paulo à celles des mes cousins et cousines, du même âge, qui ne sont pas enfants d'émigrants et qui fréquentent certains mêmes lieux de festivités que Paulo, près de la ville de Pombal.

---

[159] « Maison de rêve » de par leur architecture, mais surtout parce qu'elles constituent une des raisons principales de l'émigration ; voir VILLANOVA, LEITE et RAPOSO (1994).
[160] Annexe 2.
[161] Mot d'origine arabe (*balad* : pays, contrée, village) utilisé par les enfants de migrants originaires des pays du Maghreb pour désigner le village d'origine, repris par certains jeunes d'origine portugaise. Paulo fait parti des informateurs qui a grandi en cité HLM (à Champigny-sur-Marne) et y vit toujours, fréquentant des jeunes d'origines diverses.
[162] Mon père n'ayant pas fait construire de maison au Portugal, nous passions les vacances d'été dans un camping situé à une trentaine de kilomètres de son village d'origine.

1.2.1. L'observation flottante à Paris et Porto

À Paris, mon lieu de résidence est lui-même devenu un espace de rencontres impromptues avec des informateurs potentiels, rencontres rendues possibles à la fois par la présence d'une importante population portugaise (à Paris, de manière générale) et le type de métiers exercés (coiffeur, gardienne d'immeuble), mais aussi par la posture adoptée[163]. Le terrain, alors appréhendé comme tel, est venu en quelque sorte à ma rencontre, "chez moi". Comme ce réparateur en électroménager, fils de migrants portugais, qui a bien voulu raconter des bribes de son histoire : sa fugue du Portugal à 14 ans, quand ses parents l'ont obligé à « *rentrer avec eux* », alors que son frère déjà majeur restait à Paris. Ce jeune peintre en bâtiment qui a travaillé plusieurs mois dans l'immeuble où j'habitais, m'a raconté ses prochaines vacances au Portugal et son souhait de partir un jour y vivre. Vítor, enfin, le fils de ma gardienne d'immeuble, qui m'a raconté l'histoire de ses parents, son parcours à lui, ses projets professionnels et familiaux, son mariage, au détour de rencontres impromptues ou programmées, par le biais de sa mère, chez lui, un studio attenant à la loge de gardiennage.

L'enquête menée dans l'espace universitaire de Paris, illustre encore l'imbrication entre le terrain et ma vie quotidienne, celle d'étudiante. Au détour de séminaires consacrés à l'immigration portugaise, j'ai fait la connaissance de Diane et d'Edouard, deux étudiants en histoire travaillant sur des sujets en lien avec le Portugal[164]. Les entretiens réalisés avec eux, montrent à la fois l'intérêt porté à l'histoire familiale et la difficulté à intégrer leurs histoires personnelles à l'histoire collective. Leurs récits ont été complétés au fur et à mesure de nos échanges, devenus au fil du temps informels, laissant la place à des contradictions mais aussi à des rectifications suite à des précisions demandées aux parents. Une relation amicale nouée avec Diane m'a permis d'approfondir des questions délicates et souvent non explicitées : la promiscuité du

[163] J'interroge la coiffeuse portugaise, une femme d'une quarantaine d'années, née au Portugal. Je rencontre aussi régulièrement, le soir vers 21 heures, des groupes de femmes, qui après avoir nettoyé des bureaux, s'attardent dans la rue. L'été, des jeunes garçons se réunissent devant chez l'un d'entre eux (une loge de gardiennage), un rendez-vous qui ressemble à un concours de voitures customisées. Au même endroit, j'imagine aussi des hommes qui jouent aux cartes, derrière des volets clos et les fenêtres ouvertes d'une loge, la télévision portugaise allumée.

[164] Comme moi, ils sont boursiers du Ministère portugais de la recherche (*Fundação para a Ciência e a Tecnologia*), bourse dont l'obtention ne repose pas officiellement sur le critère de la nationalité portugaise, mais les démarches administratives qu'elle implique (numéro fiscal pour l'ouverture d'un compte en banque sur le territoire portugais) nécessitent d'y avoir une attache territoriale (l'adresse d'un oncle, dans mon cas, celle de la maison des parents, pour Diane et Edouard).

logement familial, une loge de gardiennage ; le sentiment de dévalorisation, voire d'humiliation, dans les relations avec les autres habitants de l'immeuble, dans le quartier du Luxembourg à Paris ; la discrimination subie à l'école ; la relation difficile avec ses futurs beaux-parents, français, médecin et professeur d'université.

Diane est aussi la seule informatrice vivant dans une loge de gardiennage, avec ses parents, à m'inviter à entrer dans cet espace singulier du domestique et de l'intime[165]. Cet exemple montre qu'en dehors d'un type d'enquête inscrit dans un lieu qui devient lui-même objet d'étude (comme l'association), un lieu qui autorise la présence régulière du chercheur, inscrite dans la durée, lorsque l'enquête de terrain repose sur un réseau d'individus, seule une relation continue nécessairement fondée sur la complicité et sur la confiance enquêteur/enquêté peut aboutir : accès à l'espace domestique, celui des parents, puis celui où elle s'installe avec son ami[166] ; rencontre de la mère ; accompagnements dans des pratiques de sociabilités autres que celles en liens avec le Portugal ou la culture portugaise (Diane joue dans une troupe de théâtre sans aucun lien avec son origine portugaise). Cette relation inscrite dans la durée m'a permis quatre ans plus tard de prendre en compte sa participation une rencontre mondiale de luso-descendants (mai 2006) ; une participation que son mode d'adhésion associatif ne laissait pas présager.

L'espace universitaire, cette fois-ci au Portugal, à la Faculté des Lettres de Porto, s'est aussi imposé de lui-même comme un terrain d'enquête, alors qu'initialement je m'étais installée dans la ville de Porto pour suivre des cours de langue portugaise (durant un mois, dans le cadre des « cours d'été »)[167]. Il est intéressant d'observer que cette situation, qui s'est aussi présentée à Paris, où pendant deux ans j'ai suivi des cours de langue portugaise à l'Institut Camões (centre culturel portugais), n'a pas débouché sur une enquête de terrain. J'y ai pourtant également rencontré des protagonistes de l'immigration portugaise, principalement des conjoints, français d'origine, de filles et fils de migrants portugais. J'aurais par exemple déjà pu m'intéresser à la question du

[165] J'analyserai plus loin cet aspect.
[166] Appartement acheté par les parents de Diane et meublé par elle, en partie avec des pièces du trousseau rapportées graduellement du Portugal.
[167] Projet qui avait pour but d'améliorer ma connaissance de la langue portugaise et qui s'inscrivait dans le cadre de ma recherche. Ma langue maternelle – notion définie comme la « première langue qu'a parlée un enfant, souvent celle de sa mère » (dictionnaire *Le Petit Robert*) - est le français et non la langue de ma mère, le néerlandais ; le français étant l'unique langue commune parlée par mes parents.

mariage célébré à la fois en France et au Portugal, thématique que je développerai seulement plus tard. Cette situation soulève une des difficultés de l'enquête ethnologique de terrain menée dans sa propre société, lorsqu'elle est indissociable du "quotidien", parce qu'elle « se développe dans la non-séparation d'avec la communication ordinaire » alors qu'elle implique parallèlement une distance (ALTHABE, 1990 : 126).

À Porto, comme les autres étudiants, je louais une chambre chez l'habitant, sans imaginer que ce séjour se transformerait en terrain d'enquête. La jeune femme qui m'hébergeait, Salomé R. a tenu à me faire découvrir le nord du Portugal, y compris les routes les plus reculées de la *Serra da Peneda* (région du Minho). Un samedi de juillet, nous nous retrouvons dans un cortège de mariage composé d'imposantes voitures immatriculées en France : les fameuses « *plaques jaunes* » (expression utilisée par les Portugais pour désigner les émigrants de France, la couleur des plaques d'immatriculation étant à l'époque différente dans les deux pays). À l'Office du tourisme de la ville d'Aveiro (région d'émigration), nous rencontrons un jeune Français travaillant l'été dans la région d'origine de ses parents. Salomé m'entraîne aussi dans les réunions de la section du Parti communiste de Porto, où ma présence soulève des discussions informelles et passionnées sur les émigrants.

Mon séjour à Porto s'est, par ailleurs, transformé en enquête de terrain dans le cadre de l'université que je fréquentais comme débutante en langue portugaise. Anita et d'autres étudiants, fils d'émigrés portugais, étaient inscrits dans le cours destinés aux « luso-descendants », niveau avancé. À l'occasion des sorties touristiques communes, et en dehors du programme imposé, un groupe de « Français » s'est organisé : sorties à la plage, soirées dans des bars de la ville de Porto et dans les fêtes populaires alentour[168]. Anita et ses amies recevaient aussi la visite de parents (cousins, oncles et tantes) et d'amis, et se rendaient dans « leurs » villages certaines fins de semaine. Elles m'ont raconté leur projet de venir vivre au Portugal, seules ou avec leurs parents ; leur présence à la Faculté de lettres de Porto étant liée à ce projet.

[168] Il s'agit de filles et fils de migrants portugais de France (régions de Paris, Toulouse et Strasbourg). Des fils de migrants portugais d'Allemagne, des États-Unis et du Canada, ainsi que des « expatriés » français, participaient également à ces cours.

Ce type de terrain qui émerge dans un espace-temps défini rétrospectivement par le chercheur comme relevant de l'enquête ethnographique, soulève nombre de questions sur la manière dont la discipline appréhende communément le « terrain ». Car dans ce cas, quel est le sens précis de « partir sur le terrain », ou bien de « revenir du terrain », expressions courantes chez les ethnologues, indiquant la stricte délimitation entre l'espace-temps de la recherche et celui du familier et du quotidien[169]. Une des difficultés de mon d'ethnographie a été de devoir, dans mon quotidien, être sans cesse prête à adopter la posture du chercheur, et me rendre disponible à la rencontre de l'Autre.

Si la posture adoptée peut sembler se rapprocher de la méthode de l'« observation flottante » décrite par Colette Pétonnet[170], elle s'en distingue par le fait que le « quotidien » ne renvoie pas à un « espace-temps circonscrit » dans lequel il serait envisageable de « rester en toute circonstance vacant et disponible » (PETONNET, 1982). Les terrains menés à Paris ou à Porto ont surtout eu pour intérêt de faire naître des intuitions validées ensuite dans le cadre d'enquête plus spécifique, comme pour les problématiques du « retour » et du mariage :

> Ici « …l'observation participante consiste moins, pour l'ethnologue, à installer son observatoire au cœur de la société qu'à installer la société au cœur de son observation, c'est-à-dire, à donner aux actes, aux paroles des acteurs sociaux qu'il étudie, l'initiative de ses observations et ses raisonnements. » (RAVIS-GIORDANI, 1997 : 363-64)

1.2.2. La problématique du « retour » : Porto

C'est avec l'objectif d'approfondir la problématique du « retour » au Portugal, souvent évoqué par mes interlocuteurs, que je suis repartie à Porto, en cours d'année, afin de retrouver Anita, une des élèves du cours d'été, qui s'y était installée « *définitivement* »[171]. Avec elle, j'ai rencontré à la Faculté des Lettres de Porto d'autres étudiants, nés en France de parents immigrés portugais, et de « retour » au pays

[169] Cette distinction entre *Field* (terrain) et *Home* (maison), a déjà été discutée dans la réflexion sur la réévaluation du terrain anthropologique, par des auteurs dénonçant une « hiérarchie de pureté des terrains » (*a hierarchy of purity of field sites*) : GUPTA et FERGUSON (1997 : 12-15).

[170] Dans le cadre d'une étude portant sur la rencontre et l'anonymat en tant que phénomènes urbains, réalisée au cimetière du Père-Lachaise (Paris), voir PETONNET (1982).

[171] Trois de ces élèves, des jeunes femmes, m'écrivaient de temps en temps pour me donner de leurs nouvelles.

d'origine de ces derniers : Sabine, Linda et Rita. Toutes sont inscrites dans un cursus de langues romanes où elles mettent à profit leur bonne maîtrise du français, et sont pour cette raison, mais aussi parce qu'elles restent entre elles, identifiées par les autres étudiants et par les professeurs comme les « francophones ». J'ai également fait la connaissance de Delphine et de Jennifer étudiantes à la Faculté d'économie, dont les contacts m'ont été donnés par le professeur Sergio Lopes. Dans ce cursus, le lien à la France, à travers la langue française, n'est pas autant mis en avant. Ces deux jeunes femmes semblent aussi plus détachées de l'expérience migratoire, elles sont l'une et l'autre arrivées plus jeunes au Portugal, dans le cadre d'un retour familial.

Ces rencontres ont donné lieu à des entretiens semi-directifs, individuels et collectifs, généralement réalisés dans l'enceinte de l'université, à la cafétéria, où des collègues et des professeurs venaient aussi donner leur point de vue. J'ai cherché à mieux comprendre les motivations (individuelles, familiales) de ce « retour » à travers leurs récits, écouté leurs anecdotes concernant l'adaptation à la vie urbaine portugaise, les liens maintenus avec les villages d'origine au Portugal et ceux avec la France et la famille qui y est parfois restée.

La confrontation entre récits des jeunes effectivement « rentrés » au Portugal et ceux, restés en France, qui le projettent, est particulièrement éclairante pour l'analyse des représentations du pays d'origine. Parmi les enquêtés partis vivre au Portugal, la confrontation des motivations et des parcours de ceux rencontrés dans l'espace associatif et ceux rencontrés par d'autres biais (principalement à l'Université de Porto), est révélatrice, nous le verrons, à plus d'un titre. Si ce projet de vie est toujours fondé sur l'affectif, sur une idéalisation du pays d'origine et des « racines », la manière de l'appréhender, au-delà de cet aspect plus intime, nous renseigne aussi sur l'image que ces individus ont d'eux-mêmes, de la place et du rôle qu'ils imaginent ou non pouvoir jouer au niveau collectif : dans le cadre familial, mais aussi à l'égard des sociétés française et portugais.

1.2.3. Rituels matrimoniaux (France-Portugal)

L'analyse du rite matrimonial en contexte migratoire renvoie, là encore, à des observations faites dans l'enquête ethnographique menée au sein de l'espace associatif, mais aussi de rencontres inscrites dans mon quotidien parisien. Suite au mariage civil de

Helder, célébré à Paris quelques semaines avant son mariage religieux au Portugal, auquel j'ai participé, à celui d'Émilie et Francis (rencontré à la Fédération des Associations Portugaises de France), ainsi qu'à celui de Vítor, le fils de la gardienne de mon immeuble, j'ai cherché à savoir si cette pratique de démultiplication des cérémonies du mariage était répandue chez les enfants de migrants portugais.

C'est dans ce but que j'ai contacté un prêtre de l'aumônerie nationale portugaise en France, au service de la Pastorale nationale des migrants (situé dans le 11e arrondissement de Paris), qui m'a donné les coordonnées d'une dizaine de couples ayant fait leur préparation au mariage dans le cadre de la pastorale des migrants et se sont mariés religieusement au Portugal[172]. Parmi ces couples, Carina et Denis, ainsi que Sandrine et João Paulo m'ont reçu chez eux – très probablement parce que je leur étais recommandé par le prêtre -, dans les deux cas, il s'agissait du domicile des parents[173]. Cette rencontre donnera lieu à des entretiens semi-directifs avec le couple, dans un cas en présence des parents de la jeune mariée, ainsi qu'au visionnage de photos et de vidéos.

Cette enquête a pour limite de s'être focalisée sur des mariages célébrés soit en France (mariage dit civil) et au Portugal (mariage dit religieux), soit, dans un cas, uniquement au Portugal (mariage civil et religieux). Or, il est très probable que des couples composés par des descendants de migrants portugais se marient aussi uniquement en France. Parmi mes interlocuteurs, seul Vítor, rencontré en dehors du milieu associatif et de la Pastorale des migrants, marié avec une française d'origine, aurait pu répondre à ce schéma (mariage célébré uniquement en France), mais tel n'a pourtant pas été le cas. Une autre limite de cette enquête étant qu'à l'exception du mariage de Helder, je n'ai pas assisté aux cérémonies. Soit parce que mes interlocuteurs étaient déjà mariés, soit parce que les biais associatif et universitaire – du fait de l'âge de la vie des individus qui s'y trouvent - se prêtent moins à la rencontre d'individus investis dans un projet de mariage. Si de nombreux couples se forment dans l'espace associatif, rares sont ceux qui y restent une fois qu'ils sont en couple. Or, c'est dans le champ collectif associatif qu'il aurait été le plus probable que je sois invitée à partager

[172] Le mariage a donc déjà été célébré lorsque je les ai rencontrés.
[173] Carina et Denis vivent dans l'appartement des parents de ce dernier, rentrés au Portugal. Sandrine et João Paulo vivent avec les parents de Sandrine, dans un pavillon confortable de la banlieue parisienne (Houilles, Yvelines), en attendant de construire leur propre maison.

un tel moment d'intimité, parce que l'enquête ethnographique menée dans cet espace s'inscrit dans le temps nécessaire à la relation de confiance et amicale, préalable à une telle invitation.

1.2.4. La 'Fête des garçons' : la fête au village (Aveleda, Portugal)

C'est la découverte d'un document polycopié sur la *Festa dos rapazes* (Fête des garçons) dans les archives de la CCPF, à Paris, qui m'a conduit dans le nord-est du Portugal, à poursuivre la recherche sur les pratiques de sociabilité et l'ancrage territorial des enfants de migrants dans le village d'origine. Sur ce document, intitulé « À la découverte de la culture rurale portugaise », on peut lire :

> « Un groupe de onze jeunes luso-descendants, de Paris, Lyon, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand et Bordeaux ont participé à une visite d'étude dans la région de Bragança pour assister aux Fêtes des garçons […] Un grand nombre de jeunes portugais ou d'origine portugaise ne connaît pas la richesse des traditions séculaires qui se perpétuent au Portugal. Ils ne les connaissent pas, tout comme ils ne savent pas qui a été le deuxième roi du Portugal ou encore quel portugais a reçu le prix Nobel de médecine. Ils ne les connaissent pas parce qu'ils considèrent ce qui vient du Portugal ne servant à rien et parce que l'image que les parents leurs donnent du pays d'origine ne va pas au de-là du football et de la *sueca* [jeu de cartes type belote]. »[174]

Je n'en apprendrai pas davantage sur cette « visite d'étude », ne parvenant ni à retrouver le film amateur tourné à cette occasion, ni à connaître l'identité des participants. Deux questions se posaient dès lors. Quelle forme avait pu prendre la participation de ces « luso-descendants » à la fête ? Et les garçons, fils d'émigrants venant célébrer Noël dans les villages de leurs parents, étaient-ils des protagonistes de la Fête des garçons ? La tradition veut que les membres du groupe des garçons appartiennent à la communauté par le lien de la propriété et par la permanence prolongée au village (GODINHO, 1998a : 241)[175]. Ni Antonio, ni Fernando, ni Lionel,

[174] Carlos PEREIRA, « À Descoberta da Cultura Rural Portuguesa - "Festa dos rapazes", Nordeste transmontano », texte polycopié, s/d.

[175] La fête des garçons serait initialement un syncrétisme de deux rites : rite de puberté et rite propitiatoire renfermant des éléments du culte des morts et du culte de la végétation, généralement célébrés à proximité de l'équinoxe d'hiver (DIAS, 1981 [1953] ; PEREIRA, 1973). Après de nombreuses années d'interruption, la fête a à nouveau été célébrée avec des transformations. Plusieurs anthropologues

pourtant originaires du département de Bragança, n'ont évoqué cette fête. Rien d'étonnant à cela car, bien que tous aient gardé des liens étroits avec leur lieu d'origine[176], la fête est très circonscrite. Par ailleurs, Antonio et Fernando sont originaires de la ville et non d'un village rural. Fernando, originaire de la ville de Bragança située à proximité des villages qui célèbrent cette fête, a quitté la capitale régionale à l'âge de cinq ans et n'y revient pas systématiquement pour Noël.

En décembre 2005, je m'installe pour un mois dans le village d'Aveleda afin d'observer la Fête et de rencontrer ses protagonistes[177]. Touché dans les années 1960 par l'exode rural et l'émigration, le village compte une centaine de maisons et près de cent cinquante habitants, dont moins d'une centaine, en majorité des personnes âgées à la retraite, y réside de manière continue[178]. Parmi la quinzaine de protagonistes, Carlos, fils d'émigrants, né en France, est arrivé d'Auvergne la semaine précédant la fête, tout comme d'autres jeunes émigrants de Suisse et fils d'émigrants en Espagne. Arrivés et disponibles plus tôt que les locaux, dont certains travaillent et passent la semaine en dehors du village, ces trois jeunes émigrants joueront un rôle particulier dans les préparatifs et au cours de la *Festa dos rapazes.*

Ce terrain focalisé sur un objet très spécifique aurait difficilement pu être réalisé par le biais d'interlocuteurs rencontrés en France – informateurs de l'espace communautaire ou non -, la fête étant d'une part géographiquement circonscrite et d'autre part, les fils d'émigrants n'y participant pas de manière systématique (LEAL, 2006). En revanche, la comparaison de la *Festa dos rapazes* avec d'autres fêtes villageoises plus répandues, célébrées l'été en l'honneur des émigrants, et auxquelles j'ai pu assister avec Manuel et Paulo, permettra d'approfondir la réflexion sur l'inscription sociale des descendants d'émigrants dans les villages d'origine.

---

portugais y ont consacré des recherches : par exemple GODINHO (2006a [1990] ; 1998 ; 2006b) ; LEAL (2006), qui ont éveillées mon intérêt, toujours dans une perspective migratoire.

[176] Ce qui n'est par exemple pas le cas d'Anne-Marie, dont la famille n'a gardé aucun lien avec le lieu d'origine paternel, situé dans cette même zone.

[177] Village choisi en fonction de différents paramètres, matériels notamment, parmi une dizaine de villages où la fête est encore célébrée. Le village se trouve à proximité d'un de ceux étudié par Paula GODINHO (2006a).

[178] Le recensement distingue la « population présente » de la « population résidente ».

Le choix de réaliser ce type d'enquête de terrain spécifique, perspective méthodologique également adoptée dans l'étude de la cérémonie du mariage et de la pratique du « retour », s'est imposé dans une recherche portant sur un objet étude difficilement saisissable, et dont certaines observations initiales peuvent ensuite se révéler particulièrement difficiles à approfondir : Helder est par exemple le seul informateurs à s'être marié au cours de l'enquête de terrain qui m'a invitée à assister au mariage célébré en France et au Portugal[179] ; seuls Anne-Marie, Anita et Michel sont effectivement partis étudier ou travailler au Portugal au moment de l'enquête. Une fois de plus, l'objectif visé par l'enquête de terrain étant de comprendre les mécanismes sociaux sur lesquels reposent ces pratiques et non de prétendre à la représentativité de celles-ci.

1.3. De la région parisienne à Clermont-Ferrand et ses environs : comprendre la spécificité parisienne

Ma curiosité pour la région d'Auvergne a été éveillée par des recherches menées sur l'immigration portugaise et la spécificité de son implantation en milieu rural : « un sentiment aussi fort d'appropriation des lieux a déterminé chez eux un mode de sociabilité original qui contraste avec ce que l'on observe au niveau de la plupart des communautés portugaises de la diaspora » (BAROU, 1996 : 153).

Les raisons de l'installation massive des Portugais dans les vieux centres des villages de la périphérie clermontoise sont avant tout liées à la disponibilité dans ces lieux de nombreuses maisons financièrement accessibles, que ce soit en location ou en acquisition, suite à un important mouvement de départ des exploitants agricoles (*op. cit.* : 150). Majoritairement originaires d'une même région, le Minho, région de petites propriétés agricoles de polyculture, les Portugais ont retrouvé dans les villages agricoles auvergnats un paysage et des activités qui leurs étaient familières :

> « Ces possibilités de retrouver dans le cadre de l'immigration des activités agricoles qui renvoyaient à l'identité paysanne d'origine ont été un facteur d'attachement incontestable des familles portugaises aux villages de la périphérie clermontoise » (*op. cit.* : 151).

[179] Vítor s'est lui aussi marié, et dans les mêmes conditions, au cours de l'enquête, mais je n'ai pas été invitée au mariage.

Qu'en était-il de cet attachement chez leurs enfants et petits-enfants ? De ses conséquences sur les liens avec le pays d'origine? Mettant à profit la relation de confiance qu'une collègue historienne de l'art[180], menant une recherche sur l'architecture des maisons d'immigrés portugais, avait su créer, par un séjour prolongé auprès des familles portugaises de la Roche-Blanche, j'ai cherché à rencontrer quelques familles portugaises du village. Situé à 12 kilomètres au sud de Clermont-Ferrand, il a été repeuplé et revitalisé au cours des années 1960 par l'immigration portugaise[181].

Des entretiens ont été réalisés avec des enfants de trois de ces familles, dont Dario[182], Cécilia et son frère Nuno. Bien que Cécilia et Nuno possèdent leurs propres logements dans la banlieue (urbaine) de Clermont-Ferrand, la rencontre a eu lieu au domicile des parents[183]. Elle a été l'occasion de recueillir l'histoire de la migration des parents (méconnue des enfants), des projets de vie et des liens construits par les deux générations avec le Portugal. Les mets qui nous sont offerts constituent aussi l'occasion d'avoir une idée plus précise sur la continuité des « façons de faire » quotidiennes rurales (fabrication du vin, préparation du cochon pour en faire du jambon fumé et des chorizos). Si la proximité entre les deux cultures rurales n'a pas obligatoirement rendu l'exil plus facile, la conscience d'avoir assuré la continuité des villages et de leurs traditions, semblent toutefois avoir engendré un ancrage particulier de la population portugaise et d'origine portugaise[184]. La proximité culturelle des deux espaces a permis aux Portugais de perpétuer des façons de faire sans être stigmatisés en tant qu'étrangers : linge lavé au lavoir, pratiques agricoles (culture de la vigne, polyculture d'autoconsommation), pratiques alimentaires (achat du cochon pour faire du chorizo et la fête qui y est associée), groupes de danse folklorique, pratiques religieuses. À la différence de ce qui est observé en milieu urbain, les pratiques culturelles des Portugais sont ici associées aux pratiques locales. De manière générale, les entretiens réalisés et

[180] Voir LOPES CARDOSO (2001).
[181] L'agglomération des anciens villages de La Roche Blanche, de Gergovie et du lieu dit de Donnezat compte aujourd'hui près de 2.900 habitants, dont une trentaine de familles portugaises selon une habitante portugaise. La Roche Blanche représente un « cas extrême de 'sauvetage' de tout un centre de village par le travail de restauration des Portugais » (BAROU, *op. cit.* : 151).
[182] Un seul entretien.
[183] Deux entretiens collectifs, avec enfants et parents, espacés de quatre mois.
[184] La présence systématique des patronymes à l'entrée des habitations portugaises en Auvergne, et leur absence en région parisienne, serait un exemple paradigmatique de cette identification ou non identification au territoire local (LOPES CARDOSO, 2001).

les observations diverses faites à Clermont-Ferrand et à la Roche-Blanche montrent un ancrage dans la terre d'origine moins incontournable : la présence de caveaux familiaux laisse supposer une pratique réduite du rapatriement des corps et, les phénomènes de double résidence et de « va-et-vient » entre la France et le Portugal sont moins marqués.

Je suis retournée en Auvergne avec Gina, une étudiante rencontrée à Paris dans l'espace universitaire, qui m'a conduit à Clermont-Ferrand et à Volvic. Elle rentre chez ses parents certaines fins de semaine et pour les vacances[185]. Je profite des vacances d'hiver pour faire le voyage en sa compagnie, en train. Je suis hébergée chez ses parents, dans un pavillon situé dans un lieu-dit de la commune de Volvic. Gina me conduira à travers Clermont-Ferrand, située à quinze kilomètres, où elle a fait ses études, m'invitant à une visite touristique, mais aussi mémorielle, sur les traces de sa vie de collégienne (collège privé, catholique) et de lycéenne, évoquant les souvenirs d'enseignants auxquels elle doit son parcours scolaire *« exemplaire »* (sous-entendu pour une « immigrée »), et de son militantisme au sein de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC). Ces promenades sont l'occasion pour moi de la questionner sur l'histoire de ses parents et ses liens avec le Portugal. Nous nous rendons aussi à l'église de Notre-Dame du Port, au centre ville de Clermont-Ferrand, et à celle de Notre-Dame des Sources, à Volvic, où des messes portugaises et des célébrations annuelles en l'honneur de Notre-Dame de Fátima ont lieu. Gina ne fréquente pas d'associations portugaises locales, où je me suis néanmoins rendue à des fins comparatives avec l'espace associatif portugais de Paris.

En Auvergne, région où vivent 3 % des Portugais de France, le réseau associatif n'est proportionnellement pas aussi dense qu'en Ile-de-France, où vit près de la moitié de cette population[186]. Clermont-Ferrand compte néanmoins six associations portugaises, dont les principales activités sont le folklore et le football. Une radio « ethnique associative », Radio Altitude, créée en 1984, dont le directeur actuel est un fonctionnaire du consulat portugais de la ville, consacre 30 % de sa diffusion à des programmes portugais, le restant des programmes étant espagnols et maghrébins. Une épicerie et un restaurant portugais existent dans le centre ville ainsi qu'une rôtisserie :

[185] À Paris, elle s'installe chez une tante maternelle, gardienne d'immeuble, dans le 16e arrondissement.
[186] Autour de 250 000 individus.

« Grill au charbon de bois de spécialités portugaises », proche de l'usine Michelin, tous ces espaces m'ont permis de recueillir des bribes d'histoires de vie auprès des propriétaires et des clients[187]. À Clermont-Ferrand, à la sortie de l'usine Michelin se trouve le bar Estoril[188], dont le gérant est le président de l'association *Os Camponeses Minhotos* (Les campagnards du Minho, association loi 1901 créée en 1980). Une de ses filles, d'une vingtaine d'années, y travaille comme serveuse. Le bar est fréquenté par les ouvriers de l'usine : « *beaucoup plus par des Portugais que par de Français* », selon elle. Des jeunes d'origine portugaise le fréquentent aussi[189]. Ils arrivent en groupe, parlant français, pour jouer au baby foot ou au billard, et consommer de la bière portugaise : une ambiance qui me rappelle celle des bars et *casa do povo* (maison du peuple) dans les villages au Portugal. C'est dans cette association qu'a lieu annuellement et depuis 1994, l'élection de « Miss Portugal Auvergne »**,** exemple, parmi d'autres, d'une appartenance régionale (relative à la France) bien plus marquée chez les Portugais d'Auvergne que chez ceux d'Ile-de-France.

Au consulat portugais, deux fonctionnaires dont l'un est aussi enseignant de portugais à l'université de Clermont-Ferrand, m'ont orientée sur des associations de « jeunes »[190]. L'une d'entre elle, *Lembrança* (Souvenir, créée en 1999), résulte d'une scission des membres du groupe de folklore de l'association *Os Camponeses Minhotos*. Le président de l'association me donne rendez-vous à son domicile, situé dans des logements sociaux en périphérie de Clermont-Ferrand, l'association ne possédant pas de local spécifique. Prise à tort pour une envoyée de la Coordination des Collectivités Portugaises de France (CCPF), que l'association veut intégrer, je suis reçue par l'ensemble des membres fondateurs et du bureau : cette association de « jeunes » est

[187] Méthode adoptée dans le cadre d'une enquête de terrain de quatre séjours d'une durée d'une semaine. En région parisienne, j'ai disposé du temps nécessaire pour dresser un portrait historique et sociologique de l'immigration portugaise locale, à travers les parcours de vie des enquêtés et de leurs aînés, sans avoir à passer par ce biais plus immédiat. À Paris, il existe aussi de nombreux bars, quelques restaurants et commerces portugais répartis de manière diffuse dans la capitale. Mais l'enquête ethnographique, à travers mes interlocuteurs, ne m'a conduit que dans de très rares cas dans ces espaces, tels le restaurant de gastronomique portugaise – *Saudade* – près du Forum des Halles, pour le repas du mariage civil de Helder, ou au Bistrot de Longchamp (16e arrondissement) pour la retransmission de la demi-finale de l'« Euro 2004 » (championnat européen de football, juin-juillet 2004).
[188] Nom d'une ville balnéaire située aux portes de la capitale portugaise.
[189] Les jeunes nés en France, fils de Portugais ouvriers, travaillent à l'usine seulement dans le cadre d'un travail d'été.
[190] Ici la catégorie « luso-descendant » n'apparaît pas.

composée d'individus d'une quarantaine d'année, mariés et parents. Leur objectif est de « *faire voir aux enfants nés en France qu'on n'a pas oublié le Portugal* », par le biais du folklore du Minho, « *le plus représentatif du Portugal* ». Selon ces fils de migrants arrivés en bas âge en France, le groupe folklorique permet d' « *être tous ensemble, toutes générations confondues* » ; pendant ce temps « *les gamins ne sont pas dans la drogue* » (le président de l'association). Je réaliserai un entretien unique, collectif, avec les membres de cette association et n'entendrai ensuite plus jamais parler d'elle (y compris dans la presse communautaire).

L'autre association de « jeunes » dont il a été question au consulat portugais, n'a pas d'existence juridique (loi 1901). Il s'agit d'un lieu de travail fréquenté par une vingtaine d'étudiants en langues et en lettres, en majorité enfants de migrants portugais, dont Gina, de l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand. Ces derniers ont récemment fait scission du « club-espagnol » et créé leur propre espace de travail l' «Espace des Mondes Lusophones ». Les étudiants y organisent aussi des petites fêtes, entre eux, sur fond de musique folklorique portugaise et de musique brésilienne, « *dans un registre endogame* », selon un de leurs professeurs originaire du Brésil[191]. Ces étudiants participent aux programmes d'échanges avec des universités, mais aussi avec des entreprises portugaises et brésiliennes. Au consulat portugais de Clermont-Ferrand, les autorités regrettent le « *dérapage d'avoir un professeur brésilien comme chef de la section de portugais*, admettant, en même temps, la nécessaire *ouverture de la section de portugais à un public autre que celui issu de la communauté portugaise* et *la plus grande popularité du portugais du Brésil auprès des jeunes français* »[192].

Des entretiens individuels et collectifs seront réalisés à trois reprises avec Gina et ses camarades, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'espace universitaire, sur leur identification au Portugal, la question de la langue (son apprentissage étant associé à

[191] Des « *chanteurs qui existent que pour les émigrants* […] *ils ne connaissent pas la musique traditionnelle de leurs villages* ».

[192] Il s'agit ici des jeunes français d'origine portugaise. Une demande émanerait de ce public, qui n'a pas appris la langue des parents, d'apprendre le portugais du Brésil. Lors de cet entretien, je note aussi furtivement le poème de Camões sur une affiche intitulée « Découvertes portugaises », qui surplombe le bureau d'un des fonctionnaires : « 500 anos/descobriram/novas ilhas/novas terras/novos mares/novos povos/e o que mais é novo céu e novas estrelas » (500 ans /ils découvrirent/ de nouvelles îles/de nouvelles terres/de nouvelles mers/de nouveaux peuples/et le plus grand, un nouveau ciel et de nouvelles étoiles). Il s'agit des commémorations du 500ème anniversaire de la découverte du Brésil, célébrée par l'État portugais (en 1999 et 2000).

une problématique identitaire, mais se trouve aussi en lien avec un projet professionnel), la question de la religion[193]. Ces rencontres successives m'ont permis d'être attentive au fait que, bien que n'appartenant à aucune association portugaise (de Clermont-Ferrand et ses environs), et à défaut de l'existence d'associations de « jeunes », ces individus fréquentent certains bals associatifs et plus récemment des concerts (de « *musique plus à la mode* ») organisés par Radio Altitude. Dans les locaux de cette radio, j'ai rencontré deux animatrices bénévoles, Luzia et Olília, qui animent les émissions portugaises avec l'objectif de donner à connaître une dimension « *plus culturelle* » (au sens de culture savante) du Portugal : actualités quotidiennes, émissions sur le cinéma et la musique portugaise, mais aussi cuisine et folklore. Malgré des histoires de vie très différentes (l'une est née au Portugal et arrivée en France à 14 ans, l'autre est née en France), toutes deux critiquent la population portugaise de France, à laquelle elles ne s'identifient pas.

> *« Les émigrés sont sans culture […] on est pas des Gitans mais presque, on est en train de créer un peuple […] ici les gens ne changent pas, au lieu de progresser, notre communauté revient en arrière. Les émigrés sortent dans les associations mais ne font rien pour montrer notre culture […] parfois j'ai envi de baisser les bras, on était un si grand peuple. »* (Odília, Clermont-Ferrand, mai 2001)

De retour à l'université de Clermont-Ferrand, j'ai cherché à rencontrer des étudiants d'origine portugaise (uniquement repérables par leur patronyme), en dehors des départements de langues ou de lettres. Sur un total d'une vingtaine de patronymes portugais, deux étudiants, dont Séverine, inscrite en licence de psychologie, ont accepté de me rencontrer, au restaurant universitaire d'abord, puis à leur domicile. L'absence de biais « portugais » (biais associatif ou linguistique)[194] a permis d'accéder à des histoires migratoires qui diffèrent du "schéma classique" : Séverine est petite-fille de primo-migrants et fille d'une couple franco-portugais (père portugais), sans liens avec le Portugal, avant de fréquenter un jeune d'origine portugaise, également issu d'un couple mixte franco-portugais ; ils disent être désignés par les autres jeunes d'origine

[193] Au mois de mai, la fête en l'honneur de Notre-dame de Fatima se confond avec la Semaine mariale où est vénérée la statue de la Vierge Noire. Selon Jacques Barou, les Portugais ont trouvé dans les manifestations religieuses ou festives auvergnates l'occasion de revivre des rites représentés dans leur région d'origine, sans pour autant leur avoir donné une coloration culturelle portugaise : BAROU (1996) ; voir aussi BAROU (2000).

[194] J'ai bien conscience des limites de cette méthode qui exclue d'emblée les patronymes francisés, mais aussi les enfants issus de couples mixtes de mère portugaise.

portugaise qu'ils fréquentent dans le cadre d'une association portugaise de Vichy (équipe de football), comme « demi-tos[195] ».

Finalement, j'ai aussi rencontré Carlos, un des protagonistes de la Fête des garçons à Clermont-Ferrand, où il vit avec ses parents. Ce contact qui a été l'occasion de le rencontrer dans son "autre" lieu de vie en France, m'a aussi permis d'approfondir l'analyse de son lien avec le village d'Aveleda et avec les jeunes de son âge, en abordant des questions spécifiques relatives à la place et à l'image des émigrants dans la société portugaise, difficilement abordable *in situ*.

La toile de fond de cette enquête ethnographique était au départ Paris, où se jouent des mises en scène spécifiques des appartenances. On y trouve, d'un côté, la présence d'une part importante de la population portugaise et d'origine portugaise installée en France, ainsi que de nombreuses associations portugaises (40% des associations portugaises y sont implantées), la présence des institutions officielles comme l'ambassade du Portugal. L'anonymat qu'offre la métropole, associé à la diversité des sociabilités et des ressources culturelles et identitaires, constitue autant de possibilités qui autorisent les individus à dépasser des contraintes familiales, sociales et culturelles. La brève enquête menée en Auvergne a pour fonction d'apporter un éclairage aux données recueillies auprès de cette même population en région parisienne, venant relativiser des faits qui apparaîtraient trop inéluctables, tels la problématique du « retour », ou celle de la « luso-descendance », par exemple. L'immigration portugaise auvergnate est dans son ensemble plus ancienne que celle observée en région parisienne : les jeunes interrogés à la Roche-Blanche et à Clermont-Ferrand sont majoritairement des petits-enfants de migrants, arrivés à partir des années cinquante ; en région parisienne, ils sont majoritairement des enfants de migrants arrivés en France au cours des années soixante et soixante-dix.

1.4. Parler de - filmer la - « mémoire » (de Paris à Viana do Castelo)

[195] Demi-Portugais.

À partir du printemps 2003, la problématique de la « mémoire de l'immigration », qui surgit avec la création de l'association Mémoire Vive/ *Memória Viva*, dont l'objectif est de créer un musée virtuel de l'immigration portugaise et le projet de l'État français de construction d'un « Centre de ressources et de mémoire de l'immigration » (devenu postérieurement « Cité nationale de l'histoire de l'immigration »), relance l'enquête de terrain à un moment où je pensais y mettre un terme. La création de cette association constitue une véritable aubaine pour conclure une recherche sur la construction d'une mémoire de la migration portugaise, dans une perspective générationnelle. Aucun jeune des associations de luso-descendants n'y est associé, mais des membres de la génération des « thos », anciens de l'Association des Étudiants Portugais de France[196], devenus enseignants du secondaire ou à l'université. José Vieira m'a invitée à rejoindre l'association, sachant que la problématique m'intéresse. Je l'ai moi-même déjà invité à deux reprises, lors de projections de films et de débats sur la question de la mémoire de l'immigration portugaise[197]. Sont également invités deux autres chercheurs.

C'est seulement au bout de quelques mois après la création de Mémoire Vive/*Memória Viva* que j'ouvre un nouveau journal de terrain pour y consigner les notes prises lors des nombreuses réunions, qui vont avoir lieu durant les trois ans nécessaires à la création du site Internet « Sudexpress : mémoire et histoire de l'immigration portugaise » (avril 2006)[198]. Les quelques notes prises au cours des premières réunions sur des feuilles volantes sont retranscrites et complétées postérieurement dans le journal de terrain : est-ce le temps nécessaire à l'objectivation d'une problématique qui me touche intimement, comme cela a été le cas pour lors de l'enquête menée à Cap Magellan ? Je ne réaliserai pas d'entretiens spécifiques avec les membres de l'association, un corpus d'entretiens biographiques et d'observations sociologiques conséquent existant déjà, auquel je me réfèrerai.

En plus d'assister aux réunions de l'association durant trois ans, je participe par le biais de Mémoire vive au forum des associations de la Mission de préfiguration de la

[196] Officiellement créée en 1982 et dont les activités étaient orientées vers « l'enseignement du portugais aux jeunes scolarisés, la participation au festival des Jeunes Immigrés, l'animation de débats à la demande d'associations d'immigrés » (MUNOZ, 1985).

[197] Groupe d'Anthropologie du Portugal, Maison des Sciences de l'Homme de Paris : 18 janvier 2002, projection du film documentaire « Deuxième génération » (LOPES, 2000) et débat avec José Vieira ; 12 avril 2002, projection-débat autour de « La photo déchirée. Chronique d'une émigration clandestine » (VIEIRA, 2001).

[198] Le Sudexpress étant le train que des milliers d'émigrants portugais ont emprunté pour venir en France.

Citée de l'immigration, dirigée par Jacques Toubon entre juillet 2003 et juin 2004, qui donne lieu à des réunions auxquelles d'autres associations portugaises participent également (dont Cap Magellan et Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy et Environs).

Finalement, je participerai à un atelier cinéma proposé à une vingtaine de jeunes, âgés de 17 ans à 30 ans, d'origine portugaise (en France) et Portugais liés à l'émigration (au Portugal). L'atelier s'inscrit dans le cycle « Mémoires plurielles » développé dans le cadre du programme d'éducation à l'image et aux pratiques cinématographiques « un été au ciné-cinéville », coordonné par ARCADI[199]. Il se déroule pendant les vacances scolaires.

L'atelier a eu lieu entre 2005 et 2006 et s'est mis en place autour de lieux de vie, qui contournent cependant la problématique des « banlieues » : un quartier du 20e arrondissement de Paris où se trouve une association portugaise ; la ville de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), dont l'énorme bidonville est devenu le symbole de l'immigration portugaise des années 1960 ; et la ville de Viana do Castelo, située dans la province du Minho, au nord du Portugal, zone d'intense émigration. À chacun de ces lieux a correspondu un groupe différent de participants (six à sept individus par groupe) et un axe de travail spécifique : deux axes temporels, « aujourd'hui » (Paris) et « hier » (Champigny-sur-Marne), et un axe territorial, « là-bas » (Viana-do-Castelo).

J'y ai participé en tant qu'observateur (le deux premiers axes) puis "spécialiste", rémunérée, en intégrant officiellement le projet pour y diriger les entretiens qui constituent la voix-off des autoportraits[200]. La restitution de bribes de ces récits viendra compléter l'analyse des représentations de l'expérience migratoire vécue par les descendants de migrants portugais, ainsi que l'analyse des récits mémoriels sur l'histoire des aînés.

Cette description des lieux et des logiques de l'enquête montre que mon étude s'appuie sur un type d'ethnographie particulier, fondé sur une démultiplication des

[199] Action régionale pour la création artistique et la diffusion en Ile-de-France. Il s'agit d'un établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France, créé en partenariat avec l'État (Direction régionale des affaires culturelles).
[200] Voir PRIMETENS (2007).

objets d'étude, des espaces et des échelles d'analyse, qui engendre une grande hétérogénéité de sources. Ce choix méthodologique soulève la question des échelles spatiales et temporelles, de la collecte des matériaux maîtrisables par les méthodes de la recherche ethnographique et, avec elle, celle des modalités de l'enquête.

CHAPITRE 2

DONNEES DE L'ENQUETE ET POSITIONNEMENT DU CHERCHEUR

> « Lorsque l'on parle de 'méthode ethnographique', on vise l'ensemble des méthodes empiriques – ou des recettes – grâce auxquelles, en situation d'enquête, l'ethnologue établit entre son terrain et lui la relation scientifiquement la plus rentable » (IZARD, 2000 : 471)

La multiplicité des lieux de l'enquête, en France et au Portugal, s'est imposée dans le cadre d'une analyse des liens maintenus par des groupes et des individus, descendants de migrants, avec le pays d'origine de leurs aînés, et des représentations de l'expérience de la migration vécue et transmise. Une analyse fondée sur l'étude d'espaces collectifs de partage d'une expérience sociale et des revendications identitaires, mais également sur les parcours de vie d'individus non inscrits dans des collectifs d'appartenance de type communautaire. Après avoir précédemment décrit les logiques sous-jacentes à la construction de l'enquête ethnographique et au recueil des matériaux, il s'agit à présent d'analyser les modes de production de données (observation, entretien, collecte de sources écrites), ainsi que les impacts de la posture de l'ethnologue (relation avec mes informateurs, mode d'implication dans la réalité étudiée), sur les connaissances produites par l'enquête.

Bien que peu investie par l'ethnologie française, la problématique migratoire peut être considérée comme un de ces nouveaux objets qui construisent une « ethnologie de la France réelle » (BROMBERGER, 1997), ou « ethnologie du proche », à partir des années 1970[201]. À cette époque, tout le champ méthodologique, conceptuel et épistémologique de la discipline se trouve ébranlé par l'évolution des thèmes et des terrains de recherche[202]. Il s'agit de questionner un mode de connaissance qui s'est

[201] Ou, encore, « ethnologie du soi », établie comme « française », alors que « dans le même temps, dans nombre de pays voisins, elle se posait comme européenne. » (SEGALEN, 1997 : 367)
[202] Voir le numéro de *L'Homme* (1986) : « L'anthropologie : état des lieux ».

constitué sur des observations de terrain intégrées dans une totalité culturelle, à propos de sociétés dites « exotiques » : sans histoire, sans écriture, sans accumulation de savoir sur elles-mêmes, et à échelle réduite. Comment, par exemple, saisir la totalité structurelle d'un objet – comme le spectacle sportif - qui renvoie à une grande masse d'individus formant une unité temporaire ?

> « La configuration, la proximité physique et intellectuelle de ces nouveaux objets nécessite une réévaluation de nos méthodes et sans doute une vigilance particulière […] l'étude du proche doit affronter des problèmes de méthode spécifique, qui donnent encore trop souvent à sa démarche un caractère hésitant, voire claudiquant. Le premier tient à la nature incertaine et floue des corpus de données constituées. » (BROMBERGER, 1997 : 299 ; 308)

De ce questionnement sur les unités d'observation maîtrisables par la méthode de la recherche ethnographique, découle celui sur la méthode de l'observation directe sur le terrain, l'« observation participante »[203], ainsi que sur la distanciation (distance socio-culturelle) à l'égard du sujet - le « regard éloigné » (LEVI-STRAUSS, 1983), comme posture heuristique. La démarche réflexive, « qui prend en compte les structures cognitives du chercheur, son apport subjectif à l'objet d'étude et le processus d'objectivation de la réalité » (GHASARIAN, 2002) devient dès lors intrinsèque à l'ethnologie de « chez soi » ou « anthropologie du proche »[204].

Tous ces problèmes - échelle et unité d'étude, méthode de l'observation directe, question de la distanciation et l'implication du chercheur, mais aussi, recours à des concepts forgés pour analyser d'autres sociétés - traversent cette recherche et nécessitent d'être discutés. Concernant l'implication du chercheur, il s'agira d'expliciter

---

[203] « Les conditions objectives qui rendent, dans une société exotique, surtout si elle est isolée, l'immersion du chercheur inévitable, n'existent pas, ou beaucoup moins, quand l'ethnologue enquête dans sa propre société. » (RAVIS-GIORDANI, 1997 : 363).

[204] « Réflexion qui, bien que dans des contextes théoriques très différents, en raison des références intellectuelles respectives a été menée parallèlement en France et aux États-Unis » (ABELES et ROGERS, 1992 : 8). Aux États-Unis cette réflexion s'inscrit dans l'anthropologie critique dite « postmoderne », qui s'interroge plus spécifiquement sur la relation entretenue avec l'Autre dans une perspective dominant/dominé, et sur l'écriture ethnographique ; sur ce dernier aspect voir : GEERTZ (1973), (1988) ; CLIFFORD et MARCUS (eds) (1986), ainsi que le numéro spécial d'*Études rurales* (1985) : « Texte ethnographique ».

ma posture dans la limite d'une perspective méthodologique semblable à celle préconisée par Jean-Pierre Olivier de Sardan :

> « Le terrain fait se superposer *pour un temps* une entreprise circonscrite de recherche (avec ses 'règles du jeu' méthodologique) et une séquence biographique du chercheur (avec ses règles du 'je' personnelles, et ses formes d'implication particulières, selon des modalités tour à tour poétiques ou émotionnelles, affectives ou affectées, baroques ou burlesque, etc.). Ces deux registres, malgré leurs évidentes interactions, gagnent à ne pas être confondus, et l'explication de leurs relations ne se justifie, si l'on y réfléchit bien, qu'à faible dose, *méthodologiquement parlant.* » (OLIVIER DE SARDAN, 2000 : 442)

2.1. Les formes de l'observation directe

Ainsi, l'enquête de type anthropologique

> « se veut au plus près des situation naturelles des sujets – vie quotidienne, conversations -, dans une situation d'interaction prolongée entre le chercheur en personne et les populations locales, afin de produire des connaissances in situ, contextualisées, transversales, visant à rendre compte du 'point de vue de l'acteur', des représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations autochtones » (OLIVIER DE SARDAN, 1995 : 73).

L'observation directe a revêtu différentes formes, selon les unités d'analyse considérées : l'individu, sa parenté, et ses lieux de résidence, l'association et les rencontres de luso-descendants. La description du déroulement et de la construction de l'ethnographie a déjà montré qu'il ne s'agissait pas d'étudier, dans sa totalité, un groupe social spatialement délimité, à l'image d'une communauté immigrée ou d'un groupe ethnique. Or, on le sait, la méthode de l'observation participante exige une certaine cohérence sociale, de caractère communautaire, du groupe social étudié (PINA-CABRAL, 1983). Dans ce cas, quelle(s) forme(s) a pris l'observation directe ?

La présence prolongée de l'ethnologue sur son terrain, sous une forme qui diffère de l'immersion totale classique dans un seul lieu ethnographique, renvoie à trois situations concrètes : la première, s'inscrit dans le milieu associatif à Paris, dont le prolongement, au Portugal, est celui des rencontres de luso-descendants ; la deuxième

dans le quotidien de mes interlocuteurs en France et au Portugal ; et la troisième dans un village portugais d'émigration.

2.1.1. L'enquête dans des espaces sociaux, spatiaux et temporels divers mais, circonscrits

La première situation de mise en présence prolongée est celle où j'ai pu être « co-actrice », par la participation à des activités communes aux groupes auxquels je me suis intégrée[205] : rencontres entre individus, discussions informelles, débats collectifs, organisation d'évènements comme le forum de Cap Magellan, la Gaypride pour Lusogay, la mise en ligne du site de Mémoire vive/*Memória viva*. Il s'agit de l'enquête s'inscrivant dans le collectif et dans un espace délimité. Alors que dans l'espace associatif, l'observation participante s'inscrit sur de nombreux mois, de manière interrompue, au cours des rencontres de luso-descendants, cette participation est brève (une semaine à chaque fois), mais continue. Ces deux types de temporalités renvoient à des espaces sociaux et spatiaux circonscrits, plus facilement appréhendables dans leur totalité et, portant sur un même objet d'analyse : la construction d'une appartenance collective et la célébration de cette collectivité, en construction. La connaissance de l'historique des associations et des rencontres, la compréhension de leurs objectifs, l'identification des participants et la reconstitution de biographies, l'étude de matériaux discursifs, iconographiques sont les principaux aspects retenus pour l'analyse.

Ces pratiques d'appartenance renvoyant à un « phénomène à temps partiel » (HANNERZ, 1983 : 380) dans l'existence des individus étudiés, la difficulté a donc ensuite consisté à poursuivre l'enquête de terrain en dehors du champ associatif et communautaire, parce que « les sujets regroupés dans cet 'ici et maintenant' appartiennent à une pluralité de situations sociales, qui du point de vue de chacun des sujets, n'ont plus rien à voir l'une avec l'autre » (ALTHABE, 1990 : 127). Cette première situation d'enquête a par conséquent été complétée par une deuxième situation : observer, dans la mesure du possible, la pluralité des situations sociales de ces

[205] À Cap Magellan, Lusogay et Mémoire Vive/*Memória Viva*, j'ai versé une cotisation d'adhésion le temps de l'enquête de terrain.

interlocuteurs, m'imprégner d'expériences de vie, afin de prendre en considération l'ensemble des affiliations identitaires[206].

2.1.2. L'enquête au quotidien

Cette situation d'enquête qui renvoie à un travail de terrain beaucoup plus dilué dans le temps et dans l'espace, vise à prendre en considération les relations sociales entre l'individu, son groupe de parenté, son voisinage, ses cercles d'amis, et les organisations formelles[207], dans la mesure où elles reflètent les différents niveaux d'identification sociale de mes informateurs (famille, lieu d'origine et lieu de résidence, communauté immigrée, communautés portugaises). Elle est réalisable avec des interlocuteurs avec lesquels une relation de confiance a pu être établie dans la durée. Les données recueillies au cours de cette immersion prolongée, qui ressemble davantage à une imprégnation des modes de vie, en France et au Portugal, relèvent de l'intime, de l'individuel et du familial (mode de vie, mémoire familiale, projet de vie). Dans cette situation d'enquête en immersion partielle, qui s'inscrit non seulement dans ma société d'appartenance mais aussi dans mon cadre de vie (à Paris), l'observation se fait plus diffuse, j'attends que mes interlocuteurs me sollicitent, car je vis non pas avec eux, mais à côté d'eux. Dans cette situation d'enquête, je peux difficilement aller au-delà de ce que mes interlocuteurs décident de me donner à voir, mais je peux, par contre, aller au-delà de ce qu'ils décident de me donner à entendre ; j'y reviendrai.

Il est intéressant de revenir ici sur l'idée de la « clôture de la sphère privée », répandue chez les anthropologues du monde urbain[208]. Dans le cadre de cette enquête, c'est à la fois la nature de la relation avec mes informateurs (relation de confiance inscrite dans le temps) et le lieu de l'enquête (proximité ou éloignement de mon lieu de résidence), qui ont eu une incidence sur l'accès qui m'a été donné à leur espace privé ; mais pas n'importe quelle partie de cet espace. La promiscuité des loges de gardiennage dans lesquelles vivent la majorité de mes informateurs parisiens (dans quelques cas, le

---

[206] Dans les cas des Rencontres mondiales et européennes de luso-descendants, je n'ai pas suivi mes interlocuteurs, à l'exception des « Français », dans les pays de résidence, option qui aurait pu constituer le prolongement de cette recherche, dans une perspective comparative sur la « luso-descendance » des descendants de migrants portugais dans le monde.

[207] Perspective qui utilise le concept de « réseau social » pour rompre avec une approche en terme de communauté immigrée ; voir HANNERZ (1983).

[208] Voir DELAPORTE (1993).

logement familial fait l'objet d'un véritable tabou)[209], a constitué un obstacle au fait que je sois conviée ou non dans l'espace domestique en France. Cela semblait poser moins de problème aux individus vivant seuls. Par contre, il m'a été beaucoup plus facile, au Portugal, de pénétrer leur sphère privée, illustrant la fierté qu'ils ont à m'inviter dans la « maison de rêve » construite par leurs parents et de me montrer les terres auxquelles ils sont attachés.

Dans cette situation d'enquête, qui s'inscrit en dehors de mon lieu de vie, je partage le quotidien de mes informateurs et de leurs parents. Ce que mes interlocuteurs me donnent à voir, dans le village d'origine, c'est l'ancrage territorial et social, la continuité généalogique, mais aussi les « *traditions* » locales. Les repas familiaux sont l'occasion de confronter les visions sur l'histoire migratoire de la famille, je les accompagne à la fête annuelle donnée en l'honneur de l'émigrant, ils me montrent le patrimoine de la famille. Cette situation ayant l'intérêt de relativiser des positions souvent exacerbées dans le collectif, notamment celles qui encensent le lieu d'origine, de permettre le recueil de témoignages d'autres membres de la famille (frères et sœurs et parents). En France et au Portugal, les appartenances mises en scène renvoient à des objets différents. Il s'agit d'enquêtes ethnographiques menées durant une semaine dans les villages d'origine au Portugal et chaque fois focalisées sur un seul individu et sa famille.

2.1.3. L'enquête de type monographique

C'est un document sur la *Festa dos rapazes* (Fête des garçons), dans les archives de la Coordination des Collectivités Portugaises de France, à Paris, qui m'a conduite finalement à mener un autre type d'enquête ethnographique, en m'installant durant une quinzaine de jours, à cinq reprises sur une période de trois ans, au nord-est du Portugal, dans un village d'émigration : ce terrain constitue la troisième situation d'enquête de mise en présence prolongée. Un des premiers intérêts de ce terrain réside dans le fait d'être partie seule, et non pas avec un informateur ou sa famille (ou de les avoir rejoints), d'avoir eu à identifier un village où m'installer et de m'y être installée seule. On le sait, les négociations qui entourent l'intégration de l'ethnologue au groupe étudié

[209] Relevant aussi l'attitude protectrice, parfois teintée de honte envers leurs parents, qui s'expriment toujours - pour certains d'entre eux - mal en français.

constituent des matériaux ethnographiques précieux (je reviendrai plus loin et plus spécialement sur ce point, à propos de l'espace « luso-descendant », spécifique en ce qu'il met en scène une forte identification du - et au - chercheur).

À Aveleda il m'est difficile de trouver une chambre ou une maison à louer[210]. Le village est parsemé de maisons vides, aux volets clos : des maisons d'émigrants. Les anciens du village, pourtant intéressés par l'apport financier que la location leur apporterait, expliquent ne pas avoir les conditions suffisantes pour héberger un « chercheur [211]» (ni chauffage central, alors que l'hiver y est rigoureux, ni salle de bains), et la majorité des familles attendent déjà des parents pour les fêtes. Le seul couple d'anciens émigrants (en France), propriétaires d'une maison confortable, et présents lors de mon arrivée, m'ignorent totalement ; par méfiance, m'expliqueront-ils plus tard : « *Quand une personne arrive seule, on ne sait jamais qui vient derrière…* »[212] Après maintes hésitations, un homme d'une soixantaine d'années propose de me prêter (et non louer) une chambre dans une des deux parties de sa maison, divisée du temps où il était séparé de sa femme. Il se dit sensible à ma situation, qui lui évoque ses filles et petits-enfants émigrés en France, qu'il attend d'ailleurs impatiemment, comme tous les ans, pour Noël. C'est mon statut social de lettrée qui constitue à ses yeux une rétribution du service rendu : il souhaite que je conseille ses filles sur la scolarité de leurs enfants, que je reste en contact avec elles, en France, au cas où elles auraient un problème. Finalement, elles m'adresseront à peine la parole. Le

[210] Des collègues portugais m'avaient conseillé de m'installer dans un hameau, situé sur la route de la frontière espagnole, parce qu'y résident plus de jeunes qu'ailleurs. Le hameau est habitué à la présence de touristes et de ce fait davantage engagé dans un processus de patrimonialisation de sa tradition (deux cafés louent des chambres à 25 euros la nuit, l'un d'entre eux ayant pour nom *O Careto*, nom donné aux protagonistes de la Fête des garçons) ; il s'agit aussi d'une conséquence de la présence répétée d'anthropologues depuis les années 1970. Sur place, je comprends que suite au décès d'un des jeunes garçons du groupe, la fête n'aura pas lieu cette année là. Je décide de m'installer dans le village voisin, plus isolé dans une vallée encaissée, où il n'existe pas d'infrastructures, et où je dois négocier mon installation avec les habitants.

[211] *Doutor*.

[212] Dans un article consacré à la propriété, dans le nord-ouest du Portugal (région du Minho), João Pina-Cabral utilise l'étude de cas de la maison, non habitée, qui lui a été prêtée, et non pas louée, après d'âpres négociations. L'anthropologue montre que là aussi le problème n'est pas l'absence d'espace disponible (le village est plein de maisons récemment construites et inhabitées par leurs propriétaires, émigrés en France, en Allemagne ou au Canada), mais de trouver un propriétaire disposé à louer une maison : « Pour les émigrants, l'argent de la location ne compensait pas les risques que ma présence engendrait […] ma simple présence me faisait acquérir des droits sur la maison […] La maison est aussi une entité sociale par le biais duquel s'acquièrent des droits sur l'eau, le potager, les arbres, les chemins, les espaces publics […] Les personnes qui émigrent ne veulent pas perdre tous ces droits. C'est une des raisons qui les conduit à construire des maisons où, dans de nombreux cas, ils n'habiteront jamais de manière permanente » (PINA-CABRAL, 1991: 126 ; traduit du portugais).

fait que j'ai accepté l'hospitalité d'un homme respecté mais à la réputation d'infidèle, fera d'ailleurs l'objet d'une satire, lors des « comédies » (satire sociale sur la place publique) énoncées par les jeunes hommes le jour de la Fête des garçons[213].

L'acceptation de l'ethnologue se fait ici de manière plus brutale, plus immédiate, que dans le cadre associatif, où il a été pour moi moins perceptible, illustrant un processus d'objectivation plus complexe ; là encore, j'y reviendrai. À Aveleda, je suis allée à la rencontre des habitants, tentant d'approcher la réalité migratoire, en repérant les maisons vides et en me renseignant sur leurs propriétaires, en discutant avec les personnes âgées (70-80 ans), dont les enfants sont souvent des émigrants (en France, en Espagne, en Suisse, au Brésil), en attendant avec eux leur arrivée pour les fêtes de fin d'année, mais aussi en observant les va-et-vient des jeunes hommes qui migrent durant la semaine vers une autre région du pays ou vers Madrid (à 300 kilomètres). J'approcherai cette réalité migratoire en ayant, cette fois, le temps de l'inscrire dans un contexte plus large. Il s'agit néanmoins d'un terrain exploratoire, centré sur l'observation d'une fête et la participation des « jeunes » migrants et fils d'émigrants. Il pourrait être intéressant d'envisager, dans la continuité de l'étude d'Yves Charbit, Marie-Antoinette Hily et Michel Poinard (CHARBIT *et al.*, 1997) portant sur le rôle et le poids de la migration dans trois villages portugais, une analyse des registres paroissiaux pour l'étude des mariages des fils d'émigrants et des baptêmes de leurs enfants, et pour une approche plus systématique de ces phénomènes.

Si j'avais accompagné Carlos dans ce voyage au Portugal (ou si je l'y avais rejoint, selon l'autre méthode adoptée), il aurait été beaucoup plus difficile d'analyser la Fête des garçons dans sa totalité, de tenir compte des jeunes « locaux » qui n'y participent pas et des conflits entre « locaux » et « migrants ».

Qu'apporte la comparaison de ces trois situations, considérées comme des situations d'interaction prolongée de terrain ?[214] Nous l'avons vu, les matériaux recueillis sont de nature différente : matériaux discursifs et iconographiques

[213] Ma présence fournit un prétexte pour railler le couple, instable depuis des années. Mais à travers cette « comédie », les garçons me signalent aussi qu'en m'installant dans le village, je participe aux rapports sociaux et en tant que célibataire : au cours de la fête, je serai fustigée une fois avec les vessies de porc gonflée d'air ; les jeunes femmes du village sont frappées à plusieurs reprises.

[214] Le caractère « prolongé » de la mise en présence étant très relatif, variant de plusieurs par semaine sur plusieurs années, d'une semaine continue, à un mois continu.

d'affirmation identitaire, et pratiques (« rituels ») de construction d'une appartenance collective ; trajectoires individuelles, familiales, et modes de vie ; pratique de (re)intégration villageoise des jeunes migrants à travers l'observation d'un rite d'initiation, avant tout parce qu'ils relèvent d'enquêtes de terrain différentes. L'enquête réalisée à Aveleda, village rural isolé d'une centaine d'habitants, mais dont la population migre depuis des décennies, renvoie au type de terrain considéré comme classique (petite échelle sociale, distanciation de fait entre ses habitants et le chercheur, même avec les émigrants de France), plus facilement maîtrisable (au sens d'identifiable), que l'enquête focalisée sur une pluralité de situations sociales de mes interlocuteurs, inscrites dans les lieux différents.

Dans le premier contexte ethnographique, le processus d'objectivation a semblé plus immédiat que dans l'enquête de terrain se rapportant de manière très large à l'expérience migratoire, parce que j'y venais avec une idée très précise, observer la Fête des garçons. Posture méthodologique à l'opposée de celle adoptée au sein de l'espace associatif ludoscendant, qui m'a menée de Paris, à Lyon, Lisbonne et Olhão (espace associatif et des « communautés portugaises »), mais aussi de Paris à sa banlieue et à Clermont-Ferrand, puis aux villages d'origine au Portugal. Une posture aussi caractérisée par la situation de précarité de l'observation participante d'un objet de va-et-vient, qui semble sans cesse se dérober à l'attention du chercheur, dilué dans l'espace et dans le temps.

Pour l'analyse d'un objet à grande échelle sociale et spatiale, une des limites de la méthodologie adoptée renvoie à la difficulté de rencontrer les « invisibles », ceux qui ne s'inscrivent pas dans les espaces associatifs. À Aveleda, au contraire, ceux qui ne participent pas à la fête sont facilement identifiables et presque aussi abordables que les protagonistes.

J'ai déjà évoqué dans le chapitre précédent les procédés d'enquête qui m'ont permis d'entrer en contact avec des individus non engagés dans des pratiques d'affirmation identitaire relatives à l'origine portugaise. La limite de ce procédé étant celle imposée par les individus eux-mêmes, notamment ceux qui sont pris dans un rapport conflictuel avec leurs parents et dans des histoires douloureuses.

À l'occasion d'un dîner organisé par Manuel, auquel je suis conviée, une jeune femme d'une trentaine d'année avait dans un premier temps accepté que nous nous

rencontrions à nouveau pour évoquer sa rupture avec ses parents et avec le Portugal. Mais elle n'a pas donné suite à mes sollicitations et l'occasion de la rencontrer de manière impromptue ne s'est jamais représentée (il s'agit là d'une des limites de l'enquête ethnographique qui s'intéresse aux trajectoires d'individus inscrits dans des réseaux labiles). Je citerai aussi l'exemple de cette jeune femme, que je rencontre un jour où je me rends avec Lionel à Radio Alfa[215]. En l'espace de quelques minutes, celle-ci m'explique que « *la culture d'immigré est lourde à porter : ma mère est concierge et mon père travaille dans le bâtiment* », elle me raconte qu'elle n'est impliquée dans aucune *« association de la communauté portugaise »*, refusant le « *cloisonnement des Portugais* ». Caroline considère ses parents, et les émigrés en général, « *encore plus rétrogrades que les Portugais du Portugal* », surtout lorsqu'il s'agit des filles, et ne comprend d'ailleurs pas « *comment le Portugal peut symboliser la liberté pour de nombreux jeunes d'origine portugaise* ». Elle refusera, cette année, d'aller l'été au Portugal, malgré les attentes de sa mère, parce qu'elle rejette « *le Portugal tel qu'il a été véhiculé par ma famille* », à savoir, « *le village d'origine, alors qu'on ne connaît rien du pays* ». Si ce type de discours ne peut échapper à l'attention du chercheur, il reste néanmoins difficilement exploitable lorsqu'il n'est pas, au moins, complété par des données biographiques qui permettent de contextualiser, dans une trajectoire individuelle et familiale, les paroles d'un discours standardisé, à l'image du discours qui, à l'inverse, encense « *l'origine portugaise* » et le « *retour au Portugal* ». Ce matériau permet, par contre, de faire naître ou de nourrir des intuitions, comme ici, le rejet de la *« communauté portugaise » versus* l'adhésion *« à la culture brésilienne en France »*. Caroline est en effet membre d'une association de promotion de la culture brésilienne, Jangada[216], créée en 1999, qui organise le festival du cinéma brésilien de Paris, raison de sa présence à Radio Alfa.

L'enquête de terrain menée à Aveleda et celle menée auprès d'individus appréhendés en dehors des espaces communautaire, caractérisent en quelque sorte deux

[215] Étudiante en communication dans une université parisienne, née en France (double nationalité), et âgée d'une vingtaine d'années. Elle me précise d'emblée, dans le cadre d'une discussion informelle qui a lieu dans les couloirs des locaux de la radio, qu'elle tient à la francisation de son prénom (Caroline-Carolina en portugais).

216 Mot portugais, d'origine indienne. Radeau portant une cabane d'habitation et muni d'une voile triangulaire, en usage chez les pêcheurs brésiliens (*Le nouveau Petit Robert*, 2003, Paris).

situations ethnographiques opposées. Dans un cas, l'enquête se focalise très largement sur l'observation de pratiques et de modes de vie, nettement moins sur la parole. Dans l'autre, les diverses stratégies – « recettes » - déployées pour recueillir les témoignages de ceux qui ne s'inscrivent pas et/ou ne se sentent pas appartenir aux Communautés portugaises, a rarement permis la mise en place de conditions nécessaires à l'observation participante (situation d'interaction prolongée avec mes interlocuteurs) ; raison pour laquelle, dans certains cas, la parole constitue l'unique donnée de terrain.

2.2. Matériaux oraux et écrits

Qu'il s'agisse d'une parole que j'ai sollicitée, par le biais direct de questions ou par ma seule présence, de dialogues informels entre informateurs, de revendications, de discours formels, institutionnels, ou encore de récits de vie, que j'écoute en tant qu'observateur ou auxquels je participe, la parole et autres énoncés écrits de mes interlocuteurs occupent une place importante dans les matériaux de terrain recueillis.

2.2.1. De l'entretien au récit de vie

Les situations d'entretien répondent à une sollicitation du chercheur à laquelle les individus vont réagir et répondre de manière très différente. Mes informateurs connaissent, de manière plus ou moins précise, les raisons de ma présence et y répondent à leur manière. Ces situations ont soit pris la forme de discussions informelles (généralement retranscrites *a posteriori*), soit d'entretien dirigé par le chercheur, et dans ce cas généralement enregistré. Elles visent à aller à la rencontre des individus et groupes étudiés, à recueillir des donnés objectives et subjectives, à connaître des fragments de vie « des récits d'épisodes biographiques limités choisis en fonction de leur pertinence pour l'enquête » (OLIVIER DE SARDAN, 1995 : 82) : l'engagement associatif, les raisons du retour vers le Portugal, des descriptions de cérémonies de mariage. Mais elle peut aussi concerner l'histoire familiale et celle du sujet : il s'agit dans ce cas non pas de considérer « la vie comme totalité concrète, mais la signification qui lui est donnée après coup » (BERTAUX, 1980 : 213). Ces informations sont considérées comme étant la vision constituée par le sujet à un moment donné de sa vie, avec toute la part de subjectivité, de fiction, que cela comporte. Il ne

s'agit pas de rechercher « une vérité, mais leur vérité », non pas de « recueillir leur façon de voir l'histoire, mais leur manière de dire leur propre histoire » (ZONABEND, 1999 : 15)

Ces énoncés répondent le plus souvent à une sollicitation de ma part. Mais, dans certains cas, comme pour Anabela, ils peuvent être produits de manière spontanée : nous sommes en train de préparer une expédition de courrier (l'envoi du magasine de l'association : le CapMag), lorsqu'elle elle commence à se raconter, et à expliquer son désir de « *rentrer* » au Portugal. Cet énoncé a ensuite été complété par des précisions que je sollicite (histoire des parents, mode de vie, mémoire de la parenté, etc.). Le contexte de l'interaction enquêteur/enquêté oriente, voire délimite, le thème abordé : Michel et Anabela, rencontrés dans le département stages et emplois de Cap Magellan, évoquent surtout les raisons de leur « *retour* » au Portugal. C'est aussi le cas de Sabine, Delphine, Jennifer, Linda et Rita, étudiantes à l'université de Porto, qui abordent cette problématique à ma demande, mais qui spontanément vont davantage évoquer leur rapport à la France qu'au Portugal. Dans ce derniers cas, comme avec les jeunes couples de mariés, je suis allée à leur rencontre avec un objectif beaucoup plus précis, et leurs récits, recueillis par entretiens thématiques, semi-directifs, visent à dépasser l'« insolite » : « c'est de l'insolite dont les sujets parlent et non du familier » (BLOCH, 1995 : 49). Ils constituent l'unique donnée de terrain (description de pratiques, parfois illustrées par des photographies ou des vidéos amateurs). Ces récits recueillis au domicile de mes interlocuteurs (en banlieue parisienne) et dans l'enceinte de l'université (à Porto), viennent souvent corroborer des observations antérieures, la méthodologie adoptée. Le contexte de l'interaction rend difficile l'établissement d'une relation enquêteur/enquêtés dépassant le cadre, formel, de l'entretien.

Des questions ont été plus faciles à aborder que d'autres, comme les raisons d'un engagement associatif, un mariage, un projet de vie, renvoyant au temps présent et à l'avenir. À quelques exceptions près : dans le cas de Helder ou de Deolindo, qui envisagent de mettre en récit l'histoire de leurs parents, ou dans ceux d'Angelina, de Diane et d'Estelle, qui se confient volontiers, dans le cadre d'une relation amicale[217],

[217] « *Je voudrais te raconter la relation que j'ai avec ma grand-mère* » (Angelina). Au cours de langue portugaise, de l'association du Raincy, où j'ai fait sa connaissance, j'avais expliqué brièvement que je m'intéressais à la « mémoire familiale » des migrants portugais.

évoquer ou raconter l'histoire familiale, n'apparaît pas comme un acte volontaire. Même si on ne peut « confondre ce que les gens disent et ce qu'ils savent. Il y a différentes catégories de savoir et chacune d'elles entretient une relation différente avec le langage et l'action » (BLOCH, 1995 : 49)[218].

La durée de l'enquête a permis de compléter ces données, à ma demande[219], lorsque des lacunes apparaissent en cours d'analyse des matériaux biographiques (prénoms des aînés, choix des parrains et marraines, réseaux familiaux d'émigration). Certaines de ces lacunes, concernant l'histoire des parents et des grands-parents, renvoient aux silences de la mémoire, analysés en tant que tels. Des informateurs interrogent leurs parents, comme Angelina, ou Edouard, souhaitant avoir des précisions. En répondant à la demande d'un tiers (celle de l'ethnologue), ces individus s'emparent ainsi de leur histoire familiale et la reconstituent aussi pour eux-mêmes[220]. « Raconter sa vie c'est bien plus qu'être objet d'une recherche pour un chercheur, c'est se faire être sujet » (FILLOUX, 2005 : 141) : comment le chercheur peut-il prendre en compte cette dimension ?

Un jour, dans un café de la Place Saint Michel, à Paris, suite à plusieurs échanges informels au cours desquels nous évoquions notre vie quotidienne de doctorantes, et où Chantal, comme à l'habitude, bavardait, évoquant son histoire de « *fille d'immigrés portugais* » (son difficile parcours scolaire, les rapports parfois humiliants avec les co-propriétaires de l'immeuble dont sa mère est la gardienne, son année universitaire au Portugal, sa relation amoureuse avec un jeune français issu d'un milieu bourgeois et intellectuel), elle me raconte de manière inattendue son intimité familiale. Son récit qui fait suite au décès de sa grand-mère maternelle dont elle n'a pas assisté à l'enterrement au Portugal, est pour moi si inattendu, presque incongru, que je n'ose prendre des notes. Cette situation montre la grande ambiguïté de l'enquête ethnographique menée dans sa

[218] « Nous ne devons pas davantage nous étonner que nos informateurs soient généralement incapables de nous expliquer ce qu'ils font, comme par exemple lors de certains rituels (qu'ils effectuent pourtant parfaitement, le moment venu). La raison tient en partie à l'incongruité des questions de l'anthropologue, mais surtout au fait que leur savoir doit être organisé […] de manière à pouvoir être mobilisé pour la pratique – et donc avec rapidité -, et non pour l'exposer dans le discours. » (BLOCH, *op. cit.* : 49).
[219] Parfois cela se fait par le biais de discussions téléphoniques, d'échanges de courriels.
[220] La situation d'Edouard est particulière. Au moment des entretiens, il mène une recherche historique sur la migration portugaise, sous la dictature, touchant à des questions sensibles des mémoires individuelles et collectives. Il dit ne pas vouloir connaître toute l'histoire de son père avant d'avoir achevé ce travail scientifique.

propre société, quand la confidence se fait dans une situation d'interaction banale quotidienne. Je téléphonerai le lendemain à Chantal, pour lui rappeler que son histoire m'intéresse pour ma recherche, ce qui semble plus évident pour elle que pour moi…

Cette situation d'entretien, où les interlocuteurs sont pris du désir de se raconter et s'emparent de la conduite de l'entretien (BERTAUX, 1980), a été possible avec des informateurs que je rencontre à diverses reprises, sur plusieurs années. Elle permet l'élaboration de récits de vie,

> « témoignage sur l'expérience vécue, mais c'est un témoignage orienté par l'intention de connaissance du chercheur qui le recueille. Cette intention, explicitée dès le premier contact, comprise, acceptée en l'occurrence, est intériorisée par le sujet sous la forme d'un filtre implicite à travers lequel il sélectionne, dans l'univers sémantique de la totalisation intérieure de ses expériences, ce qui serait susceptible de répondre aux attentes du chercheur » (BERTAUX, 1997 : 46).

Le récit de vie se construit comme un puzzle, pièce par pièce, mes interlocuteurs livrant des bribes d'information et construisant graduellement leur histoire : « on sait que faire le récit de sa vie ce n'est pas dévider une chronique des évènements vécus, mais s'efforcer de donner un sens au passé et, par là même, à la situation présente, voire à ce qu'elle contient de projets » (BERTAUX, 1980 : 213). Ce processus, qui requiert du temps et une écoute attentive, se fonde en une relation de confiance : « *Je te fais des aveux parce que je commence à te connaître* » (Manuel)[221]. Avec ces interlocuteurs, j'ai rarement mené des entretiens formels et enregistrés[222].

Ceux qui se racontent le plus volontiers sont souvent ceux de mes interlocuteurs impliqués dans une démarche revendicative de leur origine portugaise, très conscients de ce qui se joue dans la relation enquêteur-enquêté ; ils sont aussi habitués à formuler leur point de vue. Il faut dans ce cas tenter de mettre en évidence les « prêts-à-penser » intériorisés (BROMBERGER, 1997 : 309), les stéréotypes : sur l'intégration ou

[221] Des confidences sur la vie de ses parents – « *leurs conditions de vie pourries* » - et de son intime désir qu'ils rentrent au Portugal ; projet qui échouerait si le frère, déjà au Portugal, décidait de revenir en France (parce que ses études de médecine ne se déroulent pas aussi bien que prévu).

[222] Lors des entretiens formels, il est difficile d'aller au-delà de ce à quoi l'interlocuteur imagine devoir répondre ou donner comme information, comme le montre ce type de réactions : « *Je te donne la réponse qu'on a du te donner beaucoup de fois* » (Sylvia, à propos du « retour » au Portugal) ; « *Un truc qui vous intéressera, elle fait des stages dans les agences de voyage portugaise : elle préfère* » (Sonia, à propos de sa sœur Paula).

l'invisibilité des immigrés portugais de France, sur l'absence de racisme des Portugais, la clandestinité, les bidonvilles, ou encore, la *saudade*[223] :

> — *Le contact avec la musique portugaise, c'était Linda de Suza. J'ai une grande tendresse pour Linda de Suza. Elle fait partie des clichés, mais elle a été un vrai référent, un vrai modèle pour la communauté portugaise. C'est la petite portugaise qui est venue en France et ainsi de suite… Mais j'ai beaucoup de respect pour cette femme, malgré la valise en carton*[224] *et les clichés, elle a été un vrai modèle, un symbole : une espèce d'Amália portugaise [Amália Rodrigues, célèbre chanteuse de fado] : toutes les émotions, la* saudade…
>
> *[…]*
>
> — *Tu parlais de* saudade…
>
> — *Euh….j'aime pas le terme de* saudade*, pour le coup c'est un vrai cliché, c'est devenu un marketing commercial touristique. […] C'est une parole qui a un sens, c'est vrai, mais je trouve qu'on en fait des tonnes avec ce truc là, c'est comme les histoires de l'empire portugais qui n'est plus…. On essaie de faire revivre ça alors qu'il faudrait qu'on s'éloigne de la* saudade, *pour mieux voir ce qu'est le pays de nos parents actuellement… le pays de nos parents c'est le pays où ils ont vécu, c'est donc aussi en partie la France. Moi, par exemple, je vais dire que je vais avoir* saudades *d'un pays que je n'ai pas connu, d'un pays que j'ai connu que partiellement pendant les vacances du mois d'août? Je ne suis pas sûr, je suis attaché à mon Portugal parce que mes parents sont portugais et que je suis prêt à y vivre parce que j'aime ce pays, parce que mes parents y ont vécu, y ont leur histoire, mais je suis très attaché à la France parce que je suis né ici et que c'est là que mes parents ont vécu et que…c'est ici que je les ai vu souffrir, que je les ai vu vivre…avant je disais* saudade, *mais comme un gamin qui a appris le mot et qui a essayé de l'apprendre aux autres, mais maintenant ce mot a moins d'importance, je lui donne moins de sens et en plus il est devenu un terme de marketing national qui est énervant.*
>
> (Entretien enregistré, réalisé avec Deolindo, Paris, juillet 2002)

---

[223] *Saudade*, qui « se traduit à peu près par 'mal du pays', 'nostalgie', 'absence regrettée de quelqu'un ou de quelque chose que l'on aime', 'souvenir (et nostalgie) d'un état de bien-être passé', est l'une des principales figures utilisées aujourd'hui pour parler des prétendues particularités de 'l'âme nationale' portugaise » (LEAL, 1999 : 177). Pour les émigrants, la notion « devint une métaphore de leur appartenance au Portugal » (*ibid.* : 184).

[224] Nom de l'ouvrage autobiographique publié par la chanteuse en 1984, et pas toujours apprécié des immigrés portugais, qui le jugent misérabiliste.

Cet exemple est intéressant en ce qu'il montre la gestion conflictuelle entre l'héritage culturel et la volonté de le relativiser, suite à la prise de conscience de l'idéologie qu'il véhicule[225]. Ce même entretien montre aussi que celui qui se raconte analyse, en même temps qu'il parle, son histoire : en effet, « le sujet ne récite pas sa vie, il réfléchit sur elle tout en la racontant » (BERTAUX, 1980 : 210) :

> *— Je ne sais pas s'ils ont vraiment connu le bidonville de Champigny….ma mère savait me dire à quel endroit il y avait eu des bidonvilles… Donc je ne sais pas s'ils y ont vécu, peut-être que je me raconte des histoires en essayant de donner un contenu à l'histoire de mes parents qui n'existe pas…. C'est pour ça qu'il faut que je passe du temps avec mon père au Portugal et que je l'enr…[enregistre ?], que je le questionne.*
>
> (Entretien enregistré réalisé avec Deolindo, à Paris en juillet 2002)

Anne-Marie analyse le lien entre sa « *bonne intégration au Portugal* » et sa bonne maîtrise de la langue portugaise. Une situation commune aux enquêtés qui possèdent un bagage culturel et ont un recul sur leur propre situation, voire qui l'ont analysée dans la cadre d'une démarche, artistique ou scientifique (comme Edouard à propos de ses parents originaires de milieu sociaux différents et ayant des aspirations très différentes en terme de projet de vie : « *Socialement, je ne sais pas si ça va te plaire, ils sont assez rigolos mes parents* »[226]. Avec José Vieira, il a par exemple été impossible d'aller au-delà d'une confrontation entre deux observateurs (lui et moi) du même objet :

> *- C'est bien, ils sont fiers d'être Portugais, ils ont besoin d'avoir un ailleurs où c'est plus beau, on a toujours besoin d'un endroit plus beau, mais c'est quand même léger. Leur identité, il n'y a pas grand chose dedans, si, il y a le village au mois d'août, ils déconnent ensemble en discothèque…ça demande qu'à aller plus loin, il n'y a rien qui nourrit ça. Ma nièce qui va tous les ans au village, elle a son drapeau [du Portugal] dans*

[225] À l'école portugaise de l'Office des migrants de Créteil (département du Val-de-Marne, 94), un des professeurs de Deolindo s'est engagé artistiquement dans la dénonciation de l'idéologie de l'État nouveau véhiculée par les émigrants, sujet auquel il a consacré un ouvrage : SANTOS G. (2002). À l'instar du folklore et d'autres références liées à l'idéologie salazariste, il ne s'agit pas d'adopter un point de vue critique sur leurs usages mais bien de comprendre le « caractère éminemment actuel de leur pertinence » (AUGE, 1988 : 131, à propos des syncrétismes, cité par BENSA, 1996).

[226] Derrière cet amusement de façade se cache en fait une réelle préoccupation quant aux aspirations individuelles de ses deux parents. Edouard me demande de ne pas enregistrer lorsqu'il raconte les raisons du mariage de ses parents.

sa chambre, ils se retrouvent entre eux, parlent français… Elle a quand même pris le dvd [« La photo déchirée », VIEIRA (2001)], l'a regardé et montré à ses copains. Il y a parfois quelque chose qui se passe, mais pour moi c'est un peu creux …Mais peut-être qu'Irène va me dire : non, tu n'as rien compris ! » (Entretien réalisé avec Eduardo Caetano da Silva, enregistré à Paris en juin 2006)

Dans le cas des dirigeants associatifs, il a aussi été difficile de dépasser la parole publique et d'accéder à leurs histoires familiales (à l'exception de Helder et de Deolindo, cas déjà évoqués), qui apparaissent souvent comme encombrantes. Pour Lionel, Saúl, ou encore le président de l'association du Raincy, un grand décalage existe entre l'image qu'ils donnent à voir d'eux-mêmes et leur milieu d'origine (familles populaires, parents qui s'expriment assez mal en français). La confidence – sollicitée - a pu conduire à une situation de rupture avec mon interlocuteur :

— Je ne comprends pas, je n'ai jamais pu parler comme ça à quelqu'un... [Lionel pleure] Je n'arrive pas à dire à mon père que je l'aime...Ma mère je peux lui dire avec des poèmes. (Echange informel avec Lionel, Paris, février 2000)[227]

Après cet échange qui a eu lieu dans un bar de la capitale, je rencontrerai Lionel à l'occasion de soirées associatives, mais plus jamais seule. Il ne m'aura jamais raconté l'histoire de ses parents, que je n'ai d'ailleurs pas eu l'occasion de rencontrer[228]. La représentation qu'il a de son passé (peu valorisante) paraît peu compatible avec le personnage public qu'il s'invente, en rupture avec son milieu d'origine (attitude vestimentaire, modèle de voiture) : à l'époque, il était animateur Radio Alfa, spécialiste de la musique lusophone, avait créé l'association Accord'Art, écrivait des chansons pour un artiste d'origine portugaise ; il deviendra quelques années plus tard lui-même chanteur. Peut-être aussi qu'évoquer avec moi son histoire, était-ce entrer dans une relation enquêteur/enquêté qu'il ne souhaitait pas. En effet, il attendait, d'une part, que je m'implique dans son projet associatif, en m'invitant à être membre du conseil

[227] Le lendemain, il me téléphone pour me dire qu'il avait trop bu, et qu'il m'avait probablement « *raconté n'importe quoi* ».

[228] Lorsque nous avions rendez-vous, quand je l'accompagnais à son émission de radio, à Créteil (Val-de-Marne, 94), parfois à proximité de chez lui, jamais il ne m'a invitée à entrer. Je me souviens même l'avoir attendu plusieurs heures dehors, alors qu'il devait remplacer sa mère à l'improviste dans sa loge de gardienne.

d'administration (invitation argumentée par le fait que je suis moi-même portugaise, mais surtout diplômée, illustrant cette volonté de changer l'image des Portugais en France) ; invitation que j'avais déclinée.

2.2.2. Journaux associatifs, presse des Portugais de France et Internet

La parole recueillie dans les diverses situations d'entretien a pu être complétée par d'autres productions, écrites, orales et visuelles, de mes interlocuteurs. Le journal associatif de Cap Magellan, mensuel créé en 1992, constitue en lui-même une source précieuse, qui synthétise les objectifs officiels de l'association, l'analyse discursive et iconographique revêtant un intérêt particulier au niveau de la construction d'images du Portugal et de la culture portugaise auxquelles ces jeunes « luso-descendants » s'identifient[229]. Au moment de l'enquête, le magazine a aussi été pratique en tant qu'agenda des évènements culturels (concerts, sorties d'albums musicaux, publications d'ouvrages), sportifs (matchs de football), politiques (appels citoyens à participer lors des différentes élections, visites officielles de membres du gouvernement portugais en France), auxquels les lecteurs luso-descendants sont conviés.

Rôle que joue aussi la presse, hebdomadaire ou mensuelle, issue de l'immigration et distribuée gratuitement dans les banques et les consulats portugais, ainsi qu'à domicile. Ces journaux publient l'actualité de la population portugaise de France (ou d'autres pays, selon les journaux considérés), et l'actualité évènementielle du Portugal. Entre 2000 et 2004, j'ai pu ainsi consulter les journaux : *Encontro* (*das Comunidades de Língua Portuguesa*)[230], *Opinião* (*de França*) : *Luso Informação*[231], *Portugal Sempre* : *O Jornal da Comunidade Portuguesa de França*[232], *Vida Lusa*[233] *:* Magazine bilingue, et, de manière systématique, depuis sa création en septembre 2004, le *LusoJornal :* Journal bilingue des Portugais de France[234], diffusé sur support papier et en ligne[235]. La presse nationale et régionale portugaise, au Portugal, a aussi constitué une source, exploitée

[229] Distribué à cinq mille exemplaires en 2000, trente mille en 2002.
[230] Rencontre des Communautés de langue portugaise.
[231] Opinion (de France) : Information luso.
[232] Portugal toujours : le journal de la communauté portugaise de France.
[233] Vie lusa.
[234] Dont le directeur de publication est l'ancien directeur exécutif de la CCPF (Coordination des Collectivités Portugaises de France) et l'actuel président du Conseil des Communautés Portugaises dans le monde.
[235] http://www.lusojornal.com

principalement en ce qui concerne les publications des mois d'été, éclairante sur la problématique de la place des émigrants et des luso-descendants dans la société portugaise et des représentations collectives dont ils font l'objet.

Internet n'a pas constitué un terrain d'enquête dans la perspective d'une approche ethnographique[236], bien que le nombre d'espaces virtuels destinés à un public franco-portugais et aux Portugais à l'étranger augmente : sites associatifs (Cap Magellan, Association récréative et culturelle de Fontenay-sous-Bois), « portail sur la communauté portugaise en France », comme « Portugal Vivo » et « Portugal Mania », site du Secrétariat d'État aux Communautés Portugaises et son « blog d'information pour la jeunesse luso-descendante »[237]. Internet fonctionne comme support collectif permettant aux membres de « communautés » de luso-descendants dispersées, d'entretenir des rapports malgré la distance. À l'issue de la troisième rencontre mondiale de jeunes luso-descendants, les participants restent en contact, à travers un espace de communication, *diálogo* (dialogue), créé par les promoteurs de la rencontre, de manière soutenue la première année (plusieurs centaines de courriels échangés). Un principe déjà utilisé par les organisateurs des rencontres européennes.

Les données recueillies sur ces listes de discussion et ces sites, constituent généralement des matériaux annexes, qui viennent compléter et illustrer, mais souvent de manière plutôt anecdotique, les données recueillies par le biais de l'enquête de terrain. Comme certains sujets questionnés sur le « Forum » de discussion de Portugal Vivo : *Porquê tanta saudade* ?[238] (juillet 2001) ; « Retour au pays » (septembre 2002) ; « Projet sur les luso-descendants », une discussion lancée le 23 janvier 2005 par une internaute souhaitant écrire un livre sur les « luso-descendants » (trente-quatre réponses, de sept interlocuteurs différents, au 1er février 2005). J'y devine les interventions de certains de mes informateurs, dont Deolindo et Helder, militants associatifs, qui utilisent aussi cet espace pour défendre leurs idées et s'interpeller, comme ils le font par le biais de la presse communautaire. L'un d'entre eux utilise d'ailleurs une de mes

[236] Pour une telle approche, voir par exemple : MILLER et SLATER (2000).
[237] www.juventudelusodescendente.blogspot.com, puis : http://www.secomunidades.pt/blog/
[238] Pourquoi tant de *saudade* ?

communications, dont le compte-rendu se trouve sur Internet[239], pour illustrer ses idées dans le forum de discussion « Luso-descendance, kesako ? », de Portugal Vivo (janvier 2005).

Internet a aussi été un espace intermédiaire avec le terrain "réel", en me permettant de rester en contact avec certains de mes interlocuteurs qui m'envoient de leurs nouvelles lorsqu'ils partent à l'étranger (c'est le cas le Manuel lorsqu'il est en Allemagne), et me font partager des échanges collectifs (rendez-vous pour les matchs de football, pour les vacances au Portugal**)**. Les « lettres d'information » envoyées par les associations (la « newsletter » de CapMagellan, complément hebdomadaire du magazine mensuel, la lettre d'information de Mémoire Vive/*Memória Viva*), les échanges internes entre les membres des associations Lusogay, Mémoire Vive/*Memória Viva*, complètent là encore des données recueillies au cours de l'enquête directe. Je reçois aussi les informations envoyées par le Parti Communiste Portugais (liste de diffusion pour l'émigration), sans savoir par quel biais j'en suis devenue destinataire. Seuls les sites Internet de Mémoire Vive/*Memória Viva* : « Sudexpress : mémoire et histoire de l'immigration portugaise», et celui du « Musée de l'émigration » de la ville de Fafe, au Portugal, qui existent uniquement sous cette forme virtuelle, ont fait l'objet d'une analyse plus approfondie.

2.2.3. Production artistique

La production artistique des enfants de migrants portugais de France (littérature, cinéma, théâtre, chanson) n'a pas fait l'objet d'une recherche systématique (à partir d'un recensement exhaustif), raison pour laquelle sera traité uniquement celle évoquant et s'inscrivant dans cette histoire migratoire. Mon attention s'est portée sur ce phénomène parce que mes interlocuteurs y participent (le cinéaste José Vieira, les deux frères du groupe de rap La Harissa), y font référence (dans la bibliothèque du site de Mémoire Vive/*Memória Viva*). Le film « Portugaises d'origine » (GORDEY, 1984) ainsi que les films de José Vieira (VIEIRA, 1984, 1986, 1987, 1989, 2001, 2005), dont les premiers renvoient à la même période du mouvement « thos » que le film réalisé par Serge Gordey, ont constitué des matériaux qui viennent illustrer un positionnement identitaire

[239] Groupe de recherche « Histoire et mémoire(s) de l'immigration », dirigé par Mme. M.C. Blanc-Chaléard et M. P. Milza, Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle, Fondation de Sciences Politiques de Paris, novembre 2002.

et générationnelle par rapport à une expérience migratoire collective[240]. À partir du début des années 2000 cette production artistique, notamment celle littéraire et cinématographique, se multiplie. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que c'est cet objet, la production littéraire des « Luso-Descendants » des États-Unis et de France, et les représentations « de la terre des géniteurs » (MENDES, 2004) que ces fictions véhiculent, qui retient l'attention d'une des rares recherches menées récemment, au Portugal, sur les descendants d'émigrants[241]. Ces matériaux ont été intégrés à l'analyse générationnelle du travail de mémoire des descendants de migrants portugaise en France.

Les écrits de mes informateurs, dont ceux de Rosa et de José Manuel[242], les paroles des chansons du groupe de rappeurs La Harissa, qui utilisent la mémoire de l'immigration portugaise, à l'instar des publications récentes d'ouvrages et productions de films, ont été exploités à des degrés divers, selon qu'ils aient ou non fait l'objet d'une présentation publique, dans certains cas officielle, en présence de personnalités institutionnelles portugaises. Certains des militants et dirigeants associatifs « Portugais », « Portugais d'origine » ou « luso-descendants » sont aussi auteurs d'articles relatant leur expérience dans des revues et ouvrages consacrés aux phénomènes migratoires (publications généralistes ou plus spécifiquement portugaises), qui publient à la fois des témoignages de militants associatifs[243], d'acteurs politiques et des articles de recherche universitaire. C'est notamment le cas des publications de l'ADEPBA (Association pour le Développement des Études Portugaises, Brésiliennes, d'Afrique et d'Asie Lusophones, créée en 1973)[244], de l'association Interaction France-Portugal (1983-2002)[245], et de la revue *Latitudes* : *Cahiers Lusophones* (créée en

[240] C'est a cette même période que nait la compagnie de théâtre bilingue (franco-portugais) Cá e Lá (Ici et ailleurs ; Ici c'est ailleurs) avec des pièces de théâtre engagées.
[241] Voir aussi MENDES (2003).
[242] « Antologia do Círculo dos Poetas Lusófonos de Paris», Éditions Lusophone / Cercle des Poètes Portugais de Paris, 2004, 327 p.
[243] Sebastião CARVALHO, 1987, « Les étudiants portugais en France et la communauté portugaise immigrée », *Hommes et Migrations*, n° 1108.
[244] Voir l'article sur Cap Magellan : Hermano SANCHES RUIVO, « Les enfants d'origine portugaise et la réussite scolaire. Etude de cas : l'exemple de CAP Magellan », in actes du Colloque, *Images réciproques France-Portugal*, Paris : ADEPBA, 1992, pp. 409-411.
[245] Carlos PEREIRA, (débat avec), « Les jeunes d'origine portugaise et la société française », in *Les familles portugaises et la société française*, B. de VARINE (coord.), Paris : Interaction France-Portugal / Editions W, 1997a, pp. 68-74. ; « Vers une biculturalité Franco-Portugaise ? », *Hommes et Migrations*, n° 1210 : « Portugais de France », nov.-dec. 1997b, pp. 78-85 ; « La double appartenance culturelle : la

1997)[246]. Les écrits des dirigeants associatifs (Cap Magellan, la Coordination des Collectivités Portugaises de France, Lusogay) constituent autant de formulations publiques de leurs idées et viennent compléter les observations et entretiens recueillis auprès d'eux, au moment de l'enquête de terrain.

2.2.4. Travaux universitaires

Parmi les productions écrites analysées, il convient de citer, finalement, les travaux universitaires d'étudiants Portugais et d'origine portugaise, faisant référence à ce phénomène migratoire. Ce point me permet d'aborder un aspect particulier de la restitution de ma recherche, et déjà évoqué à travers les sources Internet, phénomène relativement récent, mais auquel les chercheurs seront de plus en plus confrontés, celui d'être « référencé » sur Internet. J'ai été de ce fait régulièrement contactée en tant que "spécialiste" par des étudiants, nombreux dans les départements de langue et civilisation portugaise/lusophone, qui choisissent parfois de traiter de sujets en lien avec l'immigration portugaise dans leurs mémoires de licence ou de master : sur l'intégration et la double culture[247], la réussite scolaire[248], le « retour » des enfants de migrants au Portugal[249], mais aussi l'apprentissage de la langue portugaise, les femmes et la migration, l'école sous Salazar, et diverses monographies de « communautés » portugaises en France[250]. Le phénomène illustre d'ailleurs la présence croissante des enfants d'immigrés Portugais dans les universités françaises. À l'instar du mémoire d'Annabelle Nogueira : « Le rêve portugais. Ses motivations sont-elles seulement utopiques ? », leurs travaux de recherches sont souvent motivés par des raisons personnelles et fondées sur l'expérience de vie de leurs auteurs. Annabelle N. relate le

---

démarche de la CCPF », in Lieux de vie et circulations des Portugais de France, B. de VARINE (coord.), Paris : Interaction France-Portugal, 2000, pp. 171-174.

[246] Arlindo CONSTANTINO, « La double appartenance franco-portugaise », *Latitudes : Cahiers Lusophones*, n° 18, septembre 2003, pp. 17-18.

[247] Fernando SILVA-SIMÕES, « Portugais et luso-français : intégration, identité et double culture », mémoire de maîtrise en Sciences de l'éducation, sous la direction de M. Luis Chacou, Université Paris 8-Saint Denis, 1996, 170 p.

[248] Sandra Cruz BARBOSA, « La réussite scolaire de cinq jeunes filles issues de l'immigration portugaise », mémoire de maîtrise en Sciences de l'éducation, sous la direction de Mme. Laurence Gavarini, Université Paris 8-Saint-Denis, 1997, 84 p.

[249] Annabelle, NOGUEIRA, « *The Portuguese Dream : Are their motives just utopia ?* », mémoire de maîtrise en Langues étrangères appliquées, sous la direction de M. Loreau, Université de Paris X-Nanterre, 2001, 20 p.

[250] Lucilia Da SILVA, « L'immigration portugaise à Metz de 1961 à 1986 » mémoire de maîtrise, Université de Metz, 2001 ; « L'immigration portugaise en Seine et Marne après 1960 », mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Marne la Vallée, 2001 (nom de l'auteur non précisé).

départ vers le Portugal « *d'une grande partie de ses copains, cousins et de son frère, avec le baccalauréat en poche pour y faire carrière* », un des buts poursuivis par l'étudiante étant de montrer qu'« *ils n'ont aucune raison valable pour m'expliquer leur désir de repartir* »[251]. Ces motivations sont quelque fois argumentées en introduction ou avant-propos de ces mémoires :

> « L'immigration vers la France, dans ma famille, a commencé avec la venue de mon grand-père en 1962. Le point de chute a été à ce moment-là, Conflans-Sainte-Honorine, dans le département des Yvelines. Comme il était de coutume à cette époque, mon grand-père, en compagnie d'un groupe de personnes originaires de la même région, a passé illégalement, a salto, la frontière luso-espagnole avec 'l'aide' d'un passeur.
>
> Le choix du sujet de ce travail n'est donc pas innocent, il a été surtout motivé par le fait que je suis moi-même entre deux cultures et que je ressente un fort sentiment d'appartenance vis-à-vis de la culture portugaise, ma culture d'origine, tout en me sentant Français à part entière, mais avec ce petit plus qui me caractérise par rapport aux Français de souche qui est 'l'autre culture', l'autre appartenance, l'autre refuge identitaire qui permet peut-être une sorte d'évasion de la réalité et l'accession au mythe, celui des origines.
>
> Cette situation d'entre-deux cultures m'a amené à me poser certaines questions, par exemple : ce fort sentiment d'appartenance à la culture de mes parents ne serait-il pas motivé par l'éloignement du pays d'origine, et donc par la prise de conscience de l'appartenance à ce pays, notamment dans le 'regard' des autres (aussi bien Portugais que Français ?) » (SILVA-SIMÕES, 1996 : 8-9)

> « Cette recherche est liée à mon vécu. Issue moi-même de l'immigration portugaise, d'un milieu ouvrier, je suis actuellement en maîtrise après avoir effectué un parcours des plus classiques. Or mon frère aîné a eu un parcours scolaire plus chaotique marqué par l'échec scolaire : LEP. Il est aujourd'hui ouvrier. On peut alors se demander pourquoi deux parcours si antinomiques dans un même contexte familial. » (BARBOSA, 1997 : 5)

[251] Entretien réalisé en mars 2001 à la bibliothèque de l'Université Paris X-Nanterre. Je rencontre alors Annabelle N. afin de lui prêter des ouvrages pour la rédaction de son mémoire.

Au département d'études portugaises et brésiliennes de l'Université de Paris X-Nanterre, le Professeur Idelette Muzart Fonseca dos Santos dirige un séminaire sur « la mémoire orale » où les étudiants, une dizaine, en majorité enfants de migrants portugais, sont invités à interroger leurs mémoires familiales en réalisant un entretien (enregistré) avec un parent. Trois des présentations portaient sur l'émigration et sur la guerre coloniale menée par le Portugal en Afrique. Le professeur évoque la dimension « *thérapeutique* » du séminaire. Je participe aussi à la projection du film « La photo déchirée. Chronique d'une émigration clandestine » (VIEIRA, 2001), dans le cadre du département de portugais de l'Université de Paris VIII-Saint-Denis[252], suivie d'un débat avec le réalisateur. Dans ces deux cas, ma présence relève, pour les organisateurs, de la participation en tant que « spécialiste » de la question, dont on attend des commentaires, alors que je l'appréhende comme un objet d'étude, où j'observe les participants et recueille la parole échangée. Cette position ambiguë deviendra fréquente lors des nombreux débats organisés à l'occasion de projections de films ou de présentations d'ouvrages sur l'immigration portugaise, de débats organisés au sein de l'espace associatif et dans les centres culturels portugais[253].

J'ai moi-même ressenti cette dimension thérapeutique, cette « relation de conseil » ou « relation thérapeutique » (BEAUD et WEBER, 1998), dans ma relation avec certains informateurs, notamment dans le cadre de l'atelier cinéma, de réalisation d'autoportraits. Une autre situation limite s'est aussi présentée, lorsque j'ai été contactée, par courriel, par une jeune femme que finalement je ne rencontrerai pas :

> *« Je suis d'origine portugaise, la seule de ma famille à être née en France et actuellement plus qu'avant, j'ai des difficultés à vivre cette 'double-culture' […] bientôt j'aurai le statut de cadre supérieur, étant issue d'un milieu extrêmement pauvre je vis par ailleurs assez mal ce changement […] »* (juin 2001) ;

[252] Cours d'histoire et civilisation portugaise, de Mme Cristina Clímaco, janvier 2002.

[253] Position qui est loin d'être toujours productive du point de vue de l'enquête de terrain, comme le montre ma participation au débat « L'image des Portugais » organisée dans la cadre du Salon du Livre de Blanzat (Auvergne), en décembre 2001, par le Département d'études portugaises, brésiliennes et luso-africaines de l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand. L'organisateur m'ayant aidé dans le cadre de mon enquête, je peux difficilement décliner son invitation. Dans ce cas, si j'ai pu recueillir un discours universitaire sur l'image de la culture (savante ou populaire) portugaise en France, ainsi que des témoignages du public, il m'a été quasiment impossible d'accompagner les étudiants d'origine portugaises qui participaient aussi à l'événement (lectures d'auteurs portugais) et dont certains, à l'instar de Gina, étaient devenus des enquêtés privilégiés.

« Il m'est malheureusement arrivée des ennuis, comme quoi le fait de chercher à comprendre ses origines révèle l'existence de problèmes plus graves. […] je garde cette envie de vous rencontrer afin de pouvoir partager expériences et connaissances » (juillet 2001)[254].

Finalement, l'existence de travaux de recherche (non publiés) questionne l'état de la recherche sur l'immigration portugaise en France - pour quelle raison existe t-il relativement peu de travaux sur l'histoire de cette immigration ? -, mais aussi le fait que la majorité des travaux menés actuellement sur ce phénomène (dans le cadre d'approches historique, politique, sociologique et anthropologique) soit menés par des chercheurs issus de cette migration. Il ne me semble pas que toutes ces initiatives, dont la mienne, soient « présentées explicitement comme une marque de fidélité aux origines. » (NOIRIEL, 1992 : 293). Alors, cette évolution s'insère-t-elle, en partie, dans la tendance à une histoire identitaire venue de l' « ego-histoire » (NORA (dir.), 1987) ? Ou dans celle du « devoir de mémoire » des jeunes issus de l'immigration, « de quêtes mémorielles intellectualisées d'une génération qui désire réinscrire son histoire dans la mémoire nationale française, peut-être trop poussée à l'oubli de cette immigration ?[255] Ou encore, sommes-nous face au choix d'un sujet de recherche marginal – thèse de l'« illégitimité » de l'immigration comme objet de recherche, développée par SAYAD (1997) - par des fils d'immigrés eux-mêmes marginaux dans le champ académique ? Bourdieu nous rappelle en effet que

> « […] nos choix en apparence les plus personnels, les plus intimes, et, par là, les plus chers, celui de notre discipline, de nos sujets de prédilection […] de nos orientations théoriques et méthodologiques, trouvent leur principe dans des dispositions socialement constituées où s'expriment encore, sous une forme plus ou moins transfigurée, des propriétés banalement sociales, tristement impersonnelles » (BOURDIEU, 2003 : 46)[256].

---

[254] Cette jeune femme raconte dans ce courrier qu'elle a été « hospitalisée » à Sainte-Anne.

[255] Question que je pose à mes collègues du groupe de recherche EPOCA, qui a pour vocation de réunir des chercheurs autour de travaux et d'échanges sur le Portugal contemporain et les présences portugaises en France : voir, EPOCA (ed.) (2003), composé uniquement par des chercheurs issus ou personnellement liés à cette histoire migratoire. À l'exception d'un seul d'entre nous, fils de fonctionnaires européens, dont la recherche ne porte d'ailleurs pas sur la migration portugaise, et selon lequel : il « *existe une différence entre les expatriés* [dont il est] *et les émigrés : mais entre compatriotes on fait comme si…* » (Paris, décembre 2003).

[256] « L'objectivation participante se donne pour objet d'explorer, non ‹l'expérience vécue› du sujet connaissant, mais les conditions sociales de possibilités (donc les effets et les limites) de cette expérience

2.3. Mode d'implication du chercheur et rôle assigné

La connaissance ethnographique est fondée sur une intersubjectivité et il est aujourd'hui de plus en plus fréquent, dans les écrits anthropologiques, de voir le chercheur objectiver sa propre subjectivité :

> « En proscrivant toute référence ouverte à sa subjectivité, l'ethnologue se condamne […] à laisser dans l'ombre ce qui fait la particularité de sa démarche au sein des autres sciences humaines, c'est-à-dire un savoir fondé sur la relation personnelle et continue d'un individu singulier avec d'autres individus singuliers, savoir issu d'un concours de circonstances à chaque fois différent, et qui n'est donc strictement comparable à aucun autre, pas même à celui forgé par ses prédécesseurs au contact de la même population. » (DESCOLA, 1994 : 17)

Il ne s'agit pas pour autant d'un retour intimiste sur l'expérience vécue, mais d'une tentative de prise en compte de ce qui dans les relations, toujours complexes, qui se nouent entre observateur et observés, entre l'observateur et "son" terrain, renseigne sur l'objet d'étude. Or, il y a à la base de cette recherche, outre la démarche personnelle qui est l'implication de tout ethnographe en tant qu'individu, une histoire personnelle, un vécu intime, un instant refoulé, comme s'ils rendaient moins légitime cette démarche scientifique. Le problème n'est pas de comprendre – pour le moins, ici - les raisons ayant présidé à ce choix, mais de considérer les impacts, dans une perspective méthodologique, de cette partie de moi-même dans la production des données ethnographiques :

> « Dans cette situation [quand le chercheur est lui-même issu de la société qu'il étudie], l'ethnologue est, malgré lui, impliqué au premier plan dans son étude et il est dès lors illusoire, mais significatif, de ne vouloir décrire et analyser que de l'extérieur. Cette attitude supposerait dans les faits que le chercheur veut cacher ses propres choix pour donner une apparence de neutralité à ses résultats et, sans doute, paraître plus persuasif.

---

et, plus précisément, de l'acte d'objectivation. […] Ce qu'il s'agit d'objectiver, en effet, ce n'est pas l'anthropologue faisant l'analyse anthropologique d'un monde étranger, mais le monde social qui a fait l'anthropologue et l'anthropologie consciente ou inconsciente qu'il engage dans sa pratique anthropologique ; pas seulement son milieu d'origine, sa position et sa trajectoire dans l'espace social, son appartenance et ses adhésions sociales et religieuses, son âge, son sexe, sa nationalité, etc., mais aussi et surtout sa position particulière dans le microcosme des anthropologues. » (BOURDIEU, 2003 : 45)

Sachons que l'objectivité la plus stricte passe nécessairement par la subjectivité la plus intrépide. Ainsi se trouvera évité un double écueil : celui de la psychologisation totale du terrain ou, à l'autre extrême, celui de la totale soumission au discours de l'Autre. » (ZONABEND, 1985 : 37).

2.3.1. Changer de nom

Avant d'aborder la question de mon implication sur le terrain, j'évoquerai toutefois un aspect très personnel, qui touche à la fois à ma démarche scientifique et à mon identité la plus immédiate : mon nom.

À l'instar de beaucoup d'enfants de Portugais en France, j'ai été enregistrée à l'état civil français, selon la coutume française, sous le seul nom patronymique de mon père : Dos Santos. C'est à l'écriture « à la française », avec une majuscule à « Dos », qui a été retenue par mes parents dans l'usage quotidien et m'a été apprise, devenant, sous cette forme, cet attribut irrémédiablement lié à moi même (ZONABEND, 1980 : 7).

> « En France, les migrants doivent respecter la loi française. Ainsi à la mairie, ils doivent enregistrer l'enfant avec le nom porté par le père sur sa carte de résident étranger. » (CARREIRA et TOME, 1994 : 135)[257]

J'ai aussi été enregistrée, par mon père, à l'état civil portugais (au consulat de Versailles), mais là aussi, sous un des deux seuls noms, celui patronymique, de mon père : dos Santos (son nom complet étant : Rufino dos Santos), et ce alors qu'au Portugal, l'enfant légitime porte respectivement les noms de la mère et du père. Une coutume que pratiquent les émigrants en France à l'enregistrement de leurs enfants à l'état civil portugais. Ma mère raconte qu'elle n'a pas souhaité transmettre son patronyme comme l'aurait voulu la tradition portugaise, bien que cette pratique soit compatible avec la loi et la coutume néerlandaise[258]. Un choix argumenté par la raison de la facilité, par mes parents et rejoignant, en fait, la pratique française.

Au-delà de ce cas personnel, il semblerait que les familles portugaises, plus particulièrement, leurs enfants nés en France, aient, plus souvent, retenu à l'oral l'usage

[257] « […] le nom de la carte de séjour n'est pas toujours celui par lequel le père est connu par les services portugais car, d'une façon un peu arbitraire, on a coupé ou changé l'ordre des noms. » (*idem*)

[258] Aux Pays-Bas, l'enfant légitime prenait, selon la coutume, le nom de son père. Toutefois, les parents pouvaient décider qu'il porte le nom de sa mère ou leurs deux noms, reliés par un trait d'union et dans l'ordre souhaité (FESCHET, 2004).

français d'un seul patronyme, même lorsqu'ils se trouvent au Portugal. Or, dans le cas des patronymes avec une préposition (particule onomastique, le plus souvent d'origine non nobiliaire), s'identifier sous le seul nom « dos Santos », « de Sousa », « da Cunha », n'est pas usuel au Portugal, le « dos », comme le « da » ou le « de » étant dans la majorité de ces cas retenu, dans la pratique, en tant qu'article de liaison entre deux noms. Cette transformation dans l'usage des noms portugais étant spécifique au contexte de l'émigration (ainsi que dans les anciennes colonies portugaises), il devient, dans ce cas, et plus que jamais, un « classificateur social » (ZONABEND, 1980) au Portugal : un stigmate[259].

Parce que m'identifier comme « Irène Dos/dos Santos » me stigmatisait socialement en tant que fille d'émigrant dans le champ académique portugais[260], un collègue portugais me conseilla, pour une question de légitimité, de m'identifier sous le nom de « Irène Santos », ou bien, et cela apparaissait comme être la meilleure option, sous le nom de : « Irène Strijdhorst dos Santos ». Outre le fait de respecter la coutume portugaise, ajouter, de manière tout à fait officieuse, le nom patronymique de ma mère me distinguait culturellement - et de ce fait, dans ce cas précis, aussi socialement -, au sein du champ de l'émigration, et permettait de contourner l'obstacle social que représentait mon nom patronymique de fille d'émigrant dans le champ académique portugais.

Une jeune femme, une artiste rencontrés alors qu'elle préparait un spectacle – « La petite fille d'immigrée » -, issue comme moi d'un couple mixte (père portugais, mère française) a aussi attiré mon attention sur le fait qu'obtenir ses papiers d'identité portugaise, lui faisait se réapproprier le nom de… sa mère[261].

Aujourd'hui, je m'identifie auprès de mes interlocuteurs portugais et signe mes publications portugaises avec ce "nouveau" nom, par contre c'est sous mon nom hérité, mais réapproprié : "dos Santos", que je présente, en France, cette thèse. Au-delà de cette question finalement très personnelle de mon positionnement face à l'héritage familial,

[259] L'émigrant faisant l'objet de représentations déprécatives de la part des Portugais résidents, traduction d'une lutte symbolique de classification sociale au sein de la société portugaise (GONÇALVES, 1996).

[260] La société portugaise reste encore très marquée par la hiérarchisation sociale, visible dans les termes d'adresse : *Sr. Engeneiro* (Monsieur l'Ingénieur), *Sr. Doutor* (Monsieur le Docteur, pour celui qui détient un diplôme universitaire, à partir de la licence). Bien que l'université se soit ouverte aux classes populaires, depuis les années 1980, elle reste encore très marquée par la différenciation de classe.

[261] De nationalité française de naissance, Elsa Pereira a demandé la nationalité portugaise à l'âge de trente ans, après le décès de sa grand-mère portugaise, et au moment où elle écrivait une pièce de théâtre à la mémoire de celle-ci (prévue pour 2010).

c'est la question de la capacité de pouvoir maîtriser les codes des deux sociétés de référence qui apparaît.

Loin d'être anecdotique, cette expérience, qui lie à la fois mon identité de fille d'émigrant (vis-à-vis du Portugal), mon statut de chercheur, et l'objet même de cette recherche, a eu un impact dans ma manière d'envisager la question du prénom (les stratégies dans leur usage en fonction de l'interlocuteur et du pays où les individus se trouvent), les quêtes généalogiques menées par des descendants d'émigrants, le plus souvent motivées par la recherche d'une origine noble[262], ainsi que celle de la représentation sociale du migrant dans les sociétés portugaise et française.

Si ma posture dans le processus de recherche est, comme celle de tout chercheur, liée à mon histoire personnelle - il n'y a en effet pas d'observation participante sans « individu participant » (PINA-CABRAL, 1983) -, elle a pour particularité de se poser aussi et d'emblée, parce que mon patronyme le suggère, sous l'angle de mon implication en tant qu'« insider »[263]. Dans cette situation, le caractère toujours ambigu de l'observation participante, ne peut apparaître que comme renforcé

2.3.2. Entre identification et distanciation

Si la question de l'implication du chercheur, de l'empathie pour l'objet de sa recherche, se pose aussi bien dans l'ethnologie du proche que du lointain[264], celle de l'identification entre le chercheurs et les enquêtés, en revanche, se revêt d'un caractère particulier dans l'ethnologie du proche. La présente recherche relève, à double titre, de l'ethnologie du proche, en étant en partie inscrite dans ma société d'appartenance et dans mon lieu de vie, mais aussi, par l'existence d'un rapport supposé commun, entre moi-même et mes interlocuteurs. Or, « la reconnaissance d'une même filiation ethnique génère la certitude partagée d'un vécu commun » (HOVANESSIAN 1992 : 8). Situation

[262] Interprétation donnée à l'article « de », « da », assimilé à une particule d'origine nobiliaire.

[263] Terme « inapproprié à strictement parler » selon Olivier de Sardan, car « faire de l'ethnologie ou de la sociologie « 'chez soi' n'est jamais complètement vrai […] Le chercheur originaire du milieu où il enquête, ou qui fait partie d'une même communauté linguistique (ou culturelle au sens très large) que ceux auxquels il s'intéresse, est toujours, parce qu'il est devenu à l'issue d'un long parcours scolaire un chercheur en sciences sociales, un intellectuel qui s'est extrait de son groupe ou de sa culture d'origine, et qui occupe une position nettement distincte de celles de ses 'compatriotes' » (OLIVIER DE SARDAN, 2000 : 430).

[264] Se référer, par exemple, à l'analyse des publications de journaux de terrain de Jeanne Favret-Saada et de Bronislaw Malinowski : PERROT (1989).

paradigmatique, alors que dans l'espace associatif et avec les familles de migrants, on me demande systématiquement : « *D'où sont vos/tes parents ?* », lors de l'enquête de terrain menée au Portugal, au village de Aveleda (dans une perspective moins focalisée sur la problématique migratoire), la première question qui m'est généralement posée par les femmes, est : *« êtes-vous célibataire ou mariée ?* »[265].

Quand il est question de représentations et d'identifications, l'étude des formes d'intégration affectées à l'ethnologue, ce que ses interlocuteurs projettent de leur auto-définition sociale et culturelle, peut s'avérer particulièrement intéressant : « l'effort nécessaire pour être socialement accepté par la population étudiée est une des parties les plus importantes de la méthode de l'observation participante comme un tout. » (PINA CABRAL, 1983 :331). Une telle perspective se doit de prendre aussi en compte les stratégies d'intégration adoptées par le chercheur lui-même.

J'explique à mes interlocuteurs l'intérêt que je leur porte (à la migration portugais en général), par le biais d'arguments strictement professionnels et souvent flous : intérêt porté à la sociabilité associative, dont l'ampleur apparaît comme spécifique aux Portugais ; intérêt pour les liens maintenus avec le Portugal et la question de la transmission culturelle, etc. J'évoque mon lien personnel avec le Portugal, le fait que mon père soit lui aussi un immigré portugais, arrivé en France à la fin des années 1960, avec la vague d'arrivées massives, seulement lorsque la question m'est posée (souvent en réaction à mon nom), mais dans ce cas j'évoque aussi mes liens avec les Pays-Bas. Et si ma démarche de chercheur a pu légitimer, aux yeux de mes interlocuteurs, l'intérêt que je leur porte, c'est surtout mon « appartenance » portugaise, repérable par mon patronyme et constamment interrogée à travers la déclinaison de l'origine géographique de mon père, mais aussi mon âge[266], qui ont surtout légitimé mon implication dans leurs activités (associations, rencontres de luso-descendants).

De quelles formes d'implication s'agit-il ? Dans l'espace associatif, ma démarche est souvent identifiée par mes interlocuteurs, qui me considèrent comme un des leurs – ici, la construction du groupe retient ce qui unit et non ce qui sépare -, à leur propre action de visibilité, de valorisation de l'image des Portugais de France et de lutte contre les « clichés »[267]. Ils imaginent, comme allant de soi, que je fais miennes leurs

[265] *É menina ou senhora ?* Littéralement : Vous êtes jeune fille ou femme ?
[266] L'histoire vécue, l'expérience migratoire supposées partagées, sont rarement questionnées.
[267] Slogan de l'association Cap Magellan : « Le Portugal sans clichés ».

revendications et les aide dans leur diffusion : autant par l'analyse que j'en ferai et qui sera publiée, que par ma présence, en qualité de chercheur, aux évènements médiatisés qu'ils organisent. Ce qui me laisse penser que malgré l'ambiguïté de ma position, liée à mon origine portugaise, à mon âge et au fait d'être, comme eux, étudiante et diplômée, la raison de ma présence est connue, même si l'on sait

> « […] que malgré les explications que l'ethnographe donne à sa présence […] ses partenaires de l'enquête ne réalisent pas toujours ce qu'il est venu chercher ni comment il peut procéder pour déchiffrer le groupe, la société ou la culture qu'ils constituent » (ZONABEND, 1994a : 6).

Dans l'enquête de terrain menée au sein du groupe folklorique (pluri-générationnel), j'ai été confrontée à la méfiance des jeunes à mon égard : ils ne me proposaient jamais de sortir avec eux, après les répétitions du groupe de folklore, et c'est au bout de huit mois, que les anciens m'invitent à intégrer le groupe de danseurs. À l'opposé, l'enquête de terrain menée au sein d'associations de luso-descendants met en évidence une identification du groupe au chercheur, ainsi qu'une instrumentation de celui-ci. Une implication plus grande et plus visible m'a été en effet demandée au sein de l'association Cap Magellan : demande de participation à une enquête de consommation (8ème Forum Cap Magellan)[268], d'animation d'un débat intitulé « 2ème Génération : un travail de mémoire » (11ème Forum Cap Magellan) ; sollicitation de conseils pour les dossiers de financements déposés auprès du FASILD[269]. Les relations conflictuelles qu'entretiennent les associations m'ont fourni un prétexte pour refuser de prendre parti et de ne pas donner suite à ces demandes. D'autres interlocuteurs veulent que je les conseille ou, dans le cas de José Manuel, victime en Allemagne, avec cinq autres Portugais, « d'esclavage moderne » (les "marchands" sont eux-mêmes des émigrants Portugais), de l'aider à écrire et publier son histoire. Je l'ai mis en contact avec un journaliste. Manuel, que j'ai rencontrée à Cap Magellan, et qui prend rapidement ses distances d'avec l'association, voudrait que je m' « *investisse* (avec lui) *dans la communauté* », comme Lionel, lorsqu'il a créé l'association Accord'Art. Avec

[268] L'enquête par questionnaire, menée par un jeune sociologue qui étudie l'association, porte sur les produits bancaires consommés par les « luso-descendants » (enquête commandée par une banque portugaise).
[269] Fond Action Sociale pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations.

lui, j'accepte finalement de participer à une émission de Radio Alfla : *Seleção esperança* (Sélection espoir), animée par une jeune journaliste (arrivée récemment du Portugal), et consacrée à des interviews de « *jeunes talents* » de la « *communauté portugaise* »[270]. J'accepte aussi de présenter un petit exposé au sein de l'association Lusogay, sur la « luso-descendance »[271]. À Lusogay, c'est mon statut de femme (car il y a trop peu de femmes présentes aux réunions), mais surtout d'intellectuelle, qui sont sollicités, mais de manière peu contraignante et exceptionnelle.

Alors pourquoi avoir accepté à certaines occasions plus qu'à d'autres de « jouer le jeu »? À Cap Magellan ou à la CCPF, un rapport de force est rapidement établi avec moi, lié aux enjeux auxquels ma présence renvoie : enjeu symbolique dans un champ associatif en quête de reconnaissance et de légitimité vis-à-vis des États portugais et français. Dans ce cas, je suis assignée à être une « luso-descendante », rôle que je joue parce qu'il me permet une plus grande implication, mais pour lequel je n'ai pas d'affinité.

J'ai aussi adhéré aux trois associations sur lesquelles a porté plus particulièrement l'enquête de terrain : Cap Magellan, Lusogay et Mémoire Vive (concernant l'association de Brétigny-sur-Orge la question ne s'était pas posée, parce que l'adhésion repose sur l'intégration d'une des deux activités de l'association : le folklore et/ou le football), afin de recevoir les informations concernant leurs activités (par Internet, et le CapMag, par courrier postal). Cette démarche, fondée sur de l'empathie, *a priori*, était aussi un moyen de m'intégrer au groupe.

Après l'expérience vécue dans l'univers confiné du groupe folklorique de Brétigny-sur-Orge, auprès d'interlocuteurs sans rapport distancié à leur expérience et à leur pratique de la « tradition », l'univers de Cap Magellan m'est apparu plus familier : des étudiants de mon âge engagés dans des activités qui ne me paraissaient pas a priori si "étranges". C'est ce rapport de familiarité qui me conduit probablement à une identification momentanée à l'objet, à une sorte de « participation non

[270] Le « talent » ou le « succès » de l'émigrant et de « la communauté portugaise » étant une problématique très présente dans les médias portugais de France.

[271] Demande qui émane de l'un des dirigeants de l'association, suite à une journée d'études que j'ai organisée au Centre Culturel Calouste Gulbenkian, à Paris : SANTOS I. (dir.) (2003), et dont il a eu connaissance : le Centre diffuse le programme de l'ensemble de ses activités : concerts, lectures, colloques universitaires, etc., par le biais d'une brochure largement diffusée sur Paris.

observante », selon l'expression séduisante de João de PINA CABRAL (1983 : 332), mais dont la définition - « intériorisation total des intérêts et des idées du groupe étudié » (*idem*)- est ici inappropriée. L'identification que mes interlocuteurs projettent sur moi me déstabilise et a engendré une phase de flottement : je ne prends aucune note de terrain, toutefois, à aucun moment, je m'identifie ni défend leurs idées. Seulement, j'éprouve une certaine gêne à ne pas parler, comme eux, la langue portugaise, à très mal connaître le Portugal, sa littérature, ses musiciens à la mode, etc.[272]. Un vide dans mon héritage familial, dont je prends brutalement conscience et qui devient béant dans un milieu où tout est mis en œuvre pour la reconnaissance et la valorisation de ce patrimoine identitaire, et qui me permet aussi, en tant que chercheur, de prendre conscience de quoi est fait ce patrimoine identitaire.

Un voyage au Portugal, avec certains des membres de Cap Magellan, pour participer à une rencontre européenne de luso-descendants, a sans doute constitué une rupture nécessaire. Une rupture d'abord avec le temps et l'espace du quotidien dans lequel s'inscrivait l'enquête ethnographique à Paris. Une rupture rendue ensuite possible par l'expérience brutale et prolongée, en situation d'immersion totale, de la non appartenance au groupe étudié. Ma participation avait été acceptée par le directeur exécutif de la CCPF, sous conditions : rester discrète sur les raisons de ma présence (l'enquête), « *participer activement aux activités et en tant que luso-descendante* ». J'avais accepté ces conditions sans toutefois pouvoir en mesurer la portée, très positive sur l'enquête, mais personnellement déstabilisante. Dans le cadre de l'un des ateliers de réflexion, j'ai été contrainte de répondre à la question posée : « Que signifie être luso-descendant ? ». Je me suis alors trouvée dans l'incapacité de répondre : confrontée à la fois à la difficulté de m'exprimer en portugais (je me déplaçais toujours avec un dictionnaire), et le non partage d'un vécu commun qui semblait fonder leur « luso-descendance ». Pour sauver la face, j'ai retourné la question qui m'était posée : « *Me considérez-vous comme une luso-descendante ?* ». La réponse fut la suivante : « *Tu parles portugais, ta présence ici est active, alors on t'accepte comme luso-descendante* ». Je considérais ni parler portugais (ou plutôt, cette langue me restait

[272] Mes interlocuteurs sont généralement très surpris quand ils prennent conscience que je ne comprends pas ou mal le portugais (je leur demande de traduire un mot ou une expression qu'ils ont énoncé en portugais). Ils n'envisagent pas que mon père ne m'ait pas transmis sa langue, ressource identitaire essentielle dans les familles portugaise immigrées en France, même si elle l'est davantage pour les parents que pour leurs enfants.

étrangère) ni avoir une présence active au sein du groupe, au sens de partage d'une expérience sociale, et cet épisode instaura en quelque sorte la distance « fondatrice » de l'enquête de terrain.

La plupart du temps, l'implication du chercheur « …se situe entre les deux pôles, il n'est ni dans l'implication forte, ni dans l'extériorité, et occupe une position intermédiaire d'implication douce » (OLIVIER DE SARDAN, 2000 : 433). La difficulté de l'ethnographie inscrite dans l'espace associatif, est que l'immersion, nécessaire à l'enquête, a pu se confondre avec une implication forte dans les objectifs de l'objet étudié. On l'a vu concernant Cap Magellan, mais elle se pose encore davantage dans le cadre de l'association Mémoire Vive/*Memória Viva*. La raison de ma présence y est ambiguë puisque j'imagine un instant pouvoir aussi m'y investir à titre personnel : en livrant mon propre témoignage de fille d'immigré portugais, condition de départ posée à chaque participant et que j''avais acceptée (bien que de manière ambivalente, à la fois comme forme de « rétribution » de l'anthropologue, mais aussi parce que je pensais vouloir faire émerger une démarche personnelle). Or, il se trouve que ma position initiale, de forte implication, comme chercheur étudiant la question, mais aussi comme membre supposé de cette histoire collective, me confronte à une écriture orientée de l'histoire, à laquelle je n'adhère pas. Contrairement à d'autres membres du groupe, qui prennent leur distance avec l'association lorsqu'un tournant idéologique ne leur convient pas, je veille à ne prendre que rarement position. Finalement, incapable de livrer mon histoire, en tant que chercheur je m'y sens de moins en moins légitime.

L'évolution de la forme de mes notes de terrain illustre une position devenue intenable. Au début, je consigne l'ordre du jour des réunions, l'identité des participants, les débats et zones de conflits, la description des lieux de réunions. Puis, je consigne l'ordre du jour et le nom des participants. Et, finalement, je ne prends plus aucune note, j'archive seulement les comptes-rendus officiels des réunions. Ici, l'absence de notes de terrain (d'observations distanciées, de ressentis) constitue un excellent révélateur du malaise vécu par l'ethnographe :

> « L'anthropologue/ethnographe qui cesse d'être un étranger pour ses "voisins" [enquêtés] continue d'être un étranger dans son fort intérieur. Aussi, il doit gérer une sensation d'isolement, de solitude intérieure, et surtout d'incertitude morale, dont

beaucoup de chercheurs s'accordent à dire qu'elle est difficilement supportable. » (PINA-CABRAL, 1983 : 332).

L'incertitude morale renvoie ici à une situation limite, celle où mon identité individuelle (celle de fille d'immigré portugais, mais aussi de diplômée, comme la majorité des autres membres qui sont professeurs de collège ou universitaires) occulte ou rend secondaire ma posture de chercheur[273]. Cette situation problématique au niveau déontologique, pose aussi la question de la restitution de

> « […] ces actes d'écriture ou de langage [qui] fournissent autant de signes et de traces que l'ethnographe remarque, entend, emprunte sans que ses interlocuteurs puissent s'en douter ou consentir à l'y suivre. Comment, dès lors, révéler publiquement ce savoir quasi clandestin que le chercheur acquiert sur le thème étudié ? » (ZONABEND, 1994a : 7).

Ici, à défaut d'observations scrupuleusement consignées - le journal de terrain étant « le lieu où s'opère la conversion de l'observation participante en données ultérieurement traitables » (OLIVIER DE SARDAN, 1995 : 79) -, il reste au chercheur l'« imprégnation » (*idid* : 75), née de la confrontation à l'Autre.

On le voit, mon implication a pu être forte à un stade précis de l'enquête de terrain et il n'est pas question de la minimiser, mais de souligner, plutôt, la richesse, la difficulté et la limite de ce type d'ethnographie. Richesse parce que mes interlocuteurs se sont impliqués dans la phase de réflexion, rendue publique à certains moments, sur un objet qu'eux-mêmes constituent (sans ignorer non plus la dimension éthique d'un tel procédé). Leur présence à l'occasion des deux séances ouvertes du séminaire du Groupe d'Anthropologie du Portugal montre leur volonté de comprendre les processus dont ils sont à l'initiative, mais qui parfois leur échappent. Difficulté, car comment mesurer l'impact d'un tel procédé ? Limite, justement, quand le chercheur a une incidence trop forte sur l'objet d'étude. Lors de la séance d'avril 2002, une confrontation a eu lieu entre le président de Cap Magellan et un des membres de Lusogay, soutenu par José Vieira et d'autres membres du public, à propos de l'usage de l'expression « luso-

[273] D'ailleurs, certains, eux-mêmes universitaires, me reprochent ma posture « *universitaire* » dans le choix d'ouvrages proposés pour la bibliothèque du site, et implicitement mon manque de « *militantisme* ».

descendants ». Or, trois mois plus tard, le sous-titre du CapMag « Journal des lusodescendants » est substitué par le sous-titre « Journal des Lusodépendants ». Il me semble toutefois que ce débat aurait tout aussi bien pu avoir lieu dans les autres espaces : presse de la communauté portugaise ; débats à l'occasion de colloques, de projections de film et de publication d'ouvrage concernant les Portugais de France, dans lesquels ces mêmes interlocuteurs ont l'habitude d'intervenir.

On sait que, bien qu'intégré dans le groupe et auprès des individus sur lesquels porte l'étude, le chercheur

> « … n'est pas pour autant un véritable acteur direct du jeu local. Il y a cependant son rôle propre. Ce rôle qu'il revêt ou qu'on lui concède varie évidemment, d'abord selon un facteur personnel non négligeable, mais aussi selon les objets traités, et selon les cultures d'accueil, et les possibilités qu'elles ont de donner au statut de 'chercheur en sciences sociales' » (OLIVIER DE SARDAN, 2000 : 433)[274].

Il est évident que le rôle qui m'a été octroyé dans l'espace associatif, où ma présence peut constituer une plus-value légitimatrice pour l'association, en termes d'image, d'aide concrète aux activités, mais aussi comme porte-parole, diffère de celui qui m'a éventuellement été attribué par des interlocuteurs rencontrés en dehors de cet espace. Dans le cas de Cap Magellan, mon intégration dans l'association a pu constituer un handicap (se souvenir de la réaction du responsable de la jeunesse de la Fédération des Associations Portugaises de France, évoquée dans le chapitre précédent, mais aussi la réaction d'un chercheur, évoquant publiquement – par provocation ? – le fait que je sois « membre de Cap Magellan »), dans la mesure où l'association véhicule une idéologie, connotée nationaliste, mal vue par les militants et intellectuels de l'immigration, plus souvent positionnés à gauche sur l'échiquier des courants d'idées politiques. En dehors de ce champ associatif, mon implication renvoie davantage à cette « implication douce », celle qui résulte de la rencontre entre individus, qui génère un rapport de confiance réciproque et d'empathie. Quelques fois je partage avec eux une émotion réciproque : quand Daniel me raconte ses vacances passées chez ses grands-

[274] Une remarque du Président de Cap Magellan, préoccupé par le fait que la reconnaissance de mon étude souffre du fait qu'elle soit « avant-gardiste », dans le sens où elle porte sur un objet, "son" association, « *avant-gardiste »…*me laisse perplexe.

parents aujourd'hui décédés ; Vítor, la difficulté à questionner un père silencieux. Là encore l'identification de mes interlocuteurs est explicite : Edouard me racontant que le soir il aime partager un moment de complicité ave ses parents devant les *telenovelas* diffusées par la télévision portugaise (chaîne internationale) : « *Toi aussi tu regardes ?* » ; ou David qui s'exprime en mélangeant les mots français et portugais : « *J'en profite parce que tu comprends* ».

À cette échelle individuelle, l'intromission dans l'intimité des enquêtés est par contre plus difficile à gérer que lorsque mon attention se porte sur des individus inscrits dans un groupe, où il est visible que cette attention, cette totale disponibilité, se porte sur la collectivité et non sur un individu particulier, susceptible de rapidement oublier le contexte de l'enquête dans lequel s'inscrit la relation. Dès lors, à la fin de l'enquête, comment expliquer que d'une position de totale disponibilité à l'égard de mes interlocuteurs (d'écoute attentive), j'adopte la position inverse – et ce alors que je vis dans la même ville -, celle de totale indisponibilité[275]. On comprend à quel point, la relation observateur/observés est fragile « faite de complicité et de rejet, d'exaspération et d'amitié, de compréhension et d'attente déçue » (ZONABEND, 1994a : 6).

Si la problématique de l'éloignement du lieu d'origine de mes aînés et celle des liens maintenus avec lui, leurs portées, à la fois familiales et individuelles, me touchent intimement, cette problématique me devient étrangère, une fois inscrite dans une histoire collective. Le silence, l'absence d'héritage auquel le terrain me confrontait – celui-là même qui m'y avait peut-être conduite -, n'a au final trouvé que son propre écho. Comme l'a écrit Michèle Baussant, dans une recherche sur les Pieds-Noirs d'Algérie qu'elle situe « entre quête et enquête »[276] : « […] loin d'établir un lien entre mes interlocuteurs et moi, mes questions ne faisaient finalement que souligner l'écart entre nous » (BAUSSANT, 2002 : 8). Mon identité (fille d'immigrés, de père portugais) a pourtant eu une incidence particulière sur mon rapport à mes informateurs et sur le rapport qu'eux-mêmes ont établi avec moi. Si seules à de rares occasions, qui renvoient à l'intime (souvenirs d'enfance, relations parents-enfants), j'ai eu le sentiment de

[275] Suite à l'appel téléphonique d'une interlocutrice, je réfléchis sur le lien qu'elle entretien avec moi, parce que je prends conscience que les relations avec elles me sont devenues insupportables : elle me raconte des heures sa vie, sans s'intéresser à la mienne… Un mode que j'ai en fait moi-même établis, lorsque je la questionnais et l'écoutais, des heures durant, sur son histoire familiale, ses projets, sa relation conjugale, etc.
[276] Voir aussi Lapierre (1989 : 17).

partager une expérience commune avec mes interlocuteurs, la question de mon implication, qui s'est posée dans l'espace luso-descendant, montre les enjeux qui entourent le chercheur investi en terrain ethnique ou communautaire. Dans cette situation, le groupe retient ce qui identifie et non ce qui distingue : le chercheur, piégé dans son histoire personnelle, court le risque de devenir un porte-parole, de se faire davantage participant qu'observateur.

Pour en revenir et conclure sur la question initiale de l'analyse de l'incidence de la personnalité du chercheur sur la relation avec les enquêtés, j'aborderai brièvement un dernier aspect, celui de l'incidence de l'appartenance sexuelle dans la pratique de terrain[277]. Une expérience de terrain ultérieure, dans le cadre de l'atelier cinéma, avec des participants ayant dix ans de moins que moi, m'a fait prendre conscience de la difficulté qu'avait représenté, dans cette recherche, le fait d'avoir le même âge que mes informateurs (même si dans le cadre des rencontres de luso-descendants, cet aspect a facilité mon « recrutement »), et en particulier, pour ce qui est des informateurs masculins. Il est intéressant de noter que l'origine néerlandaise de ma mère a rarement été commentée[278], sinon dans le cadre de relations informelles, sur le ton de la plaisanterie et par des garçons. Je l'interprète comme une allusion à l'idée qu'ils se font des mœurs plus libérales des pays du nord de l'Europe[279]. Au-delà de la séduction et de la sexualité, qui interviennent de façon ordinaire dans les interactions sociales, il me paraît intéressant d'aborder cet aspect délicat, car tabou pour mes interlocuteurs, et de ce fait fondé sur l'intuition du chercheur : celle de la misère sexuelle que je ressens chez certains d'entre eux. Un sentiment qui pourra être confronté à la question de la virginité, présente dans le discours de certaines jeunes femmes âgées d'une vingtaine d'années. Outre le fait de constituer aux yeux de mes interlocuteurs masculins une partenaire imaginée comme ayant un rapport moins tourmenté à son corps et à la sexualité, le fait d'être une jeune femme diplômée semble aussi constituer un "atout" auprès des jeunes

[277] Voir ECHARD, QUIMINAL et SELIM (1991).
[278] Par Manuel qui se sent déchiré entre France et Portugal et qui me demande « *comment* [je] *fais, entre trois pays* ».
[279] Une collègue Franco-Brésilienne, dont certains interlocuteurs sont aussi issus de l'immigration portugaise de France, me raconte le problème que lui pose d'être vue par eux comme une « Brésilienne », les « Brésiliennes » étant considérées comme des dévergondées (« *chaudes* »).

hommes à la recherche d'une partenaire à la fois engagé au niveau identitaire (revendication d'une « portugalité ») et diplômée.

En ethnologie du proche, l'objet d'étude et la méthode sont inséparablement liés (BROMBERGER, 1997 : 297) et de la méthode adoptée dépend le type de sources produites. Dans cette enquête ethnographique se distinguent les sources relevant du collectif (associatif et communautaire) et de l'individu. La profusion de sources recueillies dans l'espace du communautaire caractérise un espace de la revendication, du dire et du donner à voir. La méthode d'enquête par observation participante n'a pas été transposable à toutes les situations. L'enquête directe oscille entre l'interaction avec le groupe étudié (associations, rencontres de luso-descendants, Fête des garçons), l'imprégnation d'un mode de vie (à Paris et au Portugal, le plus souvent auprès d'interlocuteurs de l'espace associatif), et l'observation (lors des entretiens répétés, réalisés au domicile des enquêtés ou dans des lieux publics). Dans ce dernier cas, loin de prendre la forme d'un partage de la vie des individus, dans la durée, l'enquête fondée sur l'entretien et, parfois, l'observation partielle des comportements, qui « limitent la compréhension des pratiques et l'appréhension des individus dans la diversité de leurs rôles. » (BROMBERGER, 1997 : 309)[280], vise le recueil de matériaux beaucoup plus spécifiques. Ils viendront compléter et confronter des observations recueillies dans l'espace et avec des interlocuteurs du communautaire, et permettront de prendre en compte les points de vus de ceux qui ne sont pas engagés dans une pratique de revendication identitaire.

[280] BROMBERGER évoque à ce titre une « incomplétude méthodologique » (1997 : 309).

CHAPITRE 3

TEMPS ET MIGRATION : CYCLE MIGRATOIRE, GENERATION ET AGE DE LA VIE

Les quarante-huit individus, vingt et une femmes et vingt-sept hommes, dont les parcours de vie fondent cette recherche sont les enfants, parfois les petits-enfants, de paysans portugais devenus en France ouvriers, dans le BTP, dans l'industrie de l'automobile, et employés comme personnels dans les services directs aux particuliers. Ils composent un groupe d'individus âgés de 19 ans à 35 ans au moment de l'enquête, étudiants, ouvriers, employés, ingénieurs, avocats, artistes. Trois-quarts d'entre eux sont bi-nationaux (franco-portugais). En grande majorité nés en France, ils n'ont pas vécu l'évènement biographique du départ initial : celui du « *voyage décisif* »[281], mais tous partagent le fait d'avoir un père ou une mère, le plus souvent les deux parents, mais aussi des grands-parents, des frères et sœurs, ayant émigré du Portugal, tout au long de la période 1950-1980.

L'étendue chronologique des départs renvoie à des cycles migratoires et à des contextes historiques d'émigration-immigration divers, à différentes cohortes de migrants donc[282], ainsi qu'à différentes générations familiales de primo-migrants (grands-parents, parents)[283]. L'ensemble des données qui fondent l'analyse des diverses temporalités de la migration étudiée ont été extraites des énoncés recueillis au cours de l'enquête. Bien qu'il s'agisse des souvenirs que mes informateurs ont gardé de l'histoire migratoire familiale, qu'ils ont pu, ou bien voulu évoquer, le propos de ce chapitre n'est pas d'en analyser, de manière systématique, le contenu mémoriel. Il s'agit, pour le moment, d'inscrire les parcours migratoires dans le temps historique de la migration

[281] Filipa VILAÇA, « A viagem » (le voyage) (PRIMETENS, 2007).
[282] Le terme cohorte renvoie à l'usage démographique de la notion de génération. Calquée sur la notion de cohorte de naissance - l'ensemble des individus nés à la même date ou dans un même intervalle de temps dans une société -, une cohorte de migrants est constituée d'individus ayant émigré du Portugal, et étant arrivés en France, à la même période (et même cycle migratoire), et appartenant à la même génération familiale pour *ego*.
[283] Le terme primo-migrants désignera à la fois les premiers émigrants des cycles migratoires considérés et, dans le sens où il faut l'entendre ici, au sein du groupe de parenté d'*ego*, la première génération familiale à avoir émigré.

portugaise en France, dans celui des générations (familiales et socio-historiques), et dans celui des individus eux-mêmes, pour en éclairer la diversité et la durée.

3.1. L'émigration des aînés

Les quarante-huit parcours de vie renvoient à l'émigration du Portugal de près d'une centaine d'individus (grands-parents, parents et frères et sœurs d'*ego*, et dans dix cas, *ego* lui-même), dont les départs s'étirent de 1954 (émigration du grand-père maternel d'Angelina à l'âge de 25 ans[284]) à 1998 (émigration de João Paulo âgé de 20 ans). Ces parcours renvoient à des cycles migratoires différents et montrent qu'au sein d'un même groupe de parenté, l'émigration initiale a touché des générations familiales différentes[285] : cinq grands-pères ont émigré seuls, parfois rejoints par leurs enfants (parents d'*ego*) et cinq couples de grands-parents ont émigré avec leurs enfants[286] ; quatre-vingt-sept des pères et mères d'*ego* ; et, enfin, *ego* lui-même, puisque dix informateurs ont émigré, soit avec leurs parents, soit pour les rejoindre en France.

Les historiens de l'émigration portugaise distinguent au sein du « mouvement international de main d'œuvre » (émigration dite économique) trois cycles : un premier, transocéanique, qui s'étend du XIXe au milieu du XXe siècles, un deuxième de 1950 à 1974 de type intra-européen, et un troisième amorcé en 1985, composé de travailleurs saisonniers ou de migrants temporaires intra-européens (BAGANHA et GOIS, 1998-1999). Ces cycles renvoient à des périodes chronologiques distinctes, mais aussi à des figures différentes d'émigrants (milieux sociaux, âges, hommes seuls, familles). De plus, à l'intérieur même de ces trois grands cycles et du deuxième, en particulier, on distingue des figures d'émigrants et des contextes politiques différents.

Au sein de ce deuxième cycle, alors que les flux des années 1950 ont surtout été constitués d'hommes seuls et s'inscrivaient « majoritairement dans un contexte légal de

[284] L'émigration correspond à l'année de naissance de son premier enfant (lien qu'Angelina ne fait pas). Se reporter à l'annexe 1 pour une présentation des informateurs.
[285] Génération au sens anthropologique de la notion : celle de filiation. Dans ce cas « sa fonction [étant], comme celle de l'âge, d'ordre classificatoire et se rapporte à l'organisation sociale » (ATTIAS-DONFUT, 1988 : 85).
[286] Dans ce chapitre qui privilégie une approche diachronique de l'émigration, je n'ai pas retenu les parcours migratoires des oncles et tantes d'*ego*, alors qu'ils apparaîtront dans l'analyse des liens de parenté et des pratiques de sociabilités en contexte migratoire.

recrutements individuels » (VOLOVTICH, 2000), ceux des années 1960 sont caractérisés par leur ampleur quantitative et la très forte augmentation de l'émigration clandestine. Ils s'étirent jusqu'à la fin des années 1970, mais relèvent alors uniquement de regroupement familial, suite à la mise en place en France d'une politique d'immigration restrictive (1974). Par ailleurs, le contexte politique de la société portugaise n'a pas été sans conséquence sur les conditions de départ des émigrants : bien que la grande majorité des flux ait eu lieu sous la dictature[287], ils se sont poursuivis bien au-delà, d'une part et, d'autre part, l'*Estado Novo* procède à une libéralisation de sa politique d'émigration à partir de 1970.

Dans le cadre d'une analyse des changements qui se sont produits dans l'histoire de la migration algérienne en France et en s'inscrivant dans la théorie des générations de Karl Mannheim[288], le sociologue Abdelmalek Sayad affirme qu'une génération d'émigrés et corrélativement d'immigrés, est le produit d'un même « mode de génération » de l'émigration-immigration :

> « […] des individus peuvent être amenés à agir et à réagir de manière semblable en raison de la condition sociale qu'ils partagent en commun ; ces individus engendrés par une condition et engendrant eux-mêmes une même riposte à la condition qui en est génératrice, forment une même génération ou un même 'âge' […] La définition implicitement proposée et effectivement mise en œuvre de la génération est qu'une classe particulière de conditions sociales *engendre* une classe particulière d'individus porteurs de caractéristiques qui leur confèrent une certaine unité et, à travers eux, une classe particulière de comportements qui leur sont propres dans la situation où ils sont placés […]. » (SAYAD,1994 : 159)

Compte tenu du concept de non-contemporanéité d'Ernst Bloch[289], cette idée de « mode de génération » invite à regarder autrement des individus que l'imaginaire collectif a tendance à voir comme appartenant à un groupe socialement homogène,

[287] En 1926, un coup d'État militaire conduit au pouvoir António de Oliveira Salazar et à la promulgation en 1933 de la Constitution de l'*Estado Novo* (littéralement : État nouveau), proclamé « corporatif, national et autoritaire ». Il fut renversé quarante ans plus tard, par la révolution des œillets (25 avril 1974).
[288] Voir MANNHEIM (1990). Notion de « l'être-ensemble de nature socio-historique » qui part « d'une homologie avec la théorie marxiste des classes sociales » (MAUGER, 1990 : 99).
[289] Voir BLOCH (1978). « L'enjeu essentiel du concept de non-contemporanaité (*Ungleichzeitigkeit*), proposé par le philosophe allemand E. Bloch, porte sur l'imagination historique qui doit être analysée à partir d'une temporalité multiple et synchronique dans la mesure où les acteurs sociaux ne sont pas présents de la même façon dans l'histoire en train de se faire » (OUTTARA, 2007).

ayant la même histoire et la même vision de leur histoire, uniquement parce qu'ils sont d'une même origine nationale.

3.1.1. L'émigration des années 1950-60 et la génération des grands-parents

Entre 1950 et 1959, un peu plus de vingt mille Portugais émigrent en France. Parmi les actuels grands-parents ayant émigré à partir des années 1950, il faut distinguer les trajectoires des grands-pères seuls, dont certains ont ensuite été rejoints par leurs enfants (des deux sexes), des trajectoires qui renvoient à l'émigration de l'ensemble de la cellule familiale. En effet, certains de mes informateurs ont des parents ayant déjà grandi en France où ils ont été scolarisés, tels les grands-parents et parents d'Estelle : son grand-père paternel qui a émigré au début des années 1950, a été rejoint par sa famille en 1958 (le père d'Estelle était alors âgé de 3 ans) ; son grand-père maternel a émigré dans les années 1960, rejoint pas sa famille après 1974 (la mère d'Estelle avait alors 13 ans). Concernant la manière de se souvenir, nous verrons que c'est bien plus souvent l'âge au moment de l'émigration, que la date de l'évènement, ou son contexte historique qui sont mémorisés et servent de repère. Le grand-père paternel de Séverine a émigré dans les années 1950 et a, lui aussi, été rejoint par sa famille, en 1964 : le père de Séverine était alors âgé de 10 ans. Enfin, le grand-père maternel de Angelina a émigré seul en 1954 et a été rejoint par femme et enfants en 1971 : la mère d'Angelina avait alors 17 ans. Parmi ces quatre couples de grands-parents émigrants, auxquels vient s'ajouter celui formé par les grands-parents paternels de Delphine, ayant émigré dans les années 1950 (sans précision), la majorité vit toujours en France : ceux de Christelle (côté maternel), de Séverine et de Delphine.

Certains des grands-pères ont émigré seuls, comme le grand-père maternel d'Anabela et celui de Cécilia et Nuno. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une émigration tardive, car il était âgé de quarante-cinq ans (1967) et est retourné définitivement au Portugal en 1982, à soixante ans, retraité. D'autres, comme le grand-père paternel de Diane, ont également émigré âgés, mais il s'agissait d'accompagner un fils cherchant à échapper au service militaire obligatoire, passé de 18 mois à trois ans, en raison de la guerre coloniale en Afrique (1961-1974). D'autres encore, ont émigré seuls, puis ont été rejoints par leurs enfants (père d'Edouard, père et mère de Paulo), munis d'un contrat de travail (grand-père de Linda dont les fils ont émigré entre 1960 et 1965). Dans ces

différents cas, l'expérience migratoire des grands-pères a pu avoir une incidence sur l'émigration de leurs proches, dans la mesure où celle-ci a largement été fondée sur des réseaux d'interconnaissance : connaissance des réseaux d'émigration clandestine, envoi de contrats de travail, d'un contact, d'une adresse où s'installer en France. Les parents de Paulo ont tous deux rejoint, à 15 et 16 ans, leurs pères alors installés dans le bidonville de Champigny-sur-Marne (dates inconnues de Paulo, probablement fin des années 1960). Aucun des grands-pères ayant émigré sans leurs épouses n'est resté vivre en France.

3.1.2. 1960-début 1970 : l'émigration de la génération des parents

La majorité des histoires d'émigration racontées par mes informateurs se réfèrent aux départs massifs des années 1960 à 1974, de la génération de leurs parents. Il s'agissait d'une émigration essentiellement masculine, devenue familiale à partir des années 1965 et caractérisée par un taux d'émigration illégale jamais atteint, qui a dépassé les 60 % du total des flux enregistrés entre 1957 et 1974[290]. Cette situation s'explique par les caractéristiques propres à la politique d'émigration portugaise (rigidité des lois de l'émigration légale)[291], mais aussi par la politique française d'immigration (régularisation sans difficultés majeures jusqu'en 1973), la proximité géographique entre les deux pays "facilitant" le *salto*[292].

L'ensemble de ces femmes et hommes, issus du monde paysan, a fui une vie souvent précaire, sans espoir de changement ; ils étaient incités par des salaires attractifs des pays industrialisés, mais aussi encouragés par les récits et les pratiques témoignant de la « réussite » de ceux partis avant eux.

Initialement, il s'est agit d'hommes jeunes et célibataires (les pères d'*ego* ayant 16 ans, 17 ans, 19 ans, 25 ans), dont certains avaient émigré avec leur propre père, mais

[290] Sans le fameux « passeport d'émigrant », parfois avec un passeport de touriste (dans ce cas l'émigration était illégale), parfois sans aucun papier. Parmi les 900 000 émigrants arrivés en France entre 1957 et 1974, seuls 350 000 y sont arrivés légalement, c'est-à-dire munis d'un passeport d'émigration délivré par les autorités portugaises (PEREIRA, 2007 : 26).

[291] Sous l'*Estado Novo*, la régulation de l'émigration vise d'une part à garantir les besoins en salariés du pays (propriétaires ruraux, membres de la bourgeoisie agraire et petits industriels du Nord, piliers du régime, avaient tout intérêt à ce que la main d'œuvre bon marcher n'émigre pas) et, d'autre part, à satisfaire ses intérêts en Afrique (projet colonial).

[292] Littéralement : le saut. Terme couramment utilisé pour désigner l'émigration clandestine.

aussi un oncle, un beau-frère ou de voisins : l'émigration permettait aux jeunes hommes d'échapper à la guerre coloniale[293]. Moins d'une dizaine de récits évoquent aussi la migration de jeunes femmes célibataires âgées de 15 à 17 ans, accompagnées d'une sœur (mère de Gina, celle de Filipe), rejoignant un père (mère de Paulo), une tante (mère de Sonia et Paula), parfois clandestinement. Gina raconte le voyage de sa mère :

> *« La difficulté du salto, à pied, en train, en bus […] ma mère est venue clandestinement avec sa sœur et grâce à son mari qui était déjà là et leur avait trouvé du travail dans les eaux de Volvic [région d'Auvergne]. »*[294]

Antonio raconte l'émigration de sa mère, en 1965. À l'époque, elle était déjà mère célibataire d'un enfant laissé à sa propre mère : « *Ma mère ne gagnait pas assez et elle connaissait des gens qui travaillaient ici* [à Paris] […] *Elle était enceinte de moi mais elle ne le savait pas.* » (Antonio). Parce qu'il n'était pas question pour cette femme que son fils naisse et grandisse en France, elle est rentrée pour accoucher : « *Elle est partie au Portugal juste avant ma naissance, elle a juste eu le temps d'arriver à Porto, elle n'a pas eu le temps d'aller à Mirandela*[295] *…un peu plus et je naissais à Paris ! »*. Les autres informateurs nés à la même époque (avant 1970) sont aussi nés au Portugal, mais, contrairement à Antonio, leurs mères n'avaient pas encore émigré. L'histoire de cette femme qui a émigré une première fois en 1965 à l'âge de 30 ans[296], puis à nouveau quand son fils cadet avait 9 ou 10 ans (en 1976/1977), le laissant avec son frère à la garde de leur grand-mère maternelle - illustre un projet migratoire initialement envisagé comme temporaire. Comme elle, à cette époque, de nombreuses femmes ont émigré en laissant leurs enfants à leurs propres parents[297]. Depuis la mère d'Antonio a toujours vécu en France et est restée célibataire.

---

[293] Près de 100 000 jeunes se seraient expatriés dans ce but (SERRÃO, 1982 : 65).

[294] Il s'agit de la première émigration, puisqu'elle rentrera au Portugal pour se marier et émigrera une seconde fois, en 1979, avec son mari et son enfant, Gina.

[295] Ville d'origine située à 125 kilomètres au nord-est de Porto, province du Trás-os-Montes.

[296] Données déduites à partir de l'âge d'Antonio.

[297] Un tiers des femmes déjà mères au moment de la migration aurait laissé au moins un enfant de moins de 6 ans au Portugal (CONDON, 2000 : 315). En 1975, 75 259 enfants et jeunes sont laissés au Portugal par leurs parents émigrants (LEITE, 1998). C'est l'histoire d'Odilia dont le père a émigré en 1968-69 et la mère en 1971, quand elle a jugé sa fille, alors âgée de cinq ans, assez grande pour rester avec ses grands-parents.

Les pères de famille mariés au moment d'émigrer et ceux mariés pendant la migration à l'occasion d'un retour temporaire, ont été rejoints par leurs conjointes (les mères d'Anita, Deolindo, Diane, Anna, Manuel, Luzia, Odilia, Rita), dans certains cas accompagnées d'enfants (la mère de Christelle, Helder, Saúl, Nuno, Pedro), dans un délai d'un à neuf ans, mais souvent entre trois et quatre ans. Plus les couples étaient jeunes, plus le regroupement était rapide. En revanche, la propension à rester seul à l'étranger était directement proportionnelle à la taille de la famille (POINARD, 1983). Les mères de Rosa et de Christelle ont néanmoins émigré avec cinq enfants, deux ou trois années après le départ de leur mari (le père de Christelle a émigré en 1964, sa mère avec cinq enfants en 1967). Dans la génération précédente, celle des grands-parents émigrants, la grand-mère d'Angelina a attendu dix-sept ans avant de rejoindre, accompagnée de six enfants, son mari qui avait émigré en 1954. Le départ tardif des femmes et des enfants était lié au caractère temporaire du projet migratoire et aux retours réguliers des maris-pères, mais aussi aux problèmes engendrés par le regroupement familial, notamment de logement.

Certains de ces regroupements familiaux ont eux aussi été des émigrations illégales ou clandestines. Helder évoque un voyage en train avec des passeports de tourisme, en 1970 ou 1971, et la mère de Nuno[298] raconte son passage clandestin de la frontière franco-espagnole avec son enfant de neuf mois dans les bras, début 1970 :

> « Je suis partie avec mon fils sans passeport. Deux jours avec un passeur. Nous avons passé la frontière franco-espagnole à pied. J'ai laissé ma valise, un homme l'a prise... J'ai habillé mon fils avant d'arriver ici [dans un petit village dépeuplé d'Auvergne]. J'avais pensé à tout ! Il était tout beau quand je suis arrivée dans ce trou noir. » (Mère de Cécilia et Nuno)

Saúl raconte la même histoire, celle de son émigration clandestine avec sa mère en 1972 : il avait alors deux ans. Il est fort probable que tous rejoignaient des hommes ayant eux-mêmes émigré clandestinement**,** car dans le cas contraire, épouse et enfants auraient pu faire de même et venir légalement. Encore aurait-il fallu qu'ils connaissent la loi et leurs droits, alors que le manque d'informations sur les modalités de l'émigration légale était fréquent et la méfiance vis-à-vis des institutions la règle. Il est

[298] Nuno est présent lors de cet entretien mais c'est sa mère qui raconte.

surprenant que le père de Saúl, puis lui-même et sa mère, aient émigré de manière illégale, dans la mesure où il décrit sa famille maternelle comme étant des notables locaux, ceux là même qui pouvaient obtenir les faveurs de l'administration pour l'obtention du fameux passeport pour émigrant. Cet aspect pose la question des raisons du départ, du milieu social d'origine et de la mémoire de la migration, abordées de manière plus systématique à partir du chapitre suivant.

3.1.3. L'émigration post-1974 : regroupements familiaux et nouveau cycle d'émigration

Près de vingt-cinq trajectoires renvoient à une émigration familiale postérieure à la chute de la dictature[299]. Entre 1975 et 1979, 68 013 Portugais ont émigré, et 42 600 entre 1980 et 1984 (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 235). Bien souvent, il est difficile de savoir à travers les récits s'il s'agissait pour les parents d'*ego* d'une première émigration, ce qui ne pouvait être le cas pour les pères, puisque les frontières ont été fermées en 1974 et qu'entre 1978 et 1985 l'émigration a été essentiellement composée de regroupement familiaux (*idem*). Dans certains cas, il s'agissait de couples sans enfants. Le père de Diane a émigré une seconde fois après le service militaire en 1974 et a été rejoint par sa femme en 1975, tout comme le père d'Edouard, en 1969[300] puis en 1976, rejoint par sa femme en 1977. Bien que je dispose de peu de données sur la famille de Lionel[301], il est possible de situer approximativement la période d'émigration de sa mère, accompagnée du frère aîné de Lionel : avant 1975, année de naissance de Lionel en France ; le père ayant émigré précédemment. Les parents d'Emilie émigrent en 1975 après leur mariage, ainsi que les parents de Dario, qui ont émigré plus tard, vers la fin des années 1970. La mère de Carlos a rejoint son mari (émigré en 1971) seulement en 1982. Dans d'autres cas, il s'agit de couples avec enfants : les parents de Gina en 1980 (elle avait 1 an), ceux de Fernando en 1984 (5 ans) et de Carina en 1989 (11 ans).

Parmi les dix informateurs nés au Portugal, seuls Nuno, Helder et Saúl, sont arrivés en France avant 1974, âgés de 1 à 4 ans, avec leurs mères, dans le cadre du

[299] Dans ces récits, la dictature ou la révolution des œillets ne constituent que rarement des points de repère.
[300] Ou 1971. Edouard hésite et d'un entretien à l'autre la date a changé.
[301] Comme évoqué dans le chapitre précédent, Lionel a presque systématiquement contourner mes questions concernant l'histoire de ses parents, il a aussi agit de sorte que je ne les rencontre pas.

regroupement familial. Gina et Fernando ont émigré avec leurs parents très jeunes (nouvelle-née et à 5 ans, respectivement), mais il s'agit de départs tardifs : 1978 et 1984. D'autres individus ont émigré après 1974 beaucoup plus âgés, comme Odilia, arrivée en 1980 à 14 ans, Carina arrivée à 11 ans avec ses parents en 1989. Enfin, José Manuel, Antonio et João Paulo, le mari de Sandrine, ont émigré encore plus tard, vers 20 ans, venus étudier ou encore travailler dans le BTP, respectivement en 1989, 1990 et 1998. Ces départs s'inscrivent dans le troisième cycle migratoire, amorcé en 1985. Il ne m'a pas été possible de savoir si, comme José Manuel, João Paulo rejoignait un parent déjà migrant[302], mais les deux trajectoires sociales ressemblent à celles de leurs aînés, migrants économiques des années 1960-70 : activité professionnelle non diplômée, sociabilité communautaire (association portugaise), recherche d'un conjoint portugais et, concernant José Manuel, investissement de l'épargne dans une maison au Portugal et précarité de l'habitat en France.

Deux autres récits évoquent l'émigration d'enfants venus rejoindre des parents déjà installés : c'est le cas d'Odilia, élevée jusqu'à 14 ans par ses grands-parents paternels et qui a rejoint ses parents en 1980. À l'adolescence, elle ne s'entendait plus avec ses grands-parents qui lui imposaient une éducation trop stricte. Comme Odilia et José Manuel, Antonio a lui aussi a rejoint ses parents[303], mais beaucoup plus tard qu'Odilia, puisqu'il avait 23 ans (en 1990) et contrairement au cas de José Manuel, il ne s'agit pas d'une émigration économique, mais d'un projet d'études universitaires en France :

> *« J'étais venu plusieurs fois en vacances voir ma mère et en même temps on avait fait en sorte que j'ai ma carte de séjour même si je n'habitais pas ici. […] Je me suis dit pourquoi ne pas m'inscrire en France : un diplôme de la Sorbonne vaut plus qu'un diplôme de la Faculté de Porto en archéologie. »* (Antonio)

Comme Odilia, Antonio a souffert pendant son enfance de la séparation d'avec ses parents, situation assez fréquente dans la migration portugaise. Il raconte :

> *« Il y a déjà une relation mère-fils difficile du fait de notre séparation : elle m'a laissé quand j'avais 10 ans et retrouvé quand j'avais 23 ans… Mais dans sa tête j'avais*

[302] Il dit ne plus avoir aucun contact avec ses parents et a refusé de me parler d'eux.
[303] Dans ce cas, il s'agit uniquement de sa mère, célibataire. Antonio n'a pas connu son père.

toujours 10 ans …C'était très dur pour nous, surtout que j'ai vécu seul au Portugal, je suis resté avec ma grand-mère mais elle est morte assez tôt et je suis resté seul adolescent. J'ai grandi seul, je me suis fait seul, ma mère m'envoyait l'argent pour payer le loyer, mais sinon je me débrouillais seul. […] Il y a ce problème que vivent tous les enfants d'émigrants qui ont été séparé [de leurs parents] pendant plusieurs années […] il y a un abîme entre nous. » (Antonio)

Cette séparation parent-enfant renvoie au schéma d'une migration longtemps envisagée comme temporaire. Mais il est intéressant d'observer que ce caractère temporaire se reflète aussi dans des trajectoires familiales de individus nés en France et ce, contrairement à l'idée que faire naître son enfant dans le pays d'accueil constitue déjà « un choix parental » : le choix d'y rester (RICHARD, 2004).

3.1.4. Les retours familiaux au Portugal

Parmi les trente-huit individus nés en France, trois ont passé une partie de leur enfance ou de leur adolescence, au Portugal[304]. C'est le cas de Filipe, aîné d'une fratrie de trois enfants et, qui, avec son frère et sa sœur, a vécu entre 1984-1989 (de 11 à 16 ans), au Portugal chez les grands-parents paternels. Onze ans constituent l'âge fixé par les parents comme seuil de l'intégration - alors perçue comme irréversible - à la société française[305]. Les parents de Filipe ayant ajourné leur propre retour durant près de cinq années, la fratrie a fini par rentrer en France et les parents sont finalement rentrés au Portugal avec leurs deux plus jeunes enfants. Filipe a alors refusé de retourner vivre dans un pays qu'il juge « *arriéré* » (il a vécu son adolescence dans le Portugal rural des années 1980) et est resté en France poursuivre des études de droit.

Lionel et Denis ont aussi vécu au Portugal pendant leur enfance, mais avec leurs parents. La famille de Lionel (deux enfants, dont un né au Portugal en 1970, et un né en France en 1975) est repartie au Portugal en 1978, à l'âge d'entrée à l'école primaire de l'aîné des frères, qui correspond aussi au début de la politique française d'aide au retour et à la réinsertion dans les pays d'origine[306]. Douze ans plus tard, la famille est revenue

[304] Parmi les frères et sœurs d'*ego*, il y a aussi la sœur de Rita renvoyée au Portugal par ses parents à l'âge de 13 ans.
[305] Certains parents envoyaient aussi les jeunes filles adolescentes pour qu'elles échappent au mode de vie français jugé trop permissif : voir LEANDRO (1995b).
[306] Mesure d'encouragement au retour des immigrés dans leur pays d'origine mise en place dans un contexte de politique restrictive de l'immigration amorcée en 1974. Le principe du « million Stoleru »

en France (1990) à la suite à l'échec du projet professionnel du père, qui avait créé une entreprise de BTP : Lionel était alors âgé de 15 ans et son frère aîné, de 20 ans, est resté au Portugal.

Pour la famille de Denis, le retour au Portugal en 1981, correspond aussi à l'âge de l'intégration scolaire du fils aîné : Denis est alors âgé de 5 ans. Cette expérience sera de courte durée puisqu'au bout d'un an la famille est revenue en France : « *Quand je suis revenu, je ne savais plus parler français* […] *Je suis entré au CP avec un an de retard* ». Aujourd'hui diplômé d'un BTS de commerce, Denis vit avec sa femme en France, alors que ses parents et sa sœur, âgée de 14 ans, sont finalement retournés au Portugal.

D'autres familles sont également rentrées au Portugal, mais plus tard, des évènements malheureux ayant précipité leur retour, telle la famille de Sabine en 1991, après l'incendie de leur appartement qui signifiait aussi pour sa mère la perte de l'emploi de gardienne (dans ce même immeuble), ou celle de Delphine en 1992, à la suite au chômage du père, ou encore celle de Jennifer en 1990 (raison non recueillie).

Ces histoires montrent la prégnance de l'idée de retour chez certains parents et sa difficulté, puisque dans deux de ces cas de retour familial la réintégration sociale et/ou professionnelle a posé problème. La redéfinition permanente des projets migratoires que montrent ces retours familiaux au Portugal, mais aussi le fait d'y laisser les enfants aux grands-parents ou de les y envoyer au cours de la migration, a eu des répercussions sur les parcours de vie de ces individus et a pu même engendrer la dissolution de certaines familles. Cette situation soulève la question de l'évolution et de l'élaboration collective des projets migratoires au fil du temps et des liens intergénérationnels qui s'y font et défont.

3.2. Générations dans la migration

L'étendue temporelle des départs du Portugal que montrent l'ensemble des parcours migratoires, le fait que les primo-migrants (premier(s) membre(s) émigrant d'un groupe de parenté) renvoient à différentes générations familiales (celle des

(prime de 10 000 francs pour le retour au pays des étrangers inscrits à l'ANPE, puis des salariés depuis moins de cinq ans) s'intensifia à partir de mars 1978 : 70 00 retours annuels ont été comptabilisés entre 1975 et 1982 concernant les immigrants portugais, 40 000 entre 1983 et 1986 (PIMENTEL D., 1991).

parents : première génération ascendante, ou celle des grands-parents : deuxième génération ascendante), ou encore que certains informateurs soient nés au Portugal et donc aient eux-mêmes vécu l'émigration et, que d'autres encore, aient vécu au Portugal une partie de leur enfance ou adolescence, rend l'approche générationnelle particulièrement complexe. Pour différentes raisons, les catégories « deuxième génération », « troisième génération », « issues de l'immigration portugaise » sont heuristiquement insatisfaisants.

Le problème du phénomène générationnel est de comprendre la relation entre continuité et discontinuité : « deux réalités contradictoires, mais deux réalités nécessaires pour qu'on puisse distinguer dans le flux continu du temps humain des générations séparées qui se succèdent, se prolongent les unes des autres et se tiennent les unes derrières les autres » (SAYAD, 1994 : 156). Cette relation, entre continuité et discontinuité, éclaire deux conceptions complémentaires et dialectiquement liées de ce phénomène : une première conception diachronique pour laquelle « l'enjeu se situerait en amont et porterait sur l'antériorité qu'on veut la plus longue, la plus ancienne et surtout la plus continue » ; une seconde conception synchronique « dont l'enjeu total s'inscrirait, cette fois-ci, dans le temps présent et porterait alors sur le volume et sur le degré de cohésion de la masse de tous les contemporains qui se veulent ou qui prétendent descendre tous de la même origine et participer de la même histoire » (*ibid* : 157).

Concernant les phénomènes migratoires (émigration-immigration), cette relation entre continuité et discontinuité renvoie à des enjeux spécifiques dans lesquels les appartenances familiales, sociale (groupe d'âge) et nationale peuvent apparaître comme contradictoires. En France, lorsque l'on parle d'enfants de migrants (dans ce cas généralement d'enfants immigrés, l'autre figure, celle de l'émigrant étant plus rarement prise en compte), l'idée de liens générationnels, quel que soit le point de vue intra- ou intergénérationnel adopté, soulève nombre de questions, dont la controverse autour de la catégorie « deuxième génération », déjà évoquée, est devenue paradigmatique.

3.2.1. Génération et migration

La première conception de la notion de génération, celle diachronique, renvoie aux relations intergénérationnelles et repose sur le modèle paradigmatique de l'ancestralité. Or l'antériorité dans laquelle les enfants d'immigrés s'inscrivent

(généalogie familiale) est à la fois caractérisée comme extérieure, ou étrangère, et sans profondeur historique : une « génération 1 », celle des primo-migrants, n'a par définition aucune antériorité historique. Parler de génération c'est donc implicitement dire le déficit de génération. Sayad montre à ce propos comment la prise de conscience tardive, en France, de la réalité de l'immigration en tant que présence appelée à devenir définitive, a fait jouer aux enfants de migrants le rôle de les faire exister :

> « […] c'est, paradoxalement, cette génération qu'on convient d'appeler 'deuxième génération' qui, par l'adjectif ordinal qui lui est associé, fait exister, *a contrario* et *a posteriori*, cette autre génération 'première' qui n'existe pas ou ces autres générations 'premières' oubliées et dont on ne parle pas ; c'est comme si, par un total retournement, il appartenait aux 'enfants de faire exister les parents', de les 'faire naître' à la vie plus largement publique, de les confirmer dans leur qualité de résidents au sens plein du terme, de les réhabiliter dans leur identité totale, sociale et politique. » (SAYAD, 1994 : 165)

La catégorie « deuxième génération » renvoie de manière implicite les enfants d'immigrés à une contradiction : celle d'avoir à s'intégrer dans la continuité de l'histoire nationale du pays d'installation[307], tout en étant identifiés à travers une histoire - familiale, sociale - étrangère, stigmatisante et, elle, sans véritable profondeur historique. D'aucuns considèrent pour cette raison, l'oubli comme condition de la restauration d'une mémoire positive de soi chez les descendants de migrants (GUENIF-SOUILAMAS, 2001). Or dans nos sociétés, c'est la continuité historique, l'ancestralité, qui est valorisante. On comprend aussi dès lors l'enjeu du slogan de la CNHI : « Leur histoire est notre histoire », et la prise de conscience de la nécessité de penser l'immigration comme une « donnée endogène », « oubliée et débarrassée de son caractère d'extériorité » (SAYAD, 1994 : 164).

Mais que savons-nous de ce que représente cette histoire migratoire pour les descendants de migrants ? Comment se représentent-ils leurs vécus, passés mais aussi présents, et que partagent-ils entre eux ? Quels liens entretiennent-ils avec leurs aïeux, avec les histoires nationales des pays d'origine et de résidence ?

[307] En France, la « question de l'intégration sociale est ramenée automatiquement à celle de l'intégration nationale, et la question des changements introduits par l'immigration à celle de l'incorporation de nouveaux arrivants dans la nation » (LORCERIE, 1994 : 252).

La seconde conception de la notion de génération, synchronique, me conduira à considérer les liens intra-générationnels. Elle renvoie à une « vision statique de l'état de la génération à un moment donné du temps où sont en cause l'unité, la cohésion de l'ensemble générationnel », et se fonde sur le modèle paradigmatique de la fraternité (SAYAD, 1994 : 158). Dès lors plusieurs questions se posent, directement liées à la catégorie « deuxième génération » et à celle de « luso-descendant ». Celle de savoir si au sein d'un même âge de la vie considéré (la jeunesse), l'expérience sociale liée à la migration portugaise les distingue d'autres générations historiques (ou socio-historique) :

> « La génération dite historique désigne un ensemble de personnes nées à une même période partageant des expériences, des référents et des influences sociales, puisées dans ce temps commun et qui forment leur empreinte historique et leur identité générationnelle. […] Le sentiment d'appartenir à une génération (qu'on nomme sociale ou historique) est un aspect essentiel de l'appropriation individuelle du temps social et conditionne l'intégration des biographies individuelles dans ce temps collectif. » (ATTIAS-DONFUT, 2000 : 644-645)[308]

Auquel cas, quelle est la nature de cette - ou ces - expériences ? L'immigration-émigration, en tant que processus social générateur d'assignations et de revendications identitaires, peut-elle fondée des identités générationnelles ? L'existence de groupes d'enfants de migrants portugais réunis en associations, de manière successive depuis les années 1980, suffit-elle pour affirmer l'existence d'un sentiment d'appartenance générationnelle dans la migration portugaise ? Auquel cas, le sentiment d'appartenance à une génération est-il exclusif de l'appartenance à une « jeunesse nationale »? En d'autres termes, en France, au sein d'une même classe d'âge sur le territoire français ou portugais, les individus inscrits dans une expérience sociale liée au phénomène migratoire, quel qu'il soit, s'identifient-ils à une même génération, distincte de ceux qui ne font pas (ou ne font plus) cette expérience ?[309] Les « jeunes luso-descendants » et les

[308] Définition à partir de la notion de « l'être-ensemble de nature socio-historique » proposée par Karl Mannheim : MANNHEIM (1990). Synthèse de : ATTIAS-DONFUT (1988).

[309] Ensemble de questions que se posent les auteurs d'une rechercher comparative France-Québec sur « la deuxième génération issue de l'immigration » : peut-on parler « d'une 'expérience' particulière des secondes générations dans leur ensemble, ou plutôt d'une expérience propre à des groupes spécifiques, c'est-à-dire racialisés, ethnicisés, défavorisés ou les trois à la fois ? » (POTVIN, EID et VENEL (dir.), 2007).

« jeunes locaux portugais » se sentent-ils appartenir à une même génération sociohistorique, liée par un même destin collectif ?

3.2.2. Générations familiales et générations de la migration

Les différents cycles d'émigration des aînés, auxquelles correspondent différentes cohortes de migrants (1950-1960 ; 1960-1970 ; post-1974 ; post-1984), renvoient à un ensemble d'individus nés au Portugal entre 1930 et 1955, arrivés en France à l'âge adulte à partir de la fin des années 1950 et jusqu'à la fin des années 1980, et appartenant à des générations familiales différentes (grands-parents et/ou parents d'*ego*). À l'exception de Fernando et de Carina, et de leurs parents, arrivés en 1984 et 1989 dans le troisième cycle migratoire, mais aussi de quelques autres individus arrivés dans les années 1980 et 1990 (João Paulo, le mari de Sandrine, Antonio), l'ensemble des départs s'inscrivent dans le deuxième cycle migratoire, qui lui-même s'inscrit dans un contexte historique « marquant », celui d'une dictature. Ces différentes cohortes de migrants, identifiées plus haut, constituent-elles une même génération socio-historique, dont seraient issues une « deuxième » puis une « troisième » générations de descendants de migrants portugais ?

Dans une discussion sur la notion de génération introductive à un ouvrage consacré aux enfants d'immigrés de la Guerre civile espagnole – « Enfants de la Guerre civile espagnole : vécus et représentations de la génération née entre 1925 et 1940 » -, l'historien Pierre Milza soulève le problème de « l'hétérogénéité » de la population à laquelle renvoie la génération étudiée[310], dans la mesure où l' « évènement fondateur », écrit-il, n'est pas unique : il y a la guerre civile, mais aussi le fait migratoire dans son ensemble (« le phénomène du déracinement et de transculturation qui l'accompagne »). Milza fait remarquer la présence, au sein de l'immigration espagnole, d'enfants et de jeunes qui appartiennent à la classe d'âge retenue (nés entre 1925 et 1940), mais dont certains parents « ont émigré en France avant la guerre civile, essentiellement pour des raisons économiques » (MILZA, 1999 : 13-14).

Rapportée aux parents, cette remarque pose la question de savoir s'il ne convient pas plutôt de parler de « premières générations », au pluriel donc. L'analyse de Pierre

[310] Chez Milza, au sens socio-historique et non plus uniquement démographique de la notion.

Milza soulève deux questions liées entre elles : celle de l'évènement qui fonde une génération et celle de la distinction entre émigration politique et économique.

Claudine Attias-Donfut considère que l'existence d'une génération socio-historique n'est pas conditionnée « à la survenue d'évènements fondateurs ou de périodes particulières de l'histoire, auxquels elle s'identifierait, tout en prenant conscience d'elle-même » :

> « […] l'identification d'une génération à un évènement (guerre ou crise), ou à une période de l'histoire ne peut pas […] rendre compte de ce qui marque une génération, mais est plutôt une manière de remémorer et de commémorer ce moment de l'histoire. Cette identification, construite a posteriori, relève de pratiques sociales courantes à la construction du temps social […]. » (ATTIAS-DONFUT, 2000 : 645)

L'auteur part de l'idée qu'un évènement important est multi-générationnel, qu'il affecte tous les membres d'une société. Le cas de la migration est particulier dans la mesure où il faut distinguer le phénomène migratoire dont on peut dire qu'il touche l'ensemble d'une société (celle de départ comme celle d'installation) de l'évènement migratoire (le départ, le voyage, l'installation, l'exil, etc.) qui constitue, à l'échelle de l'individu et de la famille, une rupture biographique : cet évènement et l'expérience sociale qui est découle distingue au sein d'une même génération le migrant du non migrant.

En ce qui concerne les raisons de l'émigration (les projets et parcours migratoires qui y sont liés), nous verrons que les trajectoires des familles portugaises analysées renvoient toutes, de la fin des années 1950 aux années 1980, à une émigration de main d'œuvre relativement homogène en ce qui concerne les milieux d'origine et projets migratoires : milieux ruraux, petits paysans ou ouvriers, individus non qualifiés et apolitiques[311]. Des exilés politiques, opposants au régime dictatorial de Salazar, issus de

[311] « […] les migrants provenaient souvent de milieux ruraux. Ils possédaient des propriétés foncières au Portugal et conservaient leur éthos paysan, malgré leur insertion dans la classe ouvrière. Ensuite, ces migrants considéraient leur séjour en France comme temporaire et désiraient rentrer au Portugal une fois des économies amassées. Dès lors, ils se montraient très soucieux des conséquences que leur comportement en France pouvait avoir sur leur retour au Portugal et sur leurs proches restés au pays. Enfin, la peur instillée depuis des décennies par la dictature, le musellement des esprits, la censure et l'obscurantisme continuaient de peser même une fois la frontière portugaise franchie. Ces réticences venaient s'ajouter au fait qu'une vraie distance sociale séparait souvent la majorité des migrants de la minorité des exilés politiques […] » (PEREIRA, 2007 : 637)

la bourgeoisie urbaine et lettrée, ont aussi émigré en France. La majorité d'entre eux est rentrée au Portugal après de la révolution des œillets en 1974.

L'analyse des activités associatives des ascendants, pour ceux qui en ont eu une, en France, montre aussi qu'elles s'inscrivent toutes dans le cadre d'associations dites traditionnelles : de l'entre-soi et non politisée (WIHTOL DE WENDEN et LEVEAU, 2001 : 38-41), alors que, là encore, il existait un militantisme politique et social, bien que resté minoritaire. Toutefois, nous verrons que l'analyse de la construction d'une mémoire collective de la migration par les descendants de ces migrants pose la question de la pertinence à distinguer entre une émigration politique (d'« exilés ») et une émigration dite économique : en tant que « vote avec les pieds »[312], l'émigration constituant pour certains un acte politique en soi.

Dans le cadre d'une réflexion sur l'existence de générations socio-historiques dans la migration portugaise, ce problème de « l'hétérogénéité » de la population étudiée, soulevé par Milza, n'en est a priori pas un. C'est effet le sens donné par les individus eux-mêmes, à travers leurs subjectivités, à l'expérience vécue et/ou à celle transmise par leurs aînés - l'expérience du départ, de l'exil, mais aussi celle de la nouvelle vie dans la société dite d'accueil -, qui doit être analysé.

Dès lors que la migration devient familiale, le sens anthropologique de la notion de génération s'impose dans le champ des études migratoires pour parler des liens de filiation au sein des groupes de parenté. La majorité de ces groupes est composée de trois générations en vie, parfois quatre, quand *ego* est lui-même parent : la génération des grands-parents d'*ego* (deuxième génération ascendante), celle des parents d'*ego* (première génération ascendante), celle d'*ego*, voire celle des enfants d'*ego* (première génération descendante)[313].

La prise en compte de la dimension anthropologique de la notion met en évidence un des problèmes que pose la catégorie « deuxième génération » communément admise pour désigner les enfants d'immigrants. Même en admettant le fait que certains

[312] L'expression « voter avec ses pieds » est d'Albert Hirschman (*Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge : Harvard University Press, 1972), reprise par José Vieira dans son film « La photo déchirée. Chronique d'une émigration clandestine » : VIEIRA (2001).
[313] Seuls trois informateurs sont parents.

individus, en tant qu'enfants d'immigrants, s'identifient à une « génération issue de l'immigration », cela ne permet pas de faire l'impasse sur le fait que ces individus s'inscrivent aussi dans des lignées familiales. En effet, les appartenances générationnelles

> « […] coexistent et se conjuguent dans l'identité de l'être 'pluriel' […] Chacun s'inscrit à la fois dans une lignée familiale dont il parcourt les rangs générationnels, dans une époque dont il reçoit l'empreinte et dans un contexte économique qui prédétermine le cours de sa vie. » (ATTIAS-DONFUT, 2000 : 646)

Or le fait qu'au sein de ces groupes de parenté la deuxième génération ascendante, celle des grands-parents, ait été ou non migrante, comme la description des parcours familiaux le montre, vient compliquer l'analyse. Selon que les grands-parents aient ou non eux-mêmes émigré, *ego* constituerait une génération « 2 » ou « 3 » « issue de la migration ».

L'émigration des grands-parents ne signifie pas uniquement une migration plus ancienne, et donc une présence plus longue dans la société française et ses conséquences en terme d'intégration, mais renvoie aussi au fait, pour *ego*, d'avoir vécu à leur côté, de partager une même langue, une même culture, parfois d'avoir été gardé par une grand-mère. Une situation que l'on rencontre aussi dans des familles où les grands-parents n'ont jamais émigré, mais où *ego* a vécu quelques années de son enfance ou adolescence au Portugal. Les grands-parents jouent un rôle essentiel dans le maintien de liens avec le pays d'origine, dans le sentiment d'appartenance à un ailleurs, à une autre histoire (familiale, locale, nationale). Les liens avec le pays d'origine s'inscrivent dans ceux maintenus par cette deuxième génération ascendante, selon qu'ils aient été eux-mêmes migrant, qu'ils soient ou non rentrés au Portugal à l'âge de la retraite, etc.

L'expression « génération 1,2,3 de la migration portugaise » sera par conséquent préférée à celle « génération issue de la migration ». Elle sera utilisée dans la perspective d'une analyse de la transmission de la mémoire familiale et des liens intergénérationnels, qui vise à questionner la continuité et la discontinuité, éventuellement la rupture, dans cette situation migratoire singulière de va-et-vient entre les deux pays. Lorsque cette première génération de la migration est celle des parents d'*ego* (première génération ascendante), ce qui constitue la majorité des cas, l'idée de « deuxième génération *de* la migration » doit toujours être indissociable de l'inscription

d'*ego* dans la lignée familiale, et notamment de ses liens avec la deuxième génération ascendante, non migrante. C'est l'articulation entre ces deux inscriptions générationnelles, familiales et socio-historiques, qu'il s'agira précisément d'interroger dans l'analyse des pratiques migratoires et d'affirmations identitaires (dont le sentiment d'appartenance générationnelle), ainsi que dans l'analyse de l'expérience migratoire vécue et de sa mise en mémoire. Mais considérer que ces individus sont inscrits dans une deuxième ou une troisième génération *de* la migration portugaise des années 1960-70, ne nous dit rien de leurs sentiments d'appartenance générationnelle ; un aspect auquel il nous faudra aussi être attentif.

Arrêtons-nous sur deux autres aspects de cette idée de génération *de* la migration. Bien que la majorité de mes informateurs soit inscrite dans une deuxième génération *de* la migration, quelques uns sont de la troisième génération en tant que petites-filles et petits-fils de primo-migrants. Il n'est pas pour autant toujours pertinent de considérer ces individus comme petits-enfants de primo-migrants (ou comme troisième génération *de* la migration) et ce, notamment, quand l'émigration a été celle d'un grand-père venu travailler seul et reparti quelques années après au Portugal. Lorsqu'elle n'a pas été familiale, l'émigration préalable d'un grand-père n'a pas eu de réelle incidence sur la trajectoire sociale des parents d'*ego*, sauf dans le cas de la mère d'Anabela qui, grâce à l'émigration de son père, a pu poursuivre des études de comptabilité, parcours peu fréquent dans le milieu paysan pauvre des années 1950[314]. L'émigration d'un père de famille pouvait cependant inciter la génération suivante à émigrer à son tour. On pourra s'interroger sur l'impact de l'expérience migratoire vécue par ces grands-pères dans les relations avec leurs petits-enfants (connaissance de la société dans laquelle ces derniers vivent, de la langue, plus grande facilité à se déplacer pour rendre visite à leurs enfants et petits-enfants en France).

Quatre individus relatent l'histoire d'une émigration familiale de leurs grands-parents[315]. Dans ce cas, le fait que leurs parents soient arrivés enfant en France n'est

[314] Jusqu'en 1956, au Portugal, la majorité des enfants provenant des classes populaires étaient scolarisés durant trois années (PEREIRA, 2007 : 47). En 1960, le taux d'analphabétisme avoisine les 30 %. Notons par ailleurs, que la mère d'Anabela n'a finalement pas mis à profit ce diplôme puisqu'elle a choisi d'émigré avec son mari au moment où se présentait à elle un poste dans l'administration d'un hôpital de Porto ; en France elle est femme de ménage.

[315] L'histoire de Delphine étant particulière, dans la mesure où la famille est repartie au Portugal en laissant les grands-parents en France.

pas sans conséquence sur les liens perpétués avec le pays d'origine, sur les identifications collectives, sur les projets de vie, compte tenu de l'ancienneté de l'arrivée dans la société française et de la présence en France des grands-parents. C'est le cas de Séverine née en 1979, dont le grand-père paternel a émigré dans les années 1950 dans la région d'Auvergne, et la grand-mère en 1964 avec ses cinq enfants : le père de Séverine étant âgé de dix ans[316]. Il est devenu maçon, comme son propre père, et s'est marié avec une femme française d'origine. La famille ne maintient pas de liens avec le Portugal, mais les grands-parents y ont récemment acheté une maison : y repartiront-ils passer leurs vieux jours, réactivant les liens des générations suivantes avec le pays d'origine ? Laquelle des deux maisons, en France et/ou au Portugal, deviendra-t-elle la « maison de mémoire » (BAHLOUL, 1992) ?

Estelle est aussi petite-fille de migrants, du côté paternel et maternel. Son père et sa mère sont arrivés en banlieue parisienne à 3 et 13 ans, en 1958 et 1974. Contrairement à la mère d'Angelina, arrivée elle aussi dans le cadre d'une émigration familiale, mais à l'âge de 17 ans (1971), la mère d'Estelle a suivi des études en France. Elle est la seule mère, avec celle d'Anabela, à avoir une formation professionnelle : elle est comptable dans une grande surface. Le père est lui électricien (sans autre précision ni sur un éventuel diplôme ni sur le statut professionnel). Des liens étroits sont maintenus avec le Portugal à travers les grands-parents paternels qui y sont rentrés à l'âge de la retraite. La grand-mère maternelle (grand-père décédé, enterré au Portugal) vit toujours en France. À l'instar de Séverine, les parents d'Estelle ne possèdent pas de maison au Portugal, contrairement à la grande majorité des parents (primo-migrants) d'*ego*, mais la famille s'y rend chaque année pour passer des vacances. Elle vient par contre d'acquérir un pavillon en banlieue parisienne. Comme pour Angelina, dont les grands-parents maternels sont rentrés au Portugal à l'âge de la retraite, les années vécues en France à leurs côtés ont créé une complicité que la distance et la non maîtrise de la langue portugaise peut dans d'autres cas rendre difficile. Qu'en est-il de ces liens affectifs quand les grands-parents n'ont pas émigré et ne sont même jamais sortis de leur région d'origine, situation largement la plus fréquente dans les parcours étudiés ?

[316] Séverine calcule la date d'émigration de son père en se basant sur l'âge actuel de celui (46 ans) et l'âge de lorsqu'il a émigré (10 ans).

Les liens symboliques, affectifs, de solidarité, entre parents et enfants (*ego*), entre grands-parents et petits-enfants (*ego*), revêtent des caractéristiques spécifiques en contexte migratoire[317] du fait de la distance géographique, culturelle (au niveau linguistique) et sociale, mais aussi du processus d'adaptation dans la société d'installation - l'intégration de nouvelles normes et valeurs - et de désadaptation dans la société d'origine. Ce lien de filiation revêt aussi une dimension spécifique à travers la problématique de la « dette » : dette des parents d'*ego* vis-à-vis de leurs propres parents et de la société paysanne d'origine (WALL, 1998 : 141)[318]. Les descendants d'émigrants-immigrants se considèrent-ils comme les héritiers de la dette de leurs parents vis-à-vis de la société portugaise ? Et de celle vis-à-vis de la société française, pour ceux qui associent leur réussite sociale à la bonne intégration familiale ?

De plus en plus de migrants de la génération des parents atteignent l'âge de la retraite. Se sont-ils « enracinés » en France comme la majorité des immigrés vieillissants (ATTIAS-DONFUT, 2006) ? Comment évolue la solidarité intergénérationnelle avec le vieillissement de cette génération, ainsi que le regard porté sur l'expérience migratoire familiale ? Nous savons que le vieillissement d'individus inscrits dans une histoire migratoire engendre de nouvelles pratiques au sein des familles : la venue des grands-parents en France, des voyages plus fréquents au Portugal quand les parents (ceux d'*ego*) y sont repartis à l'âge de la retraite. Ces mises en présence nouvelles dans un lieu mémoire, ou au contraire à distance, réactivent-elles des formes de transmission au cours du temps ? Le lieu de sépulture de ces différentes générations engendre-t-il des pratiques de circulation susceptibles de réactiver ou de prolonger les liens avec le pays d'origine et celui d'installation ?

Dans ce cadre d'analyse, celui de l'inscription des individus dans une mémoire familiale, la position d'*ego* dans la fratrie devra aussi être considérée. L'étude du choix des prénoms transmis aux enfants, dans le cas de fratries nombreuses comme celle de Christelle (six frères et sœurs) ou dans le cas d'une grande différence d'âge entre enfants (Vítor qui a onze ans de différence avec son frère Kévin), conduit à s'interroger sur l'imbrication entre un des aspects de la dimension anthropologique de la notion de

[317] La dimension du genre : relation mère-fille, mère-fils, père-fille etc. ayant aussi son importance.
[318] Voir aussi SAYAD (1999).

génération (aîné/cadet) et sa dimension sociohistorique. En effet, si on considère deux individus du même âge, Christelle née en 1976 et Vítor né en 1978, la première, cadette d'une fratrie de six enfants née en France dix ans après l'arrivée des parents (1967-68), le deuxième, aîné d'une fratrie de deux enfants et né en France trois ans après l'arrivée des parents (1975), comment expliquer le fait que Christelle n'ait pas hérité du prénom d'un parent, alors que Vítor oui ? Doit-on y voir une logique de parenté (aîné/cadet), ou bien, concernant le premier cas, le « processus d'individuation » lié au changement culturel vécu par les populations étrangères (HASSOUN, 1995), ou les deux à la fois ?

L'exemple de Christelle éclaire un autre aspect de l'imbrication entre la génération familiale et la génération sociohistorique. Analysons le à partir des propos de Rosa, elle aussi cadette d'une fratrie de six, la seule née en France (en 1972) :

> *« Dans la tête de notre génération, il y a une méconnaissance du Portugal. Il y en a qui peuvent avoir une image de ce petit pays comme n'étant pas évolué …c'est parce ce qu'ils n'ont pas la connaissance de ce qu'est le Portugal. Je ne suis pas en train de mettre le Portugal sur un piédestal, je suis seulement en train de dire qu'on ne connaît pas le Portugal. »* (Rosa ; souligné par moi)

Ces propos montrent la conscience de génération et l'idée d'appartenance de fait (naturelle) à une génération (« notre »), dont toutefois elle se démarque (« ils »). Une conscience de génération qui résulte probablement de sa position au sein de la fratrie et de la confrontation vécue au quotidien entre son expérience migratoire et celle de ses frères et sœurs nés au Portugal, où ils ont été scolarisés. Le cas de Rosa nous invite à interroger la complexité de cette dynamique intergénérationnelle – dans laquelle doit être prise en compte la relation parents-enfants, mais aussi celle entre générations d'enfants de migrants (« génération 1,5 » et « génération 2 » des démographes) - et intra-générationnelle : quand le « nous » devient « ils ».

Ce dernier aspect renvoie à la problématique de la « luso-descendance », qui pose de la manière la plus visible sans doute la question des liens intra-générationnels, du sentiment d'appartenance à une génération distincte de la « jeunesse nationale », française comme portugaise. Ce type d'identification et de distinction est-il uniquement le résultat des stigmatisations, ou des discriminations subies ? Quel est l'incidence de l'âge de la vie sur les revendications identitaires, sur les liens maintenus avec le pays d'origine des aînés, sur les représentations de l'expérience vécue ?

3.3. Âge de la vie : être « jeune », devenir « adulte » en migration

L'âge a un fondement biologique, mais aussi une signification sociale, et les rapports entre l'âge biologique et l'âge social sont complexes. L'anthropologie sociale a montré l'extrême diversité des définitions de l'âge et de ses périodisations :

> « [...] il convient si l'on souhaite saisir le phénomène 'âge' dans toute son ampleur et dans toutes les société, de parler des âges de la vie, expression qui se réfère à la succession des étapes marquant le développement physique individuel. Il faut savoir alors que toutes les sociétés, sans exception, découpent le parcours de la vie individuelle en phase marquée par des transitions plus ou moins appuyées, plus ou moins ritualisée. Toutes les sociétés caractérisent des enfances, des jeunesses, des âges adultes, puis des vieillesses, avec leurs qualifications propres, leurs rôles sociaux, leurs dénominations. » (ZONABEND, 1994b : 52-53)

L'âge de mes informateurs varie entre 19 ans et 35 ans. La grande majorité d'entre eux est née entre 1975 et 1980, ils avaient entre vingt et trente ans au moment de l'enquête. Les plus âgés, de 32 à 35 ans, sont tous nés au Portugal et ils ne constituent pas la majorité des mariés. Mes informateurs se distinguent aussi par le fait que certains vivent chez leurs parents, d'autres en couple, mariés ou non, ils sont très rarement eux-mêmes parents (seuls trois individus : Nuno, Helder et Deolindo), que certains sont étudiants et d'autres actifs. Qu'est-ce qui définit le passage du statut de jeune à celui d'adulte et ce passage revêt-il une dimension singulière en situation migratoire ?

De manière générale, la jeunesse correspond à l'âge de la vie où a lieu le passage de l'école à la vie professionnelle et de la famille d'origine à celle de procréation. Elle renvoie à un « état d'apesanteur et d'indétermination sociale », à « une période de classements et d'incohérences statutaires » (MAUGER, 1995 : 6). D'aucuns considèrent que pour les enfants d'immigrés : « le passage des enfants à l'âge adulte constitue une période cruciale où se fait en quelque sorte le deuil du pays natal » (GOSSIAUX, 1987 : 116). Dans le contexte migratoire étudié caractérisé par le maintien de liens avec le pays d'origine, on ne peut parler de « deuil du pays natal », mais on peut imaginer un deuil relatif au pays natal, tel que celui-ci a été transmis par les

parents, et qui fonde la construction d'un nouveau type de lien avec ce lieu. Dans cette période intermédiaire qui est un moment d'incertitude, au cours duquel la tension entre déterminismes (sociaux, familiaux, psychiques) et liberté individuelle – celle du choix - se joue, l'individu se construit face aux différentes composantes de l'héritage familial : « l'individu est le produit d'une histoire dont il cherche à devenir le sujet » (GAULEJAC, 1999). Commentant le concept d'habitus de Pierre Bourdieu[319], l'anthropologue Alban Bensa propose :

> « Les individus s'inscrivent selon des modalités concrètes dans la temporalité en la produisant par leurs actions, leurs paroles, leurs interventions. Face à l'incertitude, à l'ouverture du présent sur une grande diversité de possibles, chacun s'essaie tantôt à la répétition, tantôt au changement. L'inaccompli offre la possibilité de voir disparaître ce qui a déjà été réalisé ; ainsi, le travail de production de la temporalité est à la fois retour en arrière et tentative de tracer un avenir. » (BENSA, 1997 : 14-15)

La jeunesse est l'âge des choix de vie, qui renvoient dans le cas des enfants de migrants à cette « grande diversité des possibles », notamment dans les choix d'appartenance : choix de la nationalité à partir de seize ans, choix professionnels et éventuellement du pays de résidence, choix d'un conjoint. Ces choix ne sont pas forcément exclusifs (comme le choix de la nationalité) et peuvent entraîner la rupture ou, au contraire, la reproduction familiale, recèlent également des enjeux de réappropriation et de compromis. De tels choix contraignent l'individu à se positionner par rapport à un héritage, mais aussi au projet migratoire - rester en France ou rentrer au Portugal – lorsque la question se pose encore pour les parents. Sociologues et démographes ont montré, concernant le choix du pays où vivre, que ceux qui projettent

> « […] d'aller vivre au Portugal 'sûrement' sont certains du retour de leurs parents et ont majoritairement entre 15 et 19 ans. Les jeunes certains de rester en France se déterminent indépendamment du projet des parents et sont souvent plus âgés : 20-24

[319] « Produit de l'histoire [qui] produit des pratiques, individuelles et collectives, donc de l'histoire, conformément aux schèmes engendrés par l'histoire ; il assure la présence active des expériences passées qui, déposées en chaque organisme sous la forme de schèmes de perception, de pensée et d'action, tendent, plus sûrement que toutes règles formelles et toutes les normes explicites, à garantir la conformité des pratiques et leur constance à travers le temps. Passé qui survit dans l'actuel et qui tend à se perpétuer dans l'avenir en s'actualisant dans des pratiques structurées selon ses principes, loi intérieure à travers laquelle s'exerce continûment la loi de nécessités externes irréductibles aux contraintes immédiates de la conjoncture […] » (BOURDIEU, 1980 : 91).

ans. Si les plus jeunes pensent leur avenir en fonction du projet des parents, après 20 ans, leur autonomie est beaucoup plus marquée et souvent les parents s'aligneront sur le choix des enfants. » (AMORIM RIBEIRO *et al*., 1997 : 76)

L'âge a une incidence remarquée par de nombreux auteurs sur les discours et pratiques d'appartenance des enfants de migrants. Dans une étude sur des jeunes de parents immigrés au Québec[320], Deirdre Meintel évoque : « plusieurs nous ont raconté que la conscience de leurs origines culturelles et la fierté de cet héritage culturel se sont éveillés plus tard dans l'adolescence, généralement entre 15 et 17 ans » (MEINTEL, 1992 : 84). Lepoutre et Cannoodt observent que le rapport des enfants de migrants au pays d'origine « se transforme avec l'âge, souvent dans le sens d'une prise de distance » (LEPOUTRE et CANNOODT, 2005 : 168). Dans une étude portant sur des jeunes portugais et français d'origine portugaise âgés de 15 à 29 ans, Jorge de La Barre conclue : « La classe d'âge donne à la distribution du sentiment identitaire un aspect linéaire, qui part des sentiments 'Français et Portugais' et 'Portugais' pour les plus jeunes, et arrive au sentiment 'Européen' pour les plus âgés » (LA BARRE, 2001 : 228).

Le rejet de l'origine portugaise au moment de l'adolescence, associée à la « *honte* » des parents, est fréquent dans les parcours, comme Anabela qui a cessé de se rendre au Portugal à dix-huit ans, quand ses parents ont accepté qu'elle ne parte plus en vacances avec eux :

> *« Le Portugal me faisait chier… Je trouvais que c'était un pays rétrograde, les femmes du village ne faisaient que critique la manière de m'habiller, alors que j'étais mal dans ma peau. […] Aujourd'hui, le Portugal est intéressant pour moi, j'ai rétabli des liens… »* (Anabela, 25 ans)

Anabela a fait plus que de rétablir des liens, puisqu'à vingt-sept ans elle est partie travailler au Portugal et y vit depuis.

Je reprendrai l'idée de « liminalité » de la jeunesse (LEVI et SCHMITT, 1996 : 7), du passage d'un âge de la vie à un autre, pour montrer sa singularité dans le contexte migratoire étudiée. La notion de « liminalité » (TURNER, 1990 [1969]) – plus générale

[320] Immigration en provenance du Chili, du Salvador, de la Grèce et du Portugal.

que celle de « marge », elle désigne un état marginal, d'ambiguïté[321] -, espace socio-temporel de négociation, souvent inconsciente, entre rupture, compromis et reproduction. Il me semble que cette situation nous aide à comprendre pourquoi chez certains individus le passage à l'âge adulte semble s'étirer indéfiniment, contrairement à d'autres qui font des choix décisifs avant l'âge de 25 ans.

En considérant que le mariage constitue un des critères de passage du statut de jeune à celui d'adulte, les parcours de vie montrent que certains n'ont pas atteint le statut d'adulte à 35 ans (comme Odilia, José Manuel, Rosa) ou l'atteignent à cet âge (Helder), alors que d'autres l'ont atteint à 22 ans (Carina ; Emilie), 25 ans (João Paulo ; Francis), 26 ans (Vítor).

On peut s'interroger sur l'empreinte des modèles culturels et des politiques étatiques dans le « devenir adulte » de ces enfants de migrant, dont la particularité est de se situer entre deux modèles lorsque des contacts réguliers ont été maintenus avec le pays d'origine. Des variations sont observées dans la prise d'indépendance résidentielle selon le pays de résidence. Le premier emploi et la mise en couple surviennent à des âges très différents selon les cas : de façon précoce dans le nord de l'Europe et plus tardivement dans le sud (VAN DE VELDE , 2008). Le prolongement du statut de jeune ou l'accession rapide à celui d'adulte, ont aussi une signification en termes de classe sociale d'appartenance : « une des raisons pour lesquelles les adolescents des classes populaires veulent quitter l'école et entrer au travail très tôt, est le désir d'accéder le plus vite possible au statut d'adulte et aux capacités économiques qui lui sont associées » (BOURDIEU, 1980 : 146-145). Par ailleurs, la situation étudiée encourage aussi à appréhender le passage d'un âge de la vie à un autre en fonction de la problématique de la reproduction *versus* émancipation ou rupture.

La comparaison entre les histoires du couple formé par Emilie et Francis et celle de Manuel est à ce titre révélatrice. Emilie et Francis, nés en France, se sont rencontrés dans le groupe de danse folklorique d'une association portugaise de la banlieue parisienne et se sont rapidement mariés, à 22 ans et 25 ans. Emilie a fait « *des études courtes* », un Brevet d'études professionnelles sanitaire et social (BEP), suivi d'une formation d'aide soignante, profession qu'elle exerce en hôpital. Francis est entré sur le marché du travail après un baccalauréat en génie civil et est livreur. Manuel, né en

[321] Victor Tuner reprend la théorie des rites de passage d'Arnold VAN GENNEP (1981[1909]), déjà reprise par GLUCKMAN (1962), se focalisant sur la phase centrale qualifiée de « liminaire » par Van Gennep.

France, diplômé d'une grande école de commerce, est resté dans une position d'incertitude (pour lui-même) et de marginalité (aux yeux des ses parents) des années durant. Entre l'âge de 23 ans et de 33 ans, il a travaillé comme manager pour des entreprises internationales, au Portugal, en France et en Allemagne, il a vécu en couple d'abord avec une jeune femme franco-portugaise, avec qui il a projeté d'aller s'installer définitivement au Portugal, puis avec une jeune femme française d'origine, remettant en cause ce projet de « retour ». À 36 ans, Manuel envisage toujours de partir travailler au Portugal et dans l'attente d'y trouver un travail – il cherche un emploi dans la région d'origine de ses parents, tout en souhaitant être rémunéré à « *sa juste valeur* » selon ses critères française -, et, en attendant, il vit seul.

La comparaison entre ces deux types de parcours : études courtes et professionnels, indépendance résidentielle au moment du mariage à moins de 25 ans et endogame/ études supérieures, indépendance résidentielle et projet de retour au Portugal, pose la question du lien entre le passage d'un âge de la vie à l'autre et la manière dont l'individu tente de s'émanciper ou non.

Vítor, né en France, a fait des études commerciales (BTS). Il est employé dans une banque portugaise à Paris et a épousé à 26 ans une française d'origine. Il se rapproche d'une situation de compromis : il a vécu une mobilité socioprofessionnelle et réalisé un mariage mixte -la célébration du mariage a eu lieu dans les deux pays et il maintient un lien professionnel avec le pays d'origine -, accédé de manière progressive à l'indépendance résidentielle (studio attenant à la loge de gardiennage).

L'histoire d'Helder (né au Portugal, arrivé à l'âge de 4 ans), qui s'est marié à 37 ans avec une franco-portugaise rencontrée à l'association Cap Magellan illustre encore un autre type de parcours. Après l'obtention d'un diplôme de droit international, Helder s'est entièrement consacré à l'association dont il est le président depuis plus de quinze ans. Or, il ne s'agit pas d'une association dite traditionnelle, mais d'une association de « jeunes », étudiants et de diplômés, et en tant que telle, interlocutrice des autorités portugaises et françaises. Helder a utilisé ce statut de « jeune » - représentant des « jeunes luso-descendants » - pour intégrer l'élite des « leaders communautaires » (MARTINIELLO, 1988) -, parcours qui fonde sa carrière professionnelle (élu municipal et conseiller de Paris en 2008). Alors que ce statut de jeune dirigeant associatif a retardé

son passage à l'âge adulte (autonomie financière, mariage, paternité), il lui a en même temps permis une ascension sociale fulgurante.

L'âge de la vie constitue une donnée à prendre en compte dans l'analyse des liens à l'origine et des modes d'inscriptions dans les histoires collectives. Une fois mariés, les liens avec le Portugal ont-ils évolué ? Si l'on considère le mariage comme le passage au statut d'adulte, est-ce qu'il signifie la fin de la dette vis-à-vis de la communauté d'origine, héritée des parents ? La question de la transmission familiale et culturelle vient se poser de manière très différente quand *ego* devient lui-même parent ; devient-il pour autant un luso-ascendant ? En tant qu'état marginal et indéterminé, où tous les choix restent possibles, on comprend que la jeunesse soit devenue une catégorie intrinsèque du discours nationale de l'État portugais en direction des enfants d'émigrants.

L'identification de parcours migratoires familiaux divers et inscrits dans des contextes sociaux et historiques variés, doit permettre d'appréhender la problématique des appartenances collectives – et notamment celle générationnelle – dans une perspective ne gommant pas la complexité de la réalité sociale étudiée. La contemporanéité de la migration portugaise, le va et vient et la poursuite des départs, seront autant d'aspects à prendre en compte dans l'analyse de la continuité du vécu migratoire et de ses représentations. Comment s'articulent l'expérience sociale dans le présent avec celle vécue dans le passé ? Que signifie participer et partager une même histoire ? Quels liens existent entre les différentes générations de la migration, selon les âges de la vie, et quels impacts ces modes relationnels ont-ils sur les liens maintenus avec le pays d'origine, l'élaboration d'un récit mémoriel et le « poids des ancêtres » (LE WITA, 1991 : 211) ?

CHAPITRE 4

PASSE FAMILIAL : L'EMIGRATION DES AINES

Le pays d'où ont émigré certains des grands-parents, les parents, ainsi que dix des informateurs, le Portugal des années 1940-1970, a depuis connu des transformations sociales et politiques de grande ampleur. « À la fin des années 1950, la dictature portugaise se distinguait des autres pays d'Europe occidentale par son refus de la modernité et son archaïsme. » (PEREIRA, 2007 : 10) En 1974, la révolution des œillets et le rétablissement d'un régime démocratique ont accéléré les évolutions sociales et économiques amorcées dans les années 1960, mis fin à l'empire portugais et amorcé le processus d'entrée du pays dans la CEE (1986). L'étude préalable de ce contexte politique et de la société paysanne traditionnelle d'origine vise à confronter les représentations que ces enfants de migrants ont du pays et des milieux sociaux d'origine, à des données historiques et sociologiques.

4.1. Vivre au Portugal et en émigrer : contextualisation

La majorité des ascendants est d'origine rurale et paysanne. L'auteur d'une recherche fondée sur les monographies de deux communes de la région du nord-ouest du Portugal, conclut que si presque toutes les catégories foncières émigraient, en terme de fréquence relative deux types d'acteurs sociaux étaient des non-émigrants : d'un côté, les non héritiers et ceux (presque) totalement dépourvus de ressources foncières, de l'autre, les propriétaires aisés et paysans cultivant une superficie supérieure à cinq hectares qui, pour des raisons économiques mais aussi de prestige, n'avaient pas besoin de « se dégrader » en migrant, ni d'assumer le risque de « l'aventure » de l'émigration (SILVA, 1998 : 289)[322].

[322] Un ensemble de travaux historiques, sociologiques et anthropologiques, donnent une vision assez précise de la figure de l'émigré en fonction des époques et des régions d'origine, mais il s'agit de l'émigré légal, sur les émigrant clandestins « nous continuons à ne savoir presque rien » (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 250). Or, des études sur la composante illégale du flux migratoire portugais vers les États-Unis au

L'éclairage de cette société rurale complexe, très hiérarchisée, où la possession de la terre déterminait l'existence sociale des groupes, vise à mettre en évidence des aspects anthropologiques (notion de *casa*, type de famille et système de dévolutions des biens), qui permettraient de comprendre les types de liens maintenus par les familles migrantes avec la société d'origine, mais aussi les pratiques de sociabilités dans le pays d'installation, ou encore, celles de perpétuation de la mémoire familiale. De même, l'éclairage historique de la dictature salazariste et sa propagande nationaliste, qu'il s'agisse de l'exaltation d'un Portugal rural ou d'une nation pluricontinentale, vise à contextualiser certaines ressources identitaires mobilisées par les migrants et leurs descendants et notamment à inscrire l'idée de « communautés portugaises » ou celle de luso-descendance dans une continuité historique.

4.1.1. L'émigration, une constante structurelle

> « Le drame national de l'émigration est l'une des déterminantes de la transformation socio-économique du Portugal contemporain, pour le moins à partir des années 1830. » (SERRÃO, 1982 ; trad. du portugais)[323]

L'émigration est un phénomène remarquable par sa durée et par son ampleur humaine, mais aussi pour les enjeux politiques et économiques et, enfin, pour les représentations auxquels il renvoie, aujourd'hui encore au Portugal. Le volume qu'elle a atteint - au début des années 1990, les Portugais qui résidaient à l'étranger représentaient plus de 40 % du total de l'ensemble des individus résidant sur le territoire national (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 291) -, les devises qu'elle a générées et les retours des émigrants, ont eu des conséquences décisives sur la société et dans l'économie portugaise. L'évolution démographique a été affectée de façon pratiquement continue – bien que variable, quant à l'incidence régionale – par ces mouvements séculaires (ALMEIDA, 1991 : 148). Elle est caractérisée comme étant une « constante structurelle » (SERRÃO, 1982 [1972]). L'émigration a en effet continué d'être une option fréquente pour surmonter de difficiles conditions d'existence, si bien qu'aucune « rupture structurelle ne se vérifie dans le système de valeurs des groupes sociaux qui

XIXe siècle et les informations disponibles sur les départs illégaux vers des pays d'Europe après la Deuxième Guerre mondiale montrent que le flux clandestin est substantiellement différent du flux légal.

[323] Sauf mention contraire, les traductions sont de mon ressort.

ont développé des logiques légitimant l'acte d'émigrer » (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 232).

Entre le début des découvertes maritimes, en 1500, qui se transformèrent en missions commerciales et de colonisation, et jusqu'en 1760, un million et demi de Portugais auraient émigré (GODINHO V.M., 1978 : 9). À la fin du XVIIe siècle, des zones de colonisation deviennent elles-mêmes des foyers de départs d'émigrants, comme c'est le cas pour les archipels atlantiques de Cap Vert, de Madère et des Açores, dont une partie de la population est partie vers le Brésil – c'était à l'époque la ruée vers de l'or et des diamants -, le Mozambique et plus tard vers l'Amérique du Nord. Divers auteurs insistent sur la rupture qui s'opère, au milieu XIXe siècle, entre une « émigration colonisatrice » (ALMEIDA, 1991) - ou « émigration d'Ancien Régime » -, liée aux objectifs marchands et impériaux de la couronne portugaise, qui dura jusqu'à l'indépendance du Brésil, en 1822[324], et une émigration économique liée au capitalisme industriel, qui se déroule à l'extérieur de l'empire colonial portugais[325]. Sous l'Ancien Régime, le « colonisateur » était un individu « qui avait abandonné la terre natale à l'initiative de l'État, ou pour intégrer une entreprise de dimension nationale », alors que l'« émigrant » était un individu sorti du pays « pour des motifs exclusivement personnels, entrepris librement, indépendamment de sollicitations officielles, voire, souvent, en opposition à celles-ci » (SERRÃO, 1982 : 87-88). L'historien souligne toutefois la difficulté de distinguer avec pertinence les « colonisateurs » des « émigrants » : « colonisateurs et simples émigrés ont toujours coexisté, et de façon inextricable » (*ibid* : 87). Tout le spectre social était partie prenante de ce projet d'expansion : clergé, noblesse, bourgeoisie, peuple, mais « il y a ceux qui partent pour conquérir, découvrir, s'enrichir, avoir du prestige, christianiser […] et ceux qui partent pour travailler et pouvoir ainsi échapper aux difficultés socioéconomiques, qu'ils n'arrivent pas à surmonter à l'intérieur du pays » (LEANDRO, 1992 : 126).

Entre les milieux des XIXe et XXe siècles, l'émigration était majoritairement (80%) transatlantique. La langue et l'importante colonie installée au Brésil depuis le

[324] Dès la fin du XVIIIe siècle des flux existent aussi en dehors de l'empire, vers l'Espagne et les États-Unis.
[325] Voir BAGANHA et GOIS (1998-99).

XVIe siècle en faisaient le principal pays de destination (environ trois quarts du flux)[326]. Puis un nouveau cycle commence à partir de 1960. Il sera intra-européen et viendra répondre à l'appel de main-d'œuvre de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, pays en pleine expansion économique industrielle[327]. Au cours de ce deuxième cycle, qui durera trente ans, sortirent du pays sensiblement le même nombre d'émigrants qu'au cours du premier, qui a duré un siècle, soit presque deux millions d'hommes et de femmes. Tandis que l'émigration du milieu du XIXe siècle s'inscrit dans un contexte général de mobilité des populations européennes, elle est considérée comme étant une « anomalie » pour ce qui est de sa persistance au XXe (SERRÃO, 1982).

Bien que le Portugal soit devenu un pays d'immigration à partir des années 1980, un troisième cycle d'émigration, toujours en cours, s'est amorcé en 1985, vers d'autres pays de l'Europe de l'ouest[328], mais aussi outre atlantique, la baisse de l'émigration vers le Brésil étant compensée par l'augmentation de l'émigration vers les États-Unis et le Canada[329]. La rétractation des flux d'émigration de travail entre 1974-85 serait la conséquence du temps nécessaire à la formation de nouveaux réseaux structurés pour donner des débouchées au potentiel migratoire (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 246). Si la continuité des flux intra-européens des Portugais est empiriquement connue, leurs caractéristiques ont changé, car aux travailleurs non qualifiés sont venus s'ajouter les cadres qualifiés, les dirigeants d'entreprises et certaines professions libérales, les étudiants et chercheurs, bref, des segments de la population qui relèvent de la mobilité professionnelle mise en place par les divers pays membres de l'Union Européenne, dans le cadre de la libre circulation. Cette situation, commune aux pays de l'U.E vient, dans le cas portugais, occulter l'émigration économique de « type » traditionnel (PORTUGAL BRANCO, 2009)[330].

---

[326] Le restant émigrait au Venezuela, aux États-Unis, au Canada. Il existait aussi une émigration traditionnelle des populations des régions frontalières vers l'Espagne pour dans les travaux agricoles, l'exploitation des mines et la pêche (SERRÃO, 1982 : 56).

[327] 75,7% de l'émigration est intra-européenne entre 1965 et 1969, 83,1% entre 1970 et 1974 (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 235).

[328] Vers la Suisse, le Royaume-Uni, le Luxembourg, l'Espagne.

[329] L'émigration transocéanique représente 51% du total des sorties enregistrées entre 1980 et 1988 (BAGANHA, 2000 : 191-193).

[330] Cette occultation est la conséquence de l'absence de statistiques sur la question, les divers pays de l'Union Européenne ne pratiquant plus de décomptes à part et émettant de moins en moins de titres de séjour, devenus inutiles pour les ressortissants des autres États membres.

Depuis la fin du XIXe siècle, l'émigration a permis, au Portugal, de réguler de façon structurelle le système socioéconomique :

> « L'émigration constitua, dans les conditions économiques et sociales de 1870 à 1930, une soupape de sûreté qui atténuait les tensions sociales et les risques de renforcement d'un mouvement syndical à ses débuts au sein du prolétariat. Il pouvait être envisagé comme un élément d'équilibre de la structure agraire, à partir du moment où il n'affectait pas trop les migrations internes » (HALPERN PEREIRA, 1980 : 67).

Jusqu'au début du XXe siècle, un ensemble de facteurs a déterminé une politique de tolérance en matière d'émigration : elle contribuait à réguler la société portugaise, par la réduction de l'excédent démographique et la dilution des problèmes sociaux que le chômage créait, mais aussi grâce à son apport financier (les devises en provenance du Brésil) et, ses enjeux politiques, notamment le déplacement vers l'Afrique colonisée d'une partie du contingent migratoire, indispensable à l'implantation de l'administration portugaise. L'apparente contradiction de la politique d'émigration portugaise tient alors au fait que tout en reconnaissant le rôle financier et sociologique de l'émigration, l'État essaye en même temps de la limiter, pour répondre aux besoins socioéconomiques des élites dominantes[331] et de la contrôler, pour l'insérer dans le projet colonial[332]. Cette contradiction dans la politique d'émigration – législation restrictive /tolérance face à l'émigration clandestine - persistera sous l'*Estado Novo*.

La constance du phénomène migratoire portugais et sa poursuite dans la deuxième moitié du XXe siècle est attribuée à la permanence de la situation de misère qui caractérisait une grande partie de la population, dont l'accroissement continu à partir du milieu du XIXe siècle a engendré la surpopulation rurale ; jamais, l'excédent de population des campagnes n'a pu trouver sur place un débouché (MARCADE, 1990 : 135)[333]. Au moment de la révolution industrielle, le Portugal a manqué de ressources,

[331] Fin XIX et début XXe siècles, dans un contexte de chômage, il s'agit davantage d'un positionnement idéologique - défense intransigeante du *statu quo*, la structure sociale portugaise relevant encore de celle de l'Ancien régime -, qu'un réel besoin de réservoir de main-d'œuvre.

[332] L'affirmation progressive du nouveau projet colonial au cours du XIXe siècle a été accompagnée d'un effort de substitution du Brésil par l'Afrique comme marché pour le placement de l'excédent humain. L'émigration vers l'Afrique est toutefois restée une destination minoritaire (HALPERN PEREIRA, 1980 : 54).

[333] En 1930, la pression démographique portugaise est la plus forte d'Europe (ROSAS, 1994 : 22).

mais surtout de volonté politique d'innovation et alors que les autres pays d'Europe connaissaient de profondes transformations, le pays est resté essentiellement agricole, avec une petite industrie fournissant surtout des biens de consommation. Cette situation était associée au fait que l'État soit resté « prisonnier d'une structure d'Ancien Régime amarrée à des classes dominantes qui veulent à tout prix imposer l'homogénéité de leur idéologie et empêcher la participation des autres couches à la vie publique » (GODINHO V.M., 1978 : 23).

Mais c'est bien un ensemble de causes internes et externes qui expliquent l'ampleur des flux contemporains, ceux dans lesquels s'inscrit l'émigration : la pression démographique et sociale, de profonds déséquilibres régionaux, l'excès de main d'œuvre rurale et l'industrialisation partielle et tardive du Portugal (persistance, dans les différents secteurs d'activité et en particulier dans l'agriculture, d'une protection politique et institutionnelle des entreprises familiales et artisanales), la guerre coloniale menée à partir de 1961 en Angola, au Mozambique et en Guinée, d'un côté et, de l'autre, le déséquilibre économique entre le Portugal et les pays de destination. Décrit aussi comme un énorme « mouvement d'exportation de main-d'œuvre » (ALMEIDA et BARRETO, 1976), l'émigration a permis à une grande partie de la population rurale de s'émanciper des notables locaux, de s'extirper d'un système de clientélisme quasi-féodal » (PEREIRA, 2007 : 53).

4.1.2. L'Estado Novo de Salazar

L'émigration massive des années 1960 et du début des années 1970 se passe sous une dictature qui a plus de trente ans. En 1926, un coup d'État militaire mit un terme à la Première République (libérale et parlementaire, anticléricale), et installa une dictature militaire extrêmement instable. En 1928, António de Oliveira Salazar, un professeur d'économie politique de l'université de Coimbra, issu d'une famille paysanne modeste, devient ministre des Finances. Avec la promulgation en 1933 de la Constitution de l'*Estado Novo*, Salazar, nommé président du conseil un an auparavant, installe « la plus longue des dictatures de droite du XXe siècle européen » (COSTA PINTO, 1999). Elle

dura au-delà de la Deuxième Guerre mondiale, renversée en 1974 par un coup d'État militaire, après une guerre coloniale menée en Afrique qui dura treize années[334].

Régime autoritaire et conservateur, le salazarisme se définit comme antiparlementaire, antidémocratique et antilibéral (LEONARD, 1996 : 81). L'influence de l'Église catholique s'accroît dans la vie sociale, l'éducation et la vie morale de la population : « L'Église catholique n'a pas seulement constitué l'une des sources idéologiques du régime, elle en a aussi été un instrument essentiel, toujours soumise à sa direction politique » (COSTA PINTO, 1999 : 19). Le culte de Fátima, encouragé par l'État, était au centre du catholicisme national, et le programme politique de « christianisation » a pénétré toutes les institutions du régime, particulièrement celle à vocation sociale, comme l'appareil scolaire (*idem*). La censure, imposée dès 1927 par la dictature militaire, est dirigée, à partir de 1933, par un secrétariat à la Propagande nationale, qui alimente la presse du régime[335] et organise les festivités destinées aux classes populaires, comme le concours du « village le plus portugais du Portugal » (PAIS DE BRITO, 1982). Les pouvoirs de la police politique sont aussi renforcés : elle devient, en 1945, la Police internationale de défense de l'État (PIDE) et est basée sur un vaste réseau d'informateurs dépassant les frontières nationales[336]. Les opposants sont pourchassés, emprisonnés, torturés dans un contexte d'« hystérie anti-communiste » (MÓNICA, 1996). Il ne s'agit pas d'une répression de masse, mais plutôt d'une répression sélective. Le régime, qui encouragea à l'« apathie politique » (RIEGELHAUPT, 1979), se perpétua grâce à un climat de peur et d'autocensure, instillé dans la population. Bien qu'il s'agisse d'un système corporatiste inspiré du fascisme, avec parti unique[337], une Jeunesse portugaise (*Mocidade Portuguesa*) - obligatoire mais « orientée

[334] Après une période de grande instabilité politique et sociale sous la Deuxième République (Processus révolutionnaire en cours, mené par l'extrême gauche), instauration de la Troisième République, parlementaire, en 1976.

[335] Concernant la censure, « le régime n'interdisait pas ou ne dissolvait pas systématiquement les publications de l'opposition. Celles-ci survécurent tout au long des années 1930, isolées ou réduites à un public intellectuel. […] à condition de rester confinées dans les étroites limites des cafés de Lisbonne et de ne pas atteindre la classe ouvrière. Pour les bastions provinciaux, Salazar était tranquille et confiant dans les modèles d'encadrement traditionnels » (COSTA PINTO, 1999 : 20-21).

[336] Entre 1926 et 1974 environ 30 000 individus ont été emprisonnés pour raisons politiques (MÓNICA, 1996 : 224). Les recherches sur la dictature tendent à se développer ces dernières années au Portugal ; sur la police politique : voir aussi PIMENTEL (2007).

[337] L'Union national, mis en sommeil ou revitalisé suivant la conjoncture. Il « exerçait un contrôle sur l'accès aux échelons les plus bas de la fonction publique, où l'adhésion était indispensable », sa composition sociale se caractérisant par l'importance des notables locaux, propriétaires et commerçants (COSTA PINTO, 1999 : 18).

vers l'univers urbain où des 'vices' corrompaient la jeunesse lycéenne » (COSTA PINTO, 1999 : 21) -, et une Légion portugaise, le régime se caractérise toutefois par l' « absence de mobilisation et d'encadrement à tendance totalitaire de la population » : « L'État nouveau, même pendant 'l'époque fasciste' [années 1930], a été profondément conservateur et a fait davantage confiance aux instruments, comme l'Église et les élites traditionnelles, qu'aux organisations de masse » (COSTA PINTO, *op. cit.* : 20)[338]. Ce furent donc surtout les forces sociales traditionnelles qui encadrèrent la population (l'Église catholique et les notables ruraux), pour maintenir la province dans un ordre qui se voulait immuable : « Tout au long de sa vie, Salazar reste en son for intérieur un paysan de la Beira [région du Centre du pays] […] Il se méfie du microcosme urbain, avec ses ouvriers et sa petite bourgeoisie ; il préfère s'appuyer sur le 'Portugal profond', celui des notables locaux et de l'Église » (LEONARD, 2004 : 73)[339].

Le régime s'affirme aussi comme réactionnaire, au sens littéral du terme, tourné vers le passé (LEONARD, 1996), se nourrissant d'une conception ultraconservatrice de la société, dont les valeurs « Dieu, patrie, autorité, famille et travail » rappellent une autre devise, celle d'un régime dirigé par des admirateurs de Salazar[340]. Ce dernier, qui confie d'ailleurs au nationaliste maurassien Henri Massis que son projet était de « faire vivre le Portugal habituellement » (COSTA PINTO, 1999 : 22), a « dirigé le pays conscient de l'inéluctabilité de [sa] modernisation, mais en cherchant toujours à préserver ce que celle-ci menaçait » (COSTA PINTO, *op. cit.* : 17). Or la modernisation de l'économie menaçait les notables provinciaux, milieu d'origine d'une partie substantielle de l'élite politique, les piliers du régime. Le taux d'analphabétisme, qui est de 30 % en 1960[341], étant une illustration - et le résultat - de cette pensée réactionnaire et contre-révolutionnaire, les « franges les plus réactionnaires du régime se demandaient encore dans les années 1930 s'il fallait apprendre à lire au peuple » (PEREIRA, 2007 : 46):

---

[338] Les avis divergent quant au fait que le salazarisme ait été un fascisme. Pour une analyse de la nature de la dictature portugaise dans une perspective comparative : voir COSTA PINTO (1995).

[339] « Dans le Sud des grandes propriétés rurales, où le prolétariat affichait de faibles indices de religiosité, la police était plus attentive. Dans le reste du pays rural, ce n'était pas nécessaire » (COSTA PINTO, *op. cit.* : 22).

[340] Pour une comparaison avec le régime de Vichy : voir COSTA PINTO (1992).

[341] En 1940, 46 % des enfants de 7 à 11 ans n'étaient pas inscrits à l'école (PEREIRA, 2007 : 461) et, jusqu'en 1956, la majorité des enfants issus des classes populaires n'étaient pas scolarisés plus de trois ans. En 1956, la scolarité de quatre années devint obligatoire pour les jeunes garçons et en 1960 pour les jeunes filles (PEREIRA, *op. cit.* : 183)

« L'éducation devait avant tout leur transmettre l'amour de la vie rurale, la morale chrétienne et le culte de la Nation pluricontinentale et multiraciale régénérée par l'Estado Novo. […] L'ignorance et l'analphabétisme ne manquaient pas de vertus alors que l'apprentissage de la lecture était non seulement inutile pour le travail des champs, mais pouvait aussi introduire auprès du peuple les germes de la subversion et la haine de l'agriculture. » (idem)

L'*Estado Novo* a fait du nationalisme son principal élément de légitimation, instrumentalisant pour ce faire « traditionalisme et icones apolitiques » (CORKILL, 1996 : 158), notamment autour des trois « f » : football, fado et Fátima. La propagande a imposé une relecture de l'histoire autour d'évènements et de héros de la période médiévale (temps de la fondation et de la reconquête), des découvertes maritimes et de l'expansion[342]. Le mythe de la pureté originelle et le culte de la lusitanité, fondé sur des ancêtres fondateurs - les Lusitaniens (*Lusitanos*) - exhumés par des anthropologues à la fin du XIXe siècle (LEAL, 2000a), sont survalorisés par la propagande salazariste[343]. La culture populaire, ancrée dans un modèle rural et traditionnel, est institutionnalisée à travers des organes du système corporatif, comme les Maisons du peuple (*Casa do Povo*), sa diffusion et sa mise en scène opérées à travers groupes folkloriques, musées ethnographiques, littérature populaire, valorisation de l'artisanat, ou encore l'organisation d'évènements festifs[344].

La sacralisation de la ruralité comme modèle idéal de société rejoint l'idée, défendue par Salazar, qu'un pays qui aurait le courage d'être pauvre serait un pays invincible (MÓNICA, 1996 : 221). Un pays pauvre et non pas un « petit pays », Finistère de l'Europe[345]. L'*Estado Novo*, qui a hérité des nombreuses colonies qui constituent

[342] Sur la « fabrique des héros » en Europe, voir CENTLIVRES, FABRE et ZONABEND (1998), et sur Fatima, en particulier : MARTINS et CUNHA (1998).

[343] Processus historique européen de « création des identités nationales », amorcé au XVIIIe siècle (THIESSE, 1999) ; sur le rôle de l'anthropologie dans la construction de cette identité, au Portugal : voir LEAL (2000a) ; de manière plus générale voir aussi : L'ESTOILE, NEIBURG et SIGAUD (ed.) (2005).

[344] Pour une analyse institutionnelle de la politique culturelle de l'*Estado Novo*, voir MELO (2001). L'auteur met en évidence l'existence d'un associativisme populaire ayant résisté au programme autoritaire du régime.

[345] « Le Portugal n'est pas un petit pays » (*Portugal não é um país pequeno)* étant la légende des cartes éditées par la propagande, à la fin des années 1930, qui faisait « apparaître en couleur vive, superposés au Reich allemand, à la France, à l'Espagne et à l'Europe centrale, les territoires du vaste empire colonial portugais. » (LEONARD, 1999 : 36)

« l'Empire colonial Portugais »[346], cherche à s'imaginer comme une nation « multiraciale » et « pluricontinentale », « qui s'étend sur plus de deux millions de km^2 et qui unit plus de quinze millions d'habitants. » (LEONARD, 1999 : 31)[347]. Le mythe d'un Portugal « multiracial » - « Plusieurs races, une nation » - vient légitimer sa mission civilisatrice, cette dernière reposant sur l'assertion que les Portugais seraient plus tolérants que les autres peuples européens (TORGAL, 2002).

À travers une propagande coloniale intense, le nationalisme impérial ancre dans l'imaginaire collectif l'idée selon laquelle « la grandeur et le rayonnement du Portugal seraient consubstantiels de la possession d'un vaste empire et de l'accomplissement de sa mission civilisatrice » (LEONARD, 1999 : 36)[348]. Cette mystique impériale a été également encouragée par l'Église, qui considère « que la mission civilisatrice du Portugal est d'essence divine et qu'elle doit s'accompagner d'un renouveau de l'idéal missionnaire » (LEONARD, *op. cit.* : 32). Lors de l'Exposition mondiale de Lisbonne, en 1940, cette mystique impériale, tout comme la légitimation du régime salazariste, étaient à leur apogée et l'Exposition se voulait l'illustration cette « symbiose entre nationalisme continental et nationalisme impérial » (LEONARD, *op. cit.* : 36), par la mise en scène d'un Portugal rural « vieux de huit siècles », en même temps que par l'exaltation de sa mission civilisatrice, à travers notamment l'exhibition de « tribus indigènes » venues d'Angola et du Mozambique[349].

Après une politique impériale protectionniste et civilisatrice, fondée sur l'idée de l'existence de « cultures inférieures », l'« Empire colonial portugais » devient l'« Outre-mer portugais » et le régime a recours, dans les années 1960 et 1970, en pleine guerre coloniale, à la théorie du lusotropicalisme[350], qui vise à distinguer la colonisation

---

[346] Damoa, Diu et Goa (trois régions qui formaient l'Inde portugaise), Macao, Timor, Mozambique, Angola, Guinée, Cap-Vert, São Tomé et Principes.

[347] L'auteur cite Armindo Monteiro, ministre des Colonies et inspirateur de l'Acte colonial (8 juillet 1930), dans l'éditorial du premier numéro du *Monde Portugais* (O Mundo Português) du 26 janvier 1934 (LEONARD, *op. cit.*)

[348] Idée dont les élites étaient fortement imprégnées depuis la fin du XIXe siècle , mais pas l'ensemble de la population, « l'Afrique continuant d'être largement perçue comme terre d'expiation […] celle des condamnés de droit commun déportés et internés outre-mer. » (LEONARD, 1999 : 31). Notons que le concept d'Empire n'est pas exclusif à l'*Estado Novo* et il n'y a pas de différences essentielles entre les logiques coloniales républicaine, dictatoriale et de l'*Estado Novo* (TORGAL, 2002 : 151).

[349] Concernant le cas français de l'Exposition coloniale à Vincennes de 1931, pour une analyse de la justification de l'entreprise colonial dans les discours qui ont entouré l'évènement, voir : L'ESTOILE (2007).

[350] Formalisée dans les années 1950 par le sociologue brésilien Gilberto Freire, pour désigner la propension – supposée unique – des Portugais à se mélanger aux autres cultures, illustrée par le métissage

portugaise des autres puissances européennes et, sert « d'alibi scientifique à la perpétuation de la présence portugaise outre-mer » (LEONARD, 2000 : 220).

Les années 1957-1974 constituèrent des années de transition, marquées par l'antagonisme, au sein de l'appareil de l'État, entre deux visions du Portugal : celle des « conservateurs » et celle des « modernisateurs » (PEREIRA, 2007)[351]. Après avoir choisi la neutralité durant la Deuxième Guerre mondiale, selon la devise « orgueilleusement seuls », le Portugal salazariste devient en 1949 membre de l'OTAN. Jusqu'alors tourné exclusivement vers ses « provinces outre-mer », il se tourne aussi vers l'Europe en adhérant, en 1959, à l'Association Européenne de Libre Echange (AELE). Dans les années 1960, l'économie et la société portugaises connaissent des transformations structurelles importantes : industrialisation progressive particulièrement sur le littoral centre (Lisbonne) et nord (Porto), exode rural, tertiarisation de la société et du tissu économique, et urbanisation[352]. À la fin des années 1960, avec la disparition politique de Salazar en 1968 (il décède en 1970) et l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano (universitaire professeur de droit administratif, ancien responsable de la *Mocidade* et ministre des Colonies), le « courant dit 'modernisateur' prit progressivement de l'importance » (PEREIRA, *op.cit.*).

Après trente années de politique conservatrice menée par Salazar, le Portugal vit donc de profonds bouleversements, mais qui restèrent néanmoins limités. L'essor industriel de l'après Deuxième Guerre mondiale ont conduit à l'implantation d'innombrables micro-unités artisanales (ALMEIDA, 1991 : 151) et les intérêts du ruralisme traditionnel ont bloqué la modernisation foncière qui, conjugué aux effets de l'émigration[353], ont induit la perpétuation de vieux modes de production familiaux, complémentaires du travail industriel ou lié aux services (ROSAS, 1994 : 427), et du système minifundia. Cas rare en Europe, le secteur de l'industrie, qui a très vite été

à l'origine de la civilisation luso-brésilienne : voir CASTELO (1999), ainsi que la livraison « Lusotropicalisme. Idéologies coloniales et identités nationales dans les mondes lusophones » de la revue *Lusotopie* (1997).

[351] L'auteur nous invite d'ailleurs à nous garder d'une vision monolithique de l'*Estado Novo*, notamment en ce qui concerne les questions de l'éducation, du développement économique, et de l'émigration.

[352] En 1950, 48 % de la population active travaillait dans le secteur agricole contre 32 % en 1970 (ROSAS, 1994 : 426).

[353] L'envoi d'argent des émigrés et l'achat de terrains a conduit à la conservation et à la reconstitution des petites exploitations familiales (ROSAS, 1994 : 428), plutôt qu'à la baisse du prix de la terre et au remembrement.

dépassé par le secteur d'activité des services, n'a jamais été le premier secteur d'activité du point de vue des emplois créés (BARRETO, 1996 : 36). Dans les années 1960, les investissements et financements publics (réseau routier, logement social) sont limités à cause de l'augmentation des dépenses pour la guerre coloniale (jusqu'à la moitié des dépenses publiques), le déficit étant limité grâce à l'apport du tourisme et des envois d'argent des émigrants (*idem*). Tandis que les conditions de vie s'améliorent, les inégalités se maintiennent, voire s'accentuent, notamment dans l'intérieur du pays. À la traditionnelle division riches / pauvres vient s'ajouter celle littoral / intérieur : le pays est divisé en deux, un littoral qui se modernise (urbanisation, industrialisation, tourisme), et l'intérieur, qui continue de vivre à des rythmes ancestraux (MÓNICA, 1996 : 224). Après plus de vingt ans de croissance économique (1950-1974), un tiers de la population (majoritairement rurale) ne peut satisfaire à ses besoins essentiels (SILVA, 1982 : 1080). L'émigration massive s'amorce dans la période d'or de la croissance économique portugaise (croissance du PIB de 6,2% entre 1959-1965 ; de 7,5% entre 1966-1973, SOUSA, 1995 : 623), dans un contexte de plein emploi, voire même de pénurie de main d'œuvre dans l'agriculture et dans l'industrie, mais d'augmentation des inégalités et de la pauvreté, et surtout d'impasse politique.

Il faut finalement préciser que l'infantilisation, ou ce mépris, du peuple portugais ne fut pas le propre à l'élite du régime salazariste. Les élites libérales de la monarchie constitutionnelle et de celles de la Première République considéraient avec mépris les paysans conservateurs (SILVA, 1987). De ce fait, « […] de 1820 à 1974, bien que possédant la nationalité portugaise, la majorité des Portugais restèrent privés de la plupart des droits liés au statut de citoyen » (PEREIRA, 2007 : 49). Mais alors que le pays a connu des taux de participation aux élections record au début du processus de redémocratisation (taux qui ont depuis diminué), à l'extérieur du pays, l'apolitisme est resté ancré dans les mentalités des migrants Portugais. Sergio Lopes nous rappelle aussi que « les structures agraires qui ont engendré la pauvreté, la dépendance, le pouvoir des 'caciques' et aussi l'émigration, sont bien plus anciennes » que la dictature de Salazar, qui sert aujourd'hui à expliquer « l'apparent conformisme et l'invisibilité de la 'communauté » (LOPES, 1998 : 83).

4.1.3. Émigrer sous la dictature

L'émigration a largement précédé l'installation de la dictature salazariste et elle lui a aussi survécu. La politique restrictive et en même temps tolérante face à l'émigration clandestine[354], analysée par Miriam Halpern Pereira pour la période 1850-1930[355], s'est poursuivie sous l'*Estado Novo.* L'historien Victor Pereira a à son tour montré, pour la décennie 1958-1968, « l'acceptation, non officielle, de l'émigration vers la France », le régime salazariste voulant « se dédouaner de toute responsabilité dans cette émigration qui lésait ses appuis ruraux et traditionnels »[356], et comment l'*Estado Novo* « fit de la clandestinité l'instrument de sa politique aux intérêts contradictoires » (PEREIRA, 2004 : 15 ; 17).

Pour répondre à des objectifs contradictoires : garantir les besoins en salariés du pays[357], satisfaire ses intérêts en Afrique dans le cadre du projet colonial et récupérer les envois d'argent des émigrants pour le financement de la guerre coloniale, l'*Estado Novo* adopte une législation visant à restreindre fortement l'émigration légale, dont la conséquence a été la forte augmentation de l'émigration clandestine. Un décret-loi de 1944 stipulait « qu'il était interdit de concéder des passeports ordinaires 'aux ouvriers de toutes les industries et travailleurs ruraux' », et en 1965 « qu'il ne sera pas concédé de passeports ordinaires aux personnes dont on juge qu'elles ont l'intention d'émigrer »[358] : « La volonté de limiter la sortie du territoires aux catégories sociales les plus démunies et plus particulièrement des travailleurs ruraux et des ouvriers est notoire dans la législation » (PEREIRA, 2004 : 18). L'ensemble du processus migratoire était contrôlé par la *Junta da emigração*, organe créé en 1947 qui dépendait du ministère de l'Intérieur, qui délivrait les passeports pour émigrants après réception de contrats de travail nominatifs émanant des employeurs français, et seulement à la suite d'une longue enquête auprès des autorités et des notables locaux (maire, prêtre) et sur

[354] L'émigration clandestine a été estimée depuis la fin du XIXe siècle à 1/3 - 1/4 selon les auteurs - de l'émigration effective (ARROTEIA, 1983 : 108).
[355] Voir HALPERN PEREIRA (1980).
[356] La bourgeoisie agraire et les petits industriels qui employaient une main-d'œuvre très bon marché : celle-là même qui émigrait.
[357] Propriétaires ruraux, membres de la bourgeoisie agraire et petits industriels du Nord, piliers du régime, avaient tout intérêt à ce que la main d'œuvre bon marché n'émigre pas. Les patrons du textile du canton de Guarda renseignaient à cette fin la police politique pour qu'elle enraye l'émigration illégale (ORIOL, 1988 : 39).
[358] Citant CASSOLA RIBEIRO (1986).

avis favorable de la PIDE. Ce rapport sur le comportement du candidat « était décisif, quand il n'était pas discriminant » :

> « Alors que les garanties fiduciaires et des informations positives étaient données pour les fils, parents ou alliés des familles les plus influentes et fidèles au régime, à d'autres, des contrats de travail ont été refusés ou 'congelés' ce qui leur rendait le départ un écueil difficilement surmontable » (SILVA, 1998 : 291).

Ces procédures lentes et coûteuses avaient depuis longtemps incité un certain nombre de candidats à l'émigration à utiliser des réseaux de passeurs clandestins, (qui existaient depuis le XIXe siècle), même lorsque ces candidats au départ n'avaient rien à se reprocher politiquement.

À partir de 1957, la *Junta da emigração* organise l'émigration légale vers la France avec l'Office national d'immigration (ONI). Dans les faits, l'action de la *Junta* et ses infrastructures étaient surtout axées sur l'émigration transatlantique et sur le peuplement des Provinces d'Outre-mer : « En 1956, dans '*Emigração'*, fascicule destiné aux classes populaires, l'exhortation lancée était claire : 'Si tu veux émigrer, deviens colon en Angola ou au Mozambique' » (PEREIRA, 2007 : 131). De ce fait, « l'émigration vers l'Europe et *a fortiori* vers la France est quasiment ignorée officiellement » (PEREIRA, 2004 : 20). En 1962, face à l'augmentation des flux et à la régularisation des clandestins portugais par les autorités françaises, les conditions d'obtention du passeport pour émigrant deviennent insurmontables pour un grand nombre de candidats :

> « En premier lieu, l'obligation d'avoir effectué son service militaire exclut, surtout en période de guerre comme c'est le cas entre 1961 et 1974, des milliers de jeune candidats à l'émigration. D'autre part, les femmes doivent obtenir, outre de l'État, la permission de leurs maris ou de leurs parents pour pouvoir sortir du territoire […] Enfin, le candidat à l'émigration devait avoir son certificat de 3ème classe primaire. […]. Cette règle, instituée selon le principe que l'émigrant est le représentant de la patrie à l'étranger, témoigne de la volonté de l'État portugais, et plus particulièrement ses élites, de ne pas donner à l'extérieur l'image d'un pays sous-développé et analphabète. » (PEREIRA, 2004 : 18-19)

Plusieurs accords de main d'œuvre et conventions de sécurité sociale seront signés entre la France et le Portugal durant cette période. La signature des conventions de sécurité sociale, à partir de 1957, est davantage « un moyen pour l'État de 'garder' ses émigrés, d'éviter que ceux-ci perdent la nationalité portugaise et, éventuellement, n'envoient plus d'argent au Portugal. » (PEREIRA, 2004 : 22). Les accords de main-d'œuvre, sont par ailleurs un moyen pour Salazar de « retrouver un peu de la respectabilité ternie par le manque de démocratie et le guêpier de la guerre coloniale » (POINARD, 1988 : 189-90). Les premiers accords de main d'œuvre, signés en 1963, ne sont toutefois pas respectés par le Portugal et ceux de 1971, qui fixent un quota annuel plafonné à 65 000 émigrants, arrivent trop tard, après les flux massifs[359].

La volonté étatique d'encadrer bureaucratiquement les émigrants, en interdisant le départ à certaines catégories de travailleurs et de certaines tranches d'âge, fait basculer l'émigration dans la clandestinité. On assiste à une rupture avec le taux traditionnel d'émigration clandestine, à partir de 1962, date qui coïncide avec le début de la guerre coloniale en Angola (1961). Elle s'accroît pour atteindre plus de 50 % de l'émigration globale, 61% en 1970 (SERRÃO, 1982 : 63)[360].

Avec l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano, la politique d'émigration se libéralise. Elle n'est plus appréhendée d'un « point de vue policier » (en novembre 1969, la sortie clandestine du pays cesse par exemple d'être condamnée comme un crime passible de deux ans de prison), mais d'un point de vue économique, comme phénomène accélérateur du processus de modernisation. Un décret-loi de 1970 montre que le gouvernement reconnait :

> « […] l'urgente nécessité d'intensifier les mesures destinées non seulement à créer les conditions de fixation dans le pays de ceux qui prétendent le quitter […] comme encore à discipliner et canaliser les courants migratoires, nommément vers les provinces d'outre-mer, et à établir toute une chaîne d'appui aux émigrants, quel que soit le lieu où ils se trouvent. » (PEREIRA, 2004 : 21)[361]

---

[359] Sur ce dernier point : voir VOLOVICH-TAVARES (2000).
[360] « De 1948 à 1968, le pourcentage des entrées clandestines passe dès lors de 26 % à 82 % et une circulaire du 29 juillet 1968 vient officialiser la procédure de régularisation » qui vise à combler les déficits de main-d'œuvre (WIHTOL DE WENDEN, 2002 : 20).
[361] Citant CASSOLA RIBEIRO (*op. cit).*

L'émigration continue néanmoins d'être perçue comme un obstacle à la politique coloniale et les jeunes hommes âgés de moins de 21 ans sont exclus de l'accord franco-portugais de main d'œuvre signé en 1971 (PEREIRA, 2004 : 21 ; 28).

La moyenne annuelle de l'ensemble des départs est estimée à 122 000 au cours des années 1965-1975 (BAGAGNHA, 2000 : 192), entre 1950 et 1974, plus d'un million huit-cent mille Portugais auraient émigré (*idem*)[362]. Entre 1950 et 1970, le ralentissement du taux de croissance annuel de la population s'aggrave à tel point que la population portugaise diminue en nombre absolu (NAZARETH, 1985). Les champs lexicaux employés par les historiens, qui parlent de « saignée » et d'« hémorragie » (GODINHO V.M., 1978), de « vidage », d'« abandon » du pays (ROSAS, 1994 ; MÓNICA, 1996), d'« exode » (ARROTEIA,1983) et, de « drame » (SERRÃO, 1982), illustrent l'ampleur du phénomène. Dans le monde paysan des régions du Nord et du Centre du pays, cette vague migratoire qui s'étend sur vingt-cinq ans (1955-1974) constitue cette rupture entre aujourd'hui et autrefois (ZONABEND, 1999)[363]. C'est au cours de cette période qu'a émigré la majorité des ascendants, grands-parents et parents, d'*ego*.

4.1.4. La société rurale portugaise d'origine

Au Portugal les contrastes régionaux restent très marqués, entre le Nord et le Sud, l'intérieur et le littoral : en termes climatique et de relief, d'habitat, mais surtout, d'organisation sociale, de modes de vie et de mentalités. Un Nord, région de minifundia, où la majorité des paysans étaient de petits propriétaires terriens (polyculture intensive de subsistance), densément peuplée au nord-ouest et de forte émigration au long des XIXe et XXe siècles. Un Sud latifundiaire, peu peuplé, plus

[362] Un autre auteur évalue le nombre des départs à près de un million, entre 1955 et 1974 et, ajoute que cela représente 10 % de la population totale et 25 % de la population active (SILVA, 1998 : 282). Il faut prendre en compte l'impossibilité de mesurer avec précision l'ensemble des flux, compte tenu de l'ampleur de l'émigration illégale, mais aussi d'une « l'incapacité chronique » des statistiques officielles « à développer des instruments d'observation capables de mesurer et de décrire avec acuité et rigueur les mouvements de sortie et les caractéristiques de l'émigrant ». Une comparaison des statistiques françaises et portugaises montre la sous-estimation de 48 % des sorties dans les statistiques portugaises, entre 1960-69 et de, 81% entre 1970-79 (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 230 ; 236). Le débat autour de la quantification du nombre des départs a pris une ampleur politique au cours de l'année 2008, conduisant à la création d'un « observatoire de l'émigration » par le gouvernement socialiste de M. José Socrates.
[363] Cité par PINA CABRAL (1989).

marqué par la prolétarisation des ouvriers agricoles, les tensions socio-économiques et une forte implantation communiste, plus touché par la migration interne définitive que par l'émigration[364]. Jusqu'au milieu du XXe siècle, dans la société portugaise majoritairement agraire[365], la population paysanne a été, par la médiation de l'Église, en « accord passif » avec l'élite gouvernante salazariste (SILVA, 1987 : 408), en particulier au nord du pays, plus marqué par le catholicisme et plus conservateur que le sud, caractérisé par une résistance plus marquée des salariés de l'industrie et de l'agriculture.

La très grande majorité des émigrants provient des régions situées au nord du Tage. Malgré une pauvreté omniprésente, la société paysanne était fortement hiérarchisée et il existait des différences importantes de richesses entre les journaliers (*jornaleiros*), sans terre ou possédant parfois un simple potager, qui pouvaient vivre dans une grande misère, les métayers (*caseiros*), petits et moyens propriétaires agricoles (*lavradores*) et les grandes propriétaires (*proprietários*). Je suivrai ici la typologie établie par João de Pina Cabral qui distingue trois principaux groupes, chacun divisé en deux sous-groupes. Un premier composé des « très pauvres », des individus qui ne possédaient pas de terre et vivaient sous le niveau de subsistance (journaliers et métayers de petits terrains), et de « pauvres », constitué des foyers pratiquant une agriculture de subsistance sur quelques terres louées et/ou leur appartenant et pouvant dégager quelques ressources monétaires de la vente des produits agricoles et d'animaux de basse-cour. Les individus le plus jeunes de ce sous-groupe étaient principalement des ouvriers et potentiellement des émigrants. Un deuxième groupe composé de foyers « moyens inférieurs » et « moyens supérieurs », les premiers vivants déjà au-dessus du niveau de pauvreté, possédant des terres, travaillant dans des petits commerces et dans des activités non agricoles et, les seconds, qui employaient des journaliers pour cultiver des terres dont les rendements étaient commercialisés et étaient à la tête de petits commerces locaux (épicerie, scierie). Un troisième groupe était composé des « riches » et « très riches », grands propriétaires terriens et de commerces plus lucratifs. Parmi les

[364] Dans les années 1950, 55 % à 60 % des exploitations agricoles du Nord du pays ont une superficie de moins d'un hectare. Un petit nombre d'exploitations de plus de 100 hectares, localisées à 85 % au Sud, dans la région de l'Alentejo et dans le département de Setúbal, détenaient près de 45 % de la superficie des terres agricoles du pays (ROSAS, 1994 : 36). Pour la localisation des départements se reporter à la carte : annexe 2.

[365] En 1960, 45 % de la population active travaille dans le secteur primaire et en 1970, 70 % de la population portugaise est rurale (BARRETO, 1996).

« très riches » décrits par l'auteur, on trouve des anciens émigrants du début du XXe siècle, ayant investi leur épargne réalisée à l'étranger (PINA CABRAL, 1989a : 52-53).

Malgré les différences, ces trois types de paysans partageaient une identité commune, par opposition à la « bourgeoisie provinciale » composée des grands propriétaires : « Ils s'habillaient et se comportaient de la même manière, parlaient avec la même prononciation, adoptaient les mêmes attitudes » (PINA CABRAL, 1989a : 31)[366]. La répression politique dans laquelle l'*Estado Novo* maintenait les collectivités rurales explique que, sauf pour un petit nombre de notables locaux liés au pouvoir politique central, les inégalités entre la ville et la campagne ont affecté toutes les couches rurales, en ce qui concerne notamment l'accès à des biens tels que l'éducation, la santé et les loisirs (CABRAL, 1991 : 181).

Pour l'étude des liens entretenus par les familles migrantes avec le lieu d'origine, il est nécessaire de comprendre la place que les individus occupaient initialement dans cette société paysanne, catholique, caractérisée par un système de parenté cognatique à héritage égalitaire, mais où des systèmes familiaux diversifiés existaient aussi, dont la famille souche au nord-ouest du pays et dans la couche supérieure de la paysannerie[367]. Emmanuel Todd a vu dans le système anthropologique de la famille souche l'une des explications à l'adaptation des Portugais en France : « les Portugais admettent mieux la légitimité du principe de hiérarchie sociale » que les immigrés issus « de cultures locales égalitaires » (TODD, 1994 : 388). Or, non seulement les flux migratoires portugais proviennent aussi d'autres régions du pays non concernées par cette description, comme, par ailleurs, dans la région en question, familles nucléaire et souche cohabitaient et, dans les deux cas, leurs membres émigraient :

> « Plus importante est la richesse, plus forte sera la tendance pour que la maison intègre une famille souche. Entre les personnes qui ne possèdent que peu de terre, l'intérêt individuel d'appartenir à une maison n'est pas suffisant pour résister à la tendance naturelle centrifuge. Il y a de ce fait un plus grand nombre de maisons

[366] Les grands propriétaires travaillaient rarement la terre et vivaient surtout en ville et ceux qui vivaient dans des communes rurales habitaient de grandes maisons construites à l'intérieur d'une propriété (*quinta*) qui les isolait de l'extérieur.
[367] Voir PINA CABRAL (1989) ; WALL (1998).

composées par des familles nucléaires entre ces groupes intermédiaires. » (PINA CABRAL, 1989 : 90)

La *casa* – notion qui désigne à la fois le groupe domestique (*household*) et l'édifice habité - est l'élément de base de l'organisation sociale paysanne[368], une « unité sociale primaire » tant au niveau de la commensalité et de la résidence, que de production et de gestion de propriété, et source principale d'identification de l'individu :

> « Lorsqu'un paysan parle de 'sa terre', il a à l'esprit aussi bien les personnes que le sol. De la même manière que quand il se réfère à sa *freguesia* (commune)[369], à son *lugar* (lieu-dit), ou à sa *casa* (maison), les personnes et l'espace physique auxquels il s'identifie sont indistincts. » (PINA CABRAL, 1984a : 10)[370]

Une *casa* ne pouvant exister sans terre, « seules les familles qui possèdent de la terre, du bétail et une habitation propre constituent une *casa* » (PINA CABRAL, 1984b : 267). Le mariage, considéré comme étant plus que tout autre chose « une condition essentielle et indispensable à la création ou à la continuité d'une *casa* » (PINA CABRAL, 1984b : 275), était donc découragé entre gens pauvres[371]. Dans un contexte de polyculture intensive de subsistance où une importance centrale était attribuée à l'indépendance alimentaire de la *casa*, la terre arable a un statut particulier et, pour faire face à l'importante fragmentation des terrains, « diverses solutions sont adoptées pour

---

[368] La *casa* n'étant pas uniquement définie en terme de parenté, elle peut intégrer des employés de maison et même des amis (PINA CABRAL, 1989a : 90). Pour une discussion des limites de l'usage du terme *household* dans l'étude des systèmes familiaux en Europe, et la proposition de la catégorie « unité sociale primaire », voir : PINA CABRAL (1989b).

[369] La traduction exacte de *freguesia* serait : paroisse. La *freguesia* est la plus petite unité administrative, dirigée par une assemblée élue (*Junta de freguesia)* et par son *Presidente*.

[370] En milieu rural, la taille de la *freguesia* varie selon les zones et les types d'habitat et peut comprendre plusieurs *lugares* (lieux-dits) ou *aldeias* (villages). Dans région du Minho, la campagne est formée par des lieux-dits qui se suivent les uns les autres, de telle manière qu'il est difficile de distinguer où l'un termine et l'autre commence : voir par exemple la description proposée par Caroline Brettell dans une monographie consacrée à une des plus grande commune de la région du Alto Minho, une aire de onze kilomètres carrés de terres cultivées, non cultivées et habitées, formée par vingt-cinq lieux-dits, chacun ayant son propre nom (BRETTELL, 1991 : 42). Même s'il existe un certain degré de « fierté » du lieu-dit, le « sentiment de sociocentrisme » que l'on peut y rencontrer renvoie, en règle générale, à la commune (RIEGELHAUPT, 1973).

[371] Le dicton populaire enseigne : « Qui se marie veut une maison » (*Quem casa, quer casa*) ; maison (*casa*), mariage (*casamento*), couple (*casal*) ont la même racine étymologique latine. Pour une analyse du lien entre la propriété, le célibat et l'illégitimité : voir PINA CABRAL (1984a). Notons aussi que les journaliers sans terre étaient exclus en tant que groupe social mais non en tant qu'individus (PINA-CABRAL, 1989).

rendre l'exploitation viable en recourant au regroupement des parcelles par échange, par rachat ou par location entre membres de la parentèle, par mariage entre cousins héritiers de terres voisines. » (CALLIER-BOISVERT, 1990 : 196).

La société rurale reposait sur la division sexuelle du travail agricole, de manière à permettre de longues absences masculines, la migration étant envisagée comme un complément des revenus du groupe domestique. La femme, plus que l'homme, était enracinée dans la terre, maîtresse dans sa *casa* où, compte tenu de l'absence fréquente et prolongée de l'homme, elle occupait une position particulière. Certains auteurs y ont vu l'existence d'un « matriarcat » dans le Nord-Ouest du Portugal, analyse prise à contre-pied par PINA CABRAL (1989 ; 1992-1994) : « il n'y a pas d'idéologie d'autorité ni de domination féminine » (1992-94 : 48). Ce dernier montre cependant l'existence d'une préférence matrilatérale plus ou moins marquée dans la reproduction des liens familiaux chez les populations paysannes du Nord littoral du pays : l'uxorilocalité préférentielle y étant fortement liée à la tradition d'émigration masculine, phénomène pluriséculaire.

En termes de parenté, la *casa* peut abriter des groupes allant de la famille nucléaire simple à la famille étendue sur trois générations (un couple de la même génération ne cohabitant jamais). Dans un travail précurseur sur la parenté portugaise, datant de 1968, Colette Callier-Boisvert conclut : « Les familles nucléaires dominent dans les couches populaires des campagnes et des villes, et les familles à tendance patriarcale sont plus fréquentes chez les moyens et grands propriétaires terriens qui constituent également la classe moyenne supérieur des villes […] La répartition des familles entre type nucléaire et patriarcal n'est plus spatiale comme l'expose Dias [Jorge DIAS, 1953], mais verticale » (CALLIER-BOISVERT, 1968 : 96).

Il pourrait être intéressant de distinguer les *casas* fondées par des familles nucléaires, qui dominent dans les couches populaires des campagnes et des villes, pour lesquelles c'est la notion « d'exploitation par rapport à celle de propriété » qui doit être privilégiée, « l'accent est mis sur l'usufruit des terres » (CALLIER-BOISVERT, 1990 : 196), de celle composées de familles souches, pour lesquelles c'est la question de la perpétuation de génération en génération de la maison qui se pose[372]. Dans certaines

[372] Le modèle de la « maison patrimoniale » renvoie à une vie sociale considérée comme une hiérarchie de maisons associées à des patrimoines, alors que celui du « groupe des germains » à une vie sociale

zones localisées du pays, l'héritage égalitaire y était compensé par la propension à avantager un héritier (souvent l'aîné, coutume du *morgadio*, majorat), afin de maintenir la *casa* indivise, grâce à des pratiques de limitation du mariage, tels le recours au mariage tardif et au célibat, à l'héritage post-mortem et à l'inexistence de la dot - afin que le nouveau couple reste dépendant (GODINHO, 2006a : 295) -, en dédommageant les enfants « en les dirigeants vers la prêtrise ou en leur payant des études, ou encore en leur facilitant l'émigration (règlement du voyage et des passages de frontières clandestins) » (CALLIER-BOISVERT, 1968 : 92). Nombre d'auteurs décrivent aussi la préférence donnée à une fille, en particulier à la plus jeune, dans un contexte où les filles sont considérées comme plus fidèles aux intérêts de la *casa*, et où les paysans riches veulent diminuer le risque de naissances hors mariage[373].

L'émigration s'inscrit dans un contexte social où « la liberté de désigner les héritiers, comme le fait que les terres étaient fréquemment achetées, vendues ou hypothéquées, suggère un régime flexible dans lequel il aurait été irréaliste de la part des enfants d'orienter leurs vies en fonction de l'espoir d'hériter » (BRETTELL, 1991 : 73). Le lien étroit à la terre étant la condition essentielle à la participation intégrale à la société paysanne, peu d'hommes sans terre restaient vivre dans leur commune d'origine, et l'émigrant qui n'avait pas l'assurance de la terre, et donc de la *casa* qui l'attache à sa commune d'origine, était moins appelé à rentrer (PINA CABRAL, 1984b). Ce contexte social a été bouleversé par l'émigration intra-européenne, qui a rendu possibles l'épargne, les retours réguliers et l'acquisition de terres.

Entre 1963 et 1970, 20 % à 30 % des émigrants proviennent du secteur primaire (agriculture et pêche), 30 % du secteur secondaire (industrie) et entre 5 % et 10 % du secteur tertiaire (services). Le restant de la population émigrée (entre 45% et 30%) est composé d'individus n'exerçant pas d'activité économique rémunérée, cette fraction

---

constituée comme un réseau de relations régies par des groupes de parenté, lignagers ou cognatiques ; deux idées différentes de famille y correspondent (AUGUSTINS, 1989 : 21).

[373] « On peut raisonnablement penser que l'augmentation considérable de l'émigration masculine au cours du dix-neuvième siècle a entraîné un changement en faveur des filles qui se mariaient à la maison et bénéficiaient du *terço* [un tiers des biens qui constitue une quotité disponible au gré de celui qui lègue]. » (BRETTELL, 1991 : 25).

ayant atteint 56 % à 65 % dans les années 1967 et 1968 (ROSAS, 1994 : 423). Cette situation qui peut expliquer, du moins partiellement, pourquoi un grand nombre de mes informateurs ne connaissent pas précisément les professions exercées par leurs parents avant l'émigration. Ayant eu une scolarité courte (tout au plus, les quatre années du cycle primaire), ces petits agriculteurs vivaient du travail des champs dans le cadre d'exploitations familiales : agriculture et petit élevage d'autoconsommation et de vente au marché local. Dans la zone d'agriculture familiale, les exploitations agricoles, morcelées en parcelles dispersées, garantissaient seulement la culture des fruits et de légumes pour l'alimentation quotidienne des humains et de quelques animaux, les excédents et les produits de la basse-cour et du potager étant échangés ou vendus au marché. La proximité d'une grande ville rendait possible l'accès à un emploi salarié dans l'industrie, combiné avec le travail agricole. Cette pluriactivité constituait une stratégie paysanne visant un complément de revenu indispensable à la survie des petits paysans. Le mouvement migratoire entamé au début dans années 1960 s'inscrit dans cette même logique économique. La grande nouveauté de cette émigration européenne - essentielle car elle va changer radicalement le mouvement migratoire -, étant que les femmes émigrent à leur tour, alors que traditionnellement « les hommes partent et les femmes attendent »[374].

Malgré une émigration pluriséculaire, seuls les flux intra-européen des années 1960-70 ont permis à leurs acteurs de rompre avec le *statut quo* et ont constitué, à l'échelle de la société rurale, un énorme défi de promotion interne. Deux aspects caractérisent l'émigration intra-européenne des années 1960 : la généralisation du phénomène à l'ensemble du territoire continental portugais (ARROTEIA, 1983) et la diversification du milieu social origine (SILVA, 1998). Avant les années 1960, l'émigrant transatlantique était issu de maison de propriétaires terriens, possédait suffisamment de moyens monétaires pour assurer les coûts élevés du départ (voyage, passeport, ajournement des obligations militaires) et, l'émigration, masculine, visait principalement une « stratégie de reconstitution, de restructuration et d'expansion de la *casa* d'origine » (*idem*). À partir des années 1960, il provient surtout des groupes les moins pourvus en ressources foncières (familles rurales pauvres et moyennement

[374] Titre de l'ouvrage de Caroline BRETTELL [1986] : *Men who migrate, Women who Wait*.

pauvres appartenant à la catégorie des propriétaires possédant moins de deux hectares), ainsi que du prolétariat urbain issu de l'exode rural, qui n'avait jusqu'alors pas eu les crédits nécessaires pour émigrer au Brésil ou en Amérique du Nord (SILVA, 1998 : 288-289). Posséder sa maison a constitué l'objectif important, sinon principal, d'un projet migratoire temporaire fondé sur le retour au village d'origine (achat de terres, rénovation et/ou construction d'une maison).

4.2. Récits et représentations du milieu d'origine des parents

Les quarante-huit récits de vie sur lesquelles repose cette analyse renvoient à une centaine de trajectoires de vie, dont quatre-vingt-sept trajectoires relatives aux pères et mères[375] et un peu plus d'une vingtaine relatives aux couples de grands-parents. Il ne sera que rarement fait référence aux oncles et tantes d'*ego*, mais notons pour le moment que la majorité de ces familles, hormis celles composées d'enfants illégitimes, étaient composées d'un grand nombre d'enfants, variant entre cinq et dix. Tous les ascendants sont originaires du Portugal continental[376] et, en adéquation avec les caractéristiques générales de l'émigration, en grande partie originaires des régions localisées au nord du Tage[377].

Les représentations du lieu d'origine et des conditions de vie des parents et des grands-parents sont alimentées par l'expérience vécus par *ego* dans ce lieu, la majorité de mes informateurs y étant revenue de manière très régulière au cours de l'enfance et de l'adolescence. Ces représentations pourront être confrontées, dans un chapitre

[375] Pour un individu, João Paulo, aucune donnée n'a été recueillie concernant ses parents. Deux individus (Didier et Séverine) sont aussi issus de couple mixte, dont seuls les pères sont originaires du Portugal. Un individu, Antonio, est enfant de mère célibataire. Enfin, parmi les informateurs figurent deux couples de frères et sœurs : Cécilia et Nuno ; Sonia et Paula.

[376] Notons que si l'Europe est devenue presque exclusivement la destination de la population portugaise continentale, l'Afrique du Sud, le Venezuela, les États-Unis et le Canada sont les destinations préférées par l'émigration insulaire (Madeira et les Açores). Dans ce cas, l'origine régionale insulaire, conduit à des pratiques identitaires spécifiques dans les sociétés d'installation ; voir par exemple, à propos des Portugais des Açores aux États-Unis et au Brésil : LEAL (2000b ; 2005a ; 2005b).

[377] Le lieu d'origine des grands-parents et des parents s'entend comme le lieu de naissance qui coïncide généralement, dans ce contexte rural endogame et « sociocentré », au lieu où la *casa* est construite. Un aspect qu'il faudra néanmoins nuancer en fonction des groupes sociaux, les journaliers et les métayers pouvaient se marier et se fixer ailleurs que dans leurs communes d'origine, là où ils trouvaient du travail. Mais dans ce cas aussi, « la chapelle où ils [les non originaires de la *commune*] ont été baptisés reste un point d'ancrage dans leurs vies » (BRETTELL, 1991 : 30). Dans une perspective comparative, pour une analyse de la mobilité des paysans dans la France du XIXe siècle, voir ROSENTAL (1999)

ultérieur, aux types de liens qu'ils entretiennent aujourd'hui avec ce lieu et le pays d'origine de manière générale.

4.2.1. Régions, professions et milieux sociaux

Du nord du Tage…

Sur les soixante-dix-huit individus originaires de régions situées au nord du Tage, trente-deux sont originaires des départements de la région du Minho, dans le nord-ouest atlantique[378]. Dans cette partie du Portugal, la micro-propriété et une agriculture essentiellement vivrière (polyculture sur de petites parcelles fractionnées et distantes des unes des autres) entretenaient une population surabondante, dont l'excédent à de tout temps eu recours à l'émigration. Les départements de Braga et de Porto sont parmi les plus représentés, suivant la tendance des années 1955 à 1979 (BAGANHA, 2000 : 195). Il s'agit de départements semi-industrialisés au moment de l'émigration, le nord-ouest du pays ayant été une zone de diffusion d'ateliers industriels en milieu rural et d'une industrie familiale (transformation du lin, fabrication de tuile et vaisselle en terre cuite), mais où des traits spécifiques au « monde rural » subsistent (ALMEIDA, 1991 : 152). Saúl raconte que ses parents (département de Porto) sont issus de deux familles de petits industriels en conflit : les grands-parents maternels étaient « *propriétaires d'une usine de textile* », du côté paternel la famille était « *instable* » : « *Mon grand-père avait une usine de taille de granit qui a périclité. Ma grand-mère vivait dans un taudis, elle avait une liaison avec un noble chez qui elle travaillait. Mon grand-père s'est fait tuer dans un règlement de compte …* » Gina raconte que ses grands-parents maternels étaient de « *grands propriétaires terriens* ».

Dans la majorité des récits, les parents ne sont pas présentés comme étant issus de ces familles « *riches* », mais davantage de familles de petits propriétaires terriens. Dans ce cas, avant l'émigration, les parents ont travaillé dans l'agriculture pour leurs propres parents, ou bien étaient agriculteurs à leur compte, lorsqu'ils possédaient déjà une *casa*

[378] Se reporter au tableau de l'annexe 3. En ce qui concerne l'origine régionale, je ferai référence aux anciennes provinces, celles auxquelles mes informateurs, à l'instar de leurs parents, se réfèrent, et non au nom actuel des régions. Le Portugal continental est divisé en 18 *distritos* (département), eux-mêmes divisés en 305 *conselhos* (ou *municipios*), collectivité locale essentielle, souvent de la taille d'un canton français mais dotée du pouvoir municipal : GUICHARD (1990).

avant d'émigrer. Le père de Didier (département de Braga) qui exerçait une activité non agricole, comme « *menuisier* », est probablement issu d'une famille de propriétaires moyens (« moyens inférieurs »). Les moins aisés, qui étaient des « paysans à temps partiel » (ALMEIDA, 1991), combinaient travail de la terre avec un travail rémunéré d'ouvrier agricole ou d'ouvrier non qualifié (de type industriel ou artisanal), comme les grands-parents paternels et maternels de Luzia qui étaient des « *petits agriculteur* », en même temps qu'« *ouvrier dans la construction des routes* » (le grand-père maternel) et qu'« *employée de maison* » (la grand-mère paternelle). La grand-mère maternelle de Cécilia et Nuno était « *agricultrice* » et ouvrière chez un boulanger ; son mari a émigré tardivement vers la France (1967-1982), où il a été ouvrier chez EDF (Electricité de France). Leurs cinq filles, dont trois sont restées célibataires (le deux autres ont émigré), les aidaient dans l'agriculture, comme leur mère avant de se marier et d'émigrer. Il s'agit de familles pauvres de micro-propriétaires. Ces micro-propriétaires n'avaient généralement d'autre recours que de se procurer du travail salarié, ou d'accepter le fermage dans les exploitations appartenant à des grands propriétaires[379]. Les grands-parents maternels de Delphine sont eux-aussi décrits comme étant des « *petits agriculteurs* », les grands-parents paternels ayant quant à eux émigré en France où ils sont restés vivre, y compris après la retraire. La mère de Sylvia, « *orpheline* », est partie travailler à l'âge de 12 ans comme « *employée de maison* » à Lisbonne.

Parmi les onze parents originaires du département voisin de Viana do Castelo - même ancienne province du Minho, mais non industrialisée -, le père de Manuel était « *charpentier* » et sa mère « *modista* »[380]. La mère d'Edouard travaillait dans l'épicerie parentale, les grands-parents maternels d'Edouard étant de petits commerçants ruraux (petite épicerie de campagne), et son père était ouvrier agricole avant de migrer, à 14 ans, pour travailler à Lisbonne. Dans ces deux cas, il est probable que les mères soient issues de familles de niveau économique « moyen » (famille maternelle de Manuel) et « supérieur » (famille maternelle d'Edouard), alors que les pères sont issus de familles « très pauvres » ou « pauvres » de journaliers et/ou micro-propriétaires.

[379] Le petit fermage et le métayage concernaient près de 45 % du total des exploitations et plus de 80 % d'entres elles restaient des entreprises familiales. Entre 1950 et 1970 les « isolés » (propriétaires ou fermiers n'employant pas de salariés) ont vu croître leur importance au détriment des salariés et des patrons agricoles (ALMEIDA, 1991 : 153).

[380] Manuel emploie le terme portugais *modista*. Le métier de *modista* renvoie à l'image d'une femme travaillant dans une boutique de mode et se démarque de celui de la *costureira* (couturière) en milieu rural.

« La famille de mon père - il est le cadet de huit enfants -, je ne la connais pas bien. Il est le dernier et ses parents et ses frères ne se sont pas vraiment occupés de lui. Mon père voulait faire des études mais il n'était pas doué. À 13 ans il travaillait dans les champs, comme pasteur[381]*, je crois. À 14 ans, il est parti, avec un frère, en rejoindre un deuxième, travailler à Lisbonne. Ils n'avaient pas de quoi bouffer […] Disons, je ne les ai pas connu…si je les ai connu, mais je n'en garde pas un souvenir impérissable. […] Mes grands-parents maternels, disons…que se ne sont pas des riches, mais ils avaient des terres et une épicerie. Dans notre village, c'étaient les moins pauvres. […] Mon grand-père était une personne, le premier à avoir une voiture, la télé […] Ma mère a du arrêter sa scolarité à dix ans pour travailler dans l'épicerie. Elle me le répète tout le temps que son père l'a retiré de l'école. »* (Edouard)

Seule la mère d'Anabela, issue d'une famille pauvre de petits propriétaires, dont le chef de famille était émigrant en France, semble avoir suivi une scolarité qui dépasse le cycle primaire. Cette situation était très certainement liée la trajectoire du père, puisqu'à l'époque, « l'émigration entraînait la scolarisation prolongée d'un nombre croissant d'enfants issus de la paysannerie » (PEREIRA, 2007 : 46). Une formation qu'elle n'a toutefois pas mise à profit, ayant choisi d'émigrer avec son mari (issu du même village, fils de petits propriétaires), alors qu'elle avait trouvé un travail (dans la comptabilité) dans un hôpital de la ville de Porto (ville située à 60 kilomètres du village). Auparavant, elle travaillait comme employée dans l'épicerie du village.

Une quinzaine de parents sont originaires des départements de Vila Real et de Bragança, situés à l'extrême nord-est du pays, dans l'ancienne province du Trás-os-Montes (derrière les monts), caractérisée par une forte émigration au cours des années 1950 (BAGANHA, 2000). Non industrialisée, majoritairement agricole (agriculture familiale), cette zone reste caractérisée par son isolement et la rigueur des conditions naturelles[382]. Dans les zones montagneuses, celles des « terres froides », la possession individuelle du sol coexistait avec le droit de jouissance de terres collectives (terres en friches servant de pâturages, bruyères servant de combustible, produits forestiers) appartenant à la commune. Là aussi, et malgré l'existence d'institutions collectives et

[381] Berger, *pastor* en portugais.

[382] « Les faibles rendements des cultures traditionnelles, comme le seigle et la pomme de terre, et de l'élevage polyvalent, obtenus au prix d'un travail pénible sur les sols maigres des versants bosselés, n'ont pratiquement pas progressé depuis un demi-siècle » (GUICHARD, 1990 : 126).

une tradition de propriété communale, dominait un système d'inégalité sociale marquée[383].

Les grands-parents paternels d'Anne-Marie, originaires de ce département, sont les seuls à avoir émigré au cours des années 1950, aux États-Unis, où la famille (six enfants dont le père d'Anne-Marie) a vécu dix ans avant de rentrer au village. Anne-Marie raconte que l'émigration a été envisagée pour soigner un des enfants malade de la polio et leur a permis d'« *avoir une casa* », d'« *acheter de la vaisselle* ».

Les parents de Carlos, originaires d'un bourg (Vinhais)[384] et d'un lieu-dit localisés dans la même commune du département de Bragança, étaient, « *charpentier* » (ouvrier ou artisan ?) et « *agricultrice* » (fille de « *petits propriétaires* »). La mère est probablement issue d'une famille « pauvre » de micro-propriétaires et le père d'une famille de niveau « moyen inférieur » (activité non agricole des enfants). Originaire d'un village proche de Bragança, le père de Fernando était « *maçon* » alors que la mère, citadine, « *ne travaillait pas, même pas dans les champs* » (Fernando). La mère d'Antonio, mère célibataire, vivait, avec sa propre mère en ville, à Mirandela[385], de revenus locatifs. Elles étaient donc propriétaire et louaient des chambres à des lycéens issus des villages environnants, jusqu'à ce que les transports locaux se développent et permettent à ces derniers des trajets quotidiens. Le tarissement de ces revenus a contraint la mère d'Antonio à l'émigration.

Dans le département voisin de Vila Real, les parents d'Emilie, originaires de la même commune de la montagne, étaient de petits agriculteurs : « […] *ils travaillaient dans les champs* ». Le père d'Anita était « *berger* ». Celui d'Anna travaillait comme « *ouvrier dans des mines* » et la mère a quitté son village à l'âge de 13 ans, pour travailler comme « *criada* » (employée de maison) à Lisbonne : « *[…] elle avait faim et dans son village il n'y avait pas de futur* ». Il s'agit de familles pauvres, voire très pauvres.

Le père d'Anna est très certainement en enfant illégitime, terme qu'elle même n'utilise pas, mais elle explique que sa grand-mère était « *une prostituée* », que son père a des demi-frères avec lesquels il n'est plus en contact : « *C'est une histoire tabou.* »

[383] Voir O'NEILL (1984).
[384] 2.500 habitants aujourd'hui.
[385] Près de 11.000 habitants aujourd'hui.

Les mères célibataires généralement situées en bas de l'échelle sociale constituaient une main d'œuvre bon marché. La mère d'Antonio est également une mère célibataire[386]. Bien qu'il soit connu que « l'illégitimité a concerné en priorité, mais non exclusivement, les femmes des couches les plus pauvres » (CALLIER-BOISVERT, 1990 : 194), il est difficile de dire si leur origine sociale est identique (enfants de journalières), la mère d'Antonio vivant, avec sa propre mère de revenus locatifs, dans un bourg. L'émigration a permis à ces femmes, réduites à un statut transmis par voie utérine, de s'émanciper.

Le département de Leiria, situé plus au sud et sur le littoral, dans la région de Beira Litoral, est une zone traditionnellement de forte émigration[387]. Quatorze parents, dont six couples, sont originaires de ce département et tous, à l'exception de la famille maternelle de Sonia et Paula, anciens colons en Angola installés dans la ville de Leiria, sont originaires de villages ruraux - « *de petits patelins* » (Denis) - où ils étaient agriculteurs pour leurs parents ou déjà à leur compte :

> *« Ils vivaient de la culture des champs, moi je dis qu'ils étaient agriculteurs mais en fait ils n'étaient pas agriculteurs mais paysans : un peu d'élevage, de cultures, des fruits. Maman, quand elle était jeune, elle allait sur les marchés, comme à l'époque dans les petits villages. »* (Deolindo)

Deolindo raconte aussi que ses parents ont construit une maison sur un terrain hérité par sa mère, laissant supposer qu'elle était issue d'une famille de propriétaires ; certainement des petits propriétaires « pauvres ». Mais le plus souvent, il s'avère impossible de savoir si les parents étaient issus de familles « très pauvres » de journaliers ou de métayers « pauvres », ou de petits propriétaires. À l'instar de Michel, qui raconte que son grand-père paternel « *élevait des animaux de basse-cour* » (il ignore ce que faisaient précisément ses parents avant d'émigrer), ou encore de Angelina, dont les grands-parents maternels avaient déjà émigré (le grand-père en 1954).

[386] Peut-être est-ce aussi le cas de la grand-mère maternelle de Christelle, sa mère étant : « *orpheline, élevée dans un couvent* », de la grand-mère de Sylvia « *ma mère est orpheline* », ou encore de la mère du père d'Anita : « *Il n'a pas connu son père.* »
[387] Voir BAGANHA (2000).

Les récits de Diane et de Sonia apportent quelques précisions : il s'agit de trajectoires sociales valorisées et valorisantes pour les individus qui s'inscrivent - au sens de se sentir appartenir à - dans l'histoire familiale qu'ils racontent. Les grands-parents de Diane « *avaient beaucoup de terres* », son grand-père étant un « *notable* » local : « *Il était président de la Junta de freguesia* [maire], *instituteur et membre d'une confrérie*[388]. » Les maires étaient issus de la notabilité locale (propriétaires, commerçants, instituteurs). Par contre, la famille de son père était « *pauvre* » : ce dernier travaillait comme journalier pour son futur beau-père. À leur mariage, il « *leur a donné une terre sur laquelle il y avait une cabane sans eau, ni électricité, ni WC* »[389]. La mère de Diane y vécut un an avant de rejoindre son mari en France. Les grands-parents paternels de Sonia étaient quant à eux des petits commerçants, ils tenaient une « *petite épicerie* », comme les grands-parents maternels d'Edouard. Le père de Sonia et Paula a été maçon dès 13 ans :

> *« Il a été à l'école jusqu'à 12 ans. Mon père a arrêté l'école parce qu'il n'a pas eu son année et il ne pouvait pas redoubler ça coûtait trop cher. Mais il aurait aimé être architecte…C'est quand même à cause des parents. […] Il a quand même commencé à travailler à 13 ans et il ne mangeait pas de viande…C'était quand même la misère. »*

Ce récit illustre la pauvreté – l'absence de ressources monétaires - omniprésente dans la société paysanne portugaise de l'époque, y compris dans les familles de petits commerçants et de petits propriétaires terriens. À l'instar des départements du Nord-Ouest, celui de Leiria était déjà semi-industrialisé au moment de l'émigration. Pourtant aucun récit n'évoque une activité professionnelle de ce type. Quelles activités avaient les parents de Denis, ou ceux de Michel, avant d'émigrer ? Et la mère de David ? D'autres données relatives au père de David, originaire du département voisin de Santarem (région Ribatejo), ou au père de Gina (département de Viseu, Beira Alta), ainsi qu'aux parents originaires du département de Guarda (Beira Alta), manquent. Gina est beaucoup plus loquace sur l'origine sociale de sa mère que sur celle de son père.

---

[388] En plus du rôle joué dans la vie religieuse de la communauté, notamment en lien avec la mort, la confrérie jouait un rôle important dans l'économie locale en tant qu'institution de crédit : BRETTELL, (1991 : 83).

[389] Les jeunes mariés (familles de petits propriétaires) ne recevaient pas de dot de leurs parents, mais « un ensemble de biens agricoles dont seule la jouissance était concédée. À la suite d'arrangements intervenus entre les deux familles pour que les apports s'équilibrent, chaque futur conjoint reçoit une parcelle de terre […], une chèvre, un mouton ou une vache, parfois une maison dans les familles plus aisées ; de quoi assurer l'indépendance économique du jeune couple » (CALLIER-BOISVERT, 1990 : 195).

Toujours dans cette province de la Beira Alta, la mère de Estelle et le père de Séverine, originaires du département de Guarda, ont émigré avec leurs propres parents à la fin des années 1950 et au cours des années 1960. Filipe raconte à propos de la famille de sa mère : « *Ils étaient pauvres et avaient beaucoup d'enfants*. » Sa mère a émigré avec sa propre sœur à l'âge de 16 ans, au cours des années 1960. Il s'agit très probablement de familles sans terre ou de micro-propriétaires, à l'instar des parents de José Manuel, originaires du département de Guarda. Suivant les traces du père, les cinq enfants, dont José Manuel, le cadet, ont émigré en France et acheté des terrains dans le village d'origine. La mère n'a jamais quitté le village.

Le père de Vítor était « *ouvrier dans une usine de bois* » (département de Coimbra) et sa mère a travaillé avec ses propres parents, des *« petits cultivateurs »* (département de Coimbra), probablement des journaliers, avant de migrer à Lisbonne pour y travailler comme « *femme de chambre* » (sur huit enfants, six ont émigré en France ou au Brésil). Le récit de Vítor évoque là encore la vie de petits paysans « pauvres », petits propriétaires : ses « *grands-parents* [paternels] *cultivaient la terre et vendait* nas feiras [à la foire] » (sur huit enfants, là aussi, quatre ont émigré en France et au Brésil, la seule fille non migrante étant restée célibataire et résidant avec ses parents). Dans le département de Castelo Branco, dont sont originaires deux couples de parents, ceux de Francis et de Helder, seule la situation de la famille de ce dernier est connue[390]. Le père de Helder, issu d'une famille de « *grands propriétaires terriens et commerçants* », était vendeur de voitures. Sa mère, issue d'une famille de propriétaires terriens d'une zone plus isolée du département, a travaillé comme employée dans l'épicerie de ses beaux-parents, puis est devenue « *institutrice* ». Il est fort probable que cette activité professionnelle se soit s'inscrite dans le cadre de la politique d'alphabétisation menée par le régime en 1966, qui « admit que son économie nécessitait une main-d'œuvre mieux formée » et « misa sur un enseignement délivré, à un moindre coût, par des femmes issues des élites rurales » (PEREIRA, 2007 : 47). Concernant l'origine sociale de sa mère, Helder raconte : « *Mes grands-parents étaient des paysans mais des notables, ils avaient des bergers et mon grand-père était le*

[390] Lors de l'unique entretien réalisé avec Emilie et Francis, plutôt centré sur l'histoire du couple, seule Emilie a raconté l'histoire de ses parents. Le même genre d'entretien a été mené avec le couple de Sandrine et João Paulo et, ce dernier a d'emblée précisé qu'il n'avait plus aucun contact avec ses parents et ne souhaitait pas en parler.

parrain d'une trentaine de filleules... »[391]. Ses deux parents sont probablement issus de famille de niveau économique « moyen supérieur ».

… au sud du Tage

Moins d'une dizaine de parents sont originaires de régions de la deuxième moitié sud du pays. Deux couples sont originaires du département de Faro (région de l'Algarve), de villages situés à proximité de la ville de Loulé[392], mais de milieux sociaux différents. La mère de Rosa était, elle aussi institutrice et le père « *chaudronnier* » (artisan) : « *Il avait une petite entreprise avec des employés. À l'époque… mais bon bref, il est parti* ». Le père d'Odilia vivait de « *petits boulots : chauffeur de bus, carrossier…* », et la mère travaillait comme « *ouvrière dans une usine de mise en conserve d'anchois* ».

Les parents de Dario, originaires de la ville de Grândola[393] (département Setúbal) étaient, pour la mère, « *couturière* », et en ce qui concerne le père, qui « *travaillait dans l'agriculture* », on peut imaginer qu'il était ouvrier agricole. Les parents de Pedro, originaires du département voisin de Lisbonne étaient eux-aussi des « *salariés agricoles* », comme leurs propres parents : Pedro raconte que sa mère *«a commencé à travailler très jeune : à 5 ou 6 ans elle allait vendre des choux»*.

La région de Lisbonne n'était pas une région traditionnelle d'émigration, mais de migration interne, la main-d'œuvre allant s'employer dans les villes industrielles proches de Lisbonne et à la capitale elle-même. La migration interne des zones rurales vers les deux plus grandes villes, Lisbonne et Porto, pôles industriels, pouvait constituer une étape intermédiaire à la migration internationale, l'une comme l'autre requérant un réseau de relations d'interconnaissance locale : les migrations internes en direction de la ville constituaient une première étape à partir de laquelle, avec les contacts et les économies réalisées grâce au travail salarié, s'organisait la sortie ou la fuite vers

[391] Helder fait référence à la pratique du « compérage » qui était, dans les villages à forte stratification sociale, un moyen « pour les personnes de classe inférieure d'obtenir la protection des gens bien placé dans l'échelle sociale. En milieu rural il est devenu fréquent parmi les paysans de demander au grand propriétaire ou à quelqu'un de sa famille de baptiser un des enfants ou tous les enfants ; parfois tous les enfants appellent *padrinho* le parrain d'un des enfants » (CALLIER-BOISVERT, 1968 : 99).
[392] 20.000 habitants en 2004.
[393] Env. 10.000 habitants.

l'étranger (SILVA, 1998 : 184). Dans les années 1960, Lisbonne, incapable d'absorber le fort exode rural qui s'y concentrait, a vu l'émigration accroître[394]. Cinq parcours évoquent cette trajectoire. Trois mères, originaires des départements de Porto (mère de Sylvia), de Bragança (mère d'Anna) et de Coimbra (mère de Vítor), ont été employées de maison à Lisbonne, et trois pères originaires des départements de Braga (celui d'Angelina), de Viana do Castelo (d'Edouard) et d'Aveiro (père de Christelle) ont travaillé, très jeunes (à partir de onze ans), dans la capitale avant d'émigrer.

Les matériaux recueillis ne semblent pas suffisant pour permettre d'identifier les familles souches, et de les distinguer des familles nucléaires, afin de mettre en évidence le type de stratégie, positive ou négative, dans la perpétuation matérielle et symbolique de la *casa*[395]. Diane qui décrit ses grands-parents maternels comme des « *notables* », raconte qu'à la mort de sa grand-mère, la « *casa* » a été « *partagée entre les quatre frères et sœurs* [parmi ceux] *qui n'avaient pas eu de terre au moment de leur mariage* ». La mère s'est mariée avec un homme du village voisin et le couple a fait construire une maison sur un terrain héritée par la femme. Plusieurs trajectoires familiales de parents migrants renvoient à ce modèle : mariage endogamique (local, parfois familial), résidence uxorivicinale, héritage égalitaire. Quelques récits évoquent un milieu plus aisé, notamment celui de Gina, de Helder, Edouard, Rosa, dont les grands-parents sont propriétaires terriens (moyens supérieurs), commerçants, artisans, voire, pour ceux de Saúl, propriétaires d'usine[396]. Gina décrit ses grands-parents maternels comme des « *grands propriétaires terriens* ». Il s'agit très certainement de terrains acquis grâce à l'émigration de l'arrière grand-père parti au Brésil (São Paulo), début du XXe siècle, et qui y a « *fait fortune* ». L'arrière grand-père était revenu au village avec une épouse et quatorze enfants. À la génération suivante, celle de la mère de Gina, dans la fratrie composée de onze enfants, quatre ont pourtant émigré, dont la mère de Gina pour la première fois à l'âge de 17 ans. Les parents de Gina ont fait construire une maison dans le village d'origine de la mère « *sur les terres des grands-parents maternels* » ; la

[394] Dans les années 1950, 2,17 % des départs, 12,4 % dans les années 1970, 18,91% entre 1980-88 (BAGANHA, 2000)

[395] Pina Cabral a montré que l'émigration n'avait pas engendré la disparition des foyers composés par des familles souches (PINA CABRAL, 1989a).

[396] Il pourrait aussi s'agir d'une micro-unité artisanale, mais Saúl évoque par ailleurs l'existence d'une *quinta* que possédaient les parents de sa grand-mère maternelle.

grand-mère maternelle est spontanément décrite comme appartenant à « *un milieu aisé* […] *elle ne travaillait pas aux champs* ». L'histoire familiale racontée par Saúl, dont la grand-mère maternelle est une fille de petits industriels, renvoie aussi au schéma de la famille souche. Dans ce cas, nous verrons que les parents n'ont pas investi dans une *casa* et que lorsque la famille retourne au Portugal, elle installe dans la *casa* d'origine côté maternel.

4.2.2. L'exception citadine

Sept informateurs racontent avoir un parent originaire, ou qui a vécu au cours de son enfance, dans une ville du Portugal. Il s'agit de villes d'importance variable, chef-lieu de canton (Mirandela, Grândola), de département (Bragança, Leiria) et de Lisbonne. Cette précision spontanée de leur part est dans certains cas encore une autre manière de distinguer socialement la famille, ou l'un de ses parents : « *Mes parents sont de milieux sociaux différents, mon père a été élevé à Lisbonne* » (Sylvia) ; « *Elle* [mère] *ne travaillait pas, même pas dans les champs. Ils* [parents] *vivaient en ville.* » Gina précise là encore que la famille de sa grand-mère paternelle a vécu à Lisbonne.

Manuel raconte : « *Ma famille vient de la ville. On est pas des pauvres.* » L'accompagnant lors d'un voyage au Portugal, je comprends qu'il s'agit d'un bourg (*vila* en portugais) et non pas d'une ville[397]. Les grands-parents maternels de Manuel sont des petits ou moyens propriétaires terriens - avec un statut social plus élevé que celui de ses grands-parents paternels possédant moins de terre - et auxquels Manuel s'identifie et est fier d'appartenir : « *Ma mère était quelqu'un de reconnu, elle connaissait beaucoup de gens, aussi des grandes familles.* » (Manuel)

Le récit de Sonia renvoie à la grande pauvreté qui existait aussi dans les villes : « *Mon père* [village rural situé à proximité de la ville de Leiria] *vivait mieux que ma mère* [ville de Leiria] *étant petit. Ils avaient de quoi manger, ils avaient une petite épicerie* […] *C'était quand même la misère mais pas autant que ma mère* » (Sonia). Après avoir vécu en Angola, les grands-parents maternels de Sonia et Paula reviennent vivre au Portugal pour y faire soigner un de leur enfant gravement malade :

[397] Souvent, l'unité de référence pour décrire le lieu d'origine n'est pas le lieu même (généralement une commune ou un hameau trop isolé), mais le bourg (*vila*) ou la ville (*cidade*) la plus proche, le plus souvent le chef-lieu du canton (canton) ou du département (*distrito*).

« Ils avaient une bonne situation du fait de la colonisation : des grands champs, des employés… ma mère aimait bien, elle a quitté l'Angola à 11 ans […] au Portugal c'était la misère, elle [mère] n'avait même pas de chaussures. Mon grand-père était un peintre[398]*, il vivait la vie de bohème, jouait ce qu'il gagnait… Ma grand-mère n'était pas très heureuse, elle est morte d'un cancer du sein… Ma mère avait 17 ans, non 16 ans. À 17 ans ma mère est partie [elle a émigré en France] chez ma grande-tante, ma marraine… »* (Sonia)

Dans les années 1960, le Portugal connaît une explosion urbaine qui accompagne l'exode rural. L'absence d'infrastructures (habitat, transports) face à une énorme croissance de population aux ressources très modestes, aggrave les problèmes des grands centres urbains et de leurs périphéries[399].

L'origine urbaine des ascendants, mais aussi le fait que les parents aient fait construire leur maison non pas dans le village d'origine mais dans une ville à proximité, apparaît comme valorisante. Cela permet à certains individus de se distinguer de la masse des émigrants, majoritairement originaires de villages et de hameaux isolés[400]. Cet isolement, malgré les transformations considérables du Portugal depuis les années 1970, demeure bien réel dans les villages reculés de certaines régions d'où sont précisément partis beaucoup d'émigrants. Le réseau urbain portugais est resté spatialement très déséquilibré et hiérarchiquement incomplet. Au niveau des écarts de développement, une opposition persiste entre un Portugal littoral dynamique (la prospérité des secteurs industriels et des services a aggravé les disparités régionales, produisant un développement inégal en faveur du littoral ; les villes de Lisbonne et de Porto constituent à elles seules les principaux pôles urbains et industriels du pays) et un Portugal intérieur « qui accumule les handicaps dans la course à la modernité et au bien-être » (GUICHARD, 1990 : 25). Si ce n'est pas le cas de tous les émigrants – et il ne s'agit pas de perpétuer le stéréotype de village archaïque -, le fait est que certaines familles

[398] Fils d'un anglais, reparti vivre en Angleterre, et d'une portugaise.
[399] Qui s'aggravent encore avec la décolonisation. En 1975, le pays voit arrivé des milliers - autour de 500 000 - d'anciens colons : les « *retornados* ».
[400] En 1991, 33 % de la population portugaise vit dans des centres urbains de plus de 10 000 habitants ; 44% dans des agglomérations de moins de 1 000 habitants (BARRETO, 1996 : 74).

vivent à l'occasion des retours annuels au Portugal de véritables ruptures dans les modes de vie et les mentalités[401].

4.2.3. L'endogamie villageoise

L'endogamie locale, souvent aussi familiale, était à la base de la logique de la reproduction sociale, « ressentie comme une garantie de stabilité et de solidité de l'union, face à l'épreuve de la séparation des conjoints [contexte d'émigration pluriséculaire]. Se marier dans la proximité locale et familiale assure à la fois le soutien et le contrôle des femmes par la parentèle » (CALLIER-BOISVERT, 1990 :196-197). La résidence était en générale néolocale, avec une tendance marquée de matrifocalité.

L'émigration a engendré une ouverture du marché matrimonial. Les métayers et les journaliers, qui avant l'émigration partaient définitivement de leur lieu d'origine, pouvaient, si la chance leur souriait dans l'émigration, revenir et acheter des terres, construire une maison, mais aussi se marier. Pour l'émigrant, le poids de l'endogamie apparaît comme « un des éléments fondant l'identité personnelle : à la famille vient s'ajouter la situation de 'fiancé', de promis (*prometido*), qui complète le profil général de l'individu. » Les femmes du village « seront toujours les fiancées, les épouses des hommes partis travailler ailleurs », tandis que les hommes ayant choisi l'émigration « auront à répondre devant la famille et les villages des choix faits ultérieurement » (MARGARIDO et VANBREMEERSCH, 1990 : 308).

Le père de Manuel (département de Viana do Castelo) s'est marié après avoir déjà émigré une première fois, à la fin des années 1960, accompagné de son propre père. C'est avec le pécule accumulé en France qu'il a acheté un terrain et construit une maison dans son village d'origine. L'argent acquis grâce à l'émigration lui a permis de se marier avec une femme de la même commune, issue d'un milieu social décrit comme étant plus élevé *: « Mon grand-père* [maternel] *avait des terres »*. La maison des parents

[401] Une expérience que le titre de l'article de PORTELA et NOBRE (2002) *« Entre Pinela e Paris…* » - Pinela étant un village du département de Bragança - suggère. La micro-analyse du lieu-dit, situé à vingt kilomètres de la ville de Bragança - en de nombreux points comparables avec le village d'Aveleda où a lieu la fête des garçons - , montre que les travaux domestiques, la culture des champs et du potager, l'élevage de bovins constituent, aujourd'hui encore, les activités principales de la majorité des résidents les plus actifs ; alors qu'au niveau national, en 1995, l'agriculture occupait moins de 10 % de la population active (BARRETO, 1996). En 1990-1991, le village comptait 136 maisons, dont 45 étaient « fermées » et 91 « ouvertes » : un tiers des maisons appartenaient à des familles absentes, dans la majorité des cas émigrée (PORTELA et NOBRE, *op. cit*.).

de Manuel n'a pas été construite sur une terre héritée par la mère, dans la mesure où le père de Manuel a anticipé l'achat de terre et la construction d'une maison afin de pouvoir se marier. Le père de Diane s'est lui aussi marié avec la fille de propriétaires d'une commune voisine, qui l'employaient comme journalier, après avoir émigré une première fois avec son propre père. Dans ce cas, le couple a fait construire une maison sur une terre héritée par femme. L'histoire des parents d'Anna (originaires d'une même commune du département de Vila Real) renvoie à cette même situation de mariage entre individus issus de milieux sociaux différents (fille de petits propriétaires et fils de journaliers), qu'Anna explique en ces termes : « *Mon père était originaire de la partie haute du village, et ma mère de la partie basse*. *En bas se sont des familles bien comme il faut, en haut ils sont vus comme des gens louches* » (Anna)[402]. La localisation de la maison construite en cours de migration, côté paternel, peut s'expliquer par la plus grande disponibilité de la terre dans la partie haute du village[403].

Les hommes n'étaient pas les seuls à émigrer avant de se trouver un conjoint. Les femmes ne se sont pas toujours contentées d'attendre le retour des hommes, ou encore d'émigrer à la suite de leurs maris. Des récits évoquent l'émigration de jeunes femmes célibataires âgées entre 15 ans et 17 ans, issues de familles de journaliers (mère de Filipe, de Sylvia, de Paulo), de citadins pauvres (mère de Sonia et Paula), et de propriétaires terriens (mère de Gina). Si ces femmes ont plutôt eu tendance à rencontrer leur mari en France, toutes ont choisi des conjoints portugais et, parfois même, perpétué la tradition d'endogamie villageoise (conséquence de l'existence de réseaux locaux d'émigration). Elles se sont mariées en France (les parents de Sabine, de Filipe, de Sonia et Paula), ou au Portugal (les parents de Sylvia et ceux de Gina). La célébration du mariage en France était davantage liée à la difficulté de rentrer au Portugal (en cas de clandestinité), plutôt qu'à la rupture de lien avec la famille et le lieu d'origine, à

[402] Même situation que celle des parents de Cécilia et Nuno, originaires du département de Braga, de ceux d'Anabela originaires du département de Viana do Castelo. Dans sa monographie consacrée au Alto Minho, Pina Cabral montre que cette division (de caractère émique) correspond à des « différences socioéconomiques importantes » : les hameaux du haut (*meia de cima*) étaient généralement plus pauvres et plus isolés (et aussi moins marqués par les influences urbaines et moins intégrés au secteur capitaliste de l'économie), la terre y était distribuée de manière plus équilibrée, et les familles nucléaires y étaient plus nombreuses que les familles souches (PINA CABRAL, 1989a : 103). La présence dans les hameaux du bas des grands propriétaires (familles souches) employant la quasi totalité des journaliers, engendrait dans ce même endroit l'existence d'un pourcentage plus élevé de foyers de type célibataire (*idem*).

[403] Dans les hameaux « du bas » (*baixa*), la terre étant détenue par les familles de grands propriétaires : voir PINA CABRAL (1989a).

l'exception des jeunes femmes parties sans le consentement des parents. La tendance à rencontrer son conjoint et à se marier en France existe aussi chez les parents des individus ayant émigré pendant l'enfance (parents d'Angelina et de Estelle).

Plus d'un tiers des parents, quinze couples[404], sont originaires de hameaux ou bourgs localisés dans la même commune, principalement dans les anciennes provinces du Minho, du Tràs-os-Montes et de la Beira Litoral[405]. Il s'agit de couples formés au Portugal, avant ou au cours de l'émigration (au moins six d'entre eux), dans un contexte d'endogamie familiale et villageoise répandue dans toutes les couches de la population[406]. Concernant l'endogamie familiale, seuls Anita, Deolindo, Edouard et Vítor évoquent le fait que leurs parents ou grands-parents ont des parents en commun :

> *« Mes grands-parents maternels étaient des cousins…c'est l'explication donnée au fait qu'un de leurs enfants, sur six, soit handicapé »* (Edouard)
>
> *« Mes parents se sont connus au Portugal. Ils ont un oncle en commun […] » (*Anita)
>
> *« Dans la famille du côté de mon père beaucoup de cousins germains se sont mariés ensemble : c'est presque devenue une tradition locale du village de mon père. »* (Deolindo)
>
> *« Dans ma famille, je pourrais répertorier plus de 500 personnes encore en vie. Il y a trois villages [lieux-dits] chez moi et si on regarde bien, il y a soit un lien direct soit éloigné : on est tous de la même famille ! »* (Vítor)

Parmi les quinze couples originaires de la même commune, au moins six se sont formés alors qu'un des membres du couple avaient déjà émigré : formation du couple et mariage lors des retours au Portugal (parents d'Edouard, Manuel, Manuel, Anna), ou bien, rencontre et mariage en France (parents de Sandrine). Là encore, la célébration du

---

[404] Sur quarante et un couples de parents : quarante-huit informateurs, chiffre auquel il faut soustraire le couple des parents de Joao Filipe, dont je n'ai pas d'informations, celui des parents de José Manuel, dont seul le père à émigrer temporairement, et compte tenu de la présence de deux couples frères et sœurs parmi mes informateurs), ainsi que de deux couples mixtes (homme portugais, femme française d'origine) et d'une mère célibataire.

[405] Nombre probablement sous-estimé, l'émigration ayant provoqué la création de nouveaux lieux-dits. Certaines communes, trop vastes, ayant été divisées en plusieurs communes (BRETTELL, 1991).

[406] Dans le Nord-Ouest rural du pays, la baisse des mariages entre cousins germains n'intervint que dans les années 1980, quand la mobilité des jeunes des deux sexes engendre l'éclatement du marché matrimonial (CALLIER-BOISVERT, 1990 : 196).

mariage en France est le plus souvent une conséquence de la clandestinité (vis-à-vis du Portugal). À côté de ces couples originaires de la même commune, dix-neuf couples sont originaires du même canton ou du même département. Cet aspect facilite le maintien des liens entre les familles migrantes et les parents, du côté maternel comme du côté paternel, restés au pays. Sept couples, dont au moins quatre qui se sont formés en France, sont originaires de régions différentes. La rupture avec la communauté d'origine est plus ou moins forte selon que le mariage se fait avec une compatriote ou avec une étrangère. Sur un total de dix couples qui se sont connus en France, seuls deux hommes, ayant choisi une femme française d'origine, illustrent ce degrés de rupture le plus grand avec la tradition endogamique. Ces émigrants n'ont pas gardé de liens forts avec leur communauté d'origine[407].

Toutes régions confondues, les parents sont majoritairement issus du milieu rural agricole, filles et fils de « *petits agriculteurs* », de « *paysans* », « *travaillant dans les champs* », « *petits propriétaires terriens* ». Seul le statut de propriétaire est évoqué, celui de métayer ou de journalier n'ai jamais précisé, sauf dans le cas d'Edouard, à propos de son père[408]. Il est difficile d'identifier les familles de sans terre, bien que des descriptions évoquent une vie misérable : « *Mes grands-parents étaient très pauvres et avaient beaucoup d'enfants* » (Filipe) ; Sonia évoque la « *misère* » ; Anita le « *passé triste, sans hygiène et sans nourriture* » de sa mère et la situation de « *famine* » ; Anne-Marie « *le trou sans eau ni électricité* » où vivaient ses grands-parents maternels, situation toutefois très répandue en milieu rural[409].

Il ressort de ces récits deux images fortes à opposées l'une de l'autre quant à l'origine des aînés et l'histoire familiale. D'un côté, l'idée que *« c'est une histoire de petits paysans : rien d'extraordinaire »* (Francis), voire, que « *c'étaient des gens pauvres, ils ont connu la misère, ils n'ont pas d'histoire* » (Delphine). De l'autre, des

[407] L'un a émigré à l'âge de 10 ans avec ses parents (père de Séverine), l'autre à 17 ans pour échapper au service militaire (père de Didier).
[408] Informateur qui, du fait de ses études universitaire, a une très bonne connaissance de la société portugaise.
[409] En 1960 le réseau d'électricité desservait 40,5 % des logements portugais, 28,9 % avaient l'eau courante et seuls 38,3 % étaient reliés au réseau du tout-à-l'égout (BARRETO, 1996 : 130). De ce fait, « le taux de propriétaires occupants (45 % en 1960) reste un indicateur vide de sens si l'on ne tient pas compte des conditions réelles de confort » (LEITE, 1999 : 300).

histoires de notables. Les informateurs qui donnent une description plus précise de l'origine et des modes de vie de leurs grands-parents et parents, cherchent le plus souvent à les distinguer des familles d'autres migrants, d'origine modeste. Ce type de discours est à mettre en relation avec le parcours de vie d'individus qui cherchent à se valoriser alors qu'ils ont connu l'échec scolaire ou exercent une profession socialement peu valorisante, à l'instar de Gina (diplômée en master de littérature devenue hôtesse au sol pour une compagnie aérienne) et de Fernando (ouvrier du BTP qui précise que sa mère « *ne travaillait pas dans les champs* »), ou encore, comme Helder, dirigeant associatif, qui veut donner une image socialement valorisante de son milieu d'origine.

Certains d'entre eux mettent en rapport le milieu social et le niveau de scolarisation, comme Gina, qui précise que son grand-père paternel avait été scolarisé[410]. Saúl décrit sa famille, côté maternel, comme étant une « *famille de lettrées* ». Tout comme le font implicitement Diane et Helder, dont le grand-père maternel et la mère, respectivement, sont décrits comme étant des « *instituteurs* », un statut socialement prestigieux dans le contexte rural de l'époque. Edouard et Sonia évoquent l'histoire de leur mère et de leur père, respectivement, issus de familles de propriétaires et petits commerçants, qui n'ont toutefois pas eu la possibilité de poursuivre leur scolarité. Enfin, il est intéressant d'observer que la représentation de « *gens pauvres* [qui] *n'ont pas d'histoire* », est celle d'une jeune femme, Delphine, partie vivre au Portugal avec ses parents, étudiante dans une université réputés de Porto (faculté d'économie). Un aspect qui questionne non seulement la mémoire de la migration au Portugal, comme la représentation du monde rural chez les élites urbaines.

En ce qui concerne les professions précédant l'émigration, les données recueillies sur les mères correspondent de manière générale à celles disponibles sur les femmes portugaises immigrées en France, à savoir : une forte concentration dans l'agriculture (en tant qu'agricultrices ou ouvrières agricoles) et dans les services directs aux particuliers, avec toutefois une sous-représentation de l'industrie de transformation[411]. Concernant les pères, il semble y avoir une sur-représentation des agriculteurs et une sous-représentation des ouvriers dans le BTP. Ces résultats doivent être mis en relation avec la méconnaissance de l'histoire des parents avant l'émigration. Par exemple, alors

[410] Gina ajoute aussi que sa grand-mère paternelle était la seule de sa fratrie à ne pas avoir été scolarisée : « *Elle savait le minimum : lire et écrire son nom* ».
[411] Voir CONDON (2000).

que l'émigration vers l'Espagne était très fréquente dans les régions frontalières[412], elle n'a été recueillie dans aucun récit.

Ces différentes données viendront éclairer les récits relatifs aux parcours de « *réussite* », d'« *intégration* », d'« *échec* », dans la société française, décrits dans le chapitre suivant, ainsi que l'analyse du sens donné à la migration.

4.3. Récits d'émigration.

Sur les quarante-huit biographies reconstituées au cours de la recherche, neuf récits de vie passent entièrement sous silence l'histoire de la migration familiale, une vingtaine mentionnent la date, l'âge ou la raison de l'émigration et une quinzaine en développent certains aspects. Pour cinq individus, aucune donnée relative à l'histoire d'un ou des deux parents n'a été recueillie pour des raisons méthodologiques relatives à l'enquête de terrain[413] et, pour deux, il s'agit d'une volonté de ne pas raconter l'histoire familiale (Lionel, João Paulo).

Si on considère les récits de vie comme « une reconstruction de l'identité et pas seulement comme des récits factuels » (POLLAK, 1986 : 52), il apparaît que la mémoire de la migration n'a pas été jusqu'à présent un repère ou une ressource identitaire :

> *« Mon père a émigré en 1970. Je me rends compte que je ne sais même pas comment ! »* (Helder)
>
> *« Y a tellement longtemps. J'étais petit, je ne me vois pas lui [son père] poser la question. »* (Fernando)
>
> *« Mes parents se sont rencontrés et mariés en France. Je n'ai pas posé plus de questions. »* (Sandrine)

La majorité des récits restent très vagues et renvoient à une histoire standardisée : « *Ils* [parents] *ont émigré dans les années 1970* » ; « *Ils ont émigré pour des raisons économiques* » ; « *Nous avons rejoint mon père dans le cadre du regroupement familial.* » Ces récits évoquent parfois des dates, mais c'est plus souvent l'âge des

[412] Voir BRETTELL (1991).
[413] Aspect mentionné dans le chapitre 2.

parents qui sert de repère temporel : « *Ma sœur avait 4 ans, ma mère 25 ans… elle est née en 1939 donc c'était en…1966.* » (Deolindo) Le temps de la migration renvoie à un temps personnel, alors que parallèlement les récits donnent l'impression de l'existence d'une seule histoire qui aurait été la même pour tous.

> *« - Mon père comme tout le monde est venu à l'âge de 18 ans…non, il est venu en 1971 donc il avait 20 ans. […] Il dit que tout le monde partait. Ils devaient aller faire la guerre et économiquement c'était pas bien. Ils voyaient revenir les gens avec les deux pieds cassés, même s'ils n'y comprenaient rien, ils ne pensaient qu'à partir et, de toute façon, tout le monde partait.*
>
> *- Est-il venu clandestinement ?*
>
> *- Oui, comme tout le monde. »* (Edouard)

Les raisons de l'émigration, les conditions du voyage, celles de l'installation en France ont pourtant été multiples. La construction d'une mémoire collective demande-t-elle des simplifications ? Elle est en tout cas sélective. Deux aspects sont évoqués de manière récurrente dans les récits, les raisons du départ et la clandestinité.

4.3.1. Les raisons du départ

L'émigration pour des « *raisons économiques* » (Rosa, Sabine) est la raison la plus largement évoquée :

> *« Mon père est venu d'abord, à 17 ans, pour gagner sa vie. Il avait commencé à travailler [au Portugal] mais à l'époque il paraît que la vie était difficile. »* (Vítor)
>
> *« Cette maison [au Portugal] c'est la raison d'émigration de mes parents. Quand ils se sont mariés ils n'avaient pas beaucoup d'argent, ils avaient des dettes* […]. *»* (Deolindo)
>
> *« Mon père a émigré clandestinement en 1969 et ma mère légalement en 1973, après leur mariage […] Ils sont venus pour améliorer leur niveau de vie. Ma mère avait faim* […]. *»* (Anna)
>
> *« Ils [parents] sont là en France pour faire des sacrifices, gagner de l'argent, pour construire quelque chose pour leurs enfants, pour construire une autre vie. »* (David)

L'émigration de pères voulant échapper au service militaire est explicitement évoquée dans cinq récits :

> *« Il [père] a émigré pour échapper au service militaire, il était réfractaire. »* (Sylvia)

> *« Je n'en sais rien de ce qu'il a fait là-bas ! Il était menuisier. Il est arrivé avec rien pour ne pas faire le service militaire. »* (Didier)

> *« Mon père a émigré à 16 ans pour échapper à la guerre coloniale. Il [le grand-père paternel] a protégé son fils pour qu'il ne fasse pas son service militaire outre-mer. […] Pour ne pas rester toute sa vie un clandestin il [père] est retourné au Portugal faire a tropa [le service militaire]. Il est alors parti faire la guerre ultramar [outre-mer] en Guinée Bissau. »* (Diane)

> *« Il [son père] dit que tout le monde partait… Il devait aller faire la guerre et économiquement c'était difficile. […] Il voyait revenir les gens avec les deux pieds cassés, et même s'il n'y comprenait rien, il ne pensait qu'à partir… et de toute façon, tout le monde partait. »* (Edouard)

Aucune allusion n'est faite à l'éventuel caractère politique de cet acte de désobéissance, seul Edouard évoque, à l'inverse et discrètement, l'apolitisme de l'acte d'émigrer pour échapper à la guerre coloniale : « *même s'ils n'y comprenaient rien* »... Diane précise simplement, au sujet de son père qui est finalement rentré et parti faire la guerre : « *ce n'était pas sa guerre* ».

L'histoire coloniale et de la décolonisation sont globalement absentes des récits, ou alors évoquées – et non interprétées dans la cadre d'une mise en sens critique - par ceux dont les parents ont vécu en Angola (Sonia et Paula ; Fernando), ou ont participé à la guerre coloniale. L'histoire coloniale du pays d'origine apparait toutefois de manière précoce dans l'enquête de terrain, puisque Sául participe à une manifestation parisienne de dénonciation des massacres perpétrés par l'armée indonésienne au Timor Oriental ; une manifestation à l'occasion de laquelle je fais la connaissance de Lionel, un autre jeune dirigeant associatif. Au même moment, de nombreuses manifestations étaient organisées au Portugal : Timor devenant alors une « passion nationale », selon les termes de l'historien Manuel de LUCENA (2000 : 91), d'une nation continuant de s'imaginer pluricontinentale.

L'historien António José Telo relève la « couverture de silence », au Portugal, sur la décolonisation, trente ans après (TELO, 2008 : 153). Edouard et Diane sont tous deux des étudiants en histoire qui s'intéressent à l'histoire du Portugal et du monde lusophone. Le récit de Diane évoque la prise de conscience, à travers l'épisode de la guerre coloniale de son père, l'inscription de son histoire familiale dans l'Histoire. Cette prise de conscience fait naître un manque, celui de ne s'inscrire ni dans l'histoire du pays d'origine, ni dans celui du pays d'accueil. Elle raconte que dans le cadre d'un cours d'histoire sur la Guinée Bissau[414], le professeur évoque l'existence d'un « *camp mythique* » :

> *« Quand je suis rentrée à la maison je lui [père] ai demandé de me raconter son histoire. Il était dans le camp. […] Après la guerre il a beaucoup parlé après il s'est tu. Je lui ai fait comprendre qu'il pouvait m'apprendre des choses. On l'apprend en histoire et mon père l'a vécu ! […] Les Français ne connaissent pas notre histoire et d'ailleurs les Portugais non plus. »* (Diane)

Un informateur, Didier, dont le père a fait son service militaire en Guinée-Bissau, explique - voire justifie - que « *le racisme envers les Noirs* » des Portugais du Portugal et de France : c'est « *à cause des colonies* ».

L'existence de réfractaires et de déserteurs parmi les émigrants soulève la question polémique du caractère politique de cette émigration, qui apparait dans le processus de patrimonialisation de la migration abordé plus loin :

> « […] seule une minorité de ces réfractaires, insoumis et déserteurs décidaient d'agir par conviction politique et par opposition à la dictature et à sa 'sale guerre', alors que la majorité de ces jeunes agissaient ainsi pour des raisons plus personnelles et familiales, sans se placer délibérément en opposition avec le régime, mais essentiellement parce que, pour eux et leurs familles, cette guerre n'était pas la leur. » (VOLOVICH-TAVARES, 1999 : 5)

Aucun de mes informateurs n'utilise les termes d'exilés ou de réfugiés, plusieurs évoquent en revanche l'histoire d'un père ayant d'abord émigré puis étant ensuite rentré pour « *faire la guerre coloniale* ». Parmi les jeunes hommes n'ayant pas satisfait leurs

[414] Cours d'histoire du Portugal dans le cadre d'une classe option portugais, Diane étant scolarisée dans un lycée international parisien.

obligations militaires, ceux qui rentraient pour le faire, cherchaient en définitive à sortir de l'illégalité, nécessaire à un retour au pays pour profiter des acquis économiques de l'émigration : se marier, construire une maison.

> *« Mon père est venu d'abord à 17 ans pour gagner sa vie. Il avait commencé à travailler mais à l'époque il paraît que la vie était difficile. Il est reparti au Portugal faire son service et s'est marié avec ma mère qu'il connaissait déjà. Puis il est venu d'abord tout seul et il a fait venir ma mère en 1975. »* (Vítor)

> *« Au bout d'un an il n'avait plus de papiers […] ça paraît incroyable mais il est revenu […] Je crois qu'il n'a même pas lutté : on lui demande de revenir, il revient ! Après le service militaire, il avait l'assurance de retrouver du boulot. L'entreprise avait dû lui dire qu'il pourrait revenir : à l'époque il était déjà étancheur, c'était déjà une petite qualification et le boulot était vraiment très dur […] Au Portugal, il a fait son service, il n'y a pas eu de problème, il est revenu à la caserne du coin […] Il a fait son service aux Açores car entre temps il s'est cassé une jambe : je ne sais pas s'il l'a fait exprès … »* (Edouard)

Les « exilés » qui étaient issus de la bourgeoisie urbaine et lettrée et les « émigrés », originaires de milieux ruraux pauvres et non politisés, ne se côtoyaient pas en France, à l'exception d'une minorité d'exilés politiques en contact avec les émigrants à travers l'enseignement du portugais dans des associations (CORDEIRO, 1989b). Par ailleurs, la majorité d'entre eux est rentrée au Portugal au moment de la révolution (1974), contrairement aux « émigrés » qui, compte tenu de l'instabilité politique et du retard socio-économique du Portugal, prégnantes jusqu'au milieu des années 1980, sont très majoritairement restés en France.

> « Nous nous trouvons ici devant une situation qui permet de séparer les exilés des émigrés, puisque les premiers se définissent par rapport à un projet politique national, qui parfois possède même des caractères transnationaux, tandis que l'émigré ne se réfère qu'à des valeurs familiales ou villageoises. Cela explique aussi la disjonction très courante qu'il est possible de vérifier, entre les exilés politiques, et les émigrés dont le projet est entièrement tourné vers les valeurs familiales et locales, sans tenir compte de la « nation », moins encore de l'État. Les partis et les groupes politiques portugais ont eu le plus grand mal à recruter parmi les émigrants installés en Europe. » (MARGARIDO et VANBREMEERSCH, 1990 : 305)

C'est dans le milieu universitaire, que j'ai fait la connaissance d'une fille d'exilés politiques communistes, qui avait vécu l'exil à Paris avec ses parents. Après la révolution des œillets, la famille est en effet rentrée au Portugal, leur fille étant revenue à Paris vingt ans plus tard pour y achever ses études universitaires. Elle m'a raconté comment les autres familles portugaises les « *évitaient* » par peur des représailles de la police politique (PIDE)[415]. Par contre, son récit n'évoque pas la distance que les « exilés » eux-mêmes maintenaient vis-à-vis de leurs compatriotes émigrants, dont l'apolitisme, la mentalité conservatrice et l'individualisme étaient mal perçus. Une situation à rapprocher de celle des Espagnols : « les immigrés économiques, encadrés par le franquisme à travers l'Église espagnole, étaient souvent mal perçus par les anciens réfugiés d'avant-guerre » (BLANC-CHALEARD, 2001 : 66).

Les références à la dictature sont rares dans les récits recueillis. Rosa l'aborde dans un de ses spectacles de théâtre, Gina et Edouard dans des recherches qu'ils ont menées dans le cadre de leur cursus étudiant[416]. Mes informateurs ne prennent eux-mêmes que très rarement position sur cet épisode de l'histoire du Portugal et le contexte politique et social dans lequel leurs aînés ont vécu. Les quelques histoires qui y font référence vont dans le sens d'une opposition ou d'une désobéissance au régime, et jamais l'inverse[417]. À propos de son grand-père maternel, qui était maire[418], Diane raconte :

> *« Il a joué un rôle pendant la dictature, il sauvait des gens qui étaient dénoncés par la PIDE – ceux qui n'allaient pas à l'église par exemple […] Il est mort d'une crise cardiaque quelques jours après que quatre hommes soient venus le voir ; selon ma grand-mère, c'était la PIDE. À sa mort, ma grand-mère a brûlé tous ses livres : le diable, disait-elle. »* (Diane)

[415] Sur la surveillance de la population portugaise en dehors du territoire national voir : PEREIRA (2007).
[416] Le mémoire de master de Gina étant une étude qui porte sur le consul portugais de Bordeaux, Aristides Sousa Mendes, personnage qui s'est distingué durant la Deuxième Guerre mondiale en ayant émis des visas portugais à des milliers de Juifs fuyant la France.
[417] Au Portugal, il n'est pas rare d'entendre des jeunes (des milieux populaires ou conservateurs) évoquer Salazar de manière presque nostalgique, en référence à l'ordre qui régnait dans le pays et la grandeur de ce dernier.
[418] Les maires, désignés par le ministère de l'Intérieur, « étaient étroitement contrôlés par le pouvoir central et par les gouvernements civils qui pouvaient facilement les écarter de leurs fonctions. » (PEREIRA, 2007 : 417).

Helder évoque la dictature et la police politique lorsqu'il raconte l'émigration de son père : « *Ma grand-mère m'a raconté que mon père exprimait ses idées et elle avait peur que la police politique vienne*. » Un récit contradictoire avec l'émigration « *avec autorisation* » du père, qui repose la question de la hiérarchisation entre émigration politique et économique, et le fait que l'une serait plus légitime que l'autre.

À propos d'un film qui retrace la révolution et que Gina juge « *à l'eau de rose* »[419], elle commente : « *dans le film on dirait que ça a été facile. Il y a eu plus de morts qu'on ne le croit avec la PIDE. Des gens étaient enfermés, surveillés, dénoncés. Ma mère restait à la maison à cause du couvre-feu* ». Ces propos constituent l'unique témoignage de la vie quotidienne sous la dictature, une illustration de l'autocensure de la population qui s'est perpétuée.

Cet aspect interroge là le silence posé sur cette période de l'histoire, qui commence à être doucement soulevée au Portugal[420], et de la place de l'émigration – la figure de l'émigrant : « traître » ou « héros » ? - dans ce processus mémoriel. Notons, finalement, que dans les récits qui relatent une émigration postérieure à la chute de la dictature, cette date ne constitue pas un repère et il n'est jamais fait mention du contexte démocratique, par comparaison au contexte de la dictature dans lequel a eu lieu la très grande majorité des flux.

4.3.2. Dans quelles conditions ?

Seuls trois récits relatifs à un départ avant 1974 évoquent une émigration légale, avec un contrat de travail : « *Mon grand-père travaillait déjà en France et a obtenu des contrats de travail pour faire émigrer ses fils* » (Linda). Les pères de Luzia et de Carlos ont émigré avec un contrat de l'usine Michelin de Clermont-Ferrand (fin des années 1960 et 1971) et celui de Fernando, légalement après avoir rempli ses obligations militaires : « *Il est arrivé avec un contrat. Il avait fait la guerre d'Angola* ». Helder précise que son père à émigré avec « *une autorisation* », ce qui est contradictoire, mais pas impossible, avec le fait que sa mère, son frère et lui aient émigré avec des passeports de touristes (pratique illégale pour émigrer). Plusieurs années après les

[419] « Capitaines d'avril » (MEDEIROS, 2000) réalisé à partir des témoignages des vrais protagonistes.
[420] Traitement des archives par les historiens, projet de création d'un musée dans les anciens locaux de la police politique à Lisbonne.

entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche, dans un témoignage rendu public, en décembre 2008[421], il dit ne pas connaître l'histoire migratoire de son père – une émigration légale serait-elle perçue comme moins valorisante ?-, mais évoque de manière explicite le « *secret* » ayant entouré les préparatifs du départ pour rejoindre le père et l'absence de papiers officiels (passeport) témoignant du voyage.

En effet, « beaucoup de clandestins cachaient leur départ, même aux parents les plus proches, de peur qu'ils fassent obstacle ou que la nouvelle s'ébruite » (MOTA, 2003 : 15). Un silence qui semble avoir été perpétué en migration. L'émigration clandestine reste entourée d'un non-dit, le terme n'étant pas prononcé par les parents :

> *« Papa a passé la frontière espagnole en cachette et à la frontière française il a eu moins de difficulté que ma mère qui l'a aussi passé en train. Ils [le père et la mère] l'ont évoqué une ou deux fois. Ils m'ont juste dit qu'ils ont traversé la frontière clandestinement…ils n'ont pas dit clandestinement, ils ont dit qu'ils avaient dû se cacher pour passer la frontière. » (*Deolindo)
>
> *« - Il [père] ne s'est pas trop étendu sur le sujet… il m'a parlé qu'il y a eu une personne qui l'a fait passer, donc je pense que la première fois, il est venu clandestinement. Mais ensuite, il avait un contact au niveau de la France, car j'avais un oncle qui y travaillait déjà pour une entreprise à Conflans-Sainte-Honorine. Au Portugal, il fallait une certaine somme d'argent et quelqu'un lui a avancé cet argent qui lui a permis de venir.*
>
> *- Quand tu dis que ton père ne s'est pas étendu sur le sujet…*
>
> *- C'est à dire que …c'est vrai …quand j'étais jeune j'ai essayé de savoir pourquoi ils sont venus, pourquoi ils ne sont pas restés là-bas et on en parlait. Ils expliquaient les conditions de vie etc…. mais il ne s'est pas étalé sur les détails entre les deux. »* (Vítor)
>
> *« Mon père a émigré après son mariage, à 25 ans, en 1970. Il a émigré clandestinement, le jour du marché (Amarante, département de Porto). Dans le bus il s'est fait contrôler par le PIDE. Il a dit qu'il allait au marché. À Amarante, il a pris le train, passant par Vila Real, Chaves. Un passeur l'a aidé à traverser la frontière espagnole, la nuit. En Espagne, il a pris le train. À la frontière française, un contrat de travail l'attendait. Il avait un ami qui travaillait déjà à Nantes et dont le patron cherchait des ouvriers. »* (Saúl)

[421] « *O telegrama do outro lado do rio* – Histoire de l'émigration portugaise vue par la deuxième et troisième génération », Association Cap Magellan, 125 p. (livre gratuit).

« Les émigrés sont des héros, ils ont beaucoup risqué. Les femmes émigraient clandestinement sans l'autorisation de leurs parents. » (Anna)

À l'instar de Saúl et d'Anna, une quinzaine d'informateurs évoquent néanmoins explicitement une « *émigration clandestine* » : « *Il est venu clandestinement avec un réseau, ça a été toute une aventure pour lui* » (Christelle), ou encore, de manière détournée : « *sans contrat* », « *sans passeport* », pour « *échapper au service militaire* », « *Il y a quelqu'un qui avait dénoncé mon père quand il est parti, et la PIDE est allée le chercher à la gare* » (Rosa), « *Il est parti à 17 ans pour la France, il a dû faire des faux papiers car il n'avait pas la majorité* » (Sonia). Le père de Sonia a peut-être néanmoins émigré légalement avec un contrat de travail que son oncle lui aurait envoyé.

Plusieurs trajectoires renvoient à l'apparente contradiction entre la circulation des émigrants clandestins et le contexte politique d'avant 1974. Comment les illégaux, à l'instar du père de Diane, qui a fait « *quatre fois le* salto », ou encore celui de Christelle, qui bien qu'ayant émigré clandestinement (1964) rentrait tous les ans[422], pouvaient-ils circuler aussi librement ? Pourquoi, alors que la législation mise en place par l'*Estado Novo* visait à restreindre l'émigration légale, le même État semblait-il impuissant face à l'émigration clandestine ? :

> « Cette impuissance est étonnante. L'*Estado Novo*, dictature dont la longévité atteste, en partie, de l'efficacité de sa police politique n'avait-il pas les moyens de boucler ses frontières et d'empêcher un tel nombre de départs illégaux ? » (PEREIRA, 2004 : 15)

Comme l'avaient fait avant lui la monarchie et la Première République, l'*Estado Novo* a fait de la clandestinité l'instrument de sa politique aux intérêts contradictoires, déjà évoqués : limiter l'émigration légale pour favoriser ses appuis traditionnels, tout en profitant de la manne pécuniaire amenée par l'émigration, indispensable au financement des guerres coloniales[423]. Cet aspect ne doit pas occulter les situations dramatiques

---

[422] « *Je sais que tous mes frères et sœurs ont un an de différence, en gros c'était une fois par an quand mon père allait au Portugal…* » (Christelle).

[423] En France les autorités régularisaient leur situation - encore fallait-il que les émigrants soient informés et fassent la démarche -, mais les émigrés restaient souvent en situation irrégulière pour leur propre pays, malgré plusieurs amnisties, à partir de 1959, dont l'objectif était de ne pas perdre les bénéfices financiers de cette émigration et d'éviter les naturalisations : deux amnisties ont été promulguées en 1959 et 1969, à l'occasion des commémorations du 500e, anniversaire de la mort du prince Henri (le Navigateur) : (PEREIRA, 2007 : 465). Entre 1963 à 1968, la *Junta de emigração* (office d'émigration, ministère de l'intérieur) a délivré des passeports pour émigrants aux clandestins revenus au Portugal (PEREIRA, 2004) et, en 1970, un décret leur a permis de se mettre en règle auprès des consulats installés en France

vécues par les émigrants portugais à cette époque, mais qui sont absentes des récits de vie de mes informateurs, du moins de ceux qui ont accepté de se raconter.

Ceux qui ont le plus évoqué cette histoire sont les individus les plus âgés, qui ressentent un « *manque* » lié, soit au fait de devenir soi-même parent et de vouloir transmettre quelque chose de ce passé à ses enfants, soit au décès d'un des parents et à la prise de conscience du caractère évanescent de la mémoire familiale. Il s'agit aussi d'individus engagés dans un projet associatif et d'affirmation identitaire (les deux informateurs, Helder et Deolindo, qui évoquent le projet d'écrire l'histoire familiale sont des dirigeants associatifs), ou encore, d'individus, telle Gina, se racontant une histoire qui les valorise, mais aussi, d'étudiants qui s'intéressent à l'histoire en générale et à celle du Portugal en particulier (Gina mais aussi Diane et Edouard) : « les gens qui acceptent de parler à un chercheur de leur passé familial sont des gens qui ont des choses à raconter et qui ont de ce passé une vision globalement positive » (LEPOUTRE et CANNOODT, 2005 : 325).

Les individus qui ont migré de manière récente n'évoquent pas cette expérience de vie, comme José Manuel, arrivé en France à vingt ans (1989), qui ne raconte ni la migration, ni la dictature dans nos entretiens ou dans ses poèmes. J'ai aussi évoqué à plusieurs reprises la position de Lionel, qui ne souhaitait pas parler de cette histoire. Dans une récente interview publiée dans le *LusoJornal*, il raconte qu'il est arrivé en France en 1988, passant sous silence l'émigration familiale du début des années 1970[424]. Cette histoire semble constituer pour lui un stigmate, en France comme au Portugal, où il retourne souvent.

Une histoire dont le deuxième acte s'est déroulé dans la société dite d'accueil, la France, et dont je propose d'analyser, en miroir, les représentations et les souvenirs qu'en ont ces descendants de migrants.

---

moyennant une amende et dans la mesure où ils avaient satisfait à leurs obligations militaires (POINARD, 1971 : 295).

[424] La famille était rentrée au Portugal puis revenue en France en 1988.

CHAPITRE 5

PASSE ET PRESENT FAMILIAL : L'EXPERIENCE DE LA MIGRATION

La conception dominante de la mémoire familiale fait « du souvenir positif, autrement dit de l'attachement, le modèle conforme du rapport au passé familial » (LEPOUTRE et CANNOODT, 2005). Les auteurs de *Souvenirs de familles immigrées* proposent une typologie qui distingue l'histoire familiale - absente des récits mais présente lorsqu'elle est questionnée par le chercheur - et le rapport au passé familial – qui peut se traduire par l'attachement, le détachement ou le rejet. Le rapport au passé familial pose la question de la « valeur du passé », de l'existence de « souvenirs positifs » (attachement au passé familial) et de « souvenirs négatifs » (rejet du passé familial). L'oubli, qui concerne la plus grande part des adolescents de l'étude menée par Lepoutre et Cannoodt, relevant d'un rapport de détachement : ils sont peu intéressés par leur passé familial, auquel ils n'accordent pas de valeur spécifique, sans pour autant le rejeter (*idem*).

Distinguant la « mémoire à proprement parler » des « conditions structurelles d'accès au passé », ces auteurs montrent aussi que pour de nombreux enfants de migrants, des contraintes extérieures, à la fois matérielles, démographiques et symboliques, pèsent sur la construction des souvenirs (changements économiques, matériels et culturels considérables, bouleversements politiques, voire tragédies), et notamment parce que les familles sont coupées d'avec le lieu d'origine : c'est par exemple l'histoire relatée d'une adolescente qui n'avait jamais été au Mali (*ibid* : 60).

Les récits recueillis auprès de mes informateurs - pour ce qui concerne le milieu social d'origine et l'émigration – m'ont permis de retracer les histoires familiales dans leurs grandes lignes. Ces souvenirs reposent sur la transmission de récits familiaux, mais aussi – surtout ? - sur les liens qu'ils entretiennent et l'expérience vécue dans le lieu d'origine, lors des retours annuels, qui viennent sans cesse nourrir cet imaginaire. La question sa posera de savoir comment les liens entretenus avec celui-ci, dans le

présent, interfèrent sur le rapport au passé familial. Mais avant cela voyons ce qu'il en est de ce rapport entre mémoire et conditions structurelles d'accès au passé familial en ce qui concerne l'immigration. Comment cette partie de l'histoire familiale a-t-elle été intériorisée ? Quel est le sens donné au projet migratoire initial des parents ? Des auteurs ont mis en évidence l'existence d'un « 'Nous' familial » fort, qui vient structurer ce projet, dans les familles migrantes (VATS LAAROUSSI, 2007). Nous savons aussi que les enfants de migrants ont cette volonté de « camoufler » une origine sociale qui les renvoie à la figure du « fils d'immigré ». Dans une recherche portant sur la migration arménienne, Martine Hovanessian évoque les

> « […] comportements souvent antagonistes des nouveaux notables généralement de deuxième génération […] témoins des servitudes psychologiques, sociales et économiques de leurs parents, partagés entre le désir de restituer le sens d'une réalité historique et celui de camoufler leurs origines sociales. » (HOVANESSIAN, 1992 : 25)

5.1. Vivre en France

C'est à partir de la fin du XIXe siècle que se développe un mouvement régulier d'émigration portugaise vers la France, constitué d'exilés politiques et d'intellectuels[425] et, par ailleurs, de main d'œuvre masculine[426]. La mémoire orale de mes informateurs n'a permis d'établir aucun lien entre la migration de leurs aînés et ces flux du début XXe siècle[427]. Les nombreux courriers reçus à partir des années 2000 par l'ambassade du Portugal à Paris, montrent cependant que cette histoire du début du XXe siècle fait l'objet de quête mémorielle :

[425] Voir CLIMACO (1998)

[426] « Un premier accord de main d'œuvre avait été signé au cours de la Grande Guerre entre la France et la jeune république portugaise [1910-1926] qui avait rejoint en 1916 le camp des Alliés et envoyé en 1917 un Corps Expéditionnaires épauler les troupes françaises et anglaises. Cet accord avait permis de recruter 20 000 travailleurs les deux dernières années du conflit. […] On évalue à environ 6 500 travailleurs portugais qui étaient restés en France après guerre, à l'expiration de leur contrat. Il faut y ajouter un certain nombre de soldats du Corps Expéditionnaires portugais restés après leur démobilisation » (VOLOVICH-TAVARES, 2000).

[427] Pour une approche comparative, du point de vue socioéconomique, culturel, et des lieux d'origine, de ces deux vagues migratoires, voir MOTA (2003). L'analyse du choix de conjoint (taux de mariages mixtes), des prénoms pour les enfants, de l'origine sociale des migrants et des conditions de l'émigration, conduit l'historien à conclure à l'intégration « voulue et réussie » des « pionniers », qui s'opposerait au maintien d'un sentiment d'appartenance au lieu d'origine et aux dynamiques communautaires caractérisant les immigrés des Trente Glorieuses.

« […] je vous demande s'il serait possible que vous m'indiquiez les papiers nécessaires et à qui s'adresser pour obtenir un acte de naissance d'une personne originaire du Portugal. Il s'agit de notre arrière grand-père et nous aimerions connaître l'histoire de notre famille car mon grand-père est mort. Nous sommes de Rouen »[428].

« Je suis à la recherche des racines de ma famille, mon grand-père a migré en France le 03/10/1930 [né en 1896]. Je vous donne ses coordonnées si toutefois vous pouviez m'aider dans mes recherches […] »[429]

« Je voudrais retrouver la trace et l'identité de mes ancêtres de nationalité portugaise […] »[430]

S'agit-il des descendants de ces « pionniers » et, dans ce cas, de la fameuse « troisième génération » - voire « quatrième génération » - intégrée et en quête de ses origines (NOIRIEL, 1988) ? Quoi qu'il en soit, ces matériaux, qui pourraient faire l'objet d'une recherche à part entière, permettent déjà de mettre en perspective les liens intergénérationnels dans des contextes migratoires différents et montrer la coexistence de contemporains[431], « luso-descendants » du point de vue de l'État portugais, dont le rapport à l'« origine », est de fait très différent.

5.1.1. L' « immigré » portugais

Entre 1950 et 1988, plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants ont émigré du Portugal vers la France (BAGANHA et GOIS, 1998-99 : 235), les plus grands flux se situant entre 1965 et 1974. La France a recouru à de la main d'œuvre étrangère à partir de 1945, dans le contexte de l'après guerre, de reconstruction du pays et de ses infrastructures et de croissance économique. La crise pétrolière de 1973-74 et la récession économique qui s'en suivit, conduisent les pays européens jusqu'à là demandeurs de main d'œuvre, à fermer leurs frontières. Parallèlement à une politique restrictive d'immigration, une politique d'intégration des communautés immigrées est

[428] 2 mars 2001, n° 326 (archives non publiques, prêtées par M. Jorge de Portugal Branco).
[429] 20 septembre 2001, n° 1394 (*idem*).
[430] 28 juin 2004, n° ? (*idem*).
[431] Les documents consultés ne permettent pas de connaître l'âge des individus engagés dans ce type de démarches généalogiques.

menée, fondée sur le regroupement familial[432], mais aussi l'aide au retour et à la réinsertion dans les pays d'origine, à partir de 1977[433].

En 1975, près de 759 000 individus de nationalité portugaise sont recensés en France, 767 000 en 1982[434]. Durant cette période, le regroupement familial se poursuit et ces couples font le choix de faire naître leurs enfants en France, bien que pour la majorité, le projet migratoire reste envisagé comme temporaire. Parmi les principales nationalités étrangères en France, les Portugais présentent alors un des taux de féminisation les plus élevés (46,1 %), après la population espagnole (47,2 %) arrivée antérieurement et bien plus élevée que celle des Algériens (32%) et des Marocains (26,7%)[435].

L'arrivée des migrants portugais, qui a lieu en même temps que celle des Algériens et des Marocains, s'inscrit dans le cadre d'une politique d'immigration de main d'œuvre à court terme, faisant suite à l'échec d'une politique, menée après la Deuxième Guerre mondiale, qui a cherché à concilier des impératifs à la fois démographiques et de main-d'œuvre (WIHTOL DE WENDEN, 2002)[436]. À partir de 1975, et jusqu'au recensement de 1999, les Portugais constituent la population « immigrée » la plus nombreuse en France[437]. Européens et catholiques, les Portugais bénéficient de mesures qui illustrent la préférence culturelle en faveur d'une immigration d'origine européenne (VIET, 1998 : 21-22)[438]. L'État portugais n'est de ce fait pas le seul

[432] L'émigration familiale a commencé dès les années 1965 pour les Portugais, bien avant cette politique, bien que l'État portugais ait voulu éviter que les familles se reconstituent en France (tarissement des envois d'argent, risque d'abandon de la communauté nationale, installation définitive en France), « le droit des femmes et enfants de venir en France afin de reconstituer la cellule familiale fut respecté, même lors des plus grandes restrictions à l'émigration comme en 1967 » (PEREIRA, 2004 : 23).

[433] « Le résultat fut très décevant : entre 1977 et 1981, l'aide au retour n'avait été sollicitée que par environ 60 000 immigrés, en majorité des Portugais ou des Espagnols et seulement 4 % d'Algériens, cible principale des pouvoirs publics » (WEIL, 1991 : 21).

[434] Ils étaient 50 000 en 1962. Recensements INSEE.

[435] Source INSEE, recensement de la population de 1975.

[436] « La politique d'ouverture-fermeture des frontières oscille entre l'impératif, défini par Alfred Sauvy et l'Institut national d'études démographiques, d'une politique nataliste et familiale et celui d'une politique destinée à combler les besoins de main-d'œuvre. Pour concilier ces deux impératifs, les pouvoirs publics tentent d'introduire des travailleurs étrangers 'ethniquement acceptables', ayant vocation à l'installation (Italiens notamment, mais qui viendront moins nombreux que prévu). » (WIHTOL DE WENDEN, 2002 : 20)

[437] En 1999, la population « immigrée » originaire du Portugal – individus de nationalité portugaise et individus français par acquisition dont la nationalité antérieure était portugaise – est numériquement la plus importante : 789.388 individus, devant les « immigrés » originaires du Maroc : 728.333 individus, et d'Algérie : 683.974. Les 20/34 ans représentent 27,6 %, 26 % et 20 %, respectivement, de l'effectif (Source INSEE, recensement de la population de 1999).

[438] « En 1968, alors que le gouvernement français réduisait fortement les entrées des autres travailleurs immigrés et négociait avec l'Algérie la diminution du contingent annuel de ses travailleurs en France, les

à instrumentaliser la clandestinité de ces migrants, les Portugais partent *a salto* et arrivent en France par « la porte de service » :

> « […] la préférence culturelle et le souci de faire contrepoids aux migrations issues du Tiers Monde l'emportent sur la volonté de maîtriser les frontières. On multiplie les cartes temporaires et ferme les yeux sur l'immigration irrégulière qui alimente le marché du travail. » (WIHTOL DE WENDEN, 2002 : 21)

Cette préférence culturelle est fondée sur la « fausse évidence » de « proximité culturelle » et l'idée « d'une assimilation 'naturelle' des immigrés européens, culturellement proches, catholiques, etc. » (GOSSIAUX, 1987 : 115). Elle constitue par ailleurs un argument pour ceux qui soutiennent l'idée de l'existence d'une spécificité inédite de l'immigration originaire des pays du Maghreb, qui serait difficilement intégrable car non-européenne et profondément étrangère par la culture et la religion à la société d'accueil. Les historiens ont montré que les immigrés d'Europe ont eux aussi été victimes de racisme et de xénophobie[439].

Dès les années 1960, un racisme anti-portugais est repérable. L'image « positive » dont a ensuite bénéficié l'immigré portugais s'est construite par comparaison avec les immigrés, arrivés en même temps, originaires des pays du Maghreb, des anciennes colonies françaises : le sociologue Albano Cordeiro utilise la métaphore du « paratonnerre maghrébin » (CORDEIRO : 1989-90)[440]. Cette représentation collective « positive » du « bon immigré », associée à l'absence de contentieux historique (colonial) entre les deux peuples, a eu pour corolaire une « invisibilisation » des Portugais dans l'espace public français[441]. Ce processus ayant par ailleurs été nourri par les comportements des migrants portugais – soumission, apolitisme -, conséquence

---

Portugais furent les seuls immigrés à pouvoir continuer à entrer en France en dehors des mesures légales et être rapidement régularisés. » (VOLOVITCH-TAVARES, 2000 : 130)

[439] Voir par exemple NOIRIEL (1988), à propos du racisme dont Belges, Polonais et Italiens ont été victimes.

[440] « […] suite à la décolonisation violente du Maghreb, les populations issues du Maghreb qui émigrent dans l'ancienne Métropole (à laquelle elles ont refusé d'appartenir) vont constituer une cible pour ce racisme. À cause de cette décolonisation violente la LEGITIMITE de leur présence en France est affaiblie. Leurs revendications de travailleurs envers l'État français ne sont pas comprises par une partie de la population française. La fragilisation spécifique de cette population en France, va la désigner comme cible du racisme. La communauté portugaise, industrieuse, consciente et discrète, va pouvoir réussir son INVISIBILISATION. Grâce au paratonnerre maghrébin… » (CORDEIRO, 1993 : 366)

[441] Cette problématique de l'invisibilité, sur laquelle je reviendrai plus loin, est observée dans d'autres pays d'émigration des Portugais, comme par exemple aux États-Unis (BRETTELL, 2003), mais aussi par des auteurs ayant travaillé en France sur d'autres populations immigrées, comme les Espagnols (TABOADA-LEONETTI, 1987).

d'une migration qui s'est faite dans la clandestinité, et du contexte social et politique de la société d'origine :

> « Les Portugais réunissaient à la fois la particularité de venir d'une autre culture censée être proche de celle de la France et d'être des travailleurs durs à la tâche, d'accepter des salaires médiocres […]. [Ils] ignoraient souvent l'existence d'heures supplémentaires rétribuées et de vacances payées et, pour la majorité d'entre eux, ils se méfiaient des actions revendicatives collectives, du fait de leur origine et du poids d'un régime dictatorial et policier en place depuis près de cinquante ans. » (VOLOVITCH-TAVARES, 2000 : 136)

Des sociologues soulignent l'importance de « démystifier la représentation commune que l'on se fait des Portugais, bien intégrés et sans problèmes » (PAQUETTE, 1996 : 43) et le fait que l'absence de conflictualité dans les rapports franco-portugais soit liée à la quasi absence d'« espaces d'interférence franco-portugaises » : « l'organisation communautaire fonctionne avec un faible degré de communication avec la société française […] les espaces de mixité franco-algérienne sont en réalité plus diversifiés et plus profonds » (*idem*). Le présupposé de l'intégration des Portugais en France, lié à l'association d'idées « Portugais = pas de problème », « colporte un autre préjugé en apparence 'positif', mais qui est à l'origine de maints effets pervers », dont le fait que les « Portugais ne constituent pas une 'défi' pour la société française » (CORDEIRO, 1989a : 25) :

> « Les Portugais vivant en France ont dans l'opinion publique une image d'immigrés intégrés, image qu'ils partagent avec les immigrés du Sud-Est asiatique. Ce sont deux populations immigrées, qui sont, l'une et l'autre, largement absentes de l'espace public français (nous entendons par 'présence dans l'espace public', la participation aux débats concernant les enjeux de politique et de gestion communales et aux débats d'enjeu national relayés par les médias). Cette absence est appelée intégration […] Cela éclaire la signification courante du terme intégration – et son utilisation politique. » (CORDEIRO, 1989a : 25-26)

Le sociologue est un membre fondateur du Centre d'étude et de dynamisation de l'émigration portugaise[442], qui combat dans les années 1980 l'« invisibilité » des

[442] Voir CEDEP (1985).

Portugais en France : « Le CEDEP visait à intégrer les Portugal à l'espace politique français. Il s'agissait cependant d'une volonté d'intégration collective préservant une identité portugaise en France » (PINGAULT, 2004 : 75). Cordeiro voit dans « l'occultation historique de l' […] intégration conflictuelle » des Portugais de France (CORDEIRO, GONIN, QUIMINAL, 1987 : 493) une raison explicative du fait que cette immigration soit devenue un « non-objet d'étude » (CORDEIRO, 1993 : 367)[443].

Des chercheurs américains ont mis en évidence la notion de « contexte de réception » (PORTES et RUMBAUT, 2006 [1990]), pour insister sur les logiques qui président à l'« incorporation » des migrants à la société d'installation :

> « Ne pas tenir compte du contexte historique de chaque processus migratoire et de chaque processus d'incorporation dans la société d'accueil ouvre la porte à des interprétations abusives, car stéréotypées, consistant à attribuer l'échec ou le succès d'un groupe donné à sa disposition à 'travailler dur', à respecter la discipline […]. » (GROSFOGUEL, 2002 : 92)

La problématique de l'« invisibilité », réelle ou supposée, est omniprésente dans les revendications identitaires de l'espace associatif jeune, tout comme la comparaison entre migrants Portugais et non européens – qui véhicule implicitement l'image du « bon immigré » - dans les discours de responsables politiques en France, ou encore des autorités portugaises. À Clermont-Ferrand, où le consulat portugais est l'unique consulat de la ville, un des fonctionnaires se félicite qu'il n'y ait pas à la mairie d'assistance sociale pour les Portugais, alors qu'il y en aurait « *cinq pour les Maghrébins. Les portugais se débrouillent tout seuls* »[444]. Le faible taux de criminalité des Portugais est également souvent mis en avant.

Lui-même Autre dans la société d'installation[445], le Portugais participe à la construction d'un « immigré » encore plus « Autre » que lui, le « Maghrébins ». Il est à ce titre intéressant de prendre en considération la réflexion menée par Étienne Balibar sur le « néo-racisme », le philosophe postulant que la catégorie « immigré » s'est substituée à la notion de race, renvoyant à un « racisme différentialiste » :

> « Manifestement nous n'avons pas affaire ici simplement à une opération de camouflage, rendue nécessaire par l'infamie du terme de race et de ses dérivés, ni

[443] Ce dernier point sera développé dans le dernier chapitre de la thèse.
[444] Entretien réalisé en février 2001.
[445] Je reposerai plus loin cette question du point de vue de la société d'origine.

uniquement à une conséquence des transformations de la société française. De longue date les collectivités de travailleurs ont subi des discriminations et des violences xénophobes pénétrées de stéréotypes racistes […] Le nouveau racisme est un racisme de l'époque de la 'décolonisation', de l'inversion des mouvements de population entre les anciennes colonies et les anciennes métropoles, et de la scission de l'humanité à l'intérieur d'un seul espace politique. Idéologiquement, le racisme actuel, centré chez nous sur le complexe de l'immigration, s'inscrit dans le cadre d'un 'racisme sans races' déjà largement développé hors de France, notamment dans les pays anglo-saxons : un racisme dont le thème dominant n'est pas l'hérédité biologique, mais l'irréductibilité des différences culturelles ; un racisme qui, à première vue, ne postule pas la supériorité de certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais 'seulement' la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions : ce qu'on a pu appeler à juste titre un racisme différentialiste. » (BALIBAR, 1997 : 32-33)[446]

L'image du « bon immigré », « bien intégré », « ne posant pas de problème », ne signifie pas que les Portugais n'aient pas souffert de la xénophobie ou, pour le moins, d'un regard social dévalorisant, posé sur l'immigré ou l'enfant d'immigré. Il s'agit là d'un des aspects auxquels j'ai été attentive dans les récits sur l'expérience migratoire vécue par *ego* et ce, d'autant plus, que la problématique du racisme et des discriminations apparait, dans les recherches consacrées à la « deuxième génération », comme l'une des caractéristiques essentielles de l'expérience sociale vécue[447]. Cette expérience étant le plus souvent associée au contexte postcolonial, comme le montre la catégorie « jeunes d'ascendance migrante et coloniale », à laquelle les descendants de migrants portugais échappent[448]. Mais finalement, que racontent-ils de cette expérience vécue ?

5.1.2. L'espace habité : du provisoire qui a duré

L'espace habité constitue le lieu où se trouvent cristallisées les stratégies familiales et les transformations dans les manières de vivre (perpétuation et/ou

[446] Sur le racisme culturel : voir aussi GILROY (1987).
[447] POTVIN *et al.* (dir) (2007).
[448] Sur les enjeux du débat postcolonial en France aujourd'hui : voir BANCEL, BLANCHARD ET LEMAIRE (dir.) (2005), ainsi que STORA (1993) au sujet des « jeunes issus de l'immigration algérienne », en particulier.

appropriation de nouvelles pratiques culturelles, nombre d'enfants par couple[449]). Dans une étude socio-anthropologique, Carolina Leite a montré que l'analyse des façons d'habiter et des trajectoires résidentielles renseignait sur l'évolution des conditions de vie des familles migrantes, en lien avec les projets migratoires et les processus d'insertion sociale : permanence de la précarité ou, à l'inverse, promotion résidentielle (LEITE, 1998). Puisque posséder sa *casa* a constitué un objectif important, sinon le principal, de l'émigration, l'épargne visait en priorité à l'achat d'une terre, à la rénovation, et/ou à la construction d'une maison au Portugal : « L'épargne ainsi obtenue devait permettre, sinon une reconversion du statut familial, du moins une amélioration des conditions de vie. La précarité des conditions de résidence avant le départ explique la détermination de ce choix. » (LEITE, 1999 : 300)

L'amélioration des conditions de vie en France est, de manière générale, postérieure à la (re)construction de la maison dans le village d'origine, au remboursement d'emprunts et au rachat des hypothèques. À l'arrivée, la majorité des familles a retrouvé la « précarité » des conditions de vie, mais cette fois en milieu urbain, dans un contexte de crise du logement, l'infrastructure française en matière de logements sociaux étant largement en-dessous des (nouveaux) besoins[450]. « *Ma mère pleurait à son arrivée, c'était pire qu'au Portugal* », raconte Diane. Ses parents vivaient dans une « *cabane.* »[451] Le récit de la mère de Cécilia et Nuno ressemble à celui de Diane :

> *« Nous avons passé la frontière franco-espagnole à pied. J'ai habillé mon fils avant d'arriver ici, j'avais pensé à tout...il était tout beau quand je suis arrivée dans ce trou noir […] J'écrivais à ma mère pour lui dire que tout allait bien...en pleurant. »*

[449] Plus de la moitié des familles considérées sont constituées de fratries de deux ou trois enfants, une dizaine d'un seul enfant, trois familles de quatre (famille de Luzia) et six enfants (famille de Rosa, Christelle) ; dans ce dernier cas, il s'agit de familles déjà en partie formée avant l'émigration.

[450] Catherine Delcroix définit la précarité comme étant « la situation de millions de familles qui, en raison, de la faiblesse de leurs revenus et d'autres facteurs de marginalisation, risquent en permanence d'être exclus des modes de consommation habituels, de participation aux activités collectives et des décisions qui les concernent […] La précarité signifie souvent se retrouver au voisinage de la ligne de pauvreté » (2005 : 14). La situation de précarité des familles portugaises est toute relative, comparativement aux familles maghrébines ou turques (*ibid* : 21), compte-tenu notamment des moindres discriminations subies, d'un taux de chômage et d'un nombre d'enfants moins élevés.

[451] Ville du département de Seine-Saint-Denis, région Ile-de-France, située à quinze kilomètres de Paris, et à moins de dix kilomètres du lieu d'installation initial du père de Diane (Gonesse, Val-d'Oise, région Ile-de-France) ; se reporter à l'annexe 5.

« *Tout le monde a fait comme ça. Il n'y avait rien d'autre à faire …* », s'explique le père. Cécilia et Nuno ne m'auraient eux-mêmes pas raconté l'histoire des conditions de vie difficiles de la famille, dans un hameau isolé du Puy de Dôme. La connaissaient-ils ? Probablement. S'agit-il de souvenirs négatifs ou d'une histoire dépourvue d'intérêt, à leurs yeux ? C'est difficile à dire.

La venue des femmes et la naissance d'enfants en France ont conduit à une nécessaire amélioration des conditions de vie qui restait néanmoins limitée au début des années 1980 : « La population portugaise occupe des pièces ou de petits logements dans des immeubles vétustes ; quelques familles sont mieux logées dans des ensembles d'HLM. D'une façon générale, on peut dire que les familles portugaises vivent en surpeuplement. » (VILLANOVA, 1980)[452] Nombreux sont les individus à avoir vécu leur enfance et leur adolescence dans des logements précaires et exigus, des anciennes maisons vétustes, des logements loués par les patrons (une pièce pour quatre personnes, toilettes et salle de bains à l'extérieur du logement). La destruction des bidonvilles dans les années 1970 a entraîné la dispersion de la population immigrée dans les logements sociaux et dans l'habitat ancien des centres ville. À Nantes, la famille de Saúl a d'abord vécu dans une « *baraque* » installée sur la ferme de l'employeur du père (avec des familles espagnoles et yougoslaves), puis dans un logement vétuste du centre ville, avant de s'installer dans un logement HLM, à la naissance du second enfant. La famille de Deolindo (deux enfants) a d'abord vécu, dans

> *« […] un petit bâtiment au fond d'une cour, de deux étages avec six logements, avec que des Portugais. Les chiottes turques en bas. On était lavé avec ma sœur dans une grande bassine bleue. Jusqu'à l'âge de treize ans on avait pas de douche, j'ai dormi avec ma sœur jusqu'à l'adolescence … » (*Deolindo)[453]

Ensuite la famille s'installe en logement HLM dans « *une cité* » de Créteil[454] :

> *« J'avais 14 ans […] et c'est la première fois qu'on a eu une douche, un grand bain, des chiottes à l'intérieur de la maison, la moquette au sol… »* (Deolindo)

[452] Étude réalisée dans la ville de Sèvres, située aux portes de Paris (département des Hauts-de-Seine, 92).
[453] Saint-Maur-des-Fossés, département du Val-de-Marne (94), Ile-de-France ; se reporter à l'annexe 5.
[454] Ville voisine de Saint-Maur-des-Fossés.

La durée de cette précarité varie selon les familles et l'évolution du projet migratoire. Ensuite, donc, les histoires diffèrent. Les parents de Cécilia et Nuno ont fait construire un petit pavillon dans le village de la Roche Blanche[455], alors que, après l'HLM, Diane a ensuite toujours habité dans la loge de concierge (trois loges successivement, toutes situées dans le 6e arrondissement de Paris). Elle y avait sa chambre (elle est enfant unique), alors que ses parents dormaient dans la pièce principale (cuisine, salon, salle à manger). Diane ne m'avait pas décrit ces conditions de vie, que j'ai pu observer en lui rendant visite. Seul Deolindo qui, de manière générale, se raconte volontiers, est beaucoup plus prolixe sur cette question :

> *« Ma mère en avait marre de vivre en HLM, elle voulait sa petite maison et son petit jardin et mon père a toujours entretenu l'espoir d'aller revivre au Portugal. Ma mère disait mais pourquoi est-ce qu'on achète pas un petit appartement, on a un peu d'argent de côté… Elle ne l'a jamais dit, mais je pense qu'elle se disait qu'elle nous le lèguerait après…et ça créait un endroit où vivre ici. Et même, si elle était très attachée à son pays, ma mère n'a jamais accepté d'être balancée entre le Portugal et la France, le cul entre deux chaises, elle voulait se stabiliser. Elle n'arrêtait pas d'engueuler mon père là dessus qui ne se décidait jamais. »* (Deolindo)

La construction d'une maison au Portugal, en mobilisant toute l'épargne, a retardé l'accès à un logement plus adapté en France, mais alors que le précaire et le provisoire se sont éternisés pour certaines familles, pour d'autres, la maison, à travers l'accès à la propriété, devient un « espace d'installation » (LEITE, 1998 : 249). La famille de Pedro a ainsi successivement vécu dans quatre communes du Val-de-Marne[456]. Ce parcours illustre l'accession progressive à la propriété actuelle, un pavillon localisé dans la partie résidentielle de Neuilly-Plaisance. Le récit de Sonia, qui vit avec ses parents (famille de deux enfants) à Fontenay-sous-Bois (commune du Val-de-Marne), ou encore celui d'Edouard, qui a grandi dans le même type de famille dans une commune périurbain de la région de Haute-Normandie, évoquent le long processus vers l'accès à un habitat individuel et situé en dehors de territoires sociaux marginalisés :

---

[455] Village voisin du hameau où la famille s'était initialement installée.

[456] Ces quatre communes urbaines : Bry-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois, Nogent-sur-Marne et Neuilly-Plaisance, sont situées à moins de dix kilomètres de distance, dans la périphérie est de Paris, zone de très forte concentration de la population portugaise (départements du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis), voisines de Champigny-sur-Marne, où se situait le plus grand bidonville de la région parisienne. Cette concentration a déterminé la création d'un consulat portugais à Nogent-sur-Marne (fermé en 2008) ; se reporter à l'annexe 5.

« Pendant mes dix premières années, on a vécu dans un appartement avec une seul pièce : on dormait, ma sœur, mes parents et moi, dans la même chambre. Mais mon père n'était pas souvent là jusqu'à mes dix-onze ans […] Mon père a acheté un terrain et pendant deux ans il a construit la maison, lui-même, avec l'aide d'oncles et de personnes qu'il employait… Depuis on y habite. » (Sonia)

« Mon père vivait dans une caravane avec d'autres hommes. Quand ma mère est arrivée [en 1977] ça a changé. Elle avait fait une fausse couche. Ils vivaient dans une maison ridiculement petite où j'ai vécu jusqu'à l'âge de cinq ans, sans salle de bain, pas de vrai frigo (une boîte de sel). Quand ma mère est tombée enceinte de mon frère on a aménagé dans un HLM : ça a changé notre vie, on avait deux chambres ! » (Edouard)

La famille d'Edouard a vécu dans cet appartement pendant une dizaine d'année, au terme desquelles le père a construit un pavillon confortable. L'accès à la propriété, souvent facilité par le savoir faire des hommes qui travaillent massivement dans les métiers du BTP, ainsi que par la solidarité familiale, constitue non seulement une évolution dans le statut social des familles, mais aussi un tournant dans l'idée d'ancrage territorial dans la société d'installation, qui s'effectue par exemple à travers une pratique « nostalgique » de la culture du potager (LEANDRO, 1990)[457]. Cette notion d'ancrage est également renforcée par une mobilité résidentielle très réduite, à proximité du premier lieu d'installation[458].

[457] Voir aussi le film de Maria PINTO (2005). Les Portugais ont ainsi transplanté en France - aussi aux États-Unis (FELDMAN-BIANCO, 1992) - des espèces végétales utilisées dans leur alimentation quotidienne, comme une variété particulière de chou (haut sur tige). Dans une analyse de la multiplicité de l'espace et du temps qui caractérise l'identité des Portugais de New Bedford (Massachusetts), Bela Feldman-Bianco a montré que la culture du potager, renvoyant au rythme des saisons et au travail de la terre dans le pays d'origine, entrait en conflit avec le rythme expérimenté dans le travail industriel, dans la société d'accueil (voir aussi son film : FELDMAN-BIANCO, 1991). Il est par ailleurs intéressant d'observer que si le choux constitue, pour le chercheur, un moyen efficace de repérer les potagers et maisons de Portugais en France, il peut poser un problème de visibilité ethnique aux enfants de migrants : « *On n'a pas de choux dans le jardin, mon père voulait mais on a dit non !* » (Anna et sa soeur)

[458] Seul un récit évoque une mobilité interrégionale, de la Bourgogne vers l'Ile-de-France (parents d'Emilie).

Illustration 5 : Maison de famille d'Alice
(Saint-Priest, dept. Rhône, Rhône-Alpes, mars 2002)

Quelques exceptions existent, de familles ayant privilégié l'amélioration des conditions de vie en France à travers l'acquisition d'un pavillon, avant l'investissement dans le pays d'origine. Comme les parents de Gina, ceux de Luzia, d'Anna, ont investi prioritairement en France[459]. Il s'agit toujours de familles installées en milieu périurbain, des régions d'Auvergne et d'Aquitaine. Seuls les parents de Gina parlent de rentrer au Portugal après la retraite. Pour Anna, ce choix d'ancrage en France est lié à la fin du projet migratoire : « *Mes parents ne parlaient pas de retour quand on était petites. Ils avaient fait le choix de vivre en France.* » Le récit d'Edouard éclaire également cette question du choix. Ses parents possèdent une maison en France (région de Haute Normandie) et, à propos de la maison achetée au Portugal, il explique :

[459] Familles composées d'un, de quatre et deux enfants, respectivement.

« C'est pas une maison de paysan, mais une maison sans prétention. Mes parents n'ont jamais mis beaucoup d'argent comme le font les émigrants, des trucs de prestige social. […] contrairement à d'autres couples d'amis qui y mettaient toutes leurs économies. » (Edouard)

Paulo, dont la famille (un enfant) vivait dans un logement HLM à Champigny-sur-Marne, raconte avoir « *incité* » ses parents à devenir propriétaires en France, ce qui impliquait des choix économiques : « *Je leur ai dit de limiter les travaux, de ne pas construire de piscine dans la maison au Portugal, par contre, d'y installer le chauffage.* » Les parents de Paulo ont alors acheté un appartement, toujours à Champigny-sur-Marne.

Helder raconte que la seule année où sa famille n'est pas partie en vacances au Portugal, ce fut pour construire la maison à Carrières-sur-Seine[460]. Il se souvient des sacrifices financiers, ainsi que du travail manuel pénible, auquel son frère et lui ont du participer : « *En récompense mon père nous a offert notre premier voyage à la mer en France, à Deauville !* »

L'accession à la propriété est le « domaine privilégié des investissements financiers des immigrés, dans les pays d'accueil comme dans les pays d'origine » (VILLANOVA, 1997 : 32). Seule une famille, celle de Saúl n'est propriétaire, ni au Portugal, ni en France. Il raconte leurs conditions de vie (famille de deux enfants) à Nantes, dans un logement HLM. Son père, maçon de profession, est invalide du travail depuis de nombreuses années, ce qui a pu l'empêcher de s'investir dans un projet de construction en France. Presque toutes les familles sont propriétaires au Portugal, seulement quatre le sont uniquement en France et une quinzaine est propriétaire dans les deux pays[461].

Les quatre familles uniquement propriétaires en France sont constituées de parents d'*ego* arrivés enfants (parents d'Estelle et père de Séverine, par ailleurs marié avec une française d'origine), mais dans les deux cas, les grands-parents émigrants sont

[460] Commune urbaine, de moins de 20 000 habitants, du département des Yvelines, située dans une zone, au nord-ouest de Paris, de forte concentration de la population portugaise.

[461] Sur quarante-quatre familles (compte tenu des deux couples mixtes et de la mère célibataire d'Antonio), au moins seize sont propriétaires de leur habitat en France (ou l'étaient, lorsque ces familles sont retournées au Portugal) : soit 36 % des familles. Au niveau national, 29 % des Portugais et plus de la moitié des français d'origine portugaise sont propriétaires en France (LEITE, 1999 : 298).

propriétaires au Portugal, ainsi que de familles installées en dehors de la région parisienne : la famille d'Alice, à la périphérie de Lyon, et celle de Cécilia et Nuno, dans le village de la Roche-Blanche (Auvergne). Toutes ces familles vivent en pavillon, un aspect largement souligné dans les récits.

L'accès à la propriété en France est l'aboutissement d'un temps long d'acculturation (VILLANOVA, 1994 : 72). De plus en plus de Portugais accèdent à la propriété en France, mais il est difficile de savoir dans quelle mesure ces pratiques résidentielles dépendent de choix décisifs concernant le projet migratoire : retour définitif au Portugal *versus* installation définitive en France. Linda, qui a vécu en HLM[462] explique :

> *« Nous avons été élevées dans la perspective que mes parents reviendraient [au Portugal][463]. Ils ont investi leurs économies au Portugal, c'était mieux d'avoir une maison au Portugal. Ils n'ont jamais voulu acheter en France. »* (Linda)

Emilie, quant à elle raconte : « *Ma mère voulait repartir au début, puis ils ont fait leur vie ici, ils ont acheté un appartement*. »[464] Par contre, Denis raconte que ses parents étaient propriétaires d'un pavillon à Houilles[465], qu'ils ont vendu pour retourner au Portugal. Ils ont alors acheté un logement plus petit, situé de l'autre côté de Paris, mais également dans une zone à forte concentration de Portugais, où Denis a emménagé avec sa femme Carina. Ces récits vont dans le sens des conclusions de Leite : « chez beaucoup de ces nouveaux propriétaires, rien ne semble vraiment tranché quant à la décision d'une installation définitive en France » (LEITE, 1999 *:* 298).

Paradoxalement, le regroupement familial, qui était censé permettre un retour plus rapide au village que si l'épouse était restée au pays (stratégie du double salaire), aura l'effet contraire, sa venue ayant fait évoluer le projet migratoire : d'une émigration temporaire essentiellement masculine, elle est désormais envisagée sur le long terme. Les femmes sont aussi de moins en moins enclines au retour définitif au Portugal :

---

[462] Ville de Compiègne, région de la Picardie.
[463] Entretien réalisé au Portugal.
[464] La Garenne Colombes, commune urbaine des Hauts-de-Seine, région Ile-de-France.
[465] Commune urbaine des Yvelines, région Ile-de-France.

« Bon nombre de familles préfèrent repousser à plus tard leur choix définitif d'installation. Histoire de gagner du temps en s'épargnant des conflits. Ceci est particulièrement vrai chez les familles où les choix des différents membres sont contradictoires, voire irréductibles, parfois même au sein des couples. » (LEITE, *op. cit.*: 300)

Les années 1980 correspondent à une transition dans l'évolution du projet migratoire, orienté vers la quête de promotion sociale dans pays de destination, à travers une plus grande valorisation de la formation scolaire des enfants (PORTUGAL BRANCO, 1998).

Le provisoire va toutefois durer pour certaines familles, surtout chez celles qui vivent à Paris, ou périphérie, dans des loges de concierge (Vítor, Anne-Marie, Diane, Lionel). Dans ce cas, la mobilité résidentielle ne correspond pas nécessairement à une amélioration des conditions de vie, mais obéit à de nouvelles opportunités professionnelles, comme pour la famille de Diane qui a vécu dans trois loges à Paris. Les parents de Vítor ont d'abord vécu à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines, Ile-de-France) « *dans une petite chambre* » appartenant au patron du père, en 1975. La mère ayant trouvé du travail à Paris dans une boulangerie, le couple vient s'y installer dans deux chambres de bonne, Vítor étant né entre temps. Puis la famille est repartie à Conflans-Sainte-Honorine, dans un logement « *plus grand* » composé d'« *une chambre, d'un salon, d'une cuisine et d'une salle de bains* ». Quand Vítor a eu six ans (âge d'entrée à l'école primaire), la famille est revenue vivre à Paris, dans une loge de concierge du 17e arrondissement, très délabrée que son père a entièrement rénovée : « *On avait une connaissance qui nous a pistonné* […] *deux Portugais qui ne sont pas directement de ma famille mais qui habitent juste à côté de chez nous au Portugal.* » (Vítor)[466] À l'heure actuelle ses parents y habitent toujours, avec leur second fils, Vítor s'étant quant à lui installé avec sa future épouse dans un studio (en location) situé au même étage de l'immeuble, puis dans un appartement (en location) d'une ville de la périphérie parisienne. Parmi les familles habitant une loge de concierge, aucune ne renvoie à la situation décrite par Filomena Silvano : une famille portugaise (parents arrivés enfants en France) qui habite en semaine dans la loge à Paris et, en fin de

[466] Mouvement géographique qui s'est fait de la périphérie vers le centre de Paris au cours des trente première années (LEITE, 1998).

semaine, dans la « maison de campagne » qu'elle possède, située en banlieue à côté des grands-parents paternels : « Là ils ont de l'espace pour tout : une chambre pour les enfants, une salle à manger pour recevoir des invités, un jardin pour cultiver fleurs et légumes, un endroit pour faire des grillades et un garage pour la voiture. » (SILVANO, 2001-02)[467] L'auteur observe par ailleurs que le fils aîné, adolescent, dort dans une chambre prêtée par la copropriété, ce qui est aussi le cas de Lionel, dont la mère est concierge dans le 16e arrondissement de Paris : il dort dans une chambre de bonne et utilise une des caves de l'immeuble comme salle de musique et de sport.

Le mouvement géographique du centre de Paris vers les zones périurbaines, correspond à l'amélioration des conditions de vie globalement observée (LEITE, 1998), mais concerne davantage la génération d'*ego* que celle des parents, dans les cas étudiés. À l'instar de Diane, qui a toujours vécu dans une loge et qui, vers l'âge de vingt-cinq ans, s'installe en couple (avec un français d'origine), dans un appartement confortable que ses parents ont alors acheté, situé à une porte de Paris et très proche du lieu où ils vivent. Cette situation renvoie à la grande capacité d'épargne des familles portugaises et à l'écart « souvent gigantesque entre l'importance des biens immobiliers et le niveau de vie communément admis » (VILLANOVA, 1994a : 69) : le père de Diane est jardinier et sa mère concierge. La situation est d'autant plus frappante que les parents du compagnon de Diane (médecin et professeur d'université) n'ont pas l'épargne nécessaire pour participer à l'achat de l'appartement, ce qui est difficilement concevable pour Diane et ses parents.

La trajectoire de la famille de Michel constitue une exception parmi les familles habitant dans une loge et ayant recherché à améliorer ses conditions de vie. Il raconte que sa mère a travaillé comme concierge à Paris pendant quinze ans, la loge étant le logement familiale (deux enfants) : « *C'était trop petit, j'ai une sœur* [deux ans son ainé]*, une loge c'est une pièce ! Du coup on a déménagé et ma mère est devenue femme de ménage* ». La famille s'est installée dans la périphérie de Paris[468], dans une zone de pavillons ouvriers, avec des petits terrains et est devenue propriétaire. Une fois à la retraite, ses parents *« ont dans l'idée de partir là-bas* [au Portugal] *mais peut-être pas à plein temps, quelques mois là-bas, quelques mois ici »* (Michel). L'histoire de Michel, comme celles de plusieurs informateurs ayant vécu dans des logements précaires et

[467] Étude réalisée en 1997.
[468] Asnières-sur-Seine, département des Hauts-de-Seine.

partis vivre au Portugal (dont Anne-Marie, Linda et Manuel) dans le cadre d'un projet étudiant ou professionnel et non d'un retour familial, soulève la question de l'impact de cette expérience quotidienne de la promiscuité sur la pratique du « retour » et sur l'idéalisation du pays d'origine, où ces familles possèdent une maison.

C'est finalement au lieu de vie que sont le plus souvent associés les souvenirs négatifs, liés au racisme et au mépris de l'immigré. Edouard raconte que lorsque sa famille s'est installée dans une zone pavillonnaire : « des voisins nous appelaient les 'tos', c'était la première fois mais je n'y ai pas vraiment prêté attention ». Ces témoignages sont cependant assez rares et vécus de manière honteuse, à l'instar de la promiscuité de l'habitat, et la loge en particulier, à laquelle mes informateurs évitent d'ailleurs que j'accède. Diane et Gina, l'une et l'autre très attachées à valoriser l'origine sociale de leur mère, évoquent l'expérience dégradante du regard méprisant des « Français » sur leurs familles. Diane raconte le souvenir douloureux d'une remarque faite par des femmes, propriétaires dans l'immeuble où sa mère est concierge (dans le 6e arrondissement de Paris, quartier huppé autour du jardin du Luxembourg) - « *Elles ne peuvent pas comprendre, elles n'ont même pas de bibliothèque* » - relative à l'inculture dans laquelle est censée être la concierge. Une situation que j'ai pu aussi observer un jour où Diane m'a invitée à l'accompagner au vernissage d'une exposition de peinture de l'association de quartier, dont sa mère était membre. Elle exposait une toile, une huile naïve, représentant une plage du Portugal et était enthousiaste de nous présenter, Diane et moi, deux doctorantes, aux autres peintres. Je me souviens d'avoir été extrêmement gênée par la position de distanciation (sociale) de ces femmes vis-à-vis de leur "collègue" portugaise. Et j'y vois la raison pour laquelle la mère de Diane nous a invitées à l'accompagner et, peut-être bien aussi, le motif de son départ, au bout d'un an, de l'association.

Sonia est la seule à raconter, de manière très explicite et décomplexée, le racisme dont sa famille a souffert, dans le premier logement occupé (un appartement d'une pièce dans une cité ouvrière de Fontenay-sous-Bois[469]) :

[469] Département du Val-de-Marne, Ile-de-France.

« Là, le racisme on l'a côtoyé beaucoup, il y avait une femme en dessous c'était horrible : on ne pouvait pas faire un seul bruit elle tapait avec son balai. Elle nous épiait à la fenêtre et dès qu'on arrivait elle tapait. Pour des enfants, c'est traumatisant, on a eu à faire à la police… mes parents ne se défendaient pas… Les pneus de voiture crevés, ça c'était les voisins d'en face, on ne pouvait pas se garer devant chez eux, alors que ce n'était pas une sortie de garage. On n'avait pas le droit d'avoir une BMW… On l'a depuis 10 ans… Des trucs comme ça….

[à sa sœur Paula] : - Tu te souviens de ça ? »

Paula acquiesce mais ne semble pas vouloir aborder le sujet.

Séverine a aussi évoqué la question du racisme vécu par ses grands-parents paternels, mais d'une tout autre manière, relevant plus de l'anecdote passée qui rappelle l'origine immigrée de sa famille paternelle, que d'une expérience douloureuse : « *Ma grand-mère a mal vécu que sa fille se marie avec un Portugais. Il y avait des rumeurs, qu'il rentrerait un jour au pays et y amènerait sa femme* ». Ce témoignage est intéressant parce qu'il rappelle que ce qui est banalisé - cette peur de l'enlèvement d'enfant dans les couples mixtes, bien que dramatique, relève du fait-divers - est plus facilement dicible, que l'expérience à la fois singulière et si proche, de ceux qui ont vécu à Paris, Angers ou Clermont-Ferrand "entassés" dans des loges de concierge. Pour la même raison, évoquer la vie « *en cité* » semble plus facile :

« Comment aimer la France alors que j'ai vécu dans la banlieue de Nancy, dans un HLM pourri où j'avais honte d'amener mes copains ? » (Manuel)[470]

« Dans la cité [à Champigny-sur-Marne], je n'ai pas été heureux, que de temps perdu… Je ne pense pas que le Portugal fasse la même chose aux Africains. » (Paulo)[471]

Malgré l'amélioration des conditions de vie en France, l'idée du « provisoire qui dure »[472] reste omniprésente dans l'expérience vécue par ceux, dont les familles sont, pour la moitié, propriétaires de leur habitation au Portugal, mais non en France. Lorsque

---

[470] En réponse à une amie d'origine portugaise qui dit aimer la France et se sentir française et raconte : « *J'ai grandi dans un environnement privilégié, entouré de bourgeois qui ont influencé mon éducation et ma manière de voir les choses* ».

[471] Référence aux immigrés originaires des anciennes colonies d'Afrique et arrivés massivement dans les années 1980 au Portugal. Contrairement à ce que pense Paulo, ces populations vivent dans des cités dortoirs, devenues des « ghettos », à la périphérie de Lisbonne.

[472] Andrea Klimt fait la même observation du paradoxe entre le temporaire du projet migratoire et de la permanence dans la société d'installation, concernant les Portugais d'Allemagne (Hambourg) : KLIMT (1989 ; 2000) ; SAYAD a aussi développé cette question (1991).

les parents ont accédé tardivement à la propriété en France, situation la plus fréquente, il n'y a pas de forte identification d'*ego* à ce lieu, la maison de famille et les souvenirs qui lui sont associés, reste celle au Portugal. Cette situation singulière est liée au projet migratoire temporaire et à la proximité du pays d'origine qui a facilité la circulation entre les deux pays, mais aussi la terre acquise grâce à l'épargne, souvent amassée au détriment des conditions de vie en France. Dans la société d'accueil, la maison n'est pas devenue « le nouveau centre mnémonique remplaçant celui atteint par le traumatisme du voyage » (R. BASTIDE, 1970b : 86).

Dans son analyse de l'absence de mémoire familiale se rapportant au parcours résidentiel des familles immigrées, Lepoutre avance l'explication de la « disparition des traces résidentielles » de ces logements précaires « détruits physiquement, mais aussi symboliquement ». Quelques récits évoquent la vie en « *baraque* » et en « *cabane* », mais il semblerait qu'aucun de mes informateurs n'aie eux-mêmes vécu dans un bidonville, contrairement à la génération précédente (enfants arrivés au milieu des années 1960). Helder raconte que ses parents allaient le dimanche au bidonville de Carrières-sur-Seine « *aider les derniers habitants à en sortir* ». Il se souvient de l'odeur d'humidité, des jeux d'enfants dans un ancien bunker, des potagers remplis de légumes ramenés du Portugal, mais ne raconte pas où il a vécu entre l'arrivée en France et la construction de la maison… Le souvenir du bidonville renvoie à la mémoire orale transmise et à l'existence de photographies, se rapportant essentiellement au vécu - le plus éloigné possible dans le temps -, des aînés (les grands-pères de Paulo et le père de Christelle) :

> *« Mes deux grands-pères ont vécu dans le bidonville de Champigny dans des conditions inacceptables. Ils se sont sentis humiliés. Aujourd'hui ils n'en parlent pas. »* (Paulo)[473]

> *« Au départ, quand il est arrivé, il a vécu dans une baraque, comme… Au départ mon père vivait à Champigny dans une baraque, seul [sans sa famille]. Deux ou trois ans après ma mère l'a rejoint avec deux ou trois enfants. »* (Christelle)

[473] En 1964, un rapport de la préfecture de Police de la Seine-Saint-Denis estimait que, sur les 40 000 Portugais du département, plus de 15 000 vivaient dans une dizaine de bidonvilles. Celui de Champigny-sur-Marne, presque exclusivement habité par des Portugais, a compté jusqu'à 14 000 personnes et devint, au milieu des années soixante, le plus grand bidonville de France. La première opération de résorption date de 1966, en 1971 mille personnes y vivent encore ; voir VOLOVITCH-TAVARES (1995 ; 1998).

Peut-être le père d'Edouard a-t-il aussi fait cette expérience, mais Edouard ne l'évoque pas[474]. Cette absence - comparée à la profusion dans les récits de la génération précédente, abordée dans le dernier chapitre – s'explique en partie par le fait que mes informateurs n'en ont pas fait l'expérience. Mais nombreux sont les grands-parents (ceux d'une dizaine d'informateurs) et les parents, arrivés avant la résorption des bidonvilles en France (début des années 1970)[475], qui l'ont probablement vécu ou côtoyé de près. On peut imaginer que parler du bidonville, des baraques et, de manière générale, de la précarité des conditions d'habitation, n'est pas facile lorsque cette expérience est récente, voire présente. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux migrants, depuis les années 1990, à l'image de José Manuel, mais aussi des parents de Carina, qui vivent dans un logement précaire sur le lieu de travail (une carrière de champignons, avec trois autres couples d'ouvriers portugais), a réactualisée cette problématique, au grand dam de ceux qui se battent pour changer l'image des Portugais et du Portugal en France, à l'image d'Odilia qui regrettent que « *les Portugais vivent aussi mal ici. C'est une bêtise de construire une maison là-bas !* »

5.1.3. « Ma mère est concierge et mon père maçon : c'est le stéréotype ! »

À l'instar de David, auteur de cette phrase, nombreux sont les parents d'*ego* à travailler dans les métiers du BTP et des services aux particuliers. Cette situation correspond donc bien à une réalité sociale. En parlant de « stéréotype », David semble davantage dire qu'il a conscience que l'activité professionnelle de ses parents correspond à la représentation que, en France, on se fait des immigrés portugais, plutôt qu'il ne cherche à dénoncer des préjugés. La question qui m'intéresse est de comprendre comment cette situation est vécue, représentée, interprétée par *ego*.

Huit mères sont décrites comme étant « *concierges* » ou « *gardiennes* », alors que dans les faits, elles cumulent souvent plusieurs autres emplois comme « femme de ménage » chez des particuliers, ou le soir dans des bureaux et des magasins parisiens. La réalisation du projet migratoire repose sur de nombreuses heures de travail, souvent

[474] Dans la ville de Haute Normandie où son père est arrivé, un bidonville est pourtant répertorié dans *Atlas de l'immigration en France* (NOIRIEL, 2002 : 31).

[475] Les plus grands bidonvilles se trouvaient en région Ile-de-France (Champigny-sur-Marne, Nanterre : près de 10 000 individus, Saint-Denis, Gennevilliers, Massy, …), à Saint-Etienne et Villeurbanne, dans le sud-est de la France (Marseille, Toulon, Nice), et dans le nord (Lille, Avesnes, Rouen, Caen, Reims) : NOIRIEL (*op. cit.*).

non déclaré : l'existence d'un double ou triple emploi, le travail le soir et les fins de semaine, sont fréquents, mais généralement passés sous silence dans les récits. Répondant à une question relative au quotidien de son père, en arrêt maladie suite à un accident du travail, Deolindo raconte :

> « *Il est resté trois ans inactif. Après il a eu droit à sa retraite, et il continuait… il faisait … En fait, la journée [lorsqu'il était actif], il bossait en tant que maçon et le soir on allait sortir les poubelles d'une gendarmerie… et le samedi on allait balayer un parking entier à Créteil, ils nous [Deolindo et sa sœur] emmenaient toujours avec eux pour les aider quand on était assez grand, mais même quand on était petit ça nous amusait… À la gendarmerie, il y avait toujours beaucoup d'ordures mouillées, pas belles, d'un côté, mais de l'autre, il y avait les ordures correctes d'où on ramenait…C'est là que j'ai commencé à connaître la presse et à aimer ce qui tourne autour de la presse. J'avais des tas de magazines à la maison. On trouvait toujours des trucs, des vêtements, des jouets, des cartables. Papa et maman n'ont jamais acheté de trousses…On faisait des économies !* » (Deolindo)

La présence de cinq artisans parmi les pères, dont quatre dans le BTP (les pères d'Edouard, de Sabine, de Lionel, de Denis) et un menuisier (père de Linda)[476], renvoie à une stratégie de mobilité professionnelle particulièrement adaptée aux salariés sans qualification qui s'installent à leur compte (PORTUGAL BRANCO, 2009). Ce changement de statut vient souvent combler une volonté d'indépendance et, par là, une promotion sociale, alors que les conditions d'exercice de l'activité professionnelle souvent empirent : tâches plus dures, infrastructures approximative, journées rallongées[477]. Vítor, dont le père est « technicien chauffagiste », décrit précisément (sans que je ne lui ai demandé) la « promotion professionnelle » de celui-ci : d'abord « *magasinier* », « *il chargeait des camions pour des entreprises de matériaux de construction* », puis « *technicien chauffagiste* » dans la même entreprise, un « *degré plus élevé, le salaire aussi* ». Les individus dont les parents ont « réussi » le soulignent avec insistance. La dimension de réussite de l'émigration repose aujourd'hui encore, mais plus

[476] Patrick évoque l'activité de son père en disant qu'il est « entrepreneur », et Sabine, dont le père s'est spécialisé dans la construction de terrains de tennis, dit qu'il est « *directeur* »…

[477] « Les Portugais sont encouragés à créer leurs propres petites entreprises, où ils travaillent sans aucune protection sociale et en pratiquant des horaires incroyables ; c'est le problème de la sous-traitance » (Centre d'études Nord-Portugal-Aquitaine, 1990 : 98).

exclusivement, sur l'épargne et l'accumulation de biens. Le discours de Sylvia est intéressant, puisqu'il montre à la fois l'importance de la réussite économique (devenir propriétaire) mais aussi la mobilité sociale :

> *« Ma mère était femme de ménage…elle est passée intendante et elle a une femme de ménage [rires gênés de Sylvia] qui bosse chez ses patrons. Elle a vingt-cinq ans d'ancienneté, donc elle peut se permettre de dire : moi je m'occupe du jardinage [rires] Tu vois elle est devenue très…ça la fait rigoler, mais en même temps, c'est une situation qu'elle trouve aberrante. […] Mon père a commencé comme balayeur dans une imprimerie, petit à petit, il a gravi les échelons et s'est formé sur le tard. Maintenant il a un bon poste et un métier un peu rare [technicien dans une imprimerie] […] Ils ont beaucoup travaillé, beaucoup travaillé, comme beaucoup de Portugais, maintenant ils vivent bien, ils ont bien réussi leur vie. Ils sont venus les mains dans les poches, maintenant ils ont une maison qui est à eux [en France], un appartement là-bas à eux. Je pense qu'ils ont bien réussi. »* (Sylvia)

Parmi les professions valorisées dans les récits : le père de Pedro est chauffeur de taxi (artisan), le père de Helder et celui d'Anne-Marie sont magasiniers dans de grands magasins. Dans ces trois exemples, c'est avant tout le fait que le père exerce une profession autre que dans le BT.P., qui semble être mis en avant. Sonia raconte :

> *« Mon père est chef électricien, il a commencé comme maçon à 13 ans au Portugal. Il est parti à 17 ans pour la France. […] Il a été vivre avec mon oncle qui était déjà là. Il a commencé à travailler avec lui. Après il a été embauché dans une entreprise publique [...] Depuis, il a grimpé, il n'est pas resté maçon, il est devenu chef de chantier, pas dans une société portugaise, dans une grande société qui a des grands chantiers de travaux publics. Il a fait le tunnel sous la Manche. Il se déplace mon père ».*

Quant à la mère, elle était « *femme de chambre* » avant de trouver un emploi dans la restauration d'entreprise, à Paris, où elle travaille avec sa sœur ainsi qu'une autre Portugaise. Chaque jour, elles prennent le train pour se rendre à leur travail, dans le centre de Paris, ce qui, selon Sonia, les rend à la fois autonomes et déterminées. Pour les mères qui travaillent comme personnel de services directs aux particuliers : « *femme de ménage* », « *employée de maison* », la valorisation de l'activité professionnelle passe par le statut social des « *patrons* ». Ainsi, Anita précise que sa mère est « *femme de*

chambre chez une comtesse », Deolindo chez « *un préfet de police* », chez des « *gens riches* », des « *grandes familles* » (Manuel). La mère d'Edouard travaille elle aussi comme femme de ménage chez des « *familles bourgeoises* ». Edouard raconte à propos de ses employeurs, âgés et sans enfant :

> *« Ils me considèrent comme étant leur petit-fils. Je rentre chez eux comme chez moi. Ma mère est leur amie. Ça l'a beaucoup influencé sur la manière de nous éduquer et les buts qu'elle a voulu nous donner […] On a racheté leur maison en viager. »*

Manuel raconte avec fierté : « *ses patronnes lui font entièrement confiance* […] *elle a les clés, elle range les bijoux* […] *elle est comme de la famille* ». Or, être « *de la famille* », c'est être un peu moins étranger, d'un point de vue culturel mais aussi social, pour ceux qui vivent dans la migration un déclassement. Manuel insiste beaucoup sur le fait de sa mère, avant d'émigrer, « *était quelqu'un de reconnu, elle connaissait beaucoup de gens, aussi des grandes familles* ». À un autre moment, il me raconte « *ma mère n'aime pas les Français, ils ne la respectent pas alors qu'elle a un savoir-vivre* ». Alors que dans la majorité des cas, les trajectoires de ces paysans, souvent illettrés et non qualifiés, renvoient à des parcours de mobilité sociale et professionnelle ascendants, c'est parfois l'inverse qui se produit. Rosa, raconte à propos de sa mère :

> *« Elle enseignait le portugais au Portugal, en arrivant en France, au départ, elle s'est retrouvé à faire des ménages et à travailler très très durement. Au fur et à mesure de sa vie professionnelle, elle s'est retrouvée à faire quelque chose en lien avec ce qu'elle faisait au départ, elle était auxiliaire puéricultrice. Pas puéricultrice car il faillait être naturalisé et elle ne voulait pas. […] Je me dis : c'est quand même curieux, une personne qui était institutrice et qui voulait continuer, se retrouve pour des raisons économiques dans un autre pays. Elle conduisait, elle n'a plus jamais conduit lorsqu'elle a quitté le Portugal. Normalement, c'est le contraire ! Elle, elle n'a plus jamais conduit en France ! »* (Rosa)

Dans ce cas, la femme immigrée connait un déclassement social qui ne relève pas du seul milieu social d'origine, mais aussi du type d'activité exercée avant l'émigration. Par exemple, la mère d'Anabela, qui a suivi une scolarité plus longue que la moyenne, dans les familles paysannes, grâce à l'envoi d'argent du père émigré en France, a travaillé comme employée dans l'épicerie de son village et, a très mal vécu de devenir femme ménage en France. L'emploi dans la petite épicerie du village, associé à un

diplôme de comptabilité, lui donnaient un statut social (le sentiment « *d'être quelqu'un* ») qu'elle a perdu en France. Tout comme la mère de Manuel, qui était « *modiste* », celle d'Edouard, issue d'une famille de paysans de niveau « moyens supérieurs » (petits commerçants) qui, elle aussi, travaillait dans l'épicerie parentale. Ou encore, la mère de Helder, qui à l'instar de celle de Rosa, était institutrice au Portugal et, en France a toujours été employée de maison.

Ces métiers d'employée de maison et de concierge ont toutefois engendré des pratiques de sociabilité et de mobilité sociale, dans lesquelles les femmes portugaises ont donc joué un rôle prépondérant au sein de la famille :

> « Le rôle des concierges d'immeuble ne se réduit pas aux fonctions établies dans le contrat de travail […] Si la gardienne rend des menus services aux habitants, ceux-ci agissent en retour, par exemple pour aider les enfants dans leurs devoirs scolaires, donner des informations sur les démarches administratives, etc. toute une activité d'échange non quantifiable qui peut s'apparenter au paternalisme mais joue néanmoins un rôle important de promotion sociale à la fois fonctionnel et à la fois par identification au modèle dominant proche (famille de l'immeuble ou de l'environnement); ce que l'institution dite démocratique ne réalise pas seule (voir l'échec scolaire, le non-fonctionnement des organismes d'information). » (VILLANOVA, 2001 : 198)

Le rôle intégrateur joué par la femme portugaise a rapidement été observé et en particulier l'impact des emplois domestiques, qui les ont mises quotidiennement en contact avec des familles françaises, alors que les hommes travaillent entre eux et avec d'autres immigrés sur les chantiers du bâtiment (LEVI, 1977). Ce qu'évoque aussi Rosa, dont la mère a travaillé dans une école comme auxiliaire puéricultrice et le père, à la chaîne, comme ouvrier chez Renault :

> *« Mon père est reparti bien avant, il ne s'est jamais intégré, la langue…. Et puis, ma mère c'était différent, elle était en contact… dans l'usine, tu ne parles pas, tu travailles. »* (Rosa)

Plusieurs informateurs évoquent ce type de relations bienveillantes, voire familiales, avec les « *patrons* » et son impact positif sur leur parcours scolaire (choix d'établissement, de filières d'études). Sabine, qui a vécu jusqu'à 14 ans dans le 3e arrondissement de Paris, ne fait pas explicitement le lien entre son parcours et le milieu social dans lequel elle a grandi. Elle raconte qu'elle fréquentait le conservatoire

de musique, ainsi qu'un collège privé avec des enfants de « *milieu social plus élevé* ». Elle précise aussi qu'elle ne fréquentait pas de Portugais, que son père, « *directeur* »[478], « *est un homme cultivé. Il allait souvent visiter le musée des arts et métiers*[479] », mais sans jamais dire que sa mère a été concierge (j'obtiens l'information en insistant)[480]. Le vécu de Diane, similaire à celui de Sabine, montre cette position paradoxale qui consiste à être à la fois inséré dans un milieu social valorisant, auquel ces individus aspirent à appartenir, et de s'y sentir « disqualifié » - au sens goffmanien du « stigmate » (GOFFMAN, 1975) - en tant qu'immigré : « *je suis toujours restée la fille de la gardienne même si je fréquentais les filles de l'immeuble* […] j*e descends de comtes, mais je n'ai jamais fait de recherche généalogique : de toute façon on est immigré !* » (Diane)[481] Cette dernière raconte - ce qui la différencie du comportement de Sabine -, qu'une année la famille a invité une de ses copines à passer les vacances d'été au Portugal, mais que l'inverse ne s'est jamais produit. De la même façon, si certains « patrons » français ont découvert le Portugal en allant rendre visite à leur femme de ménage ou étant invités au mariage des enfants de celle-ci, l'inverse semble beaucoup moins probable.

5.1.4. Relations de parenté, de voisinage et liens communautaires

La majorité des immigrants portugais arrivent d'une société paysanne où prédominent des liens familiaux et de voisinage, d'interdépendance dans l'agriculture. Ils arrivent avec un niveau de scolarisation très bas, sans qualification et souvent sans aucune connaissance de la langue française, sans repères sociaux ni culturels. Beaucoup des hommes arrivés seuls et clandestinement ont vécu durant des mois dans l'illégalité, car même si les autorités françaises régularisaient leur situation, ils étaient marginalisés par la méconnaissance de la langue et des droits sociaux, ainsi que par le prix prohibitifs de logements de fortune en bidonvilles ou en foyer, dans certains cas proposés par des compatriotes déjà installés. Ils réorganisent leur vie quotidienne, le plus souvent dans un contexte urbanisé et fortement industrialisé, dans une situation d'éloignement des proches et des lieux connus. Une situation plus ou moins bien vécue, selon les

[478] Il s'agit probablement d'un artisan à la tête d'une petite entreprise du BTP, dans la mesure où « *il est dans la construction de terrains de tennis* ».
[479] Conservatoire des arts et métiers qui se trouve dans le 3e arrondissement de Paris.
[480] Entre temps la famille est rentrée au Portugal, dans le village d'origine du père, où la mère a ouvert un petit commerce (dépôt de pain).
[481] Manuel raconte lui aussi : « *je cherche mes origines : on est issu de la noblesse* ».

conditions du "voyage", la présence de parents ou de compatriotes et l'existence d'un réseau de solidarité dans les lieux d'installation :

> « Les premiers qui arrivaient, constituaient pour ceux qui les suivaient un point d'ancrage où ils trouvaient la sécurité et une aide pour les premiers contacts avec la nouvelle société : trouver un travail, un logement, la légalisation pour les clandestins et, de manière générale, dans le nécessaire à leur vie quotidienne. » (LEANDRO, 1993 : 351 ; trad. du port.)

C'est la naissance des premières associations informelles et d'entre-aide. Cordeiro voit dans la méconnaissance totale de la langue, des circuits de l'administration française (contrairement aux Algériens, fut-elle coloniale), une explication à la constitution d'une identité collective et d'un espace communautaire très dense :

> « […] dans ce contexte, c'est par la circulation intense d'un maximum d'information que ces handicaps doivent être surmontés. Une information qui doit être nécessairement orale, c'est-à-dire *inter-individuelle* […] Pour tout Portugais, un 'autre Portugais' est potentiellement un 'communiquant', et un communicant précieux. Son histoire personnelle, les récits de son expérience, des déboires et des réussites qu'il peut raconter sur d'autres Portugais, sont une source vitale d'informations pour pouvoir se piloter lui-même dans un milieu qui lui apparait opaque. » (CORDEIRO, 1993 : 364).

L'arrivée des femmes va démultiplier et intensifier ces réseaux communautaires, le travail hors-foyer de celles-ci, dont beaucoup ont des enfants en bas âge, nécessitant la mise en place d'une organisation informelle entre elles (*idem*). Les liens de voisinage (en France) viennent s'ajouter aux liens familiaux et villageois, dont l'existence généralisée tient au fait que l'émigration massive se soit largement appuyée sur des réseaux locaux d'émigration (filières de recrutement ou filières de passage clandestin), eux-mêmes déjà fondés sur des relations de parenté et de voisinage au Portugal. Emilie raconte son enfance passée en Bourgogne où « *les trois-quarts de* [sa] *famille a émigré. On se connaissait tous !* ». L'adaptation à la nouvelle société est vécue moins difficilement lorsque plusieurs membres de la même famille ont émigré dans un même lieu :

> *« On avait une vie heureuse, avec en dessous un cousin de ma mère, et le frère de mon père dans l'autre bâtiment qui se trouvait à l'entrée. Jusqu'au moment où un*

propriétaire, un Portugais, qui habitait une rue à côté de la notre, est venu acheter l'ensemble et on a du partir vivre. » (Deolindo)

« *J'en ai des bons souvenirs [des années de vie en HLM], mes cousins vivaient là aussi […]* » (Diane)

L'existence de ces réseaux explique pourquoi des villages entiers se sont littéralement déversés dans un même lieu en France. Tous les ascendants originaires du département de Leiria[482] se sont par exemple, sans exception, installés en région Ile-de-France et, majoritairement, dans le département du Val-de-Marne, illustration de l'existence d'un réseau traditionnel d'émigration, qui a notamment alimenté le fameux bidonville de Champigny-sur-Marne. Deolindo, dont le père a émigré avec deux parents (le fils d'un demi-frère et un cousin germain de sa femme), apporte lui-même l'explication : « *la région d'origine correspond à la région d'immigration de Champigny, Saint-Maur etc.* »[483]. Un schéma migratoire qui s'oppose à celui des originaires des départements de Bragança et de Vila Real (province du Trás-os-Montes), par exemple, pour lesquels les destinations sont largement plus dispersées : Paris et sa région, mais aussi Angers, Clermont-Ferrand, Pessac, Bourgogne, Lyon[484].

Roselyne de Villanova relativise les relations communautaires et d'appartenance à un même village :

> « […] dans l'espace résidentiel, les liens de sociabilité et d'entraide passent obligatoirement par des liens de parenté avant l'ethnie ou l'appartenance au même village […] Ainsi on fréquente plus la parenté, même dispersée, que la communauté ethnique du proche voisinage. La catégorie ethnique a effectivement peu de signification pour tous ceux qui n'appartiennent pas au réseau associatif portugais en France, lequel n'a de force d'attraction que dans un voisinage proche » (VILLANOVA, 1988 : 975).

On peut penser que selon les régions d'installation, dans lesquelles l'importance numérique de la population portugaise et le type de professions exercées par les femmes

---

[482] Voir l'annexe 2.

[483] La ville de Saint-Maur-des-Faussées est jumelée avec celle de Leiria depuis 1982.

[484] Vingt-huit familles résident (ou résidaient) en région Ile-de-France et seize dans huit autres régions qui ne sont pas représentatives de la répartition de la population portugaise sur le territoire français, mais témoignent de sa présence sur l'ensemble de celui-ci. Les Portugais se sont pour la moitié d'entre eux installés en région Ile-de-France (45,7%), pôle d'attraction économique majeur, avec les régions du Rhône-Alpes (10%), de l'Aquitaine (5%) et du Midi-Pyrénées (3.3%), régions proches de la frontière franco-espagnole, mais aussi de l'Auvergne et du Nord-Pas-de-Calais, ainsi que dans les grands centres urbains et à leur périphérie (Paris, Lille, Lyon, Marseille, Bordeaux) : recensement INSEE de 1990 (PORTUGAL BRANCO, 1996).

n'étaient pas identiques, les réseaux sociaux soient plus ou moins importants et fondés sur des liens (de voisinage, communautaires) différents : des « micro-sociétés locales où la portugalité continue à se manifester » (CORDEIRO, 1997 : 17). La concentration favorise les regroupements informels ou formels propices à l'expression des identités collectives. Le contexte le plus remarquable étant celui de la banlieue-est de Paris, qui correspond au département du Val-de-Marne (autour de Champigny-sur-Marne), où l'ensemble des familles entretiennent des liens fondés sur la parenté et le voisinage (voisins au Portugal et ceux en France), liens qui fondent les liens communautaires dans la mesure où elles fréquentent des associations portugaises. Ce type de sociabilité engendre un rapport différencié à la société d'installation, dans la façon de s'y vivre en tant que Portugais. Maria Engrácia Leandro a montré à quel point l'« invisibilité » des Portugais du 16e arrondissement de Paris contrastait avec l'exubérance des Portugais de communes du Val-de-Marne (LEANDRO, 1995a). Un autre sociologue, Sergio Lopes, parle de « discrétion sélective » :

> « […] l'emploi d'une stratégie d'invisibilité là où on estime, à tort ou à raison, ne pas avoir de ressources matérielles ou symboliques pour affronter la situation autrement. C'est une sorte de 'ruse' qui a des traits en commun [avec] la 'honte culturelle' des paysans portugais du Nord et qui, malgré le sentiment de dépossession que ces mot évoquent, fait partie d'un savoir-faire complexe et raffiné. L'évitement est loin d'être toujours un signe d'acceptation des rapports de force qui peuvent s'instaurer dans certaines situations. Il peut être dans certains cas le type même de l'habitus adéquat pour faire face à certaines formes de domination culturelle » (LOPES, 1998 : 76).

La majorité des individus vivant en région Ile-de-France (espace urbain, Paris et proche banlieue), ainsi qu'en Auvergne (espace urbain et périurbain), a fréquenté, à un moment de sa vie, généralement durant l'enfance, une association portugaise : cours de langue et de culture portugaise, cours de danse folklorique, catéchisme portugais. Ceux qui ont grandi en dehors des zones de forte concentration de Portugais et du réseau associatif, ont plus souvent suivi des cours de portugais intégrés au cycle scolaire. Tous les migrants n'étaient pas à la recherche d'une sociabilité communautaire et certaines familles d'*ego* n'ont aucuns autres parents présents en France. Gina raconte que les habitants du village de sa mère (département de Porto) se sont retrouvés en grand

nombre à Volvic (Auvergne) pour travailler dans le conditionnement des eaux de source, mais que sa « *mère n'aimait pas cette ambiance ; elle est partie à Paris travailler chez un baron chez qui elle a évolué* ». Lors de la seconde émigration, elle est retournée à Volvic où Gina a grandi.

Anne-Marie, qui a grandi à Neuilly-sur-Seine (à la périphérie de Paris, zone de forte concentration de Portugais), considère que ses parents « *sont intégrés* ». Elle explique ainsi : « *Ils fuient la réalité émigrante. Ma mère est moderne, elle revient à la religion seulement maintenant que mon père est malade. Elle a été à la procession das velas* [des bougies][485] *ça m'a choqué* ». Manuel, dont la famille vit à Nancy, une zone dans laquelle le réseau communautaire est beaucoup moins dense, explique lui aussi :

> *« Il y a deux façons d'être immigré. Mes parents sont sans études, mais ce ne sont pas des péquenauds, ce sont des gens simples, pragmatiques. Les autres, des jeunes de 26/27 ans qui travaillent dans le BTP et parlent à peine français, ils viennent du fin fond du Portugal car leur famille leur a fait croire qu'ici c'est l'Eldorado… alors que la situation est bonne au Portugal, dans le BTP il y a des Russes, des Moldaves, des Ukrainiens, des Noirs qui travaillent… Il y a un décalage entre ces deux types d'immigré, il y a ce genre d'aberration, comme manger du leitão [cochon de lait[486]] dans un gymnase… Ils sont d'origine rurale, dans ma famille, on vient de la ville. »* (Manuel)

Il est intéressant d'observer que dans ce cas, la famille a maintenu des liens très étroits avec le lieu d'origine (un bourg situé à proximité de la ville de Viana do Castelo), où Manuel et son frère ont suivi des cours de catéchisme, durant les vacances d'été, et y ont fait leur communion et confirmation. Enfants, ils n'ont pas fréquenté d'association portugaise, mais suivi des cours de langue portugaise en cours intégré à l'école, puis par correspondance, au Centre national d'éducation à distance (CNED), tout comme Edouard et son frère (région de Haute Normandie), mais concernant ces derniers, les parents n'ont pas maintenu les mêmes liens avec le village d'origine.

C'est dans les familles qui comptent le plus grand nombre de parents migrants (de la génération familiale des grands-parents et des parents d'*ego*) que l'on observe le plus d'attrait pour des pratiques de sociabilités de type communautaires : les associations multigénérationnelles reposent souvent sur des groupes de parenté. À l'instar de la

[485] Culte marial, en l'honneur de Notre-Dame de Fátima, organisé autour du 13 mai dans les paroisses qui célèbrent de manière régulière une messe portugaise.
[486] Plat festif traditionnel portugais.

famille d'Angelina qui vit entourée des grands-parents maternels et des sept tantes et oncles maternels et cousins-cousines, avec lesquels Angelina fréquente de lieux de sociabilité portugaise (associations ; discothèques) du département de Seine-Saint-Denis (nord-est de Paris, autre zone de forte concentration de la population portugaise et d'origine portugaise). Angelina ne sort jamais en dehors de cet espace, elle ne connait pas Paris, ville pourtant située à quelques kilomètres et accessible en train de banlieue (à moins de trente minutes). Seule Luzia, qui vit avec ses parents à côté de Clermont-Ferrand (région de l'Auvergne), sans autres parents migrants, raconte qu'ils fréquentent des « *amis portugais* » : « *ils font partie du même réseau d'émigrants, mon père a été le premier à émigré* ». Il s'agit d'une migration légale, dans le cadre d'une filière de recrutement de l'usine clermontoise de pneumatiques (Michelin). Vítor, dont la famille a vécu à Paris et dans les Yvelines (région Ile-de-France), évoque à la fois la présence de parents :

> *« Ils vivaient tous ensemble, mon père et mes deux oncles [maternels] et le frère aîné de mon père […] dans cette entreprise, il a dû y avoir une dizaine de Portugais, tous de la même famille ! »*[487],

et la présence d'un couple de « *voisins* » - « *de chez nous au Portugal* » -, qui vit aussi à Paris : « *c'est pas directement de ma famille, ils sont de la famille sans être de la famille, je les considère comme mon oncle et ma tante* » (Vítor)[488].

C'est parmi cette parentèle, migrante, que se fait le choix des parrains et marraines, lorsque le baptême est célébré en France – la majorité des informateurs nés en France -, comme le montre l'exemple de Deolindo, dont le parrain est un consanguin émigrant (fils du demi-frère du père) et la marraine une jeune portugaise : *« la fille de la femme qui a hébergé mes parents à Saint-Maur, quand ils sont arrivés* ». Le choix de la marraine – fille de la propriétaire - rappelle la pratique du compérage dans les villages ruraux où existait une stratification sociale importante - la parenté rituelle venant compenser une situation d'inégalité sociale[489].

---

[487] Notons que le frère aîné du père de Vítor n'a jamais été rejoint par sa femme, restée seule au Portugal vingt ans : « *L'aîné a permis à mon père de venir en France. Il a fait des allers-retours, sa femme est restée au Portugal, ils ne se sont pas habitués à vivre ensemble* ».

[488] Déjà mentionné à propos de la loge de concierge que sa mère a trouvé grâce à eux. Il s'agit de la sœur, et de son mari, d'un oncle par alliance de Vítor : « *Ma mère a une sœur qui s'est mariée avec le frère de la femme. J'ai un cousin qui était souvent chez eux et j'étais avec lui, comme lui je les appelais* tio [oncle] *et* tia [tante] ».

[489] Voir VEIGA DE OLIVEIRA (1959) ; CALLIER-BOISVERT (1968).

Lorsque le baptême a été célébré au Portugal, le choix se porte sur les grands-parents ou les frères et sœurs d'*ego*, comme le veut la « tradition ». Au choix du lieu de célébration de ce rite (France ou Portugal), ainsi qu'au choix des parents « spirituels » (FINE, 1994), semblent correspondre différents types de réseau de sociabilité des familles[490].

À Pâques, les filleuls reçoivent un cadeau des parrains - le *folar* : selon les régions portugaises, une sorte de pain aux œufs avec des morceaux de viande ; des dragées ; de l'argent (VEIGA DE OLIVEIRA, 1984) -, et comme le raconte Diane, cela donne lieu à « *un défilé des filleuls qui rendent visitent à ma mère* […] *on préparait des* pasteis [beignets de morue], *du* leitão [cochon de lait] ». Les familles d'*ego* ayant le plus de parents en émigration ont développé des liens davantage ancrés dans la société française, bien que de type familiaux et communautaire. Diane, dont la marraine vit au Portugal, se souvient des voyages à Pâques au Portugal pour aller y chercher son *folar*.

Si, initialement, les familles semblent restées unies et solidaires en migration, des tensions existent : « *Ma mère a été exploitée par sa sœur avec qui elle a émigré à 16 ans* » (Filipe). Deolindo raconte une « histoire de famille » avec le frère de sa mère, migrant, à propos de l'héritage au Portugal : « *depuis ce moment là, on a été beaucoup moins aux fêtes de la communauté portugaise, on a vu moins la famille, c'est-à-dire au repas de famille, le dimanche, ensemble* ».

Des conflits et des séparations familiales qui ont pu aussi être causés par l'accès à la propriété dans la société d'accueil et, de manière générale, des trajectoires sociales de réussite considérées comme une désolidarisation – ou « menace de rupture » - du groupe familiale et/ou avec les « autres membres du réseau ethnique qui, pour des raisons diverses, ne disposent pas des mêmes moyens d'affirmation de leur statut, voire de leur réussite » (LEITE, 1999 : 298)[491].

---

[490] Cet aspect n'a pas fait l'objet d'une étude systématique. Or l'analyse du choix des parrains et marraines (et des parents rituels en général), par les parents d'*ego* hier, et par *ego* aujourd'hui et demain peut constituer une piste intéressante dans l'analyse de la continuité des liens familiaux en situation migratoire et pour l'étude de la construction de liens transnationaux ou/et communautaires. Je montrerai plus loin que les parrains et marraines interviennent dans les célébrations du mariage. J'ai aussi pu observer chez une famille de migrants du 3e cycle migratoire le choix d'un parent rituel de confirmation parmi la parentèle vivant au Portugal (un cousin germain du père de l'enfant) : un individu résidant à Lisbonne et ayant connu une forte ascension sociale. Ce dernier s'est déplacé en France pour la confirmation.

[491] Question qui se pose aussi au sein de la famille élargie restée au Portugal.

5.2. Projet migratoire : le « 'Nous' familial »

La migration a pris la forme d'un projet familial liant, initialement du moins, les générations « migrantes » entre elles. *Ego* a fait l'expérience concrète de ce projet, à travers les choix économiques et matériels de ses parents et l'omniprésence de l'idée du « retour », mais aussi par le biais de la situation de fragilité dans laquelle se trouvent ces derniers – et que connait tout individu devant s'insérer dans une société qui lui est étrangère -, amplifiée, souvent, par l'illettrisme. En conséquence de quoi *ego* se sent « responsable » et certains évoquent l'inversion des rôles parents-enfants :

> *« Déjà petite on me demandait mon avis sur les questions de banque et des choses avec l'administration… j'avais de l'influence sur les décisions familiales.* » (Anne Sophie)

> *« On les responsabilise face à la société civile. Le schéma du Portugais de base, nous on n'en veut pas. Vous avez des droits et de devoirs. Les droits il faut aller les chercher. » (*Saúl)

> *« C'est aux enfants de montrer à leurs parents la culture. Mes parents on été scolarisés, ils n'ont jamais été contre que j'achète des livres. »* (Odilia)[492]

« Avoir des parents analphabètes, ou l'enfant précaire et responsable » est le titre d'un article du sociologue Augustin BARBARA (1989).

Certains considèrent par ailleurs l'émigration comme un « *sacrifice* » que les parents ont fait pour eux et grâce auquel ils ont une vie meilleure que celle qu'ils auraient eue au Portugal :

> *« Ils* [parents] *sont là en France pour faire des sacrifices, gagner de l'argent, pour construire quelque chose pour leurs enfants, pour construire une autre vie* […] *Si j'avais été là-bas, au Portugal, je n'aurais jamais été là*[493]*… J'aurais été pedreiro* [maçon], *électricien, ou sapateiro* [cordonnier], *je n'aurais jamais fait d'études. C'est resté encore pour les élites, pour faire des études supérieures, il faut aller loin, payer une chambre, la*

[492] Dans son film, Maria Pinto évoque elle aussi : « L'exil avait détruit l'équilibre des relations familiales en inversant les rôles. Les adultes étaient comme des enfants et moi enfant j'étais vos parents » (PINTO, 2005).
[493] L'entretien a lieu dans une mairie d'un arrondissement de Paris, où David fait un stage.

nourriture, les voyages. En France, c'est différent, la mentalité veut que tu fasses des études, c'est plus facile, y'a plein d'écoles, c'est gratuit. » (David)

« Tu te dis : ils ont fait ça pour nous. Les regarder comme une femme et un homme et te demander : est-ce qu'ils ont fait ce qu'ils voulaient faire… Je préfère voir mon père réaliser des alambics que de le voir monter des voitures. Je ne peux pas remettre en question leur choix de vie, de quitter un pays pour un autre, mais…. » (Rosa)

Manuel m'explique aussi : « *Ils ont sacrifié leur vie pour notre éducation et notre réussite… ils sont inquiets* ». À l'époque, Manuel est au chômage et n'est pas décidé quant à son propre projet de vie : veut-il rester en France ou « rentrer » au Portugal ? Son frère, déjà parti y poursuivre ses études de médecine, redouble son année. Face à ce genre de situation difficile (chômage, échec des études), c'est l'ensemble du projet migratoire qui peut être remis en cause : « *L'émigration, c'est une erreur qu'on a fait* », conclut Fernando, devenu ouvrier du BTP comme son père. En réaction au phénomène de « l'esclavage moderne » dénoncé dans la presse, dont sont victimes aussi des Portugais en Allemagne, en France et aux Pays-Bas, je comprends, de manière indirecte, l'image négative qu'a Manuel de la migration :

« On est vraiment prêt à tout pour le fric quitte à perdre notre dignité […] nos ressortissants quittent-ils encore le pays pour accepter de vivre comme des chiens, dans des baraques, clandestinement ? » (Manuel)

Cette réaction doit être mise en rapport avec l'idée, déjà évoquée, que se fait Manuel sur la « bonne *situation au Portugal, dans le BTP il y a des Russes, des Moldaves, des Ukrainiens, des Noirs qui travaillent* », mais surtout lorsqu'il compare – et il n'est pas le seul à le faire - la situation de sa famille en France, à celle de sa parentèle restée au Portugal. Vítor m'explique lui aussi à propos de son oncle paternel qui a émigré seul, laissant femme et enfants au pays pendant une quinzaine d'année, que ces derniers « sont bien placés là-bas », « *ils ont très bien réussi : l'un est devenu ingénieur et l'autre avocat* ». Sonia raconte elle aussi, mais à propos de la génération précédente, de son père :

« Il a des frères qui ont des emplois… J'ai un oncle qui a travaillé dans une banque. Il a été maire de son village. Il s'est beaucoup investi en politique. J'ai un autre oncle directeur d'un lycée, une tante agricultrice…donc elle est restée… et un autre chef

d'entreprise. Ils ont bien réussi. Par contre, celle qui est ici est femme de ménage. » (Sonia)

J'aborde cette question du sens donné à la migration par les enfants de Portugais avec Helder, très affecté par le décès de sa mère (d'une pneumonie mal soignée, lors d'un séjour au Portugal), survenu alors qu'elle venait de prendre sa retraite et allait devenir grand-mère : « *tous ces sacrifices en valaient-ils vraiment la peine ?* » Odilia a la réponse, elle raconte une scène à laquelle elle a assistée dans un train au Portugal :

« *Deux femmes qui ne s'étaient pas vues depuis vingt ans se retrouvent. L'une avait émigré, l'autre pas. L'émigrée lui dit : - Nous ont a perdu notre pays, nos amis, notre famille, notre santé. Tu ne dois rien regretter !* »

5.2.1. Une existence entre parenthèses ?

« Ces deux moments [départ du pays d'origine et retour], véritables balises symboliques, signalent une période suspendue, une existence placée entre parenthèses, ouverte par le départ et que le retour ferme. Entre les deux, l'avant et l'après, une vie (envisagée comme) mineure, qui ne trouve ni valeur ni sens en elle-même. Constamment rapportée à l'extérieur, à ailleurs, à l'avant et à l'après, juste comme ça, en dehors d'elle-même, elle trouve la raison d'être et de poursuivre. Entourée par les 'brumes de la mémoire' [paroles de l'hymne national portugais] et par les mirages du futur, le présent, subordonné et sacrifié se passe. » (GONÇALVES et GONÇALVES, 1991 : 149 ; trad du portugais)

Pour une trentaine de familles, le « retour » au Portugal reste une donnée tangible. Six de ces familles ont vécu un retour familial[494], la moitié d'entre elles étant ensuite reparties en France (celle de Lionel, de Denis, Filipe), puis éventuellement retournées au Portugal. C'est le chômage du père qui a précipité le retour de la famille de Delphine au Portugal :

[494] Celles de Sabine, Jennifer et Delphine, des informatrices rencontrées au Portugal, et celles de Patrick, Filipe et Denis.

« On s'est réuni autour de la table. Je voulais revenir et mon frère aussi. Ici [au Portugal] on avait une maison alors que là-bas [à Villeurbanne] on vivait dans un petit appartement. Mes parents devaient profiter de la vie, de leurs sacrifices. » (Delphine)

Le retour se réalise contre la volonté de la mère, qui voulait rester en France où elle « *a toute sa famille* », mais aussi parce qu'« *elle est attachée au système de santé français* ». Les grands-parents paternels sont eux restés en France et Delphine ne sait pas quand ils rentreront[495]. Sabine, dont la famille est rentrée suite à l'incendie de l'immeuble parisien où la mère travaillait comme concierge, évoque la difficulté qu'a eue cette dernière pour s'adapter : « *le passage d'une grande ville à une maison au milieu de la forêt où elle ne fait rien a été difficile… elle avait un dépôt de pain si elle voulait pour s'occuper….* ». La mère de Sabine est alors tombée gravement malade.

Six couples de parents (ceux des informateurs les plus âgés) sont aussi retournés au Portugal après la retraite : les parents d'Odilia, de Rosa, Helder, Deolindo, Manuel, Christelle. Les pères de Helder et de Deolindo, veufs, y ont refait leur vie et rencontré un conjoint :

« Il avait la nostalgie de sa vie de paysan. Il a planté quelques fèves, une vigne, il a acheté deux, trois, vaches avec mon parrain. Une manière de continuer à vivre et à manger du bifteck sans dépenser trop d'argent, sans trop grignoter sur sa retraite. Il a acheté une Mercedes…» (Deolindo)

Les parents sont dans certains cas tiraillés entre leur profond désir de retour au pays au moment de la retraite et le fait de repartir sans leurs enfants :

*« Nous, les enfants, on est tous en France, eux sont là-bas. Ma mère…mon père est parti bien avant, ma mère est partie le rejoindre après. Lui ça va mais pour elle non. Elle dit que quand elle est ici elle veut être là-bas, quand elle est là-bas elle veut être ici. Ça fait plusieurs années qu'elle n'est pas venue en France. » (*Rosa)

[495] Le taux d'activité des individus âgés de plus de soixante-cinq ans parmi la population portugaise active en France est de 3,3 %, contre 1,2 % chez les Français (PORTUGAL BRANCO, 2009). Une des raisons explicatives réside dans la survalorisation de l'épargne, mais aussi le rattrapage d'annuités, parfois vital pour pouvoir vieillir dans des conditions décentes, conséquence de trajectoires professionnelles parfois chaotiques (travail non déclaré au Portugal avant l'émigration, mais aussi en France). Sur l'« enracinement » et le vieillissement de la population immigrée en France, dont les Portugais, voir : ATTIAS-DONFUT (2006). Certains retraités, plus souvent des femmes, voulant restés vivre en France, doivent parfois rentrer au Portugal (où à la campagne la vie reste moins chère), leur pension de retraite ne leur permettant pas de subvenir à leurs besoins en France.

Pour beaucoup de ces parents, surtout pour les femmes, la situation la plus recherchée est celle de « six mois en France, six mois au Portugal », ce que fait la mère de Christelle, grâce à l'appartement qu'elle possède à Créteil (où vit d'ailleurs sa fille cadette), et que les mères d'Odilia et Rosa auraient aimer pourvoir mettre en pratique :

> « la question résidentielle se pose comme une lutte permanente contre l'éclatement familial : la séparation des parents lors du départ pour le pays étranger dans des conditions souvent risquées, l'épouse que l'on a laissée avec les enfants au pays, parfois pour plusieurs années, le regroupement familial puis le mariage des enfants au pays d'accueil, la naissance des petits-enfants ; survient alors le déchirement entre le pays des parents qui vieillissent et celui des petits-enfants. Souvent même, une partie de la parentèle retourne définitivement au pays, ou c'est encore la fratrie qui se sépare » (VILLANOVA, 1997 : 32).

La mère de Cécilia et Nuno, qui compte rester définitivement en France, explique : « *c'est difficile de s'habituer à vivre là-bas : on tourne le dos aux enfants* ». Selon Carolina Leite, le retour définitif au Portugal est plus rarement le fait d'une décision féminine[496], mais « c'est surtout au nom de la permanence de l'unité familiale qu'elles revendiquent un projet de sédentarisation au pays d'accueil » (LEITE, 1999 : 306). Les notions de « migrations pendulaires » ou « migrations circulatoires » apparaissent plus pertinentes pour définir les pratiques de mobilité géographiques observées chez ces migrants (MOROKVASIC et HEDWIG, 1996). Quant elles sont possibles, ces circulations permettent de créer un équilibre entre le retour chez soi et la présence auprès des enfants. Qui plus est, cette solution permet de garder une adresse en France et le maintien de l'accès à ses infrastructures, notamment sur le plan de la santé : le système social et sanitaire portugais est fréquemment critiqué et constitue une des raisons évoquées pour le choix de la double résidence[497].

Une quinzaine d'informateurs évoquent la problématique du retour, familial et dans ce cas elle renvoie au discours récurrent qu'ils ont entendu toute leur enfance, ou alors aux choix économiques qui ont eu des conséquences, déjà évoquées, sur les

[496] La recherche menée par Claire Autant-Dorier sur la migration turque suggère la même conclusion : AUTANT-DORIER (2004).

[497] Le sociologue portugais Boventura de Sousa Santos définit le Portugal comme pays « semi-périphérique » dans lequel les insuffisances de l'Etat en matière de politique sociale sont partiellement comblées par une « société de providence » forte (SANTOS B.S., 1997).

conditions de vie : « *On a été conditionné au retour* » (Manuel)[498], soit encore des parents seuls après la retraite :

> *« Ils veulent rentrer mais ne savent pas encore quand. Ils restent pour les études des enfants et ont peur de ne pas se réinsérer au Portugal. »* (Anne-Marie)
>
> *« Ils attendent la fin des études de ma sœur…mais ils resteront jusqu'à la retraite. »* (Anabela)

Enfin, dans certaines familles, il n'est plus question de « retourner » vivre au Portugal, même en faisant le « va et vient ». Il s'agit des familles déjà évoquées, qui n'ont pas investi dans le pays d'origine, celles dont les parents d'*ego* sont arrivés enfants en France, ou certaines, parmi celles installées en Auvergne. Anna fait le lien entre l'« *intégration* » de ses parents et le fait qu' « *ils ne parlaient pas de retour quand on était petite* ». Dans d'autres familles où il n'est pas non plus question de retour, on observe par contre un fort investissement dans la vie communautaire portugaise du lieu de résidence et notamment associative, comme pour Alice, Estelle ou encore Sonia. Dans ces familles, à la problématique du « sacrifice » et du temps suspendu entre le départ et le retour, s'est substituée celle de la réussite du projet migratoire et d'une identité sociale à conquérir en France et non plus au Portugal.

> *« Au début on était assez pauvre. Mais j'ai vu lentement l'évolution. Mon père a créé son entreprise, une petite PME avec un ou deux employés […] je n'ai jamais ressenti que leur but était de gagner de l'argent et de repartir au Portugal. »* (Edouard)
>
> *« Ils ont construit leur vie, ils ont leur maison, ils ont acheté des baraques, et pas seulement en France, ils ont acheté une voiture, ils partent là-bas tous les ans. Maintenant, mes parents, s'ils restent c'est parce qu'il y a moi, parce qu'il y a mon frère qui est plus jeune, ils ne veulent pas repartir comme ça… »* (David)
>
> *« Ils ont beaucoup travaillé. Ils ont bien réussi leur vie. Ils ont une maison à eux, un appartement là-bas [au Portugal] à eux. Moi je les admire énormément. Partir de chez soi sans rien, mais rien….tout recommencé dans un autre pays où tu ne connais rien*

[498] « *Nos parents sont venus en France avec l'objectif de revenir dix ans après […] ma mère pensait nous renvoyer ici à l'âge de trois ans* » (Rita) ; dans cette famille, les enfants sont « rentrés » alors que les parents attendent la retraite pour le faire ; j'aborderai cette question du « retour » des enfants de migrants dans le prochain chapitre.

de rien, même pas la langue : c'est la grande aventure! Je suis admirative de ce genre de truc. » (Sylvia)

5.2.2. L'évolution du projet migratoire : l'insertion sociale en France

Maria Engrácia Leandro, sociologue dont la recherche a porté sur les familles portugaises en région parisienne, a analysé les caractéristiques des projets des familles lors de leur émigration et les transformations qui se sont produites au cours de la trajectoire migratoire[499]. Initialement centrés sur l'économique - la réalisation d'un projet matériel et le retour à court ou à moyen terme à la terre d'origine -, les Portugais ont pris conscience de l'importance de l'acquisition d'un capital culturel scolaire, que leurs enfants parviennent à réaliser un projet d'ascension sociale :

> « en regardant l'immigration comme moyen de parvenir à dépasser des conditions de pauvreté et, à l'inverse, à prendre la voie de la mobilité sociale ascendante, ces émigrés commencent par valoriser le matériel, puisque dans leur entourage se sont surtout ceux qui ont un certain pouvoir économique qui sont l'objet de reconnaissance sociale : *Avec cet argent, dans mon pays, je serais quelqu'un*. […] d'une façon générale, l'image du brésilien qui avait fait fortune en terres brésiliennes et celle des seigneurs du village telles qu'elles apparaissaient dans l'imaginaire populaire, se rattachaient à un mieux vivre qui était plutôt axé sur la maison et le patrimoine économique. […] dès que les Portugais sont arrivés en France la situation se présentait autrement. Petit à petit ces images se sont plutôt tournées vers d'autres acteurs sociaux (les patrons et leurs enfants, les voisins et d'autres personnes de leur entourage) et d'autres symboles de valorisation sociale » (LEANDRO, s/d : 3)

La femme, mère et épouse, a joué un rôle actif dans l'évolution des projets familiaux[500]. C'est dans la migration que de nombreuses femmes portugaises connaissent leur premier travail salarié : elles acquièrent un nouveau statut social et professionnel qui « rentre dans la maison et redéfinit les positions des différents membres » et accèdent à un « capital d'expérience », dont la prise de conscience engendre une représentation positive de la migration (LEITE, 1998 : 15). L'émancipation de la femme va jouer rôle tout à fait spécifique dans l'insertion sociale en France :

[499] LEANDRO (1995a ; 1995b ; 2004).
[500] Avant l'émigration familiale, en restant au Portugal et en prenant en charge la *casa*, la femme a déjà joué un rôle décisif dans le projet migratoire ; voir : BRETTELL (1991).

mobilité résidentielle (recherche du confort, accès à la propriété), valorisation de la scolarisation et de la formation des enfants. À mesure que les conditions de vie se sont améliorées, le rallongement de la scolarité des enfants a été valorisé et a constitué une stratégie de mobilité familiale dans laquelle elles se sont investies, cherchant à dépasser leur manque de formation en pariant sur la mobilité intergénérationnelle (*idem*).

Dans les récits, la figure de la mère « *moderne* », « *ouverte sur la société française* », qui « *va de l'avant et est fière de mes études* », qui « *a joué un rôle dans notre parcours scolaire* », à l'opposé de laquelle se trouve la figure du « *père* » plus « *arriéré* », est récurrente :

> *« Il y a trois collèges dans la ville. Je me suis retrouvé dans le collège bourgeois, ma mère voulait que je sois dans une bonne école. […] Ma mère a été scolarisé jusqu'à dix ans, elle me le répète toute le temps que son père l'a retirée de l'école : on va vous donner ce qu'on a pas eu la chance d'avoir […] Ma mère a toujours voulu plus. Mon père voulait par exemple qu'on vienne [Edouard et son frère] travailler avec lui. Ma mère a refusé. […] Elle a acheté un piano, je voulais faire du violon, elle voulait que je joue du piano. Souvent, j'ai eu l'impression de faire ce qu'elle ne pouvait pas faire, que je le faisais plus pour elle, que pour moi […] mon père, c'est un homme bizarre, il n'a jamais su ce que je faisais »* (Edouard).

Ce dernier raconte avec détail le projet de vie de sa mère, l'éducation qu'elle leur a transmise, par mimétisme avec les familles bourgeoises qui l'employaient : « *Ma mère venait d'un milieu social…elle en voulait plus. Elle était habituée à être au-dessus de tout le monde* ». L'exemple d'Edouard est éloquent et montre la différence de niveau de vie (de patrimoine) au sein de la population rurale et comment cette différence de milieu d'origine des parents a été transposée et s'est répercutée sur le projet migratoire[501].

Mais d'autres récits évoquent des parents qui n'ont pas toujours été autant investi dans la réussite sociale de leurs enfants, ni dans leur intégration :

> *« Il faut voir aussi…ils n'ont pas fait beaucoup d'études, ils sont partis jeunes, ils ont commencé à travailler jeunes […] Je considère que j'ai eu un peu moins de chance*

[501] Alors que ses grands-parents maternels étaient des propriétaires terriens et petits commerçants, ses grands-parents paternels appartenaient « *au plus bas des journaliers* », son père étant parti travailler à Lisbonne car « *il n'avait pas de quoi manger* ». Le mariage du couple a été permis grâce à une migration interne préalable de l'homme et l'épargne qu'elle a permis. L'émigration familiale a lieu après le mariage, la mère d'Edouard ayant rejoint son mari huit ans après ; selon Edouard, « *elle s'est mariée pour pouvoir partir* ».

que les Français qui ont eu des parents français. Par rapport aux études, la facilité… Je n'ai pas la même vie que quelqu'un qui était français et de ce point de vue là, je peux avoir quelques…comment traduire ça… des ressentiments, de la jalousie. » (Michel)

« À l'université on voit vraiment les différences […] les différences sociales sont flagrantes. Beaucoup d'enfants sont à l'université parce que leurs parents ont fait des grandes études. Nous on arrive et nos parents sont ouvriers… On a pas la même façon de parler, on a pas les mêmes sujets, on ne parle pas de l'actualité, de politique…Je n'étais pas préparée à ça. » (Sonia)

Les niveaux de scolarité et les trajectoires professionnelles de mes informateurs vont plutôt à l'encontre de l'image répandue, des enfants d'immigrés portugais ayant une scolarité courte et rentrant précocement sur le marché du travail. Certains des lieux choisis pour mener l'enquête ethnographique ont toutefois conduit à une probable surreprésentation d'étudiants et de diplômés : certains ont été directement rencontrés dans l'espace universitaire, à Paris, Clermont-Ferrand et Porto et les associations de « luso-descendants » sont majoritairement fréquentées par des étudiants et des diplômés du supérieur[502].

Il y a plus dix ans, les trajectoires scolaires et professionnelles des jeunes de la « deuxième génération » occupaient une position intermédiaire entre celles des « jeunes immigrés » (nés au Portugal) et « les jeunes du pays d'accueil » (Français d'origine) (ECHARDOUR, 1996)[503]. Malgré une tendance à la reproduction des statuts professionnels, un allongement de la durée des études et une diversification des trajectoires professionnelles étaient observés. Une étude démographique récente montre que la « deuxième génération » issue de l'immigration portugaise en France continue néanmoins à suivre des études plus courtes que les autres « deuxièmes générations » et à choisir plus souvent des formations techniques (SIMON, 2003). Ces pratiques engendrent des conditions spécifiques d'accès au marché du travail et notamment un taux de

[502] Une enquête menée au milieu des années 1990 au sein de l'association Cap Magellan concluait que 70% des adhérents (individus âgés entre 15 et 29 ans) se trouvaient dans des filières d'enseignement général : « cet allongement important de la scolarité semble correspondre au dépassement d'une situation vérifiée, celle d'une orientation qui se faisait majoritairement vers les cycles court, et qui a caractérisé si longtemps les Portugais qu'elle s'est installée en stéréotype » (AMORIM RIBEIRO, *et al.*, 1997 : 73).

[503] « Les jeunes immigrés ont suivi une scolarité plutôt courte et disposent d'un niveau d'études assez peu élevé. Les trois quarts ont au plus le niveau du BEP alors que, globalement, 46 % des jeunes vivant en France sont dans ce cas. Un quart des jeunes immigrés sont sans diplôme à la fin de leur scolarité. » (ÉCHARDOUR, 1996) ; résultats issus de l'enquête « Mobilité géographique et insertion sociale » menée en 1992.

chômage plus faible que chez d'autres jeunes enfants de migrants, les moins diplômés pouvant mobiliser le réseau familial et communautaire pour s'insérer dans le marché de l'emploi (dans les métiers du bâtiment, de la coiffure, de la restauration, des services aux particuliers)[504]. Des pratiques remarquées dans un contexte où sont observées des « trajectoires d'intégration sociale moins favorables pour la deuxième génération d'origine nord-africaine, turque et africaine » (*idem).* On voit dès lors aussi apparaître une possible corrélation entre les professions exercées, les réseaux sociaux dans lesquelles elles s'insèrent, les pratiques de sociabilités et les sentiments d'appartenances des individus (communautaire, en particulier).

À propos de la notion d'échec et de réussite scolaire, Leandro rappelle que « pour un certain nombre de parents portugais […] peu lettrés et principalement pour les plus âgés, le fait que leurs enfants terminent la troisième, arrivent à avoir un diplôme, un CAP[505] ou un BEP[506] peut représenter une réussite alors qu'il en va tout différemment des images plus courantes en France à ce propos et même pour les parents portugais plus jeunes » (LEANDRO, s/d : 17). Parmi les individus actifs nés en France et peu diplômés, Sandrine est coiffeuse (CAP), Emilie possède un BEP sanitaire et social et travaille comme aide soignante dans un hôpital, Pedro a commencé a travaillé à dix-huit ans, après l'obtention du baccalauréat, chez Mac Donald, puis comme magasinier. Seul Pedro évoque sa situation : « *des boulots difficiles, je n'ai pas fais ce que je voulais* ». Il envisage aujourd'hui de suivre une formation pour adulte, en commerce et vente à Paris, au Centre national des Arts et Métiers, avec le projet « *d'ouvrir un pub au Portugal : quand j'aurai assez d'expérience professionnelle et de l'argent* ». Le fait est que Pedro me présente sa génération familiale (frères et sœurs, cousins, cousines) à partir du niveau d'études et la profession de chacun : ceux qui ont le baccalauréat et « *fait de bonnes études* », son cousin qui était le « *meilleur de la classe* », sa cousine secrétaire qui a « *un bon poste* », mariée avec un portugais qui « *travaille dans une agence de publicité* », *etc.*, ce qui est révélateur de l'importance accordée à la réussite professionnelle.

[504] L'absence de réseau de connaissance dans les secteurs d'activités demandant davantage de compétences est une raison évoquée pour expliquer le plus fort taux de chômage chez les diplômés.
[505] Certificat d'Aptitude Professionnelle (premier cycle du secondaire)
[506] Brevet d'Enseignement Professionnel (premier cycle du secondaire).

Comme Pedro, Francis, Cécilia et Angelina sont aussi titulaires d'un baccalauréat. Francis, qui possède un baccalauréat en génie civil, est aujourd'hui livreur pour une grande chaîne de supermarché. Les deux jeunes femmes, l'une diplômée d'un baccalauréat professionnel (précédé d'un BEP vente) suivi d'un échec en BTS action commerciale (Cécilia), l'autre d'un baccalauréat littéraire suivi d'un échec en première année d'université (cursus langues étrangères appliquées espagnol-portugais) sont caissières dans un supermarché. Angelina raconte :

> *« J'ai toujours rêvé de faire un BEP secrétariat. Je voulais faire des études courtes. Un professeur au lycée a influencé mes parents et m'a décidé à faire un baccalauréat littéraire pour devenir professeur d'espagnol. À l'université j'ai réalisé que mes facilités [au lycée] étaient dues à mon origine portugaise, c'était trop difficile et j'ai fait une dépression … aussi parce que mon petit copain était loin : il vivait au Portugal. »* (Angelina)

Cette question des « études courtes » évoquée par Angelina renvoie au début du cycle migratoire quand, dans le cadre d'un projet temporaire, l'idée de réussite reposait davantage sur des gains matériels et l'épargne, plutôt que sur la valorisation d'un capital culturel. Une situation qui, selon Paulo, existe toujours. Il explique le manque d'ambition de nombreux jeunes d'origine portugaise par une valorisation de la situation matérielle, par rapport à l'éducation et à la culture : « *Ils gagnent assez d'argent en travaillant, ils s'achètent des BMW… Pourquoi poursuivre des études* ? ». Gina raconte : « *À Volvic, il y a beaucoup de jeunes d'origine portugaise mais peu qui ont le bac, ils veulent travailler chez Michelin…* […] *on n'a pas de points communs.* »

Outre le non investissement des parents dans la scolarité des enfants (la plupart d'entre eux ont suivi un enseignement primaire incomplet et n'étaient pas préparer à suivre le travail scolaire de leurs enfants pour comprendre les attentes de l'école française), associé au fait de parler le portugais à la maison, qui ont pu être des raisons explicatives à l'échec scolaire chez les enfants de Portugais[507], des auteurs ont aussi montré le rôle joué par les préjugés et l'autoritarisme du personnel enseignant dans l'orientation en filières technologiques et dans des études courtes des enfants portugais (VILLANOVA, 1983). Diane raconte péniblement ce qu'elle nomme elle-même comme

[507] Voir BECKER, HANDMAN et ITURRA (1994).

étant son « *échec scolaire* » : son redoublement du CP[508] « *parce qu'on parlait portugais à la maison* », sa « *bagarre* » au lycée, en classe de seconde, « *parce que les professeurs voulaient* [*l*]*'orienter vers une filière technologique* » et, enfin, « *l'échec* » au baccalauréat : « *Moi j'ai dépassé ça…mais les autres ?* ».

Seuls deux autres informateurs évoquent ce qu'ils considèrent être non pas leur échec scolaire, mais la discrimination dont ils auraient été victimes. Lors d'un entretien pour entrer dans une grande école de commerce (HEC), Paulo raconte : « *on m'a demandé ce que faisaient mes parents et comment ils paieraient l'inscription* »[509]. Lors d'un entretien d'embauche, on demande aussi à Manuel, diplômé d'une grande école de commerce, la profession de ses parents[510] :

> *« Je ne suis pas un Français de souche. Les Portugais ne peuvent pas réussir en France, c'est un pays conservateur […] Je ne me sens pas français, la France ne m'a rien apporté, je comprends les Beurs… c'est un pays de merde qui n'a pas su valoriser nos parents alors qu'ils avaient quand même fait des études : la quarta classe[511]. »*

Paulo et Manuel font partie de ceux qui connaissent la plus forte mobilité socioprofessionnelle, objet de fierté de leurs parents, mais sont aussi ceux qui ont le fort ressentiment vis-à-vis de la France et se sont investis, soit dans un projet de retour au Portugal (Manuel), soit dans un projet professionnel de type communautaire (Paulo a créé une société de vente de vêtements « portugais »). Pour en rester au projet migratoire familial et à la question des liens entre générations, il est intéressant de mettre en évidence les situations dans lesquelles l'absence de mobilité socioprofessionnelle, dans ce cas des jeunes hommes (un surveillant de lycée et deux ouvriers du BTP), conduit à une grande valorisation de la trajectoire du père (ouvrier du BTP dans les trois cas) :

> *« Il est courageux, contrairement à moi. »* (Saúl)
>
> *« Mon père m'a toujours dit :*
>
> *- Si tu veux quelque chose tu dois gratter. Je ne pourrais peut-être pas construire une maison … Je suis fier de mon père à 100 %. »* (Fernando)

---

[508] Classe préparatoire.
[509] Les frais d'inscription avoisinent les 15 000 euros.
[510] Dans les deux cas, les pères sont ouvriers du BTP et les mères, employées de maison et ouvrière dans le textile.
[511] Cycle primaire de quatre années.

« Mon père, il a trop bien fait. Il est arrivé avec rien… Je n'arriverai pas à faire aussi bien que lui. » (Didier)

À l'inverse, une mobilité socioprofessionnelle intergénérationnelle importante peut entraîner, outre une réelle souffrance psychique[512], une rupture avec le milieu socioculturel d'origine, voire avec la famille. Rosa, actrice (diplômée de deuxième cycle universitaire), est la seule née en France en 1972, deux ou trois ans après l'installation de la famille sur le territoire et raconte avoir très peu de liens avec ses cinq frères et sœurs, auxquels elle ne peut s'identifier et vice-versa :

« J'ai un frère employé de banque, les autres, je ne sais pas exactement, ils s'occupent d'équipes dans des supermarchés Carrefour, ma sœur est secrétaire… Je ne parle jamais de travail avec eux. Je les vois tellement peu que je veux …Je ne sais pas ce qu'ils sont devenus vraiment. Je garde un lien sans poser de questions sur ce qu'ils font. […] Certains frères ont vu mon travail et comprennent, d'autres doivent s'inquiéter pour moi. Je n'ai pas la même stabilité qu'eux. […] Ils n'ont pas le même lien. Ils disent de moi qu'ils trouvent ça bizarre que je sois la seule de la famille à établir autant de liens avec le Portugal : essayer de travailler là-bas. Eux sont nés au Portugal mais … Je n'ai plus un regard naïf, plus seulement affectif même si le retour aux sources est vraiment réel. » (Rosa)

De l'ensemble de ces parcours retracés à partir des récits de vie, des traits se dégagent, qui caractérisent l'expérience migratoire vécue par ces descendants de migrants, le rapport au passé familial qu'elle engendre. Ces récits cherchent avant tout à valoriser pour soi-même l'histoire familiale et montrent la conscience qu'ont ces individus des processus sociaux, historiques, individuels et collectifs, qui les concernent. La question se pose de savoir si le présent de ces familles est devenu une « double présence » - et non plus une « double absence » (SAYAD, 1999) -, ici et là-bas, et, surtout, qu'en est-il pour ces descendants de migrants ?

[512] Voir la notion de « névrose de classe » (GAULEJAC, 1999), à laquelle j'associe le cas évoqué, dans un précédant chapitre, de cette jeune femme internée en hôpital psychiatrique, faisant elle-même le lien entre sa maladie et son origine sociale : *« Je suis d'origine portugaise, la seule de ma famille à être née en France et actuellement plus qu'avant, j'ai des difficultés à vivre cette 'double-culture'* […] *bientôt j'aurai le statut de cadre supérieur, étant issue d'un milieu extrêmement pauvre je vis par ailleurs assez mal ce changement* […] » (courrier électronique, Paris, juin et juillet 2001).

CHAPITRE 6

LE LIEU D'ORIGINE

Dès les années 1980, des géographes ont montre la singularité du « va-et-vient » dans l'immigration portugaise de France[513]. La continuité de cette pratique a initialement reposé sur le projet de retour au pays natal, ainsi que sur le lien à la terre : lieu d'ancrage territorial et social essentiel pour ces individus et familles déplacées mais non « déracinées ». Le village d'origine a constitué un cadre social de référence pour la transmission familiale, sans cesse réinvesti cet « espace matériel » (HALBWACHS, 1971 [1941]) est le lieu des « identités perpétuées » (PINA CABRAL, 1995 : 93), des retrouvailles et de la réintégration sociale pour les migrants[514].

La question se pose aujourd'hui de l'appropriation de ce cadre social par leurs descendants : comment se le représentent-ils, comment le pratiquent-ils ? Est-ce un « lieu de mémoire » – « dans les trois sens du mot, matériel, symbolique et fonctionnel » (NORA, 1984 : xxxiv) ? Quelle place occupe-t-il dans les constructions identitaires de ces adultes en devenir ? S'interroger sur leur place à l'échelle locale permet de questionner les liens familiaux intergénérationnels, mais aussi ceux intragénérationnels : liens avec les adultes en devenir « locaux », qui soulèvent la question de l'existence d'un sentiment d'appartenance collective.

6.1. Ancrage généalogique et sociabilité villageoise

Dans un précédent chapitre les récits de vie ont permis de montrer que les parents étaient majoritairement issus de familles pauvres et modestes de métayers (agriculture de subsistance) et de petits propriétaires terriens (agriculture et commerce) et, pour certains, de familles de commerçants un peu plus prospères. Il est difficile d'identifier

[513] Pratique également observée chez les Portugais d'Allemagne : KLIMT (1989 ; 2000), mais aussi de Suisse, du Luxembourg, la proximité géographique et la facilité d'accès étant des facteurs déterminants.
[514] Les « identités perpétuées : ce sont des identités provenant d'une association à des périodes antérieures du cycle de la reproduction sociale (c'est-à-dire avec des unités sociales de base maintenant disparues ou en cours d'extinction) » (*idem*).

avec certitude les familles souches et les familles nucléaires et, en conséquence, de distinguer les couples de parents d'*ego* éventuellement engagés dans des « stratégies positives » de perpétuation de la maison d'origine, des autres. Les familles dont les migrants sont issus ont subi des transformations liées à l'évolution de la société portugaise et du monde rural en particulier : la déliquescence de l'activité agricole[515] et déterritorialisation partielle des communautés locales (VASCONCELOS, 2001). Le modèle de la famille nucléaire s'est par ailleurs imposé dans la migration.

Dans quelle mesure l'origine sociale et familiale des ascendants d'*ego* a eu un impact sur les liens entretenus par ses parents et par *ego* lui-même, avec le lieu d'origine (éventuellement avec la maison d'origine, avec la parentèle, avec le village et avec le Portugal, de manière générale), ainsi que sur l'appropriation de sa mémoire familiale. Bien entendu, ces liens ont évolué en cours de migration, avec l'absence qui caractérise la situation du migrant, mais aussi l'évolution des projets migratoires, notamment la « réussite » et l'évolution du mode de vie dans la société d'installation. La question se pose par exemple de savoir si la construction d'une sociabilité de type communautaire, dans la société d'installation, se fait au détriment du maintient de lien avec la « maison » d'origine, « *home* » (RAPPORT et DAWSON, eds., 1998) au sens de la « petite patrie » comme de la grande, et inversement .

6.1.1. La maison

La construction d'une maison dans le lieu d'origine s'inscrit dans le processus migratoire et a souvent été le premier investissement immobilier[516]. La maison symbolise « la permanence de l'enracinement, corolaire d'une obligation de mobilité » (VILLANOVA, 1990 : 14) et le désir d'accéder au statut de propriétaire n'est pas toujours directement lié à un projet de retour définitif. Les critères d'appartenance à la commune ou au lieu-dit se définissent essentiellement en termes de participation à une *casa* (l'identité de « *vizinhos* » : voisins). Plusieurs anthropologues ont montré que l'absence, même prolongée, d'un propriétaire ou d'un couple de jeunes propriétaires d'une maison

[515] En 2000, l'agriculture occupe 7 % de la population active (BARRETO, 2002).
[516] Le désir de devenir propriétaire est tel que le prix de la terre n'est pas lié à son rendement économique : le prix social de la terre est bien plus important que son prix économique (SOUSA, 1995 : 621).

- « feu éteint » - n'engendrait pas la perte des droits, ni des devoirs (PINA CABRAL, 1989a ; GODINHO, 2006a) :

> « […] la relation avec la maison originelle continue d'exister pendant les premières années d'émigration. Le couple-chef de la maison natale a procuration sur le compte bancaire du couple émigré, qu'il représente dans toutes affaires. Dans les années 1970, les beaux-parents des émigrants surveillaient la construction de leurs maisons, s'occupaient d'acquérir des terres et, souvent, élevaient leurs enfants. Cette relation est maintenue pendant la période d'émigration du couple et, parfois, elle est même préservée après la mort des chefs de la maison originelle, un beau-frère prenant la place du beau-père […] La dispersion familiale provoquée par l'émigration a consolidé la stratégie positive[517], parce que les émigrants intéressés par le retour dépendaient fortement de leur maison originelle et, de ce fait, avaient tout intérêt à préserver son identité et son intégrité […] L'émigrant ou l'ouvrier à temps partiel qui acquiert de la terre avec ses économies ou qui refuse de vendre celles qu'il possédait a besoin de l'institution de la maison pour pouvoir conserver cette terre. La continuité du lien à la terre suppose, de ce fait, l'adoption continue de la stratégie positive. » (PINA CABRAL, 1989a : 103-104 ; trad. du portugais)

En revanche, un « jeune qui émigre et se marie en dehors du village cesse de figurer dans la liste des voisins » (GODINHO, 2006a). Presque la totalité des couples formés par les parents d'*ego* se sont mariés au Portugal, dans la paroisse de la femme et parmi les dix couples formés en France, moins de la moitié y a célébré son mariage (les parents de Sandrine, ceux de Filipe, après le divorce du père, ceux de Sonia et Paula)[518]. Sur les quarante-quatre familles prises en compte, la très grande majorité a investi dans la construction ou l'achat d'une maison au Portugal. Dans les récits, l'évocation du projet de construction de la maison au Portugal et les sacrifices matériels qu'il entraîne sont nombreux : « *mes parents envoyaient tous les mois de l'argent pour la maison au Portugal* » (Sabine).

[517] « Les membres d'une maison tentent de perpétuer l'existence de la maison comme entité sociale et de préserver l'unité des parcelles de terrains qui lui sont associées. En termes de parenté, c'est une stratégie centripète qui tend au maintien de relations étroites entre les descendants de la maison et qui se reflète dans le mariage entre cousins » (PINA CABRAL, 1989a : 90 ; trad. du portugais).

[518] À noter que les parents d'Anita, tous deux issus de familles sans terre, ont fait connaissance au Portugal, mais se sont mariés en France.

L'endogamie locale - quinze couples sont originaires de lieux-dits appartenant à la même commune –, ou se trouvent à proximité immédiate des deux villages d'origine - dix-neuf couples sont originaires du même canton ou même département -, ont favorisé l'ancrage dans l'un des deux lieux d'origine, plus souvent en faveur de l'uxorivicinalité, sans rupture avec l'autre parentèle. Concernant les couples endogames, majoritairement originaires des départements de Viana do Castelo et de Leiria, on observe que dans la moitié des cas au moins les ascendants étaient des (petits) propriétaires[519]. Cette situation rend possible l'existence d'une stratégie positive vis-à-vis de la maison d'origine, directement liée au fait que les femmes ont reçu une terre de leurs parents au moment du mariage, pour y construite la maison. Cette relation avec la maison originelle a continué d'exister, au moins pendant les premières années d'émigration : « La transmission familiale incite à la réintégration dans le village et souvent c'est la coopération et l'entre-aide qui ont permis de rassembler l'argent nécessaire à l'émigration. » (VILLANOVA *et al.*, 1994 : 55)

Six couples de parents sont constitués d'individus originaires de régions différentes, dont au moins trois qui se sont formés en France[520]. Trois parmi eux n'ont pas investi dans la construction ou dans l'achat d'une maison au Portugal et on y observe différentes situations en matière de liens maintenus avec le lieu d'origine. Deux couples ont construit une maison dans le village de la femme (les parents de David et ceux d'Anne-Marie) et un couple dans le village du mari (les parents de Sabine), mais dans deux cas tardivement et sur des terrains achetés à la parentèle. Par ailleurs, deux couples ne sont pas propriétaires au Portugal : les parents d'Alice, qui sont par contre propriétaires dans la banlieue de Lyon, tout comme ceux d'Estelle, propriétaires en région parisienne. Enfin, le père d'Angelina, fils unique, n'est pas propriétaire mais héritier de la maison de sa mère (foyer célibataire)[521]. Le manque de données ethnographiques rendrait hasardeuse l'affirmation d'une relation entre l'exogamie et l'existence de liens plus faibles avec les familles d'origine, même si elle apparaît

[519] Ce statut de propriétaire varie d'une région à l'autre : dans les années 1960, les départements de Viana do Castelo et Leira comptent 21 % et 56 % de salariés ruraux (de la population agricole active) (VILLANOVA *et al.* 1994 : 17) ; se reporter aux annexes 2 et 3.

[520] C'est le cas du couple des parents de Sabine, d'Estelle et d'Angelina (les parents des deux derniers informateurs étant une deuxième génération familiale de la migration, 2ème cycle migratoire).

[521] La mère d'Angelina est une deuxième génération de la migration, ses parents vivent eux-mêmes en France et, là aussi, la succession n'a pas encore eu lieu.

possible, surtout quand l'exogamie est associée à une ancienneté de l'émigration. En effet, concernant les trois autres couples qui ne sont pas propriétaires d'une maison au Portugal, on trouve un autre couple exogame : celui des parents de Séverine, dont l'homme est une génération 1,5 de la cohorte migratoire des années 1960, marié avec une Française. Concernant le second couple mixte, celui des parents de Didier, nous verrons que bien qu'ayant hérité de terrains, le père de Didier, pourtant primo-migrant, s'est éloigné de son village d'origine.

Seuls les parents de Cécilia et Nuno, ainsi que ceux de Saúl qui ne sont pas propriétaires au Portugal, forment des couples endogames (originaires de la même localité) et issus de familles de propriétaires : dans le premier cas, il s'agit de petits agriculteurs et le grand-père maternel a été émigrant en France ; dans le second, ils sont industriels, du côté maternel. Si les parents de Cécilia et Nuno ont investi en priorité et uniquement dans leur vie en France, où ils possèdent un pavillon dans un village périurbain (près de Clermont-Ferrand, en Auvergne), les parents de Saúl continuent de vivre dans un logement collectif à Nantes (en Pays-de-Loire). L'absence d'investissement (en France comme au Portugal) peut être lié à la maladie du père, mais aussi à l'appartenance, du côté maternel, à une famille souche dans laquelle le patrimoine aurait été maintenu en indivision, comme la maison où Saúl est né et où il retourne très régulièrement depuis qu'il a émigré avec sa mère, à l'âge de deux ans. Quant à Cécilia et Nuno, ils ont le souvenir d'avoir passé des vacances chez les grands-parents maternels (la maison du côté paternel, située à proximité, était trop exiguë), mais leurs parents ont fini par louer une maison suite à des mésententes entre la mère et ses trois sœurs, des femmes célibataires restées vivre aux côtés de leurs propres parents.

Ces conflits familiaux sont fréquents. Ils sont aussi évoqués par Sylvia, qui raconte que ses parents (la mère est décrite comme étant « orpheline », partie travailler très jeune à Lisbonne) ont acheté un appartement proche du village paternel, car les grands-parents « *n'avaient plus les moyens de nous accueillir, pour des histoires de famille. Il ne faut pas trop entrer là-dedans…parce que quand tu es riche…* ». Sylvia fait référence aux conflits, nombreux, liés aux pratiques de dévolution du patrimoine : les autres héritiers pouvaient craindre que les familles d'émigrants (devenues « riches » aux yeux de leurs parentèles) s'installent dans la maison d'origine lors des vacances au Portugal et dilapident le patrimoine collectif.

En ce qui concerne les autres informateurs dont les parents ne sont pas propriétaires au Portugal, Alice raconte que la famille partage les vacances d'été entre les deux maisons des grands-parents maternels et paternels, situées à cent vingt kilomètres l'une de l'autre (départements de Vila Real et de Guarda). Estelle et Angelina, dont les parents sont des deuxièmes générations familiales de la migration, passent les vacances chez les grands-parents paternels d'Estelle, rentrés au Portugal, et la grand-mère paternelle d'Angelina n'a pour sa part, jamais émigré.

Séverine est la seule à ne pas avoir fait l'expérience des retours réguliers au Portugal pendant son enfance, pour les vacances d'été. Ses grands-parents (paternels) n'ont acheté que très récemment une maison dans leur village d'origine (quitté au début des années 1950), mais il est peu probable que l'ensemble de la famille l'investisse en période estivale. Séverine, qui a l'image d'un pays « *arriéré* », évoque simplement le projet de faire du tourisme à Lisbonne.

En règle générale, la maison a été construite en cours de migration, graduellement, selon l'épargne disponible[522], sur un terrain agricole reçu par la femme au moment du mariage (mère de Deolindo, celles de Diane, de Gina, de Rosa, de Vítor et de Paulo), ou hérité par l'un des membres du couple, lorsque la succession, ou au moins une partie de celle-ci a déjà eu lieu (père de Fernando ; père de Sonia et Paula). Il peut également avoir été acheté à la parentèle (mères d'Anne-Marie et d'Edouard ; pères de Sabine, d'Anna, de Sylvia), ou à l'extérieur de la famille, dans le cas des migrants sans terre. Tel fut le cas des parents d'Odilia, originaires de la ville de Loulé (département de Faro), où ils se sont rencontrés et mariés et dont il est probable que le choix de construire une maison en dehors du lieu d'origine, dans une station balnéaire à proximité, soit la conséquence du fait qu'ils soient issus de familles d'ouvriers sans terres. À l'inverse, les parents de Rosa, également originaires du département de Faro, mais issus de familles de propriétaires, ont fait construire une maison avant de se marier (et d'émigrer) sur un terrain du côté maternel et une seconde maison, plus spacieuse,

[522] Le recours à l'emprunt bancaire n'était pas répandu : VILLANOVA *et al.* (1994).

construite au cours de l'émigration, afin de pouvoir accueillir leurs six enfants pendant les vacances[523].

La recherche menée par Roselyne de Villanova, Carolina Leite et Isabel Raposo sur les stratégies qui entourent la construction de ces « maisons de rêve » - rêve, au sens symbolique car elles ont l'été une des raisons premières de l'émigration, mais aussi au sens matériel, de par leur démesure[524] - montre qu'un ensemble de critères distincts intervient dans le choix du lieu de construction de la maison : héritage du terrain, accessibilité et prix de la terre, présence d'infrastructures (VILLANOVA *et al.*, 1994). David raconte :

> *« À chaque fois que je vais en vacances là-bas, c'est essentiellement dans le centre du Portugal. Je vais dans le village de ma mère [département de Leiria, à proximité de la ville de Pombal], heureusement d'ailleurs qu'on va chez ma mère, car chez mon père [département de Santarém] ils sont en retard, ils n'ont rien, il y a juste un petit commerce, il n'y a que des vieux, pas beaucoup de jeunes. »*[525]

Parmi les familles qui ont choisit de construire la maison du côté paternel, les mères originaires de la ville n'avaient pas de terrains (la mère de Sonia et Paula originaire de Leiria, celle de Fernando, de Bragança) ce qui montre l'importance, pour ces familles relativement pauvres, de l'origine rurale et du fait de posséder de la terre (malgré qu'il s'agisse de terrains très morcelés), dans le maintien d'un lien avec le pays d'origine. Sonia raconte cependant que sa mère ne reste pas volontiers au village :

> *« On va tous les mois d'août à M. où mon père habite. Ma mère en a horreur, elle a vécu dans la ville, alors… Mon père a fait construire une maison, il a fait les plans et tout ça. Il a hérité du terrain quand ma grand-mère était encore vivante. »* (Sonia)

---

[523] Parmi les cinq frères et sœurs de Rosa, tous nés au Portugal, seule l'ainée, mariée à un fils de migrants portugais de France, est propriétaire d'une maison au Portugal (données relatives à la localisation de la maison non recueillies)

[524] Passage d'un habitat « rudimentaire au grand confort » (VILLANOVA *et al*, 1994). Les auteurs analysent la circulation des modèles architecturaux entre la France et le Portugal, ainsi que les raisons des représentations négatives dont sont l'objet ses maisons de « Français », comme l'avaient été auparavant, celles des « Brésiliens ».

[525] Les deux départements se distinguaient, dans les années 1970, par la proportion de salariés agricoles, plus importante dans celui dont est issu le père. Ce qui peut expliquer la plus grande probabilité de l'existence d'un petit patrimoine foncier côté maternel.

Illustration 6 : Village d'origine de la mère de Helder (dept. Castelo Branco, août 2002)

Illustration 7 : Maison des grands-parents et des parents de Helder

Illustration 8 : Potager, verger et bassin d'irrigation attenants à la *casa*

Illustration 9 : « Maison de rêve » des parents de Manuel (dept. Viana do Castelo)

Illustration 10 : Maison « typique » que Manuel rêve d'acheter

Illustration 11 : *Casa* des grands-parents maternels de Manuel (dept. Viana do Castelo)

Enfin, en ce qui concerne les familles qui ont fait construire la maison en dehors des villages d'origine, on observe différentes logiques du rapport au lieu, en fonction de l'évolution du projet migratoire. Des familles qui ont projeté de retourner au Portugal à courte échéance ont par exemple investi, non pas dans le lieu d'origine (un village rural), mais plutôt en ville, afin d'y ouvrir un commerce. Les parents de Diane, originaires du même département (Leiria) et de villages rapprochés, ont choisi de construire leur maison dans une ville éloignée de 80 kilomètres, située dans une zone urbaine industrialisée (Torres Novas), pour y créer une petite usine de confection textile, bien que l'épouse soit issue d'une famille de propriétaires. Suite à l'échec d'un projet identique, poursuivi par un couple de voisins (à Paris) et bien qu'ils aient déjà investi dans du matériel, les parents de Diane n'ont jamais concrétisé leur retour. Quant à la famille de Jennifer, retournée au Portugal, les parents ont ouvert un petit commerce de couture à Viana do Castelo, ville balnéaire et touristique située à moins de vingt kilomètres du village maternel, où la famille s'est installée dans la maison construite pendant l'émigration.

Pour les familles originaires de régions situées sur le littoral, on observe aussi l'attrait pour l'achat d'une maison ou d'un appartement dans une station balnéaire, parfois un investissement foncier, source de revenus locatifs, en plus de la maison construite au village. Mais dans les trois cas connus, ceux des parents de Sylvia, d'Edouard et de Didier, on remarque parallèlement à cette pratique une mise à distance du lieu d'origine, souvent parce que la famille y est considérée comme une source de conflits et/ou que la réussite ne passe plus obligatoirement par la possession de la plus grande maison au village. Dario, dont les parents sont originaires de la ville de Grândola (département de Setúbal) et issus de familles sans terre, raconte qu'ils ont acheté une maison à proximité du lieu d'origine, mais près de la plage : « *mon père aurait aimé acheter celle de ses parents mais ses frères et sœurs l'ont vendue* ».

En fonction de leurs caractéristiques, agricoles, forestiers, plus ou moins accessibles et de l'usage que veut en faire celui qui hérite, des terrains sont plus appréciés que d'autres L'évocation des conflits liés à la transmission généralement égalitaire du patrimoine foncier sont récurrents dans les récits, que cette transmission ait été faite oralement - « en dehors de la loi écrite » (VILLANOVA, 1988) – ou à partir de

l'estimation de terrains tirés ensuite au sort par chaque héritier. Les successions, faites en présence de toute la famille réunie l'été en plein air, restent dans les mémoires, souvent comme un évènement de rupture familiale :

> *« Il existe de la jalousie dans les familles pour des questions d'argent, des magouilles d'héritage. Les problèmes de terrains donnés à l'oral… mon père a tout donné à la sœur qu'il préférait […] les trucs de famille, les racontars c'est pas pour moi, certains, je ne vais pas les voir… »* (Didier)

> *« Quand ma mère est tombée malade, ses frères et sœurs ont essayé de la déshériter. »* (Deolindo)

> *« Je vais toujours visiter ma famille [maternelle], j'y vais par respect même s'il y a des problèmes d'héritage… des frères de ma mère qui sont restés avec mes grands-parents, d'autres sont partis… »* (Vítor)

Le refus par les migrants de ces conflits, éléments endogènes d'une société agonistique, dont les principes sont l'échange et la reproduction (WATEAU, 2002), constitue un signe d'acculturation et de délitement des liens avec le lieu d'origine. La trajectoire de la famille d'Edouard et les choix opérés par ses parents montrent comment ce lien a évolué au cours de la migration, d'une volonté de respecter la tradition uxorilocale à la mise à distance de la stratégie positive évoquée par Pina Cabral :

> *« Au début, ils ont envoyé de l'argent. Mon grand-père [maternel] les a incités à acheter une maison dans le village de ma mère. Ils ont acheté un terrain qu'ils ont rapidement revendu à mon oncle [émigrant en France]. Après ils ont acheté une maison dans le village de mon père - le même village mais côté ville, ma mère provient du côté des montagnes -, une maison sans prétention […]. »* (Edouard)[526]

Or, il se trouve que les parents d'Edouard n'entretiennent pas de liens avec la famille paternelle :

> *« Disons, je ne les ai pas connu….si, je les ai connu mais je n'en garde pas un souvenir impérissable. Mon père n'avait pas de liens avec eux et même aujourd'hui avec sa famille… On habite à 300 mètres et on ne les voit jamais […] la famille de ma mère je*

[526] Récit déjà en partie restitué à propos de l'accès à la propriété en France : voir *supra*, chapitre 5.

la connais bien, il y a toujours eu des problèmes mais en même temps pas grand-chose à discuter : entre colliers [cordon d'or] et petites frictions. » (Edouard)[527]

Mes informateurs connaissent les conflits familiaux, comme ils connaissent l'origine des terrains que possèdent leurs parents et se sentent concernés par ces questions. Deolindo raconte par exemple que ses parents ont acheté une parcelle adjacente mise en vente par un oncle maternel : « *pour éviter d'avoir une grande bâtisse devant leur maison, que voulaient y construire des émigrés des États-Unis* ». Les vacances passées au village d'origine sont rythmées par ces histoires de la terre, qu'il s'agisse d'échanges entre parents, de problèmes d'héritage, ou encore du travail de la terre, de l'entretien des forêts, des vergers et des voies d'eau, pour les familles qui possèdent de droits d'eau pour l'irrigation l'été[528]. En mai 2009, le *LusoJornal* consacre un article au problème de l'entretien des terrains : « Pour éviter les incendies et les amendes, les émigrants doivent défricher les espaces autour des maisons »[529]. L'entretien de ce patrimoine est aujourd'hui confié à des locaux rémunérés à cet effet et les enfants de migrants ne participent pas aux travaux, à l'instar d'ailleurs des enfants de locaux[530].

6.1.2. La parenté

L'enracinement matériel, lié à la possession et à la jouissance de la terre (y avoir des fruits, tels ou tels arbres, un puits) et d'une maison, est aussi symbolique : c'est le lieu de la continuité familiale, celui où vivent et où reposent les parents décédés. Deolindo raconte l'histoire de sa sœur aînée, décédée à la naissance et qui est enterrée dans le village d'origine :

---

[527] La référence au « collier » - cordon - renvoie là aussi à la problématique de l'héritage, dans ce cas concret, des objets féminins (liés à l'espace domestique, mais aussi les bijoux) transmis de mère en fille. Depuis le décès de sa propre mère, la mère d'Edouard est en conflit avec sa sœur, également migrante en France.

[528] Voir WATEAU (2002).

[529] *LusoJornal*, n° 213, 21 mai 2009. Depuis 2003, le pays a connu de gigantesques incendies de forêts.

[530] À l'exception des familles ayant peu de ressources, dans lesquelles les enfants participent au ramassage des pommes de terre, aux vendanges ou, à l'opposé, des grands propriétaires, dont les enfants devenus ingénieurs agricoles, reviennent veiller au bon déroulement des moissons et encadrer les journaliers.

« Mon père avait laissé ma mère [en 1969] enceinte au Portugal, elle a passé une grossesse dans de très mauvaises conditions. Ma sœur est morte à la naissance. Ma mère a toujours pleuré sa fille, sans jamais nous raconter comment ça s'est passé. »

Aujourd'hui, la mère de Deolindo, décédée à soixante ans en France, y est ensevelie. J'y vois l'une des raisons pour que Deolindo accorde autant d'importance à ce lieu, qui renferme une histoire familiale encore très présente et ce d'autant plus que le père, retraité, est retourné y vivre. La maison au Portugal est devenue le lieu de retrouvailles d'une famille dispersée : Deolindo vit en France et sa sœur en Allemagne. Rita raconte aussi son attachement à la maison et au terrain qui l'entoure, hérités par sa mère, parce qu'ils lui rappellent ces histoires de femmes « *transmises de mère en fille* » : derrière la maison, Rita évoque l'existence d'un lieu où la grand-mère « *allait cacher ses serviettes dans le champ. Quand j'ai eu mes règles, ma mère m'a montré l'endroit où elles allaient les enterrer* ». Ainsi, le lieu d'origine renferme-t-il un ensemble d'histoires familiales, la dépouille des aïeux et de parents décédés, mais aussi des « secrets intimes ». Certains individus y associent, par ailleurs, la mémoire des sens, liée à l'expérience de la nature, des animaux que l'on élève pour se nourrir - « *c'est la découverte de la nature, voir les choses qui poussent, la basse-cour* » (Deolindo).

La « maison de rêve » est devenue la « maison de mémoire », un espace à la fois symbolique qui relie les individus au passé familial et matériel, mais aussi qui cristallise les « créations interculturelles » et le « métissage » (VILLANOVA, 2001) de ces familles de migrants. Cependant, pour mes informateurs, raconter le lien à la terre, au village, c'est avant tout parler des grands-parents. La majorité vit encore sur place (ils ont entre soixante-dix et quatre-vingt ans), ou y sont enterrés. La construction de la maison, à proximité d'au moins l'une des maisons d'origine et les retours réguliers au Portugal, ont permis aux enfants de migrants de construire des liens avec leurs grands-parents. Maintenant que ceux-ci sont très âgés, Vítor explique : « *On fait un effort, c'est pour eux que j'y vais* », laissant entendre que le voyage au Portugal, alors qu'il a un emploi et un enfant, ne va pas de soi. « *Ils sont les piliers, ils lient tout le monde. C'est chez eux qu'on se retrouve tous* » raconte Cécilia, dont les parents ne sont pas propriétaires au Portugal. Anna fait le lien entre la présence des grands-parents et l'attachement au lieu d'origine (maternel). Dario fait lui-même le lien entre la méconnaissance de ses grands-

parents, décédés lorsqu'il était petit (cinq ans) et celle de l'histoire familiale. Il n'a hérité d'aucun objet. Angelina – qui dit s'intéresser à « *la mémoire familiale* » - s'étend sur les moments privilégiés qu'elle partage avec sa grand-mère paternelle, moins par « *affinité* » que par nécessité de combler un vide, laissé par son grand-père paternel, dont son père ne veut pas parler : « *je n'ai pas autant d'affinité avec ma grand-mère paternelle, mais je voudrais qu'elle me raconte ce qui est tabou* ». Angelina m'explique qu'elle aime partir au Portugal avant ses parents, pour être en tête-à-tête avec cette grand-mère :

> *« Pour qu'elle me raconte l'histoire de mon grand-père. Il a eu un enfant avec une femme qui ne voulait pas se marier avec lui et il s'est finalement marié avec ma grand-mère qui était plus âgée que lui […] ma grand-mère s'est mariée parce que le temps pressait mais pas par amour…mon grand-père est parti au Brésil et n'est jamais revenu. Elle est restée seule, mon père est parti travailler à Lisbonne à onze ans. »* (Angelina)

Le fait qu'Angelina dise avoir moins d'affinité avec cette grand-mère paternelle renvoie probablement à la plus grande proximité (géographique, mais aussi culturelle) qu'elle a avec ses grands-parents maternels, migrants en France. Pourtant, c'est bien du côté paternel qu'elle trouve une source d'identification, une identité distinctive au sein de la famille, en tant que « *petite-fille aînée du fils unique* ». Elle se raconte comme héritière d'un patrimoine, d'un bijou notamment, le « *fil d'or* » (cordon en or) de sa grand-mère :

> *« Comme le veut la tradition, en tant que fille aînée c'est moi qui l'ai hérité. Il faut l'entourer cinq fois autour du cou. Moi, je voulais le faire couper en une chaîne et une gourmette pour pouvoir le porter, mais on m'a expliqué que c'était dévaloriser le bijou. Du coup, je le porte surtout dans le rancho, lors des festivals. »* (Angelina)

Certains informateurs ont aussi hérité de l'un des prénoms d'un grand-parent et cela ne concerne pas uniquement ceux nés au Portugal, comme Saúl et Fernando, qui ont par ailleurs pour parrains et marraines des grands-parents. Au moins sept informateurs nés en France, Vítor, Manuel, Francis (grand-père : Francisco), Pedro, Anabela, Anne-Marie, Anna (grand-mère : Ana) sont dans ce cas. L'orthographe des prénoms portugais enregistrés à l'état civil français varie de manière aléatoire, selon la

transcription phonétique réalisée par le fonctionnaire, que les parents ne contestent généralement pas : par exemple Anna est une transcription d'Anne, alors que la grand-mère s'appelait Ana[531]. Mais c'est la mémoire orale que l'on privilégie, qu'il s'agisse de prénoms relevant du patrimoine familial, ou de prénoms à consonance portugaise (la majorité des cas) : c'est toujours la prononciation portugaise que l'on retient dans l'espace familial. À l'extérieur, lorsque le prénom le permet, les individus en manipulent la forme, selon leurs interlocuteurs et le pays où ils se trouvent ; j'y reviendrai.

Dans certains cas, l'héritage de ce patrimoine symbolique renforce le sentiment d'appartenance à une des lignées familiales, comme pour Angelina (prénom de la grand-mère paternelle) ou Manuel (prénom du grand-père maternel), dont les récits familiaux, valorisants, portent sur la lignée qu'ils perpétuent. Manuel évoque souvent l'origine, qu'il pense noble, de ses grands-parents maternels, ceux auxquels il est le plus attaché, de la même manière que Diane, qui, pour sa part, n'a pas hérité de prénom familial. Manuel et Diane se sont réapproprié une « légende familiale » valorisante perpétuée par leurs mères respectives, qui reflète des hiérarchies sociales au sein du couple des parents (femme issue de maison de propriétaires/homme journalier).

> « Dans un système bilatéral de reconnaissance de la parenté fortement cognatique […] la perpétuation de l'identité familiale repose sur un choix. Certaines identités sont retenues, d'autres rejetées. Encore ne faut-il pas perdre de vue que ce qui est transmis à la génération des enfants est une identité continuée, modelée et recréée par la génération des parents. » (PINA CABRAL, 1995 : 97)

L'exemple d'Anne-Marie/Anna Maria, qui a hérité de prénoms de la lignée maternelle, montre comment l'identification valorisante s'est construite en opposition à la lignée paternelle. Elle dresse un portrait peu flatteur de sa grand-mère paternelle, racontant les « *mauvaises relations* » que celle-ci entretenait avec sa belle-fille (mère d'Anne-Marie), ne la considérant *« pas digne »* d'avoir épousé son fils. Anne-Marie raconte qu'elle détestait se faire appeler par le sobriquet de son père (le même que celui de la grand-mère) :

[531] De même pour Christina, transcrit à partir de l'orthographe française de Christine alors que, si les deux formes originales (Cristina, Christine) sont phonétiquement très proches, le « ch » en portugais en change la sonorité, puisqu'il est lu « x ». En 1981, la loi portugaise autorise l'enregistrement à l'état-civil des prénoms étrangers des pays de naissance des enfants d'émigrants (LEANDRO, 1992).

« J'ai une image négative de ma grand-mère… mon père est celui qui lui ressemble le plus, il a le même caractère qu'elle. On a hérité de ce surnom. Mon père était exclu de sa famille [il n'a aucun avec ses cinq frères et sœurs] *ça c'est répercuté sur mon frère et moi, on était moins aimé. […] Je ne m'identifie pas du tout à ce côté-là du Portugal, je m'identifie à l'autre, j'y ai passé plus de temps. »*

Comme les autres informateurs, Saúl raconte l'héritage d'un prénom familial, du grand-père maternel, dont il décrit l'usine et la notabilité mais aussi sa ressemble physique : « *ma grand-mère me dit que je lui ressemble, que j'ai le même nez, la même allure, le même caractère de séducteur* ». Il raconte aussi l'histoire du patronyme de sa grand-mère et de son arrière-grand-mère maternelle, Silva, dont il aurait découvert l'origine juive, oubliée, alors que certaines de leurs pratiques en témoigneraient :

« Ils sont incapables de savoir ce que c'est un Juif. C'est moi qui l'ai découvert en parlant avec un ami Juif. Ma grand-mère continue à avoir des pratiques : huile d'olive dans un verre avec un bouchon liège et une mèche qu'elle allume par exemple quand la famille fait le voyage entre les deux pays […] Ma grand-mère est une figure centrale, la personne à suivre. »

Saúl est le seul informateur qui a évoqué le judaïsme et l'histoire des juifs convertis du Portugal[532], mais on trouve des descendants de migrants portugais sur des sites Internet qui traitent de cette question[533]. Bien que sans doute marginal, le récit de Saúl est intéressant parce qu'il montre comment un individu vivant à l'extérieur du pays s'approprie une partie de l'histoire de celui-ci, assez méconnue. Cet exemple illustre par ailleurs le double sens de la transmission familiale évoquée par LEPOUTRE (2005) – Saúl a essayé d'expliquer cette origine à ses parents et à sa grand-mère - et nous invite, finalement, à être attentifs aux récits de soi qui dépassent les discours identitaires stéréotypés, sur l'origine portugaise en particulier.

Il est intéressant de mettre en parallèle le récit de Luzia (née en France contrairement à Saúl) qui a le même patronyme que lui :

---

[532] Voir par exemple ROWLAND (1999) ; voir aussi LECHNER (2003), dont la thèse de doctorat a en partie portée sur la figure d'un migrant portugais de France : à la fois « bâtard », « immigré » et descendant de juifs convertis.

[533] Par exemple, celle des « noms des Juifs du Portugal du temps de l'Inquisition » sur le forum « des communautés originaires du Maroc » : http://www.darnna.com/phorum/read.php?6,112607,page=8

« J'aurai préféré avoir un nom plus commun : da Silva, ça se voit tout de suite […] Mon grand-père me l'a transmis, je veux le garder, ça fait partie de mon nom… mais le 'da' pourrait évoluer en 'de' comme dans l'immigration italienne, polonaise ou espagnole. » (Luzia)

Parfois, le fait d'hériter du prénom d'un parent renforce l'identification à ce prénom et l'attachement à l'usage de sa forme portugaise. Vítor explique par exemple que ses copains français lui ont suggéré de se faire appeler plutôt « Victor[534] ». Il explique qu'il est fier de porter le prénom de son grand-père maternel, qui se trouve aussi être le prénom de son père. Il a par ailleurs hérité en deuxième prénom – José – celui de son grand-père paternel et de l'un de ses oncles paternels (ancien émigrant au Brésil), qui est son parrain. Cette fidélité au prénom familial est aussi, dans ce cas, une fidélité à une appartenance nationale, comme pour Paulo, qui refuse catégoriquement de se faire appeler : Paul. Or, Vítor et Paulo comptent parmi les informateurs qui ont refusé l'acquisition de la nationalité française[535].

Si ce type de pratiques d'inscription généalogique de l'individu à travers le prénom semble de moins en moins pratiqué par les parents, il éclaire néanmoins l'importance que revêt pour certains descendants de migrants ce lien tangible aux aînés : les grands-parents représentent à eux-seuls les « ancêtres » qui inscrivent l'individu dans un lieu et dans une continuité temporelle.

La majorité des informateurs portent des prénoms qui ne sont pas d'origine familiale, mais qui sont transposables dans les deux langues, ou ont une forte proximité phonétique : David, Victor/Vítor, Philippe/Filipe, Daniel, pour les garçons, Anne-Marie/Ana Maria, Sonia). Moins d'une dizaine d'informateurs, des filles principalement, portent un prénom exclusivement « français », ou anglo-saxon Séverine, Sabine, Jennifer) : elles appartiennent à la troisième génération de la migration (2ème cycle migratoire), sont issues de couple mixtes, ont sont filles de concierges[536].

---

[534] En portugais il y a un accent tonique sur le « í » - Vítor – et de ce fait il existe une différence entre les deux formes du prénom, dans sa prononciation.
[535] Cette problématique est développée dans le chapitre suivant.
[536] Dans une étude sur la dénomination de l'enfant dans des couples mixtes franco-maghrébins, Jocelyne Streiff-Fenard montre que ce « choix décisif » constitue un rapport de force entre les deux univers culturels des parents, qui manifestent symboliquement et publiquement une orientation vers un des deux pays, une des deux cultures et une des deux langues (STREIFF-FENART, 1990).

Ce processus d'individualisation (observé d'ailleurs dans le monde rural européen dès les années 1960)[537] et d'acculturation, facilité par le changement de la loi portugaise, illustre, comme l'a montré Maria Engrácia Leandro, la redéfinition des projets migratoires et la volonté des familles portugaises de s'insérer dans la société d'accueil (LEANDRO, 1992 ; 1995a et b). La substitution d'une logique d'inscription généalogique par une logique d'inscription dans la culture du pays d'origine et/ou celle du pays de résidence, les divers usages sociaux du prénom et sa fonction classificatoire, conduisent à interroger la place de ces descendants de migrants dans les lieux d'origine.

6.1.3. La fête au village

Les contacts maintenus avec le lieu d'origine, la famille et la communauté villageoise, se matérialisent à l'occasion d'un voyage annuel effectué en août, d'une durée d'un mois. Depuis l'amélioration des infrastructures routières en Espagne et au Portugal, ainsi que la démocratisation du transport aérien, ces voyages sont plus fréquents et ont lieu aussi à l'occasion des fêtes religieuses (Noël, Pâques, la Toussaint) et des vacances scolaires, la durée des séjours s'étant par contre raccourcie. Ce retour a lieu dans un des villages d'origine ou dans le lieu choisi pour la construction de la maison.

Rosa, qui a été pour première fois au Portugal à l'âge de six ans (en 1978), ses parents n'ayant pas eu avant les moyens financiers pour faire le voyage avec six enfants, raconte :

> *« C'est la première fois que je découvrais cet ailleurs, une autre langue […] Le Portugal, c'était pour moi le pays des étoiles, c'est la première fois que je voyais des étoiles, simplement parce qu'ici je vivais en région parisienne et que le ciel n'est pas dégagé. Dans le sud du Portugal, le ciel est dégagé. Dans les yeux d'une enfant tu te dis : tiens c'est qu'ici qu'il y a des étoiles. »* (Rosa)

[537] Voir ZONABEND (1999) ; PAIS DE BRITO (1983).

Source : *Luso Jornal*, 31 juin 2007[538]

Source : Publicité distribuée au consulat portugais de Paris

Source : *CapMag*, mai 2005

Illustration 12 : Publicités des compagnies aériennes pour les vols France-Portugal

[538] Monument situé au bord du Tage, à Lisbonne et qui marque le lieu de départ des caravelles.

Le « retour » aux « *racines* », au « *village* », à la « *terra* », « *au bled* » est omniprésent, aussi bien dans les récits de mes informateurs, que dans leurs pratiques. Le terrain mené dans la région de l'Auvergne montre que si le projet du retour est moins central dans les préoccupations des familles et que le phénomène de double résidence y est moins marqué, le « va-et-vient » régulier pendant les vacances se perpétue, bien qu'il soit moins fréquent. L'âge de la vie d'*ego* est aussi à prendre en compte. En effet, selon que les individus ont une activité salariée ou sont eux-mêmes devenus parents, ces liens s'autonomisent des retours familiaux, sont moins longs.

> *« Avant j'y allais pour voir mes cousins, on sortait, maintenant, j'y suis surtout allé pour voir mes grands-parents, surtout mon grand-père du côté de mon père qui est très malade ...pour l'instant je privilégie mes grands parents [...] Cette année il y avait comme un malaise, ça faisait aussi trois ans que je n'y étais pas allé*[539]*. Mais j'avais l'impression que ma famille était plus ou moins heureuse de m'avoir vu [...] Pour certaines personnes, soit disant, on les oublie. »* (Vítor)

Le fait que les grands-parents d'*ego* soient encore en vie et résident au Portugal apparaît à l'heure actuelle comme un élément important du lien maintenu par les sujets avec le lieu d'origine. Les retours effectifs de la génération des parents d'*ego* aura une incidence forte sur les liens perpétués avec le lieu d'origine, comme le montrent les trajectoires des six informateurs dont les parents sont déjà retournés au Portugal (des informateurs nés au Portugal, Odilia, Helder, mais aussi en France, Deolindo, Manuel, Christelle et Rosa).

Le temps des « fêtes-vacances » est celui du retour au village natal et à la maison familiale, celui où se reconstitue la sociabilité villageoise (CHARBIT *et al.*, 1997 : 114), mais aussi familiale. Les fêtes familiales et villageoises, religieuses et profanes, sont des espaces de retrouvailles entre migrants dispersés et villageois résidants. Les anthropologues ont montré que la fête patronale constituait un moment unique dans l'année, celui de la consécration de la communauté villageoise[540]. À partir des années 1960, la société portugaise a connu des transformations structurelles importantes, mais

[539] Lorsqu'il a été embauché et, ensuite, au cours des premières années de travail salarié, Vítor n'a pas pu prendre de vacances au mois d'août.

[540] João Leal a fait le même type d'observation concernant les fêtes du Saint-Esprit aux Açores : voir notamment (LEAL, 2000b).

malgré leurs répercutions sur la société rurale, on observe, notamment à travers la forte participation collective aux célébrations locales, que l'identification au *lugar* et à la commune continuent de constituer un attachement important, qui contribue à sa perpétuation (VASCONCELOS, 2001 : 417-418)[541].

Dès les années 1980, des géographes et des sociologues ont analysé les liens entre les émigrants et les villages d'origine et ont montré que les communautés villageoises avaient déplacé une grande partie de leurs activités festives, dont la fête patronale, pour la situer au mois d'août[542] : « l'émigré, jeune ou vieux, ne saurait rater la fête du village, d'autant qu'il est souvent à l'honneur. La fête votive, celle du saint Protecteur, devient le signe le plus manifeste de cette reconnaissance institutionnelle de l'émigré » (CHARBIT *et al*., 1997 :113).

La fête villageoise, devenue « fête de l'émigrant », reste l'espace privilégié de la reintégration collective de l'émigrant : « traditionnellement, la fête est un temps d'affirmation et de transmission des valeurs du groupe, de socialisation des jeunes dans la culture villageoise, à travers la remémoration et la célébration » (MUÑOZ, 1998 : 42). Pour les migrants, « c'est à l'occasion des fêtes que s'amalgament conscience des origines, affirmation du succès familial, continuité des générations et efforts pour se faire reconnaître *in corpore* par la société d'origine » (*idem*).

À Santa Bárbara, aux Açores, João Leal a observé :

> « Habituellement reconnu comme étant l'un des garants principaux du bien-être des individus et de la communauté, le Saint-Esprit est devenu le 'protecteur' par excellence du succès des projets de migration. […] Ce qui se célèbre, ce n'est plus tant la réaffirmation des relations sociales dans leur relation aux contraintes du calendrier agricole et rituel traditionnel, mais la réaffirmation des relations sociales dans leur relation aux nouvelles contraintes, celles qu'à introduites l'émigration. Les *Impérios*

[541] Les jeunes locaux du village d'Aveleda (Trás-os-Montes), qui résident durant la semaine en ville, à Bragança ou même à Lisbonne, expliquent qu'ils ont le sentiment d'« être quelqu'un » au village, contrairement à la ville. La société portugaise continue de présenter une structure sociale avec un haut degré de fermeture à la mobilité des individus (MENDES, 2001). J'ai pu observer que l'appartenance villageoise de jeunes issus de familles modestes, pouvait constituer, à travers la maîtrise la « tradition », un moyen d'élargir un réseau de connaissance dans le champ culturel urbain, mais aussi une étape préalable, à travers la fonction de maire, à un parcours politique en ville. João Leal montre aussi

[542] Voir HILY (1996) ; CHARBIT et al. (1997) ; CALLIER-BOISVERT (1999). João Leal a aussi montré l'apparition d'un « nouvel ordre rituel » dans les fêtes du Saint-Esprit, dont les modifications du calendrier des festivités et l'augmentation du nombre des « promesses », conséquence du poids croissant qu'y ont joué les émigrants (LEAL, 2000b).

[promesses] sont devenus un mécanisme de reconstitution temporaire d'une communauté qui a été divisée par l'émigration. » (LEAL, 2000 : 54 ; 57)

Le déroulement de la fête villageoise (syncrétisme entre la fête en l'honneur de l'émigrant et la fête patronale) combine, sur plusieurs jours, sacré et profane : messe, processions de saints, jeux (tournois de football entre équipes locales et d'émigrants), vente aux enchères de mets confectionnés pour financer la fête, animations musicales (groupes de danses folkloriques, orchestre philharmonique), repas collectifs, feu d'artifice, bal. Les émigrants participent à l'organisation de la fête et leurs contributions financières peuvent-être ici aussi considérables : « ils paient ainsi leur dette envers la communauté et affirment leur réussite en contribuant à celle du village, toujours en compétition avec les villages avoisinants » (MUÑOZ, *op. cit.* : 47). Ceux qui participent à la procession en portant le brancard du saint paie une « promesse »[543]. Luzia raconte toutefois que ses parents se rendent au sanctuaire de Fátima pour y réaliser leurs promesses, plutôt qu'au village, tout comme la mère de Manuel qui participe à la procession qui s'inscrit dans les fêtes de Notre Dame d'Agonie à Viana do Castelo, située à moins de dix kilomètres du village.

Le bal qui constitue un moment de rencontre entre jeunes locaux et fils d'émigrants, est aussi un moment de rivalité entre eux, les fils d'émigrants venant « perturber les stratégies amoureuses que les autres tissent toute l'année » (CHARBIT *et al*, *op. cit.* : 119). Plusieurs de mes informatrices racontent en effet avoir été beaucoup plus libres de sortir au Portugal - les parents comptent sur le contrôle social et considèrent l'environnement rural moins dangereux que l'urbain et de s'y sentir aussi plus épanouies. Elles sont représentées par les locaux et surtout par les jeunes femmes, provocantes (style vestimentaire, attitude démonstrative). Mais, de plus en plus, les fils d'émigrants se regroupent entre eux[544]. Ils se retrouvent dans des lieux de sociabilité, tels des bars et des discothèques, où l'animation en langue française leur est

[543] Au Portugal, « […] faire une promesse c'est s'engager à offrir à Dieu ou, dans la plupart des cas, à un intermédiaire divin, saint, Vierge, Saint-Esprit, une offrande matérielle ou spirituelle en échange d'un bien, santé, richesse, etc. Le bien, une fois accordé, est une grâce divine, et le paiement de la promesse vise à la rétribuer » (LEAL, 2000 : 58)

[544] Des chercheurs avaient déjà observé la perte de prestige des jeunes émigrés et fils d'émigrants, « l'intérêt d'épouser un partenaire déjà installé à l'étranger, parce que cela permettait de sortir du pays s'est émoussé. Sortir du pays est devenu banal et les possibilités offertes par la société portugaise sont plus larges qu'autrefois » (CHARBIT *et al*, *op. cit.* : 120).

exclusivement destinée. Des soirées sont animées par des disque-jockeys venus de France, dont la promotion est faite avant l'été par les associations (dans le *CapMag*, notamment) et les médias communautaires. S'agit-il d'une prise de distance avec l'appartenance villageoise ? D'une réaction au sentiment d'exclusion dont ils se sentent victimes ? D'un phénomène plus profond d'autoexclusion, en réponse à une injonction à être « semblable » impossible à tenir ?

Le temps des retrouvailles implique des tensions sociales marquées entre locaux et émigrants. La place et les représentations de l'émigrant et de ses descendants répondent à des logiques complexes. Si les émigrants ont, par des envois massifs de devises, consolidé les finances du Portugal et joué un rôle actif dans l'amélioration des conditions de vie dans les villages, leurs conduites distinctives jugées ostentatoires sont objet de critiques dépréciatives de la part des locaux, surtout quand les émigrants se désolidarisent du devoir qu'ils auraient vis à vis de leur société d'origine, en refusant la participation financière – aux fêtes, notamment - escomptée par les locaux. Un refus fondé sur le sentiment d'ingratitude de la part des locaux et sur l'idée que ces derniers vivent aujourd'hui aussi bien qu'eux, voire même mieux : « *Mes parents sont considérés comme des émigrants* ». Vítor évoque à propos d'un mariage : « *la fameuse danse où il faut aller voir les émigrant pour qu'ils lâchent leurs billets…* » (Vítor).

Dans une étude consacrée à l'analyse des représentations sociales de l'émigrant, le sociologue Albertino Gonçalves met en évidence les clivages perceptibles entre « résidents » et « émigrants » au sein de la société portugaise (GONÇALVES, 1996). Ils se traduisent par la prise de distance des premiers et par le repli des seconds. Des jugements appréciatifs relatifs au « courage », à la « générosité » et à la « gaieté » des émigrants, sont nettement contrebalancés par des jugements négatifs liés à leur « visibilité », leur « exhibitionnisme », leur « exubérance » et à leur « arrogance », lors des retours au Portugal (*idem :* 142)[545]. Leurs voitures[546], leurs manières de parler, en particulier la francisation de la langue portugaise et l'usage du français dans les lieux

[545] Se reporter à l'annexe 7.
[546] Les voitures des émigrés étaient jusqu'à récemment repérables par la plaque d'immatriculation jaune: « *as matrículas amarelas* » (les plaques d'immatriculation jaunes) constitue une des dénominations attribuées aux émigrants. Ces derniers sont accusés d'être la cause d'une forte augmentation de la mortalité routière qui survient au mois d'août.

publics[547], leurs vêtements, leurs gestes, attitudes et comportements, ainsi que la survalorisation de l'argent, constituent différents aspects de ces jugements dépréciatifs. Les critiques à l'égard de leurs maisons qui cristallisent en quelque sorte l'ensemble de ces jugements, considérées comme étant inspirées de modèles étrangers, seraient le signe d'une dévalorisation des formes indigènes (*idem :* 150). La vision dépréciative adoptée par les résidents à l'égard des émigrants traduirait selon l'auteur une lutte symbolique de classification sociale au sein de la société portugaise (*idem :* 21)[548] :

> *« Les gens là-bas ne nous aiment pas et ici on n'est pas français. Quand on arrive là-bas on se sent rejeté. Maintenant, il y a la jalousie des émigrés envers les Portugais alors qu'au début c'était le contraire. »* (Odilia)

> *« On a une mauvaise image au Portugal. […] La famille portugaise est hypocrite. On voit qu'ils sont tout sourire quant on est ici en vacances. Au quotidien, on voit leur jalousie, la joie de nous voir c'est qu'en apparence ! Toute la famille de ma mère, on ne la voit jamais […] On a jamais rabaissé personne, on est comme on est. » (*Linda)

Aujourd'hui, au Portugal, on assiste à la fin de cette mise à l'honneur de l'émigrant dans les villages. J'ai pu observer que dans certains d'entre eux, dans les départements de Leiria et de Bragança, la fête du mois d'août a été supprimée, à l'instar d'Aveleda où elle est redevenue exclusivement patronale (Saint Cyprien), célébrée courant septembre. Le tournoi de football entre locaux et émigrants est remplacé par un match entre célibataires et mariés[549].

Dans ce village, le fils d'émigrant et les jeunes migrants en général sont appelés à rentrer pour Noël, pour organiser et participer à la Fête des garçons. C'est ce que fait chaque année Carlos depuis son initiation à l'âge de seize ans, à l'instar de trois ou quatre autres jeunes fils d'émigrants d'Espagne. Il est intéressant d'observer que c'est par les liens de la parenté spirituelle que Carlos est devenu membre du groupe des

---

[547] Le 24 août 2001, un journal régional, *Notícias de Chaves*, titre : « Les Françogais » (*Os Françogueses*) : ils ont déjà oublié leur langue maternelle, la reniant, optant pour un français bancal, que la population locale appelle le françogais (« *já se esqueceram da sua língua mãe, renegando-a, optando por um francês boçal a que oiço o povo da zona chamar de françoguês* »). « Os Françogueses », *Notícias de Chaves*, 24 août 2001.

[548] On doit distinguer la jalousie sociale, celle de l'exigence d'égalité au sein du même groupe d'appartenance (WEBER, 2001), des discours de distinction sociale.

[549] Parmi les jeunes célibataires on compte un migrant de Suisse (première génération du cycle migratoire fin 1980-1990) rentré pour participer à la fête patronale : il est le seul de l'équipe à avoir revêtu un maillot de l'équipe nationale portugaise.

garçons. Il n'est pas membre de la communauté villageoise, mais le filleul d'un couple de résidents d'Aveleda (oncle paternel) et a par ailleurs été coopté par son cousin, ancien organisateur charismatique de la fête (*mordomo)*, aujourd'hui marié, mais qui reste très lié aux jeunes célibataires et s'associe à leurs sorties nocturnes.

L'étude de la participation de fils d'émigrants à la Fête des garçons éclaire de manière aiguë la dialectique l'identité/altérité du migrant dans le lieu d'origine : semblable quand il s'agit de participer financièrement, ou même d'organiser la fête, différent lors qu'il s'agit de prendre part à des enjeux de politique locale, ou encore de fréquenter des jeunes femmes du village, dans un contexte de déséquilibre du ratio homme/femme. Carlos est par exemple moqué dans les critiques sociales, séquence rituelle de la Fête des garçons, parce qu'il courtise la jeune femme la plus convoitée du village. Dans un contexte de revitalisation des traditions locales et de compétition entre villages voisins, les apports financiers des jeunes migrants et fils d'émigrants ne sont pas négligeables.

Compte tenu de la « nature agonistique de la société » et de « l'importance structurante des conflits » (WATEAU, 2002 : 13), la comparaison entre les deux types de fêtes[550], d'été et d'hiver, met en évidence la rupture entre jeunes locaux et jeunes fils d'émigrants. Les fêtes, comme le partage de l'eau d'irrigation l'été, étudié par Fabienne Wateau, sont des occasions de rivalité et de conflit qui permettent de revendiquer les identités individuelles et collectives et de réaffirmer l'appartenance à la communauté villageoise. Or, l'été, le positionnement des jeunes descendants de migrants permet de moins en moins à ces conflits d'émerger.

Dans ce cas, pourquoi certains d'entre eux reviennent-ils au Portugal pour se marier ?

[550] Perspective adoptée par João Leal mais pour comparer les différentes conséquences de l'émigration sur les fêtes du Saint-Esprit aux Açores et la Fête des garçons dans la région de Bragança : voir LEAL (2006).

6.2. La noce : paradigme du double ancrage ?

Cette réflexion s'inscrit dans une analyse plus large du rite contemporain, illustrant « (…) sa plasticité, sa capacité à être polysémique, à s'accommoder du changement social » (SEGALEN 1998 : 5). Elle vise à dégager plus particulièrement les spécificités du rite matrimonial et le sens qui lui est attribué en contexte migratoire.

En France, le mariage religieux est légalement soumis au mariage civil qui le précède obligatoirement. Dès lors, le déroulement cérémoniel du mariage en France (quand il s'agit d'un mariage à la fois civil et religieux) donne lieu à deux cérémonies distinctes - même si elles s'enchaînent - et rend par conséquent possible une diversification des lieux et des moments du mariage. À l'inverse, au Portugal, le concordat (1940, renouvelé en 2004) stipule la reconnaissance civile du mariage religieux : l'enregistrement civil du mariage est une simple démarche administrative prise en charge par le prêtre[551] et lorsque celui-ci a lieu, la seule cérémonie devient celle du mariage religieux.

Dans les cas étudiés, au mariage civil contracté auprès des autorités françaises des communes de résidence des époux suit, de quelques mois, voire de quelques années, la célébration du mariage religieux au Portugal. Le rituel matrimonial ne se résume bien entendu pas à ces seules dimensions « civile » et « religieuse ». L'aumônier national de la communauté portugaise de France au Service de la Pastorale nationale des migrants confirme que « *la majorité des mariages religieux célébrés au Portugal sont* [préalablement] *célébrés civilement, avec le livret de famille en France* [auprès de l'administration française]». À quelles motivations répond la multiplication des espaces et des temps du rite matrimonial ?

Parmi les cinq couples qui se sont mariés au cours de l'enquête, un seul a célébré son mariage uniquement au Portugal : celui de Sandrine et João Paulo. Il s'agit d'un mariage de type « traditionnel » : la prise en charge par les parents de l'organisation de la fête, l'importance accordée à l'absence de cohabitation préalable des époux, ainsi

[551] Des démarches administratives préalables (publication des bans) auprès des services de l'état-civil sont néanmoins nécessaires.

qu'à la dimension symbolique du rituel[552]. « *La mariée met une rose dans les mains de Nossa Senhora* [Notre Dame] *de Fátima quand les mariés n'ont pas vécu ensemble avant* […] *C'est pour les personnes sérieuses, on le ressent en nous, c'est un cadeau qu'on lui offre* » (Sandrine). « *C'est pas pour les filles qui ont déjà couché avec d'autres garçons* », précise la mère. L'attachement à la virginité apparaît toutefois comme marginal, autant dans les pratiques que dans les discours du groupe étudié.

Un second couple aurait souhaité se marier civilement en France mais au consulat portugais : « *comme on est tous les deux portugais* ». Carina et Denis expliquent qu'ils ont été contraints par la mairie française à se marier civilement en France : « *En fait, comme je suis né en France ils* [les autorités française] *ne comprennent pas pourquoi je me marierais au consulat alors que je suis censé me marier à la mairie où j'habite* » (Denis). Dès lors, *« la solution la plus simple est de se marier à la marie et de faire valider le mariage au consulat pour avoir un certificat de mariage en portugais et pour le présenter au prêtre au Portugal »* (Carina et Denis)[553]. Dans ces deux exemples, un des membres du couple a émigré plus récemment, adulte (João Paulo), ou adolescent (Carina).

Le calendrier des mariages civils en France des trois autres couples suit la norme locale : les mariages ont eu lieu un samedi du mois juin. Ils ont été célébrés dans les communes de résidence des époux, les trois couples cohabitant avant le mariage. La cohabitation et une maîtrise du rituel par les époux sont des facteurs de l'évolution du rituel du mariage (SEGALEN 1998 : 94). Il célèbre aujourd'hui autre chose que des « passages[554] », le couple ayant souvent déjà accédé aux nouveaux stades sociaux autrefois acquis par le mariage (corésidence, sexualité, procréation).

> *« Si on devait suivre les coutumes portugaises, il faudrait que l'on soit mariés avant, mais mes parents ont quand même été influencés par la culture française. Ça devient normal […] Ma grand-mère maternelle prend ça très bien, mais je ne sais pas si elle se rend compte qu'on vit vraiment ensemble, je ne le pense pas. »* (Vítor)

---

[552] Voir BOZON (1992).
[553] Lorsque les protagonistes en font la demande, l'acte de mariage civil célébré en France est en effet transcrit au consulat portugais qui délivre un *assento de casamento*, document nécessaire à l'enregistrement de leur nouvel état civil auprès de l'administration portugaise (au Portugal). Ce document est également nécessaire pour le mariage religieux célébré postérieurement au Portugal.
[554] Voir VAN GENNEP (1909).

Dans les trois cas cette maîtrise du rituel par les mariés est toutefois à relativiser. En effet, si les parents n'ont pas droit de regard sur le choix du lieu, du restaurant ou encore des invités, ils participent financièrement et souvent très largement à tous les stades du rituel.

L'importance accordée au mariage (civil) célébré en France dépend non seulement de l'inscription locale des conjoints (charge municipale, implication associative, type de profession, etc.), du type de sociabilité (nombre d'amis autres que Portugais ou d'origine portugaise), des moyens financiers (ceux des parents), mais aussi du prestige et de la reconnaissance sociale que les mariés et leurs parents en attendent, dans la société française. Organiser deux fêtes coûte cher et les amis portugais, ainsi que les membres émigrés de la famille se retrouvent, de façon générale, déjà au Portugal au mois d'août, période où est célébrée une très grande partie des mariages religieux.

Pour Carina et Denis, le mariage civil : « *c'est vraiment l'aspect administratif du mariage, juste ça* ». Ils n'ont pas organisé de fête :

> *« On voulait faire un grand mariage au Portugal* […] *ma mère et ma sœur, ma famille et sa famille étaient là-bas. Ici on a les amis et on s'est dit que la plupart sont des Portugais et vont là-bas en vacances chaque été, donc pour ceux là il n'y a pas de problème. Pour les amis français c'était plus compliqué, on s'est dit qu'on allait les faire venir – s'ils veulent participer à notre mariage, ce n'est pas ça qui va les freiner – on a quelques amis qui sont venus, pas tous, mais une bonne partie : l'essentiel en fait. Du coup, on s'est vraiment concentré sur la fête au Portugal avec le vrai mariage : pour nous c'est le mariage à l'église »* (Denis).

À l'inverse, le mariage civil de Helder montre l'importante valeur symbolique accordée, à la fois au mariage célébré en France et au mariage célébré au Portugal. Il s'agit d'afficher le prestige social du couple. Le mariage civil a été contracté à Paris, mais dans une marie d'un arrondissement autre que celle de résidence, choisie pour la beauté architecturale de l'édifice[555]. Un déjeuner volant a eu lieu dans un prestigieux restaurant portugais du centre de Paris, où le couple était principalement entouré d'amis de différentes nationalités (dont des anciens élèves du lycée international qu'Helder a

[555] La mairie de l'arrondissement de résidence étant un bâtiment moderne sans charme. Pour ce faire, le marié a déclaré une adresse de complaisance (celle d'un ami).

fréquenté), dont des membres du réseau associatif portugais parisien : une cinquantaine d'invités a également été conviée au mariage célébré au Portugal.

Pour ceux qui ont délibérément souhaité se marier civilement en France, il s'agit d'une manière de s'inscrire légalement (Emilie et Francis), mais aussi socialement (Helder et sa femme) dans « *le lieu où l'on vit* ». Contrairement au mariage d'Emilie et de Francis, « *très simple* », le mariage de Vítor, célébré en France, a pris une importance particulière du fait de la présence de toute la famille de la mariée (française d'origine). Tous ne participeraient pas forcément au mariage célébré au Portugal (notamment les grands-parents de la mariée, trop âgés pour faire le voyage). Les époux ont loué une salle municipale dans leur lieu de résidence (Paris) et c'est la famille du marié qui a préparé elle-même un repas de noces (des mets achetés chez un traiteur portugais : vin, cochon de lait rôti, poulets grillés)[556].

Le rite matrimonial célébré au Portugal suit de quelques mois (un ou deux mois pour les mariages d'Emilie et Francis, Helder et sa femme, Carina et Denis), voire de plusieurs années, le mariage civil. Vítor s'est marié au Portugal deux ans après s'être marié civilement en France, car entre-temps il a eu un enfant. Le couple a attendu que celui-ci ait plus d'un an, pour organiser le mariage au Portugal, une cérémonie à laquelle l'enfant a été associé[557]. Le mariage a été organisé avec fastes, le marié et son père se sont rendus au Portugal au cours de l'année pour le préparer[558].

Le mariage religieux célébré au Portugal a lieu le samedi ou le dimanche, suivant également la norme locale[559]. La concentration des tous les mariages (des locaux et des migrants) au mois d'août, période où les émigrants reviennent passer des vacances, montre que la migration a influencé le calendrier matrimonial de la société rurale

[556] Pratique qui rappelle les mariages en milieu rural il y a une dizaine d'années, mais la noce a duré un jour, alors que celle célébrée au Portugal s'étendait sur deux jours.
[557] Le baptême a été célébré à un autre moment, en France dans le cadre d'une messe portugaise, Vítor se disant « plus attaché à la religion » que sa femme. Le baptême a été célébré à l'église des Batignolles (17e arrondissement de Paris) où Vítor est allé au catéchisme et a fait sa première communion.
[558] Le mariage est pourtant célébré dans le village d'origine de la mère du marié, mais celle-ci étant concierge, elle a plus de difficulté à pendre des jours de congés.
[559] Voir CALLIER-BOISVERT (1999). Une des explications donnée à l'importance du nombre de mariages célébrés le dimanche (jour qui s'est imposé dans les années 1980) est qu'il s'est intégré au sacrement de l'Eucharistie : « La célébration religieuse du mariage prend plus d'éclat et donne du prestige aux familles des jeunes mariés. C'est donc une pratique sociale autant que religieuse qui tend à se répandre. » (125).

portugaise. À l'instar des différents rites de parenté, notamment le baptême, les mariages ne sont pas toujours célébrés dans la commune d'origine de la mère, ou dans celle où les parents ont fait construire leur résidence, mais il ne s'agit pas d'une spécificité des mariages franco-portugais[560]. Le lieu de la célébration semble davantage choisi pour son prestige religieux (une cathédrale) : « *Ils font une exposition, un spectacle* […] *Même pour les non pratiquants, l'objectif est de faire le plus beau, parce qu'on est au Portugal, pour les grands-parents* ». (L'aumônier national de la communauté portugaise de France au Service de la Pastorale nationale des migrants - Paris).

« *Se marier dans le civil ce n'est pas aussi bien* », explique Sandrine. Dans la société rurale portugaise « c'est la cérémonie religieuse qui légitime l'union des époux aux yeux de la société locale » (CALLIER-BOISVERT, 1999:131). La religion catholique (en tant que croyance ou qu'attachement à une tradition) occupe une place importante au sein de la population portugaise de France[561]. Pour beaucoup d'enquêtés, croyants mais non pratiquants[562], il est inenvisageable de ne pas se marier religieusement : par « *tradition* » familiale mais aussi par « *respect* » - et reconnaissance - à l'égard des grands-parents[563].

La célébration de la noce au Portugal traduit à la fois le besoin de s'inscrire dans une lignée (la parenté) et l'affirmation d'une fidélité à la terre d'origine (là où sont les « *racines* »). Pourquoi se marier au Portugal ? : « *c'est une tradition* […] *on est de là-bas, on y a toute notre famille, c'est pour avoir notre famille au complet…nos grands-parents*. (Sandrine).

Un autre enjeu du mariage célébré au Portugal est la mise en scène d'un capital social et économique acquis grâce à l'émigration. Les parents de Helder et ceux de sa

[560] Notons toutefois qu'à l'exception de celui de Helder, le mariage est célébré dans la région d'origine de la mariée : « *Je n'aurais pas voulu me marier ailleurs que là-bas* […] *l'église de mon coin, de ma région* » (Carina, qui est née au Portugal).

[561] La majorité des enquêtés a par exemple eu une éducation religieuse et suivi le catéchisme portugais.

[562] « *On est croyants, mais pratiquants… on l'est moins* » (Carina) ; « *On ne l'est plus du tout, on ne va pas à l'Eglise, on ne prie pas. On y va de temps en temps. Une fois par an on va à Fatima prier un petit peu mais, sinon* […] *quand j'étais plus petit, jusqu'à l'âge de 15/17 ans, même 18 ans, j'allais tout le temps à la messe avec mes parents. Je suis souvent parti avec ma mère à la rue du Bac* [Paris] *prier les chapelets. Après, on commence à sortir, on est plus rebelle avec les parents* » (Denis).

[563] Pour Diane le fait que son concubin (d'origine française) soit athée et non baptisé pose par exemple problème : « *Un jour, il a dit à table, chez mes parents, qu'il n'était pas baptisé. Je redoutais ce moment. Mes parents n'ont rien dit* […] *Pour notre mariage j'ai négocié une bénédiction […] J'ai dis à ma grand-mère que j'allais tous les dimanches à l'église, mais pas que D. était athée….on n'a pas menti….* ».

femme sont originaires de villages du centre du pays (département de Castelo Branco et de Coimbra), pourtant l'ensemble du rituel matrimonial s'est déroulé dans la ville de Sintra proche de Lisbonne, ancien lieu de villégiature de la cour portugaise et endroit socialement prestigieux. Le repas de noces a eu lieu dans la Quinta de São Thiago une *quinta* (domaine luxueux composé d'un manoir et d'un parc), où a été hébergée la famille proche, transportée des régions respectives par autocars.

Le caractère fastueux donné au mariage est plutôt associé à celui célébré au Portugal, dimension rendue jusqu'à présent possible par la différence de pouvoir d'achat, favorable aux émigrants : « *En France, on ne peut pas faire un aussi grand mariage* » (Carina). « Les mariages sont devenus une occasion supplémentaire de célébrer avec faste la réussite économique et sociale des migrants, surtout quand il s'agit de familles anciennement pauvres. Après la maison et la voiture, le mariage des enfants est un enjeu utilisé pour manifester avec ostentation leur nouvelle position sociale » (CALLIER-BOISVERT, 1999:131) À ce niveau, la profusion de nourritures lors du repas de noce (« *ma mère a fait ajouter un plat au menu* », Sandrine), organisé au restaurant[564], mais aussi le nombre d'invités (330 invités au mariage de Denis et Carina, 250 à celui de Sandrine et João Paulo et de Helder et sa femme) constituent des critères sur lesquels repose la réussite d'un mariage. Les parents de Denis ont également loué un autocar pour conduire les invités de la famille du marié dans le nord du pays, région d'origine de la mariée et où était célébrée la noce. Les mariés racontent : « *Parmi les invités, il y avait beaucoup d'amis des nos parents, du voisinage, plein de gens qu'on ne connaissait pas* ». Le mariage a aussi été organisé dans une *quinta*, choisie par les parents de Denis, le grand-père et une voisine de Carina : « *il y a une piscine, un petit parc avec une forêt, une rivière… le cadre est magnifique* » (Carina). Le mariage, payé par les parents des deux mariés, a coûté plus vingt mille euros : « *Le jour de notre mariage on est les rois, c'est notre jour. Nos parents sont heureux, fiers de nous* » (Carina). À travers des pratiques ostentatoires l'émigrant exhibe sa réussite qui légitime son départ et ses nombreux sacrifices.

[564] Et non plus alimenté par les produits de la ferme comme c'était encore le cas dans les années 1980.

Le mariage est l'expression d'un compromis entre le couple et sa parenté. L'étude des négociations du rituel illustre à la fois la gestion, parfois conflictuelle, entre la tradition familiale - qui inscrit celui qui la respecte dans la parenté - et les normes culturelles et sociales françaises, comme le montre le choix des témoins de mariage. Dans la société rurale portugaise, les témoins sont traditionnellement les parents spirituels (parrain et marraine de baptême et/ou de confirmation), alors qu'en France il s'agit, aujourd'hui, souvent des amis ou des frères et sœurs. Pour répondre à ces deux modèles, les mariés choisissent des témoins différents pour les deux mariages. Carina a par exemple choisi une amie (portugaise d'origine) rencontrée en France et Denis sont frère. Au Portugal ils ont « choisi » leurs parrains de baptême :

> *« On a surtout fait ça par rapport aux coutumes et par rapport aux parents. »* (Carina)

> *« Je voulais prendre ma sœur, et ma mère m'a dit : - Attention, les témoins au Portugal c'est les parrains de baptême. Je l'ai su il y a un an. J'étais un peu déçu, mais c'est vrai ça a toujours été comme ça. Mes parents m'on dit : - Si jamais tu ne fais pas comme ça, tes parrains vous être déçus. Donc j'ai fait selon la tradition. »* (Denis)

Dans le cas de Helder, le problème s'est posé de la même manière, mais avec sa grand-mère paternelle, qui est aussi sa marraine de baptême. Le marié a également choisi des témoins différents pour les deux mariages : les premiers étaient des amis de lycée et les seconds ses grands-parents paternels. Il est intéressant de noter qu'en contrepartie, le marié a proposé à ses grands-parents de ne pas offrir « autant d'argent » pour le cadeau de mariage[565].

Les mariages sont des lieux où s'expriment les identités familiales, sociales et culturelles. La multiplication du rituel matrimonial – lieu de résidence et lieu d'ancrage familial - phénomène non spécifique au contexte migratoire (SEGALEN, 1998), a dans ce cas pour particularité de se faire, non pas à l'échelle nationale (deux localités en

[565] À l'image des calendriers des mariages, le type de cadeaux offerts aux mariés répond aux normes locales. En France la participation financière à une liste de mariage déposée dans un magasin, de l'argent offert dans une enveloppe à l'issue de la noce au Portugal : « *J'ai des copains de travail qui m'ont demandé si j'avais une liste de mariage, ils m'ont expliqué…Je leur ai dit qu'au Portugal les mariés offraient un petit cadeau et qu'en contrepartie les invités donnaient une enveloppe. Mais j'ai quand même créé un compte à la Fnac, je savais que ceux qui ne viendraient pas au mariage au Portugal voudraient participer, surtout des amis de boulot et des amis de cours* » (Denis).

France), mais transnationale[566]. Le choix des témoins, tout comme la multiplication des espaces et des temps du rituel matrimonial, montrent la volonté des individus de créer des liens sociaux dans une société où ils entendent construire leur vie, tout en perpétuant ceux avec le lieu d'origine. La célébration du mariage au Portugal, qui rassemble toute la parenté, traduit le besoin - au-delà des contraintes imposées par les aînés- de s'inscrire dans une lignée et l'affirmation d'une fidélité à la terre d'origine : un engagement qui dépasse un simple ressourcement identitaire, mais interroge aussi le sentiment d'appartenance de ces descendants de migrants à la société portugaise, au niveau local et national.

6.3. Le « retour »

Je privilégierai ici l'analyse des pratiques de circulation entre la France et le Portugal, qui prennent forme dans le cadre d'un projet personnel. Ces projets s'inscrivent néanmoins dans une histoire familiale et une expérience de la migration, et reposent sur un savoir-faire et un capital matériel et social hérités (la maison, la parentèle, la langue). Ils sont complexes quant à leurs motivations. Les candidats au retour sont souvent attirés par une qualité de vie (climat, rythme de vie et types de sociabilités), par une expérience estudiantine (dans le cadre du programme européen d'échange inter universitaire Erasmus[567]), ou professionnelle. L'idée que les diplômes français y sont valorisés et le sentiment de pouvoir contribuer au « développement du Portugal » sont encore répandus chez ces jeunes: « *J'ai pensé pouvoir être plus utile là-bas… je n'en suis pas certaine* […] *Je pense qu'on a quelque chose à leur apporter quand même : c'est compliqué* » (Christelle). Au début des années 2000, le taux de chômage était aussi plus bas au Portugal qu'en France. À ce facteur économique s'est ajouté celui démographique, avec l'arrivée à l'emploi de la première génération de qualifiés et diplômés, nés en France.

Comme je l'ai souligné, l'âge de mes informateurs correspond à un moment de la vie où l'individu se projette dans un avenir qu'il construit en faisant des choix (études,

[566] Cet aspect n'apparaît pas dans les fêtes de mariages asiatiques et maghrébines décrites par Anne RAULIN (2000).
[567] Il existe par ailleurs un nombre de places réservées aux « Luso-descendants » dans l'enseignement supérieur portugais (7%).

travail, fréquentations, mariage, etc). En tant qu'enfants de migrants, beaucoup éprouvent la nécessité de faire un « choix » - qu'ils feront ou non - caractéristique d'un positionnement identitaire : choisir le pays où ils vont vivre. « *Je dois faire un choix. Entre deux* [pays] *tu n'es pas bien* […] *tu ne peux pas vivre avec les deux en même temps »* (Anita). Ne s'agit-il pas du dilemme que leurs parents vivent eux-mêmes, certains avec une si grande difficulté ? Les projets de vie élaborés par les enquêtés sont imbriqués dans des projets migratoires familiaux qui les influencent (réseau de sociabilité français et/ou portugais ; investissement des parents dans la scolarité et la formation des enfants ; éventuelle promiscuité des logements ; images valorisées des sociétés portugaise et/ou française ; omniprésence du projet de retour entretenu à travers des discours et des pratiques: « *J'ai été conditionné au retour* » (Manuel). C'est souvent en fonction des possibilités d'épanouissement individuel qui lui sont offertes à travers ces différentes réalités que le jeune prendra son autonomie vis-à-vis du projet familial initial, ou, au contraire, s'inscrira dans sa continuité.

L'hypothèse du départ vers le Portugal peut se présenter dans une situation de mal-être (engendrée par le sentiment d'être, où qu'il se trouve, un étranger), d'un échec scolaire, professionnel, amoureux. Si nous pouvons distinguer les retours temporaires des retours définitifs, tels qu'ils sont eux-mêmes projetés par les candidats, seule la nature de l'expérience effectivement menée décidera d'une possible installation définitive. Un premier retour exploratoire peut servir de socle à un retour conçu comme définitif : une expérience Erasmus, en milieu urbain, réussie peut susciter l'envie d'enchaîner sur une expérience professionnelle. Elle peut aussi faire prendre conscience des décalages existant entre les attentes personnelles et la réalité, impossible à percevoir lors des vacances passées en famille dans des zones parfois reculées du pays. Une expérience de vie au Portugal permet une confrontation à la réalité sociale et économique et permet de dépasser l'idéalisation que l'éloignement fait naître.

La mobilité de ces jeunes, fondée sur un projet individuel (universitaire, professionnel ou matrimonial) est favorisée par la libre circulation sur l'espace communautaire européen et par le récent développement économique du Portugal. Des

journaux nationaux français et portugais publient annuellement, depuis 2000, des articles autour de cette thématique[568]. Selon le Consulat Général de France à Porto :

> « La communauté française du nord du Portugal, qui est en augmentation régulière depuis le début des années 1990 pour atteindre aujourd'hui plus de 3600 personnes, s'est considérablement transformée au cours des dernières années : il y a moins de cadres expatriés, mais plus de français dans toutes les catégories socioprofessionnelles et en particulier des français d'origine portugaise […] beaucoup, à la deuxième génération en particulier, ont acquis la nationalité française et ont décidé de revenir ou de venir s'installer au Portugal. » (Consulat Général de France à Porto, 1999)

Ces trajectoires – acquisition de la nationalité française et projet de vie au Portugal - constituent un paradoxe dans la conception française de l'intégration.

La relation au pays des origines contribue davantage à la construction symbolique de la personne qu'à la simple définition socio-économique d'un projet de mobilité. À 19 ans, Anne-Marie/Ana Maria est partie suivre des études supérieures de journalisme au Portugal. C'est en s'impliquant dans une association de « Luso-descendants » lui ayant donné une « *imagine positive* » du Portugal, qu'elle a commencé à s'interroger : « *Où dois-je faire ma vie ?* ». Elle avait jusqu'alors une « *image négative* » du Portugal (les contraintes imposées par la famille portugaise, le folklore, les commérages des femmes du village) et vivait mal son « *origine portugaise* » (les moqueries à l'école, les cours de portugais imposés par ses parents). Si elle a souhaité « *découvrir personnellement le pays et les jeunes Portugais* », c'est aussi parce que partir suivre ses études au Portugal lui permettait de sortir du « *cocon familial surprotecteur* » et de s'émanciper[569].

À l'instar des enquêtés ayant tenté une expérience au Portugal, et notamment les étudiants, Anne-Marie souhaitait intégrer une université localisée dans la région d'origine de ses parents. Il est intéressant d'observer comment les enquêtés jonglent avec la quête d'une autonomie (particulièrement importante pour les filles) acquise par l'installation dans une grande ville universitaire et le maintien des liens sociaux avec la

---

[568] *Libération* : « Retours aux sources » (9 avril 2001), *Le Point* : « Portugal, le difficile retour » (juillet 2000), « Portugais de France : le fado du retour » (10 août 2001), *Expresso* : « Le retour des lusodescendants. Une question de cœur » [*O regresso dos lusodescendentes. Uma questão de coração*] (septembre 2000), « La génération du retour » [*A geração do regresso*] (mai 2003).

[569] La famille vit à l'étroit dans une loge de gardien, où Anne-Marie partageait sa chambre avec son frère cadet.

famille. Ils rendent régulièrement visite à leurs grands-parents et s'installent en fin de semaine « *chez eux* », dans la maison construite par leurs parents : « cette maison constitue un ancrage à un territoire qui risque, à tout moment, de se constituer comme alternative de vie » (LEITE 1999 : 312). C'est aussi l'occasion de s'approprier une mémoire familiale que beaucoup méconnaissent : « *J'ai découvert cette partie enfouie en moi et j'ai regretté d'avoir couper les ponts avec le Portugal* » (Anabela). À partir de dix-huit, quand elle n'a plus été obligée de partir en vacances avec ses parents, Anabela avait pris ses distances avec le Portugal.

L'étude du maniement stratégique des prénoms illustre l'agencement de pratiques identitaires en fonction de l'espace de circulation. Les jeunes femmes, notamment, déclinent l'orthographe et la prononciation de leurs prénoms sous les formes française ou portugaise (Anne(a)/Ana, Anne-Marie/Ana Maria, Edouard/Eduardo, Michel/Miguel), en fonction de contextes sociaux et nationaux. Si le prénom est un marqueur familial, il devient également un marqueur culturel, un instrument dont ces jeunes jouent, qui leur permet d'être semblables (utilisation du prénom « portugais » au Portugal et en famille, utilisation du prénom français à l'école), ou différents (utilisation du prénom « portugais » en France afin de s'affirmer en tant que portugais). Lorsque je rencontre Michel/Miguel à Paris il écrit son prénom sous les deux formes (française dans son adresse électronique par exemple, portugaise quand il signe). Une fois installé au Portugal, seule la forme portugaise demeure.

L'usage de la langue portugaise répond à ces mêmes enjeux. Le français et le portugais sont deux langues mobilisées dans les parcours professionnels : en fonction du pays, le français et le portugais sont valorisés dans l'enseignement, comme dans la sphère professionnelle, en particulier dans le secteur bancaire, dans les entreprises multinationales et dans l'industrie touristique. Le choix d'un cursus universitaire qui mobilise la langue portugaise est fréquent[570]. De même, lors des retours au Portugal, le choix d'un cursus universitaire qui mobilise les langues, et en particulier le français, est

[570] Sur 2221 étudiants de nationalité portugaise recensés l'année scolaire 2000/2001(les « bi-nationaux » sont recensés par l'INSEE en tant que Français), 527 sont en langues : il s'agit de l'effectif le plus important, bien qu'en légère baisse depuis 1980 (PORTUGAL BRANCO, 2001).

souvent préféré[571]. Ces pratiques, fondées sur l'affectif, peuvent conduire à des échecs dus, en France, à une prise de conscience tardive des limites professionnelles des études de portugais quand elles ne sont pas associées à une autre compétence, et au Portugal, à une maîtrise insuffisante des connaissances grammaticales et littéraires exigées pour l'enseignement du français au Portugal[572]. Une pratique souvent approximative du portugais et connotée socialement - « *mes parents m'ont transmis une langue vulgaire* » (Pedro), ainsi que le recours au français dans des lieux publics, stigmatisent l'émigré et ses descendants au sein de la société portugaise : « *Quand chez le boulanger ou le photographe on me demandait de répéter ma phrase, c'était terrible* » (Anabela).

La question fondamentale que pose la maîtrise de la langue portugaise est celle de l'appartenance à la nation portugaise: être stigmatisé comme *emigrant* (émigrant) ou *Francês* (Français), c'est ne pas être « entièrement » Portugais. À la faculté de lettres de Porto les étudiantes « Luso-descendantes » sont aussi catégorisées comme « *francófonos* » (francophones). À l'occasion d'un stage professionnel effectué au Portugal, un informateur observe : « *En stage* [à Porto] *on disait le Français* : *le Français c'est plutôt là-bas et le Portugais c'est plutôt en France* » (David). L'étude des représentations sociales de l'émigrant et de leurs enfants au sein de la société portugaise, comme l'exclusion ressentie lorsqu'ils souhaitent s'y (re)insérer, laisse penser que la fidélité à des éléments culturels et principalement à la langue portugaise, est essentielle pour définir l'appartenance nationale portugaise.

Là se situe l'un des facteurs qui déterminent la fréquentation des espaces de sociabilité où les enfants de migrants peuvent partager leurs vécus spécifiques. Des jeunes qui fréquentent en France des espaces de partage de leur origine portugaise (associations et discothèques portugaises), fréquentent, au Portugal, des espaces (telles les discothèques où l'animation est en langue français) où partager, avec d'autres enfants d'émigrants, des mêmes références à la culture française et une identité. Des pratiques que les jeunes portugais « locaux » ne partagent pas avec les fils d'émigrants. Au Portugal, des liens à la culture française se manifestent aussi à travers des pratiques

[571] Selon les chiffres du Ministère de l'éducation portugais (Direction générale de l'enseignement supérieur) relatifs aux candidats d'origine portugaise au concours national d'entrée dans l'enseignement supérieur pour l'année 1996/1997, 30% des candidatures concernent la section « lettres, secrétariat, traduction, interprétariat ».

[572] Qui a par ailleurs perdu beaucoup d'importance dans la société portugaise, remplacé par l'anglais. Le français tend par conséquent à constituer de moins en moins un atout professionnel pour les franco-portugais.

de consommation de produits identifiés comme français, ainsi qu'une valorisation du label français (produits achetés dans les grandes surfaces françaises : Carrefour, Auchan). L'alimentation portugaise ne constitue pas – en miroir - le même investissement identitaire en France. Par contre, regarder la télévision française (TV5) au Portugal et la télévision portugaise (RTPi) en France est une pratique courante.

Rita qui se dit « portugaise » :

> *« Moi, je cuisine à la française parce que j'aime : le riz cuit à l'eau, les pâtes, le steak et le poisson grillés, la salade avec le fromage, comme le camembert, le vache qui rit, le brie….Simple et rapide ! J'achète aussi des pains au chocolat, des chaussons aux pommes, des endives. Ces produits, aussi le poireau, la courgette, la betterave, la quiche, sont entrés dans l'alimentation portugaise, et on les trouve au Portugal, mais ma mère s'est habituée à me les envoyer (aussi des conserves de raviolis, de cassoulet, des madeleines, de l'huile, du thon, du café, du beurre…). »*

Linda qui se dit « française »:

> *« Moi, je consomme une alimentation portugaise. Par contre ma maison est construite à la française, avec chauffage central, double vitrage, des fenêtres qui ne coulissent pas - les gens disent ici :* uma casa com janelas typo *fenêtre* [une maison avec des fenêtres de type fenêtre] - *: l'hiver c'était vraiment terrible !* […] *en arrivant ici, je me suis rendue compte que je n'avais pas vraiment de culture portugaise* […] *avec mon frère on parle en Français et à la fac on nous appelle les francophones. »*

Ces jeunes franco-portugais circulent entre la France et le Portugal en utilisant de nouvelles ressources, dont l'émergence relève des politiques étatiques : la liberté de circulation et d'installation sur le territoire de l'Union européenne, ouverte aux ressortissants de tous les états-membres, l'équivalence des diplômes, les programmes d'insertion professionnelle de l'État portugais[573]. Ils mobilisent par ailleurs des ressources culturelles, identitaires et symboliques plurielles : le bilinguisme, la double nationalité (parfois utilisée dans la construction de projets professionnels), la double résidence (la résidence et la parenté au Portugal, mais aussi la maison familiale en

[573] Un programme intitulé *Estágios Profissionais para Jovens Portugueses e Luso-Descendantes Residentes no Estrangeiro* (Stages professionnels pour jeunes portugais et Luso-Descendants résidants à l'étranger) lancé en 2001 par le Ministère des affaires étrangères portugais et le Ministère du travail et de la solidarité.

France, vers laquelle un autre retour est toujours possible). L'exemple de Michel montre que la double nationalité est aussi parfois utilisée dans la construction de projets professionnels. C'est en tant que Français que Michel a fait sa coopération dans une entreprise française au Portugal.

Ceux qui se sont s'installés pour plusieurs années au Portugal retournent régulièrement en France rendre visite à leur famille. La dernière fois que j'ai rencontré Anne-Marie/Ana Maria, elle venait passer les fêtes de fin d'année avec ses parents à Paris et d'écrire un article sur le « retour » des jeunes franco-portugais. À la question posée : « *Où dois-je faire ma vie ?* », elle répondait, en définitive : « *Pourquoi devrait-on choisir ?* ».

Les retours périodiques au Portugal, le plus souvent dans le lieu d'origine en famille, sont fondés sur un ancrage à la fois territorial et social fort. La maison, le concept de « *casa* », dépasse le simple fait de posséder une résidence au pays d'origine, c'est aussi posséder de la terre, être inscrit dans un territoire, appartenir à une communauté, y avoir des droits et des devoirs et participer à sa continuité sociale.

Dans les années 1990, des géographes ont mis en évidence le « transnationalisme » de ces migrants : la construction des « maisons de rêve » a dynamisé l'activité économique locale, les migrants participant aux activités du village (réparation du patrimoine, participation aux fêtes). Une participation fondée à la fois sur l'idée de dette vis-à-vis de la communauté d'origine et l'idée du retour, associées à celle de la réussite du projet migratoire : réussite matérielle et mobilité sociale des descendants devenus, à l'instar des enfants des élites locales, *doutores, engenheiros, advogados, professores*[574].

La disparition de la génération des grands-parents d'*ego*, la double-résidence et la circulation entre la France et le Portugal de la génération des parents, une fois l'âge de la retraire atteint, conduiront à un probable délitement de cet ancrage pour la génération d'*ego*, bien que variable en fonction des générations de la migration et des parcours familiaux et individuels. Dans une vingtaine d'années, il sera possible d'évaluer l'attachement à ce lieu d'origine à travers l'étude des pratiques d'appropriation du patrimoine foncier hérité (les micro-parcelles de terrains, la maison). Il faudra aussi être

[574] Diplômés d'université, ingénieurs, avocats, enseignants.

attentif aux évolutions de la société post-rurale portugaise (LEAL, 2006) et des nouvelles ressources identitaires, patrimoniales, que les descendants de migrants pourront y puiser, à l'instar de la Fête des garçons dont une « version urbaine » est organisée depuis quelques années par la municipalité de Bragança, où un musée du masque a aussi été inauguré en 2006[575].

Si le projet de retour concrétisé par une minorité de descendants questionne, aujourd'hui encore, les raisons de la continuité de la dette, on observe que celle-ci s'est déplacée du local (le village) au national (le pays) : l'idée répandue, dans les récits de ceux qui projettent de « rentrer », d'« aider au développement » du pays. Une idée entretenue par des politiques locales[576], mais aussi par l'État portugais – l'existence d'un « transnationalisme d'en haut » - (GUARNIZO et SMITH, 1998 ; BRETTELL, 2003), qui s'oppose au processus observé d'ethnicisation de l'émigrant et de ses descendants au sein de la société locale et conduit à interroger l'appartenance nationale de ces individus, relative à la nation d'« origine » comme à celle à « intégrer ».

[575] La capitale régionale se trouve en plein essor et bénéficie d'une politique de développement culturel et touristique, avec la création de musées (de masques et traditions locales, d'art contemporain) et de coopération avec la province espagnole voisine de Zamora.
[576] Je reviendrai plus loin sur l'exemple de la municipalité de Porto.

CHAPITRE 7

CHOIX D'APPARTENANCE ET MISE EN SENS PARTAGEE

Poursuivre la réflexion sur les choix d'appartenances d'*ego*, demande de revenir quelque peu en arrière dans la vie de celui-ci (avant le mariage, avant l'entrée dans la vie professionnelle, avant l'éventuel projet de retour), sur d'autres situations de passage d'un statut à un autre. Dans ce chapitre, je me propose d'étudier deux situations, celle de l'acquisition de la nationalité française, cette question s'étant posée pour la majorité des mes informateurs (pour ceux nés en France, mais pas uniquement), et celle de l'entrée à l'université, espace où apparaissent dans les années 1990 de nouvelles ressources culturelles et identitaires pour ces descendants de migrants portugais, jeunes d'« origine » portugaise, ou « luso-descendants ».

L'enquête : *Les variations de l'identité : étude de l'évolution de l'identité culturelle des enfants d'émigrés portugais en France et au Portugal*, dirigée par Michel Oriol dans les années 1980[577], avait montré la très grande dispersion des choix identitaires au sein de la « deuxième génération », conditionnés par « d'inégales propensions à s'identifier aux images parentales » : un petit groupe (5 %) envisageait de rentrer au Portugal et 20 % déclaraient vouloir abandonner leur « identité d'origine ». Une autre conclusion montrait que l'« importance de la dimension personnelle dans les choix existentiels » allait à l'encontre d'une « vision commune qui consiste à penser que les groupes définissent collectivement ce qu'ils sont collectivement » (ORIOL, 1995 : 23). Que signifie vouloir abandonner ou garder l'« identité d'origine » ? De quelle « origine » est-il question, comment la définit-on ? L'idée d'« origine portugaise » et celle de « luso-descendance » fondent-elles une seule et même appartenance ?

7.1. Choix de la nationalité et appartenance nationale

[577] ORIOL (dir.), (1984), (1988).

Acquérir ou non la nationalité française à sa majorité, garder ou non la nationalité portugaise héritée des parents, telle est la situation à laquelle se trouve confrontés les enfants d'étrangers en France[578]. L'acquisition ou la « naturalisation » constitue-t-elle un évènement, un choix déterminant ?[579] Ces processus engagent des intérêts « complexes [qui] ne relèvent pas nécessairement d'un registre homogène » : « Ils sont davantage matériels pour les uns, symboliques pour d'autres, implicites, explicites, etc. Ils ne relèvent pas toujours de préoccupations purement rationnelles » (CHATTOU et BELBAH, 2002 : 140-141). Poser à un individu la question de sa nationalité, le conduit à produire un discours identitaire venant argumenter ses « choix »[580], permettant de mettre en relation nationalité juridique d'une part et sentiment d'appartenance nationale d'autre part[581]. Bien sûr, il n'est pas pertinent de séparer l'appartenance nationale des autres sentiments d'appartenance, ces derniers seront occasionnellement convoqués pour compléter l'analyse.

Les parents de mes informateurs sont tous de nationalité portugaise, à l'exception du père de Séverine, naturalisé français avec ses propres parents à la fin des années 1960. Cette situation illustre le faible taux de naturalisation observé chez les Portugais de France[582]. En vertu du « droit du sang » qui fonde, en grande partie, la nationalité portugaise, tous, à l'exception de Séverine, sont de nationalité portugaise à leur naissance, pour peu que leurs parents aient enregistré leur naissance à l'état civil portugais, auprès des autorités consulaires présentes sur l'ensemble du territoire

[578] « La nationalité définit le lien juridique d'appartenance d'un individu à un État. Pour l'attribuer, les États utilisent quatre critères principaux, signes de ce lien potentiel : le lieu de naissance […] ; le lien de filiation […] ; la situation matrimoniale […] ; la résidence passée, présente ou future […]. Ensuite, des modes d'attribution mettent en jeu principalement la volonté propre de chaque État et, le cas échéant, si l'État en décide ainsi, la volonté des individus. » (WEIL, 1999 : 55)

[579] On parle d'acquisition pour les individus nés sur le territoire national et de naturalisation pour ceux nés en dehors du territoire, qui ne peuvent prétendre à l'acquisition par le « droit du sol ».

[580] Plusieurs années après cet épisode biographique, compte tenu l'âge des informateurs.

[581] Le *nation-ness* des anglo-saxons (ANDERSON (1996 [1983]), traduit par « nationité » (NEVEU, 1993 : 70), le terme nationalité revoyant à la nationalité juridique.

[582] 20% des Portugais étaient naturalisés en 1999, contre 70% des immigrés d'origine du sud-est asiatique et de Pologne, 55% des Italiens, 27% des Algériens, et 5% des Turcs (SIMON, 2003 : 1995). L'« évolution paradoxale » (dans l'optique assimilationniste) de la proportion des naturalisés d'origine portugaise, augmentation entre les milieux des années 1960 et 1980 puis régression, serait une « conséquence de l'entrée du Portugal au sein de la Communauté européenne » (NOIRIEL, 2002 : 23).

français[583]. En plus de la nationalité portugaise, la majorité des informateurs possède la nationalité française acquise à dix-huit ans en vertu du « droit du sol » français.

Pour ce qui concerne le principe de la dite « double nationalité », la loi portugaise, en vigueur depuis 1981, établit qu'un Portugais qui acquiert une autre nationalité, ne perd pas la nationalité portugaise pour autant. Cette évolution du droit, qui a instauré « une véritable loi du retour » (POINARD, 1988 : 198), s'inscrit dans un ensemble de mesures prises dans les années 1980 qui visent à réinscrire les émigrants et leurs descendants dans la communauté nationale, dont ils constituent la partie « déterritorialisée » (désignée sous le vocable « communautés portugaises »)[584]. En France, le code de la nationalité a évolué en 1993, selon l'idée « qu'il vaut mieux encourager l'unité de la nationalité au sein d'une même famille, quitte à étendre cette notion d'une manière large : il ne s'agit plus comme autrefois de rattacher une famille à un seul État, mais de faire dépendre tous ses membres des mêmes États » (BARRIERE, 1996 : 200-201). Pour Patrick Weil, qui note la « traditionnel indifférence de la France au phénomène de la double nationalité », celle-ci « a probablement contribué à l'intégration sans heurts de nombreux immigrés, car la nationalité d'origine qui ne se pratique pas se perd rapidement avec la succession des générations » (WEIL, 2004 : 387 ; 389)[585] :

> « Dans le modèle d'appartenance nationale caractéristique de l'État-nation, les différents types de liens – affectif, politique, identitaire et culturel – sont imbriqués. La nation se définit comme le pays dans lequel on habite, qu'on chérit, dont on possède la nationalité, dont on partage les valeurs, auquel on s'identifie et dont on est citoyen. […] Les migrations et la possibilité concomitante de bénéficier de la double nationalité ont troublé ce bel ordonnancement. En effet, si l'on se réfère à ce modèle théorique, un

[583] Jusqu'en 1981, une place dominante revenait au *jus soli* dans le droit portugais de la nationalité, en accord avec la conception impériale de l'État portugais et l'absence, jusqu'à la moitié du XXe siècle, de la problématique de l'intégration d'une population immigrée. Le *jus sanguinis* permettait le maintien dans la communauté nationale des enfants des Portugais émigrés : le *jus sanguinis* servant d'ailleurs spécifiquement ce but (MOURA RAMOS, 1999 : 222).

[584] Comme a pu aussi le faire l'Algérie : « L'État algérien tenait depuis toujours un discours traditionnel sur le retour de ses ressortissants 'provisoirement' installés en France. Devant le constat de leur installation définitive, il envisage l'utilisation de la communauté algérienne en France dans une stratégie de lobbying communautaire, à l'américaine : dans cette optique, la double nationalité n'est plus un inconvénient mais un outil que l'on croit adapté » (WEIL, 2004 : 255).

[585] « À *contrario*, l'exigence de renonciation pratiquée par l'Allemagne contribue à maintenir en alerte et en éveil des identifications souvent artificielles ou imaginaires » (*idem*). À propos des Portugais d'Allemagne : voir KLIMT, 2000.

individu ne peut avoir qu'une patrie, comme l'ont rappelé les membres de la Commission de la nationalité. Ce qui ne l'empêche pas d'entretenir des liens affectifs forts avec un autre pays. La double nationalité est donc une tolérance, qui vise à permettre une transition en douceur d'un ensemble national à un autre, en évitant un trop fort sentiment de rupture. Il serait difficile au nouveau naturalisé d'abandonner son ancien statut national, quelle que soit sa loyauté à l'égard de son pays d'adoption, car la nationalité est le mode d'expression privilégié du lien entretenu avec un pays. Simple survivance, l'ancien statut traduirait une fidélité sentimentale : il ne saurait y avoir de double lien politique, ni de double identification. » (RIBERT, 2006 : 215)

Ces conclusions seront questionnées à la lumière de la politique des communautés portugaises et des pratiques de la luso-descendance : qu'est-ce que pratiquer une nationalité ? Pour les enfants de migrants portugais, de nationalité portugaise par « le sang », l'acquisition la nationalité française à leur majorité n'implique pas obligatoirement une rupture du « lien » avec le pays d'origine, mais de quelle nature est ce lien ? [586]

7.1.1. Les Français d'origine portugaise

Les droits français et portugais de la nationalité donnent la possibilité aux enfants de migrants portugais d'avoir les deux nationalités, l'une héritée, l'autre acquise de droit à dix-huit ans. La question se pose de savoir si la bi-nationalité[587] résulte d'un choix et, si oui, que s'agit-il de choisir ou de ne pas choisir?

Parmi la majorité des individus nés en France et ayant acquis la nationalité française, aucun ne l'a fait ni de manière anticipée à partir de treize ans comme la loi le leur permettait (avant 1993), ni en rejetant la nationalité portugaise : « l'acquisition de la nationalité française et la conservation de la nationalité d'origine constituent des normes sociales […] » chez les descendants de migrants en France (RIBERT, *ibid.* : 113).

[586] En 1999, 56 % des enfants d'immigrés portugais âgés entre vingt et vingt-neuf ans avaient uniquement la nationalité portugaise, les 44 % restant étant des binationaux (PORTUGAL BRANCO, 2001). L'importance numérique des mononationaux, que ne reflète pas cette recherche, bien que liée au faible taux de naturalisation, s'explique aussi par le calendrier migratoire : le nombre élevé d'enfants encore nés au Portugal et arrivés dans le cadre du regroupement familial jusqu'au milieu des années 1970.

[587] Je parle de bi-nationalité et non de double nationalité, car il n'existe pas de convention bilatérale sur cette question : les Français (par naturalisation) dont l'ancienne nationalité était portugaise sont exclusivement Français au regard de la loi française et demeurent exclusivement Portugais au regard de la loi portugaise.

Avant cette procédure administrative, vécue le plus souvent de manière individuelle, en solitaire - « comme un évènement à la fois déterminant et évident, presque banal, pour lequel on n'a pas de souvenir » (LECLERC-OLIVE, 2008 : 45) - tous ont eu, durant leur enfance et leur adolescence, pour seul titre d'identité un passeport portugais dont ils se souviennent avoir fait largement usage lors des nombreux voyages au Portugal. Une fois la nationalité française acquise, certains continuent à voyager avec leurs documents portugais, d'autres préfèrent utiliser leurs documents français : ces pratiques, loin d'être anecdotiques[588], renvoient à la complexité des rapports entre les « identités instituées » et « le sentiment de soi » (FINE, 2008).

Edouard s'est aperçu qu'il n'avait pas la nationalité française lorsqu'il a entrepris des démarches pour faire son service militaire en France : « *Jusques là, je me suis toujours considéré juridiquement comme Français et Portugais dans ma tête, lié à mes origines. Mais bon, tu es Français quand tu es né en France !* »[589]. Comme la majorité des autres informateurs nés en France, Edouard a intériorisé le principe égalitaire du droit du sol qui fonde la/sa nationalité française. Son acquisition, de droit, constitue un acte à la fois déterminant de reconnaissance du fait d'être pleinement français et une formalité administrative : c'est le devenir « *juridiquement* » alors qu'on l'est déjà…

> *« Si nous n'avions pas obtenu la nationalité française ça aurait été bizarre. C'est comme si nous n'avions pas eu de pays, même si on sent quand même portugaises* […] *Là-bas on se sent français, ici on est portugais, français et portugais. »* (Sonia)[590]

> *« À dix-huit ans je voulais être Française avant tout, mais aussi être Portugaise… »* (Anna)

> *« Un soulagement parce que je suis née en France. »* (Sylvia)

---

[588] Même si dans le cadre de l'Union européenne, la libre circulation des ressortissants des États membres et surtout l'Accord de Schengen dont la France et le Portugal sont signataires, abolissent en pratique les frontières nationales et, donc, les procédures de contrôle d'identité.

[589] Edouard, né en France en 1978, atteint la majorité à la période de remise en cause du principe d'automaticité de l'acquisition de la nationalité française : en 1993 la loi dite Méhaignerie imposait une procédure de manifestation de volonté. En vigueur du 1er janvier 1994 au 1er septembre 1998, et concernant les enfants nés en France après le 1er janvier 1976, cette loi imposait aux jeunes nés en France de parents étrangers nés à l'étranger de manifester, entre seize et vingt-et-un ans, leur volonté d'être français. Ils ne pouvaient plus choisir d'être français avant l'âge de seize ans. Cette disposition a été supprimée par la loi dite Guigou de 1998. Une procédure qui permettait de répondre, pour ses défenseurs, à l'exigence d'« un passage conscient et organisé d'un ensemble national vers un autre » Commission de la nationalité, cité par RIBERT (2006 : 133). Pour une analyse historique de l'évolution du droit de la nationalité voir WEIL (2004).

[590] Elle s'exprime aussi au nom de sa sœur Paula.

Evelyne Ribert évoque la confusion courante entre la nationalité et l'« origine ». Est-ce réellement une confusion, ou un choix hiérarchique entre une nationalité complète (sentiment d'appartenance nationale ; titres d'identité ; exercice de la citoyenneté) et une nationalité-origine ? Comme Edouard et, de manière plus implicite Sonia, Sylvia hiérarchise ses deux « nationalités » puisqu'elle se dit « *d'origine portugaise* » :

> « *Je ne suis pas née là-bas, je ne me sens pas le droit de revendiquer ma nationalité portugaise. Un jeune qui dit : - Je suis un vrai Portugais, alors qu'il ne connait pas la musique, le cinéma, les auteurs, il ne vote pas et ne connait même pas les partis politiques…c'est pour ça que ne me sens pas le droit de dire… de revendiquer ma nationalité.* » (Sylvia)

Qu'est-ce que « *revendiquer* » une nationalité ? Est-ce pouvoir dire qu'on se sent appartenir et que l'on participe, de plein droit, à un destin national ? Le discours de Sylvia illustre la différence entre se sentir un « *vrai* » Portugais ou se sentir relié, de manière plus distanciée, à un destin national reçu en héritage. On peut d'ailleurs penser que la relégation de la nationalité d'origine au seul statut d'origine est en partie liée à l'expérience vécue au Portugal, celle du regard distinctif porté par ces « autres » nationaux, les portugais locaux, sur leurs compatriotes par le droit, devenus « os *émigrantes* » (les émigrants), « *os franceses* » (les français) par l'histoire non partagée[591].

Ces individus se revendiquent-ils pour autant Français ? La nationalité et le sentiment d'appartenance nationale français semblent renvoyer à un statut connu et une appartenance reconnue, ne posant pas problème. Comme l'observe Évelyne Ribert : « par-delà l'éventuelle dualité de leur identité [nationale], sa pluralité même, ils n'en sont pas moins pleinement français : aussi français que les 'Français de naissance' » (*ibid* : 159), mais « à condition que l'expérience du racisme ne soit pas venue […] opposer un démenti cinglant ». Plusieurs informateurs racontent l'expérience du racisme qu'ils ont vécu au cours de leur enfance, dans les rapports de voisinage, comme Sonia par exemple, mais ce vécu qui relève d'une expérience sociale de la différence, ne semble pas remettre en question, dans la majorité des cas, le sentiment d'être français,

[591] Voir *supra* : chapitre 6.

contrairement à l'expérience de rejet vécue au Portugal qui apparait comme étant beaucoup plus traumatisante. Edouard qui aujourd'hui dit se « sentir français » raconte :

> *« À l'école je me suis toujours identifié comme Portugais par opposition aux autres qui étaient plus riches. Au collège, tu sens quand même une différence sociale, où j'étais c'était gratiné : enfants d'ingénieurs, d'écrivains… Donc, je me sentais Portugais par antithèse à eux.* […] *Je suis Français, fils de Portugais, né en France ».*

Plusieurs individus expliquent aussi se considérer « *autant française que portugaise* » (Sandrine)[592]. Mais ne s'agit-il pas dans ce cas du type d'identification nationale que le sociologue Jorge de La Barre appelle « par défaut » - Ribert parle d'« incomplétude » - de ceux qui déclarent « se sentir Français et Portugais à la fois, dans la mesure où ils ne se sentaient ni complètement Français ni complètement Portugais » (LA BARRE, 2006 : 7) ? On peut aussi voir cette position comme relevant de la « liminalité » (TURNER 1990) – un état marginal, empreint d'ambiguïté -, permettant à chacun de gérer tant bien que mal le passage d'une appartenance à une autre, un passage vécu comme culpabilisant lorsqu'il prend le sens d'une trahison vis-à-vis des ascendants (quand bien même *ego* garde les deux appartenances)[593].

> *« Être enfant d'immigrés portugais, c'est quelque chose de fantastique : on connaît deux cultures, deux façons de vivre, mais c'est difficile car on est ni l'un ni l'autre, c'est difficile de savoir ce que l'on est. J'aime les deux pays, deux grands pays par leur histoire : d'explorateurs et d'aventuriers [le Portugal], en France, le Siècle des Lumières, la liberté de l'homme et l'égalité des races, Lisbonne, ville de patrimoine culturel, de centres commerciaux… Si j'avais à choisir, je choisirais la France, je m'en sens plus proche même si le Portugal est une partie de moi. »* (Luzia)

Il est généralement difficile de tirer, à partir de ce type de discours, des conclusions en matière de sentiment d'appartenance nationale. Parler d'« amour » pour un pays est-ce parler de nation, de nationalité, ou d'identification nationale ? Le glissement du national vers le culturel, dans la formulation de Luzia comme celle de Sylvia, rejoint l'observation que fait de La Barre : « la fierté d'avoir une double culture

[592] Il est intéressent de noter que Sandrine, ayant acquis la nationalité française à dix-huit ans, ignore qu'elle possède toujours la nationalité portugaise. Cette méconnaissance du statut national est relativement fréquente chez les jeunes dont les parents sont étrangers, et montre que « l'origine prime », mais aussi que la nationalité n'engage pas toujours le sentiment d'appartenance nationale (RIBERT, 2006).
[593] Voir aussi HAMOUMOU (1986).

était mise en avant dans l'identification en tant que Français et Portugais » (LA BARRE, *ibid.* : 7).

Est-ce à dire, comme Ribert et d'autres chercheurs l'ont montré[594], l'appartenance nationale occupe peu de place dans l'identification de ces individus, qu'elle correspondrait à une simple illustration de la remise en question du « modèle d'appartenance nationale », sans être spécifique aux jeunes nés de parents étrangers, mais plus facilement observable chez eux, parce qu'ils ont à se prononcer sur cette question ? Comme certains auteurs l'observent dans le cas de la double nationalité franco-marocaine : « Acquérir la nationalité française et devenir français, n'occulte pas ses appartenances, mais vient s'insérer parmi elles selon des modalités propres à chaque expériences et participe ainsi à la 'fabrication' d'une identité » (CHATTOU et BELBAH, 2002 : 142). Pour ces enfants d'étrangers, la question centrale semble s'articuler autour du droit à être semblable, qui fonde la reconnaissance officielle du pays où ils sont nés, mais aussi dans le pays où ils vivent (de manière plus ou moins continue, selon les individus), tout en gardant, ou pour le moins sans avoir à renier, leur singularité que constitue l'« origine » nationale et/ou culturelle.

La bi-nationalité présente l'intérêt de ne pas contraindre l'individu à choisir (pour ceux du moins qui savent qu'en acquérant la nationalité française, ils ne perdent pas la portugaise): « *Je suis les deux* […] *Je n'ai pas envie d'oublier d'où je viens* » (Rosa). Cette double affiliation ne correspond par ailleurs pas à un seul type d'identification (nationale ou/et autre) qui serait la double appartenance (nationale ou/et autre), mais à des identifications diverses et surtout évolutives, au cours de la vie. Sylvia a elle aussi acquis la nationalité française à sa majorité, mais croyait avoir fait ce choix au détriment de la nationalité portugaise. Or, selon l'âge et les expériences vécues, le sentiment d'appartenance évolue :

> *« J'ai fait la démarche pour avoir mes papiers portugais l'an dernier [24 ans] : j'ai la bi-nationalité[595]. Cette deuxième démarche était importante. Je me sentais portugaise. Je ne sais pas comment l'expliquer, un changement s'est opéré : j'étais française mais j'ai commencé à développer beaucoup de liens avec le Portugal […] Maintenant je suis portugaise parce ce que j'en ai fait le choix. »* (Sylvia)

[594] Voir aussi Des ROBERT-HELLUY (2007).
[595] Sylvia qui travaille dans le monde associatif portugais connaît la distinction entre double nationalité et bi-nationalité.

L'expérience de Sylvia montre que l'acquisition de la nationalité française a été déterminante : « *un soulagement* ». Elle a en ensuite rendu ensuite possible le « *choix* » de la nationalité portugaise. Ce choix est symbolisé par le fait d'avoir elle-même demandé des titres d'identité portugaise[596]. Sylvia a vécu cette démarche comme une réappropriation, alors que, du point de vue administratif, elle n'a jamais perdu la nationalité portugaise. Cette réappropriation résulte d'une expérience intime, personnelle, avec le pays d'origine.

Il est d'ailleurs intéressant de s'arrêter sur l'expérience vécue par Sylvia, qui lui a permis de construire un nouveau rapport avec le Portugal. Elle a été élevée avec des enfants français d'origine que gardait sa mère, intendante dans une famille bourgeoise de Neuilly-sur-Marne (région parisienne). La famille de Sylvia n'avait pas de lien avec la vie associative portugaise pourtant importante dans la région et les liens avec le lieu d'origine, au Portugal, étaient également distendus (mère orpheline et problèmes familiaux côté paternel).

> *« Comme les gens d'origine portugaise, il y a eu un moment où je me cherchais, un moment très difficile à vivre parce que je n'étais pas française et je n'étais pas portugaise. Il y a eu les moqueries et tout ça sur les Portugais. Quand je regarde en arrière, je vois bien qu'il y a eu une phase où j'ai eu beaucoup de mal à accepter d'être portugaise. »* (Sylvia)

C'est à l'université, en se faisant des amis « *d'origine portugaise* », en découvrant une image plus « *moderne* » d'un pays plus « *ouvert* » – et non « *plus seulement un petit pays d'arriérés* » - que Sylvia a commencé à développer ses connaissances sur le Portugal (apprentissage de la langue) et « *revendiquer [ses] origines, à les valoriser* » : « *j'ai commencé à me reconnaître dans beaucoup de choses, dans la culture, la littérature, j'ai eu envie de faire quelque chose avec le Portugal et à ce moment là, j'ai intégré ça au niveau professionnel* ». Diplômée d'un DESS de sociologie de consultant culturel, Sylvia a travaillé comme animatrice culturelle pour une des deux grandes fédérations nationales d'associations portugaises de France. Elle se dit fière d'être

> *« promoteur de la culture portugaise […] Je voulais faire quelque chose pour le Portugal à mon niveau, ici en France, créer une passerelle entre les deux cultures. J'ai*

[596] Demande d'une carte d'identité et d'un passeport auprès d'un consulat portugais : il s'agit en fait d'une simple demande d'émission des titres d'identité, l'appartenance ayant été continue.

vraiment une double culture et ce qui m'intéresse c'est de voir ce que l'une peut apporter à l'autres et vice-versa : c'est imbriqué ».

Ce positionnement semble définir pour elle le fait « *d'être portugaise* » (qu'elle distingue de la citoyenneté, qu'elle ne pratique pas en votant). Bien qu'elle se sente « *très parisienne* », elle envisage éventuellement d'aller vivre et travailler au Portugal, où sa sœur aînée vit déjà – « *elle est partie avec un diplôme de vente* [BTS], *elle a trouvé un job payé 60 % du SMIC*[597]*, elle a galéré, mais elle a trouvé un copain….* » -, notamment si elle y rencontre elle aussi un conjoint[598].

Partie vivre au Portugal à l'âge de vingt ans pour y poursuivre ses études universitaires à la faculté de lettres de Porto, après un « *échec* » en France, Rita raconte : « *Moi je me sens portugaise* […] *En France je suis portugaise même si j'ai les deux nationalités et au Portugal quand un Portugais dit :* - Rita é francesa [Rita est Française], *je n'accepte pas, je ne me suis jamais sentie française* ». Ce n'est pas la France qu'elle rejette, mais les Portugais de France auxquels elle ne souhaite pas être identifiée[599]. Rita précise : « *L'image traditionnelle du Portugal est une image qui ne correspond plus à la réalité. Le pays a évolué mais pas les Portugais de France. Nous on a évolué, et eux non !* ». Elle donne pour exemple le peu de liberté qu'ont les jeunes femmes portugaises en France.

L'identification nationale portugaise passe ici par un nécessaire rejet de l'identité d'émigrant ou fils d'émigrant (*o francês*). À l'inverse, le rejet ressenti de la part des nationaux portugais peut conduire au rejet de l'identification nationale portugaise[600], à l'instar d'Anna qui a passé deux années à l'université au Portugal : « *Je suis française, mais pour en arriver là j'ai vécu deux ans au Portugal et qui raconte : j'ai galéré, c'était un choc ».* Ce témoignage rejoint celui de Linda partie poursuivre ses études au Portugal à l'âge de 25 ans :

> *« on a une mauvaise image au Portugal […] les démarches universitaires ont été compliquées : c'est irracontable… Je ne suis pas Portugaise, si on me demande je dis que*

[597] Salaire minimum.
[598] L'expérience intime qu'elle a faite avec le Portugal, au moment de son entrée à l'université, s'est aussi traduite par une relation amoureuse avec un jeune portugais de « *là-bas* ».
[599] Il est intéressant de voir comment Fernando, parce qu'il est né au Portugal, s'imagine être épargné par la distinction : « *ceux nés ici sont Français là-bas et ici Portugais. Moi je suis Portugais ici et là-bas puisque je ne suis pas né en France*. ».
[600] Sans qu'il y ait pour autant un renoncement à la bi-nationalité.

je suis Française ! […] en arrivant ici je me suis rendue compte que je n'avais pas vraiment de culture portugaise […] nous on a évolué pas eux ».

Un discours a l'opposé de celui de Rita[601], dont il est intéressant d'observer que contrairement à sa collègue, elle est très attachée au village de sa mère. Je leur demande de m'expliquer cette différence entre elles :

- Linda : « Je crois que c'est à l'école [en France] J'ai commencé à aimer et comprendre l'histoire : la Seconde Guerre mondiale, etc. Un sentiment patriotique est né. Mon frère est politisé. Nous on votait. J'aime bien savoir, prendre parti…entre la droite et la gauche, il n'y a pas beaucoup de différence […] Je vote au Portugal mais avant mon arrivée je ne m'y intéressais pas […] Je m'intéresse à ce qui se passe en France par le biais de TV5. Je me sens Française car je me suis toujours intéressée à la politique, à l'école j'ai toujours adoré l'histoire…

- Rita : « Il y a des Portugais qui mettent de côté leur origine, moi c'était le contraire. Moi et la politique ça fait deux… »[602].

Le rejet de l'identification comme Portugais, observé chez Linda ou Anna qui s'explique, comme plusieurs situations précédemment analysées l'ont déjà montré, moins par un choix d'appartenance à la France, vécu comme exclusif, que par le regard excluant des Portugais « locaux »[603]. Comme le résume Manuel : « *On est devenu Français par la force des choses* ». Or le drame pour lui, c'est de n'être ni « *un Français de souche* », et de ce fait se sentir moins valorisé en France, voire discriminé, ni un « vrai » Portugais, malgré la construction d'un récit familiale légitimateur (quête de noblesse). Le discours et les pratiques de distinction qu'il adopte vis-à-vis des fils d'émigrants au Portugal constituent un autre moyen d'autolégitimation.

Le rapport entre nationalité et sentiment d'appartenance nationale n'est pas univoque et il l'est encore moins quant il s'agit de bi-nationalité. La bi-nationalité donne l'idée - rassurante pour ces enfants de migrants - du caractère non définitif de certains choix de vie, comme celui du lieu de résidence. Ces choix peuvent ainsi évoluer

[601] La similitude des sujets abordés s'explique par le fait que l'entretien a été collectif. Une prise de position de l'une engendrant une prise de position de l'autre, souvent dans le sens d'une opposition revendiquée.

[602] Rita établit en lien entre le fait d'être Portugais et de ne pas faire de la politique, une idée qui reste encore répandue dans la migration et héritée de la dictature.

[603] La même situation est décrite à propos de jeunes Français d'origine marocaine ou franco-marocain ; voir RIBERT (2006).

en fonction des contextes socio-économiques et des situations personnelles (choix du conjoint) ou familiales (retour des parents) : « *même si elle ne m'apporte rien… c'est au cas où je ne me plaise plus ici* », explique Rita à propos du renouvellement de sa carte d'identité française (alors qu'elle vit au Portugal). Contrairement aux autres individus nés en France et partis vivre au Portugal avant leur majorité (Sabine, Delphine) et ne possédant donc que la nationalité portugaise, Jennifer, arrivée au Portugal à 11 ans (1990) dans le cadre d'un retour familial, possède elle aussi les deux nationalités : « *Ma mère a tout fait pour qu'on ait la double nationalité. C'est une chance, ça nous donne la possibilité d'aller travailler en France* » (Jennifer) ; « *Avoir une carte d'identité française et une carte d'identité portugaise c'était la liberté !* », explique aussi Anna. Un argument pratique qui peut paraître peu fondé, dans la mesure où dans le cadre de l'Union européenne, les ressortissants des États membres, français comme portugais, peuvent circuler et s'établir librement et, de plus en plus, accéder aux emplois de la fonction publique. On le voit, cette bi-nationalité engendre des jeux individuels complexes concernant aussi les titres d'identité, qu'ils soient français ou portugais : « *Je suis franco-portugais, j'ai aussi une carte d'identité portugaise* » (Deolindo), des jeux et des enjeux qui reflètent dans certains cas l'histoire des parents, nombreux à avoir émigré clandestinement et pour qui avoir des papiers a été une valeur ajoutée inestimable.

Enfin, si la bi-nationalité concerne en grande partie des individus nés en France, deux informateurs sont français par naturalisation (Helder et Nuno), et un autre avait entamé cette procédure au moment de l'enquête (Gina). Dans ces trois cas, l'acquisition de la nationalité française par naturalisation n'a pas, là encore, conduit ni à la perte de la nationalité portugaise ni de l'identification nationale. Dans le cas de Helder, arrivé à l'âge de 4 ans dans le cadre d'un regroupement familial, il s'agit d'une procédure de naturalisation demandée à l'âge de seize ans, sous une forte recommandation paternelle. Son parcours scolaire et celui de son frère, dans un lycée international de grand prestige, montre le fort investissement des parents (du père, en l'occurrence) pour l'intégration de ses enfants en France : attachement à la réussite scolaire et intérêt marqué pour l'accès à la fonction publique. Mais ces investissements vont de pair avec un fort attachement au

pays d'origine à travers l'apprentissage du portugais et la forte implication dans une association portugaise.

Nuno, arrivé en France en très bas âge, raconte avoir demandé sa naturalisation pour ne pas avoir à remplir ses obligations militaires au Portugal et parce qu'il se « *sent Français* » : « *je suis attaché au Portugal mais parle mal la langue, seulement avec mes parents, avec d'autres personnes ce n'est même pas concevable* ». S'agissant de la France, il semble bien exister un lien entre nationalité juridique et sentiment d'appartenance, contrairement aux référents portugais. Il est intéressant d'observer que Nuno se réfère à une identité essentialisée, liée au « caractère national » portugais : « *Je suis ouvert sur le monde* […] c*'est l'universalisme des Portugais. Ils se sont expatriés dans le monde entier* […] C*'est un sentiment, ce n'est pas le fait d'un apprentissage, mais vraiment quelque chose d'intérieur, de profond, d'inné.* »[604]

Quant à Gina, arrivée elle aussi en France quelques mois après sa naissance, elle vient d'entamer une procédure d'acquisition de la nationalité française par naturalisation, suite à une expérience douloureuse au Portugal (proche des récits d'Anna, Manuel, Linda). Après son baccalauréat, elle est partie suivre des études supérieures à Lisbonne. Elle aussi raconte :

> *« Ils [les Portugais] refusent les fils d'émigrants. C'est dur car on le porte sur nous, on en peut pas se dire française, c'est difficile, et pas se dire portugaise comme eux […] En France j'ai eu des problèmes [« le mépris de mes camarades envers mon milieu d'origine »] mais je n'ai jamais ressenti ce que j'ai ressenti au Portugal : je me sens mieux ici alors que je suis née au Portugal ! Je suis même prête à perdre la nationalité portugaise mais c'est mieux de garder les deux. »* (Gina)

7.1.2. Les Portugais

Treize informateurs possèdent uniquement la nationalité portugaise. La majorité d'entre eux est née au Portugal et n'a pas demandé la naturalisation (au contraire de Gina, Helder et Nuno). Bien que nés en France, Sabine, Delphine, Lionel sont aussi mono-nationaux portugais car ils sont rentrés au Portugal avant leur majorité. Le cas de Lionel est particulier dans la mesure où, contrairement à Sabine et à Delphine, ses

[604] Sur la question du « caractère national » portugais analysée à travers l'idée de *saudade* : voir LEAL (1999).

parents ont décidé de revenir en France après douze années passées au Portugal (1978-1990), lorsque Lionel avait quinze ans. Une fois la majorité atteinte, il ne remplissait pas les conditions exigées pour l'acquisition de la nationalité française[605]. Il est intéressant d'observer que pour lui qui a fait l'expérience d'une double migration (enfant puis adolescent, dans le sens France-Portugal-France) et qui n'a pas eu de choix en matière de nationalité, c'est le sentiment d'« être européen » qui s'exprime en premier lieu : « *Avant tout je suis européen, puis franco-portugais ou luso-français* ». S'il défend *« l'identité lusophone »,* jamais il ne s'identifie comme seulement portugais. L'« identité européenne » permet ainsi de dépasser le dilemme identitaire que représente la « double culture » :

> « Par contraste au rapport à l'identification nationale, l'identification supranationale est caractérisée quant à elle par une dimension de dépassement […] l'attachement à l'Europe coexiste avec les identifications française et portugaise dont il est le prolongement. Le recours à l'Europe apparaît comme une possibilité nouvelle de conjuguer deux formes de références nationales dont l'articulation, entre socialisation et origines, est parfois complexe. Telle est, semble-t-il, la signification particulière de l'identification en tant qu'Européen de la part de jeunes pour qui l'identification en tant que Français et Portugais reste toutefois centrale. » (LA BARRE, 2006 : 14)

Concernant les individus nés au Portugal, même parmi ceux arrivés très jeunes en France, à l'exception de Nuno et de Helder, tous possèdent uniquement la nationalité portugaise et se disent être uniquement « *portugais* » :

> *« Je me suis toujours considéré comme Portugais […] Le Portugal c'est là d'où je viens, j'y suis attaché, c'est le point zéro, c'est là où je reviendrai, peu importe quand. »* (Saúl)

> *« Je suis Portugais. Au travail mes amis sont portugais. Je n'ai pas voulu de la nationalité française, je suis né là-bas. »* (Fernando)

Il est intéressant de remarquer que, pour ce qui concerne le rapport entre nationalité et sentiment d'appartenance nationale, que les mono-nationaux ne se revendiquent jamais à la fois Portugais et Français, en adoptant par exemple une hiérarchisation : Français de « cœur », de culture. On observe pourtant ce type de

[605] Résidence continue en France au cours des 5 années précédant la majorité.

discours chez des individus plus âgés, comme par exemple des élus municipaux qui s'identifient aux valeurs de la République française (ils sont de nationalité portugaise, citoyens européens et élus de la République française[606]).

Parmi les mono-nationaux portugais, quelques individus sont aussi nés en France et ont refusé leur droit à la nationalité française. Dans les trois cas il s'agit de jeunes hommes et le choix est lié aux obligations militaires, situation très largement répandue chez les garçons nés de parents étrangers[607]. Pour Vítor et Denis, il s'agissait de contourner les obligations militaires afin de ne pas retarder leur entrée sur le marché du travail (l'un et l'autre sont titulaires d'un BTS de commerce et travaillent comme employé de banque et dans la téléphonie). Or selon eux, avoir la seule nationalité portugaise permettait d'échapper aux obligations militaires françaises, en étant comptabilisés dans le contingent « émigrant » (en s'acquittant d'une amende). Il est intéressant de comparer cette stratégie à celle de Michel, binational et ingénieur, qui, à l'inverse, a eu recours à la nationalité française pour faire son service militaire dans le cadre d'une coopération (d'une durée de seize mois) dans une entreprise française à Lisbonne. Après cette expérience positive, il est retourné vivre définitivement au Portugal.

> *« Je me sens plus Portugais que Français, même si je suis né en France et que j'y ai fait des études. Je me sens plus Portugais… Mes parents sont Portugais et quand je regarde, la majorité de mes amis c'est des Portugais, même si j'ai des amis Français, Marocains etc. »* (Michel)

Au premier argument, d'ordre pratique, avancé par Vítor, vient s'ajouter un second qui montre que, malgré l'existence de la bi-nationalité, l'acquisition de la nationalité française peut aussi être perçue comme une trahison des origines et donc des parents[608] :

---

[606] Les dispositions du Traité de Maastricht (7 février 1992) accordent le droit aux ressortissants de l'Union Européenne d'être électeurs et éligibles aux élections européennes et aux élections municipales. 83 Portugais élus ont été recensés en France aux élections municipales de 2001, 212 en comptant les Français par acquisition d'origine portugaise (SUZUKI, 2006).

[607] « Dans les conventions internationales, il est généralement admis que le titulaire de plusieurs nationalités ne doit pas cumuler les obligations militaires prévues par les différents États dont il est le ressortissant et qu'il doit effectuer son service militaire dans le pays où il réside. » (BARRIERE, 1996 : 201) Les obligations militaires ont été supprimées en France pour les individus nés après le 31 décembre 1978.

[608] Il s'agit là d'un des arguments avancés par les défenseurs du principe d'« automaticité » au moment du débat sur la réforme de la nationalité française, voir GOSSIAUX (1987).

« J'estime être Portugais, mes parents sont Portugais, c'est pas parce que moi j'ai suivi la culture française…Je suis né en France parce que mes parents sont venus en France, mais s'ils étaient restés au Portugal j'aurais été Portugais. Je n'ai jamais voulu renoncer à mes origines. » (Vítor)

Mais là encore, comme chez certains binationaux, on peut observer un glissement des champs sémantique. Le discours passe de l'appartenance nationale à l'« origine » portugaise : argumenter le choix de la nationalité, c'est parler d'origine et non d'appartenance nationale. À moins que les deux idées ne se confondent. Le positionnement de Paulo, né en France et diplômé d'une grande école de commerce, qui a rejeté violemment la nationalité française, éclaire un peu plus cette problématique de l'origine et du sentiment d'appartenance nationale.

À l'inverse de Nuno, Paulo a fait son service militaire au Portugal pour dit-il :

« Jurer fidélité au Portugal. Le juramento à bandereira [le serment au drapeau] tu ne l'as pas en France, alors que c'est quelque chose de vraiment très fort. En France on ne respecte pas le drapeau français […] On est pas nationaliste, mais on est fier, on est patriotique (sic). Je suis Portugais, je suis un herói do mar [héros de la mer][609] *»* (Paulo).

Ce patriotisme revendiqué et le rejet de l'appartenance nationale française renvoient à un autre rejet : celui qu'il a ressenti toute son enfance, de la part de la société française, sa famille ayant vécu dans des conditions difficiles, en habitant dans des « cités » : « *C'est quand je suis entré dans une grande école de commerce que là, la France voulait bien de moi. Je ne suis pas d'accord !* » Un argument qui ne reflète pas la réalité administrative des faits si l'on considère que, toute scolarité mise à part, Paulo sait qu'il aurait eu le droit d'acquérir la nationalité française à sa majorité. Cet exemple nous renvoie au débat autour de la réforme du droit de la nationalité : si Paulo avait eu le droit d'acquérir la nationalité française dès ses treize ans, comme le permettait la loi avant 1993 et s'il l'avait acquise « automatiquement » (Paulo est né en 1978), aurait-il aujourd'hui le même ressentiment vis-à-vis de la France ? Ce n'est pas certain.

Comme Manuel l'a raconté à propos des entretiens d'embauche, Paulo a lui aussi vécu les concours d'entrée aux grandes écoles de commerce comme des humiliations, quand le jury lui demandait la profession de ses parents : affirmer son origine sociale (son père est « *maçon* », sa mère « *femme de ménage* ») revenait à dire qu'il « *n'a rien à*

[609] Premiers mots de l'hymne national portugais.

faire là ». Un sentiment de révolte qui est lié à l'expérience des inégalités sociales et à une identité assignée. Le paradigme de l'ethnicité permet de comprendre que cette identité assignée ait été retournée par Paulo en identité revendiquée. Il est l'un des seuls informateurs nés en France ayant choisi de renoncer à la nationalité française (pour une raison autre que celle utilitaire, avancée par Vítor et Denis), à être resté vivre dans la ville où il a grandi (Champigny-sur-Marne, banlieue parisienne), a être un diplômé revendiquant, de manière exacerbée, l'identité portugaise - un positionnement plus souvent observé chez des individus non diplômés (LA BARRE, 2001) – et être devenu entrepreneur en France, mais dans le commerce dit ethnique (RAULIN, 2000)[610].

Les ressources identitaires mobilisées par Paulo renvoient à l'hymne et au caractère national, ainsi que l'ancrage dans son lieu d'origine au Portugal et dans le lieu de vie en France. Concernant ce dernier aspect, celui de l'ancrage local, en France, le parcours de Paulo rappelle le « rapport ambivalent » au quartier tel que décrit par LEPOUTRE (1997) : ce quartier les jeunes le détestent et en même temps pensent avoir du mal à le quitter. Or dans le cas des jeunes d'origine portugaise, parler de cet ancrage renvoie soit à évoquer une sociabilité de type communautaire, comme c'est le cas de Paulo, à Champigny-sur-Marne ou encore, de Angelina, à Chelles, deux informateurs qui vivent dans des zones de forte présence de Portugais, en région parisienne, soit à une mise à distance de la sociabilité communautaire perçue comme signe d'enfermement (Edouard en Haute-Normandie ; Gina en Auvergne).

La question se pose, du passage de ce type de revendication identitaire, individuelle, à une pratique collective. En effet, Paulo fait partie des informateurs rencontrés dans l'espace associatif, à l'association Cap Magellan. Quels sont les parcours sociaux et la demande identitaire des autres membres de l'association, en majorité des binationaux ? L'analyse des discours d'appartenance montre que ceux qui possèdent en pratique la bi-nationalité – qui souhaite devenir français tout en restant portugais -, s'ils adoptent des positionnements différents face à l'appartenance

[610] Il s'agit d'une entreprise de prêt-à-porter ayant des points de vente en région parisienne et au Portugal (à Lisbonne ainsi que dans deux villes proches du lieu d'origine), dont la marque, qui véhicule « *l'esprit des navigateurs* », est définie par : « *l'esprit d'aventure* », « *l'esprit d'innovation* », « *la volonté de découvrir les autres et les autres cultures mais aussi de recevoir des autres* », « *la tolérance* » Cette entreprise a bénéficié pour sa création d'une bourse de trois mille euros du programme « Défi jeune » de la Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Paris Ile-de-France.

française, renvoient, de manière générale dans leurs discours, l'appartenance portugaise à l'« origine ». Le problème se posera de savoir ce que représente cette origine pour ces individus et pourquoi certains font le choix de la vivre de manière collective alors que d'autres, non.

7.2. L'« origine portugaise » en question

Dans les années 1980, des chercheurs ont mis en valeur la densité du réseau associatif portugais en France[611] :

> « Le remarquable essor du mouvement associatif portugais en France témoigne non seulement de la vitalité de la communauté portugaise mais aussi de sa capacité à s'organiser dans l'immigration[612] […] Ces comportements démontrent que la vie associative portugaise a dépassé le temps du regroupement de simple défense et d'entraide pour entrer dans une phase de rayonnement où prévaut l'idée que l'on peut et doit affirmer sa place et son origine dans la ville où l'on gagne sa vie. » (HILY et POINARD, 1985 : 25-26)

L'origine affirmée, « l'origine nationale », étant considérée comme « une forme supérieure et englobante de l'expression identitaire » (*ibid* : 26) : l' « identité nationale » vient « se superposer aux identités villageoises », plus usuelles dans les échanges sociaux au Portugal (CORDEIRO, 1997 : 11).

> « L'immigration portugaise en France présente des spécificités uniques : c'est la première fois qu'une population nombreuse provenant d'un pays monoculturel et monolinguistique s'est établie en France. Forte de son identité collective nationale affirmée, cette population a su créer et maintenir de très actifs réseaux d'entraide et de solidarité, qu'ils soient associatifs, familiaux, ou professionnels. Mais peut-on reproduire, d'une génération à l'autre, une identité culturelle "minoritaire", et donc assurer la transmission de cette identité ? » (*idem*)

---

[611] Voir HILY et POINARD (1985) ; ORIOL (dir.) (1984 ; 1988) ; CEDEP (1986) ; CRAVO (1995).

[612] Sur le concept de communauté, ces auteurs s'entendent pour dire « Lorsque les immigrés eux-mêmes invoquent leur 'communauté', il est clair qu'il est difficile de référer leur propos à l'une ou l'autre tradition [anglo-saxonne ou allemande]. En général, ce qu'ils désignent ainsi par opposition sémantique aux Français ou autres groupes immigrés désigne simplement une unité nominale dont aucun dispositif institutionnel déterminé ne précise les limites ni ne montre la cohésion » (HILY et ORIOL, 1991 : 15).

7.2.1. Apprentissage culturel et national

En complémentarité avec le cadre familial et les séjours dans le lieu d'origine au Portugal, l'association portugaise a pu constituer un cadre d'apprentissage culturel et d'échange avec d'autres Portugais et Franco-Portugais. La socialisation dans l'espace associatif a souvent eu comme objectif, pour les parents, l'apprentissage de la langue portugaise aux enfants : la « langue du retour » (VILLANOVA, 1986). L'histoire apprise dans ces cours de langue a constitué une « ressource identitaire » :

> « […] la caractéristique majeure des Portugais est de posséder une Histoire que sept siècles de vie nationale ont structurée, dans des rapports certes difficiles avec sa voisine l'Espagne, mais qui procure aux émigrés un très fort sentiment d'appartenance, et des ressources symboliques d'une exceptionnelle richesse » (ORIOL, 1995 : 22)[613].

À cet apprentissage pouvait s'ajouter une autre activité menée au sein de l'association comme la danse folklorique, activité de loin la plus répandue avec le football. L'expérience associative est aussi une prise de conscience de l'existence d'un « lien communautaire » (HOVANESSIAN, 1992) qui dépasse les liens de parenté et de voisinage et d'un ancrage local en France, les festivals folkloriques et les matchs de football étant organisés à travers un vaste réseau associatif implanté sur l'ensemble du territoire. Ce lien communautaire fondé sur le sentiment d'appartenance nationale - une appartenance spécifique fondée sur l'« origine portugaise », définie par la distance à la fois géographique (la « déterritorialisation ») et culturelle de la nation d'origine -, ainsi que le partage d'une expérience sociale liée à la migration, alimente la nostalgie vis-à-vis du village, de la région et du pays d'origine : les appartenances s'enchevêtrent et s'affirment différemment selon les interactions sociales.

Sur les quarante individus qui ont dû apprendre le portugais en France pour pouvoir être bilingue[614], la très grande majorité a été scolarisée dans l'espace associatif. Au moins une dizaine a néanmoins suivi un enseignement du portugais en milieu scolaire, à l'école publique : cours de « langue d'origine » en primaire, puis langue

---

[613] Voir aussi ORIOL (1985), un article intitulé : « Du navigateur au prolétaires. L'histoire comme ressources identitaire dans la diaspora portugaise ».

[614] Les huit autres sont, soit arrivés en France en parlant déjà la langue (João Paulo, José Manuel, Fernando, Carina, Antonio, Odilia), soit ont vécu suffisamment longtemps au Portugal durant leur adolescence pour la maîtriser (Filipe, Lionel).

vivante au collège et lycée. Il s'agit surtout d'individus ayant vécu à Paris, où l'offre est plus diversifiée (Sabine, Diane, Vítor), ou en province, dans des zones de moindre présence portugaise et donc avec un tissu associatif plus faible (Anna, Dario, Cécilia et son frère, Rita, Edouard). L'exemple d'Edouard montre que malgré l'existence d'une association portugaise dans le lieu de résidence, l'apprentissage du portugais en milieu scolaire est préféré par les parents, en l'occurrence par la mère, justement parce qu'il est intégré à l'apprentissage général et en ce sens légitime, contrairement à un apprentissage en milieu associatif, jugé trop distinctif.

Une quinzaine d'informateurs a suivi des cours de portugais en milieu associatif : il s'agit le plus souvent d'individus ayant grandi dans la périphérie de Paris, de Lyon ou Clermont-Ferrand, où existe un tissu associatif dense, auquel par ailleurs les parents s'identifient, voire participent. Dans ce cas, la présence d'*ego* au sein de l'association ne s'est pas limitée à l'apprentissage de la langue, comme Emilie et Francis, membres du groupe de danse folklorique, qui se sont rencontrés au sein de l'association (Courbevoie La Garenne), Fernando qui joue dans l'équipe de football (Ivry-sur-Seine). Comme Jennifer (Villejuif) et Alice (Saint-Priest), nombreux aussi sont les individus qui ont suivi le catéchisme portugais et fréquenté la messe portugaise : Helder (Carrière-sur-Seine), Sandrine (Houilles), Linda (Compiègne) et aussi Vítor qui a suivi « *le cathé et fait sa première communion à l'église des Batignolles* [17e arrondissement de Paris] *avec un curé de là-bas* [portugais] ». Vítor a par contre appris le portugais dans les cours de langue intégrés au cursus scolaire, comme Cécilia et son frère Nuno, qui appartiennent néanmoins tous les deux à un groupe de folklore (Clermont-Ferrand), ou encore Sonia et sa sœur, membres d'un groupe de danse folklorique, à partir de l'âge de dix ans (association portugaise de Fontenay-sous-Bois), et ayant suivi le catéchisme portugais, sans avoir toutefois fréquenté l'école portugaise :

> *« Ils [parents] ne nous ont jamais forcé à parler le portugais. Nous ne sommes pas bilingues, on comprend tout, mais on a un accent terrible : on sait tout de suite que je ne suis pas née au Portugal. »* (Sonia)

> *« Parler le portugais c'est vraiment un plus. Je n'ai pas honte mais j'aimerais bien parler parfaitement le portugais…pour ça il aurait fallu qu'on aille à l'école portugaise…par contre on a fait le catéchisme portugais. On est croyantes mais pas*

pratiquantes. Notre père nous a obligées : il n'allait jamais à la messe, mais nous obligeait à y aller. » (Paula)

Les parcours montrent qu'il n'y a pas toujours une opposition entre ces lieux d'apprentissage, communautaire *versus* non communautaire. Après leur Confirmation chrétienne, Sonia et Paula ont choisi de poursuivre à l'Aumônerie française, mais il s'agit alors d'un choix et non d'une imposition parentale. Deolindo fréquentait par exemple « *l'école portugaise* » à l'Office des migrants de Créteil[615] - « *j'allais à l'école portugaise le mercredi et samedi au lieu de regarder les dessins animés, ce qui nous mettait hors de nous, mais ça nous a permis de faire du théâtre, de la photographie* ».

Le même principe se vérifie pour les fêtes portugaises et notamment les festivals de folklore :

> *« J'adore le folklore portugais, c'est les fêtes dans lesquelles on allait. C'est aussi quand on va au Portugal, les fêtes organisées pour les émigrants et, de manière générale, les fêtes au Portugal c'est aussi le folklore […] le groupe folklorique qui était à Créteil correspondait à notre région. » (Deolindo)*

Séverine et Didier, issus de couples mixtes franco-portugais, Sonia et sa sœur, ainsi que Michel (Paris) et Sylvia (Neuilly-sur-Marne), n'ont pas été « *obligés* » par les parents à suivre l'enseignement du portugais : « *mon père considérait que ça pouvait me troubler, de mélanger les langues* » (Michel) - mais aussi Christelle, Pedro, Linda, Manuel, Saúl qui se disent bilingues parce que le portugais était l'unique langue parlée à la maison avec les parents et la parentèle, nombreuse en France. Tous les autres informateurs ont suivi des cours de portugais. Pedro, dont la lusophonie se limite à une pratique orale et familiale, a conscience de parler une « *langue vulgaire* » héritée de ses parents, trop restreinte pour un usage professionnel.

De manière générale, avec l'entrée des enfants à l'école et l'insertion professionnelle et sociale progressive des parents, la langue française est rentrée progressivement dans l'univers domestique, où se pratique « l'alternance linguistique » (VILLANOVA, 1986). Nombreux sont ceux qui répondent en français, quand les parents leur parlent en portugais :

> *« Nous sommes bien intégrés. Mes parents parlent bien le français. Chez nous c'est spécial, mes parents parlent de moins en moins le portugais. Ils parlent portugais entre*

[615] Établissement public centré, au milieu des années 1970, sur l'accueil des étrangers et de leurs familles.

eux, mais s'ils me parlent portugais, je réponds en français et ma mère va me répondre en français. » (Sonia)

Si ont parle le français dans la fratrie, on observe des différences selon la place, l'aîné parlant souvent mieux le portugais dans la mesure où cette langue garantit « l'intercompréhension » (VILLANOVA, 1989), mais aussi parce que c'est à lui qu'échoit le rôle de faire le lien entre ses parents et la société française. La durée de l'apprentissage est très variable, certains s'étant arrêtés beaucoup très vite, alors que d'autres ont poursuivi jusqu'à dix-huit ans, voire au-delà, et l'ont intégrée au cursus scolaire (option au baccalauréat, au BTS) et universitaire (licence de portugais), voire professionnel. De manière générale, il a été observé que la langue portugaise, domestique et principalement orale, devient « précieuse », en tant qu'élément de l'identité culturelle et nationale et « précaire », comme support de la perpétuation identitaire en migration (MUNOZ, 1991 : 62). Lors des retours au Portugal, si elle permet la communication avec les grands-parents et autres membres de la parentèle, en dehors de l'intimité familiale sa précarité et surtout son « abâtardissement » - le mélange entre le français et le portugais - devient objet de moquerie et de stigmatisation[616]. Engrácia Leandro observe que la mauvaise maîtrise du portugais constitue un problème majeur pour l'insertion scolaire des enfants de migrants au Portugal, lors des retours (LEANDRO, 1995a).

La religion, qui constitue avec la langue un autre élément de cette « identité portugaise », incorporée au cours de l'enfance à travers les cours de catéchisme, la messe portugaise, les sacrements, n'est plus pratiquée, à l'exception des couples engagés dans la préparation du mariage (tous célébrés religieusement)[617]. On observe toutefois qu'elle est davantage pratiquée au Portugal, dans le cadre des fêtes villageoise

[616] Sur l'idée de langue « bâtarde », que la revue trimestrielle Albatroz, créée en 1986 par un groupe de jeunes issus de l'immigration portugaise, s'est donnée comme objectif de valoriser : voir MUNOZ (1991). L'association Mémoire Vive / *Memória Viva* consacre une rubrique de son site à un « abécédaire du frantugais » : http://www.sudexpress.org/Chroniques/Abecedaire/abecedaire.php

[617] Catholiques dans leur très grande majorité, les Portugais s'identifient difficilement au catholicisme « français », éloigné de la « religiosité populaire » qu'ils connaissent. Dans les messes dominicales en France, mais aussi dans celles liées aux évènements officiels du calendrier portugais, comme la Fête Nationale (10 juin), célébrée à la Cathédrale de Notre Dame de Paris, les Portugais exigent la présence d'ecclésiastiques portugais. Il en va de même pour la langue, que de nombreux parents ayant recours à l'enseignement associatif préfèrent voir enseignée par des Portugais, plutôt que pas des Français lusophones, voire des Brésiliens.

(processions) et à l'occasion de pèlerinages effectués en famille (accomplissement d'une promesse en cas de guérison d'un membre de la famille), notamment au sanctuaire de Fátima (Luzia avec ses parents). La religion catholique demeure un paramètre déterminant de la culture portugaise, au Portugal, mais aussi et surtout en migration, bien qu'en France le lien entre religion et transnationalisme ne soit pas aussi pertinent qu'aux États-Unis, par exemple, où João Leal a observé l'ampleur prise les célébrations de la Fête du Saint-Esprit (LEAL, 2000b).

Manuel est le seul à avoir suivi le catéchisme au Portugal, durant les vacances d'été (un enseignement accéléré), afin d'y faire aussi sa première communion et sa confirmation. Cet exemple renvoie au parcours d'une famille n'ayant pas de lien associatif dans le lieu de résidence (Nancy) et très attachée à l'ancrage au Portugal, ainsi qu'à l'idée du retour. Ce parcours familial est à l'opposé de celui d'Edouard (Haute-Normandie), dont la famille a également vécu « *en-dehors de la communauté* », mais dans une petite ville où existait pourtant une grande association portugaise. Edouard explique que l'église et la messe, « *c'était la seule chose qui raccrochait [sa] mère à la communauté* ». Elle a ensuite fréquenté la messe française, avec son fils qui y jouait de l'orgue : « *on s'est vite intégrés. Les seuls Portugais qui y mettent les pieds* [messe française] *sont bien intégrés, ils n'ont donc pas besoin d'aller à la messe portugaise* » (Edouard). Anne-Marie établit le lien entre la sociabilité religieuse communautaire et l'intégration, ou pour le moins la « modernité » de sa mère. Elle regrette : « *ma mère est moderne, elle revient à la religion seulement maintenant que mon père est malade* ».

L'engagement associatif de mes informateurs, au cours de leur enfance et adolescence, qui dépasse les 15 %, est à relativiser, surtout lorsqu'il se limite à la fréquentation des cours de portugais au cours de l'enfance. Il faut par ailleurs distinguer la pratique associative qui résulte de choix parentaux ou d'une sociabilité familiale, de celle qui constitue un choix au moment de la prise d'autonomie. Par exemple, Angelina a intégré tardivement, à vingt ans passés le *rancho* où dansent aussi certains de ses cousins et cousines et Didier l'équipe de football de l'association portugaise de Combs-la-Ville[618], où il retrouve des collègues portugais ouvriers du BTP, comme lui. C'est à

[618] Alors qu'il vit à Paris, à trente kilomètres environ.

l'âge adulte qu'il découvre une sociabilité portugaise, alors qu'en général on observe le processus inverse, d'éloignement de ce type de sociabilité.

Mais il est probable que le football constitue une ressource identitaire particulière : « le sentiment national constitue une ressource identitaire latente que les individus mobilisent dans certaines circonstances, le plus souvent, le sport captant le sentiment de fierté nationale et la charge émotionnelle qui l'accompagne » (NOIRIEL, 2001 : 138). Si les compétitions de football ont depuis longtemps fourni l'occasion de mobiliser le sentiment d'appartenance nationale des migrants portugais, les différents tournois qui ont lieu entre clubs européens ont largement médiatisé les grands clubs portugais (et la rivalité entre les clubs de Lisbonne – le Sporting et le Benfica - et celui de Porto, qui correspond, grosso modo, aux antagonismes symboliques entre originaires du Nord et du Centre-Sud du pays), mais aussi des petits clubs des régions d'origine, dont certaines villes sortent de l'anonymat, ravivant des sentiments d'appartenance régionale. Par ailleurs, la sélection nationale portugaise s'est distinguée lors des derniers championnats du monde et des derniers tournois européens, événements qui ont donné lieu à des manifestations de supporters - manière de « paraître en public » (BROMBERGER, 1990) - inédites jusqu'alors en France :

> *« Pour la première fois j'ai vu cette communauté d'habitude si discrète s'affirmer aux yeux de la France son pays d'adoption. À cet instant, je me suis rendu compte que je ne connaissais pas l'histoire de mes parents, que je ne savais pas comment ni pourquoi ils étaient venus ici […] »* (NEIVA, 2005).

C'est par ces mots et les images de milliers de supporters portugais sur les Champs-Elysées, lors du Championnat européen de football de juin 2004, que Jean-Philippe Neiva commence son film autobiographique « Entre deux rêves ». Pour des individus socialisés dans des régions de faible présence portugaise, comme lui qui a grandi à Compiègne, ce type d'évènement peut constituer une rupture, dans le sens d'une prise de conscience de l'appartenance collective : mais de quelle appartenance, nationale, communautaire (ethnique), les deux, s'agit-il ? Edouard, dont le récit constitue sans cesse une mise à distance d'une appartenance communautaire « de fait », fréquentait les cafés portugais parisiens pour voir les matchs de football :

« c'est le seul truc qui me relie à mon père […] c'est un truc bizarre, je ne suis vraiment pas passionné de foot, en même temps, j'aime bien mon club : je suis pour le Benfica. Adolescent je ne me suis jamais identifié à un club français » (Edouard).

7.2.2. Réappropriation identitaire et affirmation de soi

Le récit de Sylvia évoqué plus haut à propos de la nationalité et sa réappropriation des titres d'identité portugais, permet d'éclairer un processus plus large de réappropriation d'éléments de la culture portugaise à cet âge de la vie qu'est la jeunesse, mais surtout à l'entrée à l'université, qui permet la rencontre d'individus issus de milieux sociaux et culturels différents. C'est parmi les individus qui poursuivent des études supérieures que ce processus de réappropriation est observé. C'est lorsqu'il a commencé ses études universitaires (IUT Génie télécom) que Michel s'est inscrit à un cours de portugais de l'Institut Camões à Paris[619] :

« À l'école je montrais toujours que j'étais portugais, avec mes copains, au lycée, on cherchait les Portugais un peu comme nous, on se mettait ensemble. Puis à l'université… il n'y a plus de Portugais et là on voit la différence entre être Portugais ou Français. Ça veut dire que moi j'ai fait un choix, à partir de ce moment là : ou je m'intègre, j'ai des amis Français, je fais comme tout le monde, soit je fais le rebelle et ne cherche pas trop à m'intégrer. Je reste avec mes amis portugais, le soir je vais dans les discothèques portugaises… […] C'est à l'université que j'ai eu l'idée d'aller au Portugal, j'ai commencé à me renseigner. Camões j'ai beaucoup apprécié, on est avec des personnes du même milieu, c'est-à-dire en ce qui concerne le Portugal et la langue portugaise, on a à peu près le même point de vue, c'est agréable ça permet de rencontrer d'autres personnes. Celles que je connais, mes amis, ont très peu fait d'études. Je pense que la majorité des fils d'immigrés ne sont pas très cultivés et ne voient pas l'intérêt de faire de la culture portugaise […] ils sont un peu déconnectés de ce qui se passe au Portugal. » (Michel)

Michel s'est investi quelques années dans le « département stages et emplois » de Cap Magellan et après une première expérience professionnelle réussie au Portugal, il y est parti définitivement :

[619] Institut culturel portugais qui dépend du Ministère des Affaires étrangères.

« Je connaissais bien le milieu portugais, mais plus tout ce qui est… c'est-à-dire les fêtes traditionnelles, la musique pimba[620] *les conneries comme ça, et Cap Magellan c'est vraiment plus des gens comme nous, étudiants qui ont fait un peu d'études contrairement à nos parents, qui ont une culture française et qui voudraient conserver la culture portugaise et la divulguer. »* (Michel)

Les six informateurs partis s'installés au Portugal seuls et après leur majorité, ont tous été à un moment de leur existence membres d'une association portugaise[621]. Mais il apparaît que les trois enquêtés de Cap Magellan (Anne-Marie, Anabela et Michel) sont partis avec un projet professionnel beaucoup plus précis que les trois autres enquêtées (Anita, Linda et Rita), membres jusqu'à leur adolescence d'associations dites traditionnelles, moins informées des réalités socioéconomiques du Portugal et toutes inscrites en facultés de lettres, dans des cursus aux débouchées très incertaines[622]. Le « département stages et emplois » constitue la vitrine de l'association en attirant chaque années près de mille offres et demandes d'emplois d'entreprises et de jeunes à la recherche d'un travail, souhaitant mettre à profit leurs liens avec le Portugal (maîtrise de la langue portugaise ; mobilité géographique). La création de cette structure ne répond pas à une solidarité face à des discriminations vécues, mais plutôt à une volonté d'allier « double culture » et parcours professionnel[623].

David, un autre membre de l'association raconte :

« J'ai fait la connaissance de Cap Magellan par hasard au Salon de l'étudiant qui était le même jour, Porte de Champerret, où j'étais pour me renseigner sur les écoles d'ingénieurs. Le Forum [Études, Formations, Emplois, Culture, Société] c'était super intéressant parce que moi je connaissais les associations traditionnelles - d'ailleurs, je ne critique pas, j'y vais régulièrement : dans les bals, les trucs comme ça j'aime bien pour rencontrer des gens, faire des connaissances… – mais dans l'avenir j'aurai plus besoin de structure comme ça, pour l'emploi, pour les études, ça répond à des nouveaux besoins. J'ai rencontré plein de monde qui n'ont pas forcément les mêmes études mais qui ont un

[620] Onomatopée qui désigne une musique commerciale, populaire et triviale.

[621] Ce qui montre que l'engagement associatif renvoie à un rapport spécifique au pays d'origine : le maintien de liens, quels qu'ils soient.

[622] Le français a perdu beaucoup de son importance dans la société portugaise, remplacé par l'anglais, et tend par conséquent à constituer de moins en moins un atout professionnel pour les jeunes de « retour ».

[623] Si les membres de l'associations sont très nettement des jeunes diplômés, les offres d'emplois sont aujourd'hui aussi bien adressées à des diplômés (commerce dans l'agroalimentaire, dans les télécommunications, etc.), qu'à des non diplômés, comme le montre l'annonce de Bouygues construction : « Si vous souhaitez travailler dans un groupe prestigieux […] tous métiers du bâtiment, bilingue portugais-français, débutant accepté » (Cap Magellan, *Newsletter*, 23 mars 2007).

niveau d'études. Il faut dire ce qui est, dans les bals je rencontre des gens qui sont pedreiro [maçon], électricien, ils sont sympas, mais à un moment donné ça se limite. À Cap Magellan tu rencontres des jeunes qui ont les mêmes problèmes que toi, ils ont fait des études, ils sont portugais, ils ont des parents qui sont portugais, ils vivent en France, aiment la même musique… »

David aborde aussi implicitement la question du mariage préférentiel qui constitue encore l'idéal chez ceux (femmes et hommes) qui fréquentent le milieu associatif, quel qu'il soit. Pedro, membre de l'association Accord'Art, explique qu'il cherche une « *fille sérieuse, avec de la culture et un niveau social… pas une fille qui soit dans un* rancho [groupe folklorique] ».

Le récit de Sonia illustre la difficulté qu'a pu constituer l'entrée à l'université et pouvant expliquer le succès d'associations d'étudiants comme Cap Magellan, bien qu'elle n'en soit pas membre. Elle raconte une expérience avec des collègues étudiants en droit :

« - Des personnes d'un de mes TD [cours de travaux pratiques], un jour, je ne me rappelle plus très bien … Je leur ai dit que j'étais portugaise …. Ah non, j'étais dans le RER pour rentrer chez moi et j'étais avec des personnes de mon TD et je ne les avais pas vus. Ils m'ont demandé de venir m'asseoir à côté d'eux : - Tu joues les séparatistes Corses ?

Déjà choses bizarres… je ne comprenais pas trop…Ils commencent à parler de politique dans le RER, il est 20h, on sort de cours. C'était extrémiste… Et à un moment, je ne sais plus pourquoi, j'ai dit : - Et alors, je suis d'origine portugaise.

Ils me disent : - T'as pas honte ?

[IDS : Mais c'était une provocation… pour rire ...]

Sonia : Non ! Et c'était une conversation que j'ai du supporter durant tout le trajet RER … Ils m'ont choqué. Je n'ai pas les mêmes positions qu'eux mais en plus ils me demandent si je n'ai pas honte d'être portugaise ! Je n'ai rien répondu. Si j'ai répondu par rapport à autre chose. C'est pour ça que je n'ai pas beaucoup d'amis à l'université. Je trouve que les différences sociales se voient vraiment beaucoup : ils sont tous fils de médecins, avocats, hauts fonctionnaires… »

Edouard, qui contrairement à Sonia a grandi dans un milieu socialement et culturellement plus ouvert, explique qu'il a eu un « *relent de portugalité à la fac* » : « *j'avais une bonne image du Portugal : Saramago*[624]*, Pessoa*[625]*, Madredeus*[626] *... pas de la musique folklorique, ni Amália Rodrigues* ». Il est parti avec le programme étudiant européen Erasmus, à l'université de Braga, localisée dans le département voisin de celui d'origine de ses parents, au Portugal. En France, il explique qu'il voulait aussi aller contre les « *idées fausses qui existent sur le Portugal : Salazar, le Portugal comme petit pays : ça m'insurgeait ! À l'école quand je voulais faire des recherches sur le Portugal, les profs refusaient car s'était hors programme* ». Edouard s'est lancé dans de brillantes études d'histoire sur le Portugal.

Le choix d'un cursus universitaire qui mobilise la langue portugaise est plus fréquent (LCE études lusophones ; LEA anglais, espagnol, portugais) et donne généralement lieu à un séjour étudiant au Portugal d'une durée de plusieurs mois, le choix se portant le plus souvent sur une université localisée dans la région d'origine. Au total, près d'une vingtaine d'informateurs ont mobilisé la langue portugaise dans leurs parcours étudiants et professionnels, à des degrés différents. Vítor, diplômé d'un BTS de commerce est employé dans une banque portugaise à Paris. Paula, en BTS tourisme explique par exemple qu'elle préfère faire ses stages dans des agences de voyage portugaises :

> *« J'y suis plus à l'aise […] les agences préfèrent quand la clientèle est portugaise. Les gens préfèrent parler portugais quand ils viennent acheter leur billet d'avion, c'est comme quand ils vont acheter le pain dans une boulangerie portugaise »* (Paula).

Rosa est comédienne et poète. Elle travaille en France, au Portugal, en Belgique :

> *« Je sens que le fait de travailler avec la langue portugaise c'est bénéfique pour moi. Je me réapproprie un pays de cette manière là, donc une identité »* (Rosa).

Langue « d'immigrés » ou langue de poésie, différents registres sont aussi mobilisés, qui illustrent des rapports différents à la culture d'origine, comme j'ai pu aussi l'observer concernant le folklore et la culture populaire en générale. Quand

[624] Prix Nobel de littérature en 1998.
[625] Fernando Pessoa, écrivain, poète, du début du XXe siècle.
[626] Groupe de musique lisboète qui s'inspire du fado, de la musique populaire portugaise et de musique folk.

l'association parisienne d'étudiants « luso-descendants » organise une campagne publicitaire intitulée « *Portugal is chic* – Portugal sans cliché » réalisée autour de la morue séchée[627] , ou encore, des adhérents de l'association Lusogay défilent travestis en habits folkloriques portugais à la « Marche des fiertés » (*Gaypride*), il s'agit bien d'une réappropriation de ressources identitaires héritées, détournées avec autodérision et ajout de références d'une culture lettrée, urbaine, apprise dans la société français ou portugaise, lors des séjours étudiants en milieu urbain. Il est toutefois intéressant d'observer que tous les membres de Lusogay n'ont pas le même positionnement par rapport à ce détournement du folklore. Alors que Deolindo revêt un habit de femme pour aller au bout de l'idée de travestissement, un autre membre de l'association, un Portugais récemment arrivé à Paris, revêt l'habit folklorique de manière « traditionnelle », sans aucune mise à distance, et un autre encore, le porte avec sérieux et un discours explicatif du sens, posture qui a été observée au Portugal parmi les jeunes étudiants d'origine rurale qui s'investissent dans ce type de pratiques de patrimonialisation de la tradition (VASCONCELOS, 2001).

[627] Avec un graphisme Pop Art (Andy Warhol) inspiré des affiches de l'exposition « Les années pop » qui a lieu au même moment au Centre Georges Pompidou (mars-juin 2001), à quelques mètres du siège de l'association.

Illustration 13 : Campagne publicitaire dans le *CapMag* « *Portugal is chic* – Portugal sans cliché », association Cap Magellan (2001)

Illustration 14 : Défilé Lusogay à la Gaypride, en habit folklorique (Paris, juin 2003)

Illustration 15 : Présence de groupe de musiciens étudiants portugais (*tuna académica*) lors d'évènements associatifs (Cap Magellan, rencontre européenne et rencontre mondiale de luso-descendants)

Différents chercheurs ayant travaillé sur l'immigration portugaise en France depuis les années 1980 et les transformations sociales et culturelles qui s'y sont opérées, ont étudié, en dernière instance, la « gestion des ressources identitaires » de la « deuxième génération portugaise » (HILY et ORIOL, 1993) et le « renouveau de la création culturelle dans les associations » (MUNOZ, 2002). Ils ont mis en évidence la quête à la fois de « visibilité », de « reconnaissance publique » et de « reconnaissance de la diversité culturelle » par la société française de ces générations issues de la migration portugaise, contrairement aux précédentes qui n'ont pas eu le souci de faire valoir et reconnaitre la culture portugaise au sein de la société française. Cette évolution allant de paire avec la mobilité socioprofessionnelle des jeunes franco-portugais. Une association comme Cap Magellan met en lumière une situation connue des chercheurs en sciences sociales, celle qu'engendre la position de mobilité sociale ascendante, à savoir le désir de dépassement d'une représentation de soi-même comme étant socialement et culturellement infériorisée[628] :

> « […] l'identité, en tant qu'elle émane du rapport aux autres, est ce qui problématise et transforme la culture […] Dans une situation de changement social accéléré […], les statuts sociaux se recomposent et les individus doivent redéfinir rapidement leur position, sur une ou deux générations. À ce moment-là, la question identitaire devient un problème d'ajustement, tout à la fois social dans sa définition et individuel dans son expérience. C'est le rapport à soi-même en même temps qu'à sa culture qui devient alors problématique » (AGIER, 2000 : 226).

Le magazine associatif distribué par l'association Cap Magellan – une distribution à 30 000 exemplaires depuis le milieu des années 2000, qui touche des individus jusqu'alors sans lien avec un espace d'affirmation identitaire – illustre cette campagne de valorisation de l'« origine » : au sens de pays d'origine, de culture d'origine, mais aussi d'histoire collective. L'affirmation d'une action collective, associative, de descendants de migrants portugais, se trouve à la jonction de ces deux aspects de l'origine. Une origine essentialisée, valorisée par certains individus - la luso-descendance, dont l'idée de continuité renvoie davantage à une mythologie nationale,

[628] Situation de « retournement du stigmate » (GOFFMAN, 1975).

que familiale -, mobilisée contre une origine stigmatisante, relevant de la domination sociale et culturelle en contexte migratoire, d'immigration et d'émigration.

L'étude sociologique de Jorge de la Barre, consacrée spécifiquement à l'association Cap Magellan, a confirmé l'hypothèse posée par Michel Oriol à la fin des années 1980, dans un essai « de prospective culturelle », à savoir que l'entrée du Portugal dans le Communauté Européenne (en 1986), qui engendrait le partage d'une appartenance commune au pays d'origine et d'installation, pouvait venir valoriser l'appartenance portugaise (ORIOL, 1989)[629] :

> « Il semble que, pour les Portugais de France, l'entrée du pays d'origine dans la Communauté Européenne ait été vécue comme un succès, comme si elle était le signe du fait qu'ils n'étaient pas issus d'un pays arriéré, mais d'un partenaire pouvant discuter sur un pied d'égalité avec la France et l'Allemagne. Dans les pratiques des luso-descendants, cette situation de 'réhabilitation' du Portugal se traduit concrètement par un élargissement des possibilités de travail et de relations au-delà de la sphère nationale du pays d'installation. Si, avec les formes d'attachement qu'ils expriment dans leurs projets, les enfants de migrants portugais tendent à s'inscrire dans une continuité culturelle par rapport aux parents, cet attachement prend néanmoins des formes différentes. Il se pourrait que ce dernier se manifeste également dans les sphères économiques et politiques. En créant leurs propres associations, les luso-descendants ont à cœur de faire reconnaître la 'nouvelle réalité' dont ils sont porteurs. » (LA BARRE, 1997 : 91)

L'approche fonctionnaliste de l'association permet de mettre en évidence les différentes raisons qui ont pu conduire certains jeunes, étudiants, à s'identifier et à s'investir dans ce type de projet collectif, distinct de la pratique associative qu'ils ont peu connaitre durant leur enfance : contacts et débouchées professionnels en lien avec le Portugal ou, même, avec le monde lusophone ; promotion de la culture portugaise en France, de la langue, de la musique et de la gastronomie et, à travers elle, amélioration de l'estime de soi ; rencontre d'un conjoint ; tremplin politique pour certains dirigeants. Mais l'analyse en termes de continuité, de visibilité et de la valorisation culturelle n'apparaît pas suffisante au vue de l'ampleur prise par la rhétorique de la « luso-descendance ».

[629] Voir aussi CORDEIRO (1989).

CHAPITRE 8

LA « LUSO-DESCENDANCE »

Au Portugal, les générations issues de l'émigration des années 1950-1970 sont devenues la cible d'une politique publique spécifique élaborée à la fin des années 1990. Elle vise la continuité générationnelle d'une communauté nationale déterritorialisée et s'inscrit dans celle menée depuis les années 1980 auprès des émigrants[630]. À partir de 1974 et dans un contexte postcolonial, le Portugal se redécouvre « petit pays ». Les départs massifs d'émigrants se sont alors considérablement réduits, mais le pays compte un tiers de sa population expatriée. En 1980, le Premier ministre Francisco de Sá Carneiro définit le Portugal comme « une nation populationnelle éparpillée aux quatre coins du monde ».

> « Nous ne pourrons survivre […], nous ne pourrons croire au Portugal et à son avenir, que si nous nous concevons comme une Nation composée par les résidents et les non résidents. » (AGUIAR, 1987 : 7)

L'auteur de ce discours, Mme Manuela Aguiar, deviendra le premier Secrétaire d'État à l'émigration et aux communautés portugaises, œuvrant, à partir de 1980, à l'institutionnalisation de ces communautés et à l'invention d'une nouvelle « nation imaginée » (ANDERSON, 1996)[631]. Simultanément, le Portugal se tourne vers l'Europe[632]

---

[630] Ce chapitre est fondé sur différentes pistes issues d'une réflexion collective amorcée à l'occasion de la journée d'études que j'ai organisée au Centre Culturel Calouste Gulbenkian, à Paris, en 2002 : voir SANTOS (dir.) (2003), et poursuivit avec l'anthropologue Eduardo Caetano da Silva : voir CAETANO DA SILVA et SANTOS (2009).

[631] Le Secrétariat d'État à l'émigration, créé en 1970 (substitué à la *Junta da Emigração*), dépend initialement du Ministère de l'Intérieur. Son action vise à recruter des travailleurs, mais il assume aussi une mission d'accompagnement des migrants. Ainsi, des mesures sont prises pour assister les Portugais en France et favoriser le maintien de leur lien avec leur patrie d'origine (enseignement de la langue portugaise auprès des jeunes ; aide et soutien financiers accordés à certaines associations, à certains journaux, etc.), voir PEREIRA (2007 : 408). En 1975, le Secrétariat d'État à l'émigration intègre le ministère des Affaires Etrangères, au sein duquel il devient Secrétariat d'État à l'émigration et aux communautés portugaises.

[632] Il a adhéré à la C.E.E. en 1986. Les fonds européens ont permis d'accélérer les transformations structurelles, économiques et sociales, amorcées dans les années 1960. Aujourd'hui, 77 % du commerce extérieur portugais se fait avec l'Europe et sur les 6,2 millions d'euros envoyés chaque jour par les émigrants (3 % du PIB), 2,4 millions proviennent de France, 1,4 de Suisse, et 598 mille euros des États-Unis (Banque du Portugal, 2004-2005).

mais aussi vers l'Atlantique, avec la création en 1996 de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP). Cette « autre » communauté réunissant les anciennes colonies d'Afrique, d'Asie et le Brésil, illustre elle aussi la continuité de la problématique nationale : être un « petit pays par le territoire et grand par l'Histoire » (CAHEN, 1997)[633].

Je me propose d'analyser la fabrication par l'État portugais de la « luso-descendance », destinée à assurer le devenir des « communautés portugaises » et d'interroger la manière dont ces jeunes « luso-descendants » organisés en associations se sont appropriés cette politique[634]. Quels impacts ont les rituels politiques d'intégration nationale – les « rencontres de luso-descendants » - organisés par l'État portugais sur les sentiments d'appartenance et le processus individuel et collectif de construction identitaire ?

8.1. Une construction politique

> « Les colonies ou provinces d'outre-mer tout comme leur mythologie, dans laquelle les mythes des découvertes, de la colonisation, de l'action civilisatrice, de la multiracialité et de la multiculturalité occupent une place à part, ont fait et font aujourd'hui encore, partie de notre identité et de notre imaginaire. » (TORGAL, 2002 : 165 ; trad. du portugais)

L'émigration s'inscrit dans le continuum de cet imaginaire national évoqué par l'historien Luís Reis Torgal. Dans les années 1980, il ne s'agit pas pour l'État portugais de réintégrer à la nation les émigrants considérés historiquement comme victimes d'une société inégalitaire, de difficultés économiques et de la dictature, mais de réinventer la présence du Portugal dans le monde (CEATANO DA SILVA et SANTOS, 2009 : 129). Cette

[633] Éclairant les difficultés qui ont précédé l'«institutionnalisation » de la CPLP, Michel Cahen montre que pour ses initiateurs elle « existait depuis longtemps, [elle] existait depuis toujours […] Elle était spirituelle, comme âme séparée de la volonté des dirigeants politiques, mais aussi 'naturelle' puisque liée par le sang à tous les utilisateurs de la langue portugaise quelle que fût leur opinion sur le sujet, et surtout intrinsèquement liée à une histoire de l'expansion de la langue portugaise fondant une identité essentielle. L''institutionnalisation' d'une communauté qui existait donc 'déjà' fut ainsi conforme à l'approche ancienne, quasi biologique, des phénomènes ethniques […] » (CAHEN, 1997 : 392).

[634] Comme annoncé en introduction (note 25), à l'acception des citations, j'utilise les termes « luso-descendants » et « communautés » portugaises » sans majuscule, afin de ne pas renforcer la conception substantielle de l'identité que ces catégories véhiculent.

présence se trouve au centre de la problématique des transformations de son identité - fondée autrefois sur l'empire - et, désormais, entité régionale au sein de l'Union européenne (CORKILL, 1996 : 165).

Estimées à quatre millions d'individus entre les années 1980 et 2002, les communautés portugaises croissent de manière exponentielle dans les années 2000 et compteraient aujourd'hui 5,7 millions d'émigrants et de luso-descendants (dont 30 % établis dans divers pays d'Europe et 57 % en Amérique du Nord, du Sud, et au Canada : ROCHA-TRINDADE, 1999 : 260)[635]. La politique des communautés prend un nouveau tournant dans les années 1990, lorsque les enfants d'émigrants, les luso-descendants, s'avèrent être essentiels à la continuité des liens tissés avec les communautés, faisant émerger une nouvelle modalité de l'appartenance nationale.

8.1.1. Le Portugal et ses émigrants

Le souci de maintenir des liens avec les « non résidents » - ces « Portugais de l'étranger et leurs enfants » - existe depuis le début du XIXe siècle. Au-delà d'une mise en exergue de « l'amour de la patrie […] enraciné dans les cœurs portugais, (qui) honore la Nation portugaise »[636], s'affirme très concrètement l'idée que les Portugais installés aux « Amériques, en Asie et en Europe » doivent constituer « une base précieuse pour la divulgation de notre langue et de notre culture », en favorisant le rapprochement entre les pays d'installation et le Portugal (pour développer le tourisme)[637], et en devenant des « partenaires » économiques et des agents culturels. Les émigrants deviennent ainsi simultanément le support et la raison d'être de la nation extraterritoriale[638].

---

[635] Ce chiffre est calculé à partir d'estimations fournies par les ambassades et consulats portugais dans le monde, les critères pour définir qui est membre des « communautés » étant variables selon les pays. Estimée à 553 663 Portugais, auxquels viennent s'ajouter 235 074 binationaux (PORTUGAL BRANCO, 2009), la « communauté » de France est la deuxième plus importante, après celle établie au Brésil (ROCHA TRINDADE, 1999).

[636] Archives de l'Assemblée de la République consultées en ligne : http://www.parlemento.pt/actividade_parlementar/index.html. *Cortes Geraes e Extraordinárias da Nação Portugueza*, 14/022/30 mai 1822 : 325, texte relatif aux « enfants étrangers de parents portugais ».

[637] Argument ayant pris de l'ampleur en France dans les années 2000, mais déjà avancé sous la dictature, en 1969, par un député du parti unique *União Nacional*, à propos des Portugais du Canada.

[638] Ou encore, améliorer l'image du pays : « lorsque les Luso-Américains viendront à occuper des postes importants en politique, dans les clubs, dans les associations et dans les journaux, alors les campagnes diffamatoires sur notre action colonisatrice ne prospéreront plus » (*Diáro das Sessões* : VI/04/205/1957).

À partir des années 1980, un ensemble de mesures sont prises afin d'entretenir et de stimuler les liens avec les communautés portugaises. Le Conseil des Communautés Portugaises (CCP) est crée en 1980 : il s'agit d'un organe consultatif « *ayant pour fonction de sensibiliser le gouvernement aux problèmes des émigrés* »[639]. Les Portugais à l'étranger acquièrent par ailleurs le droit de vote aux élections législatives et aux élections présidentielles, en 1975 et 2001, respectivement. En 1981, le code de la nationalité privilégie clairement le *jus sanguis* et permet de garder la nationalité portugaise initiale, dans les cas d'acquisition d'une autre nationalité. Plus symboliquement, c'est aussi la fête nationale du 10 juin : Jour du Portugal et de Camões, devenu Jour de la race sous Salazar, et, enfin, en Jour du Portugal, de Camões et des Communautés[640], appellation qui demeure d'actualité.

Chaque année, à l'occasion de la fête nationale, le Président de la République et le secrétaire d'État aux communautés portugaises s'adressent solennellement aux émigrants et à leurs descendants :

> « Ceci est aussi le jour où nous disons aux portugais qui vivent loin de la Patrie combien nous les sentons présents et à quel point nous sommes fiers du prestige qu'ils nous apportent et du relief qu'ils nous confèrent. Les Communautés Portugaises, à qui la démocratie a conféré un statut, une reconnaissance et une dignité inconnus auparavant, sont, aujourd'hui, une saisissante réalité du nouveau Portugal. Le renouvellement qui s'est opéré en leur sein, leur intégration dans la société où ils vivent et travaillent, n'ont pas cassé le lien qui les relie à la Patrie d'origine, au contraire, ils les ont renforcés, contribuant ainsi au développement du rayonnement international du Portugal. Nous sommes très fiers de ces portugais et de ces luso-descendants, disséminés de par le monde. Aux traditionnelles qualités de travail, d'honnêteté et de détermination, les nouvelles générations ont su ajouter la capacité de s'attacher à ce qu'il y a de plus moderne dans les pays où ils se trouvent, de s'illustrer et d'évoluer intellectuellement et professionnellement, de commencer à avoir une voix active, audible et crédible, dans les sociétés où ils s'intègrent. J'entretiens des contacts permanents avec nos Communautés et

[639] Manuela Aguiar, première secrétaire d'État aux Communautés portugais, a aussi été aussi la première a théoriser et à mettre en pratique la politique des Communautés (entretien réalisé à Paris en janvier 2004). Les membres du conseil sont élus par les émigrants tous les quatre ans dans chaque pays (taux de participation inférieur à 2%). Le nombre de représentants par pays, fondé sur l'importante de chaque « communauté », fait l'objet de vives polémiques, ainsi que le fonctionnement de la structure elle-même, rarement consultée par le gouvernement.

[640] Voir POINARD (1988). Pour une comparaison avec un autre pays d'émigration, la Grèce : voir BRUNEAU (2001).

il m'est très agréable de témoigner à tous les Portugais qu'elles accompagnent et collaborent dans notre effort de développement et qu'elles sont aujourd'hui un facteur du renouvellement de notre image dans le Monde » (SAMPAIO, 2001 : 56-57)[641].

« Le Gouvernement a pour objectif de développer l'interconnaissance, l'échange des expériences de vie et des initiatives parmi tous les Portugais, notamment ceux qui sont partis un jour à la recherche d'un destin meilleur et qui se sont autant fait remarquer dans diverses branches d'activité. […] Aucun portugais, où qu'il soit, n'est exempt de contribuer au progrès et à la modernisation du Portugal, mais le gouvernement a aussi la ferme conviction que le chemin vers un lien renforcé entre les Portugais passe par une meilleure concrétisation des droits individuels et par le raffermissement des conditions de l'exercice de la citoyenneté. C'est dans ce but qu'ont été lancées toutes ces initiatives et que ce 10 Juin – qui coïncide avec la participation du Portugal au Mondial de Football en Allemagne- je lance le défi de la mobilisation des Communautés pour le championnat le plus décisif du futur de notre pays : celui du développement !

Notre pays traverse une période absolument décisive en cette matière, pendant laquelle toutes les contributions, qu'elles qu'en soient la forme et la taille, sont fondamentales, de sorte à ce que, enfin, le Portugal ait une trajectoire et des garanties vers un avenir plein de promesses, reposant sur de solides bases. » (M. António Braga, secrétaire d'État aux communautés portugaises, 10 juin 2006)[642]

Ces discours officiels sont diffusés au Portugal, mais aussi dans les différents pays de résidence par la presse lusophone et par la télévision portugaise spécialement dirigée vers les émigrants[643]. En juin 2009, dans un contexte de crise économique, M. Antonio Braga, secrétaire d'État aux communautés portugaises, souligne le problème de la diminution des envois d'argent des émigrants (les *remessas*) et affirme l'importance de ces flux économiques pour le solde global du budget national. Il demande au gouvernement de « revaloriser » les Portugais à l'étranger dans un contexte où, à la

[641] Voir en annexe 7, la suite du discours consacré à Camões : « Comme nous, il a été portugais, européen et universel » (*ibid* : 56).
[642] *LusoJornal*, n° 78, 8 juin 2006.
[643] RTPi, la radiotélévision portugaise internationale. L'émission journalière « Portugal dans le cœur » de la radiotélévision portugaise (RTP) est par ailleurs enregistrée, à l'occasion du 10 juin, dans une des « communautés » (New-York, Luxembourg, Paris). Pour une analyse des images véhiculées par RTPi sur le Portugal et sa « diaspora », ainsi que la réception du média : voir ANTUNES DA CUNHA (2009).

suite d'une restructuration consulaire ayant entraîné la fermeture de nombreux consulats (une dizaine en France), les émigrants se sont, selon les opposants à ces mesures, sentis « abandonnés » par leur « patrie », tout juste bons à envoyer les précieuses *remessas*[644].

Si l'émigration européenne continue de constituer un enjeu économique à travers l'envoi de devises, un contentieux symbolique existe, qui résulte de l'inadéquation entre la « fonction miroir » (POINARD, 1988) de l'émigrant, « ambassadeur » de son pays dans le monde et l'origine social de cette population, très majoritairement composée de paysans faiblement instruits, devenus ouvriers du bâtiment ou employés dans des services aux particuliers, absents des champs économique et politique des sociétés de résidence. Contrairement aux Portugais du Brésil, du Venezuela, ou des États-Unis, les Portugais de France ne correspondent pas à l'image de « l'émigrant de succès ». « Soutiers de l'Europe »[645], ils ont peiné à devenir des « partenaires privilégiés », un rôle que pourraient désormais jouer les luso-descendants.

8.1.2. Le « lien du sang »

La « luso-descendance » est une métaphore généalogique utilisée par l'État portugais pour signifier l'appartenance à la nation portugaise. Cette appartenance est singulière car, alors qu'étymologiquement le « luso-descendant » est « la personne qui descend de Portugais[646] », l'usage de ce terme désigne exclusivement celui qui « descend » de l'émigrant. Paradoxalement, l'usage du terme et la ritualisation de la luso-descendance introduisent une distance par rapport à l'héritage parental, mais aussi par rapport à toute autre appartenance nationale. Ainsi, par exemple, peut-on lire dans le *Dicionário da Língua Portuguesa Contemporânea* : « La sélection française de football est composée de plusieurs luso-descendants[647] », ou dans un article du quotidien national *Público,* daté du 22 avril 2000 :

---

[644]Il existe un décalage entre les attentes pragmatiques des émigrants (enseignement de la langue portugaise, réduction des tarifs des transports aériens, ou du rapatriement des corps) et les moyens financiers que l'État alloue à la politique des communautés portugaises. Il existe par ailleurs une relative indifférence concernant la spécificité de la situation des émigrants, dans les lois votées à l'assemblée et qui les affectent directement - et ceci, malgré l'existence de quatre sièges, pourvus par le vote des Portugais de l'étranger : il en a été ainsi, par exemple, pour la législation sur l'adoption d'enfants, ou pour le décompte de la durée du service militaire, dans le cadre des pensions de retraite.
[645] CENTRE D'ETUDES NORD-PORTUGAL-AQUITAINE (1990).
[646] *Que descende de Português*.
[647] *A seleção francesa em futebol integra vários luso-descendentes*.

« C'est pour cette raison qu'il est tellement important d'être attentif aux luso-descendants, parce que en tant qu'héritiers de deux cultures, fils de deux pays, ils doivent continuer à être l'un des soutiens de la relation historique et affective qui relie le Portugal au Brésil[648]. » (*Dicionário da Língua Portuguesa Contemporânea*)

L'apparition du terme « luso-descendant » (*luso-descendente*) dans l'édition de 2001 du *Dicionário da Língua Portuguesa Contemporânea* montre que le vocable appartient désormais à la langue usuelle, bien qu'il soit utilisé dans des espaces très spécifiques : ceux de la communication politique des communautés portugaises (discours officiels et médias les relayant), certaines associations en émigration, certaines universités au Portugal (cours pour luso-descendants)[649], ainsi que par les chercheurs qui travaillent sur l'émigration[650]. Le terme se serait imposé au Portugal à partir d'un usage courant dans les milieux de l'immigration portugaise aux États-Unis (ROCHA TRINDADE, 1995 : 51), l'auteur s'y réfère comme synonyme de « luso-américains ». L'enquête de terrain et l'analyse des archives de l'Assemblée de la République portugaise n'ont pas permis d'en déterminer la source exacte. Le terme « luso-américain » est employé comme synonyme de « luso-descendant » dans un discours formulé en 1957 à l'Assemblée, qui associe le « prestige » du Portugal aux États-Unis à la présence « de nos intellectuels dans des missions militaires, l'existence de consuls portugais de carrière et autres catégories élevées », mais aussi « au haut niveau socio-économique de presque toute la totalité des Luso-Américains »[651]. Concernant ces derniers, il y a une préoccupation de « cimenter leur formation patriotique », en allouant aux étudiants et aux séminaristes luso-américains des bourses d'études au Portugal :

« Les dernières années du cours de théologie devront être suivies au séminaire de Olivais, à Lisbonne, pour des raisons politiques bien compréhensibles : le séjour du jeune

[648] *Por isso, é tão importante a atenção que se dedica aos luso-descendentes, porque eles, herdeiros de duas culturas, filhos de dois país, devem continuar a ser um dos esteios da relação histórica e afectiva que une Portugal ao Brasil.*
[649] Se reporter à l'annexe 8.
[650] Ces catégories, comme celle de « diaspora » portugaise, » « communautés portugaises », sont rarement questionnées. Concernant les luso-descendants, à titre d'exemple : « la racine culturelle commune ou la simple unité d'origine constitue le ciment rassembleur des Portugais et des descendants de souche lusitanienne éparpillés à travers le monde » (ROCHA-TRINDADE, 1984 : 359).
[651] *Diaro das Sessões* : VI/04/205/1957, 25 avril 1957.

luso-américain dans la capitale du monde portugais contribuera de manière décisive à fortifier et cimenter sa formation patriotique » (Diário das Sessões VI/04/205/1957)652.

L'historien Victor Pereira relate l'organisation, en août 1971, par le Secrétariat à l'émigration « des colonies de vacances pour des adolescents portugais ou luso-descendants » :

> « Pris en charge par la *Mocidade Portuguesa*[653], ces jeunes enfants d'émigrants (50 filles et 90 garçons) visitèrent le Portugal. Quelques garçons se rendirent même au Mozambique. Lors de leur séjour à Lisbonne ces adolescents furent reçus par Marcello Caetano (le Premier ministre). La presse diffusa largement les photographies de cette rencontre. Sur l'une d'elles, le président du Conseil offrait un exemplaire du livre de Luís de Camões, *Os Lusíadas*, à une jeune fille. » (PEREIRA, 2007 : 706)

Parler de « luso-américains » ou de « luso-descendants » (ou encore « luso-descendants ») est-ce la même chose ? La composition de la catégorie, qui associe l'élément « luso » au nom « descendance » et ses usages politiques (avec ou sans trait d'union), soulèvent plusieurs questions et pistes de réflexion sur la définition de l'« origine portugaise » (du point de vue d'*ego*) et de l'appartenance nationale (du point de vue de l'État).

« Luso» est un élément signifiant « du Portugal » ou « de la langue portugaise » (la lusophonie)[654], omniprésent dans la langue usuelle, dans l'industrie et le commerce, dans le sport[655]. « Luso » renvoie à « *Lũsus* » et au nom mythologique « Luso » : fils de Líber qui selon la légende donna son nom à la Lusitânia, une région de la péninsule ibérique dont les habitants (les *Lusitanos* : Lusitaniens ou Lusitains) lutèrent contre l'invasion romaine. Les *Lusitanos*, exhumés par les anthropologues portugais à la fin du XIXe siècle (LEAL, 2000a), sont considérés comme les ancêtres mythiques des Portugais[656]. Le culte de la lusitanité et le mythe de la pureté originelle

---

[652]Archives de l'Assemblée de la république consultées en ligne : http://www.parlemento.pt/actividade_parlementar/index.html

[653] Jeunesse portugaise, sous la dictature : cf. *supra* chapitre 4.

[654] *Le nouveau Petit Robert*, 2003, Paris.

[655] *Luso Expansão* (nom d'un centre professionnel d'enseignement et de formation technique), *Luso Pirotecnia*, *Luso Calçadas* (entreprise de matériel de construction), *Luso Futebol Clube*, club de football de la ville de Setúbal : les exemples se trouvent par centaines.

[656] Comme le *topos* gaulois, qui constitue un élément essentiel de la définition de l'identité française (AMSELLE, 1996), « luso » renvoie aux mythes fondateurs des communautés nationales : voir aussi THIESSE (1999). À noter que la constitution de la figure de Camões comme symbole national, date elle

ont à leur tour été « survalorisés par la propagande salazariste, dont l'un des grands idéologues, Antonio Ferro, s'est employé à démontrer 'l'exception portugaise', qui constituait l'un des piliers de la théorie du '*orgulhosamente sós*' (fièrement seuls) et dont l'objectif était de justifier l'isolement du régime » (PORTUGAL BRANCO, 2000 : 155).

À la différence des termes : « luso-africano/a », « luso-americano/a », « luso-brasileiro/a », « luso-canadiano/a », « luso-castelhano/a »[657], celui de « luso-descendant » (ou « lusodescendant ») ne rend pas explicite la double appartenance (même si l'usage du trait d'union, de loin le plus fréquent dans le discours des autorités portugaises, peut laisser penser que la « mixité » est implicite) et véhicule, de manière ambigüe, une conception essentialisée de l'identité « luso », transmise, de fait, par les « liens du sang ». La question de savoir jusqu'à combien de générations un descendant d'émigrant est un luso-descendant – et donc lui-même un « luso-ascendant » - n'est pas posée, la luso-descendance s'impose quelque soit la nationalité effective et le sentiment d'appartenance d'*ego*. Comme l'appartenance aux communautés portugaises ou à la lusophonie, la luso-descendance renvoie au fondement racial « des liens du sang » des États-nation transnationaux (GLICK-SCHILLER et FOURON, 1997).

La luso-descendance, qui surgit de la nécessité de signifier l'appartenance, par l'ancrage généalogique, à ceux qui par l'histoire sont géographiquement et culturellement éloignés, signifie en même temps l'inclusion et la différenciation au sein du collectif nationale : il existe une catégorisation de l'appartenance à la nation portugaise, composée des nationaux « résidants » (ou locaux), et des « luso-descendants ». La luso-descendance renvoie à la notion d'appartenance en tant que « construction hiérarchisée des formes d'inclusion » (COMAS D'ARGEMIR, 1996).

La référence à la parenté – à la filiation – permet de signifier aux luso-descendants leur appartenance au groupe national et en même temps d'imposer aux membres du

---

aussi de la fin du XIXe siècle, réinventée ensuite par l'*Estado Novo* : « l'Etat Nouveau de Salazar a refait à neuf presque complètement le contenu de la symbolique 'Camões-*Lusíadas'* pour justifier historiquement sa propre existence et sa politique colonialiste. Imposé à l'école comme texte obligatoire, une fois épuré de certains passages 'ambigus', les *Lusíadas* sont devenues le livre peut-être le moins lu et le plus 'connu' au Portugal. En même temps, l'image de Camões connaissait le même sort » (ORIOL, dir., 1984 : 297).

[657] Luso-africain(e), luso-américain(e), luso-brésilien(ne), luso-canadien(ne), luso-castillan(e) : le luso-américain étant celui qui « est simultanément du Portugal et de l'Amérique (ou des Etats-Unis) ; celui « qui réunie simultanément les caractéristiques du Portugal et de l'Amérique (ou des Etats-Unis). Il s'agit là des cinq entrées proposées par le dictionnaire et on notera que « luso-français » en est absent.

groupe une inclusion pouvant être perçue comme illégitime (se souvenir des représentations dont l'émigrant est l'objet et des conflits avec les locaux lors des retours).

> « L'un des opérateurs symboliques les plus efficaces fournis par la parenté en relation avec l'appartenance réside dans la manière de concevoir la filiation et le mariage comme noyaux de relations génératrices de liens entre les individus. » (COMAS D'ARGEMIR, 1996 : 202)

J'ai déjà abordé la question des liens qui existent entre migrants et locaux, voyons à présent ceux entre ces centaines de milliers d'individus éparpillés à travers le monde, nés et socialisés dans des pays et des cultures très diverses.

8.1.3. Les luso-descendants dans la politique des communautés portugaises.

À partir de 1999, le secrétariat d'État aux communautés portugaises (SECP) et le secrétariat d'État à la jeunesse organisent annuellement une rencontre mondiale de « jeunes Portugais et Luso-descendants » qui réunit une centaine de « jeunes », célibataires et diplômés, en provenance des cinq continents. L'initiative

> « prétend permettre la rencontre de jeunes Portugais et Luso-descendants de différents points du monde avec des jeunes et associations juvéniles au Portugal, à l'occasion de session de réflexion et de travail, autour de divers thèmes, actions de formation, tout comme permettre la rencontre avec des entités officielles et un contact avec la réalité locale » (brochure de présentation).

Illustration 16 : Pays de provenance des participants à la rencontre mondiale de luso-descendants

« Lusolândia » est le nom de la page Internet créée par le secrétariat d'État aux communautés portugaises à l'issue de la deuxième rencontre mondiale. Les moyens électroniques de diffusion de l'information offrent des possibilités inédites et des espaces nouveaux où construire des mondes imaginés devient possible (APPADURAI, 2001 : 28). Une visite des installations de la RTPi ainsi qu'une présentation du portail Internet Sapo (dont les Portugais à l'étranger sont des utilisateurs potentiels) figurent au programme de la troisième rencontre[658].

Entre les visites officielles et touristiques, des conférences thématiques sont proposées, dont un bon nombre porte sur la situation économique du Portugal. Les avancées dans le secteur des télécommunications, son déficit en main d'œuvre qualifiée, sont des sujets récurrents. En 2006, dans un contexte de crise économique nationale, à l'occasion de la cinquième rencontre mondiale de « jeunes Portugais et Luso-descendants », le Président de la République appelle les luso-descendants « à aider le Portugal à dépasser les difficultés que le pays traverse et à divulguer son image à l'étranger ». La volonté des autorités portugaises de créer des liens avec des luso-descendants diplômés, voire même une élite, est manifeste. Un des principaux journaux nationaux portugais, *Público*, publie à l'occasion d'une de ces « rencontres » un article intitulé « Une nouvelle première génération d'émigrants ». Cinq portraits y sont brossés : Raquel Simões, championne de karaté (Johannesburg), Rafael Schandl Ramalho, violoniste (Vienne), Carla Mouta Ferreira, biologiste (Harvard), Susana Teixeira Lopez, journaliste (Espagne), Malin dos Santos Cardoso Olsson, Miss Suède...[659].

[658] Mai 2001, Almada (Portugal).
[659] *Uma nova primeira geração de emigrantes : Público*, 27 mai 2001.

Illustration 17 : Participants à la rencontre mondiale de luso-descendants (2001)

Un programme « stages professionnels pour les jeunes portugais et Luso-descendants résidents à l'étranger », lancé en 2001, vise quant à lui à « préparer à l'insertion professionnelle au Portugal ou dans le pays d'origine » d'individus ayant une qualification supérieure, technique ou professionnelle. À l'initiative du programme « Porto de départ, Porto d'arrivée : Porto accueille ses émigrants»[660], la municipalité de Porto (deuxième ville du pays et département d'émigration intense), en collaboration avec le SECP, s'est donnée pour objectifs de créer « des liens affectifs entre les villes européennes », mais aussi « un système d'enseignement supérieur qui permette aux fils d'émigrants – comme le fait l'empire anglais – d'étudier dans la terre natale des parents », permettant à la fois « la venue d'une culture européenne, qui apporte une plus-value aux cadres au Portugal » et la diffusion de la culture portugaise dans le monde lorsque les étudiants repartent[661]. La question de la promotion de l'image du Portugal à l'étranger, celle de la formation professionnelle des Luso-descendants et de l'articulation du potentiel migratoire avec les nécessités du marché du travail portugais sont omniprésentes dans les discours et les programmes mis en place. Omniprésente aussi celle de savoir si ces luso-descendants peuvent constituer un potentiel culturel et économique pour l'internationalisation du Portugal et contribuer à conforter sa place parmi les autres États membres, dans le processus de construction européenne. Le rapprochement du Portugal et de la France dans le contexte de l'Union Européenne a fait émerger de nouveaux enjeux, perceptibles dans le cadre de la politique portugaise en direction de ses communautés en Europe - celle de France en particulier - focalisés sur l'idée de « citoyenneté européenne ».

[660] *Porto de partida, Porto de chegada : O Porto acolhe os Emigrantes*. Cette formule contient une connotation intraduisible, le vocal *porto* signifiant en portugais un port, nom donné de la ville de Porto : donc « port d'arrivée » et « port d'attache ».
[661] Vice-président de la mairie de Porto : MORAIS (2003).

Illustration 18 : « La municipalité veut encourager les fils d'émigrants à étudier à Porto »
Photo tirée d'un article du journal *Público*[662]

À l'extérieur du pays, l'ambassade du Portugal a pris l'initiative d'organiser elle aussi des « rencontres ». Depuis 2002, une rencontre des « Luso-descendants élus dans les municipalités françaises[663] » est organisée annuellement, au Sénat ou à l'Assemblée nationale, à Paris, par l'ambassade du Portugal. L'objectif est, selon le Premier ministre portugais, de « rapprocher la communauté » pour lui donner une plus grande visibilité :

> « L'augmentation de la visibilité politique des membres de la communauté portugaise a contribué non seulement à l'amélioration de [sa] situation socioéconomique, mais aussi à un renforcement de la coopération culturelle, économique et commerciale [entre] la France et le Portugal. » (M. Durão Barroso, Premier ministre portugais, Paris, 29 novembre 2002)

La perpétuation de la langue et des « racines portugaises » est encouragée, d'autant plus que celles-ci constituent des « liens compatibles avec une intervention politique dans l'espace public français ». À ces élus de la République française, il est explicitement demandé de défendre, en tant que luso-descendants et citoyens européens, l'identité portugaise dans un contexte de globalisation[664]. Un rôle que les autorités

[662] Article du 19 août 2003 qui présente le programme lancé en 2003 par la municipalité de Porto et intitulé : « Porto de départ, Porto d'arrivée » (le slogan jouant sur la signification de Porto, nom propre, dont le nom commun signifie port maritime). Programme soutenu par des chercheurs et ayant fait l'objet d'un colloque : voir MORAIS *et al.* (2003).
[663] Renommée en 2004 : Rencontre des Portugais et Luso-descendants élus.
[664] Alors que 83 Portugais élus ont été recensés en France aux élections municipales de 2001, 212 en comptant les Français par acquisition d'origine portugaise (SUZUKI, 2006), en 2008, ces valeurs sont,

françaises semblent cautionner, puisque le porte-parole du gouvernement, qui participe à l'événement, insiste sur l'admiration qu'il porte à l'égard « *du modèle exceptionnel d'intégration que* [les Portugais] *représentent* », dans un contexte qui est celui de « *la montée des intégrismes et des extrémismes* » (M. Jean-François Copé)[665]. Il devient manifeste que du point de vue des autorités françaises, comparativement à d'autres « deuxièmes générations », celle des jeunes portugais, en tant que « *fleuron de cette citoyenneté* » européenne qui reste à construire, représente un modèle d'intégration compatible avec le maintien de liens avec le pays d'origine.

Du côté portugais, après les étudiants, les diplômés et les élus, s'ajoutent depuis 2006 les chefs d'entreprise, réunis à l'occasion d'un « Forum des entrepreneurs et managers Portugais et Luso-descendants de France », organisé par l'ambassade du Portugal à Paris au siège du MEDEF (Mouvement des Entreprises de France). Les Portugais de l'étranger y sont invités par les autorités portugaises à venir investir au Portugal. Au même moment, en 2007, un « Prix des talents » et un parrainage présidentiel du « prix de l'innovation technologique exclusif aux Portugais de l'étranger » ont été lancés par le gouvernement (remise des prix qui s'insère dans les festivités du 10 juin).

L'ensemble de cette politique vise spécifiquement cette « nouvelle génération d'émigrants » que sont les luso-descendants, qui constituent, selon le ministre des Affaires étrangères et des communautés portugaises, « un nouveau potentiel pour le Portugal […] une contribution indiscutable à l'affirmation d'une nouvelle image du Portugal à l'étranger, faite de modernité et de développement » (*idem*). La décennie écoulée depuis le début de ces différents évènements montre la construction, « par le haut », d'une conscience diasporique fondée sur le lien, essentialiste, de continuité culturelle avec le pays d'origine, et, en même temps, la valorisation de l'idée « d'intégration » (professionnelle, politique) dans les sociétés d'installation. C'est en

respectivement, de 189 et 3400 (PORTUGAL BRANCO, 2008). Un nouvel aspect de la luso-descendance, par alliance, est apparu : en intégrant les « élues de nationalité françaises, épouses de portugais ou de luso-descendant, il a été décidé de les inclure sur les listes, non seulement en fonction de leur mariage, mais aussi en leur qualité de mères de luso-descendants, à moins qu'elles ne manifestent le souhait de ne pas y figurer » (M. António Monteiro, ambassadeur du Portugal à Paris)

[665] Paris, Sénat, 29 novembre 2002.

effet à cette condition que cette génération se constitue comme « partenaire » et « lobby d'influence », favorable aux intérêts du Portugal à l'étranger.

Mais ces « rencontres » de luso-descendants, d'élus, d'entrepreneurs, montrent un certain nombre de décalages générationnels qui rendent plus qu'incertain l'avenir de cette « luso-diaspora » en construction. Contrairement à leurs aînés, certains luso-descendants, élus municipaux, refusent de servir « les intérêts du Portugal » à travers leur fonction d'élus de la République française. Le contraste est aussi marquant, lors du Forum des entrepreneurs, entre les attentes des Luso-descendants investis dans les nouvelles technologies qui attendent des mesures concrètes de la part des autorités portugaises et les entreprises créées par la première génération, le plus souvent dans le bâtiment et les travaux publics dont les dirigeants se contentent davantage d'un discours patriotique et nostalgique. Enfin, certains participants dénoncent le caractère uniquement politique des rencontres mondiales de luso-descendants, où aucune place n'est laissée à une « vraie » rencontre entre des individus ayant parfois pour seul point commun d'être les descendants d'émigrants portugais. L'espace-temps mobilisé dans la fabrication de cette luso-descendance, n'est, effectivement, ni celui d'une histoire de l'émigration, qui faisait jusqu'à récemment l'objet d'un tabou dans la mémoire officielle portugaise, ni celui des réalités sociales et culturelles des pays de naissance et/ou de résidence, supplantées par celles d'un Portugal « moderne », éloigné des ancrages familiaux.

8.2. L'émergence d'une « luso-diaspora » ?

> « Se sentir une âme lusitanienne n'a peut-être rien à voir avec l'histoire portugaise, depuis que le Portugal est une nation [XIIe siècle], mais cela a à voir avec un passé. L'histoire des Lusitaniens c'est le Temps d'avant. Être lusitanien est de l'ordre du sacré. Chaque peuple défend ses mythes et ses héros comme son propre territoire. Il est plus facile de rêver d'être lusitanien pour supporter une certaine image négative de 'petit-portugais'. On se réfère à la lusitanité pour mieux encaisser les coups portés à l'image de l'émigré. […] C'est comme si le mot Lusitanien avait une valeur que ne possède pas l'image d'un Portugais d'aujourd'hui, comme si le Lusitanien était l'être bon, intègre, l'homme libre et fort comme le héros 'Viriathe' [chef guerrier des Lusitaniens qui a

résisté aux Romains] et que le Portugais un 'colonisateur', un 'colonisé-immigré', un homme bizarre. » (CARREIRA et TOME, 1994 : 51)[666]

Parmi les huit participants de France, six sont membres d'associations portugaises. La majorité d'entre eux sont aussi les dirigeants de ces associations : Helder, président de Cap Magellan, ainsi que le président de l'association Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy et Environs du Raincy, celui de l'Association Culturelle Rose des Vents (Aulnay-sous-Bois), également élu municipal, un membre dirigeant (trésorier) de Lusomundo, et un salarié de la Coordination des Collectivités Portugaises de France (CCPF).

En plus de ces dirigeants associatifs, un autre membre de Cap Magellan participe à la rencontre : Anne-Sophie, étudiante en journalisme qui termine ses études à Coimbra. Deux participants n'appartiennent à aucune association : Rosa et Filipe. Contrairement aux jeunes des associations qui ont déposé une candidature de participation, ils ont été directement sélectionnés par les consulats portugais de leur lieu de résidence. Rosa qui était entrée en contact avec le consulat portugais de son lieu de résidence pour avoir des appuis institutionnels et financiers pour ses projets professionnels (projet d'animation radiophoniques sur la culture populaire portugaise), a été sollicitée pour monter un spectacle pour la commémoration du 25 avril[667]. Quant à Filipe, avocat au barreau de Rouen, il explique qu'il n'a aucun lien avec la « *communauté portugaise* », il est néanmoins probable que les autorités consulaires aient eu son contact à travers le tissu d'interconnaissance communautaire. Les critères de sélection - critères implicites, autres que celui officiel de « l'intérêt démontré pour les échanges avec le Portugal » -, ont dans ces deux cas été aussi les critères de mobilité socioprofessionnelle et de métiers jugés valorisant pour les « communauté portugaises » (comédienne, avocat).

En ce qui concerne les associations, l'information envoyée par les consulats à l'ensemble de l'aire consulaire, n'est pas toujours bien relayée par les dirigeants qui n'y accordent soit pas d'intérêt, soit considèrent le sujet trop éloigné ou étranger à de leur

[666] Chercheurs en sciences de l'éducation, l'un des auteurs se présente aussi comme professeur de Langue et Culture d'origine en France « auprès des Luso-Français ».
[667] « Entre la nuit et l'aurore – *Entre Noite e a Madrugada* », spectacle qui porte sur la dictature salazariste.

préoccupations, soit, ne trouve pas de candidats. Les associations présentes lors de la Rencontre sont uniquement des associations qui on été créées et/ou sont dirigées par des jeunes (hommes), étudiants et diplômés, tous anciens membres d'associations dites traditionnelles, et dont les projets, mais aussi les discours conformes et les attitudes consensuelles, montrent une nouvelle vision de la fonction[668] que peuvent jouer les associations dans la réalisation d'un projet national :

> *« La prise de conscience par l'État portugais qu'il a besoin des lusodescendants » constitue « le triomphe des lusodescendants. »* (Helder)
>
> *« Si le Portugal ne bichonne pas sa communauté, il y aura des problèmes…C'est une avancée que le Président de la République [M. Cavaco Silva, 10 juin 2006] ait invité six membres de la communauté [dont lui-même] lors des commémorations du 10 juin. C'est une reconnaissance de la valeur qu'ils ont, une valorisation de la nation. Pour les Communautés, le Portugal est plus que ses frontières. C'est qui est le plus beau, c'est qu'on est comme une famille avec chacun son accent. Il faut valoriser ce que nous avons de meilleur ! »* (Président de l'association Civica)[669]

À l'image de Cap Magellan et Lusomundo, l'association Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy et Environs, dont l'activité principale est l'enseignement du portugais (300 élèves), appelle à « *un renouvellement des représentations sociales dont le portugais* [langue] *est l'objet* ». Le dirigeant de l'Association Culturelle Rose des Vents est surtout présent en tant qu'élu municipal. Devenu, en 1989, président de l'association créé par son père en 1973 (folklore, théâtre), où il a créé en 1985 un « Club *Jovens* » (Club de jeunes proposant des formations professionnelles, financées par l'Union européenne), il a acquis une visibilité ethnique locale qui lui a permis d'être élu, en 1995, conseillé municipal : le « premier élu luso-

[668] L'absence de femmes dirigeantes illustre-t-elle la reproduction d'un schéma traditionnel ou bien un plus grand désintérêt des jeunes femmes pour l'activité associative ?

[669] Le président associatif ayant été invité à participer aux commémorations du 10 juin, célébrées à Porto par le président de la république, en tant qu'élu du Conseil des Communautés Portugaises, au sein duquel il a été nommé, par le premier ministre, conseiller à la jeunesse. Il est intéressant d'observer que ce jeune *leader* associatif utilise, en France, où a été par ailleurs un élu municipal durant près de quinze ans (de vingt-cinq à trente huit ans, 1995-2008), les catégories « Portugais de l'étranger » et « Portugais expatriés » - et non : Communautés portugaises -, à l'image des catégories utilisées en France : « Français de l'étranger », « expatriés ».

français »[670]. En 2000, il créé l'association Civica « d'information et de formation des élus luso-français, européens et portugais de France », qui vise une « plus grande visibilité des Portugais en France à travers leur participation citoyenne, un poids électoral au service d'un lobbying culturel et économique portugais »[671].

Lusomundo mis à part (qui s'essoufflera après six années d'existence), ces associations répondent à des demandes explicites des autorités portugaises et comblent des carences : carence d'information des municipalités françaises sur la citoyenneté européénne (Civica) ; carence de l'enseignement public du portugais en France (Comunidade Portuguesa de Formação Cultural Le Raincy e Arredores) ; valorisation des compétences professionnelles des enfants de migrants (Cap Magellan). On est loin de l'association portugaise définie, lors d'une Rencontre régionale de jeunes luso-descendants, par ces termes : « partage, pays, folklore, échanges, agriculture, cuisine, musique *pimba*, tradition, chanteurs, *vinho verde*, jeunesse, racines, génération, communication, ouverture, vieux, *sueca*[672], divertissement, dialogue, chaleur, Sagres[673], culture, foot »[674]. L'association n'est plus l'espace d'affirmation collective d'une « portugalité » dans un entre-soi, ni d'une « double culture », mais un espace de défense d'un projet national dont certains jeunes dirigeants ont bien compris qu'ils pouvaient en être des acteurs. Tous revendiquent une plus grande « visibilité » et une image valorisée de la culture portugaise en France, et ont en commun le fait d'utiliser la « nouvelle narrative » celle, également utilisée entres les élites portugaises, de la « modernité et de la capacité des Portugais à réaliser le *même* que les autres » (SOBRAL, 1999 : 72), mais aussi celle de la luso-descendance : quelles sont leurs motivations ? Qu'est-ce pour eux être un « luso-descendant » ? Pourquoi certains ont-ils recours à cette auto-désignation et que d'autres non ? Le terme luso-descendant n'est ni employé dans les associations dites traditionnelles, par les jeunes impliqués dans les groupes folkloriques, par exemple, ni par ceux qui n'ont aucun contact avec le discours officiel relayé par l'espace associatif et communautaire (médias, banques, commerces).

---

[670] En réalité, il n'est pas le premier élu municipal français d'origine portugaise, mais le premier à se revendiquer comme « luso-français ».
[671] Civica divulgue par ailleurs une brochure sur le tourisme : « Portugal, un monde à découvrir » (*Portugal, um mundo a descobrir*).
[672] Jeu de carte du type de la Belote auquel les hommes jouent dans les bars et les associations.
[673] Nom d'une des deux bières portugaises exportée et consommée par les migrants.
[674] Rencontre régionale de jeunes luso-descendants (CCPF), Paris, mars 2000.

Trois de ces dirigeants associatifs participent activement à la programmation de la rencontre en intervenant : soit comme modérateur du panel « Intervention des jeunes dans les communautés où ils résident : l'associativisme » (le salarié de la CCPF) ; soit comme modérateur du panel « Emploi et formation au Portugal : avantages et désavantages pour un luso-descendant » (président de Cap Magellan) ; soit comme modérateur de : « L'identité culturelle portugaise ». Cette dernière problématique est abordée par le président de Civica qui décrit son parcours d'élu municipal, son but étant de mettre en évidence la compatibilité entre son « *intégration réussie en France* » et la revendication de sa « *portugalité* ». En quoi cet exemple illustre-t-il « l'identité culturelle portugaise » ? S'agit-il de cette idée de « plasticité », ou de métissage harmonieux, censée caractérisée le peuple portugais[675], et que viendrait confirmée l'intégration « réussie » des luso-descendants de France et du monde ? « Les jeunes luso-descendants sont un symbole de notre universalité et de notre capacité d'adaptation[676] », expliquait en juin 2003 le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports[677].

La présence de participants sans lien associatif permet une confrontation intéressante des représentations de l'appartenance nationale. Filipe, en quête de respectabilité au Portugal comme en France - « *Au barreau, on m'appelle le travailleur immigré, mais c'est une boutade entre nous* » -, se dit « *fier de pouvoir renouer avec [ses] racines* » dans un cadre qui ne soit pas celui du « folklore ». Il est sensible au discours sur le Portugal « moderne », à la construction duquel les luso-descendants sont invités à participer, ainsi qu'à l'image qui lui est renvoyée d'un luso-descendant de « succès ».

La participation de Rosa à la rencontre est motivée par la soif de connaissance de l'émigration portugaise : les différentes réalités sociales et culturelles dans lesquelles vivent les autres enfants d'émigrants. Rosa veut témoigner de la manière dont, à travers son travail de comédienne, de conteuse et de poétesse qui a arpenté les rues de Lisbonne

[675] Idée développée par l'anthropologue brésilien Gilberto Freyre et qui fonde sa théorie du « lusotropicalisme ».
[676] *Os Jovens luso-descendentes sao um simbolo da nossa universalidade e da noss capacidade de adaptação*.
[677] Dans un contexte de préparatifs de l'Euro 2004 (championnat européen de football) organisé par le Portugal. Le secrétaire d'État annonçait son intention de créer un « organisme qui rassemble les luso-descendants du monde entier ».

avec sa « biblioambule »[678], elle a « *construit des liens avec le Portugal* ». Elle s'intéresse à la manière dont les autres participants ont construit ces liens. Des questions restées sans réponse, puisque dans ce rituel politique d'appartenance nationale, la problématique de la « construction du lien » est hors sujet : le lien des luso-descendants avec le Portugal va de soi, il est « naturel », biologique. Le registre du collectif prend le dessus sur celui de l'individuel et du biographique. Rosa était en attente d'une « rencontre », mais d'une « vraie », qui ne s'est pas faite :

> *« J'étais loin de m'imaginer que c'était le Club Med, que je venais pour aller manger chez le Premier ministre, aller voir la télé …. J'y allais pour échanger : que chacun parle de son expérience dans le pays d'où il venait. Je voulais un espace de parole, je n'avais pas à le réclamer, je croyais que je venais pour ça. »* (Rosa)

De manière générale, le programme établi et le rythme soutenu laissent relativement peu de place aux initiatives informelles. Pourtant, des participantes du Brésil ou d'Argentine prennent l'initiative, un soir, lors d'un dîner officiel, de chanter l'hymne national de leur pays de résidence (et de naissance), d'autres participants, d'Afrique du Sud, décorent des déserts du drapeau national.

En organisant, en marge de la programmation officielle, un petit-déjeuner à l'ambassade de France entre participants « français », Helder cherche davantage à s'imposer comme leader des luso-descendants de France, qu'à encourager la construction d'un projet associatif commun. Le discours officiel des autorités françaises vise à interpeller les « jeunes franco-portugais[679] » pour qu'ils prennent conscience du rôle à jouer dans la « *lutte contre la perte de vitesse et de représentation de la présence de la culture française au Portugal* » (ambassadeur de France au Portugal). Un discours familier et accepté de ces jeunes dirigeants associatifs qui, tous, semblent mettre en œuvre une stratégie de reconnaissance et de conquête d'un statut à l'intérieur des deux communautés nationales, celle d'origine et celle de résidence : un statut, à la fois prestigieux et légitimateur, d'interlocuteur des autorités nationales, susceptible de les aider dans leur parcours de dirigeants associatifs et d'hommes politiques. En ce qui

[678] Genre d'armoire mise sur roulettes où elle puise, selon l'inspiration, du Prévert, Becket, Pérec, Camões, Pessoa, Jacques-Henri Michaud…

[679] Il est intéressant d'observer que hors du territoire national, le recours à cette catégorie « mixte » semble bien moins problématique aux autorités françaises.

concerne le président de Cap Magellan et de Civica, cette stratégie a fonctionné, l'un et l'autre ayant été élus en France : conseiller de Paris et conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois. La différence avec la centaine d'autres élus Français d'origine portugaise étant que, d'une part, leur carrière associative et politique (qui vont de pair) constitue une activité professionnelle à plein temps (et leur seule source de revenu) et, d'autre part, qu'ils mobilisent leur lien communautaire et continuent d'œuvrer à la « grandeur » de leur pays d'« origine ». Militant de l'UMP, le président de Civica a contribué de manière significative (entre 2001 et 2007) au rapprochement entre les deux principaux partis de la droite française (UMP) et portugaise (PSD). En 2009, dans le cadre de la campagne des élections européennes, Helder organise à Paris une « rencontre avec Harlem Désir, tête de liste aux élections européennes » et « les Portugais de Paris et Ile de France »[680] :

> « Citoyens européens avant l'heure et première communauté de ressortissants européens en France, les Portugais et Franco-portugais sont actifs dans bien des secteurs de la vie sociale, économique, culturelle et sportive en France, mais moins visibles dans l'animation et le débat politique **».**

Si cette action sert les intérêts politiques du candidat (et indirectement ceux de Helder), elle aussi répond à la demande formulée par les autorités portugaises lors des rencontres élus luso-descendants : celle de la participation politique des Portugais de France pour la constitution d'un « lobbying » (économique et culturel).

Ces deux parcours de luso-descendants montrent aussi qu'il n'y a pas de réelle volonté de la part de ces dirigeants associatifs et élus de la République française d'œuvrer conjointement (situation exacerbée du fait des divergences politiques), chacun cherchant de son côté à défendre ses intérêts et à s'imposer comme interlocuteur privilégié auprès des autorités portugaises et françaises[681].

---

[680] Le candidat est présenté comme « le leader de la liste 'Changer l'Europe, maintenant' », mais jamais, de manière explicite, comme candidat du PS. Un détail intéressant quand on sait que les Portugais votent généralement plutôt à droite. Helder continue, lui, de se présente comme candidat « indépendant » (élu sur une liste PS).

[681] De manière générale, une grande rivalité a toujours existé au sein du réseau associatif, rivalité exacerbée lorsque plusieurs associations existent dans la même ville. Il s'agit là d'un phénomène très répandu dans l'espace associatif portugais de la région parisienne (et dans les grandes villes en général), conséquence des enjeux de pouvoir au sein de l'association : conflits entre individus et souvent entre groupes de parenté, celle-ci étant mobilisée pour s'emparer des postes de direction. Une situation révélatrice du fait que l'association constituait, jusqu'à récemment, le seul moyen d'accéder à un prestige social, à une notoriété publique auprès des compatriotes, des autorités locales françaises et des autorités

Une situation qui questionne, de manière plus générale, l'idée qui sous-tend ces diverses rencontres de luso-descendants (rencontre mondiale ; rencontre d'élus ; rencontre d'entrepreneurs), celle de « rapprocher la communauté » (à l'échelle nationale de chaque pays de résidence) et les « communautés » entre elles (à l'échelle mondiale). La question reste ouverte de savoir si la politique des communautés portugaises va créer du lien communautaire entre luso-descendants, prémices de communautés transnationales qui s'autonomiseront de l'État-nation d'origine. Pour le moment, les liens transnationaux semblent être davantage individuels et familiaux que communautaires.

Jusqu'à présent, et contrairement à d'autres migrants (Grecs, Libanais, Chinois, Indiens, etc.), les Portugais n'ont pas investi dans des activités commerciales d'ampleur susceptible de fonder des réseaux d'échanges transnationaux entre les différentes communautés portugaises, ni tous autres liens transnationaux, valorisant l'image ou servant les intérêts de leur pays d'origine. Toutefois, des différences importantes existent selon les sociétés d'installation. Au Brésil, au Venezuela, ou même en Afrique du Sud, les Portugais sont à la tête d'activités commerciales et de réseaux de distribution et se positionnent plutôt dans la partie supérieure sur l'échelle sociale.

La comparaison entre la France et les États-Unis montre aussi l'impact de la tradition politique de la société d'installation, en particulier les « exigences de l'homogénéisation de la population nationale » (SCHNAPPER, 2001 : 19). On peut y voir une des explications au fait que les participants de France, contrairement à ceux du Brésil, du Venezuela et d'Afrique du Sud, n'aient pas affirmé leur double appartenance : une illustration du modèle français où la fidélité à une autre origine reste de l'ordre du privé (raison pour laquelle, aussi, la catégorie luso-français est absente). Ces différences – de milieux sociaux, des modèles nationaux des pays de résidence - sont perceptibles entre les participants des rencontres mondiales de luso-descendants.

---

portugaises. Cette situation tend à évoluer depuis les élections municipales de mars 2001 où, pour la première fois en France, le droit de vote et d'intégrer des listes électorales a été ouvert aux ressortissants de pays membres de l'Union Européenne. La fonction d'élu municipal assure une visibilité et une reconnaissance au sein des communautés portugaises comme l'atteste l'organisation par l'ambassade du Portugal en France, depuis 2002, de rencontres d'élus portugais et luso-descendants de France.

Le slogan inventé par les institutions organisatrices : « La même jeunesse dans d'autre latitude[682] », apparait comme une incantation.

Il est en revanche intéressant d'observer qu'un consensus existe parmi ces luso-descendants, autour de l'image à construire de la migration portugaise, comme l'a montré la problématique qui a surgit lors de la projection du film « *Ganhar a vida* » (Gagner la/sa vie) programmée un des soirs de la rencontre, en présence du réalisateur João Canijo et de l'actrice principale (CANIJO, 2000). Cette dernière joue le rôle d'une mère portugaise endeuillée par la mort de son fils, tué accidentellement par la police, et qui est la seule à dénoncer la bavure policière, abandonnée par son mari (qui repart au Portugal avec le fils cadet) et les autres familles portugaises qui préfèrent se taire. L'histoire a pour décor une cité de la banlieue parisienne, où les femmes travaillent comme employées pour une entreprise de nettoyage industriel, et les familles cultivent l'entre-soi.

Là encore, Rosa s'est démarquée des autres participants qui dénonçaient l'image très négative que le film donne des Portugais de l'étranger :

> *« La même jeunesse ? Pas du tout ! Tu vois,* Ganhar a vida*, j'étais d'accord avec ce film, ce qu'il véhiculait : c'est à dire une réalité et une précarité. Cette jeunesse là ne voulait surtout pas qu'on véhicule cette image du Portugais : la pauvreté et une image ouvrière du Portugais. Je regrette de ne pas avoir eu assez de force pour contrer. C'était violent. Ce que véhiculait ce film, cette image là existe, ça existe comme d'autres choses. Je ne fais pas partie de cette jeunesse, ce n'est pas la mienne […] Moi, je n'ai pas envie d'oublier d'où je viens aussi. C'est très bien qu'on ait la possibilité d'étudier et de faire ce qu'on aime, mais pas de renier cette génération ouvrière. Je ne veux pas la renier, et dans mon travail je …je… en tout cas, quand je fais des créations en lien avec le Portugal, par exemple, ce spectacle, j'ai parlé de l'immigration, de l'exil, de ce déracinement… ».*

Pour ceux qui adhèrent à la luso-descendance, cette identité collective ne se fonde pas sur l'histoire récente, jugée honteuse, de la migration, mais sur celle des caravelles et sur le rêve de succès socioéconomique que la « modernité », l'« européanéité » [683], et

---

[682] *A mesma juventude noutra latitude.*

[683] Eduardo CAETANO DA SILVA (2003) a montré que l'entrée du Portugal dans l'Union Européenne à constituer un tournant dans la construction d'une image valorisante et valorisée du pays d'origine pour les luso-descendants du Brésil. Sur la situation géopolitique du Portugal tourné à la fois vers l'Europe et l'Atlantique, voir par exemple : LUCENA (2000)

l'« universalité » (idée de communauté « lusophone ») du pays d'origine peuvent apporter dans la construction d'une image positive de soi-même et des projets de vie.

CHAPITRE 9

FAIRE MEMOIRE DE LA MIGRATION

> « Le passé n'est pas libre. Aucune société ne le laisse à lui-même. Il est régi, géré, conservé, expliqué, raconté, commémoré ou haï. Qu'il soit célébré ou occulté, il reste un enjeu fondamental du présent. » (ROBIN, 2003 : 27)

L'invention de la luso-descendance vise à maintenir un lien immuable entre les descendants de Portugais de l'étranger et la nation portugaise, dans une conception « déterritorialisée » (BASCH, *et al.*,1994), diasporique, de celle-ci. Le cas de la migration portugaise de France rend problématique cette idée de déterritorialisation. L'étude des liens maintenus avec le lieu d'origine montre l'importance qu'a gardé l'ancrage généalogique, en tant que repère identitaire pour le descendant de migrant. Deux récits mémoriels entrent ici en tension : la construction d'un récit fondé sur l'imaginaire national portugais venant nourrir les communautés portugaises « deterritorialisées » et celle d'un récit fondé sur l'histoire de l'individu et de ses ascendants, sur un roman familial ancré dans le lieu d'origine.

Depuis quelques années, les « politique de la mémoire » de la migration, dans la société d'origine et dans cette de résidence, ont engendré l'apparition et la valorisation d'un autre type de récit mémoriel : celui qui raconte l'é/immigration. C'est ce processus que je me propose d'analyser.

Quels « lieux de mémoire » sont construits et quelles représentations de la migration sont retenues, dans ces constructions identitaires ? Comment s'articulent-elles et qui sont les porte-paroles de ce passé ? Assistons-nous à une accelération, un tournant dans l'invention des communautés portugaises territorialisées en France par l'État d'origine, qui établit nécessairement la migration comme une histoire passée ? Comment s'articule ce processus avec la logique d'intégration nationale de l'État

« d'accueil » ? Ces tentatives d'intégration de l'expérience migratoire, au sein des mémoires nationales, conduisent-elles à une réelle reconnaissance historique ?[684]

Pierre Nora décrit le « moment des lieux de mémoire » comme étant le « basculement du mémoriel à l'historique » - les lieux de mémoire sont en fait déjà des lieux d'histoire - ou encore le « passage d'une histoire totémique à une histoire critique » (NORA, 1984 : xxv). Ce passage correspond à un moment particulier, celui de l'« accélération de l'histoire » :

> « Au-delà de la métaphore, il faut prendre la mesure de ce que l'expression signifie : un basculement de plus en plus rapide dans un passé définitivement mort, la perception globale de toute chose comme disparue. […] L'accession à la conscience de soi sous le signe du révolu, l'achèvement de quelque chose depuis toujours commencée. » (NORA, 1984 : xvii)

Cette « accession à la conscience du soi sous le signe du révolu » serait caractéristique d'un « mode de perception historique » dans lequel la « mémoire vraie » - « […] inconsciente d'elle-même, organisatrice et toute-puissante, spontanément actualisatrice, une mémoire sans passé qui reconduit éternellement l'héritage »- aurait fait place à une « mémoire saisie par l'histoire », « trace et tri […] volontaire et délibérée, vécue comme un devoir et non plus spontanée ; psychologique, individuelle et subjective et non plus sociale, collective, englobante » (*ibid* : xviii ; xxv).

> « Habiterions-nous encore notre mémoire, nous n'aurions pas besoin d'y consacrer des lieux. Il n'y aurait pas de lieux, parce qu'il n'y a aurait pas de mémoire emportée par l'histoire. Chaque geste, jusqu'au plus quotidien, serait vécu comme la répétition religieuse de ce qui s'est fait depuis toujours, dans une identification charnelle de l'acte et du sens. Dès qu'il y a trace, distance, médiation, on est plus dans la mémoire vraie mais dans l'histoire. » (*ibid* : xix) [685]

En associant la « mémoire vraie » aux « sociétés dites primitives, ou archaïques » (xviii), par opposition à « l'histoire » : « ce que font du passé nos sociétés condamnées à

---

[684] Voir BAUSSANT (2005) à propos du passé colonial de la France.

[685] À la fin des trois tomes, Nora revient sur le malentendu autour des *Lieux de mémoire,* dont la dimension prescriptive qui a été retenue se trouve en contradiction avec l'initiative à visée « contre-commémorative » : « […] aussitôt lancée l'expression 'lieu de mémoire', l'outil forgé pour la mise en lumière de la distance critique est devenu l'instrument par excellence de la commémoration » (NORA, 1992 : 977).

l'oubli, parce qu'emportées dans le changement » (xviii), Nora nous amène au sein du vaste débat entre tradition et histoire sur le terrain du « grand partage », où nous ne le suivrons pas[686]. Retenons néanmoins l'idée du « mode de perception historique », l'accent étant mis sur les temporalités spécifiques qui caractérisent chacun de ces deux modes.

L'engouement mémoriel inédit qui a surgi au début des années 2000 dans la migration portugaise, renvoie t-il à un basculement du rapport des enfants de migrants à leur histoire ? Existe-t-il une demande de reconnaissance mémorielle ? Enfin, comment s'articulent ces différentes mémoires : individuelle, communautaire et nationale ?

9.1. Patrimonialiser la migration

Tout processus de patrimonialisation pose la question des traces choisies dans l'élaboration identitaire[687]. Le contexte migratoire portugais nous invite à analyser différentes « traces » dans différents lieux. C'est à travers l'analyse d'une pratique commémorative des communautés portugaises à Paris, celle du musée de l'émigrant au Portugal et le mémorial de l'émigrant de Champigny-sur-Marne, que je propose d'étudier comment s'élaborent aujourd'hui ces différentes constructions mémorielles.

9.1.1. La Fête des Portugais à Paris

La référence constante à des « communautés portugaises » constituées par les quelques cinq millions d'émigrants portugais et luso-descendants dispersés à travers le monde, s'inscrit dans la construction d'une « diaspora », qui serait, dans une vision postcoloniale alimentée par l'histoire et la mythologie des découvertes maritimes, le prolongement contemporain de l'empire portugais. On peut s'interroger sur la manière dont l'émigration intra-européenne de la deuxième moitié du XXe siècle s'intègre dans

[686] L'opposition entre sociétés dites « traditionnelles » et celles dites « modernes » (sociétés de l'écriture) et la question de leurs attitudes différenciées envers le passé, promu en tradition par opposition au passé constitué en histoire, a été largement discuté : voir par exemple (LENCLUD, 1994).

[687] Le processus de production de « patrimoine » étant entendu comme l' « attachement électif à certaines traces du passé et la réappropriation d'héritages divers, concernant aussi bien le matériel que l'idéel, le culturel que le naturel […] Le patrimoine est moins un contenu qu'une pratique de la mémoire obéissant à un projet d'affirmation de soi » (CANDAU, 1998 : 156-157 ; 162).

le récit national fondateur de ces « communautés ». Que célèbre-t-on, lors des commémorations officielles du Jour du Portugal, de Camões et des Communautés, le 10 juin ? Les individus et les groupes qui constituent « organiquement » ces communautés s'identifient-ils à ces « lieux de mémoire » officiels ?

La commémoration de la Fête nationale donne lieu à des cérémonies officielles au Portugal comme dans les divers pays de résidence. La première est célébrée par le Président de la République et parmi les autres, il y en a toujours une célébrée par le respectif Secrétaire d'État, quelque part dans une des « communautés » dispersées de par le monde. Depuis 2006, des représentants élus des « communautés » sont invités au Portugal, pour participer aux festivités aux côtés du Président de la République[688].

En France, ces commémorations sont organisées par les autorités portugaises (ambassade à Paris, consulats), mais d'autres initiatives existent, menées par des associations, pas nécessairement en lien avec les initiatives officielles. À Paris, deux évènements solennels ont lieu : une messe portugaise co-célébrée à la cathédrale Notre Dame par un cardinal portugais et l'archevêque de Paris et un hommage rendu à Luís de Camões devant le monument à sa mémoire, situé dans le 16e arrondissement de Paris, souvent suivi d'une réception à l'ambassade, à laquelle sont conviés les membres « visibles », considérés officiellement comme les « plus représentatifs de la communauté » : dirigeants associatifs, entrepreneurs, élus du Conseil des Communautés Portugaises (CCP), élus de la République française (élus municipaux), artistes, sportifs, journalistes, enseignants, chercheurs, etc.

En juin 2002, l'ambassade du Portugal lance un ambitieux programme de festivités en partenariat avec la mairie de Paris :

> « Le 10 juin, jour anniversaire de la mort de l'auteur des *Lusíadas*, le poète Luís de Camões (1523-1580), est le jour national du Portugal et des Communautés Portugaises. La Mairie de Paris et l'Ambassade du Portugal en France se sont réunies pour réaliser La Fête des Portugais à Paris au cours de mois de juin 2002 : la musique, l'art, la littérature, la gastronomie, la culture du Portugal et de l'espace lusophone s'ouvrent au public parisien, pour qu'il puisse découvrir ou approfondir la connaissance de ce peuple dont

[688] Voir *supra* chapitre 8 la participation du président de l'association Cívica, ainsi que le discours prononcé par le Président de la République pour l'occasion.

une partie importante a choisi Paris comme lieu de résidence et de travail. » (M. António Monteiro, ambassadeur du Portugal)

Les festivités de la « Fête des Portugais à Paris » se sont déroulées sur l'ensemble du mois de juin et ont englobé différents évènements, organisés auparavant séparément les uns des autres, par les associations : « Folkbastille », défilé d'une quarantaine de groupes folkloriques portugais de France (de la place de la Nation à la place de la Bastille), initiative d'une association du 12e arrondissement ; « Portugal Musicmania », concert de musique pop-rock portugaise organisée par Cap Magellan sur le parvis de l'Hôtel de Ville ; Fête des Saints Populaires[689] de Radio Alfa, organisée annuellement le jour de la Saint Jean sur la base de loisirs de Créteil, qui attire des dizaines de milliers de portugais.

Différents micro-évènements sont aussi organisés pour l'occasion : un hommage à la poésie portugaise et un colloque sur la lusophonie au Palais du Luxembourg ; la semaine du cinéma portugais dans un cinéma parisien d'art et d'essais, Le Latina; un colloque sur « les racines chrétiennes de la culture portugaise » au sanctuaire Notre Dame de Fátima, dans le 19e arrondissement de Paris, d'autres encore viennent s'y greffer, qui ne sont pas spécifiques aux Portugais, tels la Fête de la musique. Cette année là, un match de football Portugal-Pologne a été retransmis sur un écran géant, installé sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Il est important d'observer que cette Fête des Portugais à Paris, territorialement inscrite bien au-delà de la capitale, juxtapose des fêtes qui renvoient à des pratiques culturelles et temporelles des deux sociétés de référence. Par exemple, FolkBastille, organisé chaque année par l'Association culturelle et récréative de Saint-Antoine du 12e arrondissement de Paris, fait référence au saint patron de Lisbonne célébré le 13 juin[690]. La Fête des Saints Populaires organisée par Radio Alfa depuis l'an 2000 à Créteil[691], renvoie au même calendrier festif urbain portugais, tout en se rapprochant dans sa forme de l'« *arraial* » (SANCHIS, 1997), fête « profane » insérée dans les pèlerinages de

[689] Au Portugal, appelée aussi « les Saints de Juin : Saint Antoine (13 juin), Saint Jean (24 juin) et Saint Pierre (29 juin) » (CORDEIRO I., 1999 : 222).

[690] « À travers leurs délégations, composées d'environ cinquante hommes et femmes par quartier, les cortèges exhibent un ensemble 'd'emblèmes-mémoire' […] symbolisant l'unité culturelle et sociale d'une communauté. Dans ce défilé, chaque quartier affirme sa singularité et son identification avec Lisbonne en exhibant des éléments qui symbolisent leur appartenance à la ville. » (CORDEIRO I., op. cit. : 214).

[691] Département du Val-de-Marne (94), où réside une importante population portugaise et d'origine. La presse annonce autour de 25 000 participants.

« pardon » (*romaria*)[692]. À Créteil il n'y a pas de pèlerinage, mais une messe portugaise, un festival de folklore, des concerts de musique populaire et de rap[693]. La fête prend la forme d'un immense concert et d'un déjeuner champêtre (il y a divers stands de produits alimentaires portugais), avec les moments solennels que constituent la messe et les discours des autorités portugaises et françaises, dont le Maire[694]. L'association Cap Magellan organisait tous les ans à Paris un concert nommé « Fête de l'été », dans le cadre de l'initiative municipale éponyme. En 2001, l'année précédant la Fête des Portugais à Paris, l'association avait déjà renommé l'événement, programmé dans la célèbre salle parisienne Le Divan du Monde, « Tosmania », ne faisant plus référence à l'été, mais dont l'objectif était, désormais, de « *célébrer la fête nationale portugaise* ».

L'histoire des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants portugais venus en France est absente de ces commémorations des « communautés portugaises ». On y célèbre la culture portugaise, savante et populaire, le présent – le « succès » économique et l'intégration des Portugais de France[695] – et le passé lointain, comme le montre l'omniprésence du thème des découvertes maritimes dans les discours des autorités portugaises et l'iconographie de l'affiche la Fête des Portugais à Paris. Ces commémorations illustrent « la constante (ré)invention du rôle légendaire accompli par les navigateurs portugais à l'époque des grandes explorations maritimes » (FELDMAN-BIANCO, 1995 : 90), ce qui est corroboré par l'idée initiale et vite abandonnée, d'édifier sur le Champ de Mars une réplique de la Tour de Belem[696].

---

[692] Le pèlerinage est la réalisation d'une *promessa*, un vœu, adressé au saint patron d'une région, dont le sanctuaire devient une fois l'an un lieu de rassemblement (la réalisation du vœu se faisant le jour de sa fête patronale). De ce fait, toute *romaria* comporte une fête « profane » : foire, chant, danse etc. : voir SANCHIS (*op. cit.*).

[693] Le groupe de rapp La Harissa en juin 2008.

[694] À Clermont-Ferrand, une Fête de la Saint Jean est organisée par l'association les Paysans du Minho depuis quelques années.

[695] Voir *supra* au chapitre 8, les discours officiels du Président de la République portugaise et du Secrétaire d'État aux communautés portugaises.

[696] Monument du XVIe siècle situé au bord du Tage à Lisbonne, qui marque le lieu de départ des caravelles. Le symbole iconographique de la caravelle est aussi largement présent dans les affiches publicitaires pour des cours d'été destinés aux enfants d'émigrants, à l'Université d'Aveiro, comme le montrent les auteurs du rapport *Les variations de l'identité* (ORIOL, dir, 1984 : 299-303).

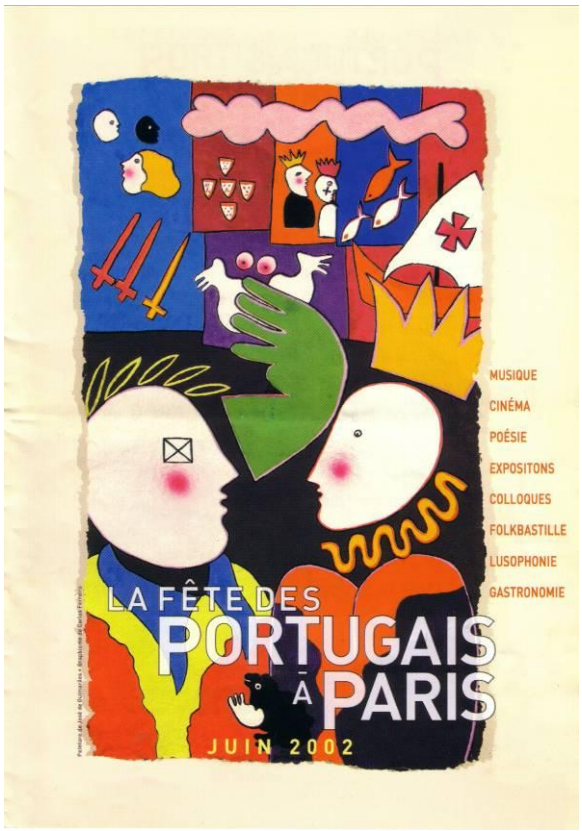


Illustration 19 : Page de couverture du programme de la Fête des Portugais à Paris

Si l'histoire et notamment celle des découvertes maritimes, est une ressource identitaire pour les migrants portugais et leurs enfants (ORIOL, 1985), transmise par l'enseignement de l'histoire du Portugal, le monument à la mémoire de Luís de Camões peut-il constituer un « lieu de mémoire » – « dans les trois sens du mot, matériel, symbolique et fonctionnel » (NORA, 1984 : xxxiv) – pour les Portugais de Paris ? Son emplacement n'est pas lié à la migration[697], il en est excentré, voire dérobé[698]. Enfin,

[697] Une première statue a été érigée le 13 juin 1912 au carrefour de l'avenue Camões (tracée en 1904 et renommée depuis) avec le boulevard Delessert : « à l'emplacement des jardins du comte Armand, fils de l'ancien ambassadeur de France au Portugal. Elle est ainsi nommée grâce à l'action de la toute jeune Société des études portugaises, présidée par Frédéric Mistral, ami de la reine Amélie, épouse de Dom Carlos Ier […] La statue en bronze, réalisée par le sculpteur italien Luigi Betti, représente le buste du poète, la tête couronnée de lauriers, une plume dans la main droite […] La cérémonie d'inauguration, qui commence aux accents de l'hymne national portugais, est suivie d'un banquet de deux cents couverts à l'hôtel Continental. » (PELLERIN, 2009 : 162). Le buste, qui avait alors rapidement disparu, conséquence de conflits de quartier (*idem*), a été remplacé en 1980 : « une haute personnalité brésilienne s'empare de la question et demande que l'injustice envers Camões soit réparée 'au nom de tous les peuples de langue portugaise' » (*ibid* : 164).

[698] Avenue Kennedy dans le 16e arrondissement de Paris, sur un axe parallèle à la Seine qui relie le bas des jardins du Trocadéro au quartier de Passy, essentiellement emprunté par les voitures et non les piétons.

c'est l'identification des migrants portugais et de leurs descendants – ceux qui constituent, de fait, les « communautés » - à la figure de Camões, qui pose question :

> « […] ces commémorations n'ont d'autre écho public auprès des émigrés, que celui de son image même de rituel national. C'est donc comme pratique rituelle qu'elles accomplissent leur rôle et cette pratique transmet aussi comme contenu principal l'insistance implication réciproque (donc identification) entre Camões-*Lusíadas*-Portugal-Comunidades. […] les discours savants et les intentions idéologiques peuvent toujours créer le Camões et les *Lusíadas* qui vont avec le moment instable de leur histoire. Ce qu'ils ne peuvent pas, c'est faire des *Lusíadas* un livre de lecture populaire, ni de Camões un écrivain parmi d'autres. L'implication réciproque Camões-*Lusíadas* est donc une constante de l'histoire du mythe national le plus productif. Constante qui vit beaucoup de l'inaccessibilité du livre à une large audience, de l'articulation du récit à la biographie de l'auteur et de l'image de Camões lui-même, un pauvre aventurier (sic) aux ambitions nobles […] » (ORIOL, dir, 1984 : 298).

Le nombre réduit d'individus présents chaque année au moment du dépôt de la gerbe de fleurs, en majorité fonctionnaires des organismes officiels portugais travaillant à proximité, ainsi que quelques écrivains et poètes, laisse penser que ce monument ne constitue pas un lieu de mémoire de la migration[699]. Parmi mes informateurs parisiens, seuls les dirigeants associatifs tels Helder, Lionel et Saúl connaissent le lieu, parce qu'ils ont été invités à participer aux commémorations officielles, ou parce qu'ils se sont appropriés l'œuvre de Camões.

[699] Se rappeler aussi du refus de certains participants à la rencontre mondiale de Luso-descendants de mai 2006, de participer à la commémoration de Camões, à Lisbonne (chapitre 8).

Illustration 20 : Monument à la mémoire du poète Luís de Camões, 16e arrondissement de Paris, 10 juin 2007

L'analyse des commémorations du Jour du Portugal, de Camões et des Communautés montre que ce n'est pas la mémoire de la migration qui est célébrée et soulève donc la question de l'absence de lieu de mémoire spécifique à l'immigration portugaise en France, d'une manière générale (ni musée, ni archives). Toutefois, selon l'historienne Marie-Christine Volovitch-Tavares, des « lieux de mémoire témoignent de l'enracinement des Portugais en France » (1998 : 145), tels l'avenue des Portugais à Paris, située près de la Place de l'Étoile, que le gouvernement français dédia, le 14 juillet 1918, aux combattants portugais du Corps expéditionnaire, composé de près de 9 000 volontaires et intégré aux forces britanniques dans le Pas-de-Calais, qui subirent l'assaut meurtrier du 9 avril 1918 sur la Lys[700]. Il existe aussi un cimetière militaire portugais à Richebourg, ainsi qu'un monument commémoratif inauguré le 11 novembre 1928 par le maréchal Foch dans le village La Couture (Pas-de-Calais). L'Association Portugaise des Combattants de la Grande Guerre de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne, Ile-de-France) défile le 11 novembre aux côté des anciens combattants français : « l'hommage aux morts du CEP [Corps Expéditionnaire Portugais], mis en veilleuse jusqu'aux années soixante, a été réactivé par le dynamisme de l'immigration portugaise au cours des vingt dernières années » (VOLOVITCH-TAVARES, *op.cit.*). Les autorités

[700] Une plaque commémorative fut posée en 1988.

portugaises participent aux commémorations officielles de la bataille de la Lys, au mois d'avril.

L'absence de lieux de mémoire spécifiques à l'immigration portugaise serait due, selon l'historienne Lucette Valensi, à « l'implantation récente » des Portugais et à l'absence de « chercheurs endogènes » (VALENSI, 1990 : 110). Cependant, aujourd'hui encore, seuls quelques ouvrages historiques de référence ont été publiés, dont un, de Marie-Christine Volovitch-Tavares, qui porte sur le bidonville de Champigny-sur-Marne[701]. Or il faut noter le rôle joué par les historiens dans le processus de patrimonialisation et notamment la constitution d'archives. À l'instar de Gérard Noiriel, qui a créé en 1980 l'Association pour l'étude du patrimoine du bassin de Longwy, « qui a contribué à sauver de l'oubli la mémoire de l'immigration [polonaise notamment] dans cette partie de la Lorraine, en recueillant de nombreuses histoires de vie » (NOIRIEL, 2004 : 17)[702], ou encore de Pierre Milza, à l'origine, en 1983, du Centre d'étude et de documentation de l'émigration italienne. Evelyne Ribert observe le même phénomène à Saint-Denis, concernant l'immigration espagnole (RIBERT, 2009 : 278).

Il est possible que l'important travail, pionnier, d'archives mené par l'historien Victor Pereira à la *Torre do Tombe* (archives nationales à Lisbonne), dans le cadre d'une thèse de doctorat sur l'encadrement politique de l'émigration portugaise en France sous la dictature de l'*Estado Novo*[703], ait une incidence et amorce ce processus. Guidé par l'historien, le cinéaste José Vieira s'est depuis lui-même rendu à plusieurs reprises aux archives nationales de Lisbonne[704]. Il y a recueilli des données pour son

[701] Voir VOLOVITCH-TAVARES (1995a). L'historienne a par ailleurs publié de nombreux articles. Les publications de recherches menées par des sociologues et des géographes, sur l'insertion en France, sur le va-et-vient, sur les associations et la problématique identitaire en générale, sont plus nombreuses : pour une synthèse voir PEREIRA, DOS SANTOS, VOLOVITCH-TAVARES (2003).

[702] Dans cet article, l'historien revient sur la situation ambiguë de l'historien engagé dans une entreprise commémorative.

[703] Voir PEREIRA (2007).

[704] Il a consacré la majorité de ses films à la migration portugaise, les premiers ayant été produits par le Centre d'étude et de dynamisation de l'émigration portugaise (CEDEP) : VIEIRA (1984) ; (1986) ; (1987). Il a émigré en 1965, à l'âge de 6 ans, la famille a vécu dans le bidonville de Massy (département 91, Ile-de-France), puis s'est installée dans un pavillon. Le père, forgeron au Portugal (« *mon père n'était pas analphabète* »), a émigré avec un passeport de touriste, en 1963 : « *sans problème* ». Il a d'abord vécu au bidonville de Champigny-sur-Marne, puis dans des baraques sur les chantiers de construction, où il travaillait comme ouvrier. José Vieira a suivi des études universitaires (titulaire d'une maîtrise de sociologie de l'Université Nanterre), a été membre de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Portugaise, militant du mouvement « thos » et, plus récemment, en 2003, il a fondé l'association Mémoire Vive/*Memória Viva* (2003). José Vieira vit aujourd'hui à Paris. Ses parents, retournés au Portugal retraités, sont aujourd'hui décédés.

prochain film : « Le printemps de l'exil », qui porte sur les jeunes déserteurs et insoumis portugais dans le mouvement de mai 68[705]. Quelles traces l'« immigration économique » a-t-elle laissées ?[706]

Au Portugal, de nombreux monuments on été construits dès les années 1980 à l'honneur de l'émigrant, dans les localités touchées par des départs massifs, tels le monument du village de Memória (département de Leiria), élevé en 2001, dont l'épigraphe montre la non occultation de l'histoire de l'émigration locale :

> « Il n'existe pas de familles ici sans émigré et il n'existe pas d'endroit au monde, qui n'ait été traversé par un habitant de Memória. » [707]

Illustration 21 : Monument en l'honneur de l'émigrant (département de Leiria) (mai 2004)

Ces monuments relèveraient de la « nécessité de transformer l'Émigrant en héros, en mythe moderne » (CARREIRA et TOME, 2000), faisant de celui-ci une figure abstraite, inscrite dans une mythologie locale, plutôt que nationale, transcendant les enjeux

[705] « Portrait croisé de cinq hommes exilés à Paris, qui ont participé activement au mouvement de mai 68 qu'ils ont vécu comme un moment crucial dans la lutte contre la dictature de Salazar et contre la guerre coloniale en Afrique. Cinq itinéraires individuels de résistants qui se sont connus à Paris et qui, à travers le récit de leur implication dans les événements de mai 68, racontent le destin collectif d'un pays occupé pendant 48 ans par le fascisme. » (à paraître)

[706] À l'exception des travaux de l'historien Miguel da MOTA (2003), qui prépare actuellement une thèse qui compare la migration portugaise des débuts et du milieu du XXe siècle, se basant sur les archives consulaires (inscriptions, actes de notaire et d'état-civil, émission de titres d'identité).

[707] « *Não há familia nesta terra que não tenha um emigrante nem parte alguma do mundo por onde não tenha passado um memoriense* ».

sociaux contemporains, qui surgissent entre « locaux » et « Portugais du dehors », lors des retours périodiques.

> « Bien que l'émigration portugaise aie des siècles d'histoire, jamais les Portugais n'avaient dressé de Monuments aux Émigrants, leur rendant ainsi hommage et les immortalisant. Ce phénomène caractérise l'actualité du paysage portugais. […] Les Monuments récemment construits au Portugal, qui rendent hommage à l'Émigrant, reflètent l'âme d'un peuple pugnace, travailleur, bâtisseur de mythes et qui, pour les raisons les plus diverses, n'hésite pas à franchir les frontières. Ce /culte /d'une /absence-présence /est le symbole du rêve permanent, de ceux qui partent comme de ceux qui restent. Les mythes sont-ils lusitaniens, portugais ou émigrants ? » (CARREIRA et TOME, 2000 : 2)

Du point de vue portugais, considérée comme une « anomalie » (SERRÃO, 1982) dans sa persistance au XXe siècle, non-inscrite dans la continuité historique et territoriale, glorieuse, de l'empire[708], l'émigration « vers » l'Europe ne pourra-t-elle être intégrée à la mémoire officielle sous une forme autre que celle d'une « épopée » d'un autre temps ? La définition des contenus supposés de la « mémoire nationale » constitue un enjeu politique et, on le sait, « les mauvais souvenirs ne sauraient être célébrés en commun » (VALENSI, 1991). Le discours de l'essayiste portugais Eduardo Lourenço[709], que les participants à la deuxième rencontre des Portugais et luso-descendants élus dans les municipalités françaises ont ovationné, en 2004, était-il précurseur d'une reconnaissance des spécificités de l'histoire de l'émigration des années 1960-1970 et d'une demande mémorielle de la part de ses protagonistes ?

> « Cette épopée, parce que c'est une vraie épopée, est connue dans ses traits généraux, mais pas tellement des Portugais, je parle des Portugais du Portugal. Elle est connue de ceux qui l'ont vécue, qui ont souffert, de ceux qui en ont été les acteurs, mais elle n'a pas eu, ni sur le plan littéraire, ni même sur le plan du documentaire, ou du cinéma, la place qu'elle mérite […] Nous sommes encore en manque aujourd'hui, il y a un trou dans notre mémoire au sujet de notre passé, qui est le vôtre, qui est le mien, à propos de cette fameuse épopée. Ce n'est pas une épopée au sens de Camões, racontant

[708] C'est également le cas pour l'émigration vers le Canada ou les États-Unis, qui a continué.
[709] Un des auteurs qui continue de se référer au « caractère national » portugais, un problème récurrent dans la pensée portugaise (LEAL, 2000 : 99-104).

nos exploits au XVIe siècle. Nous ne sommes pas venus ici avec les caravelles […] Nous sommes venus les pieds nus. »[710]

9.1.2. Un musée local, au Portugal

Initiative de la ville de Fafe (département de Braga)[711], le Musée de l'émigration et des communautés[712] a été créé sous la forme virtuelle d'un site Internet en 2001. Il illustre un nouveau processus dans la construction de la mémoire de l'émigration, au Portugal. Depuis, il a intégré le réseau des musées de la migration[713].

Musée local, sous patronage de la Présidence de la république, il est le premier musée consacré à cette problématique au Portugal. Il est constitué d'une plate-forme virtuelle sur Internet[714] et d'une dizaine de « noyaux muséologiques », des sites historiques permettant de retracer l'histoire de l'émigration dans la ville de Fafe : gare ferroviaire, église, théâtre-cinéma financés par des émigrants du Brésil, cimetière, musée de l'automobile en référence au propriétaire de la première voiture de la ville, un fils d'émigrant au Brésil, ainsi que dans d'autre villes de la région (par exemple, une école fondée par deux « Brésiliens », dans la ville d'Ovar, située à une centaine de kilomètres de Fafe). La structure principale du musée, une « maison de Brésilien », a finalement ouvert ses portes récemment, selon l'objectif fixé : puisqu'il s'agissait d'acquérir un édifice possédant « les caractéristiques architecturales facilement identifiables au phénomène migrant : éventuellement une maison de brésilien ». La maison de « brésilien » renvoie aux maisons bourgeoises et hôtels particuliers construits au XIXe et début du XXe siècle par des émigrants ayant fait fortune qui revenaient, « une minorité, car les émigrés étaient, pour la plupart restés pauvres au Brésil », et dont la « réussite frappait profondément la société de l'époque, en pleine décadence économique » (VILLANOVA *et al.*, 1994 : 169)[715].

---

[710] Discours de clôture, Paris, Palais du Sénat, 29 février 2004 (polycopié distribué par l'ambassade du Portugal à Paris).
[711] Région de départ des plus grands flux vers le Brésil au XIXe siècle, puis vers la France.
[712] Aussi désigné : Musée de l'émigration, des communautés et des luso-descendants.
[713] Créé en 2006 par l'Unesco dans le cadre de l'Organisation internationale pour les migrations, agence intergouvernementale basée à Genève (créée en 1951).
[714] http://www.museu-emigrante.org
[715] Voir aussi MONTEIRO M. (2000).

Le musée virtuel est organisé en six salles thématiques : diaspora, famille, mémoire, communautés, lusophonie, connaissance. La salle « diaspora » propose une base de données de 8722 passeports d'émigrants (émis entre 1834-1920), ainsi que des biographies de « Brésiliens » ayant laissé une empreinte dans le paysage local (usines, orphelinats, clubs, maisons). La salle « famille » propose des bases généalogiques par cantons, établies principalement à partir des registres paroissiaux, dont l'objectif est la « connaissance des racines ». Aucune histoire familiale, ni biographie d'émigrants « français » n'y figurent pour le moment. Dans la salle « mémoire », un espace a toutefois été consacré à l'émigration en France, construit à partir des panneaux de l'exposition « Le rêve portugais : 30 ans d'immigration portugaise en France »[716].

Initialement mise en ligne sans contextualisation, cette exposition a ensuite été inaugurée sous sa forme « réelle » - et non plus « virtuelle » - en juillet 2007, en même temps que l'exposition « Ellis Island Portraits : 1905-1920 » (photographies d'Augustus Frederick Sherman)[717]. L'inauguration a eu lieu en présence du Secrétaire d'État aux communautés portugaises et d'un ancien membre du CEDEP[718], un mois après l'inauguration de l'exposition « Terre lointaine – Terre proche »[719]. M. Machado explique, dans une lettre intitulée : « Mémoire de l'émigration. Tâche prioritaire au Portugal et dans les Communautés portugaises », à propos des émigrants clandestins : « Il est encore temps de les voir […] de recueillir leur témoignage […] Mais le temps urge »[720].

En juillet 2009, l'exposition « Pour une vie meilleure » est organisée dans un des « noyaux muséologiques », la Maison de la culture de la ville, à partir de photographies qui retracent l'arrivée et les conditions de vie des migrants portugais dans les années 1960[721]. Le *LusoJornal* y consacre un article - daté du 16 juillet 2009 -, qui explique

[716] Produit en 1989 par le CEDEP et scénarisée en partie par José Vieira.
[717] Immigrants toute origine confondue, sans référence à des Portugais.
[718] M. José Machado a aussi présidé la Fédération des Associations Portugaises de France (voir *supra*, chapitre 1), ainsi que le Conseil des Communautés Portugaises, au niveau mondial (voir *supra*, chapitre 8). Il est originaire d'une ville située dans le *canton* voisin de Fafe où, retraité, il est revenu vivre.
[719] Mentionnée en introduction générale, il s'agit de l'exposition inaugurée par le Président de la République portugaise le 10 juin 2007, à Setúbal.
[720] Document polycopié, Fédération des Associations Portugaises de France, 18 avril 2007.
[721] Du photographe Gérard Bloncourt, qui a fait don d'une centaine de clichés au Musée de l'émigration et des Communautés. Gérard Bloncourt, haïtien, a été exilé politique en France. Il est peintre, graveur, photographe. Il a vécu avec les migrants Portugais dans les années 1960, qu'il a photographiés dans le bidonville de Champigny, à Hendaye, l'arrivée à la frontière, après avoir la traversée des Pyrénées à pied, à l'arrivée à la gare d'Austerlitz, ainsi qu'au Portugal, dans les villages de départ.

que l'exposition est la conséquence de la visite d'un élu de Fafe, dans une association portugaise de la région parisienne (Association Culturelle franco-portugaise de Viroflay)[722], où il était venu présenter le projet du musée. Ce rapprochement entre l'élu portugais de Fafe et l'association de Viroflay est expliqué comme découlant du fait que le vice-président de l'association est un « fafien » : un « *originaire de la freguesia S. G.* » (canton de Fafe). L'association est par ailleurs membre de la Fédération des Associations Portugaises de France, longtemps présidée par M. Machado. La « communauté émigrante » de Viroflay a été invitée à collaborer au projet du Musée de l'émigration et des communautés, en envoyant « ses mémoires, objets et souvenirs »[723].

Il est trop tôt pour savoir quelle sera la participation des migrants portugais et, éventuellement, celle de leurs enfants, au projet. L'évolution du musée montre que l'histoire de l'émigration vers la France est encore trop récente pour être un objet patrimonial, au même titre que celle de l'émigration vers le Brésil. La non exploitation des archives consulaires portugaises en France, ainsi que les caractéristiques des « Français retournés », qui n'ont pas participé aux œuvres caritatives locales, expliquent l'absence de traces dans le paysage et dans les archives locales, paroissiales et communales, susceptibles de constituer un patrimoine mémoriel de l'émigration. L'émigration contemporaine vers la France est devenue le stigmate d'une pauvreté difficilement acceptable depuis que le Portugal a adhéré à l'Union européenne et elle est l'objet d'un non-dit, comme le montre l'embarras du gouvernement face à la reprise des flux vers d'autres pays de l'Union Européenne[724]. L'émigration n'est pas valorisante pour le Portugal, qui cherche à se donner l'image d'un pays « moderne », présent dans le monde à travers sa « diaspora » et, qui plus est, devenu un pays d'immigration. Dans ce contexte, les « émigrants » de France sont devenus des « citoyens européens », valorisés politiquement en tant que tels, mais dépourvus de passé[725].

---

[722] Département des Yvelines, Ile-de-France (se reporter à l'annexe 5).
[723] *LusoJornal*, n° 221, 16 juillet 2009, page 6.
[724] Le Portugal ne s'assume plus comme une nation d'émigration - histoire révolue -, mais comme une nation composée de Communautés. Une polémique oppose le gouvernement actuel (PS) et l'opposition, relative au fait de savoir s'il y a ou non actuellement une augmentation des flux migratoires, qui serait la démonstration de l'échec de la politique gouvernementale, ce qui a conduit le Secrétariat d'État aux Communautés portugaises à créer, en mai 2008, à Lisbonne, l'Observatoire de l'émigration.
[725] Des chercheurs évoquent une « exposition des Communautés portugaises » qui a eu lieu au printemps 1992, à Lisbonne, sur la « réussite des émigrants » (HILY et ORIOL, 1993 : 88).

Dans l'imaginaire collectif, l'émigration vers le Brésil renvoie à l'histoire d'une minorité rentrée fortune faite : « dans la mythologie de l'émigration, le retour est devenu un symbole de la promotion sociale réalisée » (HALPERN-PEREIRA, 1980 : 59). Le va-et-vient que pratiquent les migrants européens, surtout lorsqu'ils sont retraités, remet en cause cette mythologie du retour. La question se pose de savoir si la migration qui continue d'être vécue au présent, à travers les retours périodiques, ne rend pas moins nécessaire, pour le moment du moins, la construction par les individus eux-mêmes, d'une mémoire de la migration.

Depuis la création virtuelle du musée de Fafe en 2001, une exposition temporaire a circulé du Musée de la Présidence de la République (Setúbal) - « Terre lointaine – Terre proche » (juin 2007-septembre 2007) -, à la Gare maritime d'Alcântara (Lisbonne, novembre 2007-janvier 2008), réintitulée « Traces de la diaspora portugaise », pour finalement, intégrer les murs du Musée de l'émigration et des communautés portugaises (Fafe, au nord-ouest du pays). Des œuvres d'art, peintures, sculptures qui représentent l'émigrant, des titres d'identité, des photos de famille, des lettres, des valises, des bijoux, des meubles et de la vaisselle, des objets religieux (statuts de la vierge de Fátima), des emblèmes sportifs, servent de trame pour raconter les « diverses étapes de l'expérience migratoire », la décision d'émigrer, le choix de la destination, les conditions de départ et de transport, les objets emmenés avec soi, la société d'installation : le travail, la langue étrangère, les sacrifices pour épargner et, enfin, le retour et la construction de la maison (plusieurs maquettes, présentant les différentes architectures). Les objets proviennent de différentes collections du Portugal et de l'étranger, notamment privées (celles de chercheurs) ou de musées portugais (pour les œuvres d'art), de particuliers aussi, de migrants, « anonymes » qui ont prêté leurs objets.

> « Les lieux et les choses ne font pas juste soutenir la mémoire, servir de témoignage ou d'outil mnémonique, ils participent activement à sa construction et à sa structuration […] L'ordonnancement des objets dans l'espace privé ou même public hiérarchise les souvenirs, les classes par catégories, thématiques ou événementielles et les fait cohabiter de manière séquentielle pour construire un récit historique ou encore pour les faire dialoguer entre eux. » (TURGEON, 2007 : xiii)

Site Internet du Musée de l'émigration - illustrations des salles thématiques : individus, ascendance, mémoire, communautés, connaissance, construction de la lusophonie

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

(6)

(7)

(8)

Illustration 22 : Exposition « Traces de la diaspora portugaise »
Gare maritime d'Alcântara, Lisbonne, novembre 2007-janvier 2008 (©Hervé Guillon)[726]

[726] (1) Gare maritime d'Alcântara, entrée de l'exposition (2) section : les départs (3) carte de séjour, carte orange, guide de la banlieue parisienne (4) images de Notre Dame de Coromoto (Vénézuela) et de Notre Dame de Fátima : saints protecteurs des émigrants (5) correspondance (6) mariage d'émigrant à la basilique Saint-Denis, France (7) vaisselle de France et du Brésil (8) différentes architectures des maisons d'émigrants

Des données démographiques sur le nombre de Portugais dans les différents pays d'installation (par pays, par continent) véhiculent un autre récit, celui des communautés portugaises. Le 10 juin 2007, Jour du Portugal, de Camões et des communautés portugaises, l'exposition « Terre lointaine – Terre proche » a été inaugurée. L'historien José Hermano Saraiva y consacre une de ses émissions sur l'histoire du Portugal : les raisons de l'émigration, les pays de destination, l'histoire des expéditions maritimes depuis le XVIe siècle, les drames vécus et les rêves des émigrants, et une question principale : « l'émigration est-elle un bien, ou un mal ? » :

> « J'ai un problème. Pourquoi Camões a-t-il dû émigrer ? Un homme parmi les plus qualifiés, les plus talentueux, les plus vaillants ! Il n'a pas trouvé de travail au Portugal. Pourquoi ? […] 'Une poignée de terre pour naître et un monde entier pour mourir' a toujours été le destin des Portugais[727] […] Ils ont fait de cette terre pauvre, la terre où les *Lusíadas* ont été écrites, où l'on parle l'un des plus grands idiomes de la planète, un pays qui est fier de la place qu'il occupe dans l'histoire, tout cela le Portugal le doit aux émigrants.
>
> Mais l'émigration est aussi un mal. Ceux qui partent sont les meilleurs, ceux qui ne se résignent pas, ceux qui ne restent pas les bras croisés, ceux qui vont chercher d'autres étoiles, d'autres cieux où le futur est meilleur […] Nous ne devons pas seulement rendre hommage aux émigrants, nous devons les aider. »[728]

Il semblerait que la définition des représentations de l'émigration faite jusqu'à présent par l'État-nation portugais laisse la place à la prise en compte de l'expérience migratoire telle qu'elle a été vécue, mais aussi telle qu'elle est vécue, aujourd'hui encore. Camões et son épopée des *Lusíadas* continue de constituer une référence du récit migratoire national officiel, mais l'exemple du musée de Fafe montre les apports possibles, par les émigrants, ou d'anciens émigrants, à la construction du récit mémoriel. Ce qui pose la question des traces et des ressources déjà existantes, diffusées, transmises, dans les sociétés de résidence.

---

[727] Citation du Père António Vieira, jésuite et diplomate portugais du XVIIe siècle, mais surtout l'un des théoriciens, à partir des croyances messianiques et millénaristes, du Cinquième Empire universel dominé par le Portugal : voir par exemple WACHTEL (2007).

[728] *A alma e a gente* (L'âme et les gens/nous mêmes), émission et DVD de l'exposition, présentée par l'historien José Hermano Saraiva.

9.1.3. Du « rêve portugais » (1989) au Memorial de Champigny-sur-Marne (2008)

Jusqu'au début des années 2000, les « lieux de mémoire » de la migration- au trois sens du mot « matériel, symbolique et fonctionnel » selon Pierre NORA (1984) – étaient inexistants : ni archives publiques, ni musées, ni commémorations. De rares récits existaient, sous forme de recueil de témoignages[729] et de films documentaires. Parmi ces derniers, deux films sont à distinguer, réalisés par des cinéastes militants et extérieurs au groupe portugais concerné[730] :

> « Christian de Chalonge essaie de retracer minutieusement le trajet des immigrés portugais en France, les barrières sociales et culturelles auxquelles ils se heurtent, il cherche à faire comprendre les raisons de ce mouvement social dans le contexte de l'exploitation capitaliste de la main-d'œuvre immigrée et même de l'exploitation intra-communautaire infligée par les immigrés déjà installés et les Portugais fraîchement arrivés en France. Ce détour analytique, qui conduit à un recul critique, seul un cinéaste extérieur au domaine des relations tissées par et dans la communauté pouvait l'assumer. » (CARDOSO, 2007 : 7).

D'autres films documentaires existent, qui sont des témoignages de la vie quotidienne des Portugais de France (lieux et modes de vie, travail, vie associative, lien avec le pays d'origine)[731]. D'autres encore existent, qui portent un regard critique, celui des jeunes de la mouvance « thos », sur « l'enfermement », l'«invisibilité » des Portugais en France, la religiosité, l'éducation réservée aux filles, le nationalisme, le projet de retour des parents[732].

---

[729] *Les émigrés portugais parlent. Faits divers de l'émigration portugaise* de Waldemar MONTEIRO (1974). L'auteur était interprète au service social de l'Aide à la main-d'œuvre étrangère à Paris, ainsi que journaliste et écrivain. *Le cri d'un immigré* de Manuel DIAS (1974), fondateur du CEDEP.

[730] Christian de CHALLONGE : « *O Salto* » (1967) et Dominique DANTE : « Lorette et les autres » (1971) : sur bidonville de Massy.

[731] Voir MADEIRA (1980). Volovitch-Tavares évoque deux films réalisés par José Alexandre Cardoso Marques, un étudiant de Manuel Madeira, qui portent déjà sur le passé et la transmission générationnelle : « L'immigration portugaise : expérience de deux générations » (film documentaire de 28', mémoire de maîtrise de l'Université Paris 8, département d'études cinématographiques et audiovisuelles, 1988 ; « Dis-moi grand-père » (film documentaire, DEA des Universités Paris 1 et Paris 10, département de cinéma, télévision, audiovisuel, 1989) (VOLOVITCH-TAVARES : 1998 : 192).

[732] Ce fut le cas de la compagnie de théâtre bilingue *Cá e lá* (Ici et là-bas, ici est ailleurs) avec la pièce « Le cul entre deux chaises », ou encore du collectif Centopeia à l'origine du film *Portugaises d'origine* (GORDEY, 1985) et de la brochure *Thos : chuchotements dans l'arrière-cour* (mai 1985), ainsi que des films de José VIEIRA : « Week-end en Tosmanie » (1984) ; « L'évangile selon sainte nostalgie » (1986) ;

Exception dans cette auto-analyse du présent, l'exposition « Le rêve portugais, 30 ans d'immigration portugaise en France » a été commandée en 1989 par le Collectif pour l'étude et la dynamisation de l'émigration portugaise (CEDEP) et scénarisé par José Vieira et Manuel Dias :

> « Ils [les auteurs] déclaraient en présentant cette exposition : 'Certains auraient aimé que notre histoire, comme peuple et comme nation, efface de son parcours les périodes les plus sombres… Cela n'est pas notre avis. Personne n'a le droit d'effacer de l'histoire de l'immigration portugaise ces années terribles que furent les années 1960/1970 » (VOLOVITCH, 1995b : 173).

La première exposition a eu lieu à Paris dans le 11e arrondissement, dans les locaux de l'AGECA[733]et deviendra par suite itinérante à travers la France, puis archivée à la Fédération des Associations Portugaises de Frances, pour finalement être à nouveau exposée, vingt ans plus tard, au Musée de l'émigrant, à Fafe, en 2008. La sociologue Marie-Claude Muñoz qui la visite à l'époque, la décrit en ces termes dans un dossier spécial - « L'immigration portugaise en France » - d'*Hommes & Migrations* (1989) :

> « L'homme à la valise, silhouette imprimée grandeur nature sur la porte d'entrée, faite de lames de plastique opaque flottantes que l'on traverse, nous invite à entrer dans le décor, à remonter le temps, à franchir océans et montagnes, à parcourir les 250 mètres carrés de l'exposition : cinq siècles de l'histoire portugaise et vingt-cinq ans d'immigration en France.
>
> Soixante deux panneaux – montage de photos et de textes, reproduction de coupures de presse, bandes dessinées – sont mis en scène dans un décor où les référents hautement symboliques (caravelles, barrières frontalières, valise en carton, bétonnière, boîtes à lettres du bidonville, bureau du commissariat, bar d'association) balisent le parcours. Trois écrans vidéo répartis dans les salles donnent à voir des films-témoignages des premières années de l'immigration, et une salle de projection permanente nous offre deux heures trente de documentaires et des fictions qui interrogent sur les valeurs, les transformations sociales et culturelles dont la jeune génération est porteuse, sur les mutations de la communauté. Enfin, trois mini-musées : des disques de l'exil, des papiers

---

« Fado blues » (1987). Voir aussi : « Les enfants de l'immigration, catalogue de l'exposition présentée au Centre Georges Pompidou », janvier 1984, Paris : Centre Georges Pompidou, 49 p.

[733] Association pour la Gestion d'un Centre d'Animation culturelle, créée en 1974, extérieure au réseau communautaire. Lors de son inauguration, l'Ambassadeur du Portugal, indigné par « l'image misérabiliste véhiculée », a quitté les lieux.

provisoires et de la presse […] C'est un formidable travail sur la mémoire, auprès des témoins et dans les archives de la presse française et de la presse portugaise de l'immigration. Lutte contre l'oubli de la tragédie du "Salto", l'oubli du fascisme, des guerres coloniales, du bidonville, du 25 avril 1974, des luttes. » (MUÑOZ, 1989 : 22-23)

José Vieira, scénariste de l'exposition, raconte que celle-ci avait soulevé de nombreuses critiques relatives à l'image misérabiliste renvoyée, notamment la partie de l'exposition intitulée « années de boue », fondée sur ses souvenirs d'enfance au bidonville de Massy (Essonne), qui venaient comme défier l'oubli collectif. La mémoire du bidonville est intéressante : en 1993, des jeunes de l'Association portugaise socioculturelle et créative de Champigny avaient cherché à reconstituer la mémoire du bidonville local, « … mais les jeunes animateurs n'étaient pas en mesure de restituer cette mémoire, ils partaient à sa recherche. Ils s'étaient vite aperçus que l'entreprise était de longue haleine et le chemin semé d'embûches » (VOLOVITCH-TAVARES, 1995a :12) ; certains de leurs aînés s'étaient opposés au projet.

> *« Cette histoire, c'est un sujet tabou. Pourquoi avoir été parqués dans des bidonvilles ? Mes parents ont un potager au bidonville, on fait des grillades et on passe le dimanche là… Pourquoi cet oubli ? J'ai vu un film sur ça et, de fil en aiguille, je les questionne face à un vide. »* (une jeune femme de 30 env., Paris, forum Cap Magellan)[734]

Ce silence, qui persiste alors que certaines familles vivent encore à proximité de l'endroit, est amplifié par le vide laissé dans la mémoire collective française. Marie-Christine Volovitch-Tavares raconte d'ailleurs que lorsqu'elle cherchait des témoignages sur l'histoire du bidonville, les gens se souvenaient des Algériens, non des Portugais.

Les récits de vie analysés dans cette recherche n'évoquent que très peu le bidonville, mes informateurs étant trop jeunes pour en avoir fait l'expérience et cette histoire, honteuse, n'a pas été racontée par les parents. Paulo en parle à propos de ses grands-pères paternels et maternels qui y ont vécu « *humiliés* »[735]. Après avoir vu « La photo déchirée » de José Vieira, Chantal me raconte qu'elle a pris conscience de la

[734] 11ème Forum, décembre 2002, débat « la deuxième génération : un travail de mémoire ».
[735] Voir *supra* chapitre 5.

valeur de cette histoire, la sienne : « *ma vie dans une baraque : je ne peux pas en parler à tout le monde !* ».

Quinze plus tard, c'est sur le site de l'ancien bidonville de Champigny-sur-Marne (Parc départemental du Plateau) que le premier lieu de mémoire - matériel, officiel - des Portugais de France est inauguré. Se sont les associations portugaises locales, de la ville même mais aussi celle de Fontenay-sous-Bois (à travers son président M. Baptista de Matos), qui sont à l'initiative du projet, financé par un appel aux dons auprès de la population et des entreprises portugaises et soutenu par la municipalité de Champigny-sur-Marne et surtout par l'Ambassadeur du Portugal en poste, M. António Monteiro.

Illustration 23 : « Mémorial en l'hommage à la communauté portugaise en France », « *Venho de ti* – Je viens de toi »[736]

> « Le mémorial est un travail de mémoire et, en même temps, une image positive de la libération, de l'espoir et de la confiance dans le futur. L'objectif n'est pas un 'Monument triste' mais un mémorial énergique et optimiste […] Une façon positive de perpétuer l'image de la communauté portugaise qui, sans l'ombre d'un doute, est parfaitement intégrée dans la société française et jouit d'une réputation de communauté laborieuse, capable, compétente, qui prend part activement dans le progrès et la construction du pays qui l'a accueilli.

[736] Œuvre du sculpteur portugais Rui Chafes.

Sur le plan visuel, la sculpture sort directement du sol, sans socle qui le séparerait du terrain, comme si ses racines venaient directement de l'intérieur de la terre où, il y a des décennies se trouvait le bidonville de la communauté portugaise. » (Rui Chafes)[737]

Le 22 juin 2008, le mémorial est inauguré solennellement et les hymnes nationaux des deux pays retentissent dans le Parc départemental du Plateau. C'est l'« intégration » d'une population « courageuse », mise en avant dans les discours des autorités françaises (maire) et portugaises (ambassadeur). Un message du Président de la République portugaise est lu, qui reprend la narrative de la « diaspora », de la « pleine intégration dans la société d'accueil », du « succès », les images de « vrais ambassadeurs du Portugal, garants de la défense et de l'affirmation de la culture 'lusa' au-delà des frontières », mais aussi l'idée que « les Portugais de la diaspora sont appelés à travailler pour un Portugal meilleur ».

Comme à chaque évènement solennel, le chroniqueur "officiel" Eduardo Lourenço participe, poursuivant son récit de l'« épopée » des Portugais :

« Tout cela s'est passé à l'époque où déjà le mot de Champigny évoquait une épopée particulière, composée de difficultés, dramatique, mais aussi par cette capacité à résister. Ce peuple va résister peu à peu, va fraterniser, va s'appuyer sur les forces vives de ce pays qui l'entouraient et l'ont aidé à prendre conscience politique de sa propre force et de sa capacité de résistance. Il va créer une deuxième dimension de lui-même, il va devenir sans le savoir encore une espèce de matrice pour être un jour cette Europe rêvée qui est encore mal aujourd'hui, qui n'arrive pas à savoir ce qu'elle veut, où elle veut aller.

Ici, 15 000 personnes ont souffert, ont lutté pour s'instruire, ont travaillé. Les femmes vont occuper des places de concierges dans ce pays. Et tout cela, qui aurait pu être une épopée seulement de tristesse, d'humiliation, va se convertir, peu à peu, en une épopée de dignité, d'assomption de ce qu'il y a de plus fort dans l'humanité : la capacité de résister, de vaincre les conditions difficiles. De devenir autre chose.

À l'époque, quand on a commencé à parler de Champigny, le journal *Le Monde* a parlé de ce qui se passait ici, des Portugais en France comme des soutiers de l'Europe. Peut-être que le journaliste qui a employé ce mot ne pensait pas exactement ce qu'il était en train d'écrire, que les enfants du pays qui a découvert l'Inde étaient des soutiers de l'Europe, étaient en fond de cale…peut-être condamnés à y rester.

[737] Polycopié de présentation du projet de l'artiste.

Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Peu à peu les Portugais ont conquis le droit à une vie meilleure, ils l'ont gagné durement et leur enfants, peu à peu, ont gravi les échelons […] Ils sont venus d'en bas, effectivement de ce sol boueux, ils sont montés en haut du navire, où ils sont aujourd'hui comme les Français, comme les autres Français, ils sont chez eux […]. »[738]

Une centaine de personnes portugaises et d'origine portugaise étaient présentes, attentives, surprises disaient-elles, par l'allure du mémorial, mais satisfaites de l'« hommage » rendu, de la « reconnaissance » faite aux Portugais. Les groupes de danse folklorique des associations locales ont fait l'animation. Un supplément de la revue *Champigny* : « Mémoires d'exils », avec des photos sépia de la vie quotidienne dans le bidonville - hommes, femmes, enfants - est distribué au public de tous âges. Des Lycéens de Champigny-sur-Marne ont été associés à ce projet commémoratif en élaborant, dans le cadre du cours de portugais, une exposition - « Champigny-sur-Marne : lieux de mémoire » - sur cette « *histoire presque oubliée* » du bidonville (lycée Marx Dormoy). M. Baptista de Matos, figure emblématique de ce travail de mémoire – il est « le visage portugais » de la CNHI (annexe 12) - a été, là encore, sollicité pour transmettre à ces jeunes son expérience du bidonville et son combat pour la création du mémorial.

Aucun de mes informateurs de la région parisienne n'était présent à l'inauguration. Même pas Paulo, qui a grandi et réside toujours à Champigny-sur-Marne et que je sais attaché à cette reconnaissance de l'histoire du bidonville, dans lequel ces deux grands-pères ont vécu : en tant de « *petit-fils* » il estime avoir le « *devoir de reconnaitre les sacrifices accomplis* [qui] *nous ont permis d'être ce que nous sommes aujourd'hui c'est-à-dire des personnes citées en exemple à diverses occasion* » ; il se sent le « *devoir de laisser une trace de cette histoire pour les générations futures* ».

Paulo estime avoir été à l'origine de l'idée de création du mémorial, projet dont il aurait été écarté, selon lui, parce qu'il n'appartient pas à une association portugaise de Champigny-sur-Marne, interlocutrice des autorités portugaises. Paulo a écrit une lettre à l'ambassadeur, expliquant que les associations ne représentent pas « *l'ensemble de la société civile de la communauté portugaise* ».

[738] Extraits du discours d'Eduardo Lourenço, le 22 juin 200 à Champigny-sur-Marne (enregistré et retranscrit).

9.2. La volonté de mémoire partagée ?

En France, les familles portugaises comme les associations, n'avaient jusqu'à présent pas retenu l'événement de la migration comme « objet stratégique » (ZONABEND, 1999), transmis en tant que mémoire collective porteuse d'une identité légitime et valorisante. La migration apparaît toutefois dans les récits de vie de mes informateurs. Des récits que j'ai sollicités et dont la forme est contradictoire puisqu'ils sont à la fois très individuels et globalisants.

Différentes raisons peuvent expliquer l'absence de mémoire de la migration. L'émigration prédispose à l'enfouissement, mais aussi à la volonté d'oubli de ce qui fait souffrir (VILLANOVA, 1999 : 23) et nous pouvons penser que la mémoire de la migration, en tant qu'évènement - le voyage parfois dans la clandestinité, qui a pu durer plusieurs semaines, la séparation d'avec la famille - relève de cette volonté d'oubli. On peut se demander si le silence qui entoure cette histoire ne renvoie pas, de manière plus générale, à la situation de peur vécue au Portugal sous la dictature - Salazar a « gouverné par la peur » - que le régime a su exporter (PEREIRA, 2007) et à la clandestinité initiale, qui expliquerait, pour certains historiens, « l'entre-soi » des migrants portugais (VOLOVITCH-TAVARES, 2001b : 9). Aujourd'hui encore, certains migrants portugais évitent d'évoquer la dictature et de « *parler politique* » (« *Moi je ne fais de politique* »), de manière générale. Dans le cadre de l'atelier « Immigration portugaise en France : mémoire des lieux » (PRIMETENS, 2007), la première réaction de certains des parents, et notamment les mères, était de dire : « *Pourquoi vouloir reparler du passé ?* »

Dans ces conditions, comment est vécu le processus de mise en récit publique de cette histoire ? Comment ce processus est-il vécu au sein des familles et quels sont ses impacts sur les liens intergénérationnels ? Ces quêtes personnelles participent-elles d'une dynamique collective, de construction d'une mémoire partagée de la migration portugaise ?

9.2.1. L'espace associatif

L'idée de mémoire *de* la migration apparaît au début des années 2000 avec la sortie de « La photo déchirée. Chronique d'une émigration clandestine », film documentaire réalisé par José VIEIRA (2001)[739]. Le film est fondé sur des témoignages de migrants clandestins et des coupures de la presse de l'époque du *salto*[740]. Les projections suivies de débats organisés à travers la France, dans l'espace associatif portugais, ont déclenché ce processus « qui consiste à faire revivre le passé en l'évoquant à plusieurs »[741] (RICŒUR, 2000 : 46), fonctionnant comme des supports de rappel et de mise en récit collective de souvenirs partagés, mais restés jusqu'alors silencieux. En effet, nombreux sont les hommes et les femmes qui prennent la parole, non pas pour commenter le film, mais pour raconter leur propre histoire de migrant. Le support documentaire aura servi de déclencheur à la mise en récit d'une mémoire restée enfouie, douloureuse, honteuse- mais une mise en récit uniforme.

C'est de cette expérience liée à la réception de « La photo déchirée. Chronique d'une émigration clandestine », que nait le projet de l'association Mémoire Vive / *Memória Viva*. Au printemps 2003, José Vieira réunit une dizaine de personnes, des amis du mouvant militant « thos » et de l'Association des Étudiants portugais de France (1981), ayant pris part au mouvement pour les droits civiques des années 1980, ainsi que des chercheurs qui travaillent sur l'immigration portugaise (dont moi-même[742]), autour d'un objet principal : la création d'un centre virtuel de recueil de l'histoire et de la mémoire de l'é/immigration portugaise.

> « L'immigration portugaise n'a pas de lieu qui témoigne de son histoire, des enjeux qui la traversent, des débats qui l'animent, des livres ou images qui la racontent. Plus de quarante ans se sont écoulés depuis les débuts de la plus grande émigration clandestine dans l'Europe de l'après-guerre : des hommes, des femmes, des enfants fuyaient la misère, la dictature salazariste, les guerres coloniales. Des villages entiers se sont vidés

[739] Le titre évoque la photo déchirée par l'émigrant, dont une moitié était laissée à la famille afin de rétribuer le passeur après réception de l'autre, renvoyée par le migrant et qui prouvait son arrivée à destination ; se reporter à l'annexe 11.
[740] Le « saut », ou encore le « passeport de lapin », renvoient à l'émigration clandestine portugaise vers la France, le passage des frontières se faisant à pied, mouvement particulièrement intense à la fin des années 1960.
[741] Le *Reminiscing* étant un des trois « modes mnémonique », avec le *Reminding* (indice de rappel) et le *Recognizing* (reconnaissance du souvenir) : CASEY (1987).
[742] Voir *supra*, chapitre 2.

dans le silence et dans la peur, des hommes ont déserté pour ne pas combattre en Afrique, des intellectuels, des artistes, des êtres épris de liberté de parole et d'action ont quitté, pour la majorité, clandestinement un pays. Or très peu de choses existent sur cette histoire : départs, voyages, arrivées, réseaux professionnels, artistiques, politiques et affectifs tissés dans les pays d'accueil, vies nouvelles qui y furent et y sont bâties, retours… Cette absence, ou ce silence, donne lieu à bien des préjugés, des images statufiées, des incompréhensions, des refoulements, des replis parfois. » (projet d'activités 2005, polycopié)

La moyenne d'âge des membres se situe entre quarante et cinquante ans, la très grande majorité est née au Portugal, a vécu l'émigration dans les années 1960 et fait l'expérience du bidonville, en France. Enfants d'immigrés économiques, ils ont tous suivi des études supérieures et sont devenus enseignants de portugais en collègue et/ou lycée, cadres dans les ressources humaines, réalisateurs.

Aucun membre d'autres associations portugaises et notamment de « luso-descendants » n'est invité à participé au projet. Les réunions, qui ont pour objectif la création du site Internet, puis son alimentation, ont lieu à Paris, chez des membres, puis dans des locaux prêtés par l'ag 45[743], qui se situent le long des voies de chemin de fer de la Gare du Nord. Finalement, l'association s'installe dans des locaux loués à la FASTI - Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés - dans le 20e arrondissement de Paris.

Pour la réalisation du projet, l'association reçoit des subventions de la Marie de Paris et du FASILD[744], ainsi qu'un don de l'Association des Étudiants portugais de France, en sommeil depuis un certain nombre d'années[745]. Le projet se situe dans la continuité de l'idée défendu par les « thos » et le CEDEP dans les années 1980 :

« [prendre] à contre-pied l'idée largement admise en France selon laquelle les immigrés moins visibles sont les mieux intégrés et n'ont pas de problèmes. Les thos font de la visibilité à la fois un signe de l'intégration politique et une cause de l'intégration

[743] « Maison des médias associatifs et coopératifs » située dans d'anciens bâtiments de la SNCF, dans le quartier de Stalingrad, 19e arrondissement de Paris.
[744] Fond d'aide et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, devenu l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSÉ).
[745] Le premier président de Mémoire Vive/*Memória Viva* est d'ailleurs le membre fondateur de cette association d'étudiants, créée en 1981 et dont l'objectif était d'affirmer une appartenance valorisante face à la société française, notamment à travers la langue portugaise : voir MUNOZ (1985).

sociale : elle rendrait inéluctables la 'confrontation nécessaire avec la société française', elle-même facteur d'intégration » (PINGAULT, 2004 : 75).

Le choix d'un nom bilingue - Mémoire Vive / *Memória Viva* - est paradigmatique d'une position qui vise à défendre un modèle de société pluriculturelle.

Le projet émane d'individus qui ont vécu l'émigration au cours de leur enfance : leurs témoignages serviront d'amorce à l'écriture d'une mémoire collective. Il s'agit de donner la possibilité à ceux qui ont vécu cette expérience de se souvenir, pour léguer aux générations nées en France une mémoire identitaire. Il s'agit tout autant de lutter contre la représentation de l'immigré portugais « invisible » mais « intégré » et de témoigner, dans la société française, que l'histoire de l'immigration portugaise n'est pas « une histoire sans histoires » :

> « […] rendre indigeste ce bon immigré portugais avalé presque sans bruit par le corps français ; lui permettre de raconter sa propre histoire à travers des récits, des images, des documents d'archives et des objets, inscrire son vécu individuel dans le vécu d'une masse de gens qui sont les principaux acteurs du plus grand exode que l'Europe de l'après-guerre ait connu ; ne pas reléguer entièrement cette tâche à des tiers, mais fabriquer son propre discours et ses propres représentations afin non pas de les opposer à ceux des scientifiques, des politiciens ou de la société civile en générale, mais d'en faire des interlocuteurs de plain-pied. » (LOPES CARDOSO, 2007 : 35)

Le site est créé en 2005 et a pour nom : Sudexpress, le nom du train qui reliait Paris (Gare d'Austerlitz) à Irun, avec correspondance pour Madrid et Lisbonne, emprunté par des milliers de migrants Portugais :

> « La gare d'Austerlitz est, sans doute, le lieu de mémoire le plus partagé par les immigrés qui, un jour, ont débarqué ici en provenance du Portugal » (José Vieira, projet du site, polycopié).

Illustration 24 : Centre virtuel de recueil de l'histoire et de la mémoire de l'é/immigration portugaise « Sudexpress », association Mémoire Vive/ *Memória Viva*[746]

Le Centre virtuel est structuré en plusieurs espaces : « Chroniques de notre histoire », « Expositions à l'affiche », « Médiathèque », « Archives ». Le visiteur est invité à venir participer à l'écriture de cette mémoire collective, dans différents cahiers thématique : « souvenirs d'en France », « récits d'émigration », « récits de voyage », « d'où venons-nous ? Et vous ? », « Abécédaire », « la langue », ou encore, de déposer un objet virtuel dans les « archives » (directement via Internet ou par le biais d'un formulaire papier : annexe 13). L'association fonctionne essentiellement à partir de cet espace virtuel, quelques évènements « hors murs » sont aussi organisés, tels des projections de films, notamment le 25 avril, jour commémoratif de la Révolution des Œillets.

Le projet mémoriel de l'association de *Cap Magellan* est différent, d'abord parce qu'il n'est pas à l'origine du projet associatif, comme c'est le cas pour Mémoire Vive/*Memória Viva*. Jusqu'en 2002, il n'y est pas fait référence à cette problématique de la mémoire de la migration. En octobre, une nouvelle rubrique est créée dans le magazine mensuel *CapMag* – « Vous et vos parents » – où des témoignages écrits sur la migration des parents, illustrés de photographies, sont apportés par des membres. Cette entreprise sera matérialisée en 2008 dans un livre intitulé : « *O Telegrama – Do outro*

[746] Page d'accueil, capture d'écran : http://www.sudexpress.org/ouverture.php

lado do rio[747] : histoire de l'émigration portugaise vue par la deuxième et troisième génération ».

> « Le projet de ce livre couve depuis bien longtemps. Et il n'a pas été simple de réunir ces quelques témoignages qui illustrent l'histoire de l'émigration portugaise au XXème siècle ! Pas simple que la deuxième, ou troisième, génération raconte l'histoire de la première. Et pour cause, ils n'en savent souvent pas grand-chose.
>
> L'idée est partie d'une phrase : 'Papa, maman, racontez-moi votre histoire'. Votre histoire, notre histoire. Car tout n'est que continuité, votre passé est présent. Vos décisions ont bouleversé nos vies, la vôtre, la nôtre. Que de fois nous nous sommes interrogés 'Pourquoi ?'. Que de fois, nos questions sont restées sans réponses. Que de fois, vos visages sont restés fermés. Silences. Que de fois, nous ne nous sommes pas compris. Il est temps d'établir des ponts, de nous confier vos mémoires, de nous raconter, de vous raconter […]
>
> Nous rendons hommage à tous les parents qui ont osé prendre leurs destins en main, défier les frontières et se lancer dans l'inconnu. Histoires de vie sublimes, de par la hardiesse et la ténacité qu'il leur a fallu vaincre les moments de tristesse et la douleur de la séparation. » (*O Telegrama – Do outro lado do rio*, quatrième de couverture)[748]

Une vingtaine de récits composent le livre, dont quelques-uns écrits par de jeunes portugais de Suisse et du Canada[749]. Il s'agit, ici, des récits des parents, les auteurs ne parlent pas de leur propre vécu, bien souvent n'ayant pas eux-mêmes émigré. La construction d'une mémoire de la migration prend la forme d'une juxtaposition de récits individuels, dont l'écriture à été amorcée par le projet du livre et à la demande des dirigeants de l'association. À travers le projet, les individus réalisent des démarches personnelles et intimes, en sollicitant leurs parents, en s'interrogeant sur le silence de leur histoire familiale, qui dépassent des enjeux institutionnels. Ce projet apparaît néanmoins aussi comme une nécessité pour l'association de fabriquer de « la mémoire de la migration », pour être un porte-parole légitime dans l'espace public portugais et français, de cette problématique.

---

[747] Le Télégramme – De l'autre côté du fleuve.
[748] Se reporter à l'annexe 15 pour des extraits du livre.
[749] Le projet a été soutenu par le Portugal, à travers la DGACCP (Direction générale du ministère des affaires étrangères compétente pour les « Communautés portugaises »), le livre est gratuit, diffusé et téléchargeable sur Internet.

Lors de la publication d'un autre livre, intitulé : *Les Portugais à Paris au fils des siècles et des arrondissements* (PELLERIN, 2009)[750], l'association Cap Magellan lance un « rallye » à travers Paris, avec comme guide l'ouvrage. Une occasion pour les participants de connaitre de nombreux lieux parisiens en lien avec le Portugal et la culture portugaise (de nombreux artistes portugais ont vécu à Paris depuis le XIXe siècle), ainsi que quelques rares lieux associés à la migration : la gare d'Austerlitz et la gare routière de Stalingrad, la rue Edouard-Fournier dans le 16e arrondissement qui rappelle « les files d'attente devant l'ancien consulat ». C'est probablement l'avenue des Portugais, hommage au corps expéditionnaire de la Première Guerre mondiale, qui marquera les mémoires, même si :

> « […] l'avenue des Portugais n'a d'avenue que le nom. Son manque de luminosité évoque plutôt un passage ou une arrière-cour et ses 55 m de longueur ne comportent qu'une seule porte, celle du Centre de Conférence International. » (PELLERIN, 2009 : 165)

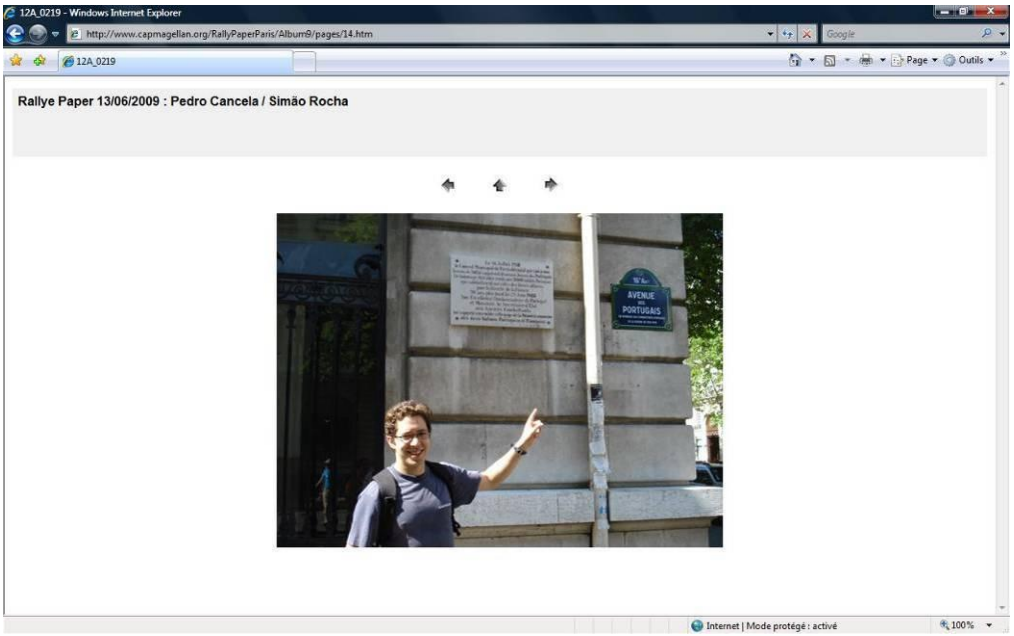


Illustration 25 : « Rallye Paper : découvrez le Portugal à Paris »
Participant découvrant l'avenue des Portugais - association Cap Magellan, 16 juin 2009[751]

[750] L'auteur, qui se présente comme consultant *free lance* sur le Portugal n'est pas descendant de migrant portugais.
[751] Capture d'écran sur le site : http://capmagellan.org/ (septembre 2009)

Bidonville de Champigny-sur-Marne pour les uns, gare d'Austerlitz pour d'autres, l'avenue des Portugais pour d'autres encore : à quelles représentations de soi renvoient ces différents lieux de mémoire et leur existence illustre-t-elle l'impossibilité d'une mise en mémoire partagée ?

Lors du 11e Forum de l'association Cap Magellan, en décembre 2002, un débat intitulé « La deuxième génération : un travail de mémoire » a été organisé. Une dizaine de jeunes y ont participé, dont les témoignages convergeaient : « *il est difficile d'avoir une mémoire si on ne nous la transmet pas et on ne veut plus en parler* ». Deux lycéennes décrivent leur projet d'exposition, dans leur lycée, sur l'histoire de l'immigration portugaise et la difficulté à trouver des sources. Dans une salle comble, une conférence « Immigration sous la Dictature de Salazar » réunit un public pluri-générationnel d'une centaine de personnes. L'historienne Dejanirah Couto[752] y explique l'importance de « *démystifier certains problèmes* », relativisant « *le caractère exceptionnel de l'émigration clandestine* » ainsi que « *l'image très noire de la situation économique du Portugal des années 1960* », contestant aussi « *la corrélation systématiquement faite entre les guerres coloniales et l'émigration* ».

Cette conférence devient le théâtre d'une véritable confrontation entre histoire et mémoire ; un migrant âge conclut : « *Fuir la misère a été une bonne chose pour tout le monde* ». Ce commentaire (qui a la force d'un postulat) renvoie aussi à deux formes distinctes de lecture du passé : une mémoire qui retient la seule raison économique de l'émigration (« fuir la misère »), et une mémoire qui fait du contexte politique (la dictature) un contenu primordial de la mémoire collective de la migration.

L'association Mémoire Vive/*Memória vive* affiche catégoriquement sa volonté de ne plus interpréter l'émigration comme étant uniquement économique :

> « Un des préjugés les plus coriaces est certainement celui qui consiste à réduire l'immigration portugaise à une immigration dite "économique", comme si toute émigration n'était pas un acte politique en soi. Le caractère massif de l'émigration clandestine portugaise illustre bien le « non » délibéré que l'émigrant oppose à l'autorité du gouvernement de son pays. […]
>
> « Cette absence, ou ce silence, donne lieu à bien des préjugés, des images statufiées, des incompréhensions, des refoulements, parfois des replis. Ainsi, réduire

[752] Spécialiste du monde lusophone.

l'émigration portugaise à une émigration économique, de populations rurales semi analphabètes comme c'est souvent le cas, en occulte la dimension politique : dictature, sous développement et guerres coloniales ne sont-ils pas intimement, inextricablement liés dans l'exode de années 60 ? Le caractère massif de l'émigration clandestine portugaise illustre bien le "non" que l'émigrant oppose à toutes formes de contraintes, de coercitions, d'avilissements. » (projet de site, Mémoire Vive/*Memória Viva*, polycopié)

On observe la construction collective d'une figure politiquement « légitime » de l'émigrant portugais, à l'image du portrait de l'ouvrier, militant syndical et opposant à la dictature, retenu par la CNHI pour représenter cette migration. Cette question du caractère politique de la migration - toute émigration est-elle un acte politique en soi ? - renvoie à des questionnements présents et à des enjeux relevant de l'écriture de l'histoire de l'émigration – a-t-elle été un « bien » ou un « mal » pour le pays ? A-t-elle entretenu le *statu quo,* ou bien accéléré la chute de la dictature ? – et, de manière générale, à des enjeux relevant de la représentation de l'émigrant dans l'imaginaire collectif. D'aucuns font la proposition d'une « anthropologie des phénomènes migratoires » qui dépasse une conception qui « oppose réfugiés politiques et migrants économiques » (MONSUTTI, 2004). Or dans une perspective mémorielle, selon le point de vue des acteurs considérés, cette opposition apparait aussi comme étant indépassable, par exemple, pour des antifascistes militants (exilés, emprisonnés, torturés) qui voient d'un mauvais œil la floraison récente d'émigrants, antifascistes autoproclamés, ou décrits comme tels par leurs descendants. Si on peut douter du fait que les émigrants eux-mêmes se reconnaissent dans cette figure de l'exilé politique, elle peut en revanche devenir une ressource identitaire positive pour leurs descendants, car elle contourne l'image, dévalorisée, du migrant économique.

Cette dimension politique est absente de la mémoire officielle portugaise, réinscrite dans un cadre historique bien plus ancien que celui de l'émigration économique du XXe siècle, celui des découvertes maritimes qui fonde l'imaginaire des « communautés portugaises », déjà évoqué. Cette question en soulève une autre, importante, relative au rôle que les émigrants et désormais leurs descendants, peuvent jouer dans l'écriture de l'histoire du pays d'origine, notamment celle de la dictature.

Ces processus collectifs de construction mémorielle élaborent autant de ressources (des récits oraux, des écrits, des images), dont s'emparent les individus pour leur propre construction, mais sans toujours avoir conscience des enjeux idéologiques inhérents, ou sans vouloir y adhérer. En dehors de ces contextes associatifs, les mémoires de la migration sont souvent élaborées dans le cadre de démarches artistiques (films, pièces de théâtre, romans) qui cherchent à formaliser des histoires familiales à partir des bribes transmises par les aînés.

9.2.2. Le projet « Immigration portugaise en France, mémoire des lieux »

Le titre donné à l'atelier et au DVD produit : « Immigration portugaise en France, mémoire des lieux »[753], a été proposé par l'institution coordinatrice du projet, l'Action régionale pour la création artistique et la diffusion en Ile-de-France (ARCADI)[754]. L'atelier s'intègre dans le projet « Mémoire plurielles » qui « se propose d'aller à la rencontre de la mémoire commune des habitants des banlieues grâce au cinéma »[755]. Il a été mis en place autour de structures pouvant accueillir et encadrer techniquement l'atelier, implantées dans des zones d'immigration portugaise (Paris, Champigny-sur-Marne) et d'émigration (Viana do Castelo) : Confluences -Maison des arts urbains dans le 20e arrondissement de Paris, la mairie et le cinéma municipal de Champigny-sur-Marne, l'association de production et d'animation audiovisuelle *Ao Norte*, à Viana do Castelo. Le volet portugais a compté avec les financements de la Fondation Calouste Gulbenkian et du Consulat Général de France à Porto.

L'apparition de la migration portugaise dans ce type de projet est suffisamment rare pour que sa genèse soit explicitée. L'idée d'y consacrer un atelier a surgi en 2005, sur proposition de Claudie Lebissonais, coordinatrice de « Mémoires plurielles », par ailleurs passionnée du Portugal et observatrice attentive des pratiques de sociabilité des Portugais du quartier où elle réside. Ce double intérêt l'a conduite à proposer au cinéaste Pierre Primetens d'encadrer le projet. Ce dernier a déjà travaillé en

[753] Voir PRIMETENS (2007).
[754] Établissement public de coopération culturelle pour les arts de la scène et de l'image en Île-de-France, créé en partenariat avec l'État (Direction régionale des affaires culturelles).
[755] Voir par exemple le DVD « Je de mémoire », réunissant spécifiquement des films d'ateliers sur la « mémoire de l'immigration », produit par Kyrnéa International (coordinateur d'« un été au ciné-cinéville » au niveau national) avec le concours de la Médiathèque des Trois Mondes, 2003.

collaboration avec ARCADI dans l'animation d'ateliers cinéma en milieu scolaire et carcérale.

Pierre Primetens est né en France, de père français et mère portugaise et a réalisé un seul film sur le sujet, autobiographique et très esthétique, qui retrace son voyage au Portugal à la recherche des souvenirs de sa mère, décédée vingt ans auparavant[756], contrairement, par exemple à José Vieira, émigré du Portugal enfant avec ses parents et qui a réalisé, à partir de son vécu, de nombreux documentaires engagés sur l'immigration portugaise, relevant d'un cinéma du présent dominé par « l'urgence de la dénonciation politique » (CARDOSO, 2007).

« Immigration portugaise, mémoire des lieux » est fondée sur la même démarche autobiographique qu'*Un voyage au Portugal* (le film est d'ailleurs projeté en début de chaque atelier, ainsi que d'autres films en lien avec la migration, en général). L'usage du « je » a été imposé aux participants, de même que les trois questions initiales : Quel est mon rapport à l'expérience migratoire de mes parents ? Que m'en a-t-on transmis ? Quel est son impact sur mon vécu ?

L'appel à participation s'est fait principalement à travers les médias portugais de France (*Radio Alfa*, *LusoJornal*) et les associations, mais aussi par l'intermédiaire de la presse locale (à Champigny-sur-Marne), des réseaux des structures d'accueil (*Confluenc*e et *Ao Norte*) et des espaces scolaires et universitaires. L'appel est explicitement destiné aux « jeunes issus de l'immigration », le parti pris étant de demander aux protagonistes d'interroger l'expérience migratoire vécue et transmise.

Onze filles et neuf garçons ont participé au projet, dont la majorité est née en France[757]. Ils sont en majorité lycéens (baccalauréat littéraire et scientifique) et étudiants (licence ou master de marketing, de gestion, droit humanitaire, théâtre, audiovisuel, langues et littérature). Parmi les actifs, on compte un chômeur (non diplômé), un ouvrier dans le bâtiment et, parmi ceux qui résident au Portugal, une musicienne, un dessinateur dans une entreprise de prêt-à-porter et un vidéo-jockey. La

[756] PRIMETENS (2000).
[757] Les parcours de vie de ces individus n'ont pas été intégrés à l'ensemble de l'analyse de la thèse, dans la mesure où je n'ai pas recueilli de données systématiques sur leurs histoires familiales ; ils ne figurent donc pas en annexe 1.

majorité est binationale, sauf dans le cas du groupe composé au Portugal, où les participants sont de nationalité portugaise uniquement.

Leurs parents sont d'anciens paysans (petits propriétaires ou ouvriers agricoles), devenus en France ouvriers dans le BTP, artisans ou chef de petites entreprises pour les pères, employées de maison et gardiennes d'immeuble pour les mères. On compte aussi un cadre administratif, un professeur d'université et un fonctionnaire européen : il s'agit dans les deux premiers cas de parents arrivés enfants ou adolescents en France, où ils ont été scolarisés.

Les participants à l'atelier de Champigny-sur-Marne sont en majorité des petits-enfants de primo-migrants, arrivés au cours des années 1960. Ceux de Paris, par contre, sont issus d'une migration plus récente, datant du début des années 1970, voire postérieure à 1974. Parmi les sept protagonistes du volet de Viana do Castelo, six sont des enfants d'émigrants rentrés au Portugal avec leur famille, devenus commerçant, entrepreneur dans le BTP et employé à l'office du tourisme ; une seule de ces familles est par la suite rentrée en France, après l'échec du premier « retour ».

Deux participants ne sont pas « issus » de la migration économique des années 1960-70 : l'un (Pedro D., volet « aujourd'hui ») est un jeune migrant venu en France rejoindre sa fiancée et trouver du travail ; l'autre (André M., volet « là-bas ») est fils d'expatriés, il a vécu à Bruxelles où l'un de ses parents a été fonctionnaire à la Commission européenne. On touche au problème de la catégorisation de ces individus, à l'usage d'une catégorie totalisante : « *J'ai un problème, je ne me sens pas émigrant. Je viens à la découverte d'une autre culture, d'une autre manière de penser…* », avertit Pedro qui hésite dans le choix de son sujet de film ; mais aussi l'assignation au statut hérité d'immigré ou d'émigré : Ricardo F. (volet « là-bas ») s'oppose à la problématique imposée : il dit ne rien avoir de spécifique à dire sur la migration, et réalisera finalement le *making of* du troisième volet de l'atelier (« *Epílogo* »).

Leurs motivations à participer au projet sont diverses et parfois fondées sur un malentendu quant aux objectifs de l'atelier. Certains pensaient y trouver un petit « job » de vacances comme figurants, voire un début de carrière d'acteur ; néanmoins, tous resteront. Le fait que ce soit l'association *Ao Norte* qui ait procédé au recrutement à

Viana do Castelo, a conduit à des attentes spécifiques des participants, davantage liées aux aspects techniques de la réalisation cinématographique qu'à des questionnements identitaires. Or, les quinze jours de durée de l'atelier (dans chaque atelier, un minimum de six autoportraits a été réalisé) ne permettaient pas d'inclure la partie montage, réalisée *a posteriori* par Pierre Primetens. Pour ceux des participants parisiens et campinois qui l'ont souhaité et en ont eu le temps (hors vacances scolaires), il a été possible de participer au montage, mais cela n'a pas été le cas pour les participants de Viana do Castelo.

Pour une autre partie des protagonistes, les motivations se rapprochaient davantage de la démarche introspective attendue. Seul un participant a manifesté le souhait de « *montrer la richesse de la culture portugaise* » en proposant de filmer son groupe de danse folklorique. Concernant ce dernier aspect, qui relève de l'affirmation identitaire, il est intéressant d'observer l'absence d'intérêt manifesté par les associations portugaises, qu'il s'agisse de l'association portugaise du 20e arrondissement de Paris (groupe de danse folklorique), ou encore, des associations de jeunes « luso-descendants », pourtant *a priori* intéressées par la problématique de la mémoire depuis la création de la CNHI.

Des dix-neuf autoportraits surgissent deux idées principales, analysées ici. La première relève de l'inscription des sujets dans un projet migratoire familiale dont l'émancipation semble pour certains impossible, cette problématique renvoyant à la question du pays où construire sa vie, à celle de la séparation parent-enfant, mais aussi à celle de la double appartenance (premier volet : « aujourd'hui » et troisième volet : « Là-bas »). La seconde idée renvoie au silence de la mémoire familiale sur la migration des aînés (deuxième volet : « hier »).

La migration comme expérience vécue au présent

La première question qui traverse nombre d'autoportraits pose le problème du lieu où construire sa vie, celui d'un choix nécessaire imposé par la double appartenance. Carolina R. n'a pas souhaité filmer la loge de concierge où elle a grandi et vit toujours (nous nous y sommes rendus sans caméra), ni même parler de son histoire, par peur de blesser ses parents. Elle a ainsi contourné la contrainte du « je » initialement imposée,

en évoquant l'histoire de sa voisine Céleste. Comme sa mère, Céleste est gardienne d'immeuble et mère de famille :

> *« Céleste est en train de vivre la situation que la plupart des Portugais, parents portugais, vivent quand leurs enfants ont un âge avancé et qu'ils ont déjà constitué quelque chose soit en France soit au Portugal […] Quand je vois Céleste, j'imagine ma mère d'ici quelques années si je décidais de vivre à Paris […] C'est-à-dire une personne qui ne sait plus rien, qui ne sait pas quoi faire, qui pendant toute une vie a décidé, a lutté, a essayé de construire quelque chose et à la fin de sa vie se retrouve presque sans rien. Ses filles sont déjà mariées ou ne vivent plus à la maison, elle a des petits-enfants mais elle ne sait pas s'ils vont rester ici ou partir au Portugal […]. »* (Carolina Rodrigues, « *A casa* »[758])

Carolina R. est allée poursuivre ses études au Portugal, un master en marketing, pour ne pas entraver le retour de ses parents. Elle y découvre la problématique de l'intégration dans une société où elle n'a pas de repères, dont elle parle mal la langue et souffre du stigmate de l'émigrant ; comme l'évoquent aussi, différemment, quatre autres récits, mais dans un cas il prend le visage du Portugais « local », justement très critique à l'égard de ces « fils émigrants » qui reviennent.

Son histoire illustre la difficulté de certains enfants de migrants portugais à s'émanciper du projet migratoire (le retour) des parents. En plus d'hériter de la dette contractée par l'émigrant vis-à-vis de sa famille et communauté d'origine, certains agissent comme s'ils avaient une dette envers les parents pour les « *sacrifices* » consentis, afin de leur offrir une vie meilleure que la leur.

La maison devient le lieu métaphorique de l'errance, d'une double appartenance vécue par Carolina R. comme une absence d'appartenance :

> *« […] dans la maison de mes parents ce n'est pas moi. La chambre qui est la mienne là-bas était seulement pour les vacances, il n'y a rien qui m'appartient, et ici, c'est ma maison où j'ai grandi mais c'est pas moi… c'est compliqué. J'espère me fixer quelque part. J'espère avoir mon chez moi. J'espère retrouver des choses qui m'appartiennent, ne pas me sentir comme ça détachée de tout. Que je me réveille et que*

[758] La maison.

je me sente bien, que l'endroit soit imprégné de moi-même. » (Carolina Rodrigues, « A casa *»)*

Sindia A. est partie aussi à l'âge de 22 ans poursuivre ses études au Portugal (programme Erasmus) et y est restée comme assistante de français dans une école, raconte et met en scène la relation privilégiée qu'elle entretient avec ses grands-parents maternels : « *J'apprends à les connaître* […] *c'est peut-être un retour aux origines ...c'est chez eux que je devais aller et pas autre part.* » C'est aussi chez eux qu'elle vient dormir en fin de semaine lorsqu'elle revient au village : « *J'ai peur de dormir dans ma maison* ». Dans la « maison de rêve » construite par ses parents, au prix des nombreux « *sacrifices* » de toute la famille, elle vient simplement arroser le jardin et regarder la télévision française.

Pour Sindia, la question du « retour » se pose de manière plus complexe, car elle ressemble davantage à une « *opposition* » face au choix de sa mère, qu'à une solidarité mère-fille :

> *« Elle m'a dit plusieurs fois que pour elle si je rentrais au Portugal c'est comme si je régressais. Puisqu'elle a quand même une vision du Portugal de quand elle était plus jeune, d'un petit village assez pauvre. Ce n'est pas que je veux entrer en opposition avec elle, non, au contraire, j'adore ma mère… pour l'instant elle ne comprend pas vraiment mes choix, peut-être qu'elle y arrivera à un certain moment. Et le fait même de savoir son histoire, de comprendre qu'elle puisse sur moi transférer certaines choses, à mon avis, c'est ce qui fait que quand je me fâche avec elle je le fais sur un petit bout de temps. »* (Sindia Alves, « *Terra mãe* »).

La question de la double appartenance est abordée d'une toute autre manière, plus poétique et plus abstraite, par Filipa V. Est-ce à dire qu'elle est aussi vécue de manière plus apaisée que celles de Carolina ou de Sindia? Filipa suit un cours de théâtre portugais dans une université parisienne : « *le théâtre est aussi un peu un voyage, c'est un espace entre-deux* ». Elle choisi de mettre en scène un texte qu'elle a écrit : « *Mes parents ont fait un voyage décisif, celui de tous les immigrés il y a vingt ans. Moi, mon voyage il est plus intérieur* […] *Plus tard, je serai en mouvement, peut-être en France, peut-être au Portugal…* ».

La comparaison de ces deux autoportraits soulève la question de la représentation que les Portugais veulent aujourd'hui donner d'eux-mêmes, celle de migrants qui ont réussi. Dès lors, certaines images deviennent taboues. Lors des projections faites dans le cadre associatif portugais, le film de Carolina choque : Céleste faisant le ménage dans une cage d'escalier d'immeuble, aidée de son petit-fils… Il sera même interrompu par le président de l'association de Neuilly-sur-Seine.

Cette question de l'image de l'immigration portugaise en France est aussi posée dans l'autoportrait d'Alice M. (« *Maravilhas* »[759]). À travers l'image de l'émigration elle-même, puisqu'Alice a choisi de raconter l'histoire de sa mère, arrivée à l'âge de huit ans en France, et non pas celle de la clandestinité et des bidonvilles de son père :

> *« Elle a de très bons souvenirs de quitter tout ça, c'était la première fois qu'elle prenait le train, c'était l'aventure, la découverte. À Fresnes, elles [la mère et sa sœur] s'amusaient à allumer et éteindre la lumière toute la journée. Il y avait de l'eau à volonté […] Elle dit : au Portugal, si j'étais restée ici, j'aurais été femme au foyer, je n'aurais rien fait de ma vie…ça lui a permis de s'épanouir […] de pouvoir s'exprimer, faire du théâtre, vivre quoi ! »* (Alice Martins, « *Maravilhas* »)

Cette question de l'image est aussi posée à travers le choix de références culturelles très éloignées de la danse folklorique, de la Vierge de Fátima des associations portugaises : du clin d'œil au conte de Lewis Carroll à Mozart, au théâtre, mais aussi l'image d'une femme émancipée, qui a refusée la « *ghettoisation* », et par laquelle Alice dit se sentir « *influencée* » : « *Son histoire, son passé me touchent* […] *ça me concerne puisqu'elle m'en parle et que dans ce que j'ai envie de faire plus tard, il y aura une trace.* ».

La figure de la mère est d'ailleurs omniprésente dans les récits, souvent ceux de jeunes femmes, qui évoquent cette migration sans fin. Qu'il s'agisse de Carolina qui s'est sentie tenue de partir au Portugal pour ne pas faire échouer le retour de sa mère, ou de Silvia, rentrée à l'âge de 13 ans au Portugal avec ses parents, où elle est devenue musicienne, parce que sa mère avait été « *fille au pair* » chez un grand musicien à

[759] Merveilles.

Paris : « *Ma mère était heureuse pour moi et à travers moi* ». (Silvia Cancela, « *A música* »).

Charlotte a elle aussi choisi de se mettre en scène aux côtés de sa mère, dans un portrait de femmes très métaphorique autour de la relation mère-fille, des déterminismes et de la liberté individuelle : « *À Santa Luzia*[760]*, il y a une grande chapelle. On peut monter en voiture et on peut monter avec des escaliers de pierre… Monter ces escaliers c'est comme montrer le chemin de la vie de ma mère*. » La mère de Charlotte a émigré en France avec ses parents à l'âge de deux ans. Trente ans plus tard elle est rentrée vivre au Portugal avec son mari (portugais) et ses enfants ; elle y est tombée gravement malade :

> *« Moi je comprends bien ma mère…et je pense qu'il y a eu un peu d'égoïsme de la part de mon père. Il ne l'a pas obligée à revenir, mais il a beaucoup voulu revenir, il a toujours parlé de ça, je m'en rappelle très bien […] Ma mère a étudié, elle avait son indépendance […] Je suis très différente de ma mère : je veux être bien avec moi dans un lieu que j'aime bien… »* (Charlotte Dias, « *Santa Luzia* »)

Ces récits qui renvoient à des questions qui ne sont pas propres au contexte migratoire, comme la transmission familiale, l'appropriation d'un héritage et la loyauté socio-familiale (GAULEJAC, 1999), montrent néanmoins en quoi elles peuvent se poser de manière spécifique dans ce cas. Et en premier lieu, parce que les enfants de migrants jouent ici un rôle crucial dans le projet migratoire des parents. Dans cette situation, des choix de vie s'éloignant de ceux des parents (imaginés ou réels) peuvent entraîner une très grande culpabilité, une souffrance exprimée par plusieurs jeunes lors des entretiens. Pour ceux là, la participation à l'atelier a pu prendre une dimension thérapeutique, rendue possible par l'écoute attentive de tous les participants et le sentiment de partager une expérience commune.

Enfin, la question de l'identification des enfants aux parents, soulevée par Alice à travers le portrait de sa mère, l'a aussi été par deux autres participants. Guillaume d.C.

[760] Sainte Luzia, nom du sanctuaire qui surplombe la ville de Viana do Castelo.

(« *O diploma*[761] ») interroge la reproduction sociale à travers une dénonciation des pratiques discriminatoires envers les enfants d'immigrés dans les choix d'orientation scolaire. Après avoir été orienté vers un BEP mécanique (métier de son père) et avoir travaillé comme ouvrier dans le bâtiment avec son oncle, il décide finalement de reprendre ses études : « *C'est normal, je préfère faire un travail intellectuel où j'utilise ma tête, qu'un boulot physique dans le bâtiment où je m'abîme le dos* […] *Je veux être quelqu'un !* ».

Brigitte M. (« *O rancho*[762] »), juriste en droit humanitaire, fait un détour par la danse folklorique, un aspect de la culture portugaise auquel elle ne s'identifie pas, mais que son père a longtemps pratiqué, pour dire le manque produit par l'absence de transmission : « *Il m'a laissé suivre mon chemin, je lui en suis reconnaissante, mais c'est vrai que s'il m'avait forcé j'aurais peut-être quelque chose de plus* […] ». L'autoportrait dont les images sont celles d'un groupe de danse folklorique, espace de l'entre-soi, de « *réel partage* », d'apprentissage aux très jeunes enfants, apparaît alors comme une main tendue au père, pour rétablir un dialogue rompu par une mobilité socioprofessionnelle intergénérationnelle importante : « *Si j'en faisais aujourd'hui, mon père serait très très content…* ».

Mémoire *de* la migration

Le deuxième volet de l'atelier s'articule autour de l'axe temporel du passé. Il est venu confirmer qu'en France la mémoire de la migration, comme évènement fondateur, n'a pas (encore) constitué une ressource identitaire. Les six participants, tous nés en France, méconnaissent l'histoire de cet événement. Ils sont cependant volontiers partis à sa recherche.

Seule Milène d.C. (« *Atravessar*[763] ») s'est vraiment focalisée sur le périple de l'émigration : le voyage dans la clandestinité et les années de labeur en France. Concernant le voyage de l'émigration, le récit est succinct, presque brusque : « *Un passeur l'a amené en France,* avec *deux cousins* […] *Ils ont traversé la frontière par les champs* […] *Ils ont été abandonnés cinq jours sans rien manger* […] *Il pleurait …mon papa, quelqu'un de grand qui ne montre pas ses sentiments…*». Concernant la vie de

[761] Le diplôme.
[762] Terme portugais qui désigne les groupes danse folklorique.
[763] Traverser.

travailleur immigré, les images d'un père au visage marqué, au corps blessé (Milène et sa mère lui pansent une blessure au doigt) contrastent avec celles des photographies du beau jeune homme d'avant l'émigration que le père sort d'un album, pour l'occasion.

En captant des émotions jusqu'alors cachées, l'image aide à prendre conscience de la souffrance que dissimulent des histoires considérées comme honteuses et dévalorisées. Le caractère exceptionnel de l'expérience (la présence d'une caméra lors du tournage ; l'intérêt que tout le groupe y accorde) permet de dire ce qui reste indicible dans les interactions sociales du quotidien.

Ce n'est pas tant sur l'histoire de ce voyage fondateur que les jeunes se sont arrêtés, mais sur ses conséquences sur les relations familiales. Les autoportraits nous projettent dans l'intimité de ces relations, bien plus que dans la reconstruction d'une mémoire passée traumatique de la migration, ou d'une dénonciation de ses contextes sociaux et politiques (la dictature portugaise, les guerres coloniales, l'exploitation d'une main d'œuvre fragilisée par la migration) pourtant évoqués lors des entretiens.

Par exemple, plus que l'histoire de l'émigration de ses grands-parents maternels et de sa mère, c'est l'histoire de la rencontre entre ses deux parents, les lettres d'amour échangées alors le père était encore au Portugal où il faisait son service militaire, la manière dont ils ont vécu leur vie de couple, qui intéressent Dario d.S. (« *Carta de amor* [764]») : « *Dans cette histoire j'arrive mieux à trouver ma place, à voir comment ça s'est vraiment passé et à l'imaginer, à reconstituer leurs parcours* [l'histoire du couple de ses parents] *Ça me donne une image qui me rend fort en tout cas*. » Au moment du tournage, la mère nous confie sa surprise devant l'intérêt de son fils pour leur histoire, alors que ça fait des années qu'il ne veut même plus venir au Portugal.

Le père de David F. a émigré clandestinement avec son propre père. Et c'est sur ce grand-père inconnu que David F. souhaite l'interroger:

> *« Il ressemblait beaucoup à mon père…[…] Mon père a coupé les liens avec mes grands-parents pendant dix-sept ans. On a du mal à en parler … On essaie pas vraiment de cacher le passé, on cache juste les choses qui peuvent faire mal. »* (David Ferreira, « *A Fronteira*[765] »).

[764] Lettre d'amour.
[765] La frontière.

À propos de l'histoire de son père, arrivé enfant en France où il rejoignit ses parents et frères et sœurs, Eurydice d.S. évoque une histoire « *trop lisse* », « *trop simple* », sur laquelle elle n'a rien à raconter. La mémoire collective se construit-elle forcément sur des évènements traumatiques ?

Une histoire que son père a déjà racontée dans un livre, mais pas à sa fille : « *à travers des anecdotes, à travers de petites histoires, je me suis retracée dans ma tête les grandes lignes…* ». Nous demandons à Eurydice d'imaginer cette histoire[766], le voyage en train : « *J'imagine que mon père a demandé à mon grand-père comment c'était Paris…* ». Elle choisi de filmer son père à la gare d'Austerlitz, le terminus, comme pour des milliers d'autres Portugais :

> *« J'ai conscience que cette histoire fait partie de quelque chose de général et que toute l'immigration portugaise est faite de ces fragments d'histoires. C'est un peu comme si on avait une boîte à souvenirs, pas seulement sur notre famille, sur des personnes, mais sur les Portugais en général. »* (Eurydice da Silva, « *Imagino* »)

Le film et le démarche de Sofia F.L. (« *As barracas* »[767]) se démarquent de celles des autres, dans le sens où c'est l'appartenance à une histoire collective qui se joue ici. Elle choisi pour objet l'ancien bidonville de Champigny-sur-Marne : « *J'ai toujours habité à Champigny, je trouve intéressant de savoir comment ça s'est passé.* [..] *Ça ne nous a pas touché, mais indirectement oui* […] *J'y suis déjà allée, mais sans avoir un regard historique* ». Elle vient à l'atelier avec cette idée précise et apporte l'ouvrage historique de Marie-Christine Volovich-Tavares[768] offert à sa mère par sa « *patronne* », française. La démarche de Sofia prend la forme d'un « devoir de savoir » et montre que la transmission ne se fait pas seulement de parent à enfant mais aussi d'enfant à parent (LEPOUTRE, 2005).

Le père de Sofia accède difficilement à la demande de sa fille de l'accompagner sur le site du bidonville. Face à la caméra le père apparait très ému, il décrit l'étendue du bidonville, la fontaine : « *les gens allaient y chercher de l'eau pour la cuisine…on*

---

[766] *Imagino* : j'imagine, est le titre donné à son court-métrage.
[767] Les baraquements. Terme répété des dizaines de fois par le père décrivant l'étendue de l'ancien bidonville de Champigny-sur-Marne.
[768] VOLOVITCH-TAVARES (1995a).

avait l'avantage de na pas payer l'eau. Je dis « on » parce que je venais voir les amis. Ça me faisait plaisir d'y aller rien que pour le plaisir de voir les gens… ».

Finalement, nous ne saurons pas si le père de Sofia y a un jour vécu, peut-être est-ce le cas de son grand-père ? De toute façon, la motivation de Sofia semble être ailleurs :

> *« Il y a eu beaucoup de patriotisme pendant ces années. […] Il y en a beaucoup qui parfois aimeraient savoir, ou parfois nous demandent. Comme ça, ça me permet de leur répondre et de ne pas dire : je ne sais pas. Je suis portugaise mais je ne sais pas … Non, je suis portugaise et je sais ! »* (Sofia Faria Lopes, « *As barracas* »)

La démarche de Sofia, qui sera la plus présente et la plus loquace lors des débats qui suivront les projections des autoportraits dans des associations portugaises, des festivals de cinéma, émissions de radio, vise à la fois à conforter l'identité collective et sa propre appartenance à celle-ci : le récit ne se contente pas de dire l'identité, il la produit. Sofia me contacte deux ans plus tard afin de me prévenir qu'un mémorial de l'immigration portugaise va être inauguré dans sa ville.

Jusqu'à la création de l'association Mémoire Vive/*Memória Viva*, en 2003, je n'avais pas observé dans l'espace associatif d'évocation collective de souvenirs relatifs à l'expérience migratoire, vécue ou transmise. Dans une association comme Cap Magellan, l'évocation du pays d'origine et de sa culture renvoie au présent et à un futur du Portugal et des communautés portugaises, dont ces « luso-descendants » se sentent investis. Si c'est bien le partage d'une même expérience migratoire vécue qui fonde, avec l'origine portugaise, ces pratiques associatives, ce vécu reste implicite, non-dit. Pourquoi sont-ils aller recueillir cette histoire ?

> *« On n'en parle pas facilement et on n'a jamais éprouvé le besoin de savoir. Aujourd'hui il y a comme un manque : on a l'âge de mieux comprendre et d'accepter certaines réactions. »* (Helder)

> *« J'apprécierais plus mes parents s'ils m'avaient plus raconté de choses sur eux. J'aurais plus d'estime, de respect, car je pourrais les comprendre. »* (Pedro)

Le fait que cette période d'engouement mémoriel coïncide avec l'accélération des politiques mémorielles nationales, principalement la CNHI[769], interroge le lien entre le « besoin de mémoire », ou « besoin d'histoire », qui surgit au sein même de la migration et l'injonction à se souvenir qui émane des sociétés d'appartenance. Comment s'articule, dans les consciences individuelles, cette confrontation entre l'expérience migratoire vécue - passée mais aussi présente - et les mémoires historiques imposées de l'extérieur et d'en haut?

En participant au premier forum des associations de la Mission de préfiguration de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (en juillet 2003), Cap Magellan, mais aussi l'Association communauté portugaise de formation culturelle du Raincy, dirigée par des jeunes « luso-descendants », ont montré qu'elles entendaient bien être des interlocuteurs de la future Cité, et gardiennes de la mémoire de la communauté portugaise : c'est alors qu'elles se sont lancées dans le recueil de mémoire orale auprès des parents des adhérents. L'association Mémoire Vive/ *Memória Viva* a elle aussi participé à ce forum, sans vouloir s'engager. C'est donc aussi la question du leadership associatif que fait resurgir cette politique mémorielle. La Coordination des Associations Portugaises de France (CCPF), dont le président est aussi celui de Cap Magellan, a par exemple confié ses archives à l'association Génériques (Paris)[770], alors même que la Fédération des Associations Portugaises de France (FAPF) est un partenaire du Musée de l'émigration de Fafe. Mémoire Vive/*Memória Viva* figure à présent sur le site du musée et a par ailleurs participé à l'organisation de l'exposition « Terre lointaine- Terre proche » (Setúbal, juin 2007), malgré sa volonté initiale de rester à distance des espaces institutionnels.

[769] Evelyne Ribert observe le même phénomène au sein de la Fédération d'Associations et de Centres d'Espagnols Emigrés en France (RIBERT, 2009 : 331).

[770] Organisme de recherche et de création culturelle sur l'histoire et la mémoire de l'immigration en France aux XIXe et XXe siècles. Génériques a engagé en 1992, en partenariat avec la Direction des Archives de France, l'Inventaire national des sources d'archives publiques et privées sur l'histoire des étrangers en France de 1800 à nos jours.

CONCLUSION

Les descendants de migrants portugais mobilisent de multiples ressources identitaires – familiales, nationales, sociales, culturelles, historiques – pour se construire. À partir des matériaux ethnographiques recueillis dans des contextes sociaux diversifiés, au Portugal comme en France, j'ai cherché à retrouver et analyser les temporalités et les espaces mémoriels pluriels, sur lesquels se fondent ces constructions identitaires individuelles et collectives, situées entre assignation et choix.

L'ancrage territorial dans la société d'origine de ces familles migrantes issues de la petite paysannerie s'est imposé d'emblée comme primordial. Il est à la fois matériel et symbolique et passe par la possession d'une maison et la jouissance de la terre, héritée et/ou achetée, ainsi que par la conscience de la continuité généalogique, accentuée par une forte endogamie locale des générations ascendantes et inscrite dans le lieu. La migration prend incessamment la forme d'une réinscription sociale, d'une remémoration permanente, à travers diverses pratiques de circulation migratoire et de retour, dont les caractéristiques évoluent au fil de la migration, des générations et des âges de la vie des individus. La perspective générationnelle adoptée montre par ailleurs que la profondeur historique de la migration n'explique pas toujours la dilution des liens avec le pays d'origine. Les retours effectifs des générations familiales émigrées, des grands-parents et des parents, les solidarités intergénérationnelles maintenues dans le va-et-vient, réactivent sans cesse ces liens avec l'« origine ». La migration portugaise en France constitue un cadre singulier pour l'étude de la problématique mémorielle puisque, contrairement à ce qui se passe dans les situations d'exil, il n'y a pas eu de rupture spatiale définitive avec le lieu d'origine et que, contrairement à d'autres situations migratoires, y demeure omniprésente le projet du retour, du moins pour les générations de primo-migrants.

L'analyse de la narration de ces vies déplacées fait apparaître l'existence d'une transmission orale des récits familiaux qui ne sont ni élaborés, ni transmis comme tels. Cette étude montre, à la suite de LEPOUTRE (2005), que dans le cadre d'une migration économique, situation historiquement occultée et socialement dévalorisée dans nos sociétés, distinguer la mémoire familiale, au sens du récit et le rapport au passé familial, permet d'ouvrir un vaste champ de recherche.

Dans une situation se caractérisant par la rupture biographique et l'éloignement spatial, mais aussi par l'expérience de l'altérité et, souvent, de la marginalisation, voire la soumission au modèle social et culturel dominant dans le lieu d'accueil, l'instrumentalisation du passé familial dans un but de légitimation sociale peut sembler vaine. Pourtant, la capacité que l'on voit s'affirmer dans les propos recueillis, des individus à mobiliser des éléments valorisants de ce passé dans le processus de leur propre construction, constitue l'une des permanences cachées de ces vies chahutées.

La plupart de mes informateurs ont une forte conscience des processus sociaux en cours : domination sociale et culturelle, déclassement ou, au contraire, mobilité sociale des parents et sienne propre. Face à une certaine honte d'être portugais et à la double dévalorisation du Portugal et de l'origine sociale des parents, l'étude montre la construction de représentations positives de l'expérience migratoire. Des parcours de « *réussite* » parentale en France, par la promotion professionnelle, par l'accès à la propriété - une quinzaine de familles possèdent leurs logements dans les deux pays - sont soigneusement détaillés. Il arrive que cette notion de réussite prenne appui sur des indicateurs ténus, tels des relations privilégiées avec des « *patrons* », présentées comme valorisantes, compte tenu du statut social.

L'étude des récits de vie, lorsque le projet migratoire des parents renvoie à la représentation, souvent inconsciente, d'un échec, a mis en évidence un fort attachement à une histoire familiale (re)construite sur des représentations valorisées, voire survalorisées, du statut des aînés : grand propriétaire, notable, origine noble, citadine, opposition ou résistance à la dictature. L'importance accordée aux hiérarchies sociales préalables au départ, vise dès lors à se distinguer par sa famille, au sens bourdieusien, des autres familles d'émigrants.

L'accès à la propriété au Portugal, raison première du projet migratoire, est souvent perçu comme ayant eu lieu au détriment de bonnes conditions de vie en

France : seuls six couples parentaux n'ont pas investi dans la construction d'une maison au Portugal et seule une famille n'est propriétaire, ni au Portugal, ni en France. Alors que la précarité matérielle s'est graduellement estompée - à l'exception des familles résidant en loge de concierge, à Paris et périphérie - l'idée d'une précarité de destin reste très présente dans l'explicitation du vécu migratoire familial. Cette notion du provisoire est associée à celle du retour des parents, projeté par une trentaine d'entre eux et effectif chez les retraités avec des variantes, notamment de genre. C'est pourquoi parler de la migration, c'est parler à la première personne du pluriel (« nous »), d'une histoire au présent dont le dénouement reste encore incertain : retour définitif au Portugal, installation définitive en France, continuité du va-et-vient qui devient problématique avec le vieillissement de la génération des parents. La migration prend dès lors la forme d'un projet familial - famille de type nucléaire, composée d'un ou deux enfants - liant les générations de la migration autour de la problématique du succès et du prestige, mais aussi de la dette. D'où de nombreuses questions soulevées, relatives aux critères et au(x) lieu(x) d'affirmation du succès familial, ainsi qu'à la réciprocité des solidarités familiales.

Cette expérience migratoire se caractérise également par un questionnement sur le sens du « *sacrifice* » des parents, au profit des générations futures. Ce sacrifice est défini par l'exil - au sens d'éloignement de la famille et du pays natal – et des difficiles conditions de vie et de travail endurées. Ici l'analyse rejoint l'idée que la transmission de l'histoire familiale peut devenir une « ressource éducative » (DELCROIX, 2002). Toutefois, il apparaît aussi qu'à la responsabilité précoce des enfants, initialement assumée dans une situation où les parents sont vulnérables dans une société dont ils ne maîtrisent pas assez la langue, se substitue celle de la dette : être acteur du succès familial, au sens d'y participer, mais aussi de le mettre en scène. Dans l'analyse de la multiplication des lieux et moments du rituel matrimonial, le mariage au Portugal renvoie essentiellement, pour les mariés eux-mêmes, à une volonté de s'inscrire dans une continuité familiale – la « *tradition* » - alors que pour les parents s'y joue l'affirmation du succès de l'émigration et de la reconnaissance par la société d'origine.

L'émancipation du jeune peut donc se révéler plus problématique, lors qu'elle est envisagée par celui-ci à travers la seule dialectique fidélité/trahison : dans ce cas, des choix de vie déterminants pour l'individu ne sont représentés que par cette seule

combinaison de possibles. Pourtant, on n'observe pas dans les familles portugaises étudiées le processus d'ethnicisation de la société française, analysé dans les familles originaires des pays du Maghreb (GUENIF SOUILAMAS, 2000) : il s'agit du processus de construction d'une altérité réciproque qui créé une opposition entre les deux groupes de référence - famille/société française.

L'aspect problématique de l'émancipation ressort avec une grande acuité de cette étude, réalisée auprès d'individus ayant entre vingt et trente-cinq ans et dont la majorité se trouve en position de mobilité sociale ascendante (étudiants du supérieur, diplômés). La période d'indétermination caractéristique de la jeunesse peut se prolonger pour les diplômés, entrés dans la vie active. En effet, retarder des choix de vie déterminants - lieu de vie et de travail, conjoint - permet à certains de rester dans une position ambiguë, dans un espace socio-temporel de négociation entre rupture, compromis et reproduction socioculturelle. La multiplication des lieux et des moments du mariage illustre cette négociation intergénérationnelle, celle d'un compromis rendu possible par le double ancrage territorial.

Dans ce domaine, comme pour le « retour » effectif au Portugal de certains étudiants et diplômés, on remarque la capacité à s'insérer socialement et culturellement dans plusieurs sociétés, à s'émanciper de la promiscuité familiale lorsque les parents n'ont pas investi matériellement en France. Mais si le « retour » indique aussi l'existence d'une dette symbolique héritée et assumée, il peut devenir dans certains cas une anticipation de celui des parents, voire, de manière tout à fait explicite, une volonté de ne pas contrarier ce qui est imaginé comme le projet de retour des parents, au moment de la retraite. Cette situation peut conduire à un paradoxe : des jeunes femmes sont attirées par une « *vie meilleure* » au Portugal, alors que leurs mères ne veulent plus y retourner définitivement.

On peut aussi interpréter la continuité d'une pratique de circulation migratoire entre les deux pays comme étant une version émancipée du « va-et-vient » familial. Il s'agit en effet de pratiques qui diffèrent de celles des parents - qui retournent presque exclusivement dans le village natal - puisqu'ils s'inscrivent dans des projets étudiants et professionnels en milieu urbain. Ces pratiques n'engendrent généralement pas une rupture des liens avec le lieu d'origine, le village, la *casa*, qui peut d'ailleurs servir de point de repère : il n'est pas rare en effet que ce type de projet étudiant ou professionnel

se concrétise dans la grande ville la plus proche du village d'origine. Cette expérience de vie en milieu urbain permet à l'individu de s'approprier de nouvelles ressources culturelles, comme les traditions étudiantes de l'espace universitaire au Portugal (FRIAS, 2003), réutilisées ensuite comme ressources identitaires dans l'espace associatif, en France. L'étude de la participation de fils d'émigrants à la Fête des garçons pointe, là encore, l'apparition de nouvelles ressources culturelles pour ces individus, dans un contexte « post-rural » (LEAL, 2000b ; 2006), de réactivation de traditions locales. La question se posera alors de savoir si les transformations en cours, notamment à travers la politique culturelle de patrimonialisation de traditions rurales - dont certaines, telles la Fête des garçons, sont par ailleurs transposées en milieu urbain - vont constituer de nouvelles ressources identitaires ou culturelles, susceptibles de refonder des liens entre descendants d'émigrants et lieu, ou pays, d'origine. La perspective générationnelle se révèle une fois de plus éclairante, puisque l'informateur qui participe à cette Fête des garçons s'inscrit dans une migration plus récente : il est né en France, de parents ayant émigré dans les années 1980.

Les pratiques de va-et-vient montrent finalement que la très grande majorité de mes informateurs, même lorsqu'ils deviennent parents, continuent d'aller régulièrement au Portugal en vacances, dans le lieu d'origine, devenu désormais une « résidence secondaire » (ORTAR, 2004), mais commencent aussi à fréquenter des lieux touristiques. Cette situation reste encore majoritaire actuellement, mais se trouve en évolution rapide, du fait du décès des grands-parents, voire des parents. Le projet du retour, qui continue d'alimenter les *remessas* (envois d'argent), ne se pose pas pour les luso-descendants, mais on peut imaginer, au fils du temps, lorsque les grands-parents et les parents seront décédés, l'apparition d'un « tourisme des racines » (LEGRAND, 2006). Doit-on voir l'apparition récente, au Portugal, de la patrimonialisation de la migration, comme étant aussi une réponse institutionnelle – touristique - à ceux en quête de ressourcement identitaire dans le lieu d'origine ? Une autre ressource identitaire pour maintenir le lien avec le pays d'origine ? Dans la perspective comparative entre divers types de pratiques de circulation migratoire, l'idée d'une « anthropologie du voyage » qui émerge d'études sur la migration turque (de TAPIA, 2006) peut constituer une piste de réflexion.

L'étude des liens avec le lieu d'origine a mis en lumière les séjours réguliers de mes informateurs au Portugal depuis l'enfance – à l'exception d'un individu - à

l'occasion des vacances d'été, dans le, ou un, des villages natals des parents, ainsi que la présence et la proximité des grands-parents. Ces derniers font office de « *piliers* » et « *relient tout le monde* » - au sens de la parentèle - en même temps qu'ils relient ces fils de migrants à cet « autre » monde qu'est le lieu d'origine. Une relative maîtrise de la langue portugaise, transmise par les parents et apprise en milieu associatif et/ou scolaire français, a permis que le dialogue intergénérationnel ne soit pas entièrement interrompu. Ces séjours constituent autant de possibilités d'entendre, d'interroger et de s'approprier une mémoire familiale, mais aussi de créer un attachement symbolique fort au « *lieu d'origine* », lieu de la continuité familiale pour les générations ascendantes et pour celle d'*ego*. L'analyse des formes de transmission des prénoms, généralement transposables d'une langue à l'autre, alors que seule une dizaine d'individus ont hérité de prénoms familiaux, montre par contre une « création interculturelle » (VILLANOVA *et al*., 2001) et la moindre importance accordée à l'inscription sociale du groupe familial, par rapport à l'individu. La transmission et l'usage de prénoms adaptables aux deux sociétés de référence illustrent un « bricolage » (BASTIDE, 1970), rendu possible par une proximité linguistique relative.

La question de la « proximité » - linguistique, culturelle, géographique - constitue un aspect important, singulier, de la construction de l'image du migrant et du descendant de migrant portugais en France. J'ai relevé, à la suite d'autre chercheurs, les fausses évidences qui fondaient l'idée de la bonne intégration des Portugais de France sur le fait qu'ils sont Européens. Bien sûr, nous savons qu'ils n'ont pas souffert des mêmes discriminations que d'autres populations étrangères, discriminations qui engendrent une plus grande précarité (DELCROIX, 2005). En revanche, on peut penser que l'absence d'exclusion sociale et spatiale de cette population, qui donne corps à cette idée de proximité, fonde une étrangeté plus insidieuse, moins évidente, alors qu'elle existe dans l'explicitation des expériences vécues : la « différence des invisibles » (HACHIMI ALAOUI, 2007 : 91), ou l'« Autre proche », dans sa version la plus infime.

L'analyse consacrée au choix de la nationalité et au sentiment d'appartenance nationale éclaire la distinction faite par les descendants de migrants portugais dans le lien au pays d'origine et à celui de résidence. Les individus possédant les deux nationalités, qui sont la majorité, se disent « *français d'origine portugaise* ». Nés en

France, le droit à l'acquisition de la nationalité française leur paraît essentiel, l'acquisition effective constituant une manifestation de reconnaissance de la société d'accueil, mais aussi de leur volonté de s'y intégrer en tant que citoyen. L'analyse montre aussi comment ils se réapproprient, parfois quelques années plus tard, par le biais d'un séjour étudiant au Portugal ou d'une expérience associative en France, une « identité portugaise » qui redevient une nationalité, par exemple, par le fait de faire établir ou mettre à jour ses papiers d'identité et d'en faire l'usage. L'étude ne permet pas d'aboutir à une conclusion en termes de sentiment d'appartenance nationale, ni dans un cas, ni dans l'autre, à l'exception de quelques très rares discours exacerbés d'appartenance nationale portugaise. Ces discours sont tenus par des individus en mobilité sociale ascendante, qui racontent avoir subi une forte domination sociale en France.

L'« origine portugaise » renvoie à une identité « naturelle », héritée dans le cadre familial. L'analyse rejoint ici l'idée développée par l'anthropologue Eugeen Roosens, qui parle de « la nature primordiale des origines » dans l'ethnicité migrante (ROOSENS, 2003), qui renvoie à l'auto-représentation d'une origine portugaise essentialisée et transcendante, puisqu'elle prend source dans le sentiment de continuité généalogique (familiale) et a comme corollaire l'identification au « lieu d'origine ». Cette origine continue, actuellement, de se nourrir du va-et-vient. L'« obsession des origines » (*idem*) montre, dans la perspective barthienne de construction d'une frontière sociale nous/eux, la persistance en France, ou l'apparition au Portugal, d'un sentiment d'étrangeté vis-à-vis des nationaux : les nationaux « originaires », plus souvent désignés, en France, sous le vocable « Français de souche », et les nationaux « du dedans », par opposition aux « Portugais du dehors » (*os Portugueses de fora*). L'étude soulève donc de nombreuses questions relatives à l'« autochtonie » (DETIENNE, 2003), à la nationalité et à la citoyenneté, aux communautés transnationales, à l'ethnicité et au cosmopolitisme des descendants de migrants (NEVEU, dir., 1995 ; KASTORYANO, dir., 2005 ; FAIST, 2000 ; TREMON, 2009).

L'analyse des pratiques de sociabilité villageoise en général et de la fête patronale en particulier, devenue à partir des années 1960 également la fête en l'honneur de l'émigrant, montrent, à l'instar de la célébration du mariage au Portugal, la mise à

distance, par ces descendants de migrants, de l'appartenance villageoise. Cette mise à distance indique leur absence d'implication dans les activités festives, notamment la procession religieuse à laquelle participent les jeunes locaux et dénote le passage de la position d'acteur (effectif dans la génération des parents) à celle d'observateur. Par ailleurs, au bal du village sont préférées des soirées en discothèque, au cours desquelles ces « fils d'émigrants » se distinguent des jeunes locaux. Ces logiques sociales distinctives peuvent être mises en relation avec ce que mes informateurs considèrent comme des pratiques d'exclusion et de moquerie de la part des locaux : jugements dépréciatifs envers leurs parents, ou à leur égard.

Cette étude approfondit donc l'analyse des conflits de classification sociale au sein de la société portugaise, qui engendrent le processus de construction d'une altérité – l'« émigrant » et « fils d'émigrant », ou encore, les « Français », comme les « Brésiliens » du début du XXe siècle – au sein des communautés villageoises. Mais elle va plus loin en montrant que cette altérité se prolonge au sein de la communauté nationale : « Portugais du dedans » / « Portugais du dehors » et « luso-descendants ».

Du point de vue des individus, ces processus de différenciation mettent en évidence toute la complexité de l'appartenance et de la construction identitaire – familiale, locale et nationale, dans les sociétés d'origine comme d'installation - en situation de migration prolongée, qui engendre une perplexité identitaire, illustrée dans les récits de vie par cette image de l'entre-deux – être ni de l'un ni de l'autre, ou avoir le « *cul entre deux chaises* », déjà présente dans les témoignages de jeunes portugais dans les années 1980 et faisant écho au « vertige des entre-deux » du « métissage » (BONNIOL, 2001). La situation de « liminalité », heuristique pour expliquer l'allongement de la durée du passage d'un âge de la vie à un autre chez ces descendants de migrants, le devient aussi pour l'analyse des sentiments d'appartenance vis-à-vis de la société d'origine, comme de celle de résidence. La pratique associative et les rencontres de luso-descendants, la ritualisation de l'identité et, par ailleurs, la ritualisation politique de l'appartenance nationale (diasporique), peuvent être analysées comme des situations de liminalité dans lesquelles les individus changent de statut. Ils devinent des luso-descendants visibles et affirmés, formant une « communauté » - « *communitas* » (TURNER, 1990) – et, pour certains, des porte-parole et interlocuteurs privilégiés des institutions portugaises et françaises. Pour d'autres individus, le passage

par cet état liminaire constitue une expérience individuelle de valorisation de sa propre histoire, pouvant parfois conduire à la construction d'un projet professionnel orienté vers le pays d'origine, voire le monde lusophone, ou encore vers la rencontre d'un conjoint de même origine.

Dans cette recherche, l'appartenance associative et la participation à des évènements mettant en scène une identité et une appartenance communes, ont constitué le point de départ pour l'analyse des modes de réappropriation de l'héritage familial et d'explicitation de l'expérience vécue. L'affiliation associative ne peut être généralisée à l'ensemble des descendants de migrants et, qui plus est, elle est souvent très éphémère - sauf pour quelques *leaders* associatifs - dans le vécu des individus, à un âge de la vie lié à l'apprentissage et aux choix de vie, donc d'émancipation possible.

C'est sur la singularité de l'expérience sociale vécue par des descendants de Portugais de France – situation de « liminalité » et de « proximité » à la fois - que les pratiques associatives nous invitent à réfléchir de manière plus large, plutôt que sur les seuls membres associatifs, mais également à réfléchir aux répercussions sur les parcours biographiques individuels, aussi bien que sur l'ensemble de la population portugaise et d'origine portugaise (la construction d'une communauté imaginée).

Le processus d'affirmation identitaire repose sur l'appropriation de nouvelles ressources, qui se fonde à son tour sur les transformations du pays d'origine et la construction idéologique par les gouvernements successifs, de l'image d'un pays « moderne », à la fois européen et relié au reste du monde par son histoire - les découvertes maritimes - sa langue - la lusophonie - et les communautés portugaises, dont la continuité est censée être assurée par la luso-descendance. Il a donc pour caractéristique de se constituer simultanément par opposition à l'héritage familial – « émigrant » et « immigré », populaire, rural, que les groupes de danse folklorique continuent de perpétrer - et par l'appropriation d'une culture urbaine et lettrée. Cette apparente opposition est aussi une continuité, dans la mesure où il n'y a pas rupture avec l'« *origine portugaise* » (au sens large de « *racines* », de « *pays d'origine* »). Là se situe le problème de l'image de la culture portugaise et du Portugal en France, que montre l'étude des pratiques discursives et des représentations iconographiques spécifiques à l'espace associatif luso-descendant. Cette image s'est construite en France

à partir de la représentation sociale de l'immigré portugais et de la culture populaire et rurale qu'il véhiculait. Des nouvelles représentations de la culture portugaise – sa langue, sa musique - sont diffusées, non pas dans des espaces de l'entre soi associatif, mais dans des espaces de plus grande visibilité, au sein de la société française.

L'étude de la catégorie de la luso-descendance, mise en lumière dans l'espace associatif parisien, se révèle particulièrement intéressante pour l'analyse des mécanismes sociaux et nationaux producteurs de différence. L'étude montre qu'il s'agit d'une hétéro-attribution qui renvoie à la pensée d'État – celui d'origine - et à sa politique nationale – diasporique - des « communautés portugaises », réappropriée en auto-attribution par certains descendants de migrants portugais étudiants et diplômés, qui cherchent à imposer à la société française. Le concept de luso-descendance possède par conséquent différentes dimensions opératoires. Du point de vue des institutions portugaises, il s'agit d'un concept homogène et rassembleur, qui s'applique à une grande diversité de situations, selon les pays d'émigration, les contextes historiques et les groupes sociaux d'appartenance. La luso-descendance devient ainsi une catégorie de la différenciation nationale, qui se décline aussi à l'échelle locale dans les villages d'origine, autour de la problématique de la différence culturelle – la question de la non maîtrise de la langue portugaise est paradigmatique – et renvoie à l'idée de « racisme culturel » (GILROY,1987). Il conviendrait d'intégrer ce terrain de l'émigration dans la discussion sur le métissage et de la construction nationale dans le Portugal postcolonial (VALE DE ALEMEIDA, 2000). Du point de vue des individus, il renvoie à un statut social (étudiant, diplômé, élite) et à un lien spécifique à ces institutions (figure du *leader* communautaire), ainsi qu'à l'existence d'une hiérarchisation entre descendants de migrants, dans le cadre général d'une conscience d'appartenance aux « communautés portugaises » de par le monde. Ce n'est donc pas surprenant que certains « luso-descendants » cherchent à se distinguer des autres « fils d'émigrants », parce qu'ils ne parleraient pas suffisamment bien le portugais ou ne « réussiraient » pas assez professionnellement, pour donner une image positive du pays d'origine – de sa culture et de son histoire – dans le monde.

Certains membres associatifs cherchent néanmoins à se démarquer du dessein national pour les communautés portugaises, jugé néo-colonialiste, par les Brésiliens par exemple et paternaliste pour certains enquêtés. Les trajectoires étudiées dans cette

recherche permettent donc de dépasser les catégories hégémoniques. C'est surtout sur ce plan que l'enquête menée dans l'association Lusogay s'est révélée porteuse.

La polémique autour de la catégorie de la luso-descendance entre jeunes dirigeants associatifs montre que, dans l'affirmation d'une identité collective, tous ne sont pas attachés à la même dimension de l'« *origine* » : origine au sens de classe sociale (milieux paysan et ouvrier) et d'expérience (la migration), qui sont des contraintes sociales et culturelles que cherchent à dépasser les luso-descendants, en mobilisant une origine nationale, essentialisée, transcendante, définie plus par *topos* mental, que territorial. Chez les luso-descendants, deux logiques identitaires conflictuelles sont à l'œuvre, mais qui ne sont pas antagoniques dans la manière dont elles sont vécues : une locale, souvent rurale, familiale et territorialisée, au Portugal ; l'autre nationale mais « déterritorialisée » (conceptualisation des communautés portugaises comme diaspora). Les rencontres mondiales de luso-descendants au Portugal, donnent d'ailleurs lieu à un étrange « chassé-croisé » identitaire des participants, qui profitent du voyage pour rendre visite à des parents dans les villages d'origine. Or il s'agit là justement d'une des réalités portugaises qu'occulte la narrative de la luso-descendance, à l'instar de l'histoire de l'émigration du XXe siècle : la pauvreté, souvent rurale et l'émigration constituent des stigmates pour un « petit pays » qui rêve de redevenir une grande puissance mondiale. L'imaginaire des « communautés portugaises » renvoie aux dispersions de populations liées aux découvertes maritimes et à la colonisation, occultant ainsi la cause principale des départs, qui est la misère.

Absente des commémorations officielles des « communautés portugaises », comme des activités associatives (toutes générations confondues), la construction d'une mémoire de la migration portugaise est récente en France, comme au Portugal. On observe là encore – à l'instar du luso-descendant et du citoyen européen - le rôle des États, à travers les politiques publiques, dans l'affirmation des identités collectives migrantes. En effet, l'apparition de la problématique mémorielle dans l'espace associatif portugais en France - recueil de la mémoire orale et recherche d'archives individuelles faisant ensuite l'objet de publication et de création de sites Internet ; débats autour de films documentaires souvent autobiographiques - est concomitante avec la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et d'un musée de

l'émigrant au Portugal. Les acteurs de ce processus appartiennent souvent aux générations migrantes des années 1960-70. Là encore, des logiques identitaires différentes apparaissent. Pour les dirigeants de Cap Magellan, ou ceux de l'Association communauté portugaise de formation culturelle du Raincy, il s'agit avant tout de construire une mémoire particulière, à partir du recueil de témoignages des membres associatifs, pour en devenir des porte-parole, donc, des interlocuteurs potentiels de la CNHI. Pour l'association Mémoire Vive/*Memória Viva*, il s'agit au contraire de construire une mémoire contestataire, dans un espace qui se situe en dehors de celui du communautaire - les associations portugaises - et du national – les mémoires officielles : deux espaces qui s'instrumentalisent réciproquement dans la construction d'identités collectives hégémoniques.

Dans le cadre de l'analyse du processus de construction d'une mémoire partagée, il est intéressant d'observer la difficulté de dialogue entre générations de descendants de migrants. Les réactions très vives des quelques membres de Mémoire vive lors d'une projection des autoportraits de l'atelier cinéma ont mis en évidence la difficulté pour cette génération de militants, d'accepter que leurs cadets parlent encore de « retour » ou, du moins, interrogent le lieu où vivre et le va-et-vient. En focalisant l'attention sur le pays d'origine et non celui de résidence, cette expérience de la migration éclaire, vingt ans après, toute l'actualité de leur slogan : « rentrer en France ! » (CEDEP, 1986). Cette question temporelle, observée à plusieurs reprises, se posera-t-elle encore dans vingt-ans, compte tenu du retour de la génération des parents, mais aussi de la continuité des nouveaux départs du Portugal vers la France ? La problématique de l'intégration sociale et de l'ancrage territorial en France renvoie à un des autres aspects complexes de cette recherche, la question méthodologique.

Il y a près de trente ans, Jacques KATUSZEWSKI et Ruwen OGIEN (1981) publiaient un ouvrage intitulé : « Réseaux d'immigrés : ethnographie de nulle part ». Cette idée d'un « nulle part » de la présence migratoire soulève la question de l'inscription territoriale et de son articulation avec la continuité culturelle, au sein de la société française. En effet, l'ancrage dans celle-ci semble échapper au domaine de la recherche, dans les récits recueillis, comme dans les pratiques observées. Cette situation m'a

obligée à revenir longuement sur la méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail, qui relève de l'approche biographique, mais aussi de l'approche des réseaux sociaux et renvoie au paradigme d'une « ethnographie multi-site » (MARCUS, 1995).

Ce type d'ethnographie est le résultat d'une posture méthodologique qui prend appui sur le réseau associatif. Bien que n'étant pas l'objet de l'étude, le milieu associatif m'a permis de suivre des individus de cet espace du collectif et de l'identitaire, vers d'autres espaces sociaux et d'autres réseaux, afin d'interroger les différentes affiliations et l'articulation entre l'individuel et le collectif. Dans cette ethnographie, caractérisée par différents types de « terrains » et modes de production des données, certains lieux – « sites » - ont été plus difficilement saisissables que d'autres, notamment ceux relevant de la vie quotidienne, dans l'espace familial, en France. George Marcus a d'ailleurs proposé la métaphore d'une ethnographie tour à tour « dense » et « superficielle » (*thick and thin*) (MARCUS, 2002). Or, c'est peut-être justement dans ce « superficiel » que se situent « l'implicite et l'inconscient » (BLOCH, 1998) qui doivent retenir toute l'attention du chercheur. La vie quotidienne familiale, en France, - la majorité de mes informateurs vit encore chez les parents – a constitué une situation sociale, spatiale et temporelle difficilement saisissable par l'enquête, contrairement à celle relevant de la pratique associative et à celle relative à la vie quotidienne au Portugal. Quel sens mes informateurs attribuent-ils à ces lieux de l'intime et à ces pratiques culturelles en France ? Il est probable que ce ne soit pas ce qu'ils veulent montrer d'eux-mêmes.

La comparaison de ces deux situations d'enquête – le très visible et le peu visible - soulève un autre aspect de la recherche. Les associations d'étudiants et leurs corollaires, les différents évènements organisés, ne renvoient pas à une inscription territoriale locale en France, comme cela se passe avec les associations de leurs aînés. L'absence d'inscription territoriale des pratiques associatives observées interroge le mode de rapport à la culture mis en scène dans les revendications identitaires et l'insertion sociale en France. La réappropriation d'éléments valorisants se limite à un énoncé et à des connaissances verbalisées sur la culture d'origine objectivée et non à une pratique culturelle incorporée mise en scène dans la société française.

Cet aspect questionne l'absence de « rituels citadins modernes » (AGIER, 2000), cadre social propice à la mise en scène de l'identité – la fête urbaine comme commencement de la politique (2004) - une « Fête des Portugais à Paris » ou

des « luso-descendants », organisée par eux et non par les autorités portugaises. L'apparition récente de rencontres de « Celorico-descendentes » - descendants originaires de la ville portugaise de Celorico da Beira (département de Guarda) – sur la base de loisirs de Neuville (Val d'Oise) soulève plusieurs questions. Cet évènement annuel, organisé en présence du maire de Celorico da Beira et de la commission de jumelage de la ville de Houilles (Yvelines), illustre-t-il les prémices d'un type de fête « transnationale » ? Les migrants participent-ils à la fête communale portugaise ? Et les descendants de migrants y participent-ils, au Portugal et en France ?

Pour conclure sur ces fêtes et « rituels urbains », si l'ethnographie était partie des lieux de résidence, les conclusions en matière de continuité culturelle et d'ancrage territorial auraient pu être différentes. Elles auraient notamment été davantage dichotomisées - en fonction de l'importance numérique, de la concentration spatiale et de l'organisation sociale de la population portugaise et d'origine portugaise dans ces lieux - entre les paradigmes assimilationniste et communautariste. Dans la comparaison entre les régions d'Auvergne et d'Ile de France, la spécificité de la situation parisienne ne se situe pas là où je le croyais initialement. En Auvergne, on voit surgir l'idée qu'un ancrage local (investissement dans l'habitat et dans une sociabilité élargie) coïncide avec un relâchement du va-et-vient France-Portugal, mais aussi avec des pratiques de métissage culturel (procession religieuse associant la Vierge noire et Notre Dame de Fatima) et identitaire (élection d'une Miss Portugal Auvergne). Alors qu'une fête de la Saint-Jean est organisée sur l'une des places centrales de la ville de Clermont-Ferrand, en banlieue parisienne, la Fête des « Saints Populaires » (fête de la Saint-Jean, organisée par Radio Alfa) a lieu mais dans un « non-lieu » (AUGE, 1992) : un terrain communal excentré de la ville de Créteil, à l'image de la base de loisir de Neuville.

L'existence d'un mémorial à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) semble constituer une exception de ce lien entre forte présence locale d'une population et pratique identitaire – mémorielle – visible et territorialement ancrée. La mémoire de la migration constituera-t-elle, en France, l'unique ressource identitaire légitime – par ce que la plus partageable ? parce que non culturelle ? - pour les populations d'origine étrangère ?

La question de la patrimonialisation de la migration soulève celle du rôle du chercheur, de l'« ethnologue du proche » - ici, dans les deux sens de l'expression - mais aussi la question de la restitution de ce type de recherche. Dans quel but restituer aux informateurs ? La « restitution paraît entendue dès le commencement de la recherche sur le terrain [faisant] en quelque sorte partie du contrat implicite qui lie l'observateur et l'observé » (ZONABEND, 1994a : 4), sauf que l'observé ne s'attend généralement pas à une pensée critique, encore moins lorsque l'observateur est identifié comme étant membre du groupe ou de la communauté. Ce contrat implicite, je l'ai à plusieurs reprises rompu lorsque des associations, notamment Cap Magellan, m'ont demandé d'organiser des tables-rondes, ou d'écrire des articles pour leur site, en particulier sur la problématique mémorielle.

De cette question de la restitution, il me semble que le plus intéressant à retenir est justement la demande exponentielle de réception des résultats, de la part de certaines associations et de la presse communautaire. Ces dernières années, il n'a pas été rare de voir apparaître dans le *LusoJornal*, photos à l'appui, des luso-descendants de « succès » ayant soutenu leur thèse, à l'instar d'artistes et autres « célébrités », assignés à ne pas « *renier leur origine* » et qui viennent donner un peu plus de visibilité et de prestige à l'immigration portugaise en France. Contrairement à ce que j'avais imaginé, je n'ai moi-même finalement pas échappé à ce phénomène, en accordant un entretien aux deux journalistes d'un hebdomadaire portugais à très gros tirage, dans le cadre d'un reportage sur l'immigration portugaise en France en contexte préélectoral des présidentielles. Quelques résultats de ma recherche apparaissent dans l'article, mais aussi ma photo et mon histoire publiées avec celles d'autres « Portugais du sommet - Nouveaux Portugais » - « *Portugueses de topo – Os novos Portugueses* » - titre de l'article: meilleur coiffeur ou fromager de Paris, homme politique, économique, « responsable du département manuscrits » chez Albin Michel, universitaire, artiste, musicien, restaurateur, *etc*. (annexe 15). Avec cette recherche qui se fonde « sur un face à face ambigu » (LAPIERRE, 1989 : 21), je participe à la construction du récit national, diasporique, sur les « luso-descendants de succès » et l'exemplarité de « l'intégration de la communauté luso-descendante ».

Dans ce type de recherche caractérisée par le renvoi, tautologique, au collectif et à l'homogène, c'est peut-être au niveau de l'individu qu'il faut appréhender la restitution.

L’expérience de l’atelier cinéma - « Immigration portugaise en France, mémoire des lieux » (PRIMETENS, 2007) - me laisse penser que ma connaissance de la question problématique du dialogue intergénérationnel et mon écoute attentive ont pu être bénéfiques à quelques-uns des participants, dont certains ont eu à subir le silence de leurs aînés.

Restitution, enfin, à l’individu que je suis. Cette recherche m’a plongée dans les brumes de ma propre mémoire familiale – le « nom du père », une langue non transmise, un grand-père portugais oublié - pour devenir sujet de ma propre histoire.

Références bibliographiques citées dans le texte :

ABELES, Marc et Susan Carol, ROGERS, 1992, « Introduction », *L'Homme*, 121 : « Anthropologie du proche », XXXII, 1, pp. 7-13.

AGIER, Michel, 2000, *Anthropologie du carnaval. La ville, la fête et l'Afrique à Bahia*, Marseille : Éditions Parenthèses, 253 p.

—, 2004, « La ville, la rue et le commencement de la politique. Le monde rêvé de Chloé », *Multitudes*, 17, pp. 39-146. [consulté en ligne : http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=1482, le 4 /02/2007]

AGUIAR, Manuela, 1987, *Política de Emigração e Comunidades Portuguesas*, Porto : Secretaria de Estado das Comunidades Portuguesas/Centro de Estudos, 399 p.

ALMEIDA, Carlos et António, BARRETO, 1976 [1970], *Capitalismo e Emigração em Portugal*, Lisbonne : Prelo, 312 p.

ALMEIDA, João Ferreira de, 1991, « Structures agraires et migrations pendulaires : une région du Nord-Ouest du Portugal », in *Transitions et subordinations au capitalisme*, Maurice GODELIER (dir.), Paris : Maison des Sciences de l'Homme, pp. 147-178.

ALTHABE, Gérard, 1990, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, 14, pp. 126-131.

—, 1996, « Construction de l'étranger dans la France urbaine d'aujourd'hui », in *L'Europe entre cultures et nations,* Daniel FABRE (dir.), Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme (ethnologie de la France - regards sur l'Europe 10), pp. 215-225.

AMORIM Ribeiro, Isabel, PORTUGAL BRANCO, Jorge de, et Roselyne, de VILLANOVA, 1997, « Jeunes issus de l'immigration en Région parisienne », *Hommes & Migrations*, n° 1210, pp. 73-77.

AMSELLE, JEAN-LOUP, 1996, *Vers un multiculturalisme français : l'empire de la coutume*, Paris : Aubier, 179 p.

—, 2001, *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris : Flammarion, 265 p.

ANDALL, Jacqueline, 2002, « Second Generation attitude? African-Italians in Milan », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 28 (3), pp. 389-408.

ANDERSON, Benedict, 1996 [1983], *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 212 p.

—, 1992, « The new world disorder », *New Left Review*, n° 193, pp. 3-13.

ANTUNES DA CUNHA, Manuel, 2009, *Les Portugais de France face à leur télévision : médias, migrations et enjeux identitaires*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes (essais), 353 p.

APPADURAI, Arjun, 2001[1996], *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, préface de Marc ABELES, Paris : Payot, 322 p.

ARROTEIA, Jorge Carvalho, 1983**,** *A Emigração Portuguesa, suas origens e distribuição*, Lisbonne : Biblioteca Breve**,** 167 p.

ASSEO, Henriette (dir.), 2002, « Circulation et cosmopolitisme en Europe », *Revue de synthèse*, 5e série, tome 123, 328 p.

ATTIAS-DONFUT, Claudine, 1988, *Sociologie des générations : l'empreinte du temps*, Paris : PUF (le sociologue), 249 p.

—, 2000, « Rapports de générations. Transferts familiaux et dynamique macrosociale », *Revue française de sociologie*, 41, n° 4, pp. 643-684.

—, 2006, *L'enracinement : enquête sur le vieillissement des immigrés en France*, Paris : Armand Colin (sociétales), 358 p.

AUGE, Marc, 1988, « Les 'syncrétismes' », in *Le grand atlas des religions*, Paris : Encyclopædia Universalis.

—, 1989, « L'autre proche », in *L'autre et le semblable. Regards sur l'ethnologie des sociétés contemporaines*, Martine SEGALEN (dir.), Paris : Presses du CNRS.

—, 1992, *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris : Seuil, 149 p.

—, 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris : Aubier (critiques), 195 p.

AUGUSTINS, Georges, 1989, *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre : Société d'ethnologie, 433 p.

AUTANT, Claire, 1998, « Entre France et Turquie. Recompositions familiales et communautaires », in *Dynamiques migratoires et rencontres ethniques*, Ida SIMON-BAROUH (dir.), Paris : L'Harmattan, pp.289-304.

AUTANT-DORIER, Claire, 2004, **«** Traversée de frontières. L'identité combinée d'une jeune fille de France et de Turquie au fil du temps »**,** in *Faire figure d'étranger. Regards croisés sur la production de l'altérité*, Claire COSSEE, Emmanuelle LADA et Isabelle RIGONI (dir.), Paris : Armand Colin (sociétales, mondes sociaux), pp. 103-118.

BAGANHA, Maria Ioannis et Pedro, GÓIS, 1998-1999, « Migrações internacionais de e para Portugal : o que sabemos e para onde vamos ? », *Revista Crítica de Ciências Sociais* (Coimbra), n° 52-53, pp. 229-280.

BAGANHA, Maria Ioannis, 2000, « La emigración portuguesa », in *Portugal contemporáneo*, António Costa PINTO (coord.), Madrid : Sequitur, pp. 187-204.

BALIBAR, Étienne**,** 1997 [1988], «Y a-t-il un ‹néo-racisme› ? », in *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, Étienne BALIBAR et Immanuel WALLERSTEIN (ed.), Paris : La découverte/Syros, pp. 27-41.

BAHLOUL, Joël, 1992, La *maison de mémoire : ethnologie d'une demeure judéo-arable en Algérie, 1937-1961*, Paris : Métailé (traversées), 246 p.

BARBARA, Augustin, 1989, « Avoir des parents analphabètes, ou l'enfant précaire et responsable », *Migrants-Formation*, n° 79, pp. 54-78.

BAROU, Jacques, 1996, « Portugais d'Auvergne : d'une identité villageoise à l'autre », in *L'œil de l'anthropologue : regards sur l'autre, regards sur soi*, Clermond-Ferrand : Revue d'Auvergne, pp. 147-159.

— 2000, « Immigrés portugais dans la périphérie de Clermont-Ferrand : refaire la campagne à deux pas de la ville », in *Campagnes de tous nos désirs*, M. RANTENBERG, A. MICOUD, L. BERARD, P.MARCHENAY (dir.), Paris : Éditions Maison des sciences de l'homme (ethnologie de la France / 16), pp. 141-151.

BARRETO, António, 1996, « Três décadas de mudança social », in *A situação social em Portugal, 1960-1995*, António BARRETO (org.), Lisbonne : Instituto de Ciências Sociais, Université de Lisbonne, pp. 35-60.

—, 2002, « Mudança social em Portugal, 1960/2000 », Working Papers, Instituto de Ciências Sociais, 28 p. [http://www.ics.ul.pt, consulté le 24/10/2004]

BARRIERE, Louis-Augustin, 1996, « À propos de la pluralité de nationalité », in *Être français aujourd'hui, Premier bilan de la mise en œuvre du nouveau droit de la nationalité, Actes de la journée de travail organisée à Lyon, 24 novembre 1995*, Hugues FULCHIRON (dir.), Lyon : Presses Universitaires de Lyon, pp. 197-203.

BARTH, Fredrik, 1999 [1969], *Les groupes ethniques et leurs frontières*, in *Théories de l'ethnicité,* Philippe POUTIGNAT et Jocelyne STREIFF-FENART, Paris : PUF (le sociologique), pp. 203-249.

BASCH, Linda, Nina, GLICK-SCHILLER et Cristina, SZANTON-BLANC, 1994, *Nations Unbound. Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialised Nation-States*, Amsterdam: Gordon and Breach Science Publishers, 344 p.

BASTIDE, Roger, 1970, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, vol. 21, pp. 65-108.

BAUSSANT, Michèle, 2002, *Pieds-Noirs : mémoires d'exils*, Paris : Stock, 462 p.

—, 2007a, « Introduction », *Ethnologie française*, XXXVII, n° 3 : « Mémoires plurielles, mémoires en conflit ».

—, 2007b, « Penser les mémoires », *Ethnologie française*, XXXVII, n° 3 : « Mémoires plurielles, mémoires en conflit », pp. 389-394.

—, 2007b, « Lieux et mémoires : les sanctuaires mariaux franco-algériens », *Dakirat*, n° 23 [en ligne : http://lodel.imageson.org/dakirat/document170.html consulté le 17/06/2009]

BAUSSANT, Michèle, 2005 (dir), *Du vrai au juste : la mémoire, l'histoire et l'oubli*, Québec : Presses de l'Université de Laval (intercultures), 200 p.

BAUSSANT, Michèle, RIBERT, Evelyne et Nancy, VENEL, 2009, *Mémoire de l'émigration, mémoire des migrations, mémoire des luttes sociales : trois formes de patrimonialisation de la mémoire de l'immigration en France*, Rapport final, septembre, 360 p.

BEAUD, Stéphane et Gérard, NOIRIEL, 1990, « Penser l'intégration des immigrés », *Hommes & Migrations*, n° 1133, pp. 43-53.

BEAUD, Stéphane & Florence, WEBER, *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 1998, 327 p.

BECKER, Denise, Marie-Elisabeth, HANDMAN et Raúl, ITURRA, 1994, *Échec scolaire ou École en échec? Têtes dures, têtes vides, L'échec scolaire des Portugais dans leur pays et en France*, Paris : L'Harmattan (savoir et formation), 238 p.

BENSA, Alban, 1996, « De la micro-histoire vers une anthropologie critique », in *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Jacques REVEL (dir.), Paris : Gallimard-Seuil, pp. 37-70.

—, 1997, « Images et usages du temps », *Terrain*, 29, pp. 5-18.

BERGSON, Henri, 2001[1896], *Matière et Mémoire. Essai sur la relation du corps à l'esprit*, in *Œuvres complètes*, textes annotés par André Robinet, Paris : PUF, 6e éd., 1628 p.

BERLINER, David, 2005, « The Abuses of Memory: reflections on the memory boom in anthropology », *Anthropological Quarterly*, 78, 1, pp. 197-211.

BERTAUX, Daniel, 1980, « L'approche biographique. Sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. LXIX, pp. 197-225.

—, 1997, *Les récits de vie*, Paris : Nathan (sociologie), 127 p.

BANCEL, BLANCHARD ET LEMAIRE (dir.) (2005), *La Facture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris : La Découverte, 310 p.

BLANC-CHALEARD, Marie-Claude, 1999, « Des logiques nationales aux logiques ethniques ? », *Le Mouvement Social*, 188, pp. 3-16.

—, 2000, *Les Italiens dans l'Est parisien. Une histoire d'intégration (1880-1960)*, Rome : École française de Rome, n° 264, 803 p.

—, 2001, *Histoire de l'immigration*, Paris : La découverte (repères, 327), 120 p.

BLOCH, Maurice, 1995a, « Le cognitif et l'ethnographique », *Gradhiva*, 17, pp. 45-54.

—, 1998, *How We Think They Think. Anthropological Approaches to Cognition, Memory, and Literac*y, Boulder: Westview Press, 205 p.

BLOCH, Ernst, 1978, *Héritage de ce temps*, Paris : Payot, 390 p.

BLUM, Alain, 1998, « Comment décrire les immigrés ? À propos de quelques recherches sur l'immigration », *Population*, n° 3, pp. 569-588.

BONNIOL, Jean-Luc, 2001, *Paradoxes du métissage*, Paris : CTHS, actes du 123e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Antilles-Guyane, 1998, 243 p.

BOURDIEU, Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris : Minuit, 1980, 475 p.

—, 2003, « L'objectivation participante », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 150, pp. 43-58.

BOZON, Michel, 1992, « Sociologie du rituel de mariage », *Population*, 2, pp. 409-434.

BRETTELL, Caroline, 1991[1986], *Homens que Partem, Mulheres que Esperam. Consequências da emigração numa freguesia minhota*, Lisbonne : Publicações Dom Quixote (23), 317 p (*Men who migrate, Women who Wait*, Princeton University Press).

— 2003, *Anthropology and Migration: Essays on Transnationalism, Ethnicity, and Identity*, Walnut Creek: Altamira Press, 238 p.

BROMBERGER Christian, 1987, « Du grand au petit. Variations des échelles et des objets d'analyse dans l'histoire récente de l'ethnologie de la France », in *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, I. CHIVA et U. JEGGLE (dir.), Paris : Maison des sciences de l'Homme, pp. 67-94.

—, 1996, « Ethnologie, patrimoine, identités », in *L'Europe entre cultures et nations*, Daniel FABRE (dir.), Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme (ethnologie de la France - regards sur l'Europe/10), pp. 9- 23.

—, 1997, « L'ethnologie de la France et ses nouveaux objets», *Ethnologie française*, XXVII, 3, pp. 294-313.

BRUNEAU, Michel, 2001, « Politiques de l'État-nation grec vis-à-vis de la diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, n° 17-3, pp. 9-22.

CABRAL, Alcinda, 2000, *Entre a Multiculturalidade e a Interculturalidade : Portugueses em França*, Porto : Edições Universidade Fernando Pessoa, 477 p.

—, 2003, «Profil de jeunes d'ascendance portugaise de retour au Portugal : expression linguistique et héréro-image », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n° 9, pp. 79-85.

CAETANO DA SILVA, Eduardo, 2002, « Dialéticas da inclusão e da exclusão : lideranças portuguesas de São Paulo e a questão da invisibilidade », *Revista Convergência Lusíada*, « Relações Luso-Brasileiras » (Rio de Janeiro), 19, pp. 120-136.

—, 2003, « Visões da diaspora portuguesa : dinâmicas identitárias e dilemas políticos entre portugueses e luso-descendentes de São Paulo », master en anthropologie sociale, sous la direction de Bela FELDMAN-BIANCO, Campinas : Université de Campinas, 169 p.

CAETANO DA SILVA, Eduardo et Irène (Strijdhorst) DOS SANTOS, 2009, « 'A mesma juventude noutra latitude' : lusodescendentes do Brasil e da França frente ao projeto nacional das 'comunidades portuguesas'», in *Construção da nação e associativismo na emigração portuguesa*, Daniel MELO et Eduardo CAETANO DA SILVA (dir.), Lisbonne : ICS, pp. 125-178.

CAHEN, Michel, 1997, « Des caravelles pour le futur ? Discours politique et idéologie dans l''institutionnalisation' de la Communauté des Pays de Langue Portugaise », *Lusotopie*, pp. 391-433.

CALLIER-BOISVERT, Colette, 1968, « Remarques sur le système de parenté et sur la famille au Portugal », *L'Homme*, avril-juin, pp. 88-103.

—, 1990, « Femmes et mères célibataires dans le Nord-Ouest du Portugal (1860-1986) », *Ethnologie française*, XX, 2, pp. 189-202.

—, 1999, *Soajo. Etudes sur une société agro-pastorale à l'identité rénovée*, Paris : Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 317 p.

CANDAU, Joël, 1996, *Anthropologie de la mémoire*, Paris : PUF (que sais-je ?), 127 p.

—, 1998, *Mémoire et Identité*, Paris : PUF, 225 p.

CARDOSO, João Sousa, 2007, « La communauté projetée : sociologie du cinéma », Sociétés, 2, n° 96, pp. 59-68 [consulté en ligne http://www.cairn.info/article_p.php?ID_REVUE=SOC&ID le 6/10/2008]

CARREIRA, Teresa Pires et Maria-Alice, TOME, 1994, *Portugais et Luso-Français*, tome 1 : double culture et identité, Paris : l'Harmattan/CIEMI, 194 p.

—, 2000, « Emigração, Identidade, Educação : mitos, arte e símbolos lusitanos », in *Passados recentes Futuros próximos*, actas do *IV Congresso Português de Sociologia*, Université de Coimbra, [version cd-rom, 13 p.]

CASEY, Edward S., 1987, *Remembering. A Phenomenological Study*, Bloomington-Indianapolis: Indiana University Press, xvi-362 p.

CASSOLA RIBEIRO Francisco G., 1986, *Emigração portuguesa. Aspectos relevantes relativos às políticas adoptadas no domínio da emigração portuguesa, desde a última guerra mundial. Contribuição para o seu estudo*, Lisbonne : Secretaria de Estado das Comunidades Portuguesas/Instituto de Apoio à Emigração e às Comunidades Portuguesas, Centro de estudos, 244 p.

CASTELO, Cláudia, 1999, '*O Modo Português de estar no Mundo'. O luso-tropicalismo e a ideologia colonial portuguesa (1933-1961)*, Porto : Edições Afrontamento, 166 p.

CATANI, Maurizio, 1983, « L'identité et les choix relatifs aux systèmes de valeurs », *Peuples méditerranéens*, n° 24, pp. 117-126.

CEDEP (Collectif pour l'étude et la dynamisation de l'émigration portugaise), 1986, *Enfermement et ouvertures : les associations portugaises en France*, Paris : Edit 71, 136 p.

CENTLIVES, Pierre, Daniel, FABRE et Françoise, ZONABEND (dir.), 1999, *La fabrique des héros*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme (ethnologie de la France, 12), 318 p.

CENTRE D'ETUDES NORD-PORTUGAL-AQUITAINE, 1990, *Les Portugais en Aquitaine. Des « soutiers de l'Europe » à l'esquisse d'un partenariat privilégié ?*, Talence : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, « L'Aquitaine, terre d'immigration », vol. 9, 335 p.

CHAÏB, Sabah, 2001, « Les familles immigrées, terrain de recherche », *Informations sociales*, n° 89 : « Mémoires familiales et immigrations », pp. 54-63.

CHARBIT Yves, HILY, Marie-Antoinette et Michel, POINARD, 1997, *Le va-et-vient identitaire. Migrants portugais et village d'origine*, Paris : PUF/INED, 144 p.

CHATTOU, Zoubir et Mustapha, BELBAH, 2002, *La double nationalité en question : enjeux et motivations de la double appartenance*, préface de Pierre BONTE, Paris : Karthala, 202 p.

CHORON-BAIX, Catherine, 2000, « Retour au Laos : le mirage de la mémoire », *Ethnologie française*, XXX, 3, pp. 379-387.

CLIFFORD, James et George E., MARCUS (eds.), 1986, *Writing Culture: the poetics and politics of ethnography*, Berkeley: University of California Press, 305 p.

CLIMACO, Ana Cristina, 1998, « L'exil politique portugais en France et en Espagne, 1927-1940 », thèse de doctorat d'histoire, sous la dir. d'Andrée Bachoud, Université Paris 7.

COHEN, Anouk, 2007, « Quelles histoires pour un musée de l'immigration à Paris ! », *Ethnologie française*, XXXVII, n° 3, pp. 401-408.

COMAS D'ARGEMIR, Dolors, 1996, « L'arbre et la maison. Métaphores de l'appartenance », in *L'Europe entre cultures et nations*, Daniel FABRE (dir.), Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 199-212.

CONDON, Stéphane, 2000, « L'activités des femmes immigrées du Portugal à l'arrivée en France, reflet d'une diversité de stratégies familiales et individuelles », *Population*, n° 55 (2), pp. 301-330.

CONNERTON, Paul,1989, *How societies remember*, Cambridge: Cambridge University Press, 121 p.

CORDEIRO, Albano, 1989a, « Le paradoxe de l'immigration portugaise », *Hommes & Migrations*, n° 1123 : « L'immigration portugaise en France », pp. 25-32.

—, 1989b, « La communauté portugaise de France à l'heure de l'Europe de 93 », *Migrants-Formation*, n° 76, pp. 100-110.

—, 1989-1990, « La communauté portugaise protégée par le paratonnerre maghrébin », interview, *Im'média/Plein Droit* (Gisti), numéro spécial : « L'Europe multi-communautaire », pp. 115-118.

—, 1993, « La communauté portugaise de France », in *Colóquio Internacional sobre Emigração e Imigração em Portugal seculos XIX e XX*, Maria Beatriz Nizza da SILVA (org.), Lisbonne : Fragmentos, pp. 362-369.

—, 1997, « Les apports de la communauté portugaise à la diversité ethno-culturelle de la France », *Hommes & Migrations*, n°1210 : « Portugais de France », pp. 5-17.

—, 2004, « Comment interpréter la faible participation civique des Portugais de France ? Exception ou conformisme ambiant ? », *Cahiers de l'URMIS* (Nice), n° 9, pp. 55-68.

—, 2005, « Convergence 84 : retour sur un échec », *Plein droit*, n° 65-66, pp. 60-63.

CORDEIRO, Albano, Patrick, GONIN et Catherine, QUIMINAL, 1987, « Les positivités de la mise en contact de cultures différentes », in *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France*, Marc H. PIAULT (org.), Paris : ORSTOM/Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (colloques et séminaires), pp. 490-494.

CORDEIRO, Albano et Marie-Antoinette, HILY, 2000, « La fête des Portugais : héritage et invention », *Revue européenne des migrations internationales*, 16-2, pp. 59-76.

CORDEIRO I., Graça, 1999, « Pleins feux sur la ville », *Ethnologie française*, XXIX, 2, pp. 213-224.

CORKILL, David, 1996, « Multiple national identities, immigration and racism in Spain and Portugal », in *Nation and Identity in Contemporary Europe*, Brian JENKINS et Spyros A. SOFOS (eds.), Londres-New-York : Routledge, pp. 155-171.

COSSEE, Claire, LADA, Emmanuelle et Isabelle, RIGONI (dir.), 2004, *Faire figure d'étranger. Regards croisés sur la production de l'altérité*, Paris : Armand Colin (sociétales, mondes sociaux), 320 p.

COSTA-LASCOUX, Jacqueline, 1987, « Discriminations et processus de différenciations identitaires : la part du droit », in *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situations en France*, Actes du colloque de l'A.F.A., Marc H. PIAULT (org.), Paris : ORSTOM / Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (colloques et séminaires), pp. 433-441.

—, 1989, « La difficulté de nommer les 'enfants d'immigrés' », in *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Bernard LORREYTE (dir.), Paris : L'Harmattan, pp. 175-182.

COSTA PINTO, António, 1992, « L'État nouveau de Salazar et le régime de Vichy », in *Vichy et les Français*, Jean-Pierre AZEMA et François BEDARIDA (dir.), Paris : Fayard, 1992, pp. 674-688.

—, 1995, *Salazar's Dictatorship and European Fascism. Problems of Interpretation*, New-York : Social Science Monography/Columbia University Press.

—, 1999, « Le salazarisme et le fascisme européen », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 62 (dossier « Le salazarisme »), pp. 15-25.

CRAVO, António, 1995, *Les portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Paris : CIEMI-L'Harmattan, 207 p.

CRIVELLO, Maryline, GARCIA, Patrick et Nicolas, OFFENSTADT (dir.), 2006, « Concurrence des passés », in *Usages politiques du passé dans la France contemporaines*, Aix-en-Provence : Publication de l'Université de Provence (le temps de l'histoire), 1 vol., 298 p.

CRUL, Maurice et Hans, VERMEULEN, (dir.), 2003, « The Second Generation in Europe », *International Migration Review*, vol. 37, n° 4, pp. 965-986.

CUNHA, Maria do Céu, 1988, *Portugais de France. Essai sur une dynamique de double appartenance*, Paris : L'Harmattan, 160 p.

DE RUDDER, Véronique, 1997, « Quelques problèmes épistémologiques liés aux définitions des populations immigrantes et de leur descendance », in *Jeunes issus de l'immigration. De l'école à l'emploi*, France AUBERT, Maryse TRIPIER et François VOURC'H (dir.), Paris : L'Harmattan/CIEMI, pp. 17-44.

DELAPORTE, Yves, 1993, « Réflexions sur l'observation participante », in *Ferveurs contemporaines, Textes d'anthropologie urbaine offerts à Jacques Gutwirth*, Colette PETONNET et Yves DELAPORTE (dir.), Paris : L'Harmattan, 347 p.

DELCROIX Catherine, 2005 [2001], *Ombres et lumières de la famille Nour. Comment certains résistent à la précarité ?*, Paris : Payot & Rivages, 250 p.

—, 2002, « Le dialogue des enfances : d'une génération à l'autre. Comment la transmission de l'histoire familiale peut-elle devenir une ressource éducative ? »,

La Lettre de l'enfance et de l'adolescence, n° 50-4, dossier : les voies de la transmission – problématiques, pp. 45-52.

DES ROBERT-HELLUY, Marie-Laetitia des, 2007, « Des Français parmi d'autres », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n° 3, pp. 177-203.

DESCOLA Philippe, 1994, « Rétrospections », *Gradhiva*, n° 16, pp. 15-27.

DETIENNE, Marcel, 2003, *Comment être autochtone. Du pur Athénien au Français raciné*, Paris : Le Seuil, 173 p.

DIAS, Jorge, 1981[1953], *Rio de Onor. Comunitarismo Agro-Pastoril*, Lisbonne : Presença, 351 p.

DIAS, Manuel, 1974, Le *cri d'un immigré*, Paris : Éditions ouvrières (rencontre des peuples), 71 p.

DRAIN, Michel *et al*. (dir), 1995, *Ser e Estar : images de la communauté portugaise en France*, colloque « Immigration et culture », Marseille, La Vieille Charité, janvier 1993, photogr. de Carlos CASTELEIRA, Paris : Créaphis, 85 p.

DUBET, François et Didier, LAPEYRONNIE, 1992, *Les Quartiers d'exil*, Paris : Éditions du Seuil, 245 p.

DUBET, François, 2007, « Préface », in *La deuxième génération issue de l'immigration. Une comparaison France-Québec*, Maryse POTVIN, Paul EID et Nancy VENEL (dir.), Montréal : Athéna Éditions.

ÉCHARD, Nicole, Catherine, QUIMINAL et Monique, SELIM (débat entre), 1991, « L'incidence du sexe dans la pratique anthropologique », *Journal des anthropologues*, n° 45, pp. 79-89.

ÉCHARDOUR, Annick, 1996, « Les jeunes d'origine portugaise, immigrés ou enfants d'immigrés », *INSEE Première*, n° 427.

EPOCA (ed.), 2003, *Les Portugais et la Portugal en France au XXe siècle* », actes de la rencontre organisée par le Groupe de recherche EPOCA, le 8 décembre 2001, Nanterre : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, « Archives et histoire des relations internationales », Cahiers de recherches 2003, 93 p.

Études rurales, 1985, « Le texte ethnographique », n° 97-98.

FABRE, Daniel, 1996, « L'ethnologue et les nations », in *L'Europe entre cultures et nations*, Daniel FABRE (dir.), Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme (ethnologie de la France, regards sur l'Europe, 10), pp. 99-120.

FAIST, Thomas, 2000, « Transnalization in International Migration: Implications for the Study of Citizenship and Culture », *Ethnic and Racial Studies*, 23, 2, pp. 189-222.

FALAIZE, Benoît, 2001a, « Mémoire privée, histoire publique », *Informations sociales*, n° 89, pp. 4-11.

FASSIN, Didier et Eric, FASSIN (dir.), 2006, *De la question sociale à la question raciale* : représenter la société française, Paris : La Découverte, 263 p.

FELDMAN-BIANCO, Bela, 1992, « Multiple Layers of Time and Space: The construction of Class, Ethnicity and Nationalism among Portuguese Immigrants», *Annals of the New-York Academy of Sciences*, vol. 645, 6, pp. 145-174.

—, 1995, « A criação de uma nação (portuguesa) desterritorializada e a transnacionalização de famílias », *Cadernos CERU* (São Paulo), n°6, série 2, p. 89-104.

FESCHET, Valérie, 2004, « La transmission du nom de famille en Europe occidentale (fin XXe-début XXIe siècles) », *L'Homme*, n° 169, pp. 61-88.

FILLOUX, Jean-Claude (coord.), 2005, *Analyse d'un récit de vie*, Paris : PUF, 169 p.

FINE, Agnès, 1994, *Parrains, marraines : la parenté spirituelle en Europe*, Paris : Fayard, 389 p.

FINE, Agnès (dir.), 2008, *États civils en questions. Papiers, identités, sentiment de soi*, Paris : CTHS (le regard de l'ethnologue, 19), 335 p.

FOGEL, Frédérique, 2007, « Mémoires mortes ou vives. Transmission de la parenté chez les migrants », *Ethnologie française*, XXXVII, 3, pp. 509-516.

FOURCADE, Marie-Blanche (dir.), 2007, *Patrimoine et patrimonialisation. Entre le matériel et l'immatériel*, préface de Laurier TURGEON, Laval : Presses Universitaires Laval.

FRIAS, Anibal, 2003, *Le monde universitaire et la* Praxe académica *au Portugal. Cultures académiques et traditions étudiantes : l'Université de Coimbra*, thèse de doctorat d'ethnologie, sous la direction de Georges AUGUSTINS, Université de Paris X-Nanterre, 2 vol., 645 p.

GANZ, Herbert, 1996 [1979], « Symbolic Ethnicity: the Furtur of Ethnic Groups and Cultures in America », in *Theories of ethnicity: a classical reader*, Werner SOLLORS (ed.), Basingstoke: Mac Millan Press, pp. 425-459.

GAULEJAC, Vincent de, 1999, *L'histoire en héritage, roman familial et trajectoire sociale*, Paris : Desclée de Brouwer (sociologie clinique), 222 p.

GEERTZ, Clifford, 1973, *The Interpretation of Culture*, New-York : Basic Books, 470 p.

—, 1988, *Works and Live: The Anthropologist as Author*, Stanford: Stanford University Press, 157 p.

GEISSER, Vincent, 1997, *Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris : Presses de Sciences Po, 261 p.

—, 2005, « Ethnicité républicain versus République ethnique ? », *Mouvement*, 2, n° 38, pp. 19-25 [consulté en ligne : http://www.cairn.info, le 31/07/2009]

GENSBURGER, Sarah, 2004, « Réflexions autour de la notion de 'politique de la mémoire' : l'exemple de l'évocation des 'Justes parmi les Nations' en France », journées AFSP « Sciences politique/histoire », 4-6 mars, 14 p. [consulté en ligne :

http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/diversafsp/collhistscpo04/hist04gensburger.pdf le 15/05/2009]

GHASARIAN, Christian, 2002, « Sur les chemins de l'ethnographie réflexive », in *De l'ethnologie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques,*

nouveaux enjeux, Christian GHASARIAN (dir.), Paris : VUEF/Armand Colin, pp. 5-33.

GILROY, Paul, 1991 [1987], *There Ain't No Black in the Union Jack: the Cultural Politics of Race and Nation*, Chicago: Chicago University Press, 271 p.

GLAZER, Nathan et Daniel Patrick, MOYNIHAN, 1970 [1963], *Beyond the Melting Pot. The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City*, Cambrige (Mass.): the MIT Press, 363 p.

—, (ed.), 1975, *Ethnicity: theory and experience*, Cambridge (Mass.)-Londres : Harvard University Press, 531 p.

GLAZER, Nathan, (ed.), 1983, *Ethnic dilemmas 1964-1982*, Cambridge: Harvard University Press.

GLICK-SCHILLER, Nina, Linda, BASCH et Cristina, BLANC-SZANTON (eds.), 1992, « Towards a Transnational Perspective on Migration. Race, Class, Ethnicity and Nationalism Reconsidered », *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 645, n° 6.

GLICK SCHILLER, Nina et Georges Eugene, FOURON, 1997, «'Laços de sangue' : os fundamentos do estado-nação transnacional », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 48, pp. 33-66.

—, 2001, *Georges Woke Up Laughing: long-distance nationalism and the search for home*, Durham-Londres : Duke University Press, 324 p.

GLUCKMAN, Max (ed.), 1962, *Essays on the Ritual of Social Relations*, Manchester : University Press, 190 p.

GODELIER, Maurice (dir.), 1991, *Transitions et subordinations au capitalisme*, Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 424 p.

GODINHO, Vitorino Magalhães, 1978, « L'émigration portugaise (XVe-XXe siècles) : une constante structurale et les réponses aux changements du monde », *Revista de História Económica e Social* (Lisbonne), n° 1, pp. 5-32.

GODINHO, Paula, 1998, « A Festa dos Rapazes : nova arquitectura do género num meio em mudança », *Cultura* (*Revista de História e teoria das Ideias*, Lisbonne), vol. XI, pp. 241-254.

—, 2006a, *O Leito e as Margens : Estratégias familiares de renovação e situações liminares em seis aldeias do Alto Trás-os-Montes raiano (1880-1988)*, publication d'un mémoire de master en culture et littérature portugaises soutenu en septembre 1990 (642 p.), Lisbonne : Colibri, 372 p.

—, 2006b, « As 'loas' que contam uma festa : permanência e mudanças na Festa dos Rapaes », in *Rituais de inverno com máscaras*, Benjamin PEREIRA (coord.), Lisbonne : Instituto Portugës de Museus, pp. 39-59.

GOFFMAN, Erving,1975 [1963], *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris : Ed. de Minuit, 175 p.

GONÇALVES, Albertino et Maria, da Conceição GONÇALVES, 1991, « Uma vida entre parênteses : tempos e ritmos dos emigrantes portugueses em Paris », *Cadernos do Noroeste*, vol. 4 (6-7), pp. 147-158.

GONÇALVES, Albertino, *Imagens e Clivagens. Os residentes face aos emigrantes*, 1996, Porto : Edições Afrontamento, 300 p.

GOSSIAUX, Jean-François, 1987, « Code de la nationalité : évidences et effets pervers », *Dialogue*, n° 98, pp.115-117.

GREEN, Nancy, 1991, « L'immigration en France et aux États-Unis. Historiographie comparée », *Vingtième Siècle*, 29, n° 29, pp. 67-82.

—, 2002, « Religion et ethnicité. De la comparaison spatiale et temporelle », *Annales HSS*, n° 1, pp. 127-144.

GROSFOGUEL, Ramón, 2002, « La problématique intégration des Portoricains aux États-Unis », *Hommes & Migrations*, n° 1237, dossier : « diasporas caribéennes », pp. 91-100.

GUARNIZO, Luis Eduardo et Michael Peter, SMITH, 1998, « The Locations of Transnationaism », in *Transnationalism from Below*, Michael Peter SMITH et Luis Eduardo GUARNIZO (eds), New Brunswick : Transaction Books.

GUENIF SOUILAMAS, Nacira, 2000, *Des « beurettes » aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Paris : Grasset / Le Monde (partage du savoir), 362 p.

GUICHARD, François, 1990, *Géographie du Portugal*, Paris : Masson, 224 p.

GUPTA, Akhil et James, FERGUSON (eds), 1997, *Anthropological Locations. Boundaries and Grounds of a Field Science*, Berkeley : University of California Press.

GUPTA, Akhil et James, FERGUSON, 1997, « Discipline and Practice: 'The Field' as Site, Method, and Location in Anthropology », in *Anthropological Locations. Boundaries and Grounds of a Field Science*, Akhil GUPTA et James FERGUSON (eds), Berkeley : University of California Press, pp. 1-46.

HACHIMI ALAOUI, Myriam, 2007, *Les chemins de l'exil. Les Algériens exilés en France et au Canada depuis les années 1990*, préface de Dominique SCHNAPPER, Paris : L'Harmattan (logiques sociales), 200 p.

HALBWACHS, Maurice, 1971 [1941], *La topographie légendaire des Évangiles en Terre Sainte*, Paris : PUF, x-174 p.

—, 1994 [1925], *Les cadres sociaux de la mémoire*, postface de Gérard NAMER, Paris : Albin Michel, 367 p.

—, 1997 [1950], *La mémoire collective*, préface de Gérard NAMER, Paris : Albin Michel, 295 p.

HALPERN PEREIRA, Miriam, 1980, « Fondements de la politique d'émigration portugaise (1850-1930) », *Peuples Méditerranéens*, n° 12, juill.-sept., pp.51-73.

HAMOUMOU, Mohan, 1986, « L'honneur perdu : les relations parents-enfants dans les familles d'immigrés algériens », *Annales E.S.C.*, n° 4, 1986, pp. 747-838.

HANNERZ, Ulf, 1983 [1980], *Explorer la ville : éléments d'anthropologie urbaine*, traduction et présentation par Isaac JOSEPH, Paris : Editions de Minuit, 418 p.

HANSEN, Marcus Lee, 1996 [1937], « The Problem of the Third Generation Immigrant », in *Theories of Ethnicity. A Classical Reader*, Werner SOLLORS (ed.), Londres: Mac Millan Press, pp. 202-215.

HASSOUN, Jean-Pierre, 1995, « Le choix du prénom chez les Hmong au Laos puis en France. Diversité, complexification et processus d'individuation », *Revue française de sociologie*, XXXVI, pp. 241-271.

HERACLITE D'EPHESE, 2002 [?], *Fragments : citations et témoignages*, trad. et notes de Jean-François PRADEAU, Paris : Flammarion, 374 p.

HERVIEU-LEGER, Danièle, 1993, *La religion pour mémoire*, Paris : Le Cerf, 273 p.

HILY, Marie-Antoinette et Michel, ORIOL, 1991, « 'Communauté' : discours savants, usages populaires », *Migrants-Formation*, n° 86, pp.12-18**.**

—, 1993, « Deuxième génération portugaise : la gestion des ressources identitaires », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n° 3, pp. 81-91.

HILY, Marie-Antoinette et Michel, POINARD, 1985, « Fonctions et enjeux du mouvement associatif portugais en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 1, n° 1, pp. 25-35.

HILY, Marie-Antoinette, 1996, « Immigrés et espace d'origine : le village des portugais », *Espace, Population, Société*, n° 2-3, pp. 507-512**.**

HILY, Marie-Antoinette (coord.), 2001, *Les Portugais et leurs associations : défis d'aujourd'hui, enjeux de demain*, Coordination des Collectivités Portugaises de France (CCPF), document de travail, 65 p.

HOVANESSIAN, Martine, 1992, *Le lien communautaire : trois générations d'Arméniens*, Paris : Armand Colin, 321 p.

HOVANESSIAN, Martine, MARZOUK, Yasmine et Catherine, QUIMINAL, 1998, « La construction des catégories de l'altérité », *Journal des anthropologues*, n° 72-73 : « Nationaux, étrangers ? Logiques d'État et enjeux quotidiens », pp. 7-9.

INTERACTION FRANCE-PORTUGAL, 1994, *Entre le Portugal et la France, les transformations de la famille portugaise depuis trente ans*, colloque-débat mars 1993, Paris : Éditions Lusophones, 143 p.

IZARD, Michel, 2000, « Méthode ethnographique : 1. L'enquête ethnographique », in *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie,* Pierre BONTE et Michel IZARD (eds), Paris : PUF (quadrige), pp. 470-474.

JODELET, Denise, 1993, « Mémoires évolutives », in *Mémoire et intégration*, Florence MORGIENSZTERN (coord.), Paris : Syros, pp. 77-89.

JOUTARD, Philippe, 1998, « La tyrannie de la mémoire », *L'Histoire*, n° 221, p.98.

—, 2000 [1993], « La mémoire. Une passion française : l'histoire », in *Histoire de la France*, « Choix culturels et mémoire », André BURGUIERE et Jacques REVEL (dir.), Paris : Le Seuil, pp. 301- 394.

—, 2005, « La mémoire nationale rejoint la réalité historique », *Diasporas* (histoire et sociétés), n° 6, pp.23-26.

KASTORYANO, Riva (dir.), 2005, *Les codes de la différence : race, origine, religion : France, Allemagne, États-Unis*, Paris : Sc.Po, les presses, 321 p.

KATUSZEWSKI, Jacques et Ruwen, OGIEN, 1981, *Réseaux d'immigrés. Ethnographie de nulle part*, Paris : les éditions ouvrières (politique sociale), 185 p.

KLIMT, Andrea, 1989, « Returning 'Home': Portuguese Migrant Notions of Temporariness Permanence and Commitment », *New German Critique*, n° 46, pp. 47-70.

—, 2000, « European Spaces. Portuguese Migrant's Notions of Home and Belonging », *Diaspora : A Journal of Transnational Studies*, 9 (2), pp. 259-285.

—, 2005, « Performing Portugueseness in Germany », *Etnográfica*, IX (1), pp. 103-121.

KLIMT, Andrea et João, LEAL, 2005, « Introduction: The Politics of Folk Culture in the Lusophone World », *Etnográfica*, IX (1), pp. 5-17.

L'ESTOILE, Benoît de, NEIBURG, Frederico et Lygia, SIGAUD (ed), 2005, *Empire, nations and natives: anthropology and state-making*, Durham : Duke University Press, 340 p.

L'ESTOILE, Benoît de, 2007, *Le goût des autres. De l'exposition coloniale aux arts premiers*, Paris : Flammarion, 454 p.

—, 2001, « Le goût du passé. Erudition locale et appropriation du territoire », *Terrain*, n° 37, pp. 123-137.

L'Homme, 1986, « L'anthropologie : état des lieux », n° 97-98.

LA BARRE, Jorge de, 1997, *Jeunes d'origine portugaise en association : on est européen sans le savoir*, Paris : CIEMI/L'Harmattan, 144 p.

—, 2001, « Éléments pour une typologie du rapport à l'origine portugaise », in *Identifications ethniques. Rapports de pouvoir, compromis, territoires*, Hélène BERTHELEU (dir.), Paris-Budapest-Torino : L'Harmattan, pp. 227-237

—, 2006, *Identités multiples en Europe ? Le cas des lusodescendants en France*, Paris : L'Harmattan (inter-national), 273 p.

LACOSTE-DUJARDIN, Camille, 1988, « Renier les parents pour s'intégrer ? Le dilemme des enfants de parents maghrébins immigrés en France », *Hérodote*, n°s 50-51, pp. 138-152.

LAPEYRONNIE, Didier, 1987, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, XXVIII, pp. 287-318.

LAPIERRE Nicole, 1989, *Le silence de la mémoire. À la recherche des Juifs de Plock*, Paris : Plon, 292 p.

—, 2006 [1995], *Changer de nom*, Paris : Gallimard, 445 p.

LAVABRE, Marie-Claire, 1994a, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 319 p.

—, 1994b, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, n° 3, pp. 48-57.

LE BRAS, Hervé, 2007, « Quelles statistiques ethniques ? », *L'homme*, 184, pp. 7-24.

LE GOFF, Jacques, CHARTIER, Roger et Jacques, REVEL (dir.), 1978, *La Nouvelle Histoire*, Paris : Retz, 574 p.

LE WITA, Béatrix, 1984, « La mémoire familiale des Parisiens appartenant aux classes moyennes », *Ethnologie française*, XIV, 1, pp. 57-66.

—, 1991, « L'énigme des trois générations », in *Jeux de familles*, Martine SEGALEN (dir.), Paris : Presses du CNRS, pp. 209-218.

LEAL, João, 1999, « Saudade, la construction d'un symbole : 'Caractère national' et identité nationale », *Ethnologie française*, XXIX, 2, pp.177-189.

—, 2000a, *Etnografias Portuguesas (1870-1970). Cultura Popular e Identidade Nacional*, Lisbonne : Dom Quixote (Portugal de Perto 40), 274 p.

—, 2000b, « Traditions locales et émigration : les fêtes du Saint-Esprit aux Açores », *Ethnologie française*, XXX, n° 1, pp. 51-60.

—, 2003, « Deuxième génération : visibilité et invisibilité », *Recherches en Anthropologie au Portugal*, n° 9, pp. 167-174.

—, 2005a, « 'We are Azorean': discourses and practices of folk culture in Santa Catarina (Brazil) », *Etnográfica*, vol. IX, n° 1, pp. 171-193.

—, 2005b, « Tradição e Tradução : Festa e etnicidade entre os imigrantes açorianos nos E.U.A. », *Revista da Faculdade de Ciências Sociais e Humanas*, n° 16, pp. 87-108.

—, 2006, « Percursos entre Festas », in *Rituais de inverno com máscaras*, Benjamim PEREIRA (coord.), Lisbonne : Instituto Portugues de Museus, pp. 101-109.

LEANDRO, Maria Engrácia, 1990, « Quintal e nostalgia da horta. Simbolismo e inter-relações dos imigrantes portugueses na região parisiense», in *A Sociologia e a Sociedade Portuguesa na Viragem do Século, Actas do I Congresso Português de Sociologia*, vol. II, Lisbonne : Fragmentos, pp. 291-300.

—, 1992, « Au-delà des apparences. L'insertion des Portugais dans l'agglomération parisienne », thèse de doctorat en sociologie, Université Paris V-René Descartes, sous la direction de Louis-Vincent Thomas, 4 tomes, 1028 p.

—, 1993, « Portugueses na região parisiense. Reinvenção nos laços sociais », in *Actas do Colóquio Internacional sobre Emigração e Imigração em Portugal seculos XIX e XX*, Maria Beatriz Nizza da SILVA (org.), Lisbonne : Fragmentos, pp. 348-361.

—, 1995a, *Au-delà des apparences : l'insertion sociale des portugais dans l'agglomération parisienne*, Paris : L'Harmattan/CIEMI (migrations et changements), 350 p.

— 1995b, *Familles portugaise. Projets et destins*, Paris : L'Harmattan/CIEMI, 157 p.

—, 2000, « A construção social da diferença através da acção denominativa. O caso dos jovens portugueses perante as migrações internacionais », *Cadernos do Noroeste*, Série Sociologia, vol. 13 (1), pp. 5-30.

—, 2004, « Dinámica social e famíliar dos projectos migratórios – uma perspectiva analítica », *Análise Social*, n° 170, pp. 95-118.

—, s/d, « Aspirations familiales et devenirs scolaire et professionnel des jeunes d'origine portugaise en France », 34 p. (polycopié)

LECHNER, Elsa, 2003, « Enfant de l'eau : la reconstruction de l'identité en situation d'immigration. Le cas des Transmontanos en région parisienne », thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, sous la dir. d'Elisabeth Handman, Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales, 325 p.

LECLERC-OLIVE, Michèle 2008, « Des évènements en souffrance : de Mead à Benjamin. Quelques considérations épistémologiques », *Cahiers d'anthropologie sociale* (L'Herne), n° 4, pp. 43-62.

LEGRAND, Caroline, 2006, « Tourisme des racines et confrontations identitaires dans l'Irlande des migrations », *Diasporas : Histoire et société*, n° 8 : « Retours, retrouvailles », pp. 162-171.

LEITE, Carolina, 1998, *Eva, depois do paraíso : modos de habitar e identidade no percurso migratório*, thèse de doctorat en sciences de la communication, sous la direction de Karin Wall et Aníbal Alves, Braga : Université du Minho, 498 p.

—, 1999, « Femmes et enjeux familiaux de la double résidence », in in *D'une maison à l'autre, parcours et mobilités résidentielles*, Philippe BONNIN et Roselyne de VILLANOVA (dir.), Grane : Créaphis, pp. 294-312.

LEONARD, Yves, 1996, *Salazarisme et fascisme*, Paris : Chandeigne, 223 p.

—, 1999, « Le Portugal et ses 'sentinelles de pierre'. L'exposition du monde portugais en 1940 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 62 (dossier « Le salazarisme »), pp. 27-37.

—, 2000, « Le Portugal en 1999. Lendemains de fête », *Les pays d'Europe occidentale*, Alfred GROSSER (dir.), Paris : La documentation française, pp. 207-228.

—, 2004, « Salazar : vie et mort d'un dictateur », *L'Histoire*, n° 287, pp. 72-78.

LEPOUTRE, David, 1997, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris : Odile Jacob, 362 p.

LEPOUTRE, David et Isabelle CANNOODT (collab.), 2005, *Souvenirs de familles immigrées*, Paris : Odile Jacob, 378 p.

LEVI, Florence, 1977, « Modèles et pratiques en changement. Le cas des Portugaises immigrées en région parisienne », *Ethnologie française*, VII, 3, pp. 287-298.

LEVI, Giovanni et Jean-Claude, SCHMITT, 1996, « Introduction », in *Histoire des jeunes en occident* : 1. De l'Antiquité à l'époque moderne, Giovanni LEVI et Jean-Claude SCHMITT (dir.), Paris : Seuil, pp.7-19.

LEVI-STRAUSS, Claude, 1983, *Le regard éloigné*, Paris : Plon, 398 p.

LEVI-STRAUSS, Claude (dir.), 1995 [1977], *L'identité : séminaire interdisciplinaire*, Paris : Quadrige/PUF, 344 p.

LILLO, Nathalie, 2007, « L'immigration espagnole en France au long du Xxe siècle. Entre la 'parfaite intégration' et le retour », *Migrance*, Hors série : « Un siècle d'immigration espagnole en France », pp. 9-18.

LOPES, Sergio, 1998, « Le Portugal et ses émigrés », in *Présence Portugaise en France*, Maria Beatriz ROCHA-TRINDADE et François H.M., RAVEAU (org.), Lisbonne : Universidade Aberta, pp. 53-89.

LOPES CARDOSO, Isabel, 2001, « La Roche Blanche : uma aldeia portuguesa em França », *História*, n° 36, pp. 54-57.

—, 2007, « Mémoire Vive / Memória Viva et son site www.sudexpress.org un an après », *Latitudes – Cahiers lusophones*, n °31, pp. 33- 37.

LORCERIE, Françoise, 1994, « Les sciences sociales au service de l'identité nationale. Le débat sur l'intégration en France au début des années 1990 », in *Cartes d'identité : comment dit-on « nous » en politique ?*, Denis Constant MARTIN (dir.), Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, pp. 245-281.

—, 1999, « Les habits neufs de l'assimilation en France », in *Migrations internationales et relations interethniques. Recherche, politique et société*, Ida SIMON-BAROUH et Véronique DE RUDDER (ed.), Paris-Montréal : L'Harmattan, pp. 297-344.

—, 2003, « Le paradigme de l'ethnicité », in *L'école et le défi ethnique. Education et intégration*, Françoise LORCERIE (dir.), Paris : INRP/ESF, pp. 19-98.

LORCERIE, Françoise (dir.), 2003, *L'école et le défi ethnique. Education et intégration*, Paris : INRP/ESF (actions sociales/confrontations), 333 p.

LUCENA, Manuel de, 2000, « Nationalisme impérial et Union européenne », in *Arquivos do Centro Cultural calouste Gulbenkian* : « L'Europe des nations », vol. XL, Lisbonne-Paris : Centro Cultural Calouste Gulbenkian, pp. 67-91.

MACHADO, Fernando Luís, 1994, « Luso-africanos em Portugal : nas margens da etnicidade », *Sociologia Problemas e Práticas*, n° 16, pp. 111-134.

MACHADO, Fernando Luís, 2002, *Contraste e Continuidade. Migração, etnicidade e integração dos Guineenses em Portugal*, Oeiras : Celta, 464 p.

MANNHEIM, Karl, 1990 [1928], *Le problème des générations*, introduction et postface de Gérard MAUGER, Paris : Nathan (essais & recherches), 122 p.

MARCADE, Jacques, 1990, « L'émigration portugaise (brèves notes d'histoire) », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 6, n° 2, pp. 133-145.

MARCUS, George E., 1995, « Ethnography in/of the World System: the Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, n° 24, pp. 95-117.

—, 2002, « Au-delà de Malinowski et après Writing Culture : à propos de l'anthropologie culturelle et du malaise de l'ethnographie », *ethnographiques.org*, n° 1 [consulté en ligne http://www.ethnographiques.org/../2002/Marcus.html, le 15/04/2002]

MARGARIDO, Alfredo et Marie Caroline, VANBREMEERSCH, 1990, « Conscience et identité individuelle des émigrants Portugais », *Arquivos do Centro Cultural Português*, vol. XXVII, pp. 305-321.

MARTINIELLO, Marco, 1988, *Élites, leaership et pouvoir dans les communautés ethniques d'origine immigrée : vers une approche théorique*, Louvain-la-Neuve-Bruxelles : Academia/Sybidi, 33 p.

MARTINIELLO, Marco et Patrick, SIMON (dir.) (2005), « Catégorisation et classification, enjeux de pouvoir », vol. 21, n° 2, *Revue européenne des migrations internationales*.

MARTINS, Moisés et Luís, CUNHA, 1998, « Salazar et Fatima », in *La fabrique des héros*, Pierre CENTLIVES, Daniel FABRE et Françoise, ZONABEND, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 137-147.

MAUGER, Gérard, 1990, « Postface », in *Le problème des générations*, Karl MANNHEIM, Paris : Nathan (essais & recherches), pp. 83-119.

MAUGER, Gérard (dir), 1995, « Le monde des jeunes », *Sociétés contemporaines*, n° 21, pp. 15-28.

MEINTEL, Deirdre, 1992, « L'identité ethnique chez des jeunes d'origine immigrée », *Sociologie et sociétés*, XXIV, 2, pp. 73-89.

MELO, Daniel, 2001, *Salazarismo e Cultura Popular (1933-1958)*, Lisbonne : Instituto de Ciências Sociais, Universidade de Lisboa, 407 p.

MENDES, José Manuel de Oliveira, 2001, « Todos iguais? Uma análise comparada da mobilidade intergeracional e das desigualdades sociais », *Revista crítica de ciências sociais*, n° 61, pp. 79-102.

MENDES, Ana Paula Coutinho, 2003, « Ficções de luso-descendentes e identidades híbridas », *Cadernos de literatura Comparada* (Porto, Instituto de Literatura Comparada Margarida Losa), n° 8/9, pp. 26-31.

—, 2004, « Portugal Imaginado por Escritores Luso-Descendentes », *Revista da Faculdade de Letras – Línguas e Literaturas* (Porto), II série, vol. XXI, pp. 185-197.

MILLER, Daniel et Don, SLATER, 2000, *The Internet. An Ethnographic Approach*, Oxford-New York : Berg, 217 p.

MILZA, Pierre et Émile, TEMIME, 1995, « Français d'ailleurs, peuple d'ici », in *Préambule*, série « Français d'ailleurs, peuple d'ici. Les lieux de mémoire de l'immigration en France », Pierre MILZA et Émile TEMIME (dir.), 10 volumes, Paris : Editions Autrement (monde), pp. 4-7.

—, 1999, « La notion de génération », in *Enfants de la Guerre civile espagnole : vécus et représentations de la génération née entre 1925 et 1940*, Paris-Montréal : L'Harmattan (recherches et documents – Amériques latines), pp. 9-14.

MÓNICA, Maria Filomena, 1996, « A evolução dos costumes em Portugal, 1960-1995 », in *A situação social em Portugal, 1960-1995*, António BARRETO (org.), Lisbonne : Instituto de Ciências Sociais, Université de Lisbonne, pp. 215-231.

MONSUTTI, Alessandro, 2004, *Guerres et migrations : réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan*, Neuchâtel-Paris : Institut d'ethnologie/Maison des sciences de l'homme, 364 p.

MONTEIRO, Miguel, 2000, « Representações materiais do Brasileiro e construção simbólica do retorno », *Revista de Letras e Culturas Lusófonas* (Lisbonne), n°11, p. 100-119.

MORAIS, Paulo *et al*., 2003, *Porto de partida Porto de chegada : a emigração portuguesa*, Porto : Ancora, 85 p.

MORAIS, Paulo de, 2003, « Porto de partida, Porto de chegada », in *Porto de partida Porto de chegada : a emigração portuguesa*, Porto : Ancora, pp. 9-13.

MORGIENSZTERN, Florence (coord.), 1993, *Mémoire et intégration*, préface de Kofi Yamgnane, Paris : Syros, 116 p.

MOROKVASIC, Mijana et Rudolph, HEDWIG (dir.), 1996, *Migrants, les nouvelles mobilités en Europe*, Paris : L'Harmattan, 288 p.

MOURA RAMOS, Rui Manuel, 1999, « Mouvements migratoires et droit de la nationalité au Portugal dans le dernier demi-siècle », in N*ationalité et citoyenneté en Europe*, Patrick WEIL et Randall HANSEN (dir.), Paris : La découverte, pp. 221-238.

MOTA, Miguel da, 2003, « Les Portugais de Guimarães et de Covilhã dans l'arrondissement de Lille depuis 1917 », in *Les Portugais et le Portugal en France au XXe siècle*, Nanterre : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, « Archives et histoire des relations internationales », Cahier de recherches 2003, pp. 12-31.

MUÑOZ, Marie-Claude, 1985, « Vie associative et dynamique identitaire. L'association des étudiants Portugais de France », in *L'interculturel en Éducation et en Sciences humaines*, tome 2, Toulouse : Université Toulouse-Le Mirail, pp. 405-409.

—, 1989, « Le rêve portugais. Portrait d'une exposition », *Hommes & Migrations*, n°1123 : « L'immigration portugaise en France », pp.22-24.

—, 1991, « Le corps expéditionnaire portugais (1916-1918) », *Hommes & Migrations*, n°1148.

—, 1998, « Les fêtes au Portugal », *Informations sociales*, n° 70, pp. 42-51.

—, 1999, « Des 'Tos' aux 'Luso-descendants' », *Latitudes – Cahiers lusophones*, n° 5, pp. 7-8.

—, 2002, « Le renouveau de la création culturelle dans les associations portugaises », *Hommes & Migrations*, n° 1236, pp.82-92.

MUXEL, Anne, 1991, « La mémoire familiale », in *La famille l'état des savoirs*, François de SINGLY (dir.), Paris : La Découverte, pp. 250-261.

NAMER, Gérard, 1987, *Mémoire et société*, Paris : Méridiens Klincksieck, 242 p.

NAZARETH, Manuel, 1985, « A demografia portuguesa no século XX : principais linhas de evolução e transformação », *Análise Social*, vol. XXI (n°s 87, 88, 89), 3°, 4°, 5°, pp.963-980.

NDIAYE, Pap, 2008, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris : Calmann-Lévy (sciences humaines et essais), 436 p.

NEUVEU, Catherine, 1993, *Communauté, nationalité et citoyenneté* : *de l'autre côté du miroir, les Bangladeshis de Londres*, Préface de Jean COPANS, Paris : Ed. Karthala (hommes et sociétés), 399 p.

NEUVEU, Catherine (dir.), 1995, *Nations, Frontières et Immigration en Europe*, Paris : CIEMI/L'Harmattan, 249 p.

NOIRIEL, Gérard, 1988, *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècles*, Paris : Seuil, 437 p.

—, 1989, « Les jeunes 'd'origine immigrée' n'existent pas », in *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration : situation française et comparaison européenne*, Bernard LORREYTE (dir.), Paris : L'Harmattan /CIEMI, pp. 211-221.

—, 1992, « Français et étrangers », in *Les lieux de mémoire*, tome 3 : Les France, 1 (vol.5), Pierre NORA (dir.), Paris : Gallimard, pp. 274-319.

—, 2002, *Atlas de l'immigration en France : exclusion, intégration…*, Paris : Éditions Autrement (atlas/mémoire), 63 p.

—, 2004, « Histoire, mémoire, engagement civique », *Hommes & Migrations*, n ° 1247 : « Vers un lieu de mémoire de l'immigration », pp. 17-26.

—, 2001, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris : Gallimard (folio histoire), 590 p.

NORA, Pierre (dir.), 1987, *Essais d'ego-histoire*, Paris : Gallimard, 369 p.

NORA, Pierre (dir.), 1984-1992, *Les lieux de mémoire*, 3 tomes : La République, La Nation, Les France, 7 vols., Paris : Gallimard.

NORA, Pierre, 1978, « Mémoire collective », in *La Nouvelle Histoire*, Jacques LE GOFF *et al.*, Paris : Retz, pp. 398-401.

—, 1984, « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in *Les lieux de mémoire*, tome1 : *La République* (vol. 1), Paris : Gallimard, pp. XVII-XLII.

O'NEILL, Brian Juan,1984, *Proprietários, Lavradores e Jornaleiras : desigualdade Social numa Aldeia Transmontana, 1870-1978*, Lisbonne : Dom Quixote (7), 461 p.

OLIVEIRA, Armando et Carlos, TEIXEIRA, 2004, *Jovens Portugueses e Luso-descendentes no Canadá*, Oeiras : Celta, 233 p.

OLIVIER de SARDAN, Jean-Pierre, 1995, « Le politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, pp. 71-109.

—, 2000, « Le 'je' méthodologique. Implication et explication dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 41, 3, pp. 417-445.

ORIOL, Michel (dir.), 1984 (vol. 1) ; 1988 (vol. 2), *Les variations de l'identité : étude de l'évolution de l'identité culturelle des enfants d'émigrés portugais en France et au Portugal*, Nice : Rapport final de l'A.T.P. CNRS 054, 522 p. (vol. 1), 345 p. (vol. 2).

ORIOL, Michel, 1985, « Du navigateur au prolétaire. L'histoire comme ressource identitaire dans la diaspora portugaise », *Peuple méditerranéens*, n° 31-32, p. 203-215.

—, 1989, « Les devenirs possibles de l'identité des Portugais dans la France et l'Europe de demain. Essai de prospective culturelle », in *Les politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration : situation française,* Bernard LORREYTE, Paris : CIEMI/ L'Harmattan, pp. 352-366.

—, 1995, « L'immigration : ressources transmisses et affirmation identitaire », *Ser e Estar : images de la communauté portugaise en France*, Michel DRAIN *et al*. (dir), colloque « Immigration et culture », Marseille, La Vieille Charité, janvier 1993, Paris : Créaphis, pp. 21-25.

ORTAR, Nathalie, 2004, « Territoire d'origine et migration : la construction identitaire des résidents secondaires en France et en Russie », *Actes du colloque Identité(s)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, pp. 195-206 [consulté en ligne : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/20/03/75/PDF/artIdentites.pdf le 12/08/2009]

—, 1999, « Les multiples réalités de la résidence secondaire », in *D'une maison l'autre*, Philippe BONNIN et Roselyne de VILLANOVA (eds.), Paris : Créaphis, pp. 139-154.

OUATTARA Azoumana, 2007, « Ernst Bloch visionnaire de notre temps », *Le Portique*, e-portique 5, Recherches, [consulté en ligne : http://leportique.revues.org/document1399.html, le 13/01/ 2009]

PAIS DE BRITO, Joaquim, 1982, « O Estado Novo e a aldeia mais portuguesa de Portugal », in *O Fascismo em Portugal* : actas do colóquio realizado na Faculdade de letras de Lisboa, 1980, Lisbonne : A Regra do Jogo, pp. 511-532.

—, 1983, « La 'maison' et les stratégies de l'identité. Sur l'usage des noms à Rio de Onor », *L'Uomo*, vol. VII, n° 1/2, pp. 145-154.

PELLERIN, Agnès, 2009, *Les Portugais à Paris au fils des siècles et des arrondissements*, en collaboration avec Anne Lima et Xavier de Castro, illustrations Irène Bonacina, Paris : Chandeigne, 256 p.

PERCHERON, Annick, 1991, « La transmission des valeurs », in *La famille. L'état des savoirs*, François de SINGLY (dir), Paris : La Découverte, pp. 183-193.

PEREIRA, Bejamim Enes, 1973, *Máscaras Portuguesas*, Lisboa : Junta de Investigações do Ultramar/Museu de Etnologia do Ultramar, 156 p.

PEREIRA, Victor, 2004, « La politique de l'émigration de l'*Estado Novo* entre 1958 et 1974 », *Cahiers de l'Urmis* (Paris), n° 9, pp. 15-33.

—, 2007, « L'État portugais et les Portugais en France de 1957 à 1974 », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Serge BERSTEIN, Institut d'études politiques de Paris, 793 p.

PEREIRA, Victor, DOS SANTOS, Irène et Marie-Christine, VOLOVITCH-TAVARES, 2003, « Introduction », in *Les Portugais et le Portugal en France au XXe siècle*, « Archives et histoire des relations internationales », Cahier de recherches, Nanterre : Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, pp. 3-11.

PERROT, Martine, 1989, « La part maudite de l'ethnologie : le journal de terrain », in *Anthropologie sociale et ethnologie de la France*, Martine SEGALEN (dir.), Louvain-la-Neuve : Peeters, pp. 77-82.

PETONNET Colette, 2002 [1979], *On est tous dans le brouillard*, Paris : Editions du C.T.H.S., 394 p.

—, 1976, « Fils de migrants », in *L'Autre et l'Ailleurs. Hommages à Roger Bastide*, Jean POIRIER et François RAVEAU (dir.), Paris : Berger-Levrault, pp. 423-430.

—, 1982, « L'observation flottante, l'exemple d'un cimetière parisien », *L'Homme*, XXII, 4, pp. 37-47.

PIMENTEL, Dulce, 1991, « As migrações portuguesas no quadro das migrações internacionais (1950-1990) », *Tabalho de investigação realizado no âmbito das provas de aptidão pedagógica e capacidade científica*, Faculté de sciences sociales et humaines, Université Nouvelle de Lisbonne, 135 p.

PIMENTEL, Irène Flunser, 2007, *A História da Pide*, Lisbonne : Temas e Debates, Círculo de Leitores, 575 p.

PINA CABRAL, João de, 1983, « Notas críticas sobre a observação participante no contexto da etnografia portuguesa », *Análise Social*, XIX (76), 2, pp. 327-339.

—, 1984a, « As mulheres, a maternidade e a posse da terra no alto Minho », *Análise Social*, vol. XX (80), 1, pp. 92-112.

—, 1984b, « Comentários críticos sobre a casa e a fámilia no Alto Minho rural », *Análise Social*, vol. XX (81-82), 2-3, pp. 263-284.

—, 1989a [1986], *Filhos de Adão, filhas de Eva : a visão camponesa no Alto Minho*, Lisbonne : Edições Dom Quixote (19), 304 p.

—, 1989b, « L'héritage de Maine : repenser les catégories descriptives dans l'étude de la famille en Europe », *Ethnologie française*, XIX (4), pp. 329-340.

—, 1991, « A 'minha' casa em Paço : um estudo de caso », in *Lugares de Aqui*, actas do seminário « Terrenos Portugueses », Brian J. O'NEILL et Joaquim PAIS DE BRITO (org. ; préface), Lisbonne : Dom Quixote (Portugal de Perto), pp. 119-139.

—, 1992-1994, « 'Matriarcat' et rôles conjugaux dans le Nord-Ouest du Portugal », *Recherches en Anthropologie au Portugal*, n° 4, pp. 37-51.

—, 1995, « Au Portugal : reconstruire sa généalogie, garder la maison », in *La famille en Europe : parenté et perpétuation familiale*, Marianne GULLESTAD et Martine SEGALEN (dir.), Paris : La Découverte, pp. 93-113.

—, 2004, « Identités imbriquées : divagations sur l'identité, l'émotion et la moralité », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n° 10, pp. 37-54.

PINGAULT, Jean-Baptiste, 2004, « Jeunes issus de l'immigration portugaise : affirmations identitaires dans les espaces politiques nationaux », *Mouvement social*, vol. 4, n° 209, pp. 71-89.

—, 2003, *L'immigration portugaise dans le Val-de-Marne*, mémoire de DEA d'histoire du XXe siècle, sous la direction de Marc LAZAR, Institut d'études politiques de Paris, 2 vol., 245 p + 190 p. annexes.

PINKOLA ESTES, Clarissa, 1996, *Femmes qui courent avec les loups*, Paris : Grasset, 763 p.

POINARD, Michel, 1981, « Retour et va-et-vient : l'exemple portugais », *Hommes et Terres du Nord*, tome 2, pp. 820-82.

—, 1983, « Emigrantes retornados de França : a reinserção na sociedade portuguesa », *Análise Social*, vol. XIX (76), pp. 261-296.

—, 1988, « La politique d'un pays d'origine : le Portugal », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 4, n° 1-2, pp. 187-202.

POIRIER, Jean et François, RAVEAU (dir.), 1976, *L'Autre et l'Ailleurs. Hommages à Roger Bastide*, Paris : Berger-Levrault, 511 p.

POMIAN, Krzysztof, 1996, « Nation et patrimoine », in *L'Europe entre cultures et nations*, Daniel FABRE (dir.), Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 85-95.

PORTELA, José et Sílvia, NOBRE, 2002, « Entre Pinela e Paris : emigração e regresso », *Análise Social*, vol. XXXVI, n° 161, pp. 1105-1146.

PORTES, Alejandro et Min, ZHOU, 1993, « The new second generation: segmented assimilation and its variants », *The Annals of the American Academy of political and social sciences*, vol. 530, 1, pp. 74-96.

PORTES, Alejandro (ed.), 1996, *The new second generation*, New York: Russell Sage Foundation, 246 p.

PORTES, Alejandro et Rubén G., RUMBAUT, 2006 [1990], *Immigrant America: a portrait*, Berkeley: University of California Press, 460 p.

—, 2001, *Legacies: the story of the immigrant second generation*, Berkeley: University of California Press et New York, Russel Sage Foundation, 406 p.

PORTUGAL BRANCO, Jorge, 1996, « Breve caracterização demográfica dos portugueses radicados em França », *Cadernos do Noroeste* (Université du Minho, Braga), vol. 9, n° 1, pp. 77-92.

—, 1998, « Les Portugais résidant en France - Brève caractérisation statistique », *Présence Portugaise en France*, Lisbonne : Universidade Aberta, 1998, pp. 91-129.

—, 2000, « Les jeunes luso-descendants et la thématique identitaire », in *Lieux de vie et circulations des Portugais de France*, Béatrice de VARINE (coord.), Paris : Interaction France-Portugal, pp. 145-155.

—, 2001, « Comunidade Portuguesa Radicada em França em 1999 », Ambassade du Portugal à Paris, 2001 (Polycopié).

—, 2003, « Une ou des lusodescendances ? Les rencontres européennes de lusodescendants », *Recherche en Anthropologie au Portugal*, n° 9, pp. 37-45.

—, 2008, « Autarcas Portugueses e Lusodescendentes eleitos em Março de 2008 : ponto da situação », Paris, Ambassade du Portugal à Paris, 6 p. (polycopié)

—, 2009, « Portugueses em França (1980-2000). Uma comunidade integrada? », in *Migrações – Permanências e Diversidades*, Maria Beatriz ROCHA-TRINDADE (org), Lisbonne : Cemri/Afrontamento, pp. 85-129.

POTVIN, Maryse, EID, Paul et Nancy, VENEL (dir.), 2007, *La deuxième génération issue de l'immigration. Une comparaison France-Québec*, Montréal : Athéna Éditions, 265 p.

POTVIN, Maryse, 2008, « L'expérience de la deuxième génération d'origine haïtienne au Québec », pp. 109-113. [http://canada.metropolis.net/pdfs/Pgs_can_diversity_spring08_f.pdf]

POUTIGNAT, Philippe et Jocelyne, STREIFF-FENART, 1999 [1995], *Théories de l'ethnicité*, suivi de Fredrik BARTH, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, Paris : PUF (le sociologique), 270 p.

RAPPORT, Nigel et Andrew, DAWSON (eds.), 1998, *Migrants of Identity: Perceptions of Home in a World of Movement*, Oxford : Berg, 246 p.

RAULIN, Anne, 2000, *L'ethnique est quotidien : diasporas, marchés et cultures métropolitaines*, Paris : L'Harmattan (connaissance des hommes), 229 p.

RAVIS-GIORDANI, Georges, 1997, « Le miroir aux métaphores. L'ethnologie des manuels », *Ethnologie française*, XXVII, 3, pp. 357-366.

REVEL, Jacques, 1996, « Présentation », in *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Jacques REVEL (dir.), Paris : Gallimard-Le Seuil, pp. 7-14.

RIBERT, Evelyne, 2006, *Liberté, égalité, carte d'identité : les jeunes issus de l'immigration et l'appartenance nationale*, Paris : la Découverte (textes à l'appui/enquêtes de terrain), 273 p.

—, 2009, « La Fédération d'Associations et de Centres d'Espagnols Emigrés en France et le quartier dit de la 'petite Espagne' », in *Mémoire de l'émigration, mémoire des migrations, mémoire des luttes sociales : trois formes de patrimonialisation de la mémoire de l'immigration en France*, Michèle BAUSSANT *et al.*, Rapport final, pp. 257-347.

RICHARD, Jean-Luc, 2004, *Partir ou rester ? Destinées des jeunes issus de l'immigration étrangères en France*, Paris : PUF (le lien social), 258 p.

RICŒUR, Paul, 1983-1985, *Temps et récits*, 1-3, Paris : Éditions du Seuil.

—, 1988, « L'identité narrative », *Esprit*, n° 7-8, pp. 295-304.

—, 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris : Seuil, 675 p.

RIEGELHAUPT, Joyce F., 1973, « Festas e Padres: The Organization of Religious Action in a Portuguese Parish », *American Anthropologist*, 75, n° 3, pp. 835-852.

—, 1979, « Os camponeses e a política no Portugal de Salazar – O Estado Corporativo e o 'apolitismo' nas aldeias », *Análise Social*, XV (59), 3, pp. 505-523.

ROBICHAUD, Denis, 2004, « La création du quartier portugais de Montréal. Une histoire d'entrepreneurs », *Géographie Économie Société*, 6, n° 4, pp. 415-438.

ROBIN, Régine, 2003, *La mémoire saturée*, Paris, Stock, 524 p.

ROCHA-TRINDADE, Maria Beatriz, 1973, *Immigrés portugais : observation psycho-sociologique d'un groupe de Portugais de la banlieue parisienne (Orsay)*, Lisbonne : Instituto Superior de Ciências Sociais e Política Ultramarina, viii+162 p.

—, 1976, « Comunidades migrantes em situaçãos dipolar : Análise de três casos de emigração especializada para os E.U.A., para o Brasil e para França », *Análise Social*, XII (48), 4, pp.983-997.

—, 1984 « Le dialogue institué », *Les variations de l'identité : études de l'évolution de l'identité culturelle des enfants d'émigrés portugais en France et au Portugal*, Michel Oriol (dir.), Nice, vol. 1, pp. 357-379.

—, 1986, « Longitudinalmente diferente ou o discurso polémico de luso-descendentes », *Analíse Social*, vol. XXII, n° 92-93, pp. 609-618.

—, 1995, *Sociologia das Migrações*, Lisbonne : Universidade Aberta, 410 p.

—, 1999, « Réseaux de transnationalité : le cas portugais », *Ethnologie française*, XXIX, 2, pp. 255-262.

—, 2003, « Portuguese Diaspora : A Post-colonial Concept », *Migration* (A European Journal of International Migration and Ethnic Relations), n° 42, pp. 107-122.

ROCHA-TRINDADE, Maria Beatriz (org.), 2009, *Migrações : Permanências e Diversidades*, Lisbonne : CEMRI/ Edições Afrontamento, 393 p.

ROOSENS, Eugeen, 2003 [1994], « A natureza primordial das origens na etnicidade migrante », in *Antropologia da Etnicidade. Para além de « Ethnic groups and boundaries »*, Hans VERMEULEN et Cora GOVERS (org.), Lisbonne : Fim de Século (antropológica), pp. 101-127.

ROSAS, Fernando, 1994, « O Estado Novo (1926-1974) », in *História de Portugal*, vol. 7, José MATTOSO (dir), Lisbonne : Círculo de Leitores, 589 p.

ROSENTAL, Paul-André, 1999, *Les sentiers invisibles, espace, famille et migrations dans la France du 19e siècle*, Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales, 255 p.

ROWLAND, Robert, 1999, « Être juif au Portugal au temps de l'Inquisition : nouveaux chrétiens, marranes, juifs », *Ethnologie française*, XXIX, pp. 191-203.

RUMBAUT, Ruben G. et Alejandro, PORTES (ed.), 2001, *Ethnicities : children of immigrants in America*, Berkeley : University of California Press et New York, Russel Sage Foundation, 334 p.

SANCHIS, Pierre, 1997, *Arraial, la fête d'un peuple : les pèlerinages populaires au Portugal*, Paris : Editions EHESS (recherche d'histoire et de sciences sociales), 434 p.

SANTELLI, Emmanuelle, 2001, *La mobilité sociale dans l'immigration. Itinéraires de réussite des enfants d'origine algérienne*, Toulouse : Presses de l'Université de Toulouse-Le-Mirail, 305 p.

SANTOS, Boaventura DE SOUSA, 1997 [1994], *Pela Mão de Alice o social e o político na pós-modernidade*, Porto : Edições Afrontamento, 299 p.

SANTOS, Graça DOS, 2002, *Le Spectacle dénaturé. Le théâtre portugais sous le règne de Salazar (1933-1968)*, Paris : CNRS, 324 p.

SANTOS, Irène STRIJDHORST DOS (dir.), 2003, « Lusodescendance : représentations, pratiques et enjeux », *Recherche en Anthropologie au Portugal*, n° 9, 180 p.

SANTOS, Irène DOS, 2002, « Pratiques culturelles et circulation en Europe. Les lusodescendants », *Revue de synthèse*, 5e série, tome 123, pp. 167-192.

—, 2005, « Entre mémoire institutionnelle et mémoire personnelle : quelle mémoire partagée de la migration portugaise en France ? », *Diaspora, Histoire et Sociétés*, « Mémoires en migrations », n° 6, pp. 84-95.

SAYAD, Abdelmalek, 1977, « Les trois « âges » de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 15, pp. 59-81.

—, 1979, « Les enfants illégitimes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 25, pp. 61-81 (1ere partie), n° 26-27, pp. 117-132 (2e partie).

—, 1997 [1991], *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles : De Boeck université, 331 p.

—, 1994, « Le mode de génération des générations ‹immigrées› », *L'homme et la société : Revue trimestrielle internationale de recherches et de synthèse en sciences sociales* (Paris),111-112 (1-2), pp. 155-174.

—, 1999, *La Double Absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, préface de Pierre BOURDIEU, Paris : Seuil (Liber), 437 p.

SCHNAPPER, Dominique, 1989, « Un pays d'immigration qui s'ignore », *Le genre humain*, février, pp. 99-109.

—, 1991, *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris : Gallimard, 374 p.

—, 1992, *L'Europe des immigrés : essai sur les politiques d'immigration*, Paris : Ed. François Bourin, 196 p.

—, 2000, « La relation à l'Autre et la gestion des diversités », in *Les défis migratoires*, Actes du colloque CLUSE, Neuchâtel 1998, Pierre CENTLIVRES et Isabelle GIROD (dir.), Zurich : Editions Seismo (cohésion sociale et pluralisme culturel), pp. 12-21.

—, 2001, « De l'État-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.17, n° 2, pp. 9-36.

—, 2007, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Paris : Gallimard, 240 p.

SEGALEN, Martine, 1997, « Ethnologie française, ethnologies européennes », *Ethnologie française*, XXVII, 3, pp. 367-373.

—, 1998, *Rites et rituels contemporains*, Paris : Nathan, 127 p.

SERRÃO, Joel, 1982 [1972], *A emigração portuguesa*, Lisbonne : Livros Horizonte, 245 p.

SILVA, Manuel Carlos, 1998, *Resistir e Adaptar-se. Constrangimentos e estratégias camponesas no Noroeste de Portugal*, Porto : Afrontamento, 479 p.

— 1982, « Crescimento económico e pobreza em Portugal (1950-74) », *Análise Social*, vol XVIII (72-73-74), 982-3-4-5, pp. 1077-1086.

—, 1987, « Camponeses nortenhos : ‘conservadorismo’ ou estratégias de sobrevivência, mobilidade e resistência ? », *Análise Social*, XXIII, n° 97-3, pp. 407-445.

SILVA, Maria Beatriz Nizza da (org.), 1993, *Actas do Colóquio Internacional sobre Emigração e Imigração em Portugal seculos XIX e XX*, Lisbonne : Fragmentos, 449 p.

SILVANO, Filomena, 2001-2002, « José e Jacinta nem sempre vivem nos mesmos lugares : reflexões em torno de uma experiência de etnografia multi-situada », *Ethnologia*, n°12-14, pp. 53-79.

SIMMEL, George, 2004 [1908], « Digressions sur l’étranger », in *L’école de Chicago : naissance de l’écologie urbaine*, Yves GRAFMEYER et Isaac JOSEPH (ed.), Paris : Flammarion, pp.53-59.

SIMON, Gildas, 1979, *L’espace des travailleurs tunisiens en France : structures et fonctionnement d’un champ migratoire international*, Université de Poiriers, 426 p.

SIMON, Patrick, 2003, « France and the Unknown Second Generation: Preliminary Results on Social Mobility », *International Migration Rev*iew, 37, 4, pp. 1091-1119.

SOBRAL, José Manuel, 1999, « Da Casa à nação : passado, memória, identidade », *Etnográfica*, vol. III, 1, pp. 71-86.

SOUSA, Alfredo de, 1995, « Os anos 60 da nossa economia », *Análise Social*, vol. XXX (133), n° 4, pp. 613-630.

SPIRE, Alexis et Dominique, MERLLIE, 1999, « La question des origines dans les statistiques en France. Les enjeux d’une controverse », *Le Mouvement Social*, n° 188, pp. 119-130.

STORA, Benjamin, 1993, « La mémoire de la guerre d’Algérie chez les jeunes issus de l’immigration », in *Mémoire et intégration*, Florence MORGIENSZTERN (coord.), Paris : Syros, pp. 33-40.

STREIFF-FENART, Jocelyne, 1990, « La nomination de l’enfant dans les familles franco-maghrébines », *Sociétés contemporaines*, n° 4, pp. 5-18.

SUZUKI, Noriko, 2006, « Les électeurs communautaires : problèmes de l’application de la directive 94/80 en France », *Journal of Political Science and Sociology* (Tokyo), n° 5, pp. 71-89.

TABOADA-LEONETTI, Isabelle, 1987, *Les immigrés des beaux quartiers. La communauté espagnoles dans le XVIe*, Paris : CIEMI/L’Harmattan, 211 p.

— 1999, « Dans les chaudrons des cités, un melting-pot à la française », *Migrations Société*, vol. 11, n° 61 : dossier « Jeunes issus de l’immigration en France », pp. 61-72.

TAPIA, Stéphane de, 2006, *Migrations et diasporas turques. Circulation migratoire et continuité territoriale*, Paris-Istanbul : Maisonneuve & Larose/IFEA, 402 p.

TARRIUS, Alain, 1989, *Anthropologie du mouvement*, Caen : Paradigmes (transports et communication, 27), 192 p.

TELO, António José, 2008, *História contemporânea de Portugal – Do 25 de Abril à actualidade*, vol. 2, Lisbonne : Editorial Presença, 345 p.

THIESSE, Anne-Marie, 1999, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris : Seuil, 302 p.

TORGAL, Luís Reis, 2002, « 'Muitas Raças, Uma Nação' ou o mito de Portugal multirracial na 'Europa' do Estado Novo », *Estudos do Século XX* (Coimbra), n° 2, pp. 147-165.

TRAVERSO, Enzo, 2005, *Le passé mode d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris : Editions La Fabrique, 136 p.

TRÉMON, Anne-Christine, 2009, « Cosmopolitanization and localization », *Anthropological Theory*, vol. 9, n° 1, pp. 103-126.

TRIBALAT, Michèle, 1995, *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris : La Découverte, 231 p.

TRIBALAT, Michèle (dir.), 1996, *De l'immigration à l'assimilation. Enquête sur les populations d'origine étrangère en France*, Paris : La Découverte/INED, 302 p.

TRIPIER, Maryse, 1999, « De l'usage de statistiques 'ethniques' », *Hommes & Migrations*, n° 1219, p. 27-31.

TURGEON, Laurier, 2007, « Préface », in *Patrimoine et patrimonialisation. Entre le matériel et l'immatériel*, Marie-Blanche FOURCADE (dir), Laval : Presses Universitaires Laval, pp. xi-xiv.

TURNER, Victor, 1990 [1969], *Le phénomène rituel. Structure et contre-structure*, Paris : PUF, 206 p.

VALE DE ALMEIDA, Miguel, 2002, « Longing for oneself : hybridism and miscegenation in colonial and postcolonial Portugal », *Etnográfica*, vol. VI (1), pp. 181-200.

VALENSI, Lucette, 1990, « Contacts, interactions, métissages. Comment les étudier ? », in *Les Etrangers dans la ville. Le regard des sciences sociales*, Communications présentées au colloque international de Rennes 14-15-16 décembre 1988, I. SIMON-BAROUH et P.-J. SIMON (dir), Paris : L'Harmattan, 1990, pp. 107-113.

—, 1991, « Silence, dénégation, affabulation : le souvenir d'une grande défaite dans la culture portugaise », *Annales ESC*, n° 1, p. 3-24.

VAN DE VELDE, Cécile, 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. Paris : PUF, 278 p.

VAN GENNEP, Arnold, 1981 [1909], *Les Rites de passage*, Paris : Picard, 288 p.

VARINE, Béatrice de (coord.), 1997, *Les familles portugaises et la société française*, Paris : Interaction France-Portugal / Editions W, 283 p.

VASCONCELOS, João, 2001, « Estéticas e políticas do folclore », *Análise Social*, vol.XXXVI, n° 158-159, pp. 399-433.

VATZ LAAROUSSI, Michèle, 2007, « Les relations intergénérationnelles, vecteurs de transmission et de résilience au sein des familles immigrantes et réfugiées au Québec », *Enfances, Familles, Générations*, n° 6 : « Familles immigrantes

récentes et relations intergénérationnelles », §§1-39 [consulté en ligne : http://www.erudit.org/revue/efg/2007/v/n6/016480ar.html, le 22/02/2008]

VEIGA DE OLIVEIRA, Ernesto, 1984, *Festividades cíclicas em Portugal*, Lisbonne : Dom Quixote (Portugal de perto, 6), 357 p.

—, 1959, *Aspectos do compadrio em Portugal*, Actas do III Colóquio Internacional Luso-Brasileiro, Lisbonne, vol. I, pp. 154-169.

VIET, Vincent, 1998, *La France immigrée : construction d'une politique 1914-1997*, Paris : Fayard, 550 p.

VILLANOVA, ROSELYNE de, 1980, « Des enfants portugais dans un espace urbain », *Migrants Formation*, n° 40, pp. C - C11.

—, 1983, « A secunda geração de imigrantes : potencial ou 'handicap' ? », *Analíse Social*, vol. XIX (II), pp. 987-993.

—, 1986, « La langue du 'retour' ou le retour de la langue. Les pratiques d'alternance linguistique dans la famille portugaise émigrée en France », in *Générations issues de l'immigration : « mémoires et devenirs »*, Georges ABOU-SADA et Hélène MILET (dir.), Paris : Arcantère, pp. 169-179.

—, 1988, « Le migrant constructeur. Transferts de pratiques et de savoir-faire dans l'habitat au Portugal », *Meridies* (Revista de Antropologia e de Sociologia Rural da Europa do Sul), n° 7-8, pp. 969-993.

—, 1989, « Bilinguismes obligés et devenir du bilinguisme : langues et identifications dans l'immigration portugaise », *Migrants-Formation*, n° 76, pp. 126-138.

—, 1990, « Les transmission dans la production de l'espace domestique en situation interculturelle », *Recherches en anthropologie au Portugal*, n° 2, pp. 13-24.

—, 1994, « Migrants et propriétaires : nomadisme ou sédentarité ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 65, pp. 68-78.

—, 1997, « L'espace résidentiel des Portugais de France », *Hommes & Migrations*, n°1210, pp.32-42.

—, 1999, « Digressions sur l'indicible, le secret et la séparation dans l'émigration », *Sigila*, pp. 21-31.

—, 2001, « Les créations interculturelles. De l'emprunt au métissage », in *Construire l'interculture ? De la notion aux pratiques*, Roselyne de VILLANOVA *et al*. (dir), pp. 269-271.

VILLANOVA, Roselyne de, LEITE, Carolina et Isabel, RAPOSO, 1994, *Maisons de rêve au Portugal*, Paris : Créaphis, 196 p.

VILLANOVA, Roselyne de, HILY, Marie-Antoinette et Gabrielle, VARRO (dir.), 2001, *Construire l'interculture ? De la notion aux pratiques*, Paris-Budapest-Torino : L'Harmattan (espaces interculturels), 257 p.

VOLOVITCH-TAVARES, Marie-Christine, 1995a, *Portugais à Champigny, le temps des baraques*, Paris : Editions Autrement (Monde/Français d'ailleurs, peuple d'ici, 86), 155 p.

—, 1995b, « Du village au bidonville : les immigrés portugais dans les bidonvilles de la région parisienne (1956-1974) », in *Immigration, vie politique et populisme (fin XIXe – XXe siècles)*, Jean-Paul BRUNET (dir), Paris : L'Harmattan, pp. 173-196.

—, 1998, « Portugais de France, un siècle de présence », in *Toute la France. Histoire de l'immigration en France au XXe siècle*, Laurence GERVEREAU, Pierre MILZA et Émile TEMIME (dir.), Paris : BDIC / Somogy, Editions d'Art / Adagp, pp.144-153.

—, 2000, « L'immigration portugaise et l'impossible accord de main d'œuvre franco-portugais », *Exils et migrations ibériques* (Paris VII, CERIC-CERMI), n° 7 : « Les politiques publiques face au problème migratoire en France et en Argentine », P. GONZALES BERNALDO (coord.), pp. 121-136.

WACHTEL, NATHAN, 2007, « Théologies marranes. Une configuration millénariste », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, 62éme année, n°1, pp. 69-100.

MONTEIRO, Waldemar, 1974, *Les émigrés portugais parlent. Faits divers de l'émigration portugaise*, Tournai : Casterman (vies et témoignages), 155 p. [la version portugaise date de1969]

WALL, Karin, 1998, *Famílias no Campo : Passado e Presente em duas freguesias do Baixo Minho*, Lisbonne : Publicações Dom Quixote, 373 p.

WATEAU, Fabienne, 2002 [2000], *Partager l'eau : irrigation et conflits au nord-ouest du Portugal*, Paris : CNRS (chemins de l'ethnologie), 277 p.

WEBER, Florence, 2001 [1989], *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris : EHESS, 207 p.

WEIL, Patrick, 1991, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration 1938-1991*, Paris : Calmann-Lévy, 403 p.

—, 2004, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris : Gallimard, 651 p.

WEIL, Patrick et Randall, HANSEN (dir), 1999, *Nationalité et citoyenneté en Europe*, Paris : La découverte, 328 p.

WIEVIORKA, Michel, 2001, *La différence*, Paris : Balland (voix et regards), 200 p.

WIHTOL de WENDEN, Catherine et Rémy, LEVEAU, 2001, *La beurgeoisie. Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*, Paris : CNRS Éditions, 188 p.

WIHTOL DE WENDEN, Catherine, 2002, « Ouverture et fermeture de la France aux étrangers. Un siècle d'évolution », *Vingtième Siècle*, 73, 2, 46§ [consulté en ligne : http://cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-1-page-27.htm, le 16/07/2008]

ZONABEND, Françoise, 1980, « Le nom de personne », *L'Homme*, XX (4), pp. 7-23.

—, 1985, « Du texte au prétexte. La monographie dans le domaine européen », *Etudes rurales*, n° 97-98, pp. 33-38.

—, 1994a, « De l'objet et de sa restitution en anthropologie », *Gradhiva*, 16, pp.3-14.

—, 1994b, « Les Ages de la vie : approche anthropologique. L'exemple de l'adolescence », *Générations*, n° 1, pp. 52-55.

—, 1999 [1980], *La mémoire longue : temps et histoire au village,* Paris : Jean Michel Place, 294 p.

Références cinématographiques citées dans le texte :

CANIJO, João, 2000, « Ganhar a vida » (Gagner la/sa vie), Portugal-France : Gémini Films (fiction, 115 min).

CHALONGE, Christian de, 1967, « *O Salto* » (fiction, 35 mn).

DANTE, Dominique, 1971, « Lorette et les autres » (documentaire 40 mn).

FELDMAN-BIANCO, Bela, 1991, « *Saudade* » (Nostalgia), Massachusetts : Michael Majoros (documentaire ethnographique, 58 min).

GOMES, Miguel, 2008, « Ce cher mois d'août » (*Aquele querido mês de Agosto*), France-Portugal (fiction, 150 min).

GORDEY, Serge, 1984, « Portugaises d'origine », Paris : Collectif Centopeia (vidéo, autobiographique, 22 min).

LOPES, Helena, 2000, « Deuxième génération », Ateliers Varan (documentaire, 25 min).

MADEIRA, Manuel, 1980, « Chroniques d'immigrés », Production : Yvette Tessaro, Diffusion : L'Oeil Etranger (documentaire, 130 mn, noir et blanc).

MEDEIROS, Maria de, 2000, « Capitaines d'avril », France-Portugal : JBA Production, Mutante film (drame, 123 min).

NEIVA, Jean-Philippe, 2005, « Entre 2 rêves. Les émigrés du Tage », Odyssée/Clermont Première/ Lieurac Productions (documentaire autobiographique, 52 min).

PINTO, Maria, 2005, « Explication des salamandres », Antoine Martin Productions et Citizen Télévision (fiction autobiographique, 51 min).

PRIMETENS, Pierre, 2000, « Un voyage au Portugal », Lancelot films (essai documentaire, 35mn).

—, 2007, « Immigration portugaise en France, mémoire des lieux », encadrement scientifique Irène DOS SANTOS, Arcadi, Confluences, Ville de Champigny-sur-Marne, la Parole Errante (atelier de création audiovisuel, 19 courts-métrages).

VIEIRA, José, 1984, « Week-end en Tosmanie », Paris : CEDEP (documentaire) (AD9424AV261)[771].

—, 1986, « L'évangile selon sainte nostalgie », Paris : CEDEP (documentaire) (AD94 24AV260).

—, 1987, « Fado blues », Paris : CEDEP (fiction) (AD94 24AV269).

—, 1989, « Les années de boue » (documentaire) (AD94 24AV242).

—, 2001, « La photo déchirée. Chronique d'une émigration clandestine », Paris : La Huit Production (documentaire, 52 min).

[771] Archives départementales de Créteil.

—, 2005a, « Le pays d'où l'on ne revient jamais », Paris : La Huit Production, (documentaire, 52 min).

—, 2005b, « Gens du Salto : mémoires de Portugais qui ont fui vers la France dans les années 1960 (*Gente do Salto*) », Paris : La Huit Production (coffret double DVD : DVD1 La photo déchirée », DVD2 : six documentaires ; DVD-ROM : archives ; livret de 52 p.).

Table des illustrations :

Illustration 1 : Vue intérieure du siège de l'association Cap Magellan, Paris 55
Illustration 2 : Vue extérieure du nouveau du siège de Cap Magellan, Paris 56
Illustration 3 : Vue intérieure du nouveau du siège de Cap Magellan, Paris, ... 56
Illustration 4 : « Village du lusodescendant », Olhão (Portugal) 69
Illustration 5 : Maison de famille d'Alice 225
Illustration 6 : Village d'origine de la mère de Helder 266
Illustration 7 : Maison des grands-parents et des parents de Helder 266
Illustration 8 : Potager, verger et bassin d'irrigation attenants à la *casa* 266
Illustration 9 : « Maison de rêve » des parents de Manuel 267
Illustration 10 : Maison « typique » que Manuel rêve d'acheter 267
Illustration 11 : *Casa* des grands-parents maternels de Manuel 267
Illustration 12 : Publicités des compagnies aériennes pour les vols France-Portugal 277
Illustration 13 : Campagne publicitaire dans le *CapMag* « *Portugal is chic* – Portugal sans cliché », association Cap Magellan (2001) 328
Illustration 14 : Défilé Lusogay à la Gaypride, en habit folklorique 328
Illustration 15 : Présence de groupe de musiciens étudiants portugais (*tuna académica*) lors d'évènements associatifs (Cap Magellan, rencontre européenne et rencontre mondiale de luso-descendants) 329
Illustration 16 : Pays de provenance des participants à la rencontre mondiale de luso-descendants 342
Illustration 17 : Participants à la rencontre mondiale de luso-descendants (2001) 344
Illustration 18 : « La municipalité veut encourager les fils d'émigrants à étudier à Porto » 345
Illustration 19 : Page de couverture du programme de la Fête des Portugais à Paris 363
Illustration 20 : Monument à la mémoire du poète Luís de Camões, ... 365
Illustration 21 : Monument en l'honneur de l'émigrant (département de Leiria) (mai 2004) 367
Illustration 22 : Exposition « Traces de la diaspora portugaise » 374
Illustration 23 : « Mémorial en l'hommage à la communauté portugaise en France », ... 379
Illustration 24 : Centre virtuel de recueil de l'histoire et de la mémoire de l'é/immigration portugaise « Sudexpress », association Mémoire Vive/ *Memória Viva* 386
Illustration 25 : « Rallye Paper : découvrez le Portugal à Paris » 388

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation des informateurs

La liste suit l'ordre alphabétique des prénoms, qui ont été modifiés. L'anonymisation respecte toutefois les logiques identitaires intrinsèques aux choix des prénoms et à leurs usages : prénom français ou portugais, prénom existant dans les deux langues, orthographe qui mélange la forme française et portugaise.

Alice est née en France et vit chez ses parents à Saint-Priest (Rhône, région Rhône-Alpes) ; elle a 24 ans en 2002. Elle est titulaire d'un master de LEA (espagnol, portugais, anglais) et est employée administrative dans une entreprise de transports internationaux (qui dessert le Portugal). Sa mère est femme de ménage et son père ouvrier dans le BTP. Alice est membre de l'association universitaire « Lusomundo ». Son père était lui-même un dirigeant associatif. Son ami est d'origine italienne.

Anabela est née en France, elle a 25 ans en 2002. Elle vit chez ses parents (famille de deux enfants), dans un appartement à La Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne, 94, région Ile-de-France). Son père est ouvrier dans le BTP et sa mère femme de ménage. Anabela est membre de l'association Cap Magellan où elle travaille en « emploi jeune » comme responsable du département « stages et emplois ». Après une année passée à l'Université de Braga, au Portugal, dans le cadre du programme Erasmus (maîtrise de langues étrangères appliquées espagnol-portugais), elle part vivre à Lisbonne où elle trouve un travail de commerciale dans la vente de vins de Porto. Anabela a hérité du prénom de sa grand-mère paternelle qui est aussi sa marraine de baptême.

Anna est née en France (Gironde, région d'Aquitaine) ; en 2001 elle a 26 ans. Elle vit chez ses parents dans la banlieue de Bordeaux. Anna poursuit des études universitaires de langue portugaise (LCE, niveau master) et souhaite se présenter au concours de Professeur des écoles. Elle a passé deux années universitaires au Portugal où elle a rencontré son fiancé, un fils d'immigrés guinéens. Elle est membre de l'association portugaise de Pessac.

Anne-Marie / Ana Maria est née en France ; en 2001 elle a 21 ans. Elle a grandi à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine, 92, région Ile-de-France) où sa mère est gardienne d'immeuble (logement familial) et son père magasinier dans une grande surface. Anne-Marie est membre de l'association Cap Magellan. Après une année d'études universitaires à Paris, elle est partie poursuivre des études de journalisme au Portugal. Elle retourne régulièrement dans le village maternel où ses parents ont construit une maison.

Antonio est né à Mirandela (Bragança, région du Trás-os-Montes) ; en 2002 il a 35 ans. Il est arrivé en France à 23 ans (vers 1990) pour poursuivre des études universitaires d'archéologie à la Sorbonne. Sa mère vit en banlieue parisienne où elle a émigré seule dans les années 1960. Antonio a été membre actif dans plusieurs associations

homosexuelles parisiennes ; il a aussi chanté dans une chorale gay avant de fonder l'association « Lusogay » (Paris). Contrairement à d'autres adhérents portugais de l'association, il dit ne pas avoir émigré pour vivre plus librement son homosexualité dans la capitale française car il n'avait pas découvert son homosexualité à l'époque.

Anita est née à Angers (Maine-et-Loire, région des Pays de la Loire) ; elle a 24 ans en 2001. Sa mère est « *femme de chambre* » et son père en arrêt de travail. Anita poursuit un double cursus universitaire d'économie-gestion et d'espagnol. Elle a effectué un séjour Erasmus à l'Université de Braga et envisage de venir s'installer au Portugal afin « *d'aider ses parents à rentrer* ».

Carina, voir à **Denis** son mari.

Carlos est né près de Clermont-Ferrand (Puy de Dôme, région d'Auvergne) ; en 2005 il a 21 ans. Il vit chez ses parents. Son père travaille comme ouvrier à l'usine Michelin. Après avoir passé un baccalauréat scientifique, Carlos a commencé un brevet de technicien supérieur (BTS) dans la filière du bâtiment qui ne le satisfait pas. Il aimerait se réorienter, partir étudier au Portugal et devenir professeur de mathématiques. Carlos est un des protagonistes de la « Fête des garçons » célébrée à Aveleda (département de Bragança).

Cecilia/Cecília est née en France ; en 2001 elle a 29 ans. Et **Nuno**, son frère, né au Portugal (Braga, région de Minho), a 32 ans. Ils ont grandi dans le village de la Roche-Blanche (Puy-de-Dôme, région d'Auvergne). Leur père travaille comme ouvrier à l'usine Michelin de Clermont-Ferrand et leur mère est femme de ménage. Elle a émigré clandestinement avec Nuno. Ce dernier est ingénieur en électronique, marié à une française d'origine (mariage célébré uniquement en France), il a un fils de 3 ans qui n'a pas encore été présenté à la famille au Portugal. Cecilia possède un brevet d'études professionnelles (BEP) en vente et travaille comme caissière dans un centre commercial de la périphérie de Clermont-Ferrand où elle vit seule. Avec son frère, elle a été danseuse dans un groupe de folklore portugais et a suivi des cours de langue portugaise jusqu'à son BEP.

Angelina est née en France en Seine-et-Marne (77, région Ile-de-France). En 2003 elle a 25 ans et vit chez ses parents. La famille (Angelina est l'aînée de trois enfants) vit dans une HLM à Chelles. Son père est ouvrier du BTP et sa mère employée dans une société de nettoyage. Angelina fréquente les nombreux parents - oncles et tantes, cousins et cousines, côté maternel - qui vivent à proximité de Chelles. Elle est élève du cours de portugais pour adultes de l'association « Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy » et membre d'un groupe de danse folklorique. Elle travaille dans une grande surface comme caissière. Après un baccalauréat littéraire, elle a essuyé un échec au bout de six mois d'université (cursus de langue espagnole option portugais).

Christelle est née en France ; en 2001 elle a 25 ans. Elle vit à Créteil (Val-de-Marne, 94, région Ile-de-France) dans l'appartement de ses parents qui vont et viennent entre la France et le Portugal depuis qu'ils sont retraités. Elle est étudiante en économie et membre actif de l'association « Cap Magellan ».

Dario est né en France ; en 2001 il a 19 ans et vit chez ses parents dans le village de La Roche-Blanche (Puy de Dôme, région d'Auvergne). Il est lycéen (baccalauréat professionnel d'électricité). Son père est ouvrier dans la construction et sa mère femme de ménage.

David est né en France dans le Puy de Dôme (région d'Auvergne) ; en 2000 il a 24 ans. Il est diplômé d'un BTS en informatique et suit une formation de technico-commercial. Dans le cadre de ses études, il a effectué un stage de trois mois au Portugal, à Porto. Il est membre actif de l'association « Cap Magellan » et vit chez ses parents à Paris. Sa mère est femme de ménage et son père maçon.

Delphine est née en France ; en 2002 elle a 25 ans. Son frère et elle ont été élevés par leurs grands-parents paternels à Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon (Rhône, région Rhône-Alpes), où ces derniers vivent toujours. Delphine est étudiante à la Faculté d'économie de Porto. Le licenciement de son père a précipité le retour de la famille au Portugal, dans la ville d'Esposende (Braga, à proximité du village d'origine du père) ; Delphine avait alors 15 ans (vers 1992).

Denis est né en France, il vit avec son épouse **Carina** à Colombes (Hauts-de-Seine, 92, Ile-de-France). Carina est née au Portugal ; en 2002 elle à 24 ans et Denis 26 ans. Ils se sont mariés civilement en France et religieusement au Portugal au cours de l'été 2002. Denis est diplômé d'un BTS action commerciale. Carina est préparatrice en pharmacie dans un hôpital de la région parisienne. Elle a émigré à l'âge de 11 ans avec ses parents (en 1989). Ces derniers sont ouvriers dans les carrières de champignons de Carrières-sur-Seine où ils vivent. Les parents de Denis sont rentrés au Portugal.

Deolindo est né en France ; en 2005 il a 33 ans et vit à Paris. Il a grandi à Créteil (Val-de-Marne, 94, région de l'Ile-de-France) où sa famille - il est le cadet de deux enfants - vivait en HLM. Sa mère était femme de ménage et son père ouvrier dans l'industrie de l'acier puis maçon. Deolindo est membre de l'association « Lusogay » et milite dans d'autres associations du milieu homosexuel parisien (chargé de communication en contrat d'emploi solidarité, bénévolat). Il a été candidat aux élections municipales de mars 2008.

Diane est née en région parisienne et a 26 ans en 2002. Elle a grandi dans la capitale où sa mère est gardienne d'immeuble et son père jardinier communal. Diane est étudiante en histoire et enseigne l'histoire portugaise à l'association « Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy ». Elle vit avec son compagnon, français d'origine, dans un appartement acheté par les parents de celle-ci (Diane est fille unique).

Didier est né en région parisienne ; en 2001 il a 28 ans. Il est ouvrier dans le BTP (société Bouygues). Il vit avec une française d'origine dans le 13e arrondissement de Paris et joue au football dans l'équipe portugaise de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne, 77). Il est lui-même issu d'un couple mixte (mère française, père portugais). Son père est ouvrier dans le BTP et sa mère standardiste. Ses parents possèdent une maison au Portugal dans la ville balnéaire de Viana do Castelo où la famille passe des vacances au mois d'août.

Edouard est né en France, il a grandi en Haute-Normandie (département de l'Eure) ; en 2000 il a 22 ans. Sa mère est « *employée de maison* » et son père artisan dans le BTP. Edouard est étudiant en histoire et séjourne régulièrement au Portugal dans le cadre de ses recherches qui portent sur l'histoire contemporaine du Portugal.

Emilie, née en Bourgogne, a 22 ans en 2000, et **Francis**, son mari, né lui aussi en France (Hauts-de-Seine, 92, région de l'Ile-de-France), a 25 ans. Emilie a fait des « *études courtes* » (brevet d'études professionnelles (BEP) sanitaire et social), suivies d'une formation d'aide soignante, sa profession actuelle. Francis possède un baccalauréat en génie civil et travaille comme livreur. Tous deux ont suivi des cours de langue portugaise (association portugaise de Courbevoie La Garenne) et ont été membres du groupe de danse folklorique où ils se sont rencontrés. Le couple vit à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine, 92).

Estelle est née en France ; en 2003 elle a 23 ans. Elle vit chez ses parents dans la ville de Noisiel (Seine-et-Marne, 77, région de l'Ile-de-France). Sa mère a émigré à l'âge de 13 ans et est comptable dans une grande surface. Son père est arrivé en France à l'âge de 3 ans et est électricien. Ses grands-parents maternels vivent toujours en France. Estelle a poursuivi des études universitaires (double master LCE espagnol, portugais et histoire moderne) à l'Université de Marne-la-Vallée. Elle enseigne par ailleurs l'Histoire portugaise à l'association « Communauté Portugaise de Formation Culturelle du Raincy ». Son ami est d'origine portugaise, ils se sont rencontrés par le biais d'une tante maternelle qui est aussi la marraine d'Estelle.

Fernando est né au Portugal, dans la ville de Bragança ; en 2001 il a 22 ans. Il a émigré avec ses parents à l'âge de 5 ans. Il vit chez ses parents en banlieue parisienne, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne, 94, région Ile-de-France). Il est ouvrier dans le BTP. Son père est carrossier.

Filipe est né en région parisienne et a 28 ans en 2000. Entre 11 et 16 ans, il a vécu au Portugal, chez ses grands-parents paternels (département de Guarda) avec ses frères et sœurs, pendant que les parents retardaient leur propre retour. Il est avocat et a participé à une rencontre mondiale de luso-descendants.

Gina est née au Portugal ; en 2001 elle a 23 ans et vit chez ses parents à Volvic (Puy de Dôme, région d'Auvergne). La famille (un enfant) a émigré en France en 1979. Les parents de Gina travaillent comme ouvriers dans les eaux de source. Elle est étudiante à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand (LCE espagnol, portugais, anglais) et se rend régulièrement à Paris pour des recherches. À Paris, elle vit chez une tante gardienne d'immeuble dans le 16e arrondissement. Après le baccalauréat Gina a poursui des études supérieures à Lisbonne en philosophie. Après l'obtention d'un diplôme de master, elle a été embauchée comme employée dans une compagnie aérienne.

Helder est né au Portugal (Castelo Branco, Beira Baixa) ; en 2000 il a 33 ans. Il a émigré avec ses parents à l'âge de 4 ans, en 1971. La famille a vécu à Carrières-sur-Seine (Yvelines, 78). Sa mère était ouvrière et son père manutentionnaire dans une

grande surface (retraités). Les parents possèdent une maison dans chacun des deux pays. Helder et son frère ont suivi leur scolarité au Lycée international de Saint-Germain-en-Laye, puis Helder a poursuivi des études de droit international à Paris (DESS). Il est président d'une association de lusodescendants et marié à une femme d'origine portugaise rencontrée dans l'association. Le couple vit en banlieue parisienne à proximité des parents de l'épouse.

Jenifer est née en France et a grandi en banlieue parisienne. Ses parents se sont rencontrés dans une association portugaise de la banlieue parisienne. Sa mère était concierge à Paris. En 2001, Jenifer a 23 ans et vit au Portugal avec ses parents. Elle est étudiante à la Faculté d'économie de Porto. Sa famille est partie vivre au Portugal quand Jenifer avait 11 ans (vers 1990), s'installant dans la maison construite durant l'émigration (département de Viana do Castelo).

João Paulo, voir à **Sandrine,** sa femme.

José Manuel est né au Portugal (département de Viseu) ; en 2001 il a 32 ans. Il a émigré en France en 1989 à l'âge de 20 ans, rejoignant son père et ses quatre frères et sœurs (il est le cadet), pour travailler comme ouvrier qualifié dans le bâtiment. Il habite à Paris dans un appartement de la société qui l'emploie (Bouygues). À Paris, il joue est membre d'une compagnie de théâtre amateur (pièces en portugais) et écrit de la poésie : il est membre de l'association « le Cercle des Poètes de Langue Lusophone ». Son projet de retour définitif vers le Portugal ayant échoué (projet culturel), il circule entre le Portugal, la France et l'Allemagne, continuant à travailler dans le BTP (statut d'intérimaire).

Linda est née en France et a grandi à Compiègne (Oise, région de Picardie). En 2001 elle a 31 ans et est étudiante à la Faculté de lettres de Porto. Elle aimerait devenir enseignante de français. À 25 ans, elle est partie vivre au Portugal, comme l'avait déjà fait son frère. Ils vivent dans la maison construite par les parents durant la migration (département de Porto). Leur mère les a rejoints, tandis que le père, qui dirige une petite entreprise de menuiserie, est resté en France, où la famille (deux enfants) vivait en HLM. Parallèlement à ses études, Linda travaille comme caissière au supermarché Auchan situé à la périphérie de Porto.

Lionel est né en France ; en 2001 il a 27 ans. De 3 à 15 ans, il a vécu au Portugal (département de Bragança) avec ses parents et son frère aîné. La famille est rentrée en France, laissant le fils aîné au Portugal. La mère est concierge à Paris et la loge sert de logement familial. Lionel a suivi des études universitaires en langues et civilisations ? étrangères, puis une formation dans les métiers de la radio. Il anime une émission musicale à la radio portugaise (Radio Alfa) et enseigne le portugais dans une école associative. Il est membre du « Cercle des Poètes Lusophones de Paris » et membre fondateur de l'association « Accord'Art » (Paris).

Luzia est née en France, elle vit à Clermont-Ferrand (Puy de Dôme, région d'Auvergne) ; en 2003 elle a 32 ans. Avec sa famille (fratrie de quatre enfants), elle a vécu dans une cité ouvrière Michelin. Son père travaille comme ouvrier à l'usine Michelin et sa mère est « *employée de maison* ». Luzia est diplômée d'un BTS de

commerce international ; au cours de ses études elle a effectué un stage de trois mois à Lisbonne. Elle travaille comme bénévole à Radio Altitude (Clermont-Ferrand) où elle anime une émission culturelle portugaise. Elle projette de vivre quelques années au Portugal, si elle y trouve un « *travail intéressant* ».

Manuel est né en France ; il a 28 ans en 2000. Sa famille a vécu à Nancy (Meurthe-et-Moselle, région de Lorraine), en logement HLM. Sa mère était employée de maison et son père ouvrier dans une entreprise de travaux publics. À la retraite, ses parents sont retournés vivre au Portugal. Manuel vit à Paris où il travail dans le management. Il est diplômé d'une école de commerce et projette d'aller vivre au Portugal s'il y trouve un travail dans la région d'origine de la famille.

Michel/ Miguel est né en France (région parisienne) ; en 2000 il a 24 ans. Il vit chez ses parents à Asnières-sur-Seine (département des Hauts-de-Seine, 92) et termine des études d'ingénierie en télécommunications. Michel est membre de Cap Magellan, il prépare son départ pour le Portugal avec l'aide du Département stages et emplois de l'association. En 2002, il est finalement parti s'installer à proximité de Lisbonne dans le cadre d'une coopération (service national français ?) chez Alcatel (dans le cadre du service national français). Il passe toutes ses fins de semaine dans la maison familiale située près de Pombal (à 150 kilomètres de Lisbonne). Son père est maçon et sa mère femme de ménage, après avoir été concierge à Paris. Une fois à la retraite ses parents projettent de partir au Portugal, mais *« pas à plein temps, quelques mois là-bas, quelques mois ici »*. Michel a une sœur aînée qui vit en France et travaille comme vendeuse.

Nuno. Voir à **Cecilia,** sa sœur.

Odília est née au Portugal (département de Faro) ; en 2001 elle a 35 ans. Fille unique, elle a été élevée par ses grands-parents paternels. Elle est arrivée en France à l'âge de 14 ans, pour rejoindre ses parents. Elle est célibataire, sans enfants, habite Clermont-Ferrand où elle est employée dans une banque portugaise et animatrice à Radio Altitude (émission portugaise). Odília a un diplôme d'apprentissage en coiffure. Si elle était restée au Portugal, elle aurait fait les beaux-arts à Lisbonne.

Paula. Voir à **Sonia**, sa sœur.

Paulo est né en France ; il a grandi et vit à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne, 94, région de l'Ile-de-France). En 2004 il a 26 ans. Son père est maçon et sa mère ouvrière dans l'industrie textile. Paulo est diplômé d'une école supérieure de commerce et a créé son entreprise : un cabinet de conseil en stratégie d'entreprises, marketing, spécialisé sur l'univers lusophone, puis une entreprise de prêt à porter. Il a été membre de l'association « Cap Magellan ».

Pedro est né en France et a 30 ans en 2000. Il vit chez ses parents, une maison dans un quartier résidentiel de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis, 93, région d'Ile-de-France). Sa mère est « *employée de maison »* et son père chauffeur de taxi. Le frère et la sœur de Pedro, l'un employé dans une société informatique, l'autre cadre en gestion des ressources humaines, ont tous deux des conjoints portugais. Pedro, le cadet, est

célibataire et sans emploi. Il a arrêté ses études au lycée et après dix années de « *petits boulots* », il envisage de suivre une formation dans le commerce (formation pour adulte du Conservatoire national des arts et métiers).

Rosa est née en France et a grandi à Montmorency (Val-d'Oise, 95, région de l'Ile-de-France) ; en 2001 elle a 29 ans. Elle est comédienne et crée des spectacles qui mobilisent la langue et la littérature portugaises. Pour ce faire, elle a du reprendre ses études universitaires. Cadette d'une fratrie de six enfants, elle est la seule née en France. Sa mère a d'abord été femme de ménage dans une école, puis auxiliaire puéricultrice, et son père était ouvrier chez Renault. À la retraite, ses parents sont retournés au Portugal. Rosa est célibataire et envisage de construire sa vie à la fois en France et au Portugal (à Lisbonne et non dans le village de ses parents), voire au Brésil. Elle a participé à une rencontre mondiale de Luso-descendants.

Rita est née en France et a grandi à Orléans (Loiret, région Centre) ; en 2001 elle a 25 ans. Elle est étudiante à la Faculté de lettres de Porto et envisage d'être enseignante au Portugal. Après un échec universitaire en France, à l'âge de 20 ans, Rita est venue vivre au Portugal où sa sœur s'était installée un an plus tôt, dans la banlieue de Porto. Toutes deux passent les fins de semaine dans « leur » village, et retournent passer les vacances d'hiver en France, où leurs parents résident toujours.

Sabine est née à Paris et a 26 ans en 2003. Elle vit au Portugal avec ses parents (département d'Aveiro), où elle est étudiante en langues romanes à la Faculté de lettres de Porto. C'est l'incendie de l'immeuble parisien dans lequel sa mère était concierge, et où la famille vivait (trois enfants), qui a précipité le retour vers le Portugal. Sabine avait alors 14 ans (1991). En France, le père travaillait dans la construction (entrepreneur), activité qu'il a poursuivie au Portugal. La mère a ouvert un dépôt de pain dans le village où la famille s'est installée (maison construite en cours de migration sur un terrain acheté aux grands-parents paternels).

Sandrine est née en France et a grandi à Houilles (Yvelines, 78, région d'Ile-de-France) ; en 2002 elle a 22 ans. Son mari, **João Paulo** est né au Portugal ; en 2002 il a 25 ans. Le couple vit chez les parents de Sandrine, dans un pavillon. Sandrine et João Paulo se sont rencontrés en Corse où Sandrine est partie travailler l'âge de 20 ans comme coiffeuse (deux de ses tantes maternelles vivent en Corse) et où João Paulo a migré en 1998, pour travailler comme ouvrier dans le bâtiment. Le couple projette de construire une maison à côté de celle de parents de Sandrine, ou bien d'acheter une vieille maison en centre ville, comptant sur l'entre-aide familiale pour la restaurer.

Saúl est né au Portugal (département de Porto) ; il a 33 ans en 2003. Il a grandi à Nantes et est l'un des membres fondateurs de l'association la « Caravelle d'Orphée ». Il vit à Paris où il travaille comme surveillant dans un lycée en attendant de trouver du travail dans le domaine culturel. Il est titulaire d'une licence de portugais.

Séverine est née en France, elle vit chez ses parents à Vichy (Allier, région d'Auvergne). En 2001 elle a 22 ans et étudie la psychologie à l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand. Seul son père est d'origine portugaise (naturalisé français), il a émigré à l'âge de 10 ans, en 1964, avec ses parents. Il est maçon comme son propre

père. La mère de Séverine est comptable (mère ouvrière et père maréchal-ferrant). L'ami de Séverine est lui aussi issu d'un couple mixte (mère française et père portugais). Ils n'ont pas de lien avec le Portugal mais fréquentent ensemble des Portugais au club de football de Vichy et participent aux fêtes qui y sont organisées.

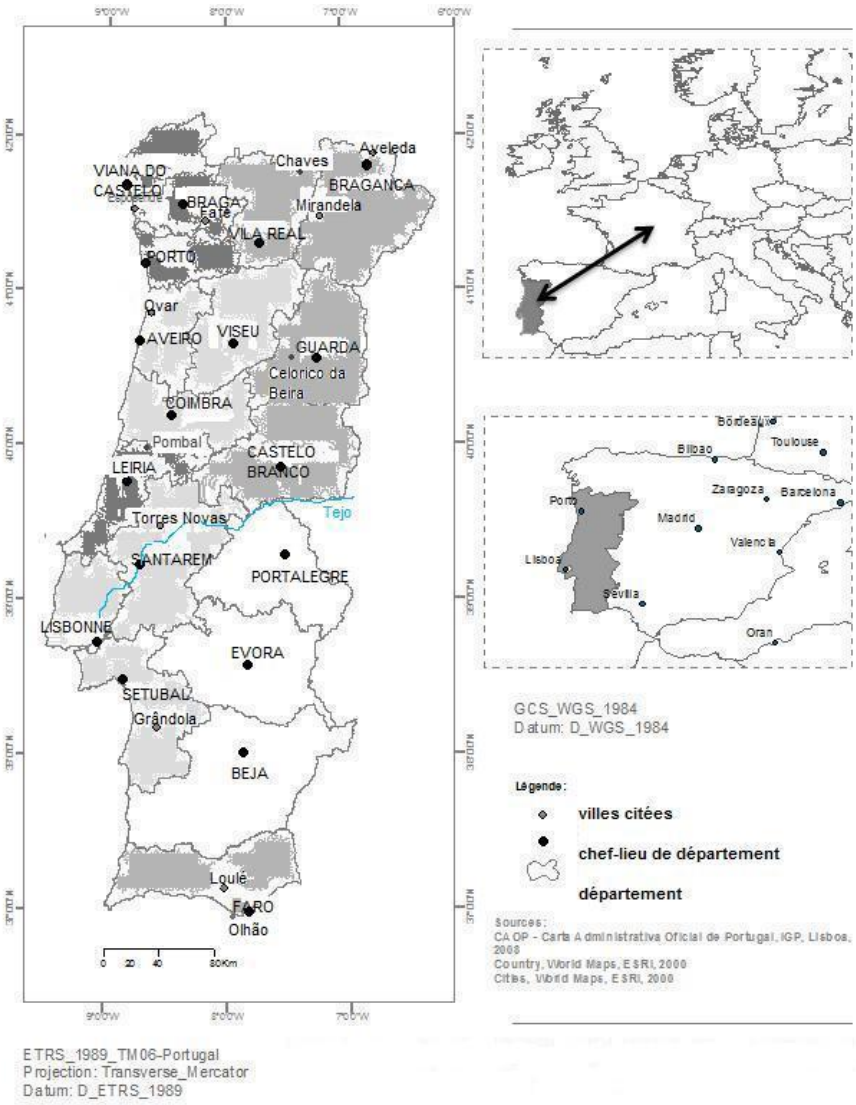
Sonia est née en France, en région parisienne, tout comme **Paula**, sa sœur ; elles ont 23 et 21 ans en 2003 et vivent chez leurs parents à Fontenay-sous-Bois (Val de Marne, 94, région d'Ile-de-France). Leur père est « *chef électricien* » dans une entreprise de travaux publics et leur mère employée dans un restaurant d'entreprise à Paris. Sonia est étudiante en droit international et Paula en BTS tourisme (elle suit des stages dans des agences de voyage portugaises). Elles sont membres du groupe folklorique de l'association portugaise de Fontenay-sous-Bois et Sonia dirige la troupe de théâtre de l'association. Cette dernière a par ailleurs été candidate aux élections municipales de mars 2008.

Sylvia est née en France, elle vit chez ses parents en Région parisienne, à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis, 93) ; elle a 26 ans en 2001. Elle est titulaire d'un DESS de sociologie (consultant culturel) et travaille comme animatrice culturelle dans une association portugaise (emploi jeune d'une durée de 5 ans). Sa mère est « *intendante* » dans une maison où vit la famille de Sylvia. Son père est technicien dans une imprimerie et sa sœur, de deux ans sa cadette, est partie vivre au Portugal après avoir obtenu un diplôme de vente.

Vítor est né en France ; en 2003 il a 25 ans. Il a grandi à Paris où sa mère est concierge et son père technicien chauffagiste. Vítor est l'aîné de deux enfants. La famille a vécu dans la loge de concierge. Diplômé d'un BTS de commerce, Vítor est en contrat de qualification dans une banque portugaise et habite un studio situé à côté de la loge de ses parents avec sa femme, française d'origine.

Francis, voir à **Emilie,** sa femme.

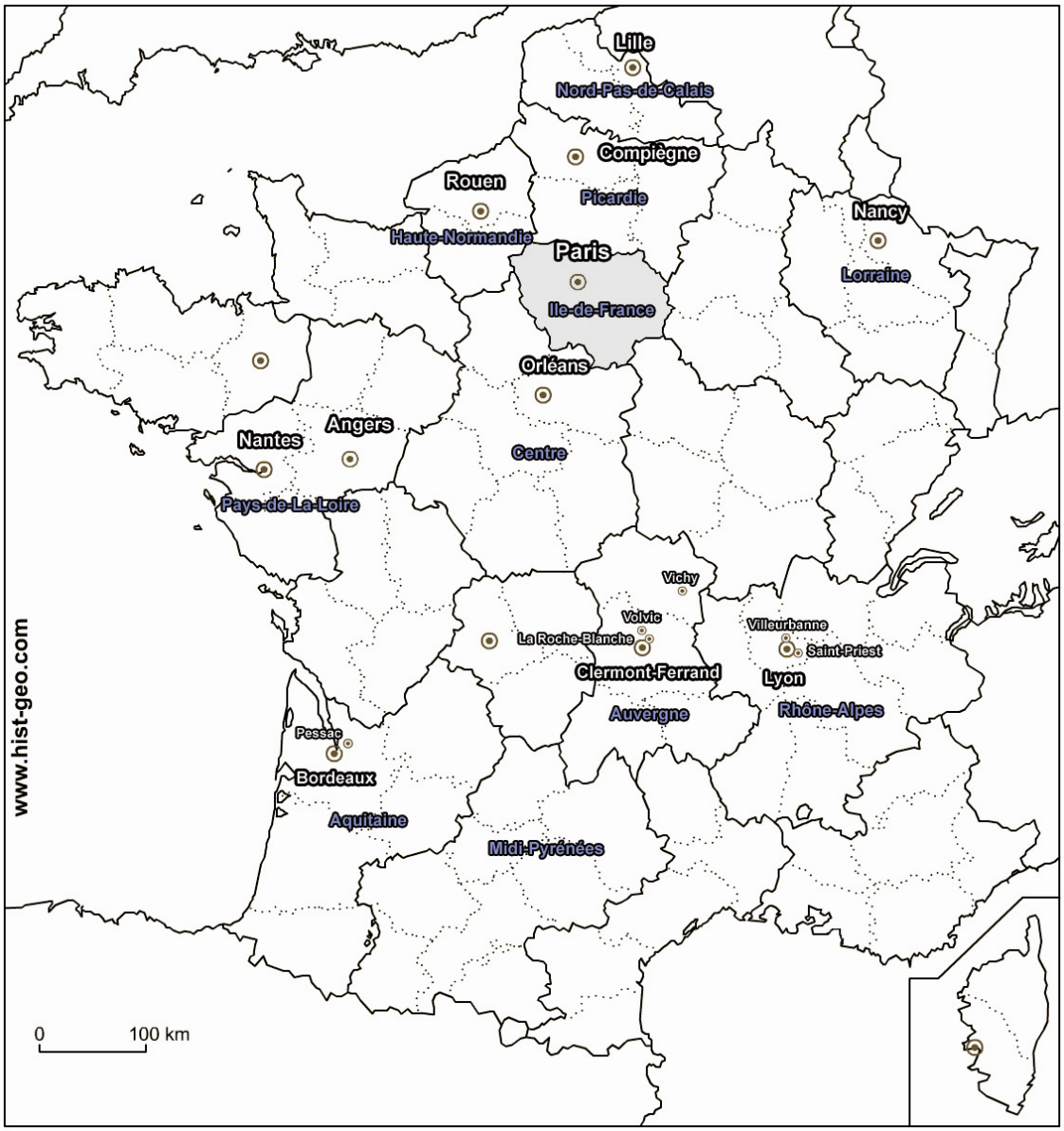
Annexe 2 : Carte du Portugal - lieux d'origine



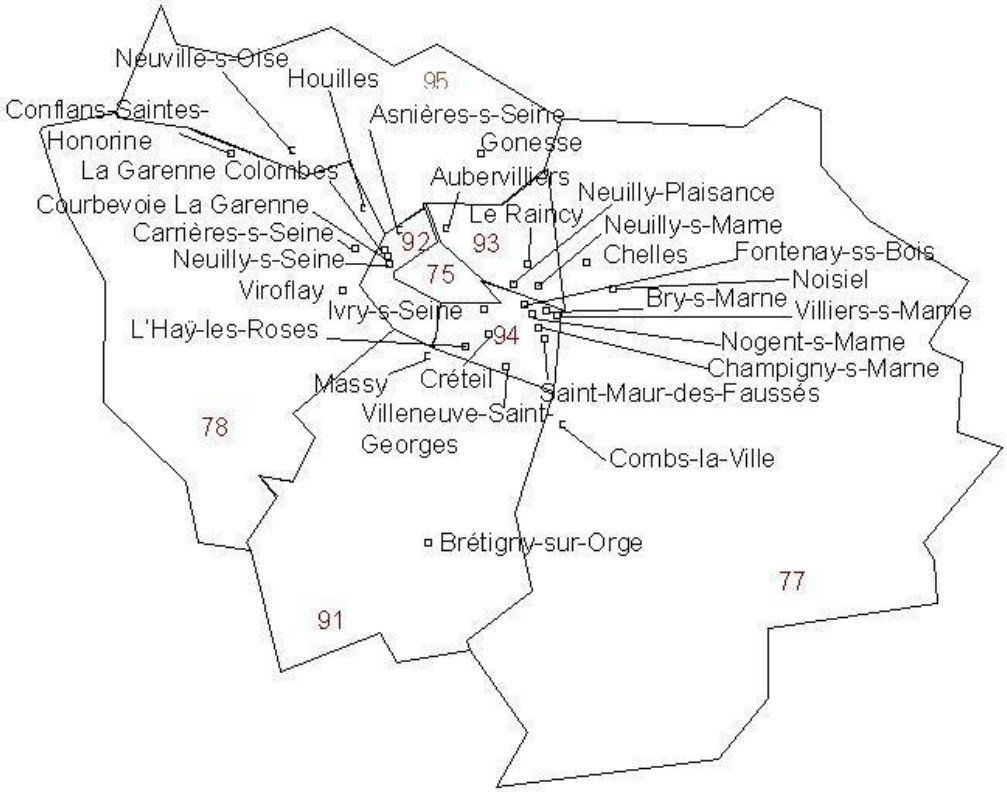
Annexe 3 : Tableau des départements d'origine (Portugal)

Départements	Total d'individus originaires des départements et grands ensembles régionaux (anciennes provinces)	
Braga	10	32 (Minho)
Viana do Castelo	11	
Porto	11	
Bragança	8	15 (Trás-os-Montes)
Vila Real	7	
Viseu	3	31 (Beiras)
Guarda	5	
Castelo Branco	4	
Aveiro	3	
Coimbra	2	
Leiria	14	
Lisboa	2	4 (Lisbonne)
Setúbal	2	
Santarém	1	1 (Ribatejo)
Portalegre	0	0
Évora	0	
Beja	0	
Faro	4	4 (Algarve)

Annexe 4 : Carte de France - lieux de résidence



Annexe 5 : Villes de résidence et lieux d'activités (associatives, mémorielles) - Ile de France



Annexe 6 : Régions et départements de résidence

Régions	Départements	Nombre de familles
Picardie	**Oise**	**1**
Haute-Normandie	**Eure**	**1**
Champagne-Ardenne		
Lorraine	**Meurthe-et-Moselle**	**1**
Ile-de-France	**Ville de Paris (75)**	**6**
	Seine-et-Marne (77)	**3**
	Yvelines (78)	**4**
	Hauts-de-Seine (92)	**4**
	Seine-Saint-Denis (93)	**4**
	Val-de-Marne (94)	**7**
	Val-d'Oise (95)	**2**
	?	**2**[772]
Centre	**Loiret**	**1**
Pays-de-la-Loire	**Loire-Atlantique**	**1**
	Maine-et-Loire	**1**
Auvergne	**Puy-de-Dôme**	**6**
	Allier	**1**
Rhône-Alpes	**Rhône**	**2**
Aquitaine	**Gironde**	**1**

[772] Données non connues.

Annexe 7 : Article de presse sur les « émigrants » - « Três Portugais » - et droit de réponse

« Les trois Portugal », de Henrique Raposo, publié en ligne, site de l'hebdomadaire portugais *Expresso*, daté du 18 août 2009[773] :

« **Au mois d'août, le Portugal est envahi par les émigrés qui retournent dans leur patrie, chevauchant de fanfaronnes grosses cylindrées aux plaques d'immatriculation jaunes. J'ai un aveu à faire là-dessus : cette invasion m'a toujours dérangé.** Et je ne suis pas le seul dans ce cas. De nombreux portugais d'ici ne sont pas à l'aise avec l'arrivée des portugais de là-bas. Le mois d'août n'est pas tant apprécié que ça. Ce Portugal due la bonbonne de pinard et de Graciano Saga nous dérange. Il y a quelques jours, le dérangement était tel que je me suis demandé : « mais pourquoi diable je me sens agacé par les « *emigras* » ? Avant de répondre à la question, j'ai un autre aveu à faire, je dois présenter mes excuses aux émigrés. Car le dérangement que j'éprouve en dit davantage sur nous – les portugais d'ici- que sur les émigrés – les portugais de là-bas.

Nous rejetons les émigrés par ce qu'ils nous rappellent ce que nous voudrions oublier : le retard historique du Portugal. Les manières « rurales » de l'émigré nous rappellent que les marques de la modernité ne sont arrivées au Portugal dans la génération de mes parents. En Europe, l'exode rural a eu lieu au XIX siècle, alors que, au Portugal, la fuite vers les villes n'a eu lieu que dans les années 60 et 70 du XX. C'est à cette époque que les gens d'Alentejo, par exemple, ont colonisé la rive sud du Tage et la banlieue orientale de Lisbonne (une épopée qui reste à raconter). En Angleterre et en Hollande, la scolarisation massive de la population a démarré au XIX siècle. Au Portugal, la génération de mes grands-parents était encore analphabète. La génération de mes parents a été la première à se rendre à l'école, pour ne suivre que le primaire. Aujourd'hui, ma génération possède des masters et des doctorats. Nous avons donc ici trois générations qui représentent trois Portugal distincts. Trois Portugal qui ne se respectent pas toujours.

L'Histoire des trois Portugal révèle que la société portugaise a fait un bond considérable, des petits-enfants d'analphabètes ayant atteint le sommet. Ceci démontre que les 50 dernières années du Portugal ont quelque chose du rêve américain. Mais, d'un autre côté, ce saut révèle que notre sophistication nouvellement acquise a des pieds en argile. C'est pourquoi les « *emigras* » nous dérangent. Année après année, ils ressuscitent le Portugal de 1979. Dans la banlieue de Paris, ils ont congelé les « Portugal » de l'auparavant et, en août, ils les rapportent dans leurs glacières, entre les bières et les grillades de porc. C'est cette téléportation générationnelle qui nous dérange. Chaque mois d'août, le « Portugal » le plus récent, celui de la sophistication académique et culturelle, est forcé de reconnaître l'existence des autres « Portugal ». Et ça fait mal. La présence des émigrants montre que notre sophistication européenne est une greffe de peau très récente, qui n'a pas encore pris. Après tout, 1979 c'était hier. »

Réponse d'un internaute, par une citation du poète Jorge de Sena :

« Rien ne m'attache, ni me relie à une bassesse telle que ce rot des gloires passées (…) dérisoire visage de boue, de cupidité et d'abjection, de mesquinerie, de vaniteuse ignorance. Terre d'esclaves, le cul en l'air, qui écoute grincer dans le brouillard la nef du « Encoberto » [allusion au Sébastianisme]. Terre de fonctionnaires et de prostitués, tous dévots du Miracle, chastes dans les heures creuses, dont la maladie est cachée. Terre d'héros, au prix de l'or et du sang et des saints, avec une vitrine pour les gourmandises, le tout enfoui dans la vertu. Triste terre, chaulée à la lumière du soleil, tarabiscotée, minable, remplie de personnes affables envers les étrangers, qui laissent des pièces de monnaie et charrient des puces (ah, les puces portugaises !) vers toute l'Europe. Terre de monuments, où le peuple signe de merde son anonymat. Terre-musée, où l'on vit encore avec des cochons plein les rues, dans des maisons celtibères. Terre de poètes tellement sentimentaux que l'odeur d'une aisselle les transporte en transe. Terre de pierres trouées, aussi sèches que ces sentiments de huit siècles de voleurs et de patrons, barons ou comtes. Oh ! Terre de personne, personne, personne ! Quelle est cette terre qui parle et qui,

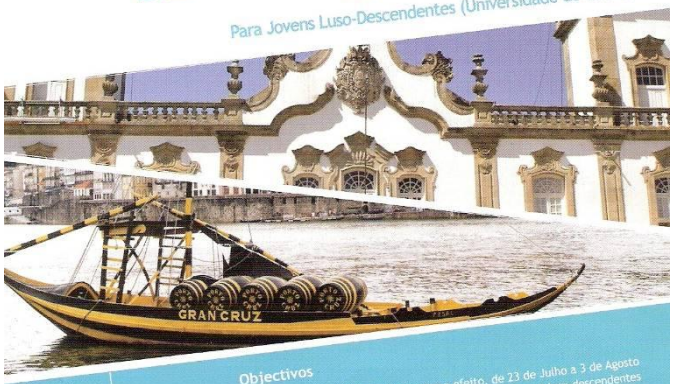
[773] http://aeiou.expresso.pt/tres-portugais=f530857; traduit du portugais.

parce qu'elle est si distinguée et développée, voue au bannissement ses enfants, 5 millions de personnes portant la carte d'identité portugaise et de plus en plus diplômés et spécialisés, ayant les compétences requises pour changer ce Portugal qui les condamne ? » (Jorge de Sena, 1979)

Annexe 8 : Cours d'été pour Luso-Descendants - « Retour aux origines », Université lusophone de Porto, 2007

Regresso às Origens

Para Jovens Luso-Descendentes (Universidade de Verão)



Objectivos

A Universidade Lusófona do Porto leva a efeito, de 23 de Julho a 3 de Agosto próximo, o Curso de Verão **Regresso às Origens** para jovens luso-descendentes em idade pré universitária, dos quinze aos dezoito anos.
Com este curso, a Universidade Lusófona mostrará aos jovens luso-descendentes o que de melhor se faz nas artes, nas ciências, na cultura portuguesa e em particular no Norte de Portugal, cuja capital, a cidade do Porto, esteve na origem da maioria dos movimentos migratórios ao longo de todo o século XX.

Este projecto pretende constituir-se como factor de aproximação dos luso-descendentes à cultura e às origens dos seus pais e avós. Terá início neste ano de 2007 e será certamente reforçado ao longo dos próximos anos.
Este curso estrutura-se em dois tipos de acções complementares: conferências alusivas à história, à cultura e à dinâmica da Região Norte e do País, a cargo de personalidades relevantes da vida portuguesa; bem como visitas de estudo a pontos de interesse turístico ou histórico-cultural na Área Metropolitana do Porto.

UNIVERSIDADE LUSÓFONA DO PORTO

Universidade Lusófona do Porto
Rua Augusto Rosa, nº 24, 4000-098 Porto

Programa

23 a 27 de Julho _ Conferências

Breve História do Porto
Jóffo Couto
(Historiador e Escritor)

A Arquitectura do Porto
José Gomes Fernandes
(Arquitecto)

Comunidades Portuguesas - os direitos e os afectos
Manuela Aguiar
(Jurista e ex-Secretária de Estado das Comunidades)

Des(Porto)
Aurora Cunha
(Desportista)

Cruzamento de Gerações: uma Aposta de Futuro
Ana Carvalho
(Geógrafa)

23 a 26 de Julho _ Visitas de estudo

Palácio da Bolsa
Museu de Serralves
Estúdios da Rádio Televisão Portuguesa
Estádio do Dragão

30 de Julho a 3 de Agosto _ Conferências

O Porto e a Música
José Ferreira Lobo
(Maestro)

O Porto e as pontes
Carlos de Brito
(Engenheiro Civil)

A Solidariedade em Portugal
Pe Lino Maia
(Presidente da CNIS - Confederação Nacional de Instituições de Solidariedade)

A economia portuguesa
Rui Moreira
(Empresário)

Porto de Partida; Porto de Chegada
Paulo Morais
(Professor Universitário)

30 de Julho a 2 de Agosto _ Visitas de estudo

Porto Editora
Casa da Música
Jornal de Notícias
Passeio no Rio Douro

Annexe 9 : Extrait du discours du Président de la République portugaise - Jour du Portugal, de Camões et des Communautés

« Aujourd'hui nous célébrons le Portugal, notre identité, notre histoire et notre culture, dont Camões est le plus élevé symbole. Il n'est pas un symbole distant et mort, qui ne nous dirait plus rien. Il est un symbole que nous devons renouveler et rendre présent, car l'œuvre qu'il nous a légué a su capter ce qui, en son temps, était de tous temps et, pour cette raison, également du nôtre – l'incertitude, la perplexité, l'exaltation face à ce qui est nouveau et inattendu, l'indignation qui n'accepte pas l'injustice, la quête d'un sens plus humain pour la vie. Tout cela en un monde qui entamait alors, par nos mains, le premier cycle de la globalisation et l'aventure de la science moderne. Ils se trompent, ceux qui voient en Luís de Camões le seul chantre des gloires passées. Il est le poète de la complexité et du changement. Dans sa poésie résonne tout ce qui est humain, la grandeur et la vulnérabilité des rêves les plus nobles. L'œuvre camonienne nous parle de l'harmonie et de la dissonance d'un Monde qui ne nous est pas donné, car nous le construisons nous-mêmes avec notre travail, notre volonté et notre pouvoir créateur. Camões a vécu, il a tout connu et tout expérimenté, il s'est rendu partout où il a pu. Comme nous, il a été portugais, européen et universel. » (55-56 ; trad.du portugais, souligné par moi)[774]

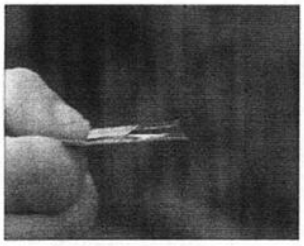
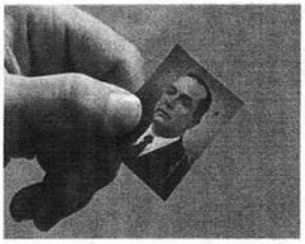
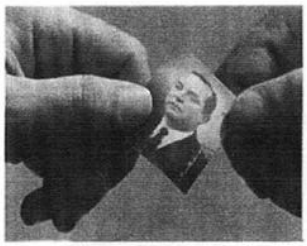
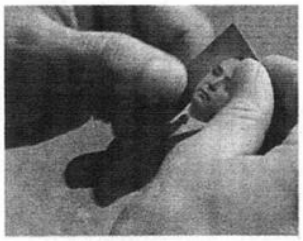
[774] Jorge SAMPAIO, 2001, « Sessão Solene Comemorativa do Dia de Portugal, de Camões e das Comunidades Portuguesas, Viseu 10 de Junho de 2000 », in *Portugueses*, vol. V, Lisbonne : Imprensa Nacional Casa da Moeda.

Annexe 10 : Campagne citoyenne – « Inscrivez-vous »

« Je me suis inscrite et j'ai entraîné mes parents à s'inscrire, parce qu'ils vivent ici depuis 30 ans et méritent d'être reconnus dans cette société et désormais ils décideront avec moi de notre futur. »

Annexe 11 : Diffusion du film « La Photo déchirée », de José Vieira

Diffusion sur **France 2**
Vendredi **5 mars** 2004
Dans la case Contre Courant - **1h15**

LA PHOTO DÉCHIRÉE

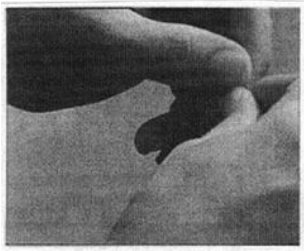
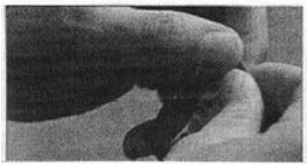
CHRONIQUE D'UNE ÉMIGRATION CLANDESTINE

Un documentaire de José Vieira

Entre souvenirs d'enfance et investigation historique, José Vieira enquête pour comprendre ce qui a provoqué dans les années 60 l'exode en France de milliers de portugais qui fuyaient la misère, la guerre et la répression.

Une coproduction La Huit, Animdis, Les Films de la Mémoire, Telessonne, RTBF & RTP

Prix du meilleur documentaire - Chemins du Ci
Prix d'honneur des ciné-clubs - Doc Lisboa, l
Prix Planète - Festival International du Film d'An

Annexe 12 : « Paris : des Portugais au Musée de l'immigration »

LUSO JORNAL

Le journal bilingue des Portugais de France | GRATUIT | N°137 - le 18 octobre 2007

Paris: Portugueses no Museu da Imigração

Baptista de Matos, dirigente associativo e Conselheiro das Comunidades, é o Português que o Museu da Imigração, em Paris, decidiu homenagear na sua colecção.

L'article trace le portrait du président de l'Association portugaise de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) : « Baptista de Matos : le visage portugais du musée de l'immigration » (*LusoJornal*, 18 octobre 2007).

Annexe 13 : Mémoire Vive/*Memória Viva* - Formulaire de participation au site Internet

Association Mémoire Vive/Memória Viva

Centre de mémoire et d'histoire de l'immigration portugaise – site Internet Sudexpress

Imprimez, remplissez et joignez ce formulaire à votre envoi par la poste à l'adresse suivante :
Mémoire Vive/Memória Viva – C/Fasti – 58, rue des Amandiers 75020 Paris

Utilisez un formulaire par document ou objet.

1. Vous

Nom/prénom : ……..
Vos coordonnées (adresse/téléphone/e-mel) :……..
Autres renseignements : …….....

2. Votre contribution (cochez)

□ **pour « Chroniques de notre histoire » :** □ texte – □ témoignage oral (cassette….) – □ mot/texte pour l'abécédaire – □ photo avec texte
□ **pour la « bibliothèque »** : □ référence et extrait d'un ouvrage – □ commentaire personnel sur un ouvrage
□ **pour la « cinémathèque » :** □ référence d'un film – □ commentaire sur un film – □ documentation (affiche, presse)
□ **pour la « discothèque » :** □ titre et parole de chanson – disque/cassette - □ interprétation personnelle (enregistrement) – □ documentation (pochette/photo/presse)
□ **pour les « archives » :** □ document ou objet (original, photographié ou scanné) et commentaire personnel
□ **pour la « galerie d'images » :** □ photo et commentaire personnel

□ **pour une exposition en cours :** (précisez)
……

Vous envoyez un document original et il vous sera restitué. Cochez □

3. Vous souhaitez contribuer mais rencontrez des difficultés
Remplissez la partie 1. et précisez ici votre projet :

……
……..

4. Utilisez cette partie pour les références, renseignements et commentaires accompagnant votre envoi. Si insuffisant, utilisez des feuilles séparées.
……
……

a. Notre association se réserve le droit de diffusion sur le site ou pas de la contribution. Votre contribution ne peut être utilisée à d'autres fins.
b. Tout document ou objet envoyé est considéré libre de droit d'utilisation sur le site Sudexpress

Annexe 14 : Extraits du *Livro Telegram* – association Cap Magellan

Simple témoignage...

L'histoire que je vais vous raconter est celle de mon père, Manuel Martins, 60 ans aujourd'hui. Durant son enfance, il a vécu dans le petit village d'Aldeia do Bispo da Raia, dans le district de Sabugal, à une soixantaine de kilomètres de Guarda. Les activités économiques s'y résumaient à l'élevage d'animaux de ferme : vaches, moutons, porcs et poules, ainsi que la contrebande.

Son voyage vers la France commença le 11 septembre 1964. Avec une dizaine de personnes de son village et avec l'aide d'un «passeur» payé 20.000 escudos (environ 100 euros) par personne, il entama, à pied, une longue traversée de l'Espagne pour arriver en France où son père l'attendait. La traversée dura 11 jours. Elle se déroula uniquement de nuit dans les montagnes et sans aucune lumière, tandis que la journée, tous se cachaient afin d'éviter de se faire remarquer par les policiers espagnols qui les auraient immédiatement conduits en prison. Comme il me le confiait, le plus dur était le manque de visibilité, le fait de ne pas savoir où l'on va. Les chutes et les égratignures étaient nombreuses, mais il fallait toujours avancer et ne pas s'arrêter pour ne pas perdre de temps.

Une fois arrivé en France, à Saint Denis, son père le récupéra et lui trouva un travail avec lui dans le bâtiment ; ce qui lui procura par la même occasion des papiers.

Lorsqu'il me racontait cela, mon père avait les larmes aux yeux, ce qui m'a fait comprendre toutes les difficultés qu'il a dû endurer pour offrir à sa famille et à ses enfants une vie meilleure. Pour cela, nous ne pouvons mes soeurs et moi que lui en être reconnaissants.

"Lorsqu'il me racontait cela, mon père avait les larmes aux yeux, ce qui m'a fait comprendre toutes les difficultés qu'il a dû endurer pour offrir à sa famille et à ses enfants une vie meilleure."

Mais cela n'était pas suffisant pour nourrir correctement une famille de 7 personnes. Dès lors, son père ainsi que deux de ses soeurs sont partis en France, comme beaucoup de Portugais à l'époque, et à l'age de 16 ans, ça allait être son tour.

Daniel.

9

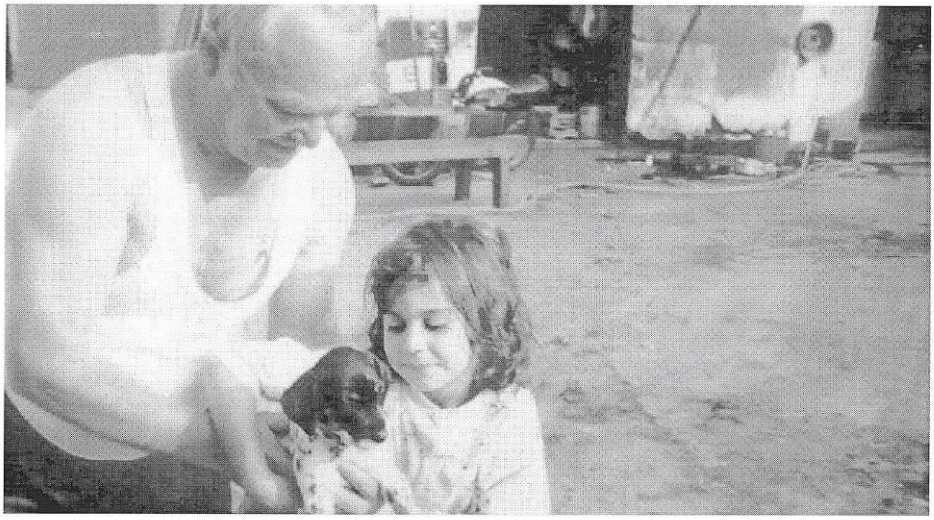
Minuit, un soir à Créteil...

Le moment est choisi. Ce moment, je l'ai pensé et réfléchi, comme tout ce que je fais dans ma vie. Rien ne doit être laissé au hasard. Ce moment j'ai voulu le garder, le protéger, le fixer pour toujours. Ce moment, c'est cette transmission d'histoire, transmission de vie. C'est l'histoire de mes parents. Cette histoire, je l'enregistre avec mon mini-disc. Je ne veux rien perdre de ce moment si intime, si rare, d'une conversation sur un passé si lointain, douloureux parfois. Ce moment, c'est ma mémoire. Celle de mes parents, la mienne, celle qui m'a construite inconsciemment. Celle qui a fait ce que je suis aujourd'hui. Leur histoire, mon histoire. "Papa, maman, racontez moi votre histoire".

REC.

Un peu gêné d'abord par l'enregistreur, il a suffi de quelques secondes pour que mon père se lâche et raconte tout. Comme si ces moments, il les revivait, là, à nouveau. Tout lui revient en tête. C'est incroyable comme notre mémoire retient un nombre fou de détails. Des détails qui, au fond, ont peu d'importance. Mais des détails qui font toute l'histoire. L'histoire avec un grand H. Ma mère écoute, attentive, sans jamais oser rien dire. "Comment as-tu décidé de partir et tout quitter pour aller en France, Papa?" La réponse est simple: "Pour

"Cette histoire, je l'enregistre avec mon mini-disc. Je ne veux rien perdre de ce moment si intime et si rare, d'une conversation à trois, sur un passé si lointain."



"Comme tout homme, j'aspirais à une vie meilleure, pour moi et pour mes enfants."

construire un futur meilleur pour ma famille. "

Mon père est parti en 1964, il avait 29 ans. Il laissait derrière lui une femme enceinte de 8 mois et 3 enfants (une fille et deux garçons). Il travaillait à l'époque à Ovar dans le nord du Portugal, dans une entreprise de plastique, FOPIL, où les salaires étaient incroyablement bas. "On n'arrivait pas à vivre dignement à l'époque au Portugal. Comme tout homme, j'aspirais à une vie meilleure, pour moi et pour mes enfants." me dit-il. C'était l'époque où de nombreux portugais partaient vers la France. Il avait un cousin, lui aussi, là-bas, en France. Ce fut son contact, celui qui le mènerait vers l'autre pays, celui dont tout le monde parle, celui où tout est possible. Il écrivit une longue lettre à son cousin pour lui demander s'il pouvait aller travailler en France, avoir un contrat de travail, seul moyen pour entrer légalement en France. Son cousin n'a pu lui trouver ce fameux contrat. Mais mon père n'abandonna pas, si ce n'est pas possible d'y aller légalement, il irait comme d'autres, clandestinement, coûte que coûte. Il ne savait pas encore quand il partirait et arriverait en France, mais que son cousin ne s'inquiète pas: S'il était arrêté, il ne dirait pas le nom de son contact en France.

18 juin 1964, après avoir parlé avec un passeur qu'il connaissait à travers un de ses collègues de travail, il décida de partir. Durant le voyage, qui le mena vers la France, voyage, que

"Ce voyage dura 3 jours. Mon père partit le 18 juin 1964 du Portugal et arriva gare d'Austerlitz le 21 juin."

dis-je, véritable épopée, il rencontra trois voisins de son village. Ils partiront ensemble. Il payera 11 mille escudos (un an de travail à l'époque) pour cela. (C'est incroyable comment ce type de montant reste en mémoire!). Dans le nord du Portugal, tous déjeunent à Amarante. Frontière avec l'Espagne: en face, une rivière, de l'autre coté on entend les espagnols. Que faire? Cette rivière il faut la traverser coûte que coûte, c'était le début du tunnel pour un futur meilleur. Ils le feront. Être recouvert d'eau jusqu'au cou, pas de problème! mais il faut la passer cette fichue rivière! C'est fait. Son contact portugais passe alors tous les clandestins, dont mon père, à son contact espagnol, et ils suivirent tous dans une DS traversant l'Espagne en voiture jusqu'à Hendaye. A Hendaye, direction Paris, en train.

Ce voyage dura 3 jours. Mon père arriva gare d'Austerlitz le 21 juin 1964. Trois jours, trois longs jours. Il n'avait qu'à la main, l'adresse de son cousin. Il se lance, il faut trouver un taxi, sans parler la langue, après un voyage déjà bien éprouvant. De gare d'Austerlitz, il partit vers Gare de Lyon pour trouver une file de Taxi. Un taxi lui parle, pour mon père c'était la même chose que de lui parler en japonais, il ne comprenait rien. Direction Bonneuil dans le Val de Marne (94).

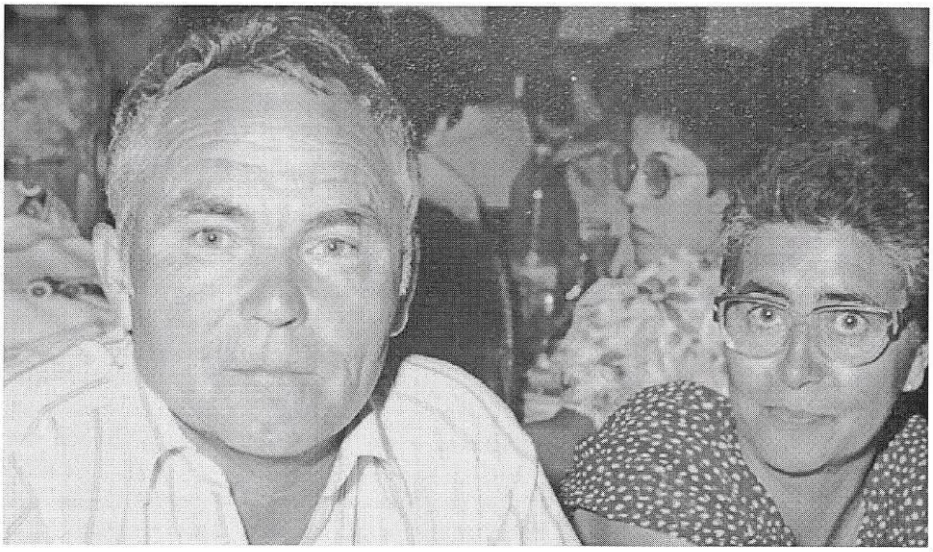
Ma mère, pendant tous ce temps, est restée à se morfondre dans son petit village au Portugal, São Vicente de Pereira. Elle ne pouvait rien dire à personne. Trop dangereux. Personne ne devait savoir que son mari par-

"Le dimanche, mon père avait l'oreille collée à son poste radio pour écouter la retransmission des matchs de football portugais."

"Vraiment bien", me dit mon père. Quatre par appartement, une cuisine où il pouvait faire à manger, une douche, du chauffage pendant la nuit. Le grand luxe! Mieux que ce qu'il connaîtra par la suite.

Il ne retournera au Portugal qu'un an après sa venue en France. Un an! Il ne communiquera avec ma mère que par lettre, plusieurs fois par mois, racontant son quotidien, ma mère lui répondant en y ajoutant, dès qu'elle le pouvait, des photos des enfants. Notamment, des premiers pas du petit dernier, celui qu'il n'a pas vu naître. Ces premiers pas, qu'il ne verra qu'en photo. La première fois qu'il retourna au pays, il reviendra avec les fameux "caramelos" (caramels mous) achetés dans le train. à la frontière portugaise. Ces mêmes « caramelos » au kilo que l'on peut encore acheter aujourd'hui. Ils feront la joie de ses enfants, mes frères et soeurs. C'était déjà pas si mal...

En France, il ne vivait quasiment qu'avec des portugais. Il se souvient : "Une fois je suis parti à Paris, seul, ne parlant pas la langue, prenant le métro pour la première fois afin de régulariser mes papiers". Tout cela pour recevoir une Carte temporaire faite par le patron d'une durée d'un an. Sortie : Station Strasbourg St Denis. Quand il me le raconte,



j'ai la sensation que ce fut une aventure.

Tous les mois il envoyait de l'argent à ma mère. "Mais comment faisais-tu pour lui envoyer?" lui demandais-je. En fait, c'était assez simple: par la banque. Ce que je ne savais pas, c'est qu'à l'époque les banques portugaises allaient à la sortie des entreprises à la fin du mois où travaillaient de nombreux portugais, pour avoir de nouveaux clients. Rien de plus simple, au final.

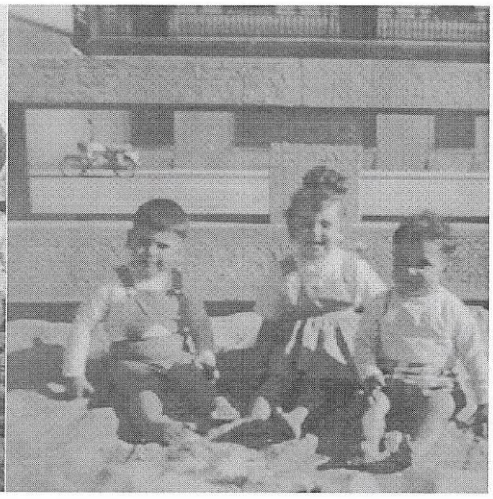
Il reviendra tous les ans au Portugal pour un mois de vacances, en août. De ses venues, naîtra ma soeur, Céleste. Il fera ça pendant 7 ans. 7 longues années à vivre seul en France et comme quasi seule occupation un travail difficile. " Et le Week-End tu faisais quoi, papa?" Le samedi était consacré à laver le linge (à la main s'il vous plaît!), et aussi à écrire à sa femme, ma mère. Le dimanche, mon père avait l'oreille collée à son poste radio pour écouter la retransmission des matchs de football portugais. Parfois, il allait avec quelques compagnons portugais à Champigny rejoindre d'autres Portugais. "Que des bidonvilles, où habitaient des familles entières!" me dit -il, effaré.

En 1971, sept ans après sa venue en France, il ira chercher le reste de sa famille. Une femme et 5 enfants, avec en prime, un appartement enfin convenable pour loger tout ce petit monde. Et là, une autre aventure les attendait.

Mon père avait ses papiers, ma mère avait réussi à avoir un passeport de touriste. Et les enfants? Là était le problème. Mon père voulait évidemment qu'ils entrent légalement en France. Après des démarches infructueuses pour avoir un passeport pour chaque enfant, le Gouverneur Civil de Aveiro estima que mon père n'avait pas les conditions nécessaires pour les accueillir en France. (Petite information pratique: Pour pouvoir le faire, il fallait que la Junta de Emigração voit la maison de mon père en France, et donne un avis favorable. Cela prenait au minimum 6 mois, impossible d'attendre si longtemps!). Ils décidèrent donc de venir quand même. Bravant encore une fois l'interdit. Les enfants devront passer la frontière illégalement. C'était ainsi. Le contact pour le faire: un homme qui errait dans Vilar Formoso, que mon père avait déjà vu et qui lui disait qu'il pouvait les faire passer, moyennant une somme d'argent. Evidemment. 500 escudos par enfants. C'était décidé, ils iront en France, ainsi.

Le départ est proche. Mon oncle emmena toute la petite famille (mon père, ma mère plus 5 enfants) dans sa Ford Cortina GT Blanche jusqu'à Vilar Formoso. Là, les enfants seront donc laissés à ce fameux contact à la frontière portugaise. L'une des mes

"En 1971, sept ans après sa venue en France, il ira chercher le reste de sa famille. Une femme et 5 enfants."



"Je me rends compte combien ces quelques heures ont dû être difficiles pour ma mère. En résumé, elle laissait ses 5 enfants, à un quasi inconnu."

soeurs, la plus petite, 2 ans et demie à l'époque, marchait à peine et était en pleurs lorsque mes parents s'en séparèrent. Mes parents, eux, montent dans le train. Et ne retrouveront leurs enfants que quelques heures plus tard, si tout se passe bien de l'autre coté de la frontière. Ma mère a les larmes aux yeux en me le racontant. Elle soupire : "Ce fut douloureux, terriblement douloureux!" Je me rends compte combien ces quelques heures ont dû être difficiles pour elle. En résumé, elle laissait ses 5 enfants, à un quasi inconnu. En espérant, en priant, que tout se passe bien et qu'ils arriveront à temps pour continuer le trajet tous ensembles. A Fontes de Onoro, première station après la frontière portugaise, le train s'arrête 45 min comme c'est l'habitude. Les minutes passent et toujours pas d'enfants à l'horizon. L'angoisse. Quelques minutes avant le départ du train, au fond, au loin, mon père voit enfin ses enfants sur le quai accompagnés de ce fameux passeur. Soulagement. Enfin, tous réunis. Evidemment aucun des enfants n'avait de billets. Ma mère se souvient. "Le train était bondé. Il y avait du monde partout. Comment a-t-on pu tous tenir là dedans ! Mes enfants, les pauvres! Chacun savait en nous regardant que les enfants n'avaient pas de billets. Ils n'étaient pas les seuls, dans cette situation". Comme par magie, lorsque le contrôleur passe dans le wagon, plus de lumière. Coupure totale. Comme

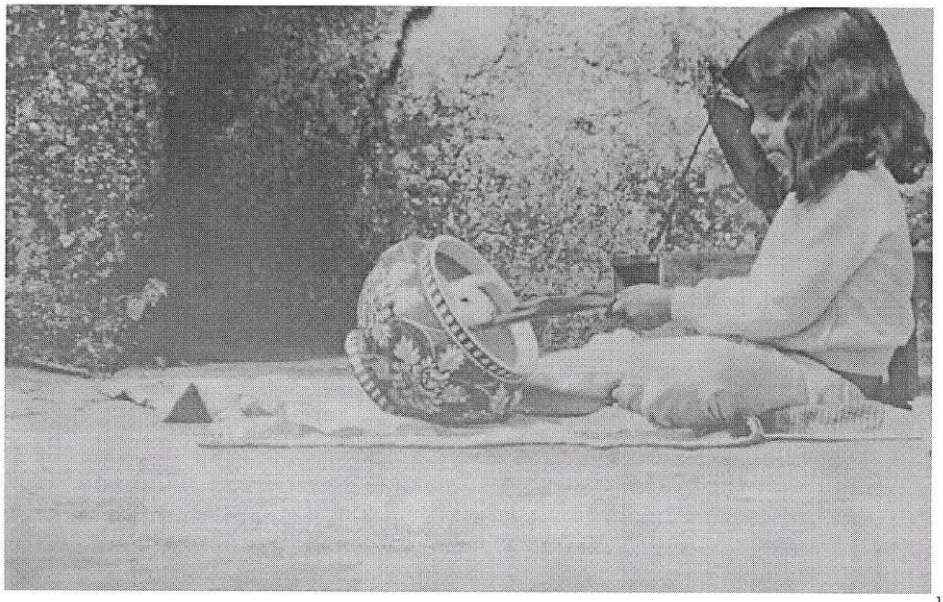
"Comme par magie, lorsque le contrôleur passe dans le wagon, plus de lumière. Coupure totale."

par hasard... hum.. oui, sûrement. Evidemment quelqu'un avait provoqué cette coupure afin d'éviter le contrôle, synonyme de retour à la case départ ou pire. Quelques heures plus tard, la lumière en plus, le contrôleur repasse. Tout le monde en choeur dans le wagon "les contrôleurs sont déjà passés ici, pas besoin de vérifier une nouvelle fois." Tous dans la même galère. C'est ce que je pense. Une solidarité qui permettait à tous d'accéder à un peu plus de bonheur, dans cet autre pays, la France.

Ils arriveront à bon port à Austerlitz, gare mythique pour tous les portugais de France. Encore une fois, il fallait trouver un taxi qui accepterait bien de pendre 7 personnes. Oui, j'ai bien dit 7. Évidemment, lorsque c'était leur tour, le taxi en les voyant, leur dit: "ça va pas être possible". La chance viendra d'un policier tout près, qui obligera le taxi à prendre la famille Valente (mon nom de famille) au complet.

Les voici tous arrivés à Créteil, appartement que mon père avait réussi à louer. Cet appartement, mes parents l'ont encore aujourd'hui. Mon père travaillera comme mouleur en béton à Villeneuve Saint Georges, jusqu'à sa retraite. Ma mère, quant à elle, après de nombreuses années à élever ses enfants, travaillera comme couturière.

De la France, ils n'ont



que de bons souvenirs. Le français, ils le parlent comme ils le peuvent, encore aujourd'hui. Leurs enfants l'apprendront bien plus rapidement qu'eux. Mes parents auront tout au long de leur parcours été respectueux de ce pays, la France, respectueux des français, de ceux qui les ont accueillis. Ne jamais créer de problèmes, s'intégrer au mieux, tel était leur devise.

Aujourd'hui, je travaille pour que les clichés tombent enfin. Des français envers les portugais. Des portugais envers les émigrés. Une lutte perpétuelle. Une lutte sans fin. Une lutte qui vaut la peine.

Cette histoire, je l'ai enregistrée il est vrai, avec mon mini-disc, j'en aurais pour toujours, le son. Mais surtout, je l'aurais toujours en mémoire. Vous savez, dans ce petit organe à gauche, sans lequel on ne peut vivre. Plus tard, je serai heureuse, j'en suis certaine, d'avoir gardé cet enregistrement et de pouvoir encore écouter et réécouter mes parents me raconter leur **H**istoire.

"Ils n'étaient partis que pour 4 ans tout au plus, ils y resteront plus de 35."

Ils n'étaient partis que pour 4 ans tout au plus, ils y resteront plus de 35.

Celle qui raconte cette histoire, c'est moi, la petite dernière. La sixième d'une longue lignée. La seule qui soit née en France, un certain 8 août 1976. Un peu née par hasard, pas vraiment prévue au programme! La seule qui a ce lien si intense et profond avec le Portugal. Etrange. Du Portugal, je n'ai que les souvenirs de vacances, et ceux que j'ai eu plus tard en tant que femme. Cette lutte, ce respect, cette éducation, je m'en rends compte aujourd'hui, viennent de cette histoire.

STOP.

Ah, j'oubliais, à la fin de l'enregistrement, mon père a voulu réécouter sa voix, son témoignage, comme s'il voulait confirmer, une fois de plus, que cette histoire avait bien eu lieu.

Estelle.

Annexe 15 : Article parut dans *Única,* revue de l'*Expresso* : « Portugais au sommet » - « Et voilà [sic]Les nouveaux Portugais »

76

FRANÇA

Portugueses de topo

Na véspera das eleições para as presidenciais francesas, fomos ver como vive a comunidade luso-descendente elogiada pelo Governo de Paris como um exemplo de integração

ET VOILÀ

ET VOILÀ

Os novos portugueses

REPORTAGEM DE *Jorge Fiel* (TEXTO) E *António Pedro Ferreira* (FOTOGRAFIAS), ENVIADOS À FRANÇA

única 77

Illustration de l'ambiguïté de la position du chercheur lorsqu'il est identifié comme appartenant au groupe étudié : j'ai accepté de rencontrer le journaliste auteur de cet article pour restituer mes observations de terrain sur l'immigration portugais en France. Mon histoire de « luso-descendante » est aussi intégrée à l'article. Je participe de ce fait, malgré moi, à la construction de cette image des « Portugais du sommet », « Nouveaux Portugais » que j'analyse dans ma recherche (article paru le 21 avril 2007).